

Le pendant de Mgr Henri Delassus en langue anglaise est le R. P. Père Denis FAHEY, saint prêtre irlandais.

Cet ouvrage écrit en 1945, traduit pour la première fois en français, profite de nombreux ouvrages contre-révolutionnaires écrits précédemment que l'auteur cite abondamment.

Ce savant prêtre irlandais, a consacré sa vie à promouvoir le Règne social de Notre Seigneur Jésus-Christ, Roi de l'Univers. Dans ce livre, il décrit et explique le plan de Dieu pour l'ordre dans le monde et comment nous devons nous efforcer pour sa réalisation. Il expose le programme du Christ poursuivi par l'Église et le programme de lutte de Satan encouragée par les forces secrètes de la subversion : la nation juive et la franc-maçonnerie. Il aborde le sujet si important de l'économie, de l'argent, dont le Christ parle si souvent dans l'Évangile ; argent pour lequel le Dieu Incarné a été vendu. Cette étude est absolument nécessaire pour le clergé, les cadres, les chefs de famille instruits, et toute personne ayant une autorité. Un grand livre de l'école antilibérale.

50 €
les deux volumes

ISBN : 2-8162-0118-5



R. P. Denis FAHEY, C.S.SP

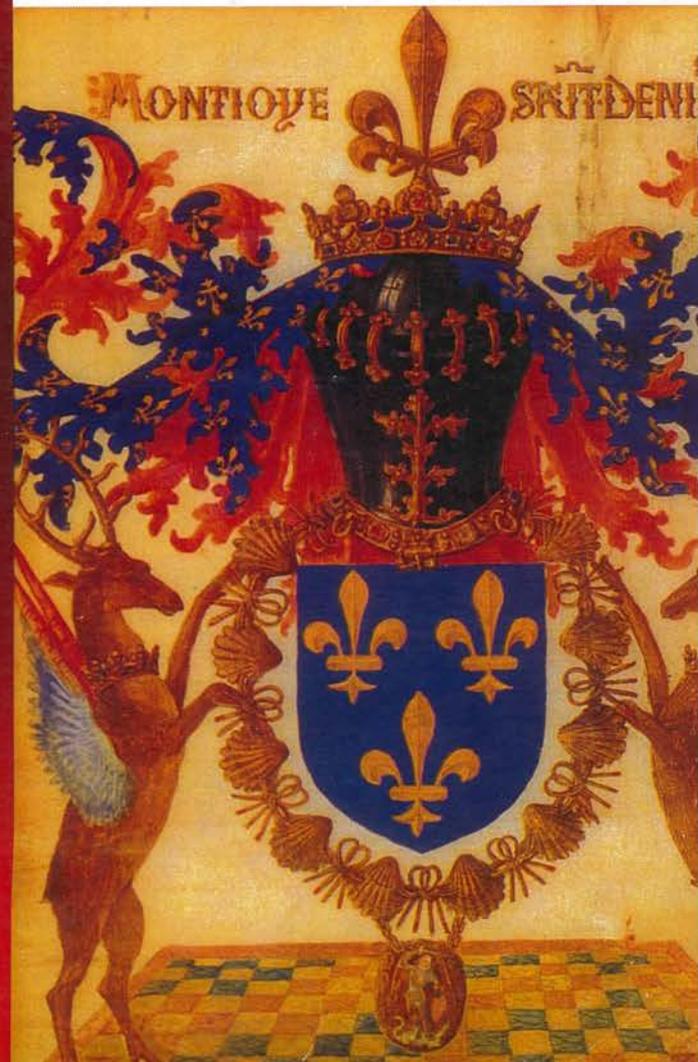
1945

LE CORPS MYSTIQUE DU CHRIST ET LA RÉORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ

TOME II

Traduit de l'anglais
pour la première fois

ESR



LE CORPS MYSTIQUE DU CHRIST

ET

LA RÉORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ

TOME II

ÉDITIONS SAINT-REMI

BP 80 – 33410 CADILLAC

Tel/Fax : 05 56 76 73 38

www.saint-remi.fr

Le RP Fahey consacra sa vie à la promotion du Règne Social de Notre Seigneur Jésus-Christ, Roi Universel.

Il expose dans le présent ouvrage la Plan de Dieu pour l'Ordre dans le monde et comment il nous faut œuvrer à sa réalisation.

LE CORPS MYSTIQUE DU CHRIST

ET

LA RÉORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ

par

R.P. DENIS FAHEY

R.P. DENIS FAHEY, C.S.SP, DD., DOCTEUR EN PHILOSOPHIE, LICENCIÉ EN HISTOIRE, EN ECONOMIE POLITIQUE ET EN DROIT, PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE ET D'HISTOIRE DE L'EGLISE AU NOVICIAT DES MISSIONNAIRES SPIRITAINS, KINMAGE, DUBLIN

"Pour ce qui est des Droits de l'homme, comme on les désigne, les gens en ont suffisamment entendu parler, il est temps qu'on leur parle des droits de Dieu."

Lettre Encyclique *Tametsi*, Sur le Christ notre Rédempteur, du Pape Léon XIII, 1^{er} novembre 1900.

Traduit de l'anglais pour la première fois,
enrichi et actualisé de notes historiques et politiques par le traducteur
à partir de l'édition Forum Press, Cork, 1945

TOME II

Éditions Saint-Rémi
- 2011 -

Imprimi potest .
D. Murphy, C.S. Sp

Nihil Obstat :
Patricius Sexton, DD, Vicaire général

Imprimatur :
+ Daniel Episcopus Corcagiensis,
Cork, 26 janvier 1943

© Copyright de la traduction française.
Tous droits réservés

Éditions Saint-Remi
BP 80 – 33410 CADILLAC
05 56 76 73 38
www.saint-remi.fr

IV^{ÈME} PARTIE

LA DECADENCE POLITIQUE ET LE DIVIN PLAN POUR L'ORDRE

CHAPITRES XIII À XVI

CHAPITRE XIII

LA RÉVOLTE PROTESTANTE CONTRE L'ORDRE

La préparation de mauvaises décisions nationales

Lorsqu'un être humain doit prendre une décision pratique, l'intelligence et la volonté entrent toutes deux en jeu. L'intellect énonce le dernier jugement pratique au sujet d'un cours d'action que suit la volonté, mais il énonce ce jugement sous l'influence de la volonté. Pour qu'une décision soit bonne, deux choses sont donc nécessaires : d'abord l'intelligence doit fermement saisir l'Ordre réel du monde et la fin ultime de l'homme, à savoir son union avec la Très Sainte Trinité par l'appartenance au Christ ; secundo, la volonté doit être affermie par les vertus morales de prudence, de justice, de force et de tempérance.⁽¹⁾ Tel est l'enseignement de saint Thomas, qui dit que "pour une décision juste ou un bon choix, deux choses sont nécessaires : d'abord une intention juste de la fin, et cela vient de la vertu morale ... et en second lieu, un jugement correct sur ce qui mène à la fin, ce qui ne peut s'obtenir que par la raison, avisant correctement, jugeant et ordonnant. C'est la fonction de la prudence et de ses vertus auxiliaires".⁽²⁾ A cela il faut ajouter ce que le docteur Angélique venait juste de dire : "C'est la fonction de la prudence de donner de sages conseils sur ce qui concerne l'ensemble de la vie d'un homme et la fin ultime de la vie humaine".⁽³⁾

⁽¹⁾ La prudence bien évidemment est dans l'intelligence, car c'est essentiellement une vertu intellectuelle, mais elle ne peut pas être présente sans la justice, la force et la tempérance, car c'est une vertu morale par sa matière. C'est un *habitus* qui porte à la connaissance, et son objet est l'acte de volonté réglé selon la loi morale. C'est pourquoi l'on parle de la prudence comme d'une vertu morale. Cf. St Thomas d'A. Ia, II ae, Q. 58, a 4, 5 ; II a, II ae, Q.49, a. 1, 2. "La prudence pousse l'intellect à juger droitement par un dernier jugement pratique sur les actions particulières relatives à la fin ultime de l'homme" (Gredt, *Elementa philosophiae*, vol. II, p. 358, ed. 5 a).

⁽²⁾ St Thomas d'A. I a, II ae, Q.58,a.4 ; cf. Ia II ae, Q. 57, a.5

⁽³⁾ Ia II ae, Q. 57, a.4, ad 3um.

Dans l'ordre de l'action, saint Thomas insiste sur le fait que la volonté suit le dernier jugement pratique, mais il ajoute que c'est la volonté qui fait que ce jugement particulier soit le dernier.⁽⁴⁾ En d'autres termes, la volonté amène l'intelligence à examiner les motifs qui lui conviennent (à elle, la volonté) et à présenter en pleine lumière ce qui l'attire. Le dernier jugement pratique ne peut donc être uniformément correct et bon que si la volonté est rendue droite par les vertus morales.

La volonté a le rôle prépondérant dans notre vie morale. Mais l'autre condition est aussi d'importance vitale. Une action pleinement prudente suppose une vision claire de la fin de l'homme et de l'Ordre du monde ; le danger d'une action désordonnée s'accroît lorsque la saisie par l'intelligence de l'Ordre et des droits de Dieu devient confuse. L'intellect doit présenter à la volonté le plein Ordre du monde. Tout comme pour prendre une bonne décision le fonctionnement correct de l'intellect et de la volonté sont requis, de même une mauvaise décision dans des circonstances particulières peut résulter du mauvais fonctionnement de l'une ou l'autre de ces facultés.

Si maintenant l'on applique analogiquement les principes de saint Thomas aux décisions pratiques des peuples et des dirigeants des peuples à l'époque de la prétendue Réforme, nous verrons que la mauvaise orientation prise était en partie due au manque d'une ferme saisie de l'Ordre dans l'intelligence et à l'affaiblissement de la volonté par le déclin des vertus de prudence, de justice, de force et de tempérance.⁽⁵⁾

⁽⁴⁾ Cf. Thèse N° XXI des vingt quatre thèses thomistes.

⁽⁵⁾ "L'expérience montre que les peuples ont une certaine "personnalité", à laquelle on peut appliquer pratiquement les mêmes règles et le même raisonnement qu'au sujet d'une personne particulière " (Benigni, "*Historiae Ecclesiasticae Propedeutica*", p.73).

Très souvent l'influence d'une personnalité à aider une nation à rejeter le désordre et à demeurer fidèle à Notre Seigneur s'avère tout à fait remarquable, tout comme il y a de notables exemples du contraire. Avec la Reine Isabelle d'Espagne (1451-1504), nous avons un magnifique exemple de ce qu'une claire intelligence et une ferme volonté peuvent faire pour aider un pays à prendre courage et remonter le courant. Dans le cas du cardinal Wolsey, l'on constate combien l'aveuglement et

Le déclin de la saisie intellectuelle de l'Ordre

Quatre points doivent être distingués et faire l'objet d'une mention particulière à ce sujet. Chacun contribua à sa manière à l'affaiblissement de la saisie de l'Ordre par les esprits. Deux d'entre eux, le séjour des Papes à Avignon et le Grand Schisme d'Occident, furent des événements spectaculaires de grand retentissement sur la scène européenne. Les deux autres, la réinstauration du Droit Romain et la contagion du Nominalisme dont nous avons parlé, bien que leur influence fut essentiellement du domaine intellectuel donc moins visible, contribuèrent néanmoins à l'affaiblissement progressif de l'esprit en Europe en ce qui concerne le Divin Plan. Il faut aussi mentionner l'effet déstabilisateur des théories astronomiques coperniciennes sur les habitudes de pensée établies depuis si longtemps, et les conséquences de la grande peste. "La peste noire fit de la Chrétienté une maison de deuil, et eut de terribles résultats en tous domaines : le pire fut que les prêtres devinrent si rares et que de mauvais clercs devinrent si facilement prêtres que la grande philosophie chrétienne et la moralité tombèrent en oubli... la peste noire décima le clergé, laissant à peine assez de prêtres pour le service, et en en faisant admettre un bon nombre qui auraient mieux fait de ne pas servir." ^(5bis)

L'exil en Avignon(1308-1377)

Le Chef de l'Eglise, le Vicaire du Christ, est l'évêque de Rome. Dans cette ville autour de laquelle le Patrimoine de St Pierre s'est développé, le Pape n'était pas sujet à l'influence d'un dirigeant temporel. En Avignon où les Papes séjournèrent de 1308 à 1377, c'est-à-dire de Clément V à Grégoire XI, le Pape était plus ou moins sous la domination du Roi de France. Ceci obscurcit le sens de

l'égoïsme peuvent contribuer à accélérer la chute vers le désastre final. Les lecteurs pourront étudier le contraste dans les splendides volumes "*Isabelle d'Espagne*" de William T. Walsh (en version originale non expurgée !), et "*Wolsey*" d'Hilaire Belloc. NDT : autre exemple au XXe siècle, avec Salazar.

^(5bis) "*Chaucer*", de G.K. Chesterton

l'unité surnaturelle et supra-nationale de l'Eglise, en particulier dans l'esprit des nations qui avaient quelque différend avec les Rois de France. En outre, durant cette période, le ressentiment grandit contre le fait que des évêchés et autres bénéfices dans des lieux éloignés étaient tenus par des personnalités officielles de la Cour Pontificale. Ce fut tout particulièrement le cas en Angleterre, et ceci joua son rôle dans la désaffection des esprits et des cœurs pour le Saint Siègle.

Le Grand Schisme (1378-1417)

Dieu suscita sainte Catherine de Sienne pour mettre fin au séjour en Avignon et ramener le Pape en la Ville Eternelle, centre de l'unité, mais le bien fut neutralisé et les maux s'intensifièrent par suite du Grand Schisme, dans lequel les passions humaines luttèrent contre la réalisation de l'unité de gouvernement, dont tous néanmoins reconnaissaient la nécessité. Les concessions que les prétendants rivaux durent faire à leurs partisans de différentes nations contribuèrent aussi dans une certaine mesure au déclin de la foi.

Influence du Droit Romain et de l'Occamisme

Le spectacle de ces querelles et de ces divisions se présentait à des esprits qui dans bien des cas étaient imbus d'idées opposées à la Royauté du Christ. La résurgence du Droit Romain permit aux légistes de faire miroiter aux dirigeants des nations qui se constituaient l'indisputable autorité de l'Empereur Romain en matière de religion comme en matière temporelle.

L'effet de la philosophie occamiste vint s'ajouter à cette influence délétère. Il était difficile pour un Occamiste de garder la vérité intégrale sur l'immuable nature du gouvernement et de la constitution de l'Eglise. Toute sa formation philosophique tendait à le convaincre qu'il n'y a pas de natures objectives des choses, et que toute la validité de notre savoir se borne aux individuels et à leurs nécessités. On ne sera donc pas surpris que des Occamistes comme d'Ailly et Gerson et nombre d'autres docteurs présents aux Conciles de Bâle et de Constance ont défendu des thèses novatrices concernant l'organisation de l'Eglise et sa réforme. Leur philosophie les inclinait à considérer ces questions et d'autres comme les

relations entre l'Eglise et l'Etat comme des questions de conflits de personnalités, à résoudre en fonction des circonstances du moment. Sainte Jeanne d'Arc fut envoyée pour rappeler au monde le fait que l'autorité temporelle était une participation à la Royauté temporelle du Christ, dont témoignait comme signe visible l'onction du sacre ou du couronnement.⁽⁶⁾ Elle fut alors traitée comme Notre-Seigneur l'avait été Lui-même.

L'affaiblissement de la volonté par le déclin des vertus

Le déclin de la charité fut le résultat inévitable de l'influence corrosive de l'Occamisme sur la doctrine de notre union avec nos frères humains en tant que membres du Corps Mystique du Christ. Il y eut en même temps déclin de la réalisation de cette appartenance dans la pratique, par la routine. C'est ce que H. Belloc nomme "la cristallisation de la religion".⁽⁷⁾

"Comme exemple de cette cristallisation, écrit-il, prenez tout le réseau de la finance cléricale. L'ancienne simplicité en était disparue. Les redevances étaient exigées sur la seule base de la pratique antérieure, alors que les raisons d'une telle pratique avaient cessé d'être... Ou prenez tel abus comme les pluralités de bénéfices. Aux époques plus anciennes, par exemple en Angleterre après la conquête, le fait que le même homme occupe deux sièges en même temps était quelque chose qui pouvait éventuellement arriver, mais qui n'était pas toléré. C'était un scandale et un outrage. Au Moyen-Age tardif, cela devint acceptable; toujours dénoncé et toujours scandaleux, mais accepté. Avec cette cristallisation, cette rigidification de l'action officielle, se répandit simultanément un mal (encore plus grave) chez les laïcs, à savoir de se reposer sur le rituel de la religion aux dépens de la vie spirituelle."⁽⁸⁾

⁽⁶⁾ " *Le Royaume n'appartient pas au Dauphin mais à Dieu. Néanmoins c'est la volonté de Dieu que le Dauphin soit couronné et reçoive alors le Pouvoir sur le Royaume* in commendam " ("Procès de Jeanne d'Arc", vol. II, p. 456. Cité par le P. Humbert Clérisiac, O.P., dans "La Messagère de la Politique Divine").

⁽⁷⁾ "How the Reformation happened", p. 44 (Comment survint la Réforme).

⁽⁸⁾ Ibid. p.46

"Dans le scandale des pluralités de bénéfices, nous pouvons voir à la fois le déclin de la charité, de la justice et de la tempérance. Dans l'avarice du clergé comme aussi sous d'autres aspects et dans celle des notables laïcs, et aussi dans le mépris du célibat dans le clergé, on constate le déclin des mêmes vertus de charité, de justice et de tempérance. Dans l'incapacité d'affronter la réforme de ces abus et d'autres, en dépit des protestations qui attireraient l'attention sur cette mauvaise pente sur laquelle glissaient pays et communautés, se manifestait aussi le manque de charité et de force. En dépit des exhortations de saint Vincent Ferrier, on sembla avoir perdu de vue la haine de Satan contre la Vie surnaturelle. C'est à toute époque un signe certain du déclin de la Foi. Lorsque la tempête eut éclaté et que cette haine eut la liberté de s'exprimer, elle se manifesta en insultes à tout ce qui était Catholique et spécialement contre la Sainte Eucharistie et le Saint Sacrifice de la Messe, le point central de la vie Catholique et du culte.

"L'état des laïcs opulents, écrit H. Belloc, était bien pire (que celui du clergé), et ce plus particulièrement, comme je l'ai dit, sur le plan de l'avarice. Il n'y avait rien que les hommes ne pussent faire pour une violente et rapide acquisition de la richesse. Bien sûr, ils n'avaient pas la maladie morale de notre époque : ils ne considéraient pas leurs vices comme des vertus, ni ne qualifiaient la rapide acquisition de la richesse d'acte héroïque comme nous le faisons. On avait encore une saine connaissance du bien et du mal, mais c'était la pratique qui était en ruine... Tous les Princes étaient avides. A la portée d'appétits aussi impatients et aussi peu scrupuleux s'étalait la fortune de l'Eglise... Le dernier facteur, la haine de la Foi, bien que numériquement de loin le plus faible, était de beaucoup le plus intense, et il était de la nature d'un levain qui put infecter toute la société une fois qu'il lui fut permis d'agir."⁽⁹⁾

Luther et l'Occamisme

Nous avons vu que la philosophie nominaliste contribua directement à l'Individualisme et au Séparatisme de Locke. Indirectement, par ses

⁽⁹⁾ Ibid. pp. 61-62

influences sur la formation de Luther et sur le Protestantisme en général, il renforça fortement ces caractéristiques. Nous avons déjà brièvement évoqué la formation de Luther au Nominalisme et à l'Occamisme. Celui-ci se vanta avoir complètement assimilé la doctrine d'Occam et d'appartenir à l'école ou faction Occamiste.⁽¹⁰⁾ Prenons un point, en l'espèce la séparation de la Grâce et de la nature, dans lequel Luther prolonge en franche hérésie un principe fondamental d'Occam. Ce principe d'Occam et de son école est que ce n'est pas la Grâce sanctifiante qui de sa propre nature nous rend agréables à Dieu, mais plutôt que *Dieu nous accepte librement comme Lui étant agréables.* A proprement parler, ce n'est pas parce qu'il est en état de Grâce qu'un homme plaît à Dieu, mais seulement parce qu'il est accepté comme tel par Dieu. Il s'ensuit que la Grâce sanctifiante est une marque sans importance, conçue par Dieu pour distinguer ceux qu'Il accepte comme Lui étant agréables. La Grâce en elle-même ne nous assure ni de Sa faveur ni de Son amitié. En conséquence, ce n'est pas la Grâce divine qui nous fait mériter la Vie éternelle. Nous ne méritons la Vie éternelle que si Dieu nous accepte.⁽¹¹⁾ Si l'on doit en croire les Occamistes, l'homme peut être dans l'amitié de Dieu par une dénomination purement extrinsèque, c'est à dire parce que la Volonté de Dieu l'accepte. De la Vie surnaturelle dont la Grâce se répand sur nous, les Occamistes ne parlent pas. Il est facile de voir qu'ils admettent avec réticence l'existence de ce poids mort, dans lequel ils ne voient ni nécessité, ni utilité. Ils répétaient sans cesse que tout dépendait de notre acceptation par Dieu, et non de la Grâce sanctifiante ni des vertus infuses. Bien sûr, ils ne niaient pas l'existence de ces dons, mais ils proclamaient sans cesse qu'il ne fallait pas multiplier les entités sans nécessité.⁽¹²⁾

⁽¹⁰⁾ Weimar, VI, 195,4, et 600, 11 : "*Sum enim Occamiae factionis*", cité par le P. Denifle, O.P. dans "*Luther et le Luthéranisme*", Denifle-Paquier, Vol. II, p. 201

⁽¹¹⁾ "Dieu accepte une âme en état de grâce dans la vie éternelle de manière purement gratuite." "*Animam charitatem habentem Deus pure gratis acceptat ad vitam eternam*" (Pierre d'Ailly, *I Sent.* qu. 9, a. 2, fol. 139)

⁽¹²⁾ "*Frustra fit per plura quod fieri potest per pauciora*" (C'est en vain que de nombreuses choses se font, alors qu'elles peuvent exister en petit nombre) (Occam, *I Sent.*, dist. 31)

Luther dans ses luttes intérieures se souvint du principe de la libre acceptation par Dieu selon l'interprétation des Occamistes, c'est à dire comme une *simple possibilité*: Dieu, disaient-ils, *peut* accepter chacun de nous, même sans la Grâce sanctifiante. Luther va beaucoup plus loin. Il ne dit pas *Dieu peut le faire*, mais *Dieu le fait*. Nous sommes déclarés amis de Dieu par une "dénomination extrinsèque" ou une "disposition extrinsèque". Cette dénomination extrinsèque provient de la justice du Christ, c'est à dire d'une justice qui n'est pas la nôtre. Dans *l'hypothèse* Occamiste de notre acceptation par Dieu, le pécheur était néanmoins intrinsèquement justifié, et sa faute effacée. Pour Luther, Dieu ne considère le pécheur que compte tenu de la justice du Christ, mais le pécheur reste un pécheur. Le péché n'est pas effacé, mais Dieu regarde le pécheur comme juste en lui imputant la justice du Christ. La cause de cette doctrine d'erreur de la part de Luther était son état intérieur. Par sa faute, il ne savait pas résister au péché, aussi élevait-il la justice du Christ entre lui et Dieu, et il cachait ainsi sa misère et sa corruption au regard de Dieu. Mais il restait cependant intrinsèquement corrompu.⁽¹³⁾

Luther s'impliquait dans d'innombrables contradictions qui ne nous concernent pas directement ici.⁽¹⁴⁾ Mais lui aussi exalta le divorce de la Grâce et de la nature, qui allait avoir de si fâcheuses répercussions sur l'organisation politique et économique de la société Protestante,

(13) En 1531 Luther écrivait : "Je me suis habitué à imaginer ... qu'il n'existe pas dans mon cœur de qualité appelée foi ou charité, mais à leur place je mets le Christ Lui-même, et je dis : Voilà ma justice. Le Christ est ma qualité et ma justice formelle, comme on la nomme." Cité par le P. Denifle, O.P., op. cit., p. 220, "*Corpus Reformatorum*", II, p.503).

Lorsque Luther déclare ailleurs "Contre Occam, nous devons tenir que Dieu ne peut accepter l'homme sans la grâce justifiante" (Weimar, I, 227, n. 563), il utilise l'expression "grâce justifiante" en un sens différent d'Occam. Dans son système, c'est la justice du Christ qui est "la grâce justifiante".

(14) Occam exalte la foi et minore la raison. Il va jusqu'à attaquer la valeur du principe de non-contradiction. Luther comme d'habitude le dépasse. Occam a aussi préparé la voie à Luther et influencé son esprit par son affirmation que l'Écriture seule est infaillible. Cf. Denifle-Paquier, "*Luther et le Luthéranisme*", vol. III, pp 226 et suivantes ; cf. également "*Les Origines de la Théologie moderne*" de l'abbé Humbert, p. 36 et suivantes.

spécialement lorsque renforcée par une autre conséquence inévitable du système de Luther de jugement privé, à savoir la relation purement individualiste avec le Christ.

Conséquences du Luthéranisme

La doctrine Catholique affirme, non pas la séparation entre le Surnaturel et le naturel, mais leur distinction et leur liaison. Pour l'Eglise Catholique, il n'y a pas de contradiction inévitable entre la Grâce invisible et l'organisation visible, entre la liberté intérieure et le pouvoir extérieur, entre le monde surnaturel et l'univers matériel. Le Royaume de Dieu parmi nous consiste *essentiellement et principalement* en la société surnaturelle de l'Eglise Catholique, et *secondairement*, et comme conséquence de l'influence de l'Eglise, en une organisation de la vie sociale, politique et économique des États en accord avec le divin Plan pour l'Ordre. Dieu en Trois Personnes est l'Amour Subsistant de l'Ordre. L'organisation sociale des hommes appelés à partager la Vie intérieure de Dieu par leur appartenance au Christ doit refléter cet amour surnaturel de l'Ordre. Nous pouvons représenter comme suit le divin Plan pour l'Ordre (Voir ci-contre). Le diagramme qui tente d'exprimer l'idéal Catholique de vie du Chrétien peut utilement servir à faire ressortir le contraste entre celui-ci et le Protestantisme. La position des rectangles et des flèches pointant vers le bas indique que la Vie surnaturelle doit pénétrer et animer toute la vie sociale. Les flèches pointant vers le haut indiquent que la vie sociale doit aider au développement de la *personnalité* des membres du Christ et ainsi contribuer à la formation du Corps Mystique dans le Ciel. Il s'ensuit que la vie sociale du citoyen est entièrement subordonnée à la Vie surnaturelle du Chrétien. Son milieu l'aide à agir en membre du Christ au lieu d'y faire obstacle. C'est ainsi également que les Droits de Dieu sont respectés.

Dieu
(en Ses Trois divines Personnes)

Notre Seigneur Jésus-Christ ^(*)
(Tête invisible de Son Corps Mystique, l'Eglise Catholique)

Etats visant à la prospérité temporelle de leurs sujets de manière non seulement à ne pas contrarier mais à favoriser leur fin ultime, à savoir leur union avec la Très Sainte Trinité.

L'organisation de l'Etat aidera donc chaque citoyen à agir toujours en membre du Christ. Telle est la Volonté du Dieu Trine.

Dieu
(en Ses Trois divines Personnes)

Notre Seigneur Jésus-Christ

Vie surnaturelle de membre du Christ

Vie sociale, politique et économique de membre du Christ

Le Luthéranisme en revanche sépare le monde en deux moitiés si indépendantes entre elles qu'elles n'ont que des relations accidentelles l'une avec l'autre. C'est le résultat inévitable de séparer la *Grâce* de la *nature* (cette dernière étant dite intrinsèquement corrompue), et la *foi* des *œuvres*. Selon Luther, chaque individu, bien que son équipement naturel demeure intrinsèquement corrompu, élève par un acte de confiance aveugle la justice du Christ comme un

(*) (NDT : l'auteur dans ces schémas présente le Christ dans sa fonction de Médiateur : cela ne doit pas nous induire à penser que le Christ est en dehors de la Très Sainte Trinité et inférieur à Dieu. Le Christ est le Verbe Divin incarné, deuxième personne de la Très Sainte Trinité.)

pare-feu entre la colère de Dieu et sa propre corruption. C'est ainsi qu'il suscite l'existence de l'Eglise invisible des croyants, en éliminant l'unique et véritable Eglise visible, la seule par laquelle (in *re* ou in *voto*) l'on devient membre du Corps Mystique. Telle est l'Eglise invisible des relations humaines avec Dieu et de l'action divine. Tout le reste, tout ce qui concerne la vie et l'action de l'homme extérieur, y compris les organisations ecclésiastiques destinées à animer la foi au Christ, en un mot toutes les affaires de ce monde, tout cela est délégué à l'Etat. Le résultat est une séparation claire et nette (un divorce) entre le Chrétien et le citoyen.

"Vous êtes un Prince ou un Juge, déclarait Luther, vous avez le peuple sous vous, et vous voulez savoir ce qu'il faut faire... Ce n'est pas au Christ que vous devez poser la question qui vous préoccupe, mais à la loi de votre pays... Entre le Chrétien et celui qui dirige, il faut créer une profonde séparation..."

"Assurément un Prince peut être un Chrétien, mais ce n'est pas en tant que Chrétien qu'il doit gouverner. Comme dirigeant, il n'est pas appelé Chrétien, mais Prince. L'homme est un Chrétien, mais sa fonction ne concerne pas sa religion. Bien que se trouvant tous deux dans le même homme, les deux états ou fonctions sont parfaitement séparés l'un de l'autre et réellement opposés."⁽¹⁵⁾

Ainsi, toute l'activité extérieure de l'homme provenant d'une nature privée de la Vie surnaturelle et sujette aux diktats d'un dirigeant qui doit se considérer, non comme un Chrétien, mais seulement comme le dirigeant, tout cela est complètement naturaliste. Par cet individualisme et ce séparatisme, la voie est grand ouverte vers le Naturalisme et le Libéralisme.⁽¹⁶⁾

Si nous nous souvenons que pour Luther Notre Seigneur Jésus-Christ n'est plus la source de la Grâce sanctifiante, le principe

⁽¹⁵⁾ "*Œuvres de Luther*" (Edition de Weimar), XXXII, pp.391, 439,440. De nouveau il écrit dans son "*Commentaire sur l'Épître aux Galates*" : La conscience est sans rapport avec la loi, les œuvres et la justice terrestre " (*Gal. C. II, v. 14*, cité par l'Abbé Paquier dans "*Luther et l'Allemagne*", p.166)

⁽¹⁶⁾ "*L'Union des Eglises*", par l'Abbé Ch. Journet offre d'excellentes remarques sur l'esprit séparatiste du Luthéranisme, pp. 166-170 et 261-262

intrinsèque de Vie du Corps Mystique, nous pouvons symboliser l'Idéal Luthérien de vie de la manière suivante :

Vie de Chrétien

La vie de *citoyen* est donc séparée et coupée de la vie de *Chrétien*. Aussi chaque Etat Protestant après la Paix de Westphalie en 1648 exprima cette conception séparatiste en organisant sa propre forme nationale de religion en un Département de l'Etat. La Véritable Eglise du Christ est ici invisible.⁽¹⁷⁾

Pour bien montrer combien le séparatisme luthérien entre le Chrétien et le citoyen a corrodé dans l'esprit des Catholiques le véritable idéal Catholique d'appartenance au Christ, il suffit d'écouter ces Catholiques qui affirment qu'il n'y a pas de persécution de l'Eglise Catholique en Allemagne sous le régime National-Socialiste. Ils disent que lorsqu'ils étaient en Allemagne, ils constataient que la Messe était célébrée librement et qu'il y avait foule dans les églises. Il est donc clair que pour eux la religion s'arrêtait au seuil de l'église, et qu'il y avait bien une rigide séparation entre vie Catholique et vie sociale. Si tel n'était pas le cas, ils se seraient rendu compte de l'horreur du fait que dès l'instant où un Catholique allemand sortait de l'église il se retrouvait face à une organisation sociale reposant sur l'appartenance à la race allemande comme valeur primordiale, et non sur l'appartenance au Christ.⁽¹⁸⁾

Un autre exemple de l'influence de la conception luthérienne sur l'esprit des Catholiques se rencontre également dans le fait de réduire

⁽¹⁷⁾ Le point d'interrogation au-dessus du diagramme veut souligner le fait que ceux qui ne sont pas dans l'ordre posé par Dieu pour le retour à Lui sont dans un état de désordre.

⁽¹⁸⁾ (NDT : Dans le cas évoqué, il y avait, outre l'influence de Luther, celle de Nietzsche et du satanisme de la haute maçonnerie sur les dirigeants nazis, Nietzsche revendiqué par le Judaïsme comme sa créature. Mais la situation dans les démocraties occidentales n'était pas différente : l'auteur aurait pu étendre son commentaire à l'horreur de constater que, dans les démocraties maçonniques, le Catholique se retrouve face à une organisation sociale dont la valeur première est le mépris du Christ et de Sa loi, remplacés par le culte de l'autonomie de l'homme, de la jouissance et de l'argent.

l'idéal Catholique à éviter le péché. Bien des Catholiques ne comprennent pas que l'idéal de vie n'est pas uniquement négatif, qu'il ne se limite pas à se protéger du péché. Toute la vie d'un membre du Christ doit être soumise au Christ, comme la main ou le pied dans le corps physique⁽¹⁹⁾, en vue de développer l'union avec la Très Sainte Trinité ici-bas dans l'obscurité de la foi, en attendant la vision face à face dans le Ciel. Et Dieu entend que toute l'organisation de l'Etat favorise l'épanouissement de la personnalité dans ce développement.

Le résultat inévitable du Protestantisme fut un accroissement considérable du Pouvoir des dirigeants temporels des Etats. Comme l'on n'y reconnaissait plus la Royauté spirituelle du Christ, dont sont participants le Pape et les Evêques de l'Eglise Catholique, l'autorité sur les affaires spirituelles passa aux dirigeants temporels, y compris le droit d'interpréter et d'appliquer la loi morale. Ainsi, d'une part la voie était ouverte aux abus de l'absolutisme d'Etat, car le fait pour l'Etat de négliger les Droits de Dieu l'amène à mépriser les droits des gens. Et d'autre part, le principe du jugement privé prépara la voie à l'erreur opposée de la "sainte rébellion" et du droit du peuple à se révolter contre l'Autorité sous n'importe quel prétexte. Le mépris des droits de Dieu impliqua inéluctablement que les devoirs de l'homme ne furent plus enseignés convenablement. Il est vrai que les Etats Protestants en tant que corps organisés reconnaissent encore avoir un devoir envers Dieu, et, au moins au début, qu'ils maintinrent la grande vérité de la divinité de Notre Seigneur Jésus-Christ, tout en rejetant l'ordre établi par Lui pour le retour à Dieu. Le déclin était

⁽¹⁹⁾ (NDT : C'est ce qu'accomplissent en nous les sacrements et en particulier la Sainte Communion, par laquelle Notre Seigneur nous pénètre au plus intime du corps et de l'âme pour nous communiquer Sa Vie. Il nous faut en prendre conscience, l'en remercier et nous offrir à Lui et vouloir nous conformer à Sa volonté et à Son amour. Cf. "Méditations" du P. Emmanuel, (XVe dimanche après la Pentecôte) (Editions Dismas). D'où la volonté d'éviter le péché, la haine du péché, et donc la prudence, indispensables à la vie chrétienne, contrairement à l'hérésie luthérienne du "péchez fortement et croyez fortement", et celle du Modernisme, qui récuse la vérité que Dieu juge et châtie celui qui néglige les commandements de son amour !)

cependant inevitable, le gardien infailible de la loi morale ayant été écarté.

On avait ainsi ouvert la voie au retour du régime tyrannique de la Rome Impériale, dominé cette fois par la manipulation financière. L'individualisme et l'isolement vis à vis de Notre Seigneur conduisirent à l'individualisme dans la vie sociale. La séparation entre le *Chrétien* et le *citoyen* prépara la voie à l'expansion du naturalisme.

Avec la Révolution française, les forces naturalistes organisées vont commencer la réorganisation naturaliste de la société. Au fur et à mesure du temps et des attaques contre les droits de Dieu, l'homme sera de moins en moins traité comme une personne et de plus en plus comme un simple *individu*. Ce résultat du "progrès" et de la "liberté" est le signe assuré de la domination de Satan sur la société.⁽¹⁶⁾

⁽¹⁶⁾ Pour une brève description des conséquences politiques et économiques du Protestantisme, voir "*The Mystical Body of Christ in the Modern World*" de l'auteur, pp. 13 à 24. Outre les livres cités au cours de ce chapitre, on pourra aussi se reporter à "*Recherches sur l'esprit politique de la Réforme*" de G. de Lagarde.

CHAPITRE XIV

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE DE 1789

Signification de la Révolution

Dous avons vu qu'un résultat de la révolte luthérienne fut la coupure entre le chrétien et le citoyen. Selon la conception catholique, toute la vie du membre du Christ doit être soumise au Christ et animée de la Vie méritoire de Grâce surnaturelle, comme les mouvements de la main ou de tout autre membre sont soumis à la tête dans le corps physique. Selon la conception luthérienne, toute l'activité du Chrétien dans le monde est retirée de la fêrle du Christ et livrée au Naturalisme. "Ceux qui sont justes, dit Luther, observent la loi, *non parce qu'ils sont par là justifiés devant Dieu*, mais pour le bien de l'ordre civil et parce qu'ils savent que cette obéissance plait à Dieu et est un bon exemple et un modèle pour l'amélioration des autres." ⁽¹⁾ L'activité terrestre était ainsi vouée aux valeurs naturalistes purement terrestres.

Calvin adopta cette opinion, conservant le sectionnement ou division de la vie, mais il ajouta de puissants motifs à l'observance de l'ascétisme naturel et à la poursuite de la richesse. Il enseigna que l'énergie industrielle et le succès dans les affaires étaient preuve de l'élection pour le salut personnel, une claire indication que l'acte purement intérieur de foi et de confiance en le Christ était correctement accompli, et a contrario que le manque d'ardeur pour le gain et le mauvais succès matériel étaient signe de damnation éternelle. De ce fait, l'action politique et les affaires commerciales, au lieu d'être vivifiées par l'amour surnaturel de nos frères membres du Christ, étaient laissées à la conduite du jugement privé, donc inévitablement livrées aux incitations de l'intérêt égoïste. C'est ainsi que l'individualisme en religion prépara le terrain à l'individualisme et au séparatisme dans l'activité politique et économique. Le naturalisme se développa à grands pas.

⁽¹⁾ Cité par le Rev. Eustace Dudley dans "*National Resurrection*", p. 39

Pendant ce temps, l'apparition d'une multitude de sectes, inévitable conséquence de l'individualisme et du jugement privé, favorisa le Naturalisme d'une autre manière. Satan, comme nous l'avons vu, excitait le désir de créer une société reposant sur la religion naturelle sur laquelle tous les hommes pussent s'accorder, comme remède aux divisions nées des querelles entre les dénominations Chrétiennes. Le tentateur suggéra donc que, puisque les hommes sont des êtres raisonnables, on pouvait ainsi les rendre bons et véridiques, et en même temps rétablir la fraternité des hommes de toutes nations qui était tellement mise en danger par toutes ces querelles. Satan se fit également l'avocat d'un vœu de secret à cause d'une connaissance spéciale à protéger, sachant sa puissance d'attraction et son efficacité à lui garder les hommes soumis. C'est ainsi que naquit la Franc-Maçonnerie, caricature naturaliste du Corps Mystique du Christ. La prétendue Réforme n'avait pas tenté de créer une organisation supranationale pour se substituer à l'Eglise Catholique. Ce fut la Révolution de 1789 qui témoigna de la première apparition publique de la nouvelle conception d'une société purement naturaliste visant à l'universalisme de l'Eglise Catholique.⁽²⁾ L'Etat ou la nation,

⁽²⁾ Sur les preuves que la Révolution française fut préparée et menée par la Franc-Maçonnerie, voir "*The Mystical Body of Christ in the Modern World*" pp. 25-68 et les auteurs cités, notamment l'abbé A. Barruel et Augustin Cochin. On aura aussi avantage à consulter l'œuvre monumentale du Père Deschamps "*Les Sociétés secrètes et la Société*" non référencée ici, mais que nous avons continuellement utilisée. Depuis que ce livre a été rédigé, j'ai pu consulter en outre l'œuvre de Robison, un non-catholique, "*Proofs of a Conspiracy against all the Religions and Governments of Europe*". Robison était Secrétaire de la Royal Society d'Edimbourg et était un maçon d'une certaine notoriété. Voici ce qu'il dit : "J'avais été initié dans une superbe Loge à Liège, dont était membre le Prince-Evêque, ses chanoines tréfonciers et l'essentiel de la noblesse de l'Etat. J'ai visité les Loges françaises à Valenciennes, Bruxelles, Aix-la-Chapelle, Berlin et Königsberg... A St Petersburg, je suis entré en contact avec la Loge anglaise et j'ai visité à l'occasion les Loges allemande et russe de l'endroit." Puis aux pages 10 et 11, il ajoute : "J'ai découvert que la couverture d'une Loge maçonnique avait été utilisée dans chaque pays pour diffuser et propager en Religion et en Politique des sentiments qui n'auraient pu être circulés en public sans exposer leur auteur à un grand danger. J'ai découvert que l'impunité avait progressivement encouragé des hommes aux principes licencieux à devenir de plus en plus audacieux dans l'enseignement de doctrines subversives de toutes nos notions de moralité ... et de toute satisfaction et

prétendant faussement n'avoir pas d'obligation de professer une religion quelconque, proclama que la religion est une question privée, et sur le modèle de la Société Maçonnique se déclara supérieur au Corps Mystique du Christ comme aux diverses formes de religions de création humaine professées par les individus qui sont ses sujets. L'histoire moderne depuis 1789 a été dans une large mesure le récit de la domination, Etat après Etat, du supra-nationalisme de la Franc-Maçonnerie, derrière lequel a émergé de plus en plus nettement le

contentement de notre vie présente, dans la mesure où nous vivons en situation de subordination civile.... J'ai observé que ces doctrines se diffusaient graduellement et se mêlaient à toutes les formes diverses de Franc-Maçonnerie, jusqu'à ce que se soit finalement formée une Association dans le but exprès de déraciner toutes les organisations religieuses et de renverser tous les Gouvernements d'Europe ... Et j'ai vu que les meneurs les plus actifs de la Révolution française étaient membres de cette Association et menèrent leurs premiers mouvements en accord avec ses principes, selon ses instructions et avec son assistance, *qu'ils avaient formellement requises et obtenues*. ; et enfin j'ai vu que cette Association existe toujours, qu'elle continue d'œuvrer en secret... que l'Association a des Loges en Grande-Bretagne qui correspondent toujours avec la Loge Mère de Munich depuis 1784." (Op. cit., 3eme édition, 1798, p. 2).

(NDT : Robison évoque la secte Illuministe dirigée par Weisshaupt, fine pointe la plus sataniste de la Judéo-Maçonnerie, qui perdure sous diverses dénominations (OTO, AMORC, Golden Dawn, Anarchie, Synarchie, Communisme, Trotskysme, Ordre de Yale Skull & Bones, Bohemian Club, etc.) et dont les Obédiences sont le vivier.

Il est surprenant que l'auteur ne cite pas son compatriote le Whig catholique Edmund Burke, qui dans "*Réflexions sur la Révolution de France*" stigmatisa avec tant de pertinence les principes et les hommes qui menèrent la Révolution de 1789. Le paragraphe 3 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen érigeait en absolu la souveraineté de la nation. La souveraineté de Dieu et celle du pape sont donc évincées, et l'article 6 qui affirme la liberté de religion était donc conditionnel, limité à la religion reconnaissant l'article 3. Ainsi, non seulement la liberté religieuse de Vatican II est contraire à l'enseignement et la Foi Catholique et à la Vérité révélée, mais elle représente un contre-sens, et ceux qui croient ainsi établir le droit du Catholicisme se trompent lourdement : leur conception libérale n'est pas celle des judéo-maçons et de la Déclaration. Et comme ceux-ci font un absolu de leur idéologie arbitraire, il en découle lorsqu'ils détiennent le pouvoir absolu un totalitarisme sanglant. On lira avec intérêt les actes du colloque *Tradition et Modernité* du Centre d'Histoire et d'analyse politique de l'université de Lyon III à l'occasion du bicentenaire (1989), sous le titre "*Révolution, contre-Révolution*" (Editions du Porte-Glaive, 1990).

supra-nationalisme naturaliste encore plus fermement organisé de la nation juive. C'est pourquoi l'époque post-révolutionnaire a témoigné pays après pays d'attaques persistantes contre le programme du Christ-Roi en ce qui concerne l'Eglise, l'Etat, la famille, l'éducation, les Ordres religieux, les Sociétés secrètes, la liberté de la Presse, la propriété privée. Après chaque succès de la Révolution maçonnique, depuis le premier de 1789 jusqu'à la révolution espagnole de 1931 comprise, le monde a aussitôt commencé d'entendre que le pays entrait dans la voie du "progrès" par l'introduction de réformes "éclairées", telles que la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la légalisation du divorce, la suppression et le bannissement des Ordres religieux et des Congrégations, la glorification de la Franc-Maçonnerie, la sécularisation des écoles, la nationalisation de la propriété et la licence effrénée de la Presse.⁽³⁾ Ces réformes étaient le résultat de l'utilisation par Satan de ces instruments visibles pour éliminer l'influence du Christ-Roi. Satan sait bien que la mise en œuvre de son programme ne peut conduire qu'à la sauvagerie et au chaos, et à l'impitoyable asservissement du grand nombre par une minorité. Mais la plupart de ses subordonnés ne le comprennent pas. Aveuglés par les suggestions du tentateur et par leur orgueil, les hommes renversent les remparts de la société qui sont étayés par la foi au Christ et par notre participation à Son Corps, avec des conséquences désastreuses, notamment pour les pauvres et les humbles.⁽⁴⁾

⁽³⁾ On trouvera un remarquable exposé et la réfutation de ces diverses erreurs naturalistes dans "*L'opus sous le titres Erreurs modernes*" de Dom Paul Benoît. Cet ouvrage peut servir d'excellente introduction à l'histoire du Moyen-Age et de l'époque post-révolutionnaire (de 1789 à nos jours).

⁽⁴⁾ (NDT : ce renversement de la société en est arrivé à un stade où toutes les familles et toutes les classes sont affectées, ce qui peut être déclencheur d'une prise de conscience générale. Hélas il n'y a plus actuellement de hiérarchie catholique latine visible et audible pour éclairer les hommes, et la voix du Pécheur est devenue une voix mensongère de mondialisme maçonnique, d'humanisme vaguement spiritualiste sous couleur chrétienne.)

Naturalisme et Révolution

Le naturalisme, comme nous l'avons vu Chapitre I, consiste en la négation que soit possible l'élévation de notre nature à la Vie et à l'Ordre surnaturels, ou, plus radicalement encore, il est la négation de l'existence de cette Vie et de cet Ordre.

Si le naturalisme nie l'existence de la Vie surnaturelle, il trouve son fondement dans le Panthéisme. La raison en est claire : s'il n'existe pas de vérité ni de vie hors d'atteinte de notre nature, c'est alors que notre nature est identique à la Nature Divine. Le Rationalisme est l'application du naturalisme à la raison humaine. Il implique la négation de l'existence de la Vie surnaturelle qui nous vient de Notre Seigneur Jésus-Christ, ou du moins de la possibilité de savoir quoi que ce soit sur cette Vie, même par la Révélation, ce qui fait de l'esprit humain l'unique source de vérité et d'ordre, excluant Dieu et Notre Seigneur Jésus-Christ.⁽⁴⁾

Le mot Révolution peut être pris dans deux sens différents. Son sens principal est celui d'une transformation radicale de la société, entreprise dans le but de détruire l'ancien ordre qui reposait sur la reconnaissance des droits de Dieu dans le Corps Mystique du Christ et de la réalité de la Vie surnaturelle de Grâce comme étant notre vie la plus haute et la plus noble. Le deuxième sens est dérivé du premier. Le terme s'applique alors aux doctrines et aux principes au nom desquels s'accomplit la transformation sociale, et aux nouvelles institutions établies à la place de celles qui ont été renversées. Le but de la Révolution repose donc sur la négation des droits de Dieu et de notre Vie surnaturelle, et sur le couronnement de la raison humaine comme souveraine. Autrement dit, c'est l'inauguration du règne du naturalisme ou du Rationalisme.

⁽⁴⁾ Cf. la troisième proposition condamnée dans le *Syllabus* de Pie IX, citée dans "*The Mystical Body of Christ in the Modern World*", pp.120, 131.

La Déclaration des Droits de l'homme

Nous avons vu Chapitre I que les véritables droits de l'homme sont fondés sur les devoirs de l'homme envers Dieu, et que le Dieu fait Homme, Notre Seigneur Jésus-Christ l'unique Médiateur, a proclamé le divin programme pour la pleine reconnaissance de ces devoirs envers Dieu.

Durant des siècles, la France a reconnu ces devoirs et toutes les prévarications existantes dans la société provenaient de leur oubli, c'est à dire de la négligence et du mépris des droits de Dieu tels qu'énoncés par Notre Seigneur Jésus-Christ et Son Eglise. L'ignorance, l'oubli et le mépris des droits du Dieu Tout-Puissant, le véritable Etre Suprême, et de Notre Seigneur Jésus-Christ étaient donc les principales causes des malheurs publics.

Dans le Préambule de la Déclaration arrêtée par l'Assemblée Nationale, Notre Seigneur Jésus-Christ est laissé pour compte, et les droits de l'homme nouvellement inventés, qui ne se fondent pas sur ses devoirs envers Dieu dans l'Unique Médiateur, sont établis en présence du vague Être Suprême panthéiste de la Franc-Maçonnerie. "Les représentants du Peuple français réunis en Assemblée Nationale, dit l'infâme document, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont la seule cause des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont décidé de publier dans une déclaration solennelle les droits naturels, sacrés et inaliénables de l'homme... En conséquence, l'Assemblée Nationale reconnaît et déclare, en la présence et sous les auspices de l'Être Suprême, les droits suivants de l'homme et du citoyen, etc." Dans cette "Grande Charte" de la Révolution, l'on trouve donc, d'un côté l'apostasie sociale et le rejet de Notre Seigneur Jésus-Christ, et de l'autre l'homme substitué à Dieu, ou le culte de l'Humanité.⁽⁵⁾

⁽⁵⁾Pour un exposé plus complet de ce qui est simplement esquissé ici, voir "*The Mystical Body of Christ in the Modern World*", pp.51-68, et "*Les Erreurs modernes*" de Dom Paul Benoît, vol. I, pp.473-513.

(NDT : Ces droits de l'homme nés de J-J. Rousseau et de la Maçonnerie mènent à la négation de principe de toute autorité et de son droit à maintenir l'ordre public fondé sur la moralité, en fait ils conduisent à un totalitarisme amoral. Ils

Le jugement de l'Eglise quant à la convenance de ces articles dans l'établissement d'une Constitution ne tarda guère. Pie VI, dans une Lettre à l'Archevêque d'Avignon en 1791, à propos des délibérations de l'Assemblée de cette région, condamna la Déclaration de 1789 comme opposée à la religion comme au bien de la société.

"Il suffit, écrit-Il, de rappeler ces dix-sept articles dans lesquels les droits de l'homme ont été pris exactement dans le même sens où ils avaient été énoncés et proclamés dans les décrets de l'Assemblée Nationale de France, je veux dire ces droits si opposés à la religion et au bien de la société, et qui furent ainsi pris pour pouvoir former le socle ou le fondement d'une Nouvelle Constitution." (*Bullarium Romanum*, avril 1791).

"N'avoir jamais connu d'aucune manière Notre Seigneur Jésus, écrivit le Pape Léon XIII, est la plus grande des infortunes, mais n'implique ni perversité ni ingratitude. Mais après l'avoir connu Le rejeter ou L'oublier est un crime si horrible et si insensé que cela en est difficile à croire. Car Il est l'origine et la source de tout bien, et tout comme l'humanité ne put être libérée de l'esclavage que par le sacrifice du Christ, elle ne peut non plus en être préservée que par Sa puissance... Les hommes errent bien loin du but, dans l'erreur qui ne mène nulle part, dès lors qu'ils ont emprunté des voies déviantes. De même, si la pure et inaltérable lumière de la vérité est rejetée, les esprits humains ne peuvent qu'être ensevelis dans les ténèbres et trompés par des chimères perverses rencontrées à chaque pas... Le Christ seul est la Voie, la Vérité et la Vie (St Jean XIV, 6) et lorsqu'on Le méprise, l'on perd ces trois conditions indispensables au Salut... Le cas des Gouvernements est quasiment le même que celui des individus : eux aussi ne peuvent que se précipiter vers des issues fatales s'ils s'écartent de la Voie....

interdisent de sévir contre les malfaiteurs, et sont donc un facteur d'anarchie : ils exigent que les crimes soient décriminalisés, que les jugements soient l'effet d'une loi arbitraire ou sans force, que les criminels, si condamnés, soient libérés avant terme ! Ils exigent la suppression de toute distinction entre mariés et concubins, entre nationaux et étrangers. Diffusés et imposés par la loi nouvelle, ces fameux droits sans devoirs autres qu'arbitraires, sont destinés à détruire nos sociétés, dictés par la Juiverie qui veut chez nous l'anarchie, mais se garde de les appliquer en Israël, sachant leurs conséquences ! Cf. *Protocoles des Sages de Sion*.)

“Que Jésus soit exclu, et la raison humaine perd sa plus grande protection et sa lumière ; est vite perdue la vraie notion de la fin pour laquelle Dieu a créé la société humaine... Leurs esprits occupés de cent projets confus, dirigeants et sujets ensemble empruntent une mauvaise voie, privés qu'ils sont d'une gouverne sûre et de principe fixe.”⁽⁶⁾

Le peuple français avait saisi la vérité du Plan divin pour l'Ordre et soutenu les droits de Dieu. En ne tenant plus compte de Notre Seigneur Jésus-Christ et en passant sous silence les droits du Chef du Corps Mystique, il apostasia⁽⁷⁾ et inaugura une longue période de désordres sous l'empire des promoteurs du naturalisme. Lorsque les hommes rejettent Notre Seigneur Jésus-Christ, ils tendent alors inévitablement à se mettre à la place de Dieu. C'est ce que les maçons français l'ayant fait, ils réussirent à officialiser au nom de la France en 1789. Nulle surprise donc que le Pape Léon XIII se soit vu dans l'obligation de condamner l'esprit qui animait la législation révolutionnaire et ses stipulations. Il le fit en des termes dépourvus

⁽⁶⁾ Encyclique *Tametsi*, *Sur le Christ notre Rédempteur*

⁽⁷⁾ (NDT : La France apostasia par ses représentants maçons dont on sait comment ils furent élus ou plutôt cooptés, mais le peuple n'avait pas été valablement consulté et n'avait pas donné son accord à cette apostasie. Les causes de l'évènement étaient complexes, tenant surtout à l'affaiblissement de la Foi et de la piété chez les élites, opéré par la Maçonnerie, l'attrait des richesses, l'anglophilie à la mode, et la propagande anti-chrétienne par le livre diffusée depuis la Hollande (Cf. «*La crise de la conscience européenne*» de Paul Hazard) avec la complicité d'intendants comme Malesherbes qui firent le contraire de ce qu'exigeait leur fonction de protéger le Royaume contre cette littérature subversive. Nombre de clercs et de religieux de l'époque étaient devenus maçons : on connaît la réputation de Mgr Loménie de Brienne, ex-archevêque de Toulouse puis de Sens, refusé par Louis XVI au siège épiscopal de Paris pour son incroyance, et le scandaleux cardinal de Rohan de l'affaire du Collier ; en Belgique, le Prince-évêque de Liège François-Charles de Velbruck déjà cité plus haut, "protecteur des Lumières", qui reçut l'abbé Raynal apologiste des droits de l'Homme et polémiste féroce contre les colonisateurs chrétiens des Indiens d'Amérique, déjà ! La contamination du clergé par le naturalisme maçonnique annonçait la déviance moderniste du XXe siècle. La Maçonnerie avait déjà pénétré dans le clergé régulier et séculier, ainsi de Tallerand, l'abbé Grégoire et nombre de leurs confrères.)

d'ambiguïté dans sa Lettre *Encyclique Immortale Dei, Sur la Constitution Chrétienne des Etats* (du 1er novembre 1885) :

"Il est triste, écrit ce grand Pontife, de rappeler comment la sinocive et lamentable rage d'innovations qui atteignit son paroxysme au XVIe siècle jeta tout d'abord la confusion dans la religion Chrétienne, puis par une suite naturelle envahit le domaine de la philosophie, d'où elle se communiqua à toutes les classes de la société. De là, comme d'une source, se répandirent toutes les doctrines ultérieures de licence débridée qui au milieu du terrible bouleversement du siècle dernier furent follement conçues et audacieusement proclamées comme principes et fondements de cette nouvelle jurisprudence, qui, non seulement était inconnue jusqu'alors, mais qui était à maints égards en complète opposition, non seulement avec la loi Chrétienne, mais même avec la loi naturelle.

“Parmi ces principes, le plus important pose que tous les hommes sont identiques de race et de nature et qu'ainsi tous sont égaux et maîtres de l'usage de leur vie ; que chacun est donc son propre maître et ne peut en aucune manière être sous la loi d'un autre individu ; que chacun est libre de penser ce que bon lui semble sur n'importe quel sujet de son choix, et de faire tout ce qu'il puisse avoir envie de faire ; qu'aucun homme n'a le droit de diriger ses semblables ... “L'autorité de Dieu est passée sous silence, comme si Dieu n'existait pas ... ou comme si les hommes, aussi bien individuellement que liés ensemble, dans leurs relations sociales n'étaient en rien redevables à Dieu... Bien plus, l'Etat croit n'avoir aucune obligation de faire profession publique d'une quelconque religion, ou de rechercher parmi les différentes religions laquelle est la seule vraie, ou de préférer une religion à toutes les autres, ou de témoigner d'une faveur spéciale à une forme particulière de religion ; mais tout au contraire, il s'oblige à garantir des droits égaux à toutes les croyances, se fixant pour seul objectif d'empêcher qu'elles troublent l'ordre ou la tranquillité publique”.

Par ailleurs, aucun doute ne nous est laissé quant à ce que les ennemis du Christ et de la Vie surnaturelle pensent de la révolution : "Vive la Liberté, l'Egalité et la Fraternité ! Voilà le bon temps pour

nous." Cette exclamation que poussa l'un des petits possédés d'Ilffurt (Alsace) montre la haute opinion qu'a Satan des principes de 1789.⁽⁸⁾ On ne sera donc pas surpris du pressant appel adressé par le P. Henry Ramière, S.J., à l'Association des Apôtres de la Prière en 1892 : " Il nous faut nous unir en un immense effort pour obtenir que, comme nous avons vu s'ouvrir la Révolution par la Déclaration des droits de l'homme et la proclamation du détronement de Jésus-Christ de Sa place légitime dans la société, nous puissions voir cette même Révolution s'achever par la reconnaissance des droits de Dieu et des devoirs de la race humaine à l'égard de son Sauveur et de son Roi".^(8 bis)

La nation juive et la Révolution française

La plus grande force naturaliste et anti-surnaturelle organisée visible, la nation juive, porte elle aussi aux nues les "principes de 1789".⁽⁹⁾ Le 3 août 1790, la France révolutionnaire prit l'initiative sur la question de l'admission de la nation juive à la pleine citoyenneté.⁽¹⁰⁾ Leur émancipation n'eut lieu en Angleterre qu'en 1849 et 1858, au Danemark en 1849, en Autriche-Hongrie en 1867, en Allemagne en 1869 et 1871, en Italie en 1860 et 1870, en Suisse en 1869 et 1874, en Bulgarie et en Serbie en 1878 et 1879.

⁽⁸⁾ "Le Diable, ses paroles, son action dans les Possédés d'Ilffurt", p. 66. Cet ouvrage a été écrit à partir des documents et de témoignages des témoins directs.

^(8 bis) "Le Règne social du Cœur de Jésus", p. 604

⁽⁹⁾ (NDT : Les dirigeants du Judaïsme fomentèrent la Révolution, et des Juifs en prirent la direction : les Cagliostro, Weisshaupt, Marat, Clootz, les frères Frey, Danton et Robespierre, les assassins des garde Suisses, les voleurs des bijoux de la Couronne, les juifs du Comité de Sureté Générale, de la Commune, etc.)

⁽¹⁰⁾ "Les députés qui firent voter par l'Assemblée le projet de l'émancipation des Juifs étaient tous franc-maçons" ("L'Entrée des Juifs dans la société française", p. 356, de l'Abbé Lémann le célèbre converti juif). "Les serviteurs des Juifs, les franc-maçons, réussirent à faire voter ce décret, mais seulement à la quatorzième session, après treize tentatives infructueuses. C'est ainsi que cette nation étrangère s'introduisit dans le sein de la nation française." ("Les Pourquoi de la Guerre Mondiale", t. III, p. 304, de Mgr Delassus.)

L'Abbé Joseph Lémann, converti juif, a décrit en ces termes les avantages que les Juifs escomptaient de cette émancipation : "Les Juifs avaient toujours été une puissance hostile. Ils étaient aussi une puissance financière avec laquelle on devait compter. Ils devinrent une puissance civile par les droits de citoyenneté qui leur furent conférés par l'Assemblée Constituante. Il ne leur reste plus qu'à devenir une puissance politique, avec la maîtrise des finances, de la législation, des Armées, et des services diplomatiques de nations amicales et sans méfiance. Ce jour-là viendra."⁽¹⁰⁾

"Il y a soixante-dix ans, les Juifs proclamèrent ouvertement combien ils avaient profité des principes de 1789. Le 29 juin 1869, ils tinrent un synode à Leipzig auquel assistaient, sous la présidence du Dr Lazarus de Berlin, des représentants d'Allemagne, de Russie, de Turquie, d'Autriche, d'Angleterre, des Pays-Bas, de France, etc. La résolution suivante fut proposée par le Dr Philipson de Bonn et appuyée par le Grand Rabbin de Belgique M. Astruc : "Le synode proclame que la diffusion et l'application à la vie concrète des principes modernes sont le plus sûr garant du bien-être présent et futur de la Nation Juive et de ses membres. Ils sont la condition vitale indispensable de l'expansion progressive et du plus haut développement du Judaïsme."⁽¹¹⁾

On trouve la même expression de réjouissance dans le sermon prononcé par le rabbin Isaac Bloch à Nancy en 1889 : "L'esprit de la Révolution et l'esprit de la religion juive ne font qu'un, déclara-t-il, et en dernière analyse l'un procède de l'autre. La Révolution a eu l'effet providentiel de ramener le Judaïsme sur le chemin qu'il doit emprunter pour accomplir sa mission... Israël est comme un semeur géant qui s'avance dans le panorama toujours plus vaste des siècles, portant à son front couronné de nuages le reflet du Sinai. Le Semeur de la Bible est encore loin de la fin de la tâche qui lui a été assignée, mais, à chaque pas qu'il fait, il y a autour de lui plus de lumière, plus de paix, une concorde et une harmonie toujours croissante."⁽¹¹⁾

⁽¹⁰⁾ Cité par Mgr Delassus, op. cit., p.306.

⁽¹¹⁾ (NDT : C'est donc à ces valeurs de promotion du Judaïsme antichrist que se sont rangés les Pères de Vatican II, sous la conduite de leurs mentors !)

⁽¹¹⁾ Sermons, pp. 136-137 ; (Paris, 1898). Cité par G. Goyau dans "L'Idée de Patrie et l'Humanitarisme".

Conséquences de la Révolution Française

Nous pouvons exprimer la signification naturaliste de la Révolution par le schéma suivant :

Progrès de l'humanité

naturalisme

vie sociale , politique et économique

L'individu chrétien réel ou potentiel devient un simple citoyen, et l'Etat organise toute la vie sur des principes purement naturalistes. Le type d'organisation adopté et le processus de formatage de l'homme ordinaire varieront évidemment en fonction du désordre de la conception fondamentale en cause. Mais, comme on en a déjà fait la remarque, le résultat invariable sera que le citoyen sera traité comme un simple individu et non comme une personne. Dans l'organisation sociale, l'homme ne peut conserver la suprématie de sa raison sur ses sens qu'à la condition de soumettre sa raison à Dieu en Notre Seigneur Jésus-Christ.

Le résultat ultime du "Progrès de l'Humanité" visé par les forces naturalistes de la nation Juive peut être symbolisé comme suit :

Nation juive organisée sous les messies naturels futurs

Tout Etat et toute nation dont auront disparu tout vestige d'organisation reposant sur la divinité de Notre Seigneur Jésus-Christ et toute croyance en la Vie surnaturelle offerte par la participation à Son Corps mystique, l'Eglise Catholique.

(NDT : constatons-le au XXe siècle, avec le Communisme, deux guerres mondiales et 180 millions de morts fomentés par les organes de la Juiverie, et ... en Palestine depuis 1948 ! Dans une société sans Dieu, où l'on enseigne à chacun le droit à être dieu, on arrive à ce que définissait Sartre : «l'enfer, c'est les autres», et ce que Camus pressentait comme «la guerre des Uniques» : l'insécurité générale et l'autodestruction, qui est d'ailleurs le programme de l'Anarchie illuministe.)

La pression exercée par le naturalisme désordonné a rendu très difficile la vie des Catholiques dans les Etats qui ont adopté les principes de la Révolution française. A la Messe, les Catholiques professent avec Notre Seigneur qu'ils sont disposés à transformer toute la vie sociale de leur pays pour la soumettre à Dieu le Père, dont la volonté est qu'ils s'efforcent de réaliser le programme de Son Divin Fils dans l'organisation de la société et aident ainsi leurs frères humains à vivre en membres du Christ. Mais dès leur sortie de l'église après la Messe, ils trouvent un tissu social entièrement organisé contre le Christ-Roi. Le résultat a été la division et la décadence. La prétendue Réforme scinde la vie, séparant du Christ la vie sociale, politique et économique et l'exposant aux influences et appétits naturalistes. L'ensemble de la vie n'est donc plus alors soumis au Christ comme le demande l'ordre véritable, dans lequel tous sont appelés à devenir membres du Christ. La Révolution française fait en sorte que les forces naturalistes organisées qui forment la partie visible de l'armée de Satan s'assurent le contrôle de l'Etat et s'efforcent de s'assujétir la totalité de la vie. L'organisation de la société présente alors une inversion complète par rapport à l'ordre véritable, qui était antérieurement accepté. Au lieu d'être organisée comme elle devrait l'être dans une subordination harmonieuse à l'organisme surnaturel du Corps Mystique du Christ, le Naturalisme y règne en maître, et le pauvre humain pécheur doit essayer d'y vivre en membre du Christ malgré toutes sortes de difficultés et même une dure persécution.

"Pauvre France, s'exclama le Pape Léon XIII en 1892, Dieu seul peut mesurer l'abîme de maux où elle va sombrer, si la législation, au lieu de s'améliorer, s'obstine à poursuivre son cours qui finira par arracher des esprits et des cœurs des Français la religion qui les a faits si grands."⁽¹²⁾

La législation inspirée par le naturalisme fut poursuivie. Le coup final, peut-on dire, fut porté par la mesure prise sous le ministère du Juif Léon Blum, peu d'années avant la guerre actuelle (de 1939), pour

⁽¹²⁾ Encyclique "Au milieu des sollicitudes", 16 février 1892

miner la discipline de l'Armée Française. Des cellules communistes y diffusèrent l'esprit de soviets qui en 1917 avait réduit l'Armée Russe à l'état de cohue en désordre.⁽¹³⁾ Cependant, même maintenant (NDT : en 1941-42), le pays ayant sombré dans l'abîme de malheurs annoncé par Léon XIII il y a cinquante ans, M Carcopino, Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale du Gouvernement de Vichy, déclara : *"Je suis certain que tous les bons Français sont de mon avis et réproouvent aussi énergiquement que je le fais tout ce qui pourrait, soit contribuer à un retour de la funeste influence d'un anticléricalisme périmé, soit à une reprise des querelles et des divisions à propos de la neutralité de l'Etat dans les questions religieuses. La neutralité est le rempart et la sauvegarde de l'innolable liberté de conscience et de croyance ... Le mot Dieu, dans le programme d'instruction morale des écoles*

⁽¹³⁾ Dans le *"Diary of a Staff Officer of the British Expeditionary Force"* (journal d'un Officier d'Etat-Major du Corps expéditionnaire Britannique), publié par Methuen en 1941, nous lisons à la date du 22 mai 1940 : " ... les comités de soldats autorisés dans l'Armée Française en 1936 par le régime de Mr Léon Blum ont sapé la discipline. Le haut Q.G. Français est absolument handicapé par l'esprit d'internationalisme qui existe à un degré considérable dans les troupes ". C'est ainsi que le général Georges, qui avait promis une contre-attaque pour arrêter l'avance des blindés allemands, s'excusa auprès des Britanniques de ne pas avoir envoyé d'ordres à cet effet, expliquant que dans les circonstances actuelles "il ne pouvait donner d'ordres s'écartant par trop des sentiments des divisions concernées."

(NDT : L'internationalisme et le pacifisme avaient été prêchés aux Français par la littérature et la presse, par l'école publique et les syndicats. Le P. C. et la CGT avaient consacré meeting sur meeting de 1936 à 38 dans les usines à proclamer l'unité de classe avec les ouvriers allemands ; ils avaient fait saboter les productions d'armement suivant les ordres du Komintern. Avec la complicité des gouvernements de "droite" comme de gauche (tous aux ordres des Supérieurs de la Maçonnerie et des maîtres financiers du monde), tout avait été fait pour anéantir l'esprit de défense, cependant qu'on avait désarmé l'Armée, dotée d'équipements périmés et désuets, en la plaçant sous l'inspection générale du Maréchal Pétain, républicain sûr, de grand prestige depuis Verdun, pour donner aux Français l'illusion qu'ils étaient protégés ... On ne pouvait d'ailleurs compter sur la combativité de troupes conscientes d'être envoyées se battre gravement sous-équipées contre une adversaire surarmé. Cent mille jeunes Français périrent de cette trahison au printemps 1940. Et De Gaulle servit à ramener au pouvoir les traîtres d'avant-guerre, au service des mêmes objectifs anti-nationaux. Pétain lui-même pendant la guerre attendait le salut de la France des Américains... du Gouvernement serf de la FED et de la judéo-Maçonnerie et auteur du scandaleux traité de Versailles ! (Cf. *"Philippe Pétain"* par Me Isorni).

primaires, est à remplacer par les expressions telles que "les valeurs spirituelles, la patrie, la Civilisation Chrétienne."⁽¹⁴⁾

Qu'il est donc bien difficile aux hommes de revenir pleinement à Dieu.

L'opposition entre l'Eglise Catholique et la Révolution française

D'après ce que l'on a dit de la signification naturaliste de la Révolution et de la Déclaration des Droits de l'Homme, il est clair que l'opposition entre l'Eglise Catholique et la Révolution française n'est pas acci-dentelle, mais au contraire essentielle. Ce n'est pas simplement une opposition fortuite, née au hasard d'une association d'images et d'idées, mais une opposition fondée sur la nature des choses. C'est l'opposition entre le naturalisme et la Vie surnaturelle de la Grâce.

Pour Hilaire Belloc, le conflit entre l'Eglise Catholique et la Révolution française fut accidentel : "Par un accident de l'Histoire, écrit-il, la Révolution, succédant à l'effondrement de la religion dans les milieux instruits de France, était entrée en conflit ouvert avec l'Eglise. Le conflit, dis-je, était accidentel, mais par une association

⁽¹⁴⁾ *Nouvelles de France*, du 23 avril 1941. Les italiques sont de l'auteur.

(NDT : A ces propos d'un ministre important du Gouvernement de Vichy, on mesure l'erreur et l'illusion de ceux qui présentent le maréchal Pétain comme celui qui aurait pu être le sauveur de la France ! Le gouvernement de Vichy, s'il ferma les Loges, avait gardé les Maçons dans l'Administration publique avec les Bousquet, Papon et bien d'autres, et, bien pire encore, avait fait chefs successifs du Gouvernement des maçons et des hommes de gauche, ainsi de Pierre Laval, de Pierre-Eugène Flandin et de l'amiral Darlan (nommé vice-premier ministre le 10 février 1941), Darlan comme Pétain militaire de gauche qui avait été promu par Léon Blum, fils d'un ministre radical-socialiste franc-maçon notoire et maçon lui-même, d'où le ferment d'anarchie d'un régime qui portait en lui l'impossibilité d'un redressement national et dont on s'étonne qu'il soit vanté par des Catholiques... Et De Gaulle servit à ramener au pouvoir les traîtres d'avant-guerre au service des objectifs judéo-maçonniques, et le naturalisme se diffusa plus intensément que jamais par l'américanisation-judaïsation générale.)

d'idées il sembla dans l'esprit de l'époque faire partie de la nature même des choses."⁽¹⁵⁾

Il soutient, comme nous l'avons vu, la même théorie en ce qui concerne l'opposition entre la Franc-Maçonnerie et l'Eglise Catholique ; en fait, cette affirmation sur la Révolution est une simple application de sa théorie à l'évènement en question. C'est là une erreur regrettable qui mène à une fausse vision de l'Histoire. Belloc compare la tentative de réorganisation de l'Europe par Napoléon à celle de Charlemagne. Or Charlemagne fut l'organisateur d'un ordre européen respectueux du Corps Mystique du Christ et se proclama le défenseur des droits de Dieu et du Saint Siège. Napoléon, lui, fut l'apôtre du Naturalisme et traita le Vicaire du Christ avec un souverain mépris, le faisant prisonnier. Il est ridicule de parler de la restauration de l'ordre en Europe par un franc-maçon.⁽¹⁶⁾

Dans l'Encyclique *Sur la Constitution chrétienne des Etats*, après avoir brièvement indiqué les principes de la *nouvelle jurisprudence* de la Révolution, le Pape Léon XIII insiste sur l'opposition fondamentale de ces principes à la Loi naturelle, dont l'Eglise Catholique est l'unique gardienne.⁽¹⁷⁾

⁽¹⁵⁾ "Napoléon" d'Hilaire Belloc, p. 20.

⁽¹⁶⁾ Les preuves de l'affiliation maçonnique de Napoléon sont très solidement établies. Voir Deschamps "Les Sociétés secrètes et la Société", 4ème édition, t. II, pp.190-220. Nous lisons pp. 211- 215 que dans la première partie de son règne, c'est à dire jusqu'à 1809, Napoléon reçut une solide assistance des Loges maçonniques de tous les pays. Son génie militaire fut souvent aidé par la trahison des commandants des troupes alliées qui lui étaient opposées..." Dans la deuxième partie de sa carrière, de 1809 à 1815, il fut abandonné par les Sociétés secrètes." Dans la R.L.S.S. du 15 février 1937 figure un récit des célébrations spéciales organisées par le Grand-Orient d'Italie à l'occasion de " la naissance du Roi de Rome, le fils du Frère . . Napoléon ".

(NDT : Lire les pages sur le règne de Napoléon dans "Le Gouvernement mondial secret", de Cherep-Spiridovich déjà, mentionné, avec les raisons pour lesquelles il fut abandonné par ceux qui l'avaient financé et porté au pouvoir)

⁽¹⁷⁾ Nous avons déjà cité quelques extraits de cette Encyclique énonçant ces principes. Il y a une similitude frappante entre eux et les principes du Naturalisme évoqués dans l'Encyclique *Humanum genus*, *Sur la Franc - Maçonnerie*.

"La raison naturelle, elle-même, écrit-il, prouve de manière convaincante que de tels principes de gouvernement d'un Etat sont tout à fait opposés à la vérité.... Des doctrines telles que la souveraineté du peuple sans référence à Dieu ; ne faire aucune différence entre les diverses formes de religions ; la liberté de penser et de publier tout ce que l'on veut sans aucun frein ; la soumission de l'Eglise au pouvoir civil dans l'exercice de sa charge, doctrines que la raison humaine ne peut approuver et qui ne peuvent qu'affecter de manière grave tout l'ordre civil, Nos Prédécesseurs les Pontifes romains (bien conscients de ce que leur office apostolique réclamait d'eux) ne les ont jamais laissé passer sans les condamner". Il poursuit en évoquant l'Encyclique *Mirari Vos* (15 août 1832) du Pape Grégoire XVI et le *Syllabus* du Pape Pie IX, en ajoutant : "Compte tenu de ces déclarations des Papes, il est évident que l'origine de la puissance publique est à rechercher en Dieu même, et pas dans la multitude, et qu'il répugne à la raison d'accorder toute latitude à la sédition. Il est tout aussi clair d'après ces enseignements qu'il n'est pas licite pour l'Etat, pas plus que pour l'individu, de mépriser ses devoirs religieux ou de tenir en une même faveur différentes sortes de religions, et que la liberté illimitée de pensée et d'exprimer ouvertement ses idées ne fait pas partie de droits des citoyens et ne doit en aucun cas être reconnue mériter faveur et soutien."⁽¹⁸⁾

Dans la *Lettre au Peuple Italien* du 8 décembre 1892, le Pape Léon XIII met l'opposition entre l'Eglise et la Révolution sur le même plan que l'opposition entre le Christ et Bélial.

"Les sociétés non sujettes à l'influence de la religion, écrit-il, et en tant que telles facilement exposées à être plus ou moins dirigées par des francs-maçons doivent en général être tenues en suspicion et évitées." Doivent également être évitées celles qui, non seulement prêtent leur aide à la Franc-Maçonnerie, mais qui constituent pour elle une nurserie et un atelier pour la formation d'apprentis. "Tous doivent éviter tout lien et familiarité avec les personnes soupçonnées d'être des francs-maçons ou d'appartenance à des sociétés affiliées... Les rapports familiaux doivent être rompus, non seulement avec les

⁽¹⁸⁾ Encyclique *Immortale Dei*

mauvais, mais aussi avec ceux qui cachent leur caractère réel sous le masque de la tolérance universelle, du respect pour toutes les religions et de la manie de réconcilier les maximes de l'Évangile avec celles de la Révolution, le Christ avec Bérial, l'Église de Dieu avec l'État sans Dieu."⁽¹⁾

Responsabilité de la Franc-Maçonnerie dans les révolutions

Longtemps avant la Révolution, le Pape Clément XII⁽¹⁹⁾ et le Pape Benoît XIV⁽²⁰⁾ condamnèrent la Franc-Maçonnerie. Le Pape Benoît XIV en particulier implora les dirigeants des pays catholiques de défendre leurs sujets et leur trône contre la secte. Mais au lieu d'écouter l'avertissement, ces dirigeants écoutèrent leurs conseillers maçons et attaquèrent la Compagnie de Jésus. Ils eurent quelques raisons de le regretter. Le Pape Léon XII mit directement la responsabilité de la Révolution française sur le compte des francs-maçons et des membres des Sociétés secrètes. "Ainsi, écrit-il, alors que pas mal de temps s'est déjà écoulé depuis que la torche de la révolte fut allumée pour la première fois en Europe par les Sociétés secrètes et fut portée de tous côtés par leurs agents, il se trouve que malgré de brillantes victoires remportées par les plus puissants princes d'Europe...les efforts de ces sectes coupables n'ont point cessé."⁽²¹⁾

Le Pape Pie IX, lors du consistoire du 25 septembre 1865, après avoir déploré le fait que les chefs d'États catholiques d'Europe n'aient pas écouté l'appel du pape Benoît XIV, souligna le fait que les Sociétés Secrètes étaient responsables des séditions, des révolutions et des guerres qui avaient été une calamité pour le monde. "Comme il eût mieux fallu que les Souverains écoutassent les paroles de Notre

⁽¹⁾ (NDT : C'est la condamnation formelle de la papauté de Roncalli et de ses quatre successeurs, et celle de Vatican II . Semblent le méconnaître les membres du clergé qui, oublieux des fruits de mort de cette hiérarchie maçonne de 1960 à ce jour, ont cru devoir s'y rallier ou la croire passagère et excusable.)

⁽¹⁹⁾ Constitution *In Eminenti*, du 28 avril 1738

⁽²⁰⁾ Constitution *Providas* du 18 mai 1751

⁽²¹⁾ Lettre Apostolique *Quo Graviora*, du 13 mars 1825

Prédécesseur, s'exclama-t-il, qu'ils n'eussent pas été si insouciant dans une question aussi importante ! S'ils l'avaient écouté, ni nos pères ni nous n'aurions eu à déplorer tant de mouvements séditieux et de révolutions, tant de guerres destructrices qui ont dévasté la totalité de l'Europe, tant de maux qui ont lourdement pesé sur l'Église et qui continuent de l'affliger."

Près de quarante ans plus tard, le 19 mars 1902, le Pape Léon XIII, au début de la vingt-cinquième année de son pontificat et de la quatre-vingt douzième année de sa vie – il était né le 10 mars 1810 – livra au monde une Lettre apostolique passant en revue les événements de son règne. Dans cette Lettre, il dénonce la Franc-Maçonnerie en les termes les plus vifs, et l'on notera que ni lui ni aucun autre Pape n'a jamais fait aucune distinction entre les différentes obédiences de cette société naturaliste.

"Dans cette œuvre pernicieuse et déloyale d'accabler l'Église d'accusations calomnieuses, écrit-il, une certaine secte des ténèbres est spécialement impliquée, une secte que la société humaine porte depuis des années en son sein, et qui, comme un poison mortel, détruit son bonheur, sa fécondité et sa vie. "Personnification permanente de la Révolution, elle constitue une sorte de société régressive, dont l'objet est d'exercer une suzeraineté occulte sur l'ordre établi, et dont le but est de faire la guerre contre Dieu et contre Son Église. Il est inutile de la nommer, car tous reconnaîtront à ses traits la Société des Francs-Maçons, dont nous avons déjà spécialement parlé dans Notre Encyclique *Humanum genus* du 20 avril 1884. En dénonçant ses tendances destructrices, ses enseignements faux et son but pervers d'embrasser de son étreinte à longue portée quasiment toutes les nations, et, s'unissant à d'autres sectes que son influence secrète met en mouvement, d'attirer d'abord puis de retenir ses membres par les avantages qu'elle leur procure, tantôt par des promesses et tantôt par des menaces, elle a réussi à pénétrer toutes les classes de la société, et forme à l'intérieur de l'État légitime un État invisible et irresponsable.

"Remplie de l'esprit de Satan qui, suivant les mots de l'Apôtre, sait se transformer au besoin en "ange de lumière", elle met en avant son

objet humanitaire, mais sacrifie tout à son objectif sectaire. Elle proteste n'avoir aucun dessein politique, alors qu'en réalité elle exerce l'action la plus profonde sur la vie législative et administrative des nations. Tout en professant bruyamment son respect pour les autorités et même pour la religion, elle a pour objectif ultime, comme le déclarent ses statuts, la destruction de toute autorité aussi bien que de la prêtrise, qu'elle tient toutes deux pour des ennemis de la liberté.

"Il devient plus évident de jour en jour que c'est à l'inspiration et à l'assistance de cette secte que Nous devons attribuer les troubles continuels dont l'Eglise est harcelée, de même que de la recrudescence des attaques dont elle a récemment été l'objet. Par la simultanéité des attaques des persécutions qui ont si soudainement éclaté contre nous ces derniers temps comme un orage surgi d'un ciel clair, c'est à dire sans aucune cause proportionnée à l'effet, par l'uniformité des moyens employés pour lancer la persécution, à savoir la Presse, les réunions publiques, les productions théâtrales, par l'emploi dans chaque pays des mêmes armes, la moquerie, la calomnie et les soulèvements publics, tout cela révèle clairement la complète identité de but et un plan dressé par une même direction centrale unique. Tout cela n'est qu'un simple épisode d'un plan préétabli, conduit sur un terrain sans cesse élargi pour multiplier les ruines dont Nous parlons.⁽¹⁾ C'est ainsi qu'ils s'efforcent par tous les moyens en leur pouvoir, en premier lieu de restreindre, puis de bannir totalement l'instruction religieuse des écoles, afin de faire de la génération montante des incroyants ou des indifférents à toute religion...

"En ce qui concerne les Ordres religieux et les Congrégations religieuses, la pratique des conseils évan-géliques en a fait la gloire de la société et la gloire de la religion. C'est précisément ce qui les a rendus plus coupables aux yeux des ennemis de l'Eglise, et ce sont les raisons pour lesquelles ils ont été féroce-ment dénoncés et jetés en pâture au mépris et à la haine... Ces hommes et ces femmes, qui ... avaient spontanément renoncé à toutes les joies de la vie de famille

(1) (NDT : ces Catholiques et ces clercs qui sourient de l'idée de l'existence d'un complot se moquent donc de l'enseignement et des certitudes de Léon XIII.)

pour consacrer leur jeunesse, leurs talents, leur force et leur vie au bien de leurs frères humains dans ces paisibles associations, ont été traités comme des malfaiteurs, comme s'ils avaient formé des associations criminelles, et ont été privés des droits ordinaires des êtres humains et des citoyens, cela au moment même où l'on parle le plus bruyamment de liberté."

Les deux courants issus de la Révolution Française

L'on peut parler de deux courants de pensée et d'action comme procédant de la Déclaration des droits de l'homme : le courant Rousseauiste-libéral maçon, et le courant du Socialisme collectiviste et du Communisme.

Le courant du Libéralisme existait bien sûr avant la Révolution – comme nous l'avons vu, c'est l'essence même de la philosophie de Locke – , mais il fut puissamment renforcé par la déification maçonnique de l'homme à la Révolution. Selon la doctrine contenue dans le symbolisme maçonnique, tout homme est une émanation de la substance unique et est un être absolument indépendant. Tous les hommes sont donc également Dieu, ne sont soumis à personne, et sont absolument libres de toute obligation l'un envers l'autre. Et l'homme qui est né libre est l'homme en tant qu'individu, en tant qu'animal, avec ses besoins matériels et ses passions puissantes. Comme la liberté d'action est une exigence absolue de la nature humaine en tant que divine, ce n'est qu'en vue de s'assurer la somme la plus grande possible de satisfactions matérielles que les hommes entrent en société. Si l'on tient bien compte de la doctrine de l'immanente divinité ou de la liberté de l'homme en tant qu'individu qui est au cœur de la Déclaration, on comprend alors facilement que le premier article de cette Déclaration qui est : "Les hommes sont nés libres et égaux en droit et le demeurent" ait fortement contribué à renforcer les deux courants opposés du Libéralisme et du Socialisme ou Communisme. Aucune de ces théories ne saisit la distinction

entre l'homme en tant qu'*individu* et l'homme en tant que *personne* qui a été exposée au Chapitre I. ⁽²²⁾

Selon la doctrine Thomiste, l'homme est membre individuel de la société et est doté du don de la raison et donc de la puissance de la volonté libre⁽²³⁾, en vue du développement de sa *personnalité* à travers son appartenance au Christ. A partir du moment où un individu humain est destiné par sa nature à vivre en société,⁽²⁴⁾ en tant que

⁽²²⁾ Sur toute la question du Libéralisme et du Socialisme, voir "*Culture latine et Ordre social*" du RP Gillet, O.P., pp. 42-60

⁽²³⁾ "La racine de la liberté est dans la volonté comme sujet, mais dans la raison comme cause" (St Thomas d'A., I a II ae, Q.17, a.1, ad 2). *Liberium arbitrium est vis eligendi media servato ordine finis* : le libre arbitre est le pouvoir de choisir librement les moyens menant à une fin vue par la raison comme obligatoire.

Lorsque les Libéraux ou les Collectivistes se désignent comme libre-penseurs, ils s'intéressent plus à la liberté qu'à la pensée. Ils tiennent qu'une liberté qui est obligée d'accepter des limitations n'est pas une vraie liberté. Par ailleurs, ils acceptent que la pensée soit soumise aux caprices de la liberté, comme si l'on était libre de penser tout ce qui nous plaît, alors que, la pensée devant se confronter à l'être, nous ne sommes libres de penser *que ce qui est* (dans l'ordre). La soumission de la pensée aux caprices de la liberté a pour résultat qu'au lieu d'observer l'ordre de la vie, l'homme se livre aux passions et se dégrade. (Cf. "*Culture latine et Ordre social*", du RP. Gillet, O.P., p. 45). (NDT : et aussi se livre aux utopies, aux nuées, à la folie.)

⁽²⁴⁾ La société humaine ne naît pas d'un contrat arbitraire conclu par les volontés humaines, mais ne provient pas non plus d'un simple fait de nature, comme les "sociétés" d'abeilles ou de fourmis. Elle naît d'un accord des volontés en conformité avec les inclinations fondamentales de la nature humaine. Elle est donc essentiellement différente des "sociétés" animales. Toute l'erreur de J.-J. Rousseau (comme de Hobbes et de Locke) tient en ce que pour lui l'initiative qui est à l'origine d'une société est purement arbitraire et n'est pas commandée par la nature de l'homme. On tombe dans une autre erreur, opposée à la première mais tout aussi pernicieuse, lorsque l'on tient l'organisation sociale pour être, même à ses débuts, une affaire purement physique. Entre ces deux positions erronnées – la théorie purement artificielle de Rousseau et la théorie purement physique ou matérialiste –, et au-dessus d'elles, se situe la vraie doctrine, formulée par saint Thomas. Nous affirmons en effet que l'homme, indépendamment de sa libre décision pour ce faire, est destiné par nature à vivre avec les autres hommes. Mais l'instinct animal ne créera jamais une société humaine. Celle-ci doit être l'œuvre de l'intelligence choisissant des modes de vie en accord avec une certaine conception des fins de l'homme. Il ne faut pas oublier que le choix est guidé par une maîtrise

personne il a droit à demander à la société le minimum du Bien commun qui lui permette de vivre comme il sied à une personne humaine, mais il a aussi des devoirs correspondants vis à vis de la société, et il ne doit pas se comporter comme une entité autonome, comme si la société existait pour lui seul. Ainsi *en tant que personnes*, tous les hommes *sont égaux* et ont des droits égaux à ce minimum, mais, bien qu'égaux en tant que personnes du fait de leur appartenance à l'espèce humaine et comme membres actuels ou potentiels du Christ, *les êtres humains sont inégaux en tant qu'individus*, du fait de l'inégalité de leurs conditions individuelles. Aussi, concrètement leurs droits individuels sont inégaux. Toute organisation de société doit respecter à la fois *l'égalité spécifique des personnes* humaines et *l'inégalité individuelle des individus* humains. C'est précisément ce que ni le Libéralisme ni le Socialisme ne peuvent réaliser.

Le Libéralisme mit l'accent sur la première partie de l'Article 1 de la Déclaration de 1789 : "Les hommes sont nés libres". Chaque homme avec ses besoins matériels et ses passions est une entité autonome absolument libre, d'une liberté illimitée. L'individu est donc à lui-même sa propre fin, et tout le but de la société est de lui conserver cette autonomie. Mais en présence de l'inégalité des conditions par laquelle la prétendue liberté inconditionnelle était continuellement embarrassée, le Libéralisme sacrifia le faible au fort et obligea le premier par une implacable nécessité à respecter les contrats conclus avec le second, bien qu'en gardant les marques extérieures de la liberté. C'est ainsi que le Libéralisme sacrifia l'égalité fondamentale des personnes humaines. Aux premiers temps du Libéralisme, l'on pensait avec Adam Smith et Quesnay que le respect des "lois de nature" amènerait à un fonctionnement merveilleusement harmonieux de la société. Plus tard, surtout depuis la Révolution Française, en présence des injustices criantes qui résultaient de la "liberté", tout ce que l'on put affirmer avec Malthus et Ricardo était que, bien que tout n'allât pas pour le mieux, toute tentative

rationnelle des facultés appetitives. Cf. J. Maritain "*Clairvoyance de Rome*", pp. 152-153.

d'interférer avec les "lois de nature" amènerait encore de plus grands maux.

L'oppression du faible par le fort mena à la coalition des faibles pour tenter de défendre les droits fondamentaux de la nature humaine en laquelle tous sont égaux. Malheureusement, les commandes de cette réaction furent saisies par des socialistes et des communistes, imbus de la même doctrine révolutionnaire de "l'autonomie de l'individu". Ils inaugurèrent un système (le *Socialisme*) aussi antisocial que l'autre, en mettant l'accent sur la deuxième partie de l'Article 1 de la Déclaration, à savoir "les hommes sont nés égaux". Au nom de l'égalité essentielle de la nature humaine, ils visèrent à supprimer l'inévitable inégalité accidentelle des conditions humaines.^(*) La seule voie possible pour y parvenir était de supprimer l'organisation actuelle de la société, dans laquelle la loi maintient l'inégalité des conditions, surtout par la possession de la propriété privée, et de reconstruire une société dans laquelle tous les citoyens seront égaux, non seulement de jure mais *de facto*. Dans cette société idéale, l'Etat sera le propriétaire de tout et obligera tout le monde, sans distinction de classes, à œuvrer pour le Bien Commun, distribuant à chacun sa part de ce qui a été engrangé en commun.

(*) (NDT : Les socialistes utopistes et certains anarchistes le visèrent sans doute, mais pas Marx et les siens, totalement cyniques et trompeurs des pauvres. Cf. "*Marx, vrai ou faux prophète*" de Deirdre Manifold, et "*La Révolution mondiale*" de Nesta Webster. L'utopie égalitaire n'est réalisable que dans la vie simple et détachée du monde, comme celle des communautés monastiques. Dans la société communiste, le naturalisme, l'orgueil, le péché ont vite fait de transférer aux dirigeants tous les privilèges et tous les droits, avec les biens, de faire considérer les "égaux" du peuple comme du matériel humain, et éliminer les individus rétifs, comme le firent Lénine, Staline, Pol Pot, Mao, F. Castro et bien d'autres. De plus, l'égalité imposée comme un dogme dans ses dernières conséquences entraîne fatalement la destruction de toute société en minant le mariage, la famille et l'éducation des enfants, qui ne résistent pas à cette prétendue égalité des individus et des sexes. D'où l'immense nombre des divorces, des faux couples, l'homosexualité, la montée des problèmes psychiques, l'alcoolisme, l'usage des drogues, la délinquance, et l'anarchie et la violence jusqu'à l'école. Enfin la coexistence des deux options, la libérale et la socialiste, avec le matérialisme et la déification des individus, amène inévitablement la guerre civile, la haine implacable, la lutte des classes et l'autodestruction sociale.)

Les Libéraux ont raison d'admettre, contrairement aux Socialistes et aux Communistes, l'inégalité naturelle des conditions humaines, mais leur fausse doctrine de l'autonomie de l'individu, c'est à dire de la liberté inconditionnelle d'un être créé et ayant chuté, mène en pratique à dénier à la grande majorité leurs droits en tant qu'êtres humains. De leur côté, au nom de la même fausse doctrine, Socialistes et Communistes veulent supprimer l'inégalité des conditions. Tous, disent-ils, sont également des hommes, voulant dire de ce fait que tous sont des individus autonomes, et que, pour arriver à l'égalité, la société doit être réorganisée sur la base de la suppression des inégalités. Comme la propriété privée est la principale source d'inégalités, il faut commencer par la supprimer. Etant donné le fondement erroné des deux doctrines que sont la déification Rousseauiste et maçonnique de l'individu, le problème est sans solution. Si la société, comme le suppose la Déclaration de 1789 et *le Contrat Social*, est pensée comme étant une simple juxtaposition matérielle d'individus autonomes, alors, ou bien *au nom de la liberté* le fort opprime les faibles, ou bien *au nom de l'égalité* les manipulateurs de la coalition oppriment tout le monde. Dans un cas comme dans l'autre les hommes seront traités comme de simples individus, et non comme des personnes. Puisque, selon les principes de 1789, tout l'objet de la société est de permettre aux individus de se divertir librement comme des dieux sans aucune contrainte, il est clair que tout Etat doit dans cette optique être constitué en accord avec les termes du *Contrat Social* de Rousseau. Un tel Etat sera uniquement composé d'individus comme autant d'unités arithmétiquement égales, indépendantes l'une de l'autre, sous un gouvernement émanant de la somme des volontés individuelles. Aussi toute société distincte de l'Etat doit-elle être dissoute, et cette œuvre de destruction ne doit pas cesser jusqu'à ce que l'Etat s'impose sur une poussière de particules humaines. Les Corporations ou Guildes furent supprimées en premier. Le décret Le Chapelier de juin 1791 y pourvut. Il y eut ensuite l'attaque des familles par les lois sur le divorce, les lois réglant l'héritage de la propriété, les lois sur l'école, qui complétèrent l'œuvre de ruine commencée par l'individualisme Protestant. Socialisme et Communisme ayant accepté le même

principe dissolvant de l'individu déifié, ils poursuivirent l'attaque contre la famille, même lorsque, à travers les syndicats et les associations, ils tentèrent de protéger le travailleur des conséquences de l'individualisme. Ces expédients temporaires sont voués à être supprimés à leur tour lors de l'établissement de l'Etat Communiste.

Ainsi, la même forme d'Etat omnipotent, dévoreur de tout, dans lequel les hommes seront traités en simples individus est l'aboutissement logique des deux courants issus de 1789. Cet Etat, s'étant débarrassé de toutes les organisations qui lui sont inférieures, absorbera tout pouvoir, tout droit, toute autorité, et deviendra l'unique administrateur, l'unique source de tout, l'unique propriétaire, tuteur et enseignant. Tout vestige de Vie surnaturelle provenant de Notre Seigneur Jésus-Christ sera si possible éliminé, de même que toute organisation pénétrée de la réalité de cette Vie.⁽²⁵⁾

Car derrière la Société maçonnique naturaliste qui prépara la Révolution française, l'organisation naturaliste encore plus cohérente de la nation juive a travaillé obstinément à la venue de l'ère messianique. L'évidence du fait ressort de l'histoire du courant socialiste et communiste issu des principes de 1789, et tout spécialement de la révolution Russe de 1917. C'est le sujet dont nous traiterons au chapitre suivant.^(*)

⁽²⁵⁾ Cf. Billot, S.J., "De Ecclesia" vol.II, pp.33-43

^(*) (NDT : Cette "ère messianique" étant désormais en vue, ils ne cachent plus leur enthousiasme devant leur victoire totale. Ainsi Pascal Bruckner : "*La planète est parvenue à un stade sans précédent de son aventure ; l'unification du globe déjà réalisée sur le plan technique et matériel est sur le point de l'être politiquement. L'idée même d'une paix universelle est en train de quitter les songes des utopistes pour s'inscrire dans les faits*" ("*La Mélancolie démocratique*", Seuil, 1990, p.13). C'est le mythe de la fin de l'Histoire ! Mais le monde ne peut connaître la paix hors de N.S. Jésus-Christ, et leur espoir s'effondrera dans le chaos, démenti par eux-mêmes, en Irak, en Afghanistan, en Palestine, au Congo, au Soudan, etc.)

CHAPITRE XV

LA RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE DE 1917⁽¹⁾

C'est un fait extraordinaire que les Allemands et les Anglais, alors opposés par la guerre, collaborèrent ensemble à l'œuvre de la Révolution bolchevique de 1917. Les Allemands envoyèrent Lénine et ses adjoints de Suisse en Russie, et les Anglais libérèrent Trotski de Halifax (Nouvelle Ecosse) après que lui et sa bande de désesperados juifs de l'East-Side, en route de New-York vers la Russie, eurent été arraisonnés en haute mer par la Marine britannique. L'intérêt qu'avait l'Allemagne à l'effondrement de la Russie est très clair, mais pourquoi les Anglais les aidèrent-ils à ruiner une Puissance qui était son alliée et qui avait fidèlement servi la cause commune ? Était-ce sous l'influence de cette "formidable secte", comme le déclara Winston Churchill à la Chambre des Communes le 5 novembre 1919. Ce jour-là, il débuta son exposé de la Révolution russe en citant un passage du livre de général allemand Ludendorff sur la guerre. Voici le passage cité par Churchill : "En envoyant Lénine en Russie, notre Gouvernement endossa une plus que grande responsabilité. Mais du point de vue militaire, son voyage était justifié. Il fallait abattre la Russie. Mais notre Gouvernement aurait dû veiller à ce que nous ne soyons pas autant impliqués dans sa chute." Churchill poursuivit : "Lénine fut envoyé en Russie par les Allemands à la manière dont vous pourriez expédier une fiole contenant une culture de typhoïde ou de choléra pour la faire verser dans le réseau d'alimentation en eau d'une grande ville, et cela fonctionna avec une stupéfiante efficacité. Lénine était à peine arrivé qu'il fit signe, de-ci, de-là, à d'obscures personnes tapies dans leurs

⁽¹⁾ La première révolution russe connue comme la révolution Kerensky eut lieu au printemps 1917. Le Tsar abdiqua le 15 mars. En avril, Lénine et les autres révolutionnaires furent embarqués à bord d'un train en Suisse et emmenés ainsi en wagons plombés à travers l'Allemagne jusqu'à Stockholm, et de là en Russie. La révolution bolchevique éclata en octobre 1917. *The Patriot* de Londres publia en juillet 1924 les noms et les nationalités des cent soixante cinq passagers du fameux train aux wagons plombés. Cent vingt et un étaient des Juifs, et seulement vingt-trois étaient des Russes.

repaire à New-York, Glasgow, Berne et dans divers autres pays, et il rassembla les cerveaux dirigeants d'une formidable secte, la plus formidable secte dans le monde, dont il était le grand prêtre et le chef. Ces cerveaux une fois réunis autour de lui, il se mit à l'œuvre avec une habileté démoniaque pour démolir chacune des institutions dont dépendait l'Etat Russe. Il fallait abattre la Russie".⁽²⁾

Comme les cerveaux dirigeants rassemblés autour de Lénine étaient des Juifs dans leur écrasante majorité, on peut en déduire que c'est sous l'influence juive que l'Angleterre et l'Allemagne collaborèrent à la Révolution bolchevique.

Examinons brièvement les rôles respectifs de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la nation juive dans l'écroulement de la Russie tsariste et dans l'installation du régime communiste : nous allons voir la nation juive à l'action derrière les deux autres et les utilisant à ses fins. Pour comprendre ce que nous affirmons ici, il faut avoir à l'esprit l'action coordinatrice anti-surnaturelle invisible de Satan et l'action anti-surnaturelle visible de la nation juive, ainsi que l'influence des deux sur la Franc-Maçonnerie. Satan veut éliminer des constitutions et des organisations sociales l'influence surnaturelle de Notre Seigneur Jésus-Christ afin que les hommes perdent l'habitude de se considérer mutuellement comme des membres du Christ. La nation juive, dans sa volonté de rejeter Notre Seigneur et de préparer la venue d'un messie naturel, est nécessairement animée du même esprit en corps de nation. Les résultats en sont désastreux pour eux comme pour la société.

Le Pape Léon XIII exprime plus d'une fois cette amère vérité dans son Encyclique *Sur le Christ, Notre Rédempteur*. Nous en avons déjà cité un passage ; citons-en un autre : "Selon l'éternel conseil de Dieu, le salut de tous et de chacun dépend entièrement du Christ Jésus. Ceux qui le renient, dans leur fureur aveugle sont dans cet acte même à la recherche de leur propre destruction, et dans le même temps, autant que ce leur est possible, ils précipitent la société en général

⁽²⁾ Cité dans "The Cause of World Unrest" publié en 1920 avec Introduction de H. A. Gwynne, directeur du *Morning Post*.

dans l'abîme même des maux et des désastres dont le Rédempteur dans son Amour avait délivré l'humanité".⁽³⁾

On entend parfois des considérations qui semblent dire que l'opposition de la nation juive à Notre Seigneur serait une question sans guère d'importance, puisqu'ils croient en Dieu.⁽⁴⁾ Mais cette opposition de la nation juive à Notre Seigneur est précisément la cause de la dégradation continue chez eux du concept de Dieu (voyez le panthéisme de leurs philosophes !), du matérialisme croissant du peuple juif et de leur conception et utilisation du Bolchevisme pour parvenir à leurs fins.^(5*)

Le rôle de l'Angleterre dans la Révolution Bolchevique

Pour retracer l'action de l'Angleterre dans l'écroulement de la Russie, il faut remonter un certain temps en arrière. L'histoire secrète de cette action est fournie par le RP. Deschamps dans son œuvre déjà citée "*Les Sociétés Secrètes et la société*" (t. II, pp. 312-418). Le plan qui a été constamment suivi par les générations successives de diplomates anglais avait été résumé dans le célèbre article publié dans *The Globe* du 12 mars 1848, sous la direction du dirigeant maçonnique Lord Palmerston.⁽⁶⁾ Lord Palmerston, que le P. Deschamps nomme "Le Grand Orient des Orient", était le Secrétaire du Foreign Office (le ministre des Affaires Etrangères) du Cabinet. Voici les principaux passages de l'article en question :

⁽³⁾ Encyclique *Tametsi*

⁽⁴⁾ (NDT : une manifestation déjà de cet œcuménisme qui se répandait dans les années vingt et devait avoir pour hérauts plus tard Roncalli, Montini, Wojtyla, Ratzinger et les pères de Vatican II, affirmant contre les paroles mêmes du Christ à la Cène... que la Nouvelle Alliance ne s'adresserait pas aux Juifs actuels, ne les concernerait pas, et qu'ils sont "nos frères aînés dans la Foi", la foi qu'ils n'ont pas, puisqu'ils refusent de croire en la divinité de Notre Seigneur, et "qui ne connaît pas le Fils ne connaît pas le Père" !)

^(5*) (NDT : par la domination de la Judéo-Maçonnerie sur les Etats chrétiens depuis plus d'un siècle, cause de décomposition de nos sociétés et finalement de l'Eglise elle-même.)

⁽⁶⁾ Le rôle maçonnique de Palmerston est longuement décrit par Deschamps, op.cit., et aussi dans l'ouvrage de Mgr Dillon "*The War of Anti-Christ with the Church and Christian Civilisation*".

"L'échafaudage érigé par le Congrès de Vienne (de 1815) fut si arbitraire et si artificiel que tous les hommes d'Etat libéraux virent qu'il était destiné à s'effondrer au premier choc.... le Plan établi par Lord Palmerston est celui d'une nouvelle organisation de l'Europe : établissement d'un solide Royaume d'Allemagne qui puisse servir à séparer la France de la Russie, création d'un Etat Polono-Magyar destiné à compléter les fortifications contre le géant du Nord, et un nouveau Royaume de l'Italie du Nord sous la Maison de Savoie. Palmerston a souvent été blâmé de négliger l'alliance autrichienne. Mais ici ses accusateurs doivent lui rendre justice. L'alliance entre l'Angleterre et l'Autriche n'a jamais été fondée sur l'acceptation de principes communs. Elle existait purement et simplement parce que l'Autriche était la représentante, et, comme c'était alors le cas, l'incarnation de la nation allemande. De la paix de Westphalie jusqu'à celle d'Aix-la-Chapelle (de 1648 à 1748), l'Autriche fut le centre de l'unité allemande.

"Mais lorsque l'épée de Frédéric eut étendu les limites de son royaume, qui était initialement l'Electorat de Brandebourg, lorsque les vrais Allemands eurent reconnu dans ce guerrier le véritable représentant de leur force et de leur nationalité, la Prusse devint sur le Continent l'allié naturel de l'Angleterre. Seules la mesquinerie et la timidité de George III empêchèrent l'alliance de la Prusse et de l'Angleterre d'être notre bouclier dans la guerre d'Amérique. Ce que l'Autriche était au début du dernier siècle (XVIIIe siècle), ce que la Prusse devint ensuite, l'Allemagne peut l'être également, qu'elle ait sa capitale à Berlin ou à Francfort".⁽⁵⁾

Deschamps montre ensuite que le plan maçonnique de Palmerston se réalisa par la destruction des Etats de l'Eglise lors de la formation

⁽⁵⁾ Deschamps dit que Palmerston se servit de journaux d'apparence modeste pour communiquer ses desseins à ses amis des Sociétés secrètes. Il cite un passage d'un discours de Lord Normanby qui le lui reproche. L'incident de l'altération par Palmerston d'une dépêche déjà signée par la Reine est bien connu. Toujours dans le cadre du plan maçonnique, il approuva le coup d'Etat de Louis Napoléon en France, sans même consulter la Reine ni ses collègues du Cabinet. Pour l'ensemble du plan de déchristianisation de l'Europe, autrement dit d'éradiquer tout ce qui restait de la Royauté sociale du Christ et de rejeter les droits de Dieu, voir Deschamps, op. cit., et l'ouvrage cité de Mgr Dillon.

du Royaume d'Italie, et par l'unification de l'Allemagne sous la Prusse. Dans ces chapitres, il mentionne un certain nombre de choses intéressantes, comme le fait que Napoléon III donna son accord aux mesures prises pour l'abaissement de l'Autriche et l'unification de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse, et aussi les relations de Bismarck avec les leaders de l'*Internationale*, Marx et Lasalle. Il évoque le soutien donné par la Franc-Maçonnerie et la nation juive au processus qui fit supplanter Vienne par Berlin à la tête des peuples germaniques.

Si l'on garde à l'esprit le caractère anti surnaturel de l'action maçonnique et juive, l'on n'aura aucune difficulté à voir que le Traité de Versailles, à la fin de la Grande Guerre (de 1914-1918), par lequel l'Autriche fut démembrée et l'Allemagne pratiquement maintenue intègre sous la direction de la Prusse, fut en harmonie avec le plan de Palmerston et prépara sa réalisation finale qui fut l'annexion de l'Autriche par la Prusse en 1938 (l'Anschluss).

La plupart des Anglais n'ayant que des idées très confuses sur la manière dont leur Gouvernement influença les affaires de l'Europe dans le passé, il est utile de mentionner ici quelques points supplémentaires concernant l'Allemagne et l'Italie, avant de passer à la Russie. Palmerston, Deschamps y insiste, était l'âme de la conspiration de Cavour, de Mazzini et de Garibaldi qui s'acheva par la prise de Rome et la longue captivité du Pape. Sir James Hudson, l'Ambassadeur Anglais à Turin, fut l'un de ses collaborateurs les plus actifs dans cette entreprise. Sa résidence était le refuge des pires agents de la conspiration. Deschamps cite la remarque pleine d'humour de l'un des Secrétaires de l'ambassade, disant : "Je viens de dîner avec Sir James. Nous étions douze à table. Sauf moi et Sir James, tous les dineurs étaient du gibier de prison et des égorgeurs. Ils étaient en nombre suffisant pour me faire frissonner."⁽⁶⁾

⁽⁶⁾ Deschamps, op. cit. vol. II, p.340. Cf. les notes pp. 96-97 du livre de Mgr Dillon sur la liste dressée par le Major Général Barnaby des membres italiens de la Légion Etrangère de l'Armée Britannique dans la guerre de Crimée. Selon le Major Général, c'étaient de "dangereux bandits". Mais Palmerston en passa la liste à Cavour et à Garibaldi pour les enrôler dans "l'armée d'occupation" des Deux-Siciles et des Etats du Pape.

G.K Chesterton fait ce commentaire plein d'ironie sur les relations passées de l'Angleterre avec la Prusse : "J'ai passé la plus grande partie de ma vie, écrit-il, à critiquer et à condamner les dirigeants actuels et les institutions de mon pays : je pense que c'est la chose la plus patriotique qu'un homme puisse faire. Je suis sans illusion aussi bien sur notre passé que sur notre présent. Je pense que toute notre histoire en Irlande n'a été qu'une haine ignorante et vulgaire du Crucifix, qui s'est exprimée dans une crucifixion. Je pense que la guerre d'Afrique du Sud (contre les Boers) était un sale travail exécuté sous le fouet des prêteurs d'argent. Je pense que Mitchelstown fut une honte, que Denshawi fut un acte diabolique.

"Cependant il y a une partie de la vie et de l'histoire pour laquelle je peux affirmer l'absolue virginité de l'Angleterre. Dans un secteur particulier, nous portons une robe d'impeccabilité et un halo d'innocence. Aussi longues et désespérantes que peuvent être les annales de notre perversité, il y a une direction dans laquelle nous n'avons rien fait d'autre que le bien. Malgré tous ceux à qui nous avons porté tort, nous n'avons jamais : fait de tort à l'Allemagne. Sans cesse nous l'avons sauvée de la juste vengeance de ses ennemis, de la sainte colère de Marie-Thérèse, du bon sens méprisant et impatient de Napoléon. Nous avons maintenu un garde-corps tout autour des Allemands pendant qu'ils dévastaient le Danemark et qu'ils démembraient la France. Et si nous avons servi notre Dieu comme nous avons servi leurs Rois, il n'en resterait pas le plus petit reste aujourd'hui pour nous diffamer ou nous massacrer." (7)

La Prusse a été en permanence favorisée par les forces anti-surnaturelles pour son inébranlable opposition à la prééminence de la Vie divine du Corps Mystique du Christ sur la vie nationale. La Kulturkampf de Bismarck fut un geste en remboursement de sa dette à la Franc-Maçonnerie pour l'aide que celle-ci avait apportée à la formation de l'Empire Allemand. (8)

(7) "The Crimes of England", pp. 104-105 (Les crimes de l'Angleterre). Ce livre sortit en 1915.

(8) Deschamps, op.cit., vol II, p. 411

"La première mesure prise pour réaliser du programme de Palmerston (ou du Conseil maçonnique qui l'employait) fut de briser l'alliance entre la Russie, la Prusse et l'Autriche. La Prusse en fut facilement détachée par la promesse de son hégémonie finale sur une Allemagne unie. On effraya l'Autriche par la menace d'une coalition entre l'Angleterre, la France et la Turquie en vue d'instaurer un royaume Polono-hongrois, et celle-ci se retira de l'alliance. Ensuite l'Angleterre, la France et le Piémont déclarèrent la guerre à la Russie sous le plus inconsistant des prétextes. Ce fut la guerre de Crimée. (9) Une fois que la Russie eut ainsi rompu avec l'Autriche et qu'elle eut été affaiblie jusqu'à ne plus avoir la puissance de l'assister l'eût-elle voulu, la France (NDT : le carbonaro Napoléon III) fut incitée à donner un coup fatal à la souveraineté autrichienne en Italie, en préparation de l'attaque contre les Etats de l'Eglise. La Prusse écrasa alors l'Autriche à la bataille de Sadowa. A son tour, la France fut abandonnée en 1870, et Bismarck paya sa dette de remerciements (à la judéo-Maçonnerie) par le Kulturkampf."

Partout où prévalut le programme (de Palmerston), remarque Mgr Dillon, la pire forme de persécution de l'Eglise Catholique commença à sévir". (9)

Il nous faut maintenant passer à la guerre de 1914-1918 qui donna le coup final aux Empires autrefois unis, mais désormais opposés d'Autriche et de Russie.

Dans le remarquable ouvrage de A. Netchvolodow, Lieutenant Général de l'Armée Impériale Russe, "L'Empereur Nicolas II et les Juifs" (paru en 1924), nous lisons ceci : "Dans les numéros des 10 et 25 décembre 1919 de la publication "La Franc-Maçonnerie démasquée", de l'abbé Tourmentin, fut publiée une liste de francs-maçons russes contemporains fournie à cette publication par l'un de ses correspondants.... Bien que cette liste ait été publiée vers la fin de

(9) NDT : était visé là l'affaiblissement de la monarchie chrétienne de Russie en vue de la détruire. L'aide apportée par la Judéo-FM aux Rois de Prusse l'était pour leur appartenance à la Maçonnerie et à l'Illuminisme, outre leur protestantisme (cf. "Le Gouvernement mondial secret" de Cherep-Spiridovich) .

(9) "The War of Anti-Christ with Church and Christian Civilisation", pp. 107 et suiv.

1919, l'on n'enregistra aucune tentative pour la réfuter ou mettre en cause son exactitude. Or la plupart des personnes mentionnées vivaient à Paris, et sur les vingt-sept noms cités, vingt et un étaient ceux d'hommes d'Etat et de politiciens de premier plan et qui tous avaient été plus ou moins étroitement impliqués dans les événements extraordinaires qui avaient lieu en Russie depuis février 1917.

"Voici la liste des vingt et un francs-maçons :

"1) Sazonow (Sergius) : Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement Impérial jusqu'à la déclaration de guerre de 1914. Plus tard représentant de l'Amiral Koltchak à Paris.

"2) Maklakow (Basil) : avocat-conseil de la défense du Juif Beylis accusé du meurtre rituel du jeune André Youstchinsky à Kiev. Nommé Ambassadeur à Paris par le Gouvernement Kerinsky ; il occupe toujours l'Ambassade Russe et se considère comme le représentant de la Russie. L'abbé Tourmentin ajoute en note que Maklakow était membre de la Loge "les Rénovateurs" de Clichy, qui avait pour vénérable le frère . . . Sincholle, membre important du Conseil de l'Ordre du Grand-Orient. Ce Sincholle fut envoyé en mission en Russie, mission sur laquelle nous reviendrons en détails plus loin.

"3) Basili (Nicholas) : ex-fonctionnaire attaché à l'Etat-Major du Général commandant l'Armée Russe. Avec le Général Loukomsky il rédigea le manifeste d'abdication présenté à la signature de l'Empereur.

"4) Comte Ignatiev (Alexis) : représentant militaire à Paris du Gouvernement Impérial Russe. Il resta en place après la révolution de février (1917).

"5) Prince Lwow (Georges) ; Chef du Gouvernement Provisoire après la révolution de février (1917)

"6) Wyroubow (Basil) : Vice-Président de l'Union Générale de Ziemtwos. il joua un rôle important dans le Gouvernement du Prince Lwow, et plus important encore dans celui de Kerensky.

"7) Savinkow (Boris) : célèbre organisateur d'assassinats politiques. Il occupa le poste de Ministre de la Guerre sous Kerensky.

"8) Bachmetiew (Boris) : occupa le poste d'Ambassadeur à Washington après la révolution de février (1917) ; ne pas le

confondre avec G.P. Bachmétew, l'Ambassadeur impérial avant la Révolution.

"9) Bourtzew (Wladimir).

"10) Soukine (Jean) : Sous-Secrétaire aux Affaires Etrangères du Gouvernement Koltchak.

"11) Kerensky (Alexandre) : ancien avocat. Socialiste révolutionnaire ; Membre de la Douma ; Ministre de la Justice après la révolution de février ; Vice-Président du Conseil des Représentants des soldats et des ouvriers, puis Ministre de la Guerre, chef du Gouvernement et Général en chef.

"12) Milioukow (Paul) : dirigeant du parti de la Liberté Populaire ; Ministre des Affaires Etrangères après la révolution de février.

"13) Stakhovitch (Michel) : membre du parti de la Liberté Populaire ; ancien chambellan du Tsar. Accepta le poste d'Ambassadeur en Espagne sous le Gouvernement Kerensky, mais ne fut pas reconnu par Madrid.

"14) Jarochinsky (Charles) : financier qui fit une immense fortune pendant la guerre.

"15) Argounow : membre important du Gouvernement Sibérien.

"16) Oulianov, alias Lénine : Président du Conseil des Commissaires du Peuple de Russie Soviétique.

"17) Bronstein, alias Trotsky, Juif : chef de l'Armée Rouge de la Russie Soviétique.

"18) Radomislasky, alias Zinoview, Juif : chef de la Commune de Petrograd ; Président du Comité exécutif de la IIIe Internationale.

"19) Lunatcharsky : Commissaire à l'Education publique de la Russie Soviétique.

" 20) Joffé, Juif : premier Ambassadeur soviétique à Berlin. En 1922, représenta la Russie Soviétique à la Conférence de Gênes.

"21) Helphand, alias Parvus, Juif : important Bolchevique. Agent du Gouvernement Allemand.^(*) Il introduisit Lénine auprès du Ministre Allemand des Affaires Etrangères en 1914...

(*) (NDT : Parvus Helphand (selon la revue juive *L'Arbe* N°6 de 1970, de son vrai nom Israel Gelphanat), juif né dans la province de Minsk en Russie blanche (qui comptait plus de 50 pour cent de Juifs dans sa population) vécut ensuite à Odessa, à Istamboul, puis en Allemagne. Son nom ou surnom (qui se traduit par petit

"Si nous ajoutons à tout ceci l'information publiée par *L'Etendard Russe* et le journal *Zemstehina* en 1912 qui signalèrent l'un et l'autre que A.J Goutchkow était franc-maçon... nous voyons ainsi liés ensemble par de mystérieux liens Sazonow, l'ancien Ministre des Affaires Etrangères du Tsar Nicolas II, et A.J. Goutchkow qui se considérait comme l'ennemi personnel de l'Empereur, le Prince Lwow, Milioukow, Maklakow, la comte A. Ignatiew, Savinkow, Skoropadski, Kerensky, Pétlura, Lénine, Trotsky, Joffé, Parvus et Lunatcharsky.⁽¹⁰⁾

Si nous passons maintenant aux *Mémoires* de la Princesse Paley, l'épouse du Grand Duc Paul, Général de la Garde Impériale, nous trouvons dans la *Revue de Paris* du 1er juin 1922 (p. 468) qu'elle y accuse Sir George Buchanan, l'Ambassadeur Anglais à St Petersburg, d'avoir fomenté la révolution. Voici ce qu'elle écrit : "L'Ambassade Anglaise, sur ordre de Lloyd George, était devenue un centre de propagande (révolutionnaire). Les Libéraux, le prince

éléphant) semble comme celui de son ami Furstenberg-Ganeski s'inspirer de celui du dieu éléphantique indien Ganeça ; Helphand, associé du roi du charbon allemand le juif Hugo Stinnes, lui lié à la Banca Commerciale Italiana (Comit) fondée par les Juifs Otto Joel et F. Weil avec les Bleichroder, dont l'agent à Venise était le banquier juif Toeplitz (membre de la société secrète des «JeunesTurcs» qui profita de la défaite et du démembrement de l'Empire turc par les alliés pour renverser le pouvoir des sultans au profit d'Ataturk) (cf. M. Blondet «*Gli Adelphi delle dissoluzione*», 1994) ; Helphand-Parvus fut un agent communiste aux multiples pseudonymes de Peter Klein, Ignatieff, Karl Waweck, August Pen ; journaliste, affairiste très introduit auprès du gouvernement de Berlin avant et pendant la guerre de 1914-18, agent commercial au Danemark et d'import-export vers la Russie, intermédiaire de hauts financiers juifs entre le Gouvernement Allemand et les leaders de la révolution bolchevique. Il poursuivit sa carrière d'agitateur, de millionnaire, de viveur et d'éditeur révolutionnaire en Suisse puis de nouveau en Allemagne entre les deux guerres, mais fut progressivement écarté du mouvement communiste. Une biographie lui a été consacrée, en 1965 chez Oxford University Press : "*The Merchant of Revolution, the Life of Alexander Israel Helphand (Parvus)*", de Zeman, Zbynek, Scharlau & Winfried. Voir aussi «*Maçonnerie et sectes secrètes*» d'Epiphanius. Parvus brûla ses archives avant de mourir en 1924.

Ajoutons encore que Kerensky était juif selon l'étude des patronymes juifs par Armand Bernardini («*L'Ethnie Française*», septembre 1941 et janvier 1943).

⁽¹⁰⁾ Op. cit. pp. 41 et suivantes.

Lwow, Milioukow, Rodzianko, Maklakow, Goutckow s'y trouvaient constamment. C'est à l'Ambassade d'Angleterre qu'il fut décidé d'abandonner les méthodes constitutionnelles et de lancer la révolution... L'on rapporta à St Petersburg, au début de la révolution, que Lloyd George apprenant la chute du Tsar et du Tsarisme avait déclaré en se frottant les mains : "L'un des buts de guerre de l'Angleterre est atteint !"

"La Grande-Bretagne était un étrange allié, un allié dont nous aurions toujours dû nous méfier, car l'hostilité de l'Angleterre court comme un fil rouge à travers toute l'histoire de la Russie sur trois siècles ... "Et à présent, n'est-ce pas à l'Angleterre de Lloyd George et de Robert Horne que nous devons la prolongation de l'agonie de la Russie ? L'Angleterre maintient délibérément au pouvoir le Gouvernement international anti-Russe connu comme le Gouvernement Soviétique, afin d'empêcher la vraie Russie, la Russie nationale, de se relever."

Sir George Buchanan dans son livre "*My Mission in Russia*" (Ma mission en Russie) (Cassell, 1923), répond à ces accusations et à d'autres. Il déclare : "N'ayant aucune intention de m'abriter derrière d'imaginaires instructions de mon pays, je peux affirmer que j'accepte une entière responsabilité pour notre attitude vis à vis de la révolution. C'est sur mon avis que le Gouvernement de Sa Majesté agit constamment. Il est superflu de préciser que je n'ai jamais participé à aucune propagande révolutionnaire, et que M. Lloyd George avait trop à cœur nos intérêts nationaux pour m'avoir jamais autorisé à susciter une révolution en Russie en plein milieu d'une guerre mondiale. Il est parfaitement exact que j'ai reçu à l'Ambassade les dirigeants libéraux dont fait état la Princesse Paley, comme il était de mon devoir en tant qu'Ambassadeur de rester en contact avec toutes les parties. En outre, je sympathisais avec leurs objectifs, et, comme déjà indiqué, je consultai Rodzianko au sujet de ces objectifs avant l'audience finale que j'eus avec l'Empereur. Ils ne voulaient pas provoquer de révolution aussi longtemps que durerait la guerre... Je n'ai rien à me reprocher quant au fait d'avoir entretenu de l'amitié avec ces personnes. Ils m'ont déçu en s'avérant incapables de

maîtriser la situation une fois la crise survenue, mais il faut l'admettre, ils étaient confrontés à de colossales difficultés... Ce fut Hugh Walpole, le chef de notre bureau de propagande qui ...me supplia de montrer, par la chaleur de mes paroles dans quelques réunions publiques où je devais parler, que j'étais de tout cœur du côté de la révolution. Je le fis donc ... Mais alors que Kérénsky avait désormais tous les pouvoirs nécessaires pour faire face à la situation, il s'avéra incapable de les utiliser à bonne fin. Il ne fit aucune tentative pour faire rechercher et arrêter Lénine ; il révoqua l'ordre d'arrestation de Trotsky et d'un autre dirigeant bolchevique parce qu'ils étaient membres du Comité exécutif du Soviet, et il se contenta de publier des proclamations demandant aux ouvriers de rendre leurs armes, au lieu de permettre aux autorités militaires de les désarmer de force. En fait, j'ai le plus grand doute qu'aucun des organisateurs du soulèvement bolchevique ou qu'aucun de ceux qui y prirent part ait jamais été réellement puni... En tant que chef du Gouvernement, c'est lui (Kerensky) qui porte la principale responsabilité d'avoir livré la Russie aux Bolcheviques."⁽¹¹⁾

Il est inutile d'épiloguer longuement sur ces déclarations. Il est clair qu'à la fois les Libéraux russes (maçons) et Sir George Buchanan étaient tenus par des forces qu'ils ne savaient pas maîtriser. Ce fut fréquemment le cas des heureux promoteurs de révolutions, membres d'associations maçonniques ou d'autres Sociétés secrètes. L'écrivain russe Petrovsky, dans son histoire détaillée de la Russie de 1917 à 1930 intitulée "*La Russie sous les Juifs*"⁽¹²⁾ confirme ce raisonnement. Il est très sévère pour Kerensky : "En dépit, dit-il, de la demande du Procureur de faire arrêter Lénine, Trotsky et compagnie, Kerensky donna des ordres pour laisser les

⁽¹¹⁾ Op. cit., vol. II, pp.96-97,99, 158 et 216. Page 121 du même volume, Sir George fait remarquer que Milioukoff avait demandé la mise en détention à Halifax (Nouvelle Ecosse) de Trotsky et des autres réfugiés politiques. Le Gouvernement Provisoire porte donc avec le Gouvernement Anglais la responsabilité de leur remise en liberté.

⁽¹²⁾ Ouvrage paru en français chez Baudinière en 1931. Les citations sont tirées de la p. 31.

frontières ouvertes... Lorsque le Gouverneur de Petrograd, le colonel Plovtzeff, arrêta Trotsky (Bronstein), Nakhamkess et Semachko, Kerensky en personne les libéra et les emmena à bord de sa voiture à l'Institut Smolny, réservé après la révolution pour le Conseil des Ouvriers et des Soldats, et peu après leur rendit leur pleine liberté. La conduite de Kerensky est si étrange ... que ses agissements ne peuvent s'expliquer que par le fait d'un accord existant entre lui et les leaders Bolcheviques.⁽¹³⁾

"Sans Kerensky et son double jeu, le Gouvernement Provisoire aurait peut-être réussi à attirer à son soutien tous les éléments sains de l'Armée et du peuple. Mais le double jeu de Kerensky et sa diabolique influence à tous égards... firent que tous les Russes honnêtes perdirent confiance en ce Gouvernement Provisoire qu'il présidait. C'est pourquoi, lorsque survint le soulèvement bolchevique en octobre, le Gouvernement Provisoire fut abandonné à la fois par les soldats et par le peuple. Kerensky et compagnie s'enfuirent alors à l'étranger ... mais sans oublier d'emporter avec eux l'argent et les valeurs qu'ils avaient pillés".

L'écrivain anglais Robert Wilton, dans son livre "*Russia's Agony*" (l'agonie de la Russie) est tout aussi net dans son jugement sur Kerensky : "Kerensky, écrit-il, fit tout ce qu'il put pour renverser les dispositions qui avaient été prises pour contrer les desseins des Bolcheviques. Il facilita le jeu des Bolcheviques."⁽¹⁴⁾

Autre point encore qu'il nous faut brièvement évoquer est le fait que l'Angleterre n'ait pu empêcher l'assassinat du Tsar et de la malheureuse famille Impériale. Qu'il nous suffise de transcrire quelques lignes du livre écrit par Meriel Buchanan (Mrs Kowling), la fille de Sir George Buchanan, intitulé "*The Dissolution of an Empire*"(1932). Elle écrit : "Dans son livre, mon père a répondu à certaines des accusations dont il avait été l'objet, mais lié comme il l'était par la loi sur le secret à laquelle sont tenus d'obéir les hauts fonctionnaires, il ne put révéler la totalité des faits réels et ne put

⁽¹³⁾ En italiques dans l'ouvrage.

⁽¹⁴⁾ Op. cit. p.290. En ce qui concerne les connaissances hors pair de Robert Wilton sur la Russie et les questions russes, cf. "*The Rulers of Russia*", p. 7.

ainsi jamais laver son nom de la tache qui lui fut faite par l'accusation de ...n'avoir pas aidé la famille Impériale de Russie à l'heure tragique où elle était dans le besoin...Ceux qui le connaissaient et qui étaient avec lui lors de ces sombres et sinistres jours ... savent combien il lui eut été facile de se justifier, et que ce ne fut que par loyauté envers ce qu'il considérait comme son devoir qu'il garda le silence. Plus tard, une fois retraité du Service Diplomatique, il eut, je le sais, l'intention de dire dans son livre la vérité sur la tentative qui fut faite de faire sortir de Russie la famille Impériale, mais il lui fut signifié au Foreign Office où il s'était rendu pour examiner certains documents, que s'il le faisait, non seulement il serait sous le coup d'avoir violé la loi du secret à laquelle sont tenus les fonctionnaires, mais que sa pension lui serait supprimée, et, comme il n'était pas riche et qu'il avait perdu la plus grande partie de ses domaines et de ses possessions dans la révolution, il se résigna à réfréner sa plume. Le récit qu'il fait de la promesse du Gouvernement Britannique de recevoir l'Empereur en Angleterre, et comment effrayés par une poignée d'extrémistes membres du Parlement ils furent persuadés de ne pas donner suite, est donc une tentative délibérée de cacher les faits vrais et ainsi de sauver les responsables des critiques et du mépris. Un jour, souhaitons-le, l'on publiera le vrai récit de ces événements avec les documents probants tirés des archives officielles, mais en attendant, je vais tenter de décrire ce qui arriva, sans l'assistance de ces rapports officiels, mais à partir de mes souvenirs personnels et des impressions laissées dans ma mémoire par les propres mots et les actes de mon père.

"En fin d'après-midi du 21 mars ... l'un des Grands Ducs... vint me voir pour une raison de la plus urgente importance... "Votre père sait-il que la situation de l'Empereur est vraiment désespérée?" dit-il,... A moins que votre père ne fasse échapper l'Empereur dans les tout prochains jours, Sa Majesté sera assassinée ! Ce n'est qu'une question de temps, de semaines, de mois peut-être, mais cela sera très certainement l'issue"... Et ensuite, alors que l'espoir semblait en vue, un télégramme arriva d'Angleterre ! C'était le 10 avril... Il (mon père) s'est écroulé dans son fauteuil derrière son bureau ..." J'ai reçu des nouvelles d'Angleterre, dit-il...Ils refusent de laisser venir

l'Empereur... Ils disent, poursuit mon Père, qu'il est plus sage de décourager l'idée de faire venir la famille Impériale en Angleterre... Ils ont informé le Gouvernement Provisoire d'annuler toutes les dispositions ... Ils ont peur, voilà la vérité, ils ont peur !"
 "Ce jour-là je me souviens que le nom de Lloyd George ne fut pas mentionné, et ce n'est que bien plus tard que mon père me dit que tout le plan du transfèrement de l'Empereur en Angleterre avait été mis à bas parce que Lloyd George avait averti le Roi (d'Angleterre) que l'opinion du pays était violemment contre la famille Impériale Russe, que les membres du Parti Travailleuse avaient juré de créer du trouble s'ils étaient reçus, et qu'il serait très imprudent de risquer de les offenser à ce tournant critique de la guerre. Il s'était en même temps arrangé pour convaincre le Roi que le danger couru par la famille Impériale avait été largement exagéré.

"Depuis lors, M Lloyd George a eu le temps de la réflexion, et il est impossible de ne pas s'attrister sur un homme dont l'esprit doit être affecté du pesant souvenir des effroyables fautes qu'il commit dans son attitude vis à vis de la Russie ... Il est bien difficile de parvenir à l'exacte vérité, et il est même difficile d'obtenir les documents prouvant cette vérité, car Lloyd George, Premier Ministre à l'époque, avait l'habitude d'envoyer des télégrammes directement aux diverses Ambassades sans passer par la voie normale du Foreign Office, de sorte que dans les archives officielles rien ne montre qu'il ait été personnellement et directement impliqué à empêcher l'Empereur d'obtenir l'asile en Angleterre.... Même aujourd'hui, il reste assez difficile de suivre et de comprendre les apparentes fluctuations de sa politique...sa cordiale réception de Mr Bullitt, le journaliste américain qui alla en Russie pour une mission spéciale et en revint contaminé de ferveur communiste^(*), son refus de prendre aucune mesure

(*) (NDT : Ce Bullitt, juif, deviendra ambassadeur de Roosevelt à Moscou, puis en 1939 à Paris, où il donnera l'ordre au Grand-Orient puis au Gouvernement Français de déclarer la guerre à l'Allemagne (Cf. "*Les Causes cachées de la IIe guerre mondiale*", edit. *Lectures françaises* (1975). La France désarmée par la volonté du pouvoir judéo-US et la complicité de ses politiciens maçons, par les budgets militaires laminés et les 40 heures, les grèves et sabotages des communistes, dut alors commander d'urgence aux USA 800 avions Curtiss par l'intermédiaire de Bullitt, qui obtint une commission de 2% ! Le ministre de l'Air de l'époque était

énergique pour contrer l'intense propagande bolchevique qui était menée en Angleterre, et sa bienvenue à la délégation commerciale russe dirigée par Krassine font que l'on se demande qui étaient ses conseillers et quelle était l'influence secrète qui provoquait sa subite volte-face toujours au moment crucial où les Bolchéviques étaient sur le point de se rendre. "Lloyd George nous rendit réellement un grand service", déclara Lénine à un journaliste après la Conférence de Gênes en 1924.⁽¹⁵⁾

Devant ce qui précède, on peut se demander si Sir George Buchanan put écrire librement ce qu'il dit sur la remise en liberté de Trotsky à Halifax par le Gouvernement Anglais.

Un dernier point que nous devons évoquer a trait à Raspoutine. Lloyd George écrit : "Lorsque débuta la révolution, Lénine était réfugié en Suisse. Trotsky gagnait péniblement sa vie en collaborant à la rédaction d'un minable journal communiste de New-York. Les conspirateurs qui renversèrent le tsarisme furent la Tsarine et Raspoutine, avec l'aide de ministres ineptes qu'ils avaient promus et couverts de leurs faveurs."⁽¹⁶⁾ La conclusion à tirer semblerait être que Trotsky et Lénine et ceux qui les suivaient ne conspiraient pas pour renverser le Tsar, et que c'était alors l'infortunée Tsarine et Raspoutine qui le faisaient. Lloyd George semble user du terme "conspirateurs" de manière pour le moins ambiguë. On peut certes admettre que certains s'efforcèrent d'utiliser Raspoutine, et c'est là

Guy La Chambre, un opiomane manipulé par son épouse, ex-chanteuse de music hall ... et à l'évidence juive, vraie dirigeante du Ministère (Cf. Paul Allard, "*Les Favorites de la IIIe République*", Ed. de Paris, 1942)

⁽¹⁵⁾ Op. cit., pp.192-198 et 297. Lloyd George, dans ses *Mémoires de Guerre*, vol. III, déclare : "le Tsar ne put s'y rendre (à l'invitation) en eut-il même été très désireux, ce dont nous n'avons aucune évidence." Il cite finalement Sir George Buchanan, disant dans "*My Mission in Russia*" : "Notre offre resta valable et ne fut jamais annulée". Mais, comme l'a montré Miss Buchanan, il est clair que Sir George Buchanan n'était pas libre de parler lorsqu'il écrivit cette phrase. En ce qui concerne les responsabilités juives dans l'assassinat du Tsar et de la famille Impériale, lire "*The Rulers of Russia*", p. 13. (NDT : On sait que Lloyd George avait pour conseiller Sir Herbert Cassell (juif).

⁽¹⁶⁾ "*War Memoirs*" (Mémoires de guerre), vol I, p.953

que la Franc-Maçonnerie et la force encore plus organisée de la nation juive entrent en scène. Dans son livre "*The Fall of the Russian Empire*", p. 110, le Rev. E.A. Walsh, S. J., écrit : "Au Congrès maçonnique qui se tint à cette époque à Bruxelles (en 1911), Raspoutine⁽⁷⁾ fut proposé comme possible instrument pour diffuser les principes de l'Ordre en Russie ; l'on pensait que sous son influence délétère la dynastie serait détruite en deux ans."⁽¹⁷⁾

⁽⁷⁾ (NDT : Les mages s'étaient succédés à la Cour de Russie depuis 1880 et il y eut même une conférence de Papus en 1905, attestée par Maurice Paléologue, Papus y fondant une loge martiniste. Gregory Efimmovitch Nivij, alias Raspoutine (qui signifie libidineux) leur succéda, et assisté de ses deux acolytes, les juifs Aaron Simanovitch son secrétaire et intendant et Manassevitch-Manouïlev, il introduisit à la Cour le lamaïsme tibétain, bouddhisme tantrique «d'illumination» par les orgies sexuelles (comme l'OTO), voie accélérée de pourrissement de la Cour, et aussi les pratiques magiques avec lesquelles, maître de l'esprit de la tsarine et de hauts personnages (les ministres Protopopov et Dobrowski, le prince Kourakine), il fit et défit les ministères et leur dicta leurs décisions, d'après "*La face cachée de l'histoire moderne*" de Jean Lombard et "*Maçonnerie et sectes secrètes*". Les méthodes employées par la judéo-Maçonnerie contre la Monarchie russe furent ainsi la répétition de celles utilisées contre Louis XVI par Cagliostro et ses prédécesseurs comme Martinez de Pasqually.)

⁽¹⁷⁾ On trouve dans Deschamps "*Les Sociétés Secrètes et la société*", t. II, pp.684-704 un certain nombre d'informations sur la Franc-Maçonnerie en Russie, et de même dans Wichtl "*Weltfreimaurerei, Weltrevolution, Weltrepublik*", pp. 168-174. Dans ce dernier livre, p. 173, est rapportée une curieuse conversation entre un "libéral" russe non-maçon et un maçon américain. Apprenant que le Russe retournait en Russie pour le couronnement du Tsar Nicolas II, l'Américain maçon lui fit cette remarque : " Cela ne durera plus très longtemps", mais il refusa d'en dire plus, le Russe n'étant pas franc-maçon. Selon Wichtl, le nombre des Loges augmenta énormément en Russie après 1906-1907. Il dit que le renversement du Tsar fut l'œuvre de francs-maçons russes, aidés des maçons anglais.

A.N. Field dans "*The Truth about the Slump*", p. 63, commente le fait que Cagliostro avec l'aide des associations juives et maçonniques avait servi à discréditer la famille royale française avant la Révolution, et que Raspoutine rendit semblable service en Russie avant la révolution russe.

(NDT : la marque des opérations juives n'est pas seulement de détruire, mais en outre de salir par la calomnie. Ce qu'ils firent contre la Reine Marie-Antoinette et bien d'autres, ils le firent contre la Tsarine. Nous aurions eu plus de précisions sur ce complot si le tome II du livre "*Le Gouvernement mondial secret*" de Cherep-Spiridovich avait pu paraître ; l'auteur disparut hélas après la publication du tome I, et le tome II rédigé et annoncé ne parut jamais. Reste que le foyer dirigeant du

De son côté Sir George Buchanan, dans le livre précédemment cité "*My Mission in Russia*", écrit :
 "Raspoutine fut en même temps accusé d'être appointé par les Allemands – accusation qui n'était pas strictement exacte. Il n'était pas en communication directe avec Berlin, et il ne reçut pas d'argent des Allemands, mais il était largement financé par certains banquiers juifs, qui étaient de toutes les manières et à toutes fins des agents allemands. Comme il avait l'habitude de répéter à ces amis juifs tout ce qu'il entendait à Tsarkoie (au palais du Tsar) et comme l'Impératrice le consultait à la fois sur les questions politiques et militaires, beaucoup d'informations utiles parvinrent aux Allemands par ce canal indirect. Sans être leur agent à proprement parler, il leur rendait en outre un précieux service en discréditant le régime Impérial, préparant ainsi le terrain à la révolution."

Le rôle de l'Allemagne dans la révolution bolchevique

Le rôle de l'Allemagne dans la révolution bolchevique a été admirablement résumé dans l'intéressant ouvrage de Mr A. N. Field "*The Truth about the Slump*" (la vérité sur la crise, c. a. d. la guerre), pp.58-74. Il nous faut revenir sur quelques points seulement, car les faits essentiels sont indiscutables.

Le premier point est que ce fut un riche Juif du nom de Parvus ou Helphand^(*), donné pour franc-maçon sur la liste précédemment citée, qui servit d'intermédiaire entre le Gouvernement Allemand et Lénine. Ce fut lui qui arrangea avec le Gouvernement Allemand le transfert de Lénine à travers l'Allemagne en wagons plombés.⁽¹⁸⁾ L'un de ses collaborateurs (ou correspondants) était un certain Ganetski-Fürstenberg. Selon Ariadna Tyrkova-William, écrivain russe veuve d'Harold William, dans son livre intéressant "*From Liberty to Brest-*

complot était à New-York. Les maçons russes ne furent que des comparses floués, comme le montre la liste des commissaires (ministres) après la révolution bolchevique (cf. "*2000 ans de complots contre l'Eglise*" de Maurice Pinay, annexe).

(*) (NDT : note sur lui pages précédentes)

(18) Voir "*The Mystical Body of Christ in the Modern World*" de l'auteur, pour quelques informations complémentaires sur Parvus.

Litovsk", "Ganetski-Fürstenberg était un aventurier de haute volée lié à Parvus le provocateur, socialiste à la réputation sulfureuse.... Helphand-Parvus s'était installé à Copenhague, d'où cet habile aventurier dirigeait ses diverses entreprises, comme la contrebande de drogues pour l'Armée Russe, la fourniture de charbon allemand aux sociétés coopératives danoises, la propagande révolutionnaire en Russie et peut-être bien pas seulement en Russie.... Par Ganetski-Fürstenberg^(*), les Bolcheviques recevaient d'importantes sommes d'argent. On le découvrit après la première tentative de coup d'Etat des Bolcheviques... De grosses sommes d'argent étaient transférées à Petrograd par un Juif russe, Helphand, connu parmi les Socialistes Internationalistes sous le pseudonyme de Parvus, sous lequel il écrivait. Cet obscur affairiste international, qui acquit une fortune considérable, se désignait lui-même comme l'inspirateur du Bolchevisme. Le social-démocrate allemand Haase révéla les liens étranges de Parvus avec le Gouvernement Impérial... Le Service de Renseignements Impérial russe possédait des documents prouvant les liens entre les Bolcheviques et l'Etat-Major général allemand. Mais le Gouvernement Kerensky tomba sans avoir publié ses informations sur le sujet et sans être arrivé à aucune conclusion claire sur le sujet. " ⁽¹⁹⁾

(*) (NDT : Fürstenberg-Ganetski, natif de Varsovi, (se faisant aussi appeler Haleck et Kuba, et son correspondant Helphand-Parvus déjà évoqué furent deux personnages aux identités multiples, comme le font les espions et les révolutionnaires juifs et des sociétés illuministes. On lira plus loin leurs liens avec la haute finance. Des documents sur les transferts de fonds par Fürstenberg à Lénine via la Suède figurent dans le livre d'Epiphanius «*Maçonnerie et sectes secrètes*».)

(19) Op. cit., pp. 105-106, 1190, 239. L'auteur de l'ouvrage ajoute que tous ces documents tombèrent aux mains des Bolcheviques après leur victoire.

(NDT : On comprend bien que ni Kerensky ni Lénine ni Trotsky, à la solde de ceux qui de loin fomentaient l'entreprise des Bolcheviques, n'allaient révéler les noms de leurs sponsors et les divers canaux de leur action, y compris le fait que les mêmes manipulaient l'E-M et le Gouvernement Impérial allemand par leurs agents, comme par ailleurs Lloyd George et d'autres hommes d'Etat maçons dont Clémenceau, dont le sponsor avait été Cornelius Herz et le secrétaire était Georges Mandel alias Jeroboam Rothschild ! Semblables manœuvres seront répétées pour la guerre de 1939, où l'on retrouve entre autres Georges Mandel comme provocateur, et Bullitt l'Ambassadeur US en France ordonnateur de la déclaration de guerre.(Cf.

Des informations supplémentaires sur la question figurent dans le rapport publié par Edgard Sisson sous le titre "*The German-Bolshevik Conspiracy*" (La conspiration germano-bolchevique) (Washington D.C., octobre 1928). Mr Sisson établit ce rapport en tant que "Représentant spécial en Russie du Comité d'Information Publique" des USA. C'est donc comme représentant officiel du Président Wilson qu'il put obtenir d'importants documents concernant cette conspiration germano-soviétique. Le Comité d'Information Publique publia les documents du Rapport Sisson dans le n°20 des *Informations sur la Guerre*, du 20 octobre 1918, après avoir soumis ces documents aux historiens chercheurs du National Board for Historical Service des USA. Le Comité d'Information Publique et le Congrès des Etats-Unis acceptèrent tous deux le jugement sur ces documents du National Board for Historical Service. C'est ce que nous apprend le remarquable petit livre "*An answer to Father Coughlin's Critics*" (Réponse aux détracteurs du P. Coughlin) publié par les amis du prêtre commentateur radiophonique⁽¹⁾. Les amis du P. Coughlin citèrent de nombreux extraits des documents Sisson, ce que fait aussi A.N. Field dans "*The Truth about the Slump*".

Le document n°1 établit que, sur ordre reçu des dirigeants bolchevistes, il avait été retiré des Archives du Ministère de la Justice un ordre passé à la Banque Impériale d'Allemagne "allouant de l'argent aux camarades Lénine, Trotsky et autres, pour la propagande de paix en Russie" et que simultanément tous les livres de la Banque

P. Allard "*Les favorites de la IIIe République*" et "*Les causes cachées de la IIe guerre mondiale*", pp. 95 et 177).

(1) (NDT : le P. Coughlin, producteur d'une célèbre émission radio sur la doctrine sociale catholique qui lui valait, dit-on, une audience de 34 millions d'auditeurs et un courrier de quatre cent mille lettres par semaine, pour lequel il employait vingt-six secrétaires, ce religieux en 1934 avait fondé une "Union nationale pour la Justice sociale", et certains observateurs l'estimaient comme la deuxième plus importante personnalité du monde politique US. Opposant du New Deal, il risquait de faire échouer le commis de Wall Street, le président D. Roosevelt, à sa réélection de 1940, et le Vatican de Pie XI le fit alors réduire au silence en 1938 par le Secrétaire d'Etat Pacelli lors de son voyage aux USA... Grâce à quoi, Roosevelt fut réélu et put faire déclencher la guerre mondiale juive de 1939 par les gouvernements maçons de France et d'Angleterre, avec le résultat que l'on sait, désastreux pour la Civilisation et la Sainte Eglise dans le monde.)

à Stockholm avaient été l'objet d'un "audit" pour cacher le transfert de fonds à Lénine, Trotsky et leurs associés sur ordre de la Banque Impériale Allemande (Ordre 7443). Un autre document indiquait que "Zinoviev et Lunatcharsky entrèrent en rapport avec la Banque Impériale d'Allemagne par l'entremise des banquiers D. Rubenstein, Max Warburg et Parvus. Zinoviev s'adressa lui-même à Rubenstein, et Lunatcharsky contacta Warburg par l'entremise d'Alvater, grâce auquel il obtint l'aide de Parvus." Sisson ajouta en note : "Parvus et Warburg figurent tous deux sur les documents de Lénine et Trotsky.... On croit que Warburg est allé dernièrement à Petrograd." Le second point à noter est celui mentionné par M. Maurice Brasol, l'écrivain Russe, dans son livre "*The World at the Cross-roads*" (le monde à la croisée des chemins) : "Toute l'histoire de la participation conjointe du Gouvernement Impérial Allemand et de la finance internationale dans la destruction de l'Empire Russe n'a pas encore été écrite... Ce n'est pas par pure coïncidence qu'à la fameuse réunion qui eut lieu à Stockholm en 1916 entre l'ancien Ministre russe de l'Intérieur Protopopoff et des agents allemands, le Ministère des Affaires Etrangères d'Allemagne était représenté par M. Max Warburg, dont les deux frères (Paul et Félix) étaient membres de la maison internationale de banque Kuhn, Loeb & Company, dont feu Mr Jacob Schiff était haut dirigeant."⁽²⁰⁾

Ceci nous amène au rôle joué par la nation juive derrière les Etats belligérants, l'Allemagne et l'Angleterre ..

Le rôle de la nation juive dans la Révolution bolchevique

Si l'on ne saisit pas que la force agissante derrière la révolution bolchevique fut celle de la nation juive, il est impossible d'expliquer de manière satisfaisante comment la Russie, jusque là plutôt

(20) Op.cit., pp. 70-71. Sir George Buchanan dit dans son livre (vol. II, p.33) que "Protopopoff, lors de son voyage de retour (de France et d'Angleterre), eut une entrevue à Stockholm avec un financier allemand du nom de Warburg, ce qui le compromit grandement". Mr Warburg peut avoir été plus allemand que ses frères Paul et Félix n'étaient américains, mais tous trois étaient membres d'une autre nation, la nation juive.

endormie, s'est soudain éveillée en 1917, et que débuta alors une intense campagne pour son assujétissement international, pour laquelle de l'argent fut dépensé sans compter. D'où venait tout à coup cette débauche d'énergie dans le caractère russe ? Comment expliquer que soit soudain apparu un virulent mouvement anti-Dieu dans un peuple, qui, malgré toutes ses fautes, était intensément religieux ?

Ces deux questions ne trouvent de réponse satisfaisante que dans l'influence décisive de cette nation qui a obstinément rejeté le seul vrai Médiateur entre Dieu et l'homme et qui cherche toujours à imposer sa volonté à Dieu, au lieu d'accepter la Sienne. Sinon, ces événements restent inexplicables. Mais une fois que l'on réalise que 1917 a été témoin de ce que le révolutionnaire allemand Willelm Marr avait prévu dès avant 1879, on comprend alors ce qui eut lieu et continue d'avoir lieu : "Dans ce vaste Empire, écrivit-il, le Judaïsme trouvera le levier d'Archimède qui lui permettra de sortir une fois pour toutes de ses gonds l'Europe occidentale tout entière. L'astucieux esprit d'intrigue juif amènera une révolution en Russie, comme le monde n'en a encore jamais vue".⁽²¹⁾

Le Pape Pie XI pensait qu'il était impossible d'expliquer la haine de la religion en Russie sans prendre en compte l'action des Sociétés Secrètes. Le 3 juin 1933, dans une Encyclique ayant pour sujet la persécution en Espagne, il déclara : "La persécution a été lancée non pas tant par ignorance des enseignements catholiques et de leurs bénéfices que par la haine et l'hostilité que les destructeurs de tout ordre, tant civil que religieux, rassemblés dans les Sociétés Secrètes, comme au Mexique et en Russie, chérissent et excitent "contre le Seigneur et contre Son Christ" . Le Pape Pie XI affirme aussi que le Bolchevisme était étranger à la Russie, malgré l'opinion contraire exprimée par des auteurs comme le Rev. Ed. Walsh, S.J. dans "*The*

⁽²¹⁾ Pour le texte complet de la citation, ainsi que pour un texte semblable de Dostoïewsky, voir "*The Mystical Body of Christ in the Modern World*" de l'auteur, pp.180-181. La citation de Dostoïewsky fut écrite entre 1876 et 1880. Elle contient la fameuse phrase : "Les Juifs comploteront la ruine de la Russie" (NDT : la citation figure aussi dans "*Le gouvernement mondial secret*" de Cherep-Spiridovich)

Fall of the Russian Empire".⁽²²⁾ Le RP Walsh écrivit : " Une thèse courante dans les cercles de monarchistes et d'émigrés s'efforce de prouver que la révolution bolchevique fut un phénomène non-Russe et non-naturel, artificiellement créé sous deux influences étrangères, le militarisme allemand et la haine juive, et imposé par trahison à un peuple démoralisé et épuisé. Mais sur la base de ce qui est rapporté, et au vu des témoignages de personnalités Russes représentatives étayés par des documents probants qui commencent à s'accumuler, je suis obligé de rejeter cette théorie... Je maintiens que le Bolchevisme est une phase naturelle dans l'évolution d'un processus strictement historique provenant du terrain, de la culture et de la politique en Russie même."⁽¹⁾

Dans l'Encyclique *Divini Redemptoris*, le Pape Pie XI écrivit en 1937 : "Pour eux (les peuples de l'Union Soviétique), Nous éprouvons la plus paternelle affection. Nous savons bien qu'ils ne sont pas peu à gémir sous le joug qui leur est imposé par des hommes qui, pour une très large part, sont étrangers aux véritables intérêts du pays. Nous reconnaissons que beaucoup d'autres ont été trompés par des espoirs fallacieux. Nous ne blâmons que le système avec ses auteurs et ses complices, qui ont considéré la Russie comme le terrain le mieux préparé à l'expérimentation d'un plan élaboré il y a bien des années, et que de là ils répandent d'une extrémité du monde à l'autre."^(22bis)

⁽²²⁾ Ouvrage publié en 1929. La citation qui suit est tirée de la p. 12.

⁽¹⁾ (NDT : il faut se souvenir que la direction de la Compagnie de Jésus avait dès 1892-95, viré à la neutralité ou à la passivité prudente face aux anti-christs, en opposition avec les précédents articles de 1890 de la *Civiltà Cattolica*, puis devint adepte de la démocratie, de l'évolutionnisme hégélien et bientôt du socialisme ! Le P. Walsh se signalait là du côté de ceux qui feront croire au matérialisme historique et au marxisme comme vérités scientifiques et tentait d'exempter la Juiverie de sa responsabilité pour sa criminelle intervention contre la Russie, avec le mythe sens de l'Histoire. Son interprétation de la révolution par la sociologie est typique du modernisme social, de la pensée de Hegel en même temps que du parler diplomatique !)

^(22bis) N.S.Timashoff, auteur russe, est en plein accord avec le Pape Pie XI, et il affirme avec force que le Bolchevisme n'est pas un produit Russe : "La doctrine communiste, écrit-il, fut importée en Russie en tant qu'élément du grand processus d'occidentalisation... Le Communisme n'était certainement pas un prolongement

Nous allons voir maintenant un certain nombre d'évidences historiques qui tendent à prouver que ces "étrangers aux véritables intérêts de la Russie" qui y expérimentent le plan marxiste élaboré il y a bien des années, sont membres de la nation juive.

a) La nation juive dirige le mouvement communiste

Nous avons vu que le Communisme découle des principes de 1789 de "liberté et d'égalité".

François Noël Babeuf, l'un des adeptes des Sociétés Secrètes qui préparèrent et firent la Révolution française, dans une *Adresse au Peuple français* tira les conclusions logiques de ces principes avec une vigueur sauvage qui ne laissait rien à désirer.⁽²³⁾ Avec la réaction qui suivit la Révolution, la guerre des classes cessa mais les théories collectivistes de Babeuf subsistèrent dans les mouvements socialistes.⁽⁴⁾ La guerre des classes, l'athéisme militant et toutes les autres caractéristiques de l'époque révolutionnaire furent réactivées et prirent une nouvelle vigueur lorsque les Juifs prirent la tête du Communisme avec Karl Marx et Ferdinand Lasalle. Dans "*The Mystical Body of Christ in the Modern World*" (p. 82-87), on a donné un bref récit de la naissance et du développement du Communisme sous

direct de l'Histoire de la Russie". "*Religion in Soviet Russia*", pp. 10 et 18 (London, Sheed & Ward, 1943).

(NDT : Rappelons la demande de Notre Dame aux petits voyants à Fatima lors de son apparition en 1917, que le Pape uni à tous les évêques Lui consacre la Russie. Ni Pie XI, ni Pie XII ne le firent, lorsque c'était nécessaire ... et la Russie communiste répandit ses erreurs dans le monde. Ce n'est évidemment pas aux hérétiques montés sur le trône depuis Vatican II qu'il revient de faire cette consécration, d'autant que la Russie désormais n'est plus communiste !

⁽²³⁾ Un extrait de l'*Adresse au peuple*, de Babeuf, est cité dans "*The Mystical Body of Christ in the Modern World*", de l'auteur. Le texte complet figure dans l'ouvrage de l'Abbé A. Barruel, t. IV, p. 445 et suivantes. (NDT : "*La Révolution Mondiale*" de Nesta Webster le cite également, chap. IV.)

⁽⁴⁾ (NDT : Babeuf ayant préparé sous le Directoire une insurrection communiste fut dénoncé, arrêté, jugé et guillotiné en 1797. Mais Buonarrotti, son second, échappa et alla se réfugier en Belgique, y fonda plusieurs Loges qui propagèrent l'illuminisme et le socialisme : Il utilisa même le théâtre pour sa propagande, technique que théoriserait Gramsci au XXe siècle.

la direction des Juifs.⁽²⁴⁾ Ce résumé suffit pour montrer que l'écrivain juif Alfred Nossig, dans son livre "*Integrales Judentum*" (le Judaïsme intégral), n'exagère pas en disant que "*le mouvement socialiste moderne est principalement l'œuvre de Juifs*". Le plan de la révolution est toujours le même. Il s'agit de s'emparer des rênes du Gouvernement de quelque grande nation, et ensuite de se servir de cette nation pour imposer l'idéal révolutionnaire et la domination juive sur le monde. Si Marx avait réussi par ses agents lors de la Commune de Paris en 1871, la France aurait alors connu le sort qui fut réservé à la Russie en 1917.

La préparation de la révolution russe par la nation juive débuta longtemps avant 1917. Dans le *New-York Times* du 24 mars 1917, figurait le reportage d'une manifestation qui avait eu lieu à New-York le 14 mars, célébrant la phase initiale de la révolution. Lors de cette cérémonie, un certain George Kennan avait rappelé que "Durant la guerre Russo - japonaise il se trouvait à Tokio, et qu'il eut l'autorisation de rendre visite aux douze mille prisonniers russes aux mains des Japonais... Il raconta que ces prisonniers lui avaient demandé de leur apporter de la lecture, et qu'il eut l'idée de fournir de la propagande révolutionnaire à ces membres de l'Armée Russe. Les Autorités Japonaises y furent favorables et donnèrent leur accord. Après quoi, il envoya chercher aux Etats-Unis toute la littérature révolutionnaire russe disponible... L'action fut financée par un banquier New-Yorkais que vous connaissez tous et qui vous est cher", dit-il, faisant allusion à M. Schiff, "et bientôt nous reçûmes une tonne et demi de propagande révolutionnaire. A la fin de la guerre, cinquante mille officiers et soldats russes furent ainsi renvoyés dans leur pays en ardents révolutionnaires. Les amis de la liberté en Russie avaient répandu cinquante mille semences de liberté dans cent régiments russes. J'ignore combien de ces officiers et de ces hommes étaient dans la forteresse de Petrograd la semaine dernière, mais nous savons quel rôle a joué l'Armée dans la révolution".

⁽²⁴⁾ Sur l'histoire secrète du Communisme de Marx, voir "*Les Origines secrètes du Bolchevisme*", de Salluste, pp. 1-100. (NDT : lire aussi "*La Révolution mondiale*", chap. VII.)

Fut alors lu un message de M. Jacob Schiff, qui regrettait de n'avoir pu se rendre présent pour célébrer "la récompense concrète de ce que nous avons espéré et de ce pour quoi nous avons lutté pendant ces longues années". Jacob Schiff avait fait obtenir un prêt au Japon pour l'aider à combattre la Russie lors de la guerre de 1904-1905. D'après le *Jewish Communal Register* de New-York, "il (Jacob Schiff) finança les ennemis de la Russie autocratique sur le marché de l'argent des Etats-Unis".⁽²⁵⁾

b) Le Bund juif et la révolution bolchevique

Pendant pas mal d'années avant la guerre Russo-Japonaise, la nation juive s'était activement employée à préparer une révolution communiste en Russie. Le Dr Joseph Rappoport, écrivain juif, rapporte ceci dans son livre *"Pionniers de la Révolution Russe"* (pp. 228 et 250-252 de l'édition anglaise) : "Bien plus que les Polonais, les Lettons ou les Finnois, ou d'ailleurs que tout autre groupe ethnique du vaste Empire des Romanov, ils (les Juifs) ont été les artisans de la Révolution de 1917... Il n'y avait pas une seule organisation politique du vaste Empire qui ne fut influencée par les Juifs ou dirigée par eux. Les partis Social-Démocrate, Socialiste-Révolutionnaire, le parti Socialiste Polonais, tous comptaient des Juifs parmi leurs dirigeants... L'héroïsme des membres du Bund ou Union Générale des Travailleurs Juifs, fondée en 1897, servit d'exemple aux combattants pour la liberté, aux pionniers de la révolution russe. Le Bund était une association politique et économique du prolétariat juif, initialement ennemie de toute distinction nationale, mais qui graduellement s'imprégna du sentiment national juif. Il fit une propagande active en Yiddish, publiant de nombreuses brochures et un certain nombre d'organes de presse, comme *Le Travailleur Juif*, *La Voix du Travailleur*... "L'intelligentsia juive s'assimila à l'intelligentsia

⁽²⁵⁾Edition du *Register* de 1917.

(NDT : par l'intermédiaire de "conseillers" placés auprès du Prdt W. Wilson, le "colonel" House et Bernard Baruch, le même Jacob Schiff dicta le Traité de Versailles et ses conditions absurdes pour l'Europe et spécialement contre la France ; Lloyd George et Clémenceau étant eux aussi flanqués de conseillers délégués des Rothschild.)

russe au cours des années soixante-dix, tout comme le prolétariat juif était destiné à faire cause commune plus tard avec le prolétariat russe ... J'ai déjà souligné qu'il y avait deux prolétariats, le manuel et l'intellectuel... De nombreux membres du Bund appartenaient au prolétariat intellectuel..

"Les membres du Bund arrêtés, emprisonnés et déportés s'élevèrent à mille durant les années 1897-1900, et à deux mille cent quatre-vingt entre 1901 et 1903. Au total, de mars 1903 à novembre 1904, trois cent quatre-vingt quatre prisonniers politiques passèrent par la prison d'Alexandrovskane. Voici la répartition de ces prisonniers par nationalité : 53,3 pour cent de Juifs, 26,4 pour cent de Russes... et pour les femmes 64,3 pour cent étaient des Juives. Phlevo soutient que 80 pour cent des révolutionnaires en Russie étaient juifs".⁽²⁶⁾

Le livre de Rappoport fut publié en 1918. Il n'y a absolument rien dans ce livre qui permette de conclure que "parmi les plus ardents opposants au Bolchevisme était la Ligue Générale des Travailleurs Juifs, appelée le Bund", comme on peut le lire dans l'opuscule intitulé *"Bolshevism is not Jewish"* (le Bolchevisme n'est pas juif), publié par Woburn Press de Londres. Tout au contraire, selon Rappoport, le Bund fut pratiquement l'organisation qui prépara la révolution de 1917. Page 5, Rappoport déclare qu'il voit arriver le temps de la terreur en Russie, mais qu'il est bien naturel qu'elle survienne, même si on doit le déplorer. Le "règne de la terreur" fut si sauvage et d'une

⁽²⁶⁾ Op. cit..

(NDT : Le Bund, dit Rappoport, fut créé en 1897 ; cette date fait suite au grand Congrès juif de Bâle de 1892 où les représentants et dirigeants du Judaïsme mondial proclamèrent que les "temps messianiques" étaient mûrs pour le règne d'Israël et le retour en Palestine (Sionisme de Th. Herzl) ; s'affirma alors l'influence décisive du rabbin Ginsberg, le plus radical. Le Bund ne fut pas seulement instauré en Russie, mais semble-t-il également en Occident avec la mainmise des juifs sur les organisations syndicales et ouvrières (l'Internationale de Marx), la SFIO, et la CGT en France du juif Benoit Frachon avant la guerre de 1939, celle de Krasucki après, émanation du PC, les syndicats travaillistes, notamment celui des mineurs en Grande-Bretagne (cf. *"Israel chez les Anglo-Saxons"* de R. Lambelin, p. 129) et ceux des USA. La méthode utilisée fut partout la même : mise en tutelle des non-juifs par l'intimidation et même la terreur : cf. *"La Vallée de la peur"* de Chesterton, pratiques bien connues du Syndicat du Livre, de la CGT à la SNCF, l'EDF, dans la manutention portuaire, etc.

durée si longue que le Conseil de députés juifs derrière la Woburn Press souhaitait peut-être que l'on ignore le caractère juif de la direction du Bolchevisme.

Nous allons maintenant faire appel à une autre source d'informations sur le Bund, qui ne semble pas avoir été exploitée jusqu'à ce jour à propos de l'histoire de la révolution bolchevique. Il s'agit du livre "*The Polish Jew*" (le Juif polonais) de Béatrice Baskerville.⁽²⁷⁾ Écrit en 1906, longtemps avant les événements dont nous avons été témoins depuis 1917, il les annonçait avec une telle précision qu'il est difficile de croire qu'il fut écrit si en avance. Ce livre, comme le dit l'auteur dans la préface, a été tiré de l'expérience d'un séjour de huit ans en Russie polonaise. "Au cours de cette période, écrit l'auteur, j'ai été témoin du développement de ce retour aux sources, qui s'est répandu maintenant à travers la plupart des colonies et tous les grands ghettos et qui a engendré l'hostilité envers les Gentils et la révolution contre tous les Pouvoirs existants". Il est dommage de ne pouvoir en citer que quelques passages, mais ceux-ci suffiront à montrer qu'il y a dû y avoir derrière le Bund une puissante organisation et d'importantes ressources financières.

"Ici sous le ciel nordique, écrit Miss Baskerville... les enfants d'Israël jouent un rôle qui ne devrait pas manquer d'intéresser la race anglophone, qui en a vu suffisamment de la part de l'émigrant juif pour redouter que sa présence, qui jusqu'ici n'a été que dérangeante, ne prenne bientôt toutes les proportions d'un problème... Il (l'Anglo-Saxon) lit avec horreur des nouvelles de massacres et de persécutions de Juifs... mais a-t-il eu l'occasion d'observer les méthodes des Juifs polonais qui, vivant librement dans la population en proportion d'un sur sept, ont conquis une influence dans la proportion de sept pour un ? A-t-il vu l'autre côté de la médaille, et compté les cas où le Sémite prend avantage sur le Slave, et où le Juif commande au Russe ? " ... Peut-il imaginer la capitale de la Pologne, la ville la plus civilisée de Russie... où un individu sur trois est juif, où toutes les affaires et le commerce sont aux mains des Juifs, et où les

⁽²⁷⁾ Publié par Chapman & Hall, Londres, 1907

organisations juives ont ouvertement annoncé leur intention de transformer l'Armée Impériale en propagandiste du Socialisme, et de conquérir la plus grande influence politique lorsque la crise des crises jettera l'Empire dans la chaos ? Or ces choses-là sont des faits, et, chose de la plus haute importance pour les peuples Anglo-Saxons, ces faits peuvent, même sous une forme modifiée, fondre un jour sur eux ...

"Le Bund arriva en Pologne depuis la Lithuanie au cours de l'année 1900. Le terrain était bien préparé pour l'accueillir, car des signes d'un réveil politique engendré par le désir d'affirmer le nationalisme juif avaient déjà fait leur apparition. Son programme incluait le renversement du Tsarisme et l'établissement d'un gouvernement démocratique, la convocation d'une Assemblée Nationale fondée sur le suffrage universel direct et secret ; l'amnistie pour tous les détenus politiques ; l'abolition de la peine capitale ; la nationalisation des terres, etc., etc. Jusque là, ce programme est identique à celui d'un autre parti révolutionnaire, la Ligue Social-Démocrate. Mais il y a en outre une clause traitant de la question juive... Incidemment aussi, le Bund tend à tirer le prolétariat juif de la superstition de la Judée : qui croit aux préceptes du Socialisme moderne peut difficilement garder son respect pour les enseignements rabbiniques et talmudiques. Mais en même temps, le Bund ne se rit pas du Yddish, loin de là ... Le Bund insiste : "A la chute de l'autocratie, nous aurons une grande influence politique. Le Juif ne sera plus le paria de la société ; il sera à même d'affirmer son individualité propre. Conservez votre Yiddish..."

"L'objectif immédiat du Bundiste est le renversement du Tsarisme. Il emploie à cette fin deux méthodes : la grève et la transformation des forces militaires et navales du Tsar en propagandistes du Socialisme... "D'une manière générale, l'activité du Bund se borne à viser la jeune génération du prolétariat juif... Les parents... ne comprennent pas ce réveil, qui s'est manifesté de manière si frappante au cours des cinq dernières années. Les enfants rétorquent que leurs pères furent jeunes à une époque différente, et que la vague révolutionnaire qui balaye la Russie est l'unique espoir d'émancipation civile des Juifs... Le point faible de toute cette entreprise révolutionnaire en Russie est l'attitude

des militaires, qui non seulement refusent de se battre pour le peuple, mais qui, en dépit des efforts faits pour organiser des mutineries, témoignent d'un grand respect pour leurs officiers... Les Bundistes espèrent remédier à ce caractère... en organisant autant de petites mutineries qu'il leur sera possible.⁽²⁸⁾ Qu'ils y parviennent reste à voir, et comme ils se donnent un délai de cinq à sept ans avant d'escompter de grands résultats, le monde attendra pas mal de temps encore avant que le troupier Russe moyen se soucie de quoi que ce soit lorsqu'il est ivre, ou manque de se repentir de ses fautes lorsqu'il est sobre... Si les officiers décidaient d'associer leur sort à celui du peuple contre l'autocratie, nul doute alors que les soldats ne leur obéissent. Mais ce n'est pas ce que vise le Bund : le Bund veut susciter un conflit entre officiers et civils, et a organisé tout un système de propagande parmi les forces militaires et navales du Tsar à cette fin.

"Cette propagande est menée : 1) par des intendants juifs qui obtiennent d'entrer dans toutes les garnisons et les forteresses, et 2) par des Juifs servant dans l'Armée et la Marine... Les intendants ont accès aussi bien auprès des marins que des soldats. De temps en temps, l'intendant peut distribuer des tracts les appelant à tirer, non pas sur leurs frères, mais sur leurs officiers. Cette propagande présente beaucoup de risques, car le soldat ou le marin russe est très antisémite, et souvent dénonce l'agitateur ou l'arrête... Le soldat juif a une bien meilleure chance de succès... le soldat écouterait un camarade plus facilement qu'un intendant. Souvent il penserait que, comme son interlocuteur est un Juif, il ne peut lui donner un bon conseil, mais que bien que Juif il est son camarade et qu'il mérite donc une certaine considération... Mais le Bund ne se contente pas de persuader le soldat de combattre pour le prolétariat, il a enseigné au prolétariat de se battre contre le soldat aussi longtemps qu'il refuse d'écouter son appel et de se lever contre l'autocratie.

"Les dirigeants du mouvement ont vite réalisé que la poltronnerie qui caractérise le Juif polonais était un grand handicap... Aussi, ils

⁽²⁸⁾ La récente mutinerie du régiment Preobajenski fut organisée par les Juifs qui servaient dans la fanfare. Les fanfares régimentaires dans l'Armée Russe sont en grande partie composés de Juifs (en note dans "*The Polish Jew*")

organisèrent rapidement ce qu'ils appelèrent des groupes de combat, constitués d'hommes armés... Un tel armement systématique fut d'abord lancé par le Bund, et le Bund garde pour lui l'initiative de mettre des armes à feu aux mains du prolétariat... Ses adhérents sont approvisionnés en revolvers de type Browning, et on leur apprend à s'en servir. Ceux qui peuvent les payer sont supposés devoir le faire, mais les plus pauvres les reçoivent gratuitement... presque tous les revolvers en possession du Bund ont été importés dans le pays à l'insu des autorités douanières...

" Parmi les résolutions du Congrès du Bund, citons les suivantes : des groupes de travailleurs non-Juifs doivent être formés à l'agitation dans le prolétariat non-Juif, afin de gagner le plus d'influence politique possible au moment où l'autocratie politique sera abolie... Grève générales :... elles sont d'une importance primordiale... La terreur doit être appliquée lorsque nécessaire. Il est également indispensable que les hommes publics dangereux pour la cause soient éliminés. Au moment des troubles publics, faire saccager les bâtiments du Gouvernement par la populace..."⁽²⁹⁾

⁽²⁹⁾ Op. cit. pp. 45,168-170, 201-202. Dans son excellent livre "*Le Plan communiste d'insurrection armée*", p. 42-43, Léon de Poncins confirme ce qui avait été écrit bien longtemps avant dans "*The Polish Jew*". Poncins cite des documents de source communiste contenant des instructions détaillées pour la préparation de la révolution, et il ajoute : "on trouvera une excellente illustration de ces tactiques dans le travail des Bolcheviques sur l'Armée Russe aux différentes phases de la révolution. A partir de 1902, les Bolcheviques entretenirent leur agitation secrète dans l'Armée Russe. Au moment de la révolution de 1905, cette agitation avait atteint un tel point de développement que, dans un certain nombre de garnisons, les Bolcheviques étaient capables d'agir sur la masse des troupes. Après la défaite de la révolution de 1905, lorsque les Bolcheviques furent de nouveau contraints d'avoir recours à l'action secrète afin de préparer les masses à de nouvelles luttes révolutionnaires, la propagande dans l'Armée prit un caractère encore plus secret. Cela continua jusqu'à la révolution de février 1917. Sitôt après le renversement du Gouvernement tsariste, les Bolcheviques entreprirent de mener un vaste mouvement de pourrissement parmi les troupes. Les méthodes secrètes firent place à une décomposition légale au moyen de cellules communistes, de comités de soldats, d'assemblées de délégués de soldats, de journaux pour les soldats, etc."

(NDT : L'Armée française connut la même tentative durant la guerre de 1914-18, par la diffusion aux troupes de feuilles anarchistes : "*Le Bonnet Rouge*" et "*La Tranchée républicaine*", et l'action subversive d'agents sous la protection du Ministère

Miss Baskerville traite plus brièvement des autres partis révolutionnaires. De la Ligue ou Parti Social-démocrate auquel appartenaient les Bolcheviques et les Mencheviques, elle dit : "La ligue Social-démocrate de Pologne (russe) fut fondée par Rosa Luxembourg, une Juive, et par Karski en 1893. Son programme est le même que celui du Bund, moins la clause traitant du nationalisme juif. Une forte proportion des membres du parti sont juifs. Sur soixante-quinze noms d'individus arrêtés lors d'un raid de la police, soixante-six étaient incontestablement juifs, et le reste douteux ou non-juifs. Les Sociaux-démocrates étant internationalistes plaisent à une grande partie de l'intelligentsia juive qui a depuis longtemps abandonné les traditions hébraïques... Ces hommes et ces femmes ont été éduqués dans les établissements secondaires russes (Gymnasias), où la tendance de l'enseignement est anti-nationale. Les Sociaux-démocrates semblent vivre dans un monde dessiné par Marx et Engels".⁽³⁰⁾ L'auteur poursuit en soulignant que "les membres de la

de l'Intérieur(!)... Le coup échoua, mais les mutineries de 1917 ainsi provoquées, où des soldats tirèrent sur des officiers dans quatorze corps, coutèrent la vie à des malheureux. cf. Léon Daudet "*L'Hécatombe*". L'affaire de trahison impliquant des ministres, dont Malvy et Painlevé, fut étouffée par la Haute Cour. L'auteur signale plus loin que le Gouvernement de Front Populaire de Léon Blum permit de nouveau la création de comités de soldats dans l'Armée française, qui paralysèrent le Commandement en 1939-40.

⁽³⁰⁾ Op cit.p . 208.

(NDT : l'anti-patriotisme est la marque de la Maçonnerie. Depuis avant 1914 ce fut un juif, Martin Heer, qui pendant trente ans bibliothécaire de l'Ecole Normale Supérieure guida les lectures des futurs agrégés et professeurs vers les penseurs communistes. La même tactique fut appliquée au niveau des Ecoles normales d'instituteurs, plus tard Instituts pédagogiques. L'école publique devint ainsi une école de marxisme, d'anarchie, d'athéisme, d'internationalisme et de pacifisme... Mais les mêmes stigmatisent les Français pour la défaite de 1940 ! Le foyer de formation de cet enseignement subversif, outre la Maçonnerie, fut l'Ecole Supérieure de Science Sociale ou Université Marc Bloch du nom de son fondateur, qui forma à la sociologie marxiste, science de l'exacerbation des différends sociaux et de la manipulation des masses, une pléiade de professeurs comme Pierre Bourdieu le créateur d'ATTAC, du Mouvement Citoyen et autres ébauches de soviets, et une pléiade d'enseignants dans les universités, dont furent issus nombre de dirigeants et protagonistes de «mai 1968» qui ont aussi essaimé comme

base et les cadres de ces partis se disputaient avec ceux qui suivaient le Parti Démocratique National." Si l'on tient compte du nationalisme des Juifs du Bund et de l'internationalisme des Juifs du parti Social-démocrate, on a là une explication au moins partielle de quelques unes des purges qui eurent lieu plus tard, après le triomphe des Bolcheviques.

c) Les différences entre Bolcheviques et Mencheviques

Quelles étaient les différences entre Bolcheviques et Mencheviques, tous membres du parti Social-démocrate ? Un très bon article paru dans la *Free-Press* de Londres d'octobre 1938 a examiné cette question dans le détail. Il semble que lors d'un Congrès du Parti Social-démocrate russe qui s'est tenu à Londres au tout début du siècle, une discussion s'éleva à propos de la rédaction du paragraphe 1 du règlement du parti. Lénine proposa que cet article fût ainsi rédigé : "Est membre du parti toute personne qui participe à l'organisation du Parti". Martoff présenta alors une contre-proposition en ces termes : " Quiconque travaille sous la supervision du Parti est membre du Parti". Dans le vote qui suivit, la proposition de Lénine obtint quelques voix de plus que celle de Martoff. A partir de ce jour ses partisans s'appelèrent les Majoritaires (Bolcheviks), et ceux de Martoff se désignèrent comme les Minoritaires (Mencheviks). Le rédacteur du *Free Press* poursuivait ainsi : "La différence entre Bolcheviques et Mencheviques est donc un simple ergotage sur la qualification de qui est membre du parti, et les deux groupes pour l'essentiel de la propagande révolutionnaire étaient inspirés par les mêmes objectifs."

Nous nous retrouvons là encore à même de jeter un grave doute sur une affirmation de la brochure "*Bolshevism is not Jewish*" (le Bolchevisme n'est pas juif), selon laquelle le Bund était parmi les plus farouches opposants du Bolchevisme. Le Bund évidemment s'associa aux Mencheviks, car la proposition de Martoff lui convenait parfaitement, alors que celle de Lénine convenait mieux aux Juifs du

trotskystes dans la presse, les syndicats, les ministères, la politique, les ONG mondialistes, certains devenus Inspecteurs de l'Education nationale !)

Parti National-Démocrate.⁽³¹⁾ Après la révolution de Kerensky, le nationalisme du Bund s'opposa à l'internationalisme des Bolcheviques, mais l'été 1917 un grand nombre des intellectuels et du prolétariat du Bund le quittèrent et rejoignirent les Bolcheviques.⁽³²⁾ Des directives ont pu être données en ce sens par l'Organisation Centrale Juive en Suisse, dont on apprit l'existence en 1905 à la suite des troubles révolutionnaires à Odessa.

⁽³¹⁾ Il faut se souvenir de ce que Robert Wilton écrivit dans "*Les derniers Jours des Romanof*", pp. 136-138 : "C'est dans le Comité Central du Parti Bolchevique que réside le pouvoir gouvernemental. Il était composé en 1918 de neuf Juifs et trois Russes. Les autres partis socialistes Russes avaient une composition similaire ; leur Comité central était ainsi constitué : Parti Menchevique Social-démocrate : onze membres tous Juifs... S.R.(la droite) : quinze membres dont treize Juifs et deux Russes. Ces partis, en apparence adversaires des Bolcheviques, font sournoisement plus ou moins leur jeu, en empêchant les Russes de se rassembler. Sur les soixante et un individus à la tête de ces partis, il y a six Russes pour cinquante cinq juifs. Peu importe le nom adopté, un gouvernement révolutionnaire sera Juif." ("*The Rulers of Russia*", p. 9)

A ceci, il faut ajouter les paroles prophétiques que dit à Varsovie un fonctionnaire du Gouvernement à Miss Baskerville, paroles rapportées p.306 de son livre ("*The Polish Jew*") publié en 1906 : "Le Gouvernement, dit ce haut fonctionnaire, n'accordera pas les droits civils aux Juifs s'il peut l'éviter. Les Juifs sont partout et font tout. Le Club des Cadets à St Petersburg en est plein... Ses membres russes sont indifférents ou sont occupés ailleurs. Si l'on relève les Juifs de leurs incapacités... alors ils dirigeront officiellement l'Empire. De facto, ils en sont déjà les maîtres actuellement. Les jeunes fonctionnaires qui devraient se montrer énergiques et sauver la situation laissent les choses leur échapper des mains. Ils ne pensent qu'à s'amuser et à voir leurs salaires augmentés... Que le Juif s'introduise parmi eux, il les balaira de la place comme bouts de papier."

⁽³²⁾ "De l'histoire du mouvement ouvrier, l'on sait que les Bundistes quittèrent le Parti Social-démocrate en 1903 lorsque la majorité du parti de la classe ouvrière refusa d'accepter leur demande d'être reconnus comme "seuls" représentants du prolétariat juif. Cette sortie du parti était une manifestation de scissionnisme... Mais en fait les travailleurs juifs sont entrés et ont continué d'entrer au Parti partout, en dépit du Bund... Lorsque le Bund en 1906 revint dans le Parti, le Parti avança une condition de non-séparatisme, c'est à dire d'unité dans toutes les localités et de tous les ouvriers marxistes de quelque nationalité qu'ils fussent. Mais cette condition ne fut pas remplie par les bundistes" ("*Lénine sur la question juive*", p.19, International Publishers, New-York)

d) L'Organisation Centrale Juive et la révolution à Odessa en novembre 1905

Le correspondant du *Times* à Odessa lève le voile pour un moment et révèle l'existence de ce centre directeur. Dans le numéro du *Times* du 22 novembre 1905, sous le titre "**Règne de la terreur à Odessa**", nous lisons :

"Il faut savoir que pendant tout le mois de septembre, des meetings à caractère national...ou révolutionnaires se tinrent à l'université locale... Les différentes organisations radicales ou ultra-radicales se préparaient à un évènement crucial. Parmi les autres fraternelles Socialistes, l'Organisation Centrale Juive située en Suisse envoya à Odessa des émissaires de ses filiales de Varsovie et de Pologne... Le dimanche 29 octobre... de nombreux jeunes gens et jeunes filles, qui n'étaient pas des étudiants de l'université, se mirent à élever des barricades en travers de certaines des rues principales. Des Juives, ouvrières d'usines excitées, se revêtirent de blouses rouges, et se pavanèrent ainsi provocantes devant les patrouilles de Cosaques et de Dragons....Jusque là, la situation n'aurait pas été bien dangereuse si les émissaires de Varsovie n'avaient pas apporté un arsenal avec eux. Beaucoup de ces... jeunes manifestants brandissaient un revolver. Des coups de feu furent tirés ...une demi-douzaine de gendarmes furent délibérément assassinés à leurs postes aux coins des rues... C'est à ce moment précis qu'arriva le Grand Manifeste du Tsar (accordant la Constitution).

"mardi 31 octobre ... les groupes de gens excités aux coins des rues grossirent en cortèges ... qui se répandirent dans tous les sens dans les principales artères. On pouvait immédiatement remarquer que les manifestants étaient essentiellement des étudiants et des Juifs. Il y avait une majorité de femmes. Au début et pendant un certain temps, ces cortèges se déroulèrent relativement dans l'ordre. Un ou deux drapeaux rouges firent parfois leur apparition, mais, dans l'enthousiasme général, l'attention s'en détournait vite. Le gros des rassemblements se dirigea alors vers le siège du Gouverneur général. Le baron Kaulbars... invita la foule à pousser trois hourrahs pour la Constitution.

"Une fois hors de la présence du Gouverneur militaire, les manifestants, qui pour la plupart étaient des Juifs excités, sortirent effrontément des emblèmes républicains. Des drapeaux rouges furent déroulés en tête du cortège. Là où ils le rencontrèrent, le drapeau national Russe fut déshonoré et mis en pièces, toutes ses couleurs arrachées sauf la bande rouge. La foule dorénavant hors d'elle fit irruption dans l'Hôtel de ville. Ils firent tomber la devise nationale du portique d'entrée, mutilèrent le portrait de l'Empereur dans la salle des séances, et déclarèrent hystériquement la dynastie régnante abolie et l'instauration d'une République de Russie du Sud. Dans la rue, des cortèges patriotiques Russes formés un peu plus tardivement, qui portaient leurs ikones particuliers et des portraits du Tsar et de la Tsarine, se heurtèrent à ceux qui étaient devenus alors des révolutionnaires avérés. Ces derniers arrachèrent les emblèmes des mains des patriotes, les insultant grossièrement et insultant les porteurs...

"Comme on l'a indiqué plus haut, l'Organisation Centrale Juive, opérant en liaison avec d'autres comités révolutionnaires, avait fourni les instruments avec lesquels on escomptait que l'anarchie pourrait s'instaurer. La population juive avait déjà été portée à un état de frénésie grâce au Manifeste et aux événements qui avaient suivi sa proclamation ... Des bombes furent jetées des balcons ; on tira des coups de revolver de derrière les comptoirs et les volets...

"Dans la nuit du mardi commencèrent vraiment les massacres... Les Juifs, organisés en bandes, tinrent le haut du pavé pendant la nuit, et les Chrétiens prirent leur livre de chair fraîche le jour suivant ...Et c'est ainsi que le carnage de femmes et d'enfants Juifs et Chrétiens se poursuivit jusqu'à ce que la patience du Baron Kaulbar prit fin^(*) ... le Gouverneur militaire envoya ses bataillons dans les rues, et l'ordre fut alors presque instantanément rétabli.

"Odessa est une ville d'environ quatre cent trente mille habitants, dont un tiers exactement étaient juifs. Pendant trois jours, environ quatre cent quinze mille personnes restèrent barricadées chez elles. Environ quinze mille s'étaient engagés dans cette "lutte acharnée" (en

(*) (NDT : Cette "patience" ou passivité du Gouverneur devant une émeute qui assassinait des gendarmes fut étrange. Était-il franc-maçon et complice ?)

français dans le texte), avec pour résultat que le cimetière juif reçut quatre cents cadavres et le cimetière chrétien environ six cents. Il y eut un peu plus de quatre mille admissions de blessés dans les hopitaux publics, plus ou moins également répartis... Environ quarante mille perdirent leur maison ... dont une vaste majorité étaient des Juifs."

Le *Times* du 30 novembre (1905) poursuit sa narration sous le titre *La situation à Odessa* : "On sait maintenant précisément, écrit l'envoyé spécial du journal, et le fait est admis par les organisations juives, que depuis Pâques dernier les Juifs avaient commencé à s'armer secrètement. Il relevait de trois organisations : le Bund, les Sionistes et les Etudiants et ouvriers juifs, ces derniers organisés par deux professeurs russes de l'université locale, bien connus. L'organisation équipa plus de quatre mille personnes de revolvers et de munitions... Les Juifs armés tirèrent sauvagement dans les rues depuis les balcons et les toits des maisons, puis, après avoir chauffé à blanc la fureur de la canaille, ils firent disparaître leurs armes et se cachèrent, pendant que la populace russe en fureur se répandait dans les faubourgs et se ruait sur les ouvriers et les boutiquiers juifs non armés."

Les colonnes du *Times* de l'époque sont remplies de reportages de manifestations de protestation contre les traitements infligés aux Juifs en Russie. Dans les discours tenus lors de ces rassemblements, aucune mention n'est faite de l'Organisation Centrale Juive, impliquée à entraîner et à armer le Bund, etc., en vue de la révolution socialiste à venir. Par exemple, le numéro du 5 décembre 1905 contient un reportage sur le grand jour de deuil qui eut lieu à travers tous les Etats-Unis pour les victimes des massacres de Russie. A New-York eut lieu la plus grande manifestation de l'histoire des Juifs en Amérique. "Chantant des chants de deuil, pendant que cinquante orchestres jouaient des hymnes funèbres, cent vingt-cinq mille Juifs défilèrent à travers les rues de Lower East Side, puis dans Broadway et Union Square, où se tint un grand meeting."

C'est ainsi que l'on crée une légende et que l'on jette de la poudre aux yeux du public.

e) A l'heure du triomphe

Le 1er juillet 1922, le député tchèque Mazanaç fit un long discours au Parlement tchèque, dans lequel il dit entre autres : "Honorables Membres du Parlement ! Lorsque vous relirez à loisir ce que je vais vous dire, je vous prie de ne pas perdre votre temps sur la question de savoir quel peuple émergera triomphant du chaos communiste. C'est l'un des points qui ressort avec la plus grande évidence dans la vie politique actuelle, mais, chose merveilleuse à rapporter, il n'en est jamais fait mention parmi nous.

"Parler de la Religion Catholique, de l'Eglise Catholique et du Clergé Catholique comme des éléments les plus obscurantistes au royaume de l'obscurantisme est considéré parmi nous comme un signe de bonne éducation, et un pareil langage fera mériter à quiconque n'importe quel poste, en particulier dans notre diplomatie. Mais mentionner une seule fois les Juifs vous fait étiqueter de réactionnaire. Bien, mais que je sois marqué comme réactionnaire ou pas, il me semble que parler de la Conférence de Gênes sans mentionner les Juifs pour mener les négociations avec la Russie Soviétique et en faisant abstraction des plans du Peuple Elu ... est apporter une claire preuve de la manière dont la Presse a éduqué et formé les esprits au cours de toutes ces années.

"Permettez-moi, Messieurs, de vous citer à cet égard quelque chose qui émane des Puissances qui dirigent la politique mondiale, bien qu'elles prétendent ne pas le faire. Sur ces Puissances, nous n'apprenons rien, que ce soit au travers des rapports officiels ou dans les longs débats de la Conférence de Gênes.

"Je vais lire à votre intention une circulaire destinée aux représentants des Comités de (quelques) Associations Juives. Celle-ci fut trouvée dans la poche d'un individu du nom de Zunder, la nuit du 9 décembre 1920, après une escarmouche avec les troupes bolcheviques sur la frontière de l'Estonie. Zunder était l'officier à la tête du 11ème régiment de tireurs d'élite. La circulaire est en hébreu, et voici ce qu'elle dit :

"Fils d'Israel ! L'heure de la victoire est à notre portée. Nous sommes à la veille de devenir les maîtres du monde. Ce qui paraissait un simple rêve est sur le point de se réaliser. Auparavant faibles et effacés, nous pouvons dorénavant relever

fièrement la tête, grâce au désordre et à la confusion dans le monde. Par une habile propagande, nous avons accablé de critiques et tourné en dérision l'autorité et la pratique d'une religion qui nous est étrangère. Nous avons pillé les sanctuaires de ce culte étranger, et nous avons secoué l'emprise de sa culture traditionnelle sur les nations, tout en trouvant parmi elles plus d'aides que nous n'en avions besoin pour notre tâche. Nous avons réussi à mettre la nation russe sous le joug juif, et nous l'avons obligée enfin à tomber à genoux devant nous. La Russie mortellement blessée est désormais à notre merci.

"La crainte du danger dans lequel nous demeurons ne nous permettra ni d'exercer la compassion, ni de ressentir de la pitié. Il nous a été donné de voir enfin les larmes du peuple russe. En leur enlevant leurs biens et leur or, nous avons fait des Russes de misérables esclaves. Mais il nous faut être prudents et circonspects. Il nous faut éliminer tous les meilleurs éléments de la société russe, afin que les Russes réduits en esclavage ne puissent retrouver aucun leader. Ainsi nous préviendrons toute possibilité de résistance à notre pouvoir. Les guerres et les luttes civiles détruiront tous les trésors de culture créés par les peuples chrétiens.

"Soyez prudents Fils d'Israël, ne vous confiez pas à des forces traîtresses et mystérieuses. Bronstein, Rosenfeld, Steinberg, Apfelbaum et de nombreux autres fils d'Israël dignes de confiance figurent parmi les Commissaires (NDT : Ministres) et jouent un rôle dirigeant, mais que la victoire ne vous fasse pas perdre la tête. Soyez prudents, car vous ne devez compter que sur vous-mêmes pour votre sauvegarde et votre défense.

"Fils d'Israël, serrez les rangs et combattez pour votre idéal éternel !"

Le discours de M. Mazanaç est paru dans le n°3575 du journal russe *Novoe Vremia* édité à Belgrade, en date du 28 juillet 1922 sous le titre : *Au Parlement tchèque*. Le Lieutenant Général Netvolodow ajoute dans son livre *"L'Empereur Nicolas II et les Juifs"* (p. 243) que personne n'a mis en cause l'authenticité du document cité par M Mazanaç.⁽³³⁾

⁽³³⁾ Le document lu par M. Mazanaç au Parlement tchèque est semblable en sa teneur au tract distribué parmi les Juifs de Budapest durant la révolution judéo-maçonnique de 1919. La traduction de ce texte figure dans le livre du Dr Hans Hesele *"Bilder aus dem Kommunistischen Ungarn"* (Image de la Hongrie communiste), publié en 1920 par l'éditeur Tyrolia d'Innsbruck, et a été reproduite dans *"The Rulers in Russia"*, 3ème édition, p.52.

On doit particulièrement noter que, dans le document cité par M. Mazanaç, Bronstein (alias Trotsky) est mentionné comme "un fils loyal d'Israël". Cela ne veut évidemment pas dire que Trotsky était un juif orthodoxe, adhérant strictement aux pratiques de la religion juive, mais qu'il était dévoué à sa nation. Nous trouvons confirmation de ce point dans "The Story of 'St. 25" de Sir Paul Dukes, qui fut longtemps agent des Services secrets britanniques en Russie. L'auteur raconte qu'après les grèves du Soviet de Russie, Trotsky fit un discours dans les usines Putilov, dans lequel il déclara que le Soviet de Petrograd s'appropriait à réquisitionner deux grandes églises pour servir de bureaux et de clubs pour les ouvriers." A ce moment, écrit Sir Paul, un ouvrier se leva et l'interrompit : "Camarade Trotsky, au lieu de prendre nos églises qui sont mal chauffées et qui ne conviennent pas à vos desiderata, pourquoi ne pas réquisitionner votre synagogue de la rue Offizerskaia, qui conviendrait beaucoup mieux ?" Cette interruption fut suivie d'un silence de mort. Trotsky ne répondit pas. L'intervenant dit par la suite : "J'étais sûr qu'ils allaient s'emparer de moi et m'arrêter..."⁽³⁴⁾ Il est évident que les phrases sur "l'indifférence de Trotsky pour les intérêts juifs", telles que figurant dans la brochure "*Bolshevism is not Jewish*", ne méritent pas grand crédit.

f) L'alliance de la Finance juive avec le Communisme

Il n'est pas nécessaire de traiter cette question en détail : ceci a déjà été fait de main de maître dans "*La Mystérieuse Internationale juive*" de Léon de Poncins et dans les livres de A.N. Field "*The Truth about the Slump*" et "*All These Things*". "L'idéal suprême du Juif, écrit Léon de Poncins, p. 209 de son livre, tend à transformer le monde en une société anonyme par actions. Le capital de la société sera la planète, et elle aura pour objet d'exploiter le travail de toute la race humaine. Israël, aidé peut-être au début par quelques hommes de paille, doit fournir le Conseil dictatorial d'Administration de la société.

⁽³⁴⁾ Op. cit. pp. 370-371

La grève en question eut lieu en mars 1919. Dukes envoya son rapport en avril. Le livre contenant un extrait de ce rapport a été publié récemment (au début des années 40 ?)

"Deux méthodes permettent d'atteindre ce but. La première est l'américanisation^(*) qui a l'inconvénient d'être relativement lente. La seconde, plus rapide, brutale et dictatoriale, est le Communisme... Le "progrès" ne consiste pas à remplacer le Capitalisme bourgeois par le Capitalisme prolétarien. Le progrès consiste à substituer au Capitalisme encore limité de l'Europe et de l'Amérique, sous lequel existe encore un certain degré de liberté politique, le pan-Capitalisme mondial doté d'un pouvoir politique absolu."

Un excellent commentaire de cette synthèse lapidaire que nous venons de citer est fournie par un compte-rendu que fait le comte de Saint-Aulaire, ancien Ambassadeur de France à Madrid et à Londres, d'un exposé donné par un banquier juif de New-York sur la mission d'Israël parmi les nations. Cette "conférence" fut donnée lors d'un dîner international à Budapest en 1918, quelques jours seulement après l'effondrement de la dictature judéo-communiste sur la Hongrie catholique. "Un certain nombre de révolutionnaires juifs qui avaient été expulsés de Hongrie, écrit le comte, étaient là... Ils étaient revêtus d'uniformes américains... J'ai gardé en mémoire la conversation de l'un de ces augures, dont j'étais le voisin de table... il était devenu directeur d'une grande banque new-yorkaise, l'une de celles qui finançaient la révolution bolchevique... L'un des convives lui avait demandé comment la haute finance pouvait financer le Bolchevisme ?... Notre ami, qui était alors à la tête d'une mission chargée de nourrir ceux qui étaient sans pain, avala un grand verre de tokay, réfléchit un moment et tirant une longue bouffée de son énorme cigare qui valait cinq francs-or, répondit alors : "*Ceux qui s'étonnent de notre alliance avec les Soviets oublient que la nation d'Israël est la*

^(*) (NDT : L'américanisation a effectivement été la forme qu'a pris la judaïsation, jusqu'au plan religieux, puisque Vatican II a été l'extension à toute la structure ecclésiastique de l'Américanisme, «dicté» au «pape» Roncalli et par lui à la Chrétienté par les émissaires du B'nai Brith Jules Isaac et Label Katz (cf. de Léon de Poncins "*Le Judaïsme et le Vatican*"). Et en ce début du XXI^e siècle nous avons à la fois l'Américanisme religieux et culturel qui a dévoyé la Foi du clergé et la moralité, et le pan-Capitalisme mondial qui détruit le substrat industriel en Europe et aux USA, provoquant une immense crise sociale et financière... en vue de l'extension du Socialisme à la totalité des continents.)

plus nationaliste de tous les peuples... Comme la papauté, elle est oecuménique et spirituelle. Mais elle a les yeux tournés vers l'avenir plutôt que vers le passé, et son royaume est de ce monde. Au chant calme et monotone de la prospérité, nous préférons les voix passionnées qui s'élèvent tour à tour d'une inflation et d'une dépression sur le marché des valeurs. Il n'y a rien de tel qu'une révolution pour les exciter, mis à part la guerre qui est aussi une révolution... La santé de notre Veau d'Or⁽¹⁾ réclame la maladie de certaines nations, de celles qui sont incapables de se développer par leurs propres efforts... "Toute la vie économique de la Turquie ("l'homme malade de l'Europe") nous fut confiée. Nous nous en occupâmes si bien qu'elle mourut du traitement, du moins en ce qui concerne la Turquie d'Europe... La Russie est maintenant l'homme malade de l'après-guerre, beaucoup plus nourissante pour nous que l'Empire Ottoman, et beaucoup moins capable de se défendre. La Russie est maintenant notre festin. Elle sera sous peu un corps sans vie, et nous n'aurons plus qu'à la dépecer... Dans le management du monde nouveau, nous donnons la preuve de notre organisation pour la révolution et la conservation. Notre organisation pour la révolution est démontrée par le Bolchevisme destructeur, et celle pour la construction, par la création de la Société des Nations qui est aussi notre œuvre... Israël est le microcosme et le germe de la Cité du Futur."⁽³⁵⁾

(1) (NDT : Une statue de veau d'or existe réellement près de Wall Street à New-York !)

(35) Ces extraits sont tirés de "Genève contre la Paix", édition anglaise, publiée par Sheed and Ward.

Un exemple peu connu de la collusion entre la Finance juive et les Révolutionnaires sous direction juive peut intéresser les lecteurs. Il date de la première révolution ouvertement communiste, celle de la Commune de Paris de 1871. On en trouve le récit dans le livre de Edouard Demachy "Les Rothschild", pp. VIII-IX. Il rapporte que l'une des principales barricades élevée par les Communards à Paris était presque au coin de la rue de Rivoli où était situé le splendide palais du baron Alphonse de Rothschild. Cet hôtel avait été la résidence des Talleyrand-Périgord. Les Rothschild étaient à coup sûr bien connus comme riches bourgeois, et l'on aurait pu penser que leur demeure serait la première à être incendiée lorsque le "prolétariat" marxiste commença à reculer. Or ceux qui systématiquement mettaient le feu aux maisons, passèrent bidons de pétrole en mains devant le superbe hôtel et devant les nombreux autres immeubles que les Rothschild avaient par ailleurs, avenue Marigny, rue Lafite, etc., etc., sans jamais s'y arrêter.

Ce discours me revint à l'esprit en apprenant que l'on mettait en question aux Etats-Unis l'authenticité du document brièvement cité à la page 27 de "The Rulers in Russia" et que j'ai publié in extenso aux pages 88-91 de "The Mystical Body of Christ in the Modern World". Ce document mettait en cause la banque Kuhn, Loeb & Co et certains de ses directeurs dans le financement de la Révolution Bolchevique. Il a été largement diffusé en France, publié dans les dossiers de l'Etat-Majo Général sous la référence " 7-618-6 N° 912-S.R.2 II, transmis par l'Etat-Major de l'Armée, Deuxième Bureau. Dans *La Documentation Catholique* du 6 mars 1920, il fut repris, précédé de la remarque suivante : "L'authenticité de ce document nous a été garantie. En ce qui concerne l'exactitude de l'information qu'il contient, les Services officiels Américains doivent en assumer la responsabilité".

Récemment, la question a été superbement traitée dans "An Answer to Father Coughlin's Critics" (Réponse aux détracteurs du P. Coughlin) par les Amis du P. Coughlin, ouvrage vivement recommandé à tous ceux que la question intéresse. Ajoutons cependant quelques remarques complémentaires qui présentent un certain intérêt. Le document en question fut communiqué à l'éditeur de la *Documentation Catholique* par un diplomate alors en poste à Paris comme représentant d'un Gouvernement étranger. Ce diplomate fut ensuite assassiné. Un autre point est que l'opuscule "The Reign of the Elders", p. 59, donne ce qui suit comme étant un Rapport du Service Secret de la Marine sur Paul Warburg de la Société Kuhn & Loeb : "Warburg Paul, New-York City, Allemand. Fut naturalisé citoyen Américain en 1911 ; fut décoré en 1912 par le Kaiser ; fut vice-Président du Federal Reserve Board des Etats-Unis ; banquier opulent et influent : transféra d'importantes sommes fournies par l'Allemagne à Lénine et Trotsky ; le personnage a un frère qui est le dirigeant du système d'espionnage (de l'Allemagne)".⁽³⁶⁾ Ce rapport fait état seulement que Paul Warburg servit d'intermédiaire au Gouvernement Allemand pour d'importantes sommes d'argent. Il ne parle pas d'une participation personnelle de sa part dans cette

(36) L'auteur de l'opuscule "The Reign of the Elders" m'a informé par lettre qu'il avait reçu l'information directement du Ministère de la Marine. A la même page, l'auteur ajoutait que le frère Warburg mentionné était Félix.

opération. Mais nous avons vu que ce fut le multimillionnaire juif Parvus qui fut l'introducteur de Lénine auprès du Gouvernement Allemand, et que Max Warburg, le banquier de Hambourg, frère de Paul et de Félix Warburg de la Kuhn, Loeb & Company, agissait aussi pour le Gouvernement Allemand dans la transaction. Nous avons vu également que le Bund juif, grâce à l'Organisation Centrale Juive de Suisse, disposait d'assez de fonds pour fournir un arsenal d'armes à la jeunesse juive d'Odessa en 1905. Devant ces faits, nous avons quelques raison d'accepter ce que dit le comte de Saint-Aulaire que : "tout banquier juif dans un moment de sincérité aurait dit exactement la même chose (que son commensal de Budapest)".⁽³⁷⁾

Mais l'évidence la plus convaincante de l'alliance entre la Finance juive et les éléments révolutionnaires juifs de la Révolution russe est probablement fournie par le Rapport secret du comte Lambsdorff, l'ancien ministre des Affaires Etrangères russe, au Tsar Nicolas II, daté du 3 janvier 1906. Ce rapport traite de l'aspect international de la première explosion révolutionnaire de 1905 en Russie (à Moscou, Odessa et en divers lieux). Les passages suivants sont particulièrement intéressants au sujet de ce que nous avons vu plus haut sur le Bund, etc. : "Les événements qui se sont produits en Russie au cours de 1905 et qui ont pris des formes particulièrement aiguës au début d'octobre dernier, lorsque, après une série de grèves, ils entraînèrent une révolte armée à Moscou et dans de nombreuses autres villes et localités de l'Empire, indiquent clairement que le mouvement révolutionnaire Russe ... a aussi un caractère international bien défini... Les indications les plus déterminantes qui justifient cette conclusion sont fournies par ces circonstances que les révolutionnaires russes sont en possession de grandes quantités d'armes importées de l'étranger et de moyens financiers considérables, car il ne peut y avoir aucun doute que les dirigeants de la révolution ont déjà dépensé en faveur du mouvement anti-gouvernemental ...de vastes sommes d'argent... On est forcé d'en venir à cette conclusion que des organisations capitalistes étrangères

⁽³⁷⁾ Extrait d'une lettre du comte de Saint Aulaire citée dans "The Rulers of Russia" p.6

sont intéressées à soutenir notre mouvement révolutionnaire... Si l'on ajoute à ce qui précède que, comme cela a été indubitablement prouvé, une part très considérable parmi ces nationalités hétérogènes est jouée par les Juifs, qui, comme dirigeants de cercles dans les autres organisations tout comme à travers les leurs propres (le Bund Juif dans les provinces occidentales) se sont toujours montrés au premier rang des éléments les plus belliqueux de la révolution, nous nous estimons justifiés à assumer que le soutien étranger du mouvement révolutionnaire russe provient des milieux capitalistes juifs....

"Le mouvement révolutionnaire n'est pas seulement *soutenu*, mais également dans une certaine mesure *dirigé* de l'étranger. D'une part, la grève éclata avec une violence toute spéciale et se répandit à travers toute la Russie pas avant ni après octobre, c'est à dire juste au moment où notre Gouvernement s'efforçait d'obtenir un prêt très important à l'étranger sans la participation des Rothschild, et de manière parfaitement calculée pour empêcher la réussite de cette opération financière ; la panique ainsi provoquée parmi les acheteurs et les détenteurs d'obligations russes ne pouvait manquer de donner des avantages supplémentaires aux banquiers et capitalistes juifs, qui spéculaient ouvertement et délibérément sur la baisse des valeurs russes....De plus, certains faits très significatifs que la presse a rapportés confirment le lien évident du mouvement révolutionnaire russe avec des organisations juives étrangères. Ainsi par exemple, l'importation d'armes susmentionnée ... prend sens si l'on considère que dès juin 1905 un Comité capitaliste Anglo-Juif avait été spécialement créé en Angleterre dans le but de collecter des fonds pour armer des groupes combattants de Juifs russes, et que Lucien Wolf, le publiciste antirusse bien connu, était le membre dirigeant de ce Comité."⁽³⁸⁾

⁽³⁸⁾ "The World at the Cross-Roads" de Boris Brasol, p.75-76. M. Brasol ajoute en note que le texte intégral de ce Rapport a été publié dans *American Hebrew and Jewish Messenger* du 13 juillet 1918. Il fait aussi remarquer que, suivant le *Jewish Chronicle* de Londres, la contribution de la Juiverie internationale à la cause révolutionnaire russe en 1905 atteignit la somme de 874.341 £ sterling. Il fait référence au livre de A. Selianinov "The Secret Power of Masonry" (St Petersburg, 1911), p.261.

Nous pouvons maintenant conclure notre enquête sur l'origine de la révolution bolchevique de 1917, qui, comme nous l'avons dit, est une conclusion logique des principes de la Révolution française. La nation juive se servant de l'Allemagne et de l'Angleterre, deux pays en guerre à l'époque, et d'un certain nombre de Russes dévoyés, la déchaîna alors sur le monde.... Notre investigation nous a confrontés à certains leaders de la nation juive, en particulier des membres de la haute banque juive américaine.^(*)

"L'argent et l'espoir du pillage, dit Chamfort à Marmontel, sont tout-puissants sur le peuple. Nous venons d'en faire l'expérience Faubourg Saint Antoine, et vous ne sauriez croire combien il en a peu coûté au Duc d'Orléans pour les inciter à mettre à sac la fabrique du brave homme Revillon qui avait fourni leur gagne-pain à une centaine de familles de ce même peuple. Mirabeau affirme volontiers qu'avec mille louis, l'on peut soulever une rébellion de première importance ;" ("*Mémoires de Marmontel*", IV, 82) . L'Affaire Révillon fut la première explosion de violence à Paris en 1789. Ce fut la répétition générale avant l'attaque de la Bastille. A en croire Mirabeau, il aurait eu tous les moyens d'agir avec les millions mis à la disposition de Lénine en 1917.

(*) (NDT : rappelons encore que le projet mené par ces hautes personnalités n'est pas seulement financier. Voici un extrait de la brochure "*Le Communisme est juif*" (Editions des œuvres latines, 1939, Paris), réplique à l'opuscule évoqué par l'auteur : "*Communism is not Jewish*". On y présente la banque Kuhn & Loeb et son premier grand dirigeant Jacob Schiff : "(Banque)...créée à New-York en 1875 par deux Juifs d'origine allemande et par un Juif d'origine russe, Wolf. Arrivé en Amérique vers 1865, Jacob Schiff, l'ancien commis de la maison Rothschild, épousa la fille aînée de Loeb et devint directeur de la banque. Pendant dix ans, J. Schiff fit peu de politique mais beaucoup d'opérations fructueuses et rattacha à sa firme les principales banques judéo-allemandes des USA : Speyer & Co, Seligman & Co, etc. Une fois maître de la finance américaine, J. Schiff prétendit *renouveler la civilisation* (sic !). Il fonda par exemple à l'université Columbia une chaire d'Economie sociale qui porte son nom, dont le premier titulaire Edward Dewine dans son cours d'ouverture revendiqua pour la haute banque, non seulement la suprématie sur l'économie et le droit de l'organiser, mais encore "*la direction spirituelle des affaires de l'humanité*" ! J. Schiff s'est rallié d'emblée au Marxisme... Or dès 1890, ce dictateur de la finance devint le maître d'un véritable trésor de guerre (il s'agit de la donation-fondation du baron Hirsch, juif d'origine allemande qui pilla l'épargne française et fit en Turquie une fortune de 10 milliards de francs, valeur de 1939). Une idée hantait le "baron" : créer une force de combat permanente et invincible au service de la race juive... Il créa la Jewish Colonisation Association, société anglaise pour la colonisation juive, avec le concours du conseiller juif du futur Edouard VII, Sir Ernest Cassel. Dès 1890, cette association avait été dotée d'un

Le comte de Saint-Aulaire a résumé la situation en quelques lignes éclairantes : "Tout comme la Grande-Bretagne avait partagé sa maîtrise des mers avec sa fille émancipée, de même la république des Etats-Unis a partagé avec la Grande-Bretagne la métropole d'Israël. Dans ce dernier partage, la maîtrise du monde doit se comprendre en un sens différent. Elle est passive plutôt qu'active. Elle est soumise plutôt qu'exercée. La maîtrise des mers est presque également répartie, mais la maîtrise d'Israël est inégalement supportée. Elle est plus complète sur Wall Street que sur la City^(*) de Londres ... La part prépondérante jouée par les grands banquiers juifs dans la révolution russe n'a plus à être démontrée. Ils ont déchaîné celle-ci sur le monde en liaison avec l'Allemagne d'où ils venaient et où ils avaient leurs associés." ⁽³⁹⁾

fond de 11 millions de £ sterling. En 1891, suite à un accord avec Jacob Schiff, une branche américaine fut fondée avec une première avance de 493.000 £ sterling. Bientôt son capital atteignit plusieurs milliards, et toute la société de colonisation releva de Jacob Schiff . Elle servira à transférer en Amérique des contingents massifs de Juifs qui renforceront la Juiverie des USA, mais en même temps elle utilisera le réseau de ses offices et les allées et venues de ses agents pour organiser et soutenir sur place l'action révolutionnaire dans les pays fournisseurs d'émigrants et surtout en Russie."

(*) (NDT : La City est celle des banquiers et financiers suivants : le groupe Rothschild qui la contrôle, la Barclays Bank, la Siegmund C. Warburg présidée par le juif Lord Roll of Ipsden adhérent du P.E.P., ex-président de la Banque d'Angleterre (la Warburg devenue filiale de la Swiss Bank Corp. de Georges Blum), la Baring Bros, la Kleinwort-Benson, banque d'affaires. Les principales concentrations financières de la City sont ainsi dirigées par les juifs allemands : Baring, Schroeder, Goschen, Kleinwort, Erlanger, Seligman, Japhet, Rothschild, avec aussi les Oppenheimer de la De Beers, le n°1 des mines d'or, de diamants, d'uranium, de vanadium, lié aux Rothschild dans la Anglo-American Corporation et principaux actionnaires de la Salomon Brothers de Wall Street). La Lazard Frères est également présente à la City comme à New York. (d'après le livre d'Epiphanius cité). S'y ajoutent aujourd'hui une cohorte de magnats juifs russes, devenus, grâce à leur coreligionnaire Boris Eltsine, les propriétaires des sociétés exploitant les ressources minières de Russie et de Sibérie.)

⁽³⁹⁾ "*Genève contre la paix*", p. 74 .

(NDT : la City est tout aussi soumise que Wall Street du fait de l'association étroite avec leurs confrères américains des Rothschild et des autres financiers juifs de Londres, unis dans leur volonté d'imperium mondial, et par leur domination de fait sur la Banque d'Angleterre dont fait état le P. Fahey. La domination d'Israël et de

APPENDICE

La nationalité de Lénine

Dans "*The Rulers of Russia*" (3ème édition, pp.28-30), j'ai mentionné plusieurs opinions sur la nationalité de Lénine sans les analyser de façon critique. La principale raison était que je n'avais pas été à même de retracer l'origine de la légende que Lénine avait épousé une juive et que ses enfants parlaient yiddish. Depuis, j'ai fini par découvrir dans "*Le Juif International*" de Ford, vol I, p. 214, ce qui semble être l'origine de cette histoire. On y lit ceci dans une masse d'informations utiles sur le Bolchevisme et la révolution russe : "Peut-être (Lénine) était-il un Gentil, mais alors pourquoi ses enfants parlaient-ils yiddish ?... L'explication de tout cela est peut-être qu'il avait épousé une Juive. Le fait est qu'il le fit. Mais une autre explication est peut-être qu'il était juif lui-même." *The International Jew*" ne cite aucune référence pour étayer ces affirmations. D'une part, il est certain que l'épouse de Lénine était Russe. Lénine peut avoir appris le yiddish, car il était continuellement avec des Juifs qui parlaient yiddish, mais avec sa femme il aurait parlé le russe. D'autre part, il n'a jamais été fait mention d'enfants de ce mariage.

Les auteurs semblent d'accord pour dire que la physionomie de Lénine n'était pas de type russe. "Astrakhan sur la rive nord de la Caspienne, écrit le RP. Walsh, S.J., était le lieu de naissance du père de Lénine, Ilia Ulianov, qui était d'une famille respectable de la classe moyenne qui s'était croisée de sang mongol : ce mélange était clairement visible dans l'expression du futur dictateur. Ce fut à Simbirsk sur la Volga que naquit Vladimir, le 10 avril 1870, alors que son père était là comme inspecteur des écoles rurales, poste qui lui donnait droit d'être appelé "Votre Excellence". Dans la même ville vivait la famille d'Alexandre Kerensky.⁽¹⁾

De son côté l'inspecteur Fitch du Service spécial de Scotland Yard, dont la mission fut de surveiller Lénine et Trotsky en Grande

ses financiers sur le Gouvernement anglais comme sur le Gouvernement américain est totale ...et par eux sur les "Alliés".)

⁽¹⁾ "*The Fall of the Russian Empire*", p.216. Le vrai nom de Lénine était Wladimir-Ilitch Oulianoff

Bretagne, témoigne également de son aspect non-russe : "Ce fut ma première vision de lui, déclare l'ancien détective, un Juif typique au crane lisse ovale, aux yeux étroits, avec une diabolique sûreté de tous les traits de son puissant visage magnétique. A son côté, était un type différent de Juif, le type de ceux que l'on voit dans n'importe quelle boutique de Soho, à gros nez, au teint jaune, avec de longues moustaches et agitant une petite touffe de barbe à son menton, avec une grande tignasse de cheveux dans tous les sens, c'était Leiba Bronstein, qui fut ensuite Lev Trotsky."⁽²⁾

Le R.P. Walsh attribue le caractère non-russe des traits de Lénine à un mélange de sang mongol. L'inspecteur Finch le caractérise comme juif. Léon de Poncins qui étudie avec soin ces questions dit que "l'origine de Lénine n'est ni claire ni bien définie. Du côté du père, il y a le mélange si fréquent en Russie de sang russe et tartare... Du côté maternel, il y a soupçon de sang juif. Sa mère était Maria Alexandrovna Blank, fille d'un docteur en médecine, Alexander Dimitrievitch Blank. Selon Pierre Chasle ("*Vie de Lénine*", Paris 1929, p. 3), Alexander Blank serait originaire de Volhynia et était médecin militaire. Sa femme, la grand-mère de Lénine est qualifiée officiellement d'Allemande dans la publication "*La Famille Oulianoff à Simbirsk*" (Institut Lénine, Moscou et Léninegrad, 1925, p. 20). Alexander Blank passe dans les cercles judéo-soviétiques pour un Juif qui avait été baptisé. Le nom de Blank est très répandu en Allemagne, et s'applique surtout à des Allemands, mais aussi à des Juifs. En Russie, le patronyme Blank s'applique surtout à des Juifs." Ce que dit là cet auteur semble un excellent résumé de l'état actuel de la question.⁽³⁾

(2) "*Traitors Within*" (Hurst and Blackett, 1933). Le jour en question, l'inspecteur Fitch était déguisé en serveur et apporta des boissons à Lénine et à ses camarades.

(3) "*La Mystérieuse Internationale juive*", p.99

CHAPITRE XVI

RÉACTIONS CONTRE LE NATURALISME DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Une réaction ordonnée implique d'accepter la Royauté du Christ dans son intégrité

Nous avons vu que l'histoire moderne depuis 1789 a dans une large mesure été la domination sur un Etat après l'autre du Naturalisme supranational de la Franc-Maçonnerie, derrière lequel a surgi de manière graduelle mais indiscutable l'internationalisme naturaliste encore plus fermement organisé de la nation juive. Or comme la société humaine tout comme les individus ne peut éviter les graves déviations de l'ordre à moins de se soumettre à Dieu par Notre Seigneur Jésus-Christ, cette révolte anti-surnaturelle a amené d'inévitables désordres et la décadence, qui a atteint même la vie naturelle des nations. L'imposition d'une forme anti-surnaturelle (de vie sociale) a nécessairement entraîné un déclin national. On l'a vu tout particulièrement dans les pays catholiques parce que les forces naturalistes ont consacré là une particulière énergie à renverser les éléments d'organisation surnaturelle qui y existaient encore. Cette attaque a eu des conséquences désastreuses pour leur vie nationale. Mais les pays protestants n'ont pas été épargnés pour autant. Chez eux cependant, du fait du divorce accepté entre le chrétien et le citoyen, le processus de désurnaturalisation (naturalisme) était déjà bien entamé. Il s'est poursuivi par l'extension de la légalisation du divorce, l'élimination de l'éducation chrétienne, et spécialement par la domination croissante de l'argent-roi. On en constate le résultat par le fait que les hommes sont traités en purs individus et non plus comme des personnes, dans le déclin de la vie de famille, dans la socialisation de la propriété et la soumission des nations à ceux qui sont les maîtres de la monnaie.

Au cours de vingt dernières années (NDT : la période 1919 et 1939), les hommes de réflexion dans chaque pays ont commencé à se

rendre compte de la nécessité d'une réaction contre les conséquences du Naturalisme, afin de protéger leur vie nationale et de maintenir leur indépendance.

Une réaction complète dans un pays quel qu'il soit impliquerait un retour à la pleine reconnaissance de tout ce que nous avons vu être impliqué par la Royauté du Christ en son intégralité. Cela voudrait dire, non seulement rejeter la domination des forces naturalistes anti-surnaturelles de la nation juive et de la Franc-Maçonnerie, mais aussi accepter le divin Plan pour l'Ordre, en reconnaissant la mission de l'Eglise Catholique et ses enseignements sur les relations entre l'Eglise et l'Etat, l'Eglise Catholique comme gardienne divinement instituée de la loi morale, du sacrement de mariage et de la vie familiale, de l'éducation de la jeunesse en membres du Christ, de la propriété privée et du rôle de la monnaie.

Examinons ce que furent les réactions de la Pologne, de l'Espagne, du Portugal, de l'Irlande, de l'Allemagne et de l'Italie, en les comparant dans la mesure du possible avec le divin Plan pour l'Ordre.

La réaction de la Pologne

La réaction de la Pologne est examinée ici en premier, pour la raison que nous avons donnée dans la Préface. De toutes les nations d'Europe qui exprimèrent jadis leur soumission à la Très Sainte Trinité dans le saint Sacrifice de la Messe avec le Christ Notre Seigneur, chef du Corps Mystique, la Pologne et l'Irlande sont les seuls pays où la population de souche n'a pas été poussée par Satan à se révolter contre la Messe. Ces deux nations ont commis des fautes et des erreurs, mais en regard du point central de l'Ordre dans le monde, elles n'ont jamais dévié. Satan semble avoir abandonné tout espoir de convaincre les Polonais de se révolter contre le Christ-Roi, et il vise simplement à les écraser et à effacer leur pays de la carte. Le Vicaire du Christ est confiant que l'attente de Lucifer sera déçue. "La Pologne, écrit le Pape Pie XII, couronnée de façon impérissable dans les pages de l'Histoire par sa longue carrière de loyauté à l'Eglise et

des services rendus à la civilisation Chrétienne, réclame de tous les yeux des larmes humaines et fraternelles. Elle place sa confiance dans cette Vierge Mère de Dieu qui est le Secours des Chrétiens, et elle patiente dans l'attente du jour où la paix et la justice seront restaurées, du jour où il lui sera finalement permis d'émerger saine et sauve des vagues qui l'ont engloutie." ⁽¹⁾

La résurrection de la Pologne après la grande guerre (de 1914-1918) ne se fit pas sans une sérieuse opposition des forces anti-surnaturelles. L'ouvrage "*The Cause of World Unrest*" publié en 1920 avec une introduction de l'éditeur du *Morning Post*, H. A. Gwynne, insiste beaucoup sur ce point :

"Il était notoire durant la Conférence de Paix, écrit l'auteur, que chaque fois qu'une décision favorable à la Pologne avait été obtenue, les notabilités juives de Londres s'empressaient de traverser le Channel dans le but de tenter de la faire révoquer.... Pourquoi ? *C'est qu'une Pologne forte n'est pas de l'intérêt des Juifs.* D'une part, combien d'Anglais sont informés de l'énorme population juive qui vit dans les frontières ethnographiques de la Pologne ? En 1910, la population juive mondiale s'élevait à environ 12.506.238 personnes, dont en 1900 pratiquement 5 millions vivaient en territoire polonais. Or il est aussi utile de noter que depuis la révolution russe de 1905 il y avait en Pologne un mouvement net pour se débarrasser du monopole exercé par les Juifs sur toutes les activités commerciales et financières du pays, cela au moyen de la création de coopératives. Il est évident

⁽¹⁾ Encyclique *Summi Pontificatus*, du 20 octobre 1939. Texte retraduit.

On doit rappeler ici le premier des cinq points de paix de Pie XII : "Un postulat fondamental de toute paix juste et honorable est d'assurer toutes les nations grandes ou petites, puissantes ou faibles, de leur droit à l'existence et à l'indépendance. La volonté de vivre d'une nation ne doit jamais signifier une sentence de mort pour une autre. Lorsque cette égalité des droits a été détruite, attaquée ou menacée, l'ordre demande que réparation soit faite, et la mesure et l'étendue de cette réparation est déterminée, non pas par l'épée ni par l'arbitraire décision de l'égoïsme, mais par les règles de la justice et l'équité réciproque." (Allocution au Collège des Cardinaux, du 24 décembre 1939).

Les programmes radio du Vatican en 1940 sur les souffrances de la Pologne ont rempli les auditeurs de tristesse et de pitié pour ce pays.

qu'un gouvernement national polonais fort développerait encore davantage cette politique, et que ceci pourrait mener à terme à des mesures qui seraient loin d'être les bienvenues pour cette énorme population juive concentrée dans ses territoires.... La Pologne ainsi créée par les pontifes de Paris commençait mal... Les Bolcheviques étaient extrêmement désireux d'assurer leur étreinte sur un Etat qui, avec sa foi Chrétienne et ses traditions occidentales, barrait leur marche en avant vers l'Ouest. Dans une lettre que Trotsky avait adressée aux Socialistes français dès octobre 1919, il s'était clairement vanté que la Pologne serait leur prochain objectif. L'offensive bolcheviste fut lancée en mars 1920, mais échoua.... Ainsi donc, dire que le Maréchal Pilsudski attaqua la Russie, comme le proclament à son de trompe les pacifistes et les bolchevistes en Angleterre jour après jour, est faux...

"Dès le début, une violente campagne anti-polonaise fut lancée en Angleterre, et les dockers et cheminots anglais furent incités à empêcher les expéditions de munitions à destination de Varsovie..."

"Le Dr E.J. Dillon, dans son livre sur la Conférence de Paix de Paris, dit ceci : "De toutes les collectivités dont les intérêts furent défendus à la Conférence, les Juifs étaient probablement ceux qui avaient le plus d'entregent et qui avaient à coup sûr les avocats les plus influents. Il y avait là des Juifs de Palestine, de Pologne, de Russie, d'Ukraine, de Roumanie, de Grèce, de Grande-Bretagne, de Hollande, de Belgique, mais le contingent le plus brillant avait été envoyé par les Etats-Unis."

A propos de la grande réussite des Juifs à cette Conférence de Paris que fut le Traité des Minorités, le Dr Dillon écrit : "Cela peut sembler étonnant à certains lecteurs, mais ce n'en est pas moins un fait qu'un nombre considérable de Délégués étaient persuadés que l'influence réelle derrière les peuples anglo-saxons était sémitique. Ils notèrent la contradiction des propositions du Président sur le sujet de l'inégalité religieuse, et en particulier l'étrange motif invoqué pour la justifier, avec les mesures imposées aux plus petits Etats pour la protection des minorités, mesures qui avaient pour principale caractéristique de satisfaire les éléments juifs d'Europe Orientale. Et ils conclurent que la série d'expédients imaginés et imposés dans ce

sens étaient inspirés par les Juifs assemblés à Paris dans le but de concrétiser leur programme bien préparé, qu'ils réussirent pour l'essentiel à faire exécuter." Il faut se rappeler que les demandes originelles des Juifs allaient bien au delà que celles qui furent effectivement sanctionnées par la Conférence."⁽²⁾

(2) Op. cit. pp.180-184. Pages 28 et suivantes du même ouvrage, on lit : "Courant juin 1920, les Macchabées honorèrent M Lucien Wolf au restaurant Holborn en l'invitant à un banquet. L'évènement fut rapporté par le *Jewish Guardian* du 11 juin dans un entrefilet dont voici la première phrase : "Honneur à celui à qui l'honneur est dû, et tout l'honneur à M Lucien Wolf, l'homme qui se battit pour les droits des Juifs à Versailles l'an dernier"... Plus loin, dans le même récit, nous tombons sur un autre passage significatif que voici : "Le second message était une lettre de M. Israel Zangwill : "Le Traité des Minorités a été la pierre de touche de la Société des Nations, cette aspiration essentiellement juive. Et l'homme clé derrière ce Traité des Minorités fut Lucien Wolf"... L'allocution de remerciements de M. Lucien Wolf pour toutes les choses aimables qui avaient été dites sur lui à ce banquet est rapportée en ces termes : "... Les membres Anglo-Juifs de la Délégation peuvent revendiquer comme leur le premier plan détaillé du Traité des Minorités. Ils le discutèrent avec les membres de la Commission des Nouveaux Etats, mais son principe fondamental avait déjà été accepté par les Puissances Alliées et Associées et par la Société des Nations. Bien que, dans l'enthousiasme à l'annonce du traité principal, tout le reste puisse être perdu de vue pour le moment, il leur rappela que le principe posé dans le Préambule de la Convention du Travail, qui affirmait les droits des classes ouvrières et leur garantissait la protection de la Société des Nations, reconnaissait que les droits des populations minoritaires étaient à mettre exactement sur le même plan"... Si l'on décortique cette explication, elle signifie que, de fait pour assurer des privilèges aux minorités (c'est à dire aux Juifs), on jugea opportun de camoufler cette avancée sous le prétexte "d'assurer les droits des classes ouvrières" et de les faire "garantir sous la protection de la Société des Nations... cette aspiration essentiellement juive".(NDT : l'impérieux Lucien Wolf, était fils de Céline Redlich, la fille d'un banquier juif de Vienne.(Lambelin, op. cit., p.118)

(NDT : Ajoutons qu'à l'évidence les droits des minorités ne tiennent que tant qu'elles sont juives ou non-chrétiennes utiles aux juifs comme instruments pour affaiblir la majorité chrétienne au pouvoir. Dès que les chrétiens perdent le pouvoir avec la majorité, il n'ont plus aucun droit, sinon de voir bafouer leurs lois, us et coutumes et de se taire, ou sinon de tomber sous le coup d'offenses à la loi ; In fine, ils seront désignés comme fous, terroristes, envoyés à la mort, au Goulag ou en asile psychiatrique comme en URSS, en Chine, au Viet-Nam. "Vous avez juridiquement tort, puisque vous êtes politiquement minoritaires" déclara le socialiste maçon Charasse, ex-ministre, dans les années 80 devant l'Assemblée nationale française,

La Conférence de la Paix s'est assurément montrée très généreuse vis à vis des Juifs, en particulier des Juifs de Pologne, comme Mgr Delassus le note dans "*Les Pourquoi de la guerre mondiale*" (t. II, p. 63) : "La Conférence, écrit-il, a créé en leur faveur un régime qui a fait d'eux un Etat dans l'Etat, sous l'égide des grandes Puissances. Ceci a suscité la réticence des Polonais à signer le traité que la Conférence leur proposait à signature ... L'Article 12 déclarait que ces stipulations constituaient des obligations internationales, et seraient placées sous la protection de la Société des Nations."

Depuis la Grande Guerre (de 1914-1918), comment les choses en Pologne ont-elles tourné en ce qui concerne la Royauté du Christ ? A un certain égard, elles tournèrent mal.

L'Article 114 de la Constitution Polonaise du 17 mars 1921, reconfirmée par la Loi Constitutionnelle du 23 avril 1935, stipule que "La foi catholique étant la religion de la grande majorité de la nation occupe une position primordiale dans l'Etat parmi les autres religions, lesquelles néanmoins jouissent de droits égaux". Ainsi la position primordiale assignée à la seule Religion Vraie instaurée par le Dieu fait homme tient simplement au fait qu'elle est la religion de la majorité du peuple, et non pas d'être la seule vraie. Des droits égaux sont accordés à toutes les religions. Ainsi, pour reprendre les termes du Pape Pie XI dans l'Encyclique *Quas Primas* (1925) *Sur la Royauté du Christ* : "La religion du Christ est mise au même niveau que les fausses religions et placée ignominieusement dans la même catégorie qu'elles".

Le rejet de l'amour condescendant de la Très Sainte Trinité qu'implique cette attitude est implicitement contenu dans la résolution passée par le Gouvernement Polonais le 10 juin 1941 qui déclarait : "Le Gouvernement Polonais partage les principes exposés par le Premier Ministre (le général Sikorski) aux Etats-Unis quant à la politique du Gouvernement concernant les Juifs, et en particulier s'associe à la déclaration sur cette question faite au Conseil National le 4 juin 1941, qui se lit comme suit : En accord avec la politique

s'adressant à la minorité. Telle est la loi à sens unique en "démocratie" moderne. N'est démocratique que ce qui est d'esprit juif, ou docile aux judéo-maçons.)

sincèrement démocratique du Gouvernement, le principe devoirs égaux, droits égaux liera la future Pologne devant tous les citoyens de la République, sans égard à la nationalité, à la race ou à la croyance. C'est la position fondamentale du Gouvernement, qui considère comme néfaste de cultiver toute politique antisémite".

La résolution du Gouvernement polonais assimile donc le respect des Droits de Dieu dans le Christ-Roi à de l'antisémitisme.^(*)

Dans *The Catholic Herald* de Londres du 31 octobre 1941, sous le titre "Is Poland Catholic ?" (La Pologne est-elle catholique ?) on lisait ceci : "La question peut sérieusement être posée à la lecture de l'Ordre du jour spécial émis par le général Sikorski à l'adresse des troupes polonaises partant combattre au service de la Russie Soviétique. Le Commandant en chef (le général Sikorski) parle noblement de leur responsabilité, de leur "active camaraderie, de leur invincible solidarité et de leur profonde dévotion", mais à moins que la dernière expression vague soit destinée à évoquer la question, nulle part on ne parle de Dieu et du Catholicisme."^(**) Or la Pologne est une

(*) (NDT : Ce n'est pas seulement le Gouvernement Polonais qui faisait cette assimilation, mais "la démocratie" moderne sous domination juive ! C'est même son critère premier.)

(**) (NDT : Le rédacteur du *Catholic Herald* était-il naïf ? Car il eut été surprenant et même osé que le chef du gouvernement maçonn Polonais invoque le Catholicisme et Dieu pour envoyer ses troupes au service des Soviétiques, champions de l'athéisme et de la révolution ! Concernant la Pologne, il faut poser enfin la question qui doit intéresser tous ceux qui veulent tirer les leçons de l'Histoire. Comment se fait-il qu'une nation nominalement catholique aux élites prétendues telles (?), ait eu depuis 1918, sinon dès avant, un Gouvernement maçonn qui prit part au démantèlement de l'Empire Austro-hongrois, obtenant la Galicie qui renforçait encore sa population juive, qui mena une politique absurde en complète harmonie avec la SDN judéo-maçonnique, politique machiavélique et belliciste d'instabilité européenne et du constant soutien de cette SDN au Pangermanisme, tout en prétendant à la paix, propageant en Pologne un nationalisme exacerbé sans se donner une armée et une défense capables de garantir son territoire et son peuple, comptant pour cela sur un Gouvernement français tout aussi maçonn et docile aux diktats antinationaux de la Juiverie Anglo-US contre la sécurité, la stabilité et la paix, et soutiens de la montée en puissance des Nazis (cf. "*Le Massacre de la Victoire*", et "*Les Racines de l'enfer*" d'Horace de Carbuccia, edit. Plon, et Perrin), un Gouvernement polonais enfin qui se livra à des provocations meurtrières.

nation catholique et en est fière. Les souffrances de la Pologne sont dues dans une large mesure à son esprit, fondé sur la vérité et la tradition Catholique. Le peuple polonais et les troupes polonaises sont presque entièrement constitués de Catholiques de naissance et de vues. Est-ce trop demander que dans un message de cette sorte soit rappelé par leur commandement l'inspiration religieuse de leur nation et de leurs vies ?".

Personne ne peut mettre en doute la sympathie du *Catholic Herald* pour la Pologne et sa cause, et ces remarques n'étaient donc pas formulées dans un esprit d'hostilité, mais le rédacteur semblait peu au fait des implications logiques de la Constitution polonaise et de la résolution précitée du Gouvernement polonais. Il ne serait pas "démocratique" de mentionner le Christ-Roi et Sa Très Sainte Mère. Et surtout il serait "non-démocratique" de proclamer que la Religion catholique est l'unique Vraie Religion donnée par Dieu pour que le monde y adhère.

Dans certains autres domaines, la Pologne a réagi contre le Naturalisme. Vers la fin décembre 1938, selon le *Irish Catholic* du 5 janvier 1939, fut émis un décret présidentiel dissolvant toutes les Associations Maçonnes et ordonnant la fermeture des Loges en Pologne. Selon cet article, les plus répandues étaient les Loges juives

contre les garde-frontières allemands pour amener la guerre de 1939, dont il fut ainsi largement co-provocateur ! Comme l'auteur l'a dit, *il ne suffit pas d'être nominale catholique : les élites du pays doivent l'être vraiment !* Sinon, le pays et le peuple en subissent les conséquences catastrophiques, même si le peuple est catholique. Cette politique maçonnique absurde, hyper-nationaliste et imprudente mena la Pologne à quarante-cinq ans d'occupation soviétique, de socialisme, d'athéisme, de paupérisme, où la population si anti-allemande ne chercha plus qu'à obtenir des passeports du pouvoir communiste pour aller travailler un temps en Allemagne de l'Ouest et en rapporter les biens dont l'Allemagne honnie abondait... Un peuple dépend de ses élites. Ceci explique l'histoire dramatique de la Pologne et pas seulement au XXe siècle. Il s'est écrit que le haut clergé y avait de longtemps utilisé des Juifs comme administrateurs de ses biens ...). A noter que le livre *«La Franc-Maçonnerie sous la IIe République»* (Czytelnik, Varsovie 1975) rapporte d'après l'ancien premier ministre Léon Kozłowski que la haute administration d'Etat comptait quelque mille neuf cents francs – maçons en 1938.

(B'nai Brith), les Loges allemandes et celles des Odd Fellows. En fermant les Loges, ajoute le rédacteur de l'article, les autorités policières publièrent en même temps les noms de leurs membres.⁽⁵⁾ De plus, par une loi promulguée en Pologne le 25 mars 1938, les personnes et organisations chrétiennes, juives ou musulmanes ne furent plus autorisées à produire et à vendre que les objets de dévotion et de foi de leur propre religion uniquement. La violation de cette loi était passible de trois mois d'emprisonnement et d'une amende de 3.000 zlotys. Les objets produits en contravention avec la loi étaient susceptibles de saisie.*

⁽⁵⁾Dans *"Les Sociétés Secrètes et la société"* (4e édition), vol. II, pp. 691-704, le RP. Deschamps décrit les efforts faits par la Franc-Maçonnerie pour prendre le contrôle des mouvements patriotiques de Pologne et les tourner en faveur d'une république démocratique (prétendue) et socialiste. Entre autres points intéressants, il mentionne que, lors de la seconde comme-moration de la révolution polonaise qui eut lieu en 1846 à Bruxelles, l'un des orateurs était Karl Marx. On connaît la grande sympathie que Marx avait pour les traditions de la nation polonaise (NDT : sympathie pour la tradition anti-Russe et les tendances anarchisantes de la nation, évidemment pas pour son Catholicisme !)

* NDT : D'après A. Iv. Dicky dans *«Jews in Russia and in the USSR»* (1967), ce fut le Roi de Pologne Casimir-le-Grand qui au XIVe siècle accorda aux juifs installés un statut d'autonomie dans tout l'Etat par extension de celui dont ils avaient joui depuis 1260 à Poznan et Kalisz et d'autres régions. Ce statut les assimilait à des fonctionnaires ou serviteurs de la Couronne, les juifs bénéficiant du droit à leurs propres juges et tribunaux au nom du roi, selon leurs organisations et lois coutumières de la synagogue. Ce statut ne souleva la protestation que d'un seul évêque. Il demeura en vigueur jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Ceci est confirmé dans l'ouvrage de Rupert *«L'Eglise et la Synagogue»*. Ce statut avait été obtenu du roi par sa maîtresse juive, cas banal. Le Traité de Versailles rétablissait en fait ce statut historique.

En Ukraine polonaise jusqu'en 1815, les juifs servirent de gérants et d'intermédiaires aux hobereaux lithuano-polonais et firent la classe commerçante : ils exploitèrent de manière si inique la population, allant jusqu'à exiger des droits pour chaque cérémonie à l'église locale du clergé Orthodoxe, qu'une révolte très sanglante contre juifs, polonais et uniates éclata en 1648-1650.

La réaction de l'Espagne

La réaction de l'Espagne contre les principes de la Révolution française ont été les plus poignantes et les plus profondes, car après la Russie ce fut en Espagne que les "droits de l'homme" furent les plus près de renverser les droits de Dieu. L'histoire de l'Espagne et du Portugal depuis le début du XIXe siècle a été bien résumée par le RP. Deschamps : "Les révolutions qui se sont succédées l'une après l'autre dans ces pays (Espagne et Portugal) ont été causées essentiellement par des rivalités entre différentes factions de la Franc-Maçonnerie. Celles-ci travaillent ensemble harmonieusement dans la lutte contre l'ordre social Chrétien, mais se déchirent mutuellement une fois parvenues au pouvoir... La même chose est vraie du Mexique..."⁽⁶⁾

La révolution espagnole de 1931 fut une révolution maçonnique. Léon de Poncins a reproduit un bulletin maçonnique qui le proclame à la face du monde. "La nouvelle République, y lisons-nous, est la parfaite concrétisation de nos doctrines et de nos principes. Il serait impossible de susciter une révolution politique plus complètement maçonnique que la révolution espagnole."⁽⁷⁾ Cette révolution maçonnique était conçue pour n'être que l'avant-coureuse de la révolution communiste, mais le général Franco se dressa pour se battre pour les droits de Dieu, et il sauva l'Espagne pour l'Ordre. Léon de Poncins, à l'Appendice IV de son ouvrage, fournit un décompte détaillé des nombreuses illégalités commises par les leaders

⁽⁶⁾ Op. cit., t. II., p. 668. Aux pages 668-680, l'auteur cite un certain nombre de documents maçonniques se rapportant à l'histoire secrète des révolutions espagnoles et portugaises. La remarque faite à propos du Mexique reçoit une ample confirmation dans "Mexico, the Land of Blood-drenched Altars" de Francis G. Kelly et dans "No God Next Door" du RP. M. Kenny, S.J.. Le RP. Kenny fournit un excellent résumé des documents montrant la responsabilité des Etats-Unis et de la Franc-Maçonnerie américaine dans la persécution de l'Eglise Catholique au Mexique.

⁽⁷⁾ "L'Histoire secrète de la Révolution espagnole" de Léon de Poncins, p. 24. Cet ouvrage et celui de J. Marques-Rivière "Comment la Franc-Maçonnerie fait une révolution" contiennent de nombreuses informations et documents.

maçonnico-communistes, grâce auxquelles ils purent s'emparer du pouvoir et s'auto-proclamer le gouvernement "élu" de l'Espagne. Le point culminant (de ces forfaitures) fut l'assassinat de Calvo Sotelo par des agents du Gouvernement agissant sur ordre du Ministre de l'Intérieur, qui transmettait là simplement les instructions émanant du Secrétariat général de la Franc-Maçonnerie.⁽⁸⁾ Survint alors le soulèvement de l'Armée commandée par le général Franco, qui amena la défaite des objectifs judéo-communistes et maçonniques.

A l'heure où nous écrivons (août 1941), la réorganisation de l'Espagne en accord avec le divin Plan pour l'Ordre se poursuit. L'Etat Espagnol reconnaît l'Eglise Catholique comme la seule véritable Eglise instituée par Notre Seigneur Jésus-Christ. Inutile d'ajouter cependant qu'il faudra du temps pour éliminer toutes les semences de désordre répandues depuis cent cinquante ans. Comme le général Franco le proclama dans son discours de victoire le 19 mai 1939 : "Nous, Espagnols, devons être sans illusion. L'esprit juif qui fut responsable de l'alliance du grand Capital avec le Marxisme et qui fut l'élément moteur derrière tant d'accords révolutionnaires anti-espagnols ne disparaîtra pas en un jour". La Franc-Maçonnerie fut interdite en 1940. ^(8 bis)

⁽⁸⁾ "Histoire secrète de la Révolution espagnole", p.227. Pages 168-183 de cet ouvrage, figure la traduction de documents officiels du Gouvernement portugais traitant de la part prise par le Gouvernement soviétique dans la préparation et la conduite de la guerre civile espagnole. Deux Juifs experts en révolution furent envoyés de Russie à Barcelone : Bela Kuhn et Losovski (alias Salomon Abramovitch Dridno). Dans la partie du pays soumise à Madrid, le programme défini par le Komintern fut exécuté point par point, etc.

(NDT : Moscou envoya ses organisateurs et New-York ses hommes : nombreux furent les juifs américains dans les Brigades Internationales. Le Général Franco se méprit grandement sur l'amitié du Gouvernement US ; on le verra lors de l'affaire du document Zabrowsky.)

^(8 bis) Un article dans *The Standard* (de Dublin) du 16 avril 1943 confirmait les espoirs dont nous avons fait état. Cet article traduit de "El Mensajero del Corazón de Jesus" publié par les RP. Jésuites de Bilbao disait ceci : "Nous pouvons dire sans hésitation que l'Espagne en tant que telle, l'Etat Espagnol en tant que tel, n'a jamais pratiqué une politique religieuse officielle plus publique, plus sincère et plus unanime que celle qui est menée actuellement par l'Espagne de Franco, dans

Compte tenu de l'influence, même sur des Catholiques, de la propagande communiste contre l'Espagne "fasciste", il est bon de citer au moins quelques phrases de l'allocution radiophonique du Pape Pie XII à l'Espagne, du 16 avril 1939 : "La propagande persistante et les efforts incessants des ennemis de Jésus-Christ, dit Sa Sainteté, me conduisent à croire qu'ils cherchèrent à faire de l'Espagne un suprême exemple des pouvoirs de destruction à leur disposition et qui sont disséminés sur la terre entière... Le sage peuple d'Espagne, avec cette générosité et cette droiture qui sont les deux caractéristiques de la noblesse de son âme, s'est dressé de manière décisive en défense des idéaux de Foi et de vie Chrétienne... et aidés par Dieu ... il fut à même de résister à la violente attaque de ceux qui, trompés par ce qu'ils croyaient être un idéal humanitaire pour le soulagement des humbles, combattaient en réalité pour l'athéisme."

La réaction du Portugal

La réaction du Portugal contre le désordre judéo-maçon a dans l'ensemble été paisible, mais il faut savoir que si le général Carmona et le Dr Salazar ont été à même de poursuivre leur œuvre de réorganisation ordonnée, la Franc-Maçonnerie n'est pas restée inactive. En 1931, puis de nouveau en 1935, le Grand-Orient tenta de les éliminer, mais il échoua.

laquelle Dieu nous a permis de vivre". La haine de Satan pour cette réaction catholique est visible dans le film " *Inside Fascist Spain* " (Dans l'Espagne fasciste).

(NDT : D'où provenait le film en question, d'Hollywood ? Hélas le ver était dans le fruit, en Espagne même, par la trahison menée par l'Archevêque de Madrid... protecteur le prêtre marranne Balaguer fondateur de l'Opus dei, avocat d'un néo-Christianisme libéral et oecuméniste, de collaboration avec les ennemis du Christ pour le progrès matériel, qui allait empoisonner toute l'Eglise de libéralisme laïciste sitôt après la guerre avec l'autorisation de Pie XII ! L'Archevêque devait se savoir soutenu du Vatican au plus haut niveau par les démo-Chrétiens qui y régnaient depuis les années 25. Le régime de Franco tomba vingt ans plus tard, pourri par les adeptes Opus dei de la démocratie libérale, et par la trahison au sein de l'Eglise qui affecta le monde entier. Rappelons que l'ouvrage de Balaguer "*Camino*", sorti en 1939 pour justifier son œuvre libertaire commencée en 1933, n'avait pas été condamné par l'Index du cal Ottaviani !)

Tout le monde sait que la révolution de 1910 qui mit fin à la monarchie fut l'œuvre de la Franc-Maçonnerie. Comme toujours, il existait une sous-maçonnerie chez les Carbonari portugais.⁽⁹⁾ Le héros de la révolution de 1910 était le frère . . carbonaro Machado Santos. La république fut proclamée le 5 octobre 1910. Trois jours plus tard, le Gouvernement provisoire réactivait les lois contre les Jésuites et les autres Ordres religieux, puis le politicien maçon Alfonso Costa promulguait la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, affirmant en même temps que dans deux générations le Catholicisme aurait disparu du Portugal. La dictature maçonnique instaurée en 1910 inaugura la période la plus triste de l'histoire du Portugal. De 1910 à 1926, il y eut seize révolutions et quarante changements de Gouvernements. Lors de l'une des révolutions, en 1921, le "héros" de la révolution de 1910, Machado Santos, fut pris par d'autres "héros" plus modernes et exécuté sommairement. Le 28 mai 1926, l'Armée se souleva et mit fin aux désordres en éliminant les révolutionnaires professionnels.

Mais les chefs de l'Armée étaient sans compétences en matière financière. Dieu avait préparé un sauveur pour le pays en la personne du Dr Salazar, qui devint ministre des Finances en avril 1928. Il avait été ministre quelques jours en 1926, mais un autre avait pris sa place, et il était retourné à l'Université de Coimbra où il était professeur de Finance. Lorsqu'en 1928 les finances du pays se trouvèrent dans une situation désespérée, la Société des Nations accorda un prêt, mais demanda de prendre le contrôle absolu des finances du Portugal. Le

⁽⁹⁾ Peu après la proclamation de la république, le frère . . Furnemont, Orateur du Grand-Orient de Belgique, fit cette déclaration triomphale : "Vous vous souvenez, frères . . , du profond sentiment de fierté que nous avons tous ressenti lorsque nous apprîmes il y a quelques temps la nouvelle de la révolution portugaise... Ce fut un coup de tonnerre pour les non-initiés, mais nous, frères, nous savions. Nous étions informés de l'admirable organisation de nos frères maçons portugais... Nous gardâmes le secret de ce glorieux événement". Un peu plus tard, en 1911, le frère . . Machado Santos publia son Rapport intitulé "*La Révolution Portugaise*", dans lequel il affirmait : "Le succès de la révolution portugaise est l'œuvre exclusive de la Franc-Maçonnerie". Sur tous ces points et d'autres, voir le splendide livre de Léon de Poncins "*Le Portugal renait*", et celui du Dr F. Wichtl "*Weltfreimaurerei, Weltrevolution, Weltrepublik*", (11e édition), pp.107-113.

Gouvernement refusa fièrement et appela alors Salazar. Celui-ci accepta et devint Ministre des Finances. Depuis 1932, il a pris la charge de Premier Ministre en même temps que celle des Finances et s'est consacré à restaurer l'ordre dans la mentalité et la volonté nationale en même temps qu'à rétablir la stabilité économique et financière. Catholique convaincu, sa réforme de l'Etat est entièrement fondée sur sa conviction du fait sur lequel nous avons tant insisté dans cet ouvrage que tout être humain n'est pas seulement un individu mais une *personne*, et que l'Etat est pour le développement de la personne du membre du Christ à travers la famille. Il travailla donc à cultiver la solidarité des citoyens pour le Bien Commun, sans les réduire au niveau de purs individus. Dans ses réformes économiques, le Dr Salazar a donc visé à inverser le grand désordre des temps modernes, par lequel l'homme est subordonné à la production des biens matériels, et cette production subordonnée à la Finance.⁽¹⁰⁾

En ce qui concerne les points du divin Plan pour l'Ordre sur les rapports entre l'Etat et l'Eglise Catholique, la Famille, et l'Education des membres du Christ, la Constitution portugaise favorise le retour à l'ordre, tout en considérant prudent de tenir compte des effets de la décadence et d'attendre le développement d'une bonne mentalité en regard du divin plan, à travers l'éducation. C'est ainsi que "l'Etat maintiendra le régime de séparation en ce qui concerne la Religion

⁽¹⁰⁾ Pour un excellent résumé des réformes financières du Dr Salazar, lire "*The Truth about Portugal*" de B. Berthon Waters (The Irish People Publications, N°7).

(NDT : Le Dr Salazar ne fut pas seulement un éminent technicien qui redressa les finances du Portugal dans des circonstances difficiles, il fut plus encore un grand chef d'Etat qui réforma l'Administration et son pays, et probablement l'un des plus éminents chefs d'Etat du XXe siècle. Lire ses discours expliquant sa ligne de pensée et son œuvre dans le livre déjà cité "*Une révolution dans la paix*" (Flammarion, 1937). Sa construction de l'Etat corporatif fut exemplaire. Il fut cependant victime d'une illusion fatale : croire possible l'union nationale des tenants de toutes origines et croyances ; or on ne peut allier les sectateurs de Belial avec ceux du Christ. Les ennemis du Christ chercheront toujours à s'infiltrer pour exagérer les mesures d'ordre, afin de miner la popularité de tout bon régime et amener sa destruction.

catholique et les autres religions ou cultes pratiqués sur le territoire portugais"⁽¹¹⁾, mais entretiendra des relations diplomatiques avec le Saint Siège avec réciprocité de représentation. Le mariage civil et le divorce sont permis, mais l'Etat ne permet pas aux Catholiques mariés par l'Eglise de demander le divorce civil. L'Etat ainsi ne facilitera pas la révolte contre le Christ de Catholiques membres du Christ. L'Article XXIV du Concordat de 1940 stipule : "En harmonie avec les qualités essentielles du mariage catholique, il est entendu que, par le fait qu'elles ont contracté un mariage canonique, les parties doivent renoncer à la faculté civile de demander le divorce, qui par conséquent ne peut être appliqué par les Tribunaux civils aux mariages catholiques".

L'Article XXI sur l'Education arrête que "L'enseignement donné par l'Etat dans les écoles publiques devra être guidé par les principes de doctrine et de morale chrétienne, traditionnels dans le pays. Par conséquent la Religion et la morale catholique seront enseignées dans les écoles publiques élémentaires, complémentaires et intermédiaires aux enfants dont les parents ou les avant-garde n'ont pas introduit de demande en sens contraire. Dans les asiles, orphelinats et établissements officiels d'éducation ou de correction et de réforme pour enfants sous la responsabilité de l'Etat, la Religion Catholique sera enseignée, et l'observance de ses pratiques assurée aux frais de l'Etat. Pour l'enseignement de la Religion Catholique, les manuels utilisés doivent être fournis par les autorités ecclésiastiques, et les

⁽¹¹⁾ "*Constitution politique de la République Portugaise*" (Editions S.P.N, Lisbonne p. 17)

L'Article I du Concordat de 1940 déclare : "Le Gouvernement Portugais reconnaît la personnalité de l'Eglise Catholique devant la loi. Des relations amicales avec le Saint Siège seront maintenues de la manière traditionnelle par la nomination d'un Nonce Apostolique auprès de la République portugaise et d'un Ambassadeur du Portugal auprès du Saint Siège".

(NDT : Comme pour l'Espagne et le monde entier, cet effort de redressement du Portugal par Salazar fut anéanti par la contamination des élites par le libéralisme de l'Opus Dei de Balaguer, mouvement pseudo religieux autorisé par Pie XII en 1947 et 50, épaulé par le Modernisme de la quasi-totalité de la Curie Romaine et des ordinaires après 1945... l'effondrement était inévitable. A noter que le Pape Pacelli avait fait ses études sacerdotales dans sa famille, avec comme professeur de théologie... Mgr Duchesne !

enseignants seront nommés par l'Etat en accord avec lesdites autorités. En aucun cas l'instruction religieuse ne sera donnée par des personnes non approuvées comme compétentes par les Autorités ecclésiastiques."

C'est donc en reconnaissant le fait que l'homme *n'est pas seulement un individu* subordonné à l'Etat, *mais une personne* dont le bien-être et le développement sont le but de l'Etat, que l'Etat Corporatif portugais s'avérait supérieur à l'italien. "Il y a indubitablement des systèmes politiques, déclara le Dr Salazar, avec lesquels la nationalisme portugais a des similitudes et des points de contact... "Nous souhaitons cependant qu'il soit bien compris que nous n'avons pas d'un côté éliminé les erreurs et les vices du faux libéralisme et d'une fausse démocratie pour en embrasser d'autres qui peuvent éventuellement être pires encore, mais plutôt pour réorganiser et renforcer le pays avec les principes d'autorité, d'ordre et de tradition nationale, en harmonie avec ces vérités éternelles qui heureusement sont le patrimoine de l'humanité et l'apanage de la civilisation chrétienne."⁽¹²⁾

L'Etat portugais est autoritaire, mais non totalitaire. Le 26 mai 1934, le Dr Salazar avertit le Congrès de l'Union Nationale du danger de confondre les deux.

"Nous devons, déclara-t-il, écarter de nous la tendance à former ce que nous pourrions appeler l'Etat totalitaire. L'Etat qui subordonnerait tout sans exception à l'idée de la nation ou de la race, représentée par lui moralement, légalement, politiquement et économiquement, se présenterait comme un être omnipotent, ayant son origine et sa fin en soi, auquel toutes les manifestations individuelles et collectives seraient soumises, et qui assumerait un absolutisme pire que celui qui présida aux régimes libéraux, car au moins ces régimes ne se soustrayaient pas à la destinée humaine. Un tel Etat serait essentiellement païen, évidemment incompatible avec le caractère de notre civilisation chrétienne. ... La Constitution approuvée par plébiscite rejette comme irréconciliable avec ses

⁽¹²⁾ Discours sur "*Le Nouvel Etat Portugais dans l'évolution politique de l'Europe*"

objectifs tout ce qui directement ou indirectement procède du système totalitaire. Elle commence par établir la moralité et la loi comme limites à sa souveraineté. Elle charge l'Etat de respecter les droits naturels des individus, des familles, des Corporations et les autonomies locales. Elle sauvegarde la liberté et l'inviolabilité des croyances et des pratiques religieuses. Elle assigne aux parents et à leurs représentants l'instruction et l'éducation de leurs enfants. Elle garantit la propriété, le capital et le travail dans l'harmonie sociale".

L'Organisation Corporative a pour fin la destinée supérieure de la nation et des personnes qui la constituent : "Dans l'organisation des Corporations économiques, déclara le Dr Salazar, les intérêts qu'elles défendent doivent être gardés en vue, ou mieux les intérêts de la production doivent être subordonnés, non seulement à l'économie nationale dans son ensemble, mais aussi à la finalité spirituelle et à la destinée supérieure de la nation et *des personnes* qui la constituent."⁽¹³⁾ En d'autres termes, parce que les sujets portugais ont droit à une existence libre et digne (en tant que personnes), le droit du Portugal à la même existence digne et libre doit être respecté par tous. La prospérité de la collectivité transcende la prospérité de l'individu tout en lui étant indispensable. "Le pluralisme politique admet la réalité de la Corporation ou association professionnelle, écrit S. George West, et lui accorde une place reconnue dans l'organisation de la société, mais n'envisage pas l'Etat comme le représentant de toute la vie organisée de la société ... Le pluralisme politique met ainsi l'accent davantage sur la liberté que sur l'autorité. L'Etat corporatiste italien reconnaît également la réalité des associations professionnelles, mais cherche à faire de ses Corporations des acteurs subordonnés de la vie de l'Etat-Nation, qui est essentiellement souverain. Le Fascisme témoigne de la préférence hégélienne pour l'ordre... L'Etat Corporatiste portugais accepte la réalité des associations professionnelles, communes au pluralisme politique et au Fascisme,

⁽¹³⁾ Même discours que ci-dessus. Dans l'Etat portugais de Salazar, les corporations ne sont pas seulement de nature économique, elles concernent toutes les fonctions et organisations sociales, et ainsi l'Etat dans sa totalité prend une forme corporative : Cf. "*Une Révolution dans la Paix*".

mais il répudie la liberté sans autorité du premier et l'autorité sans liberté du second, leur substituant la formule Autorité et Libertés, qui est le quatrième des dix commandements du nouvel Etat Portugais."⁽¹⁴⁾

Par deux fois, les forces de la Franc-Maçonnerie tentèrent de renverser cette œuvre de réforme. Au célèbre discours de Salazar du 30 juillet 1930, le Grand-Maître du Grand-Orient Portugais répliqua par un message secret aux Loges maçonniques de se préparer à la lutte finale contre "l'Etat despotique et de domination absolue, reviviscence des Etats impérialistes et théocratiques du Moyen-Age... Où est donc la source de cette force cachée qui pousse les Portugais à opérer une telle attaque des libertés publiques et des caractéristiques démocratiques de notre nation ? Nous savons bien

⁽¹⁴⁾ "The New Corporative State of Portugal", de S. George West, maître de conférences de Portugais à l'Université de Londres, pp. 22-29 (Éditions SPN, Lisbonne). Voici le quatrième des Dix commandements en question : "Le Nouvel Etat répudie l'idée d'Autorité sans Liberté, tout autant que celle de Liberté sans Autorité. Il repose sur l'Autorité et les libertés spécifiques, comme compatibles et étant de fait des facteurs mutuellement nécessaires." Le N°5 est le suivant : "Dans le Nouvel Etat, l'individu a sa place dans la société en tant que membre de groupes naturels, à savoir la Famille, la Guilde ou Corporation, la Municipalité, et à ce titre jouit de tous les droits nécessaires. La Nouvel Etat ne s'intéresse pas aux abstraits Droits de l'Homme, mais aux libertés concrètes des hommes ". Les libertés concrètes des hommes reposent sur leurs devoirs envers Dieu.

(NDT : Le Dr O. Salazar a lui-même rassemblé dans "Une révolution dans la paix" quelques enseignements de six années de son gouvernement selon les principes catholiques et le pragmatisme qui le caractérisait et dont il attribuait avec modestie la paternité à l'Action française. Cet ouvrage est d'un grand intérêt. Mais que le pluralisme libéral offrirait "la liberté sans l'autorité" est inexact ! Cette "liberté" est celle du "renard libre dans le poulailler libre", où la haute finance et les groupes doctrinaux qui lui sont liés font régner la loi de l'Argent, et l'arbitraire dogmatique des Anti-christs : les libertés ne sont que pour eux ; celles du peuple et pour le Vrai et le Bien se restreignent comme peau de chagrin sous la loi de ces gouvernements "démocratiques" ... Salazar le dit d'ailleurs dans l'ouvrage évoqué. Le message qui suit du Grand-Orient démontre qu'en démocratie la liberté n'est que pour les obédiences maçonniques, leurs agissements et leur presse, et que l'opinion catholique et patriotique y est combattue, neutralisée et exclue de l'Etat... C'est ce qui eut lieu après la mort de Salazar et en Espagne, et n'a cessé de se confirmer (cf. "Toward World Government" de Deirdre Manifold.)

que cette source est le Vatican ! Il est manifeste que c'est de là que vient la pression qui neutralise toutes les tentatives d'amener une paisible transformation de la dictature en une république démocratique et parlementaire, neutre en religion... La conception de l'Etat Corporatif décrite dans le discours du Dr Oliveira Salazar du 30 juillet 1930 contient le programme le plus obscurantiste de toutes les dictatures. Par un vigoureux effort de l'esprit maçonnique, il nous faut regagner la liberté qui nous a été ravie de travailler à la grandeur de notre pays et principalement au bien de l'Humanité. Au Portugal comme ailleurs, ce dernier est l'objet de complots et de secrètes manœuvres, tendant à amener un retour à l'ignorance moyenâgeuse."⁽¹⁵⁾

L'action maçonnique suivit rapidement en 1931 sous forme de révoltes, à Madère, en Guinée et dans les Açores. De nouveau, après la promulgation de deux lois, l'une du 13 mai 1935 concernant les fonctionnaires de l'Etat, et l'autre du 21 mai contre les sociétés secrètes, la police écrasa dans l'œuf un autre mouvement révolutionnaire.

Aux termes de la loi du 21 mai 1935, "Tous les fonctionnaires de l'Etat et les membres civils, politiques et militaires des services publics doivent désormais attester par écrit et sur l'honneur qu'ils ne sont pas membres d'une société maçonnique ni d'aucune société secrète, et qu'ils n'ont pas l'intention d'entrer dans une telle société. "Le Rapport du Dr De Andrade, professeur de Droit à l'Université de Lisbonne, présentant la Loi à l'approbation de l'Assemblée Corporative, caractérisait la Franc-Maçonnerie d' "Etat dans l'Etat, visant à remplacer la civilisation chrétienne par une civilisation maçonnique (naturaliste). "

⁽¹⁵⁾ "Le Portugal renaît " de Léon de Poncins, pp.73-75. ce message maçonnique fut diffusé dans le courant de 1930.

(NDT : Le message du G-O était d'autant mensonger que le Vatican de l'époque était acquis, en la personne du Secrétaire d'Etat Gasparri et de Pie XI, à la démocratie pluraliste et laïciste, et que la réaction portugaise avait été autonome et spontanée, ce que le Grand-Maître ne pouvait ignorer : le Vatican ne l'avait en rien favorisée.

La réaction de l'Irlande

La résistance nationale à l'Angleterre a tellement absorbé l'attention des Irlandais qu'assez peu d'entre eux ont envisagé cette lutte dans ses rapports avec le conflit bien plus étendu et plus intensément réel entre Notre Seigneur Jésus-Christ et Satan. Ils savent certes que lorsque l'Angleterre embrassa la forme de désordre qui prévalut au XVI^e siècle, l'Irlande demeura fermement attachée à l'Ordre, mais ils ne savent pas exactement quel a été l'effet de la Révolution française sur l'Irlande, considéré du point de vue de la vraie bataille qui se déroule en ce monde. Nous avons vu que le progrès de la Révolution française s'est traduit par la renonciation successive des Etats à toute reconnaissance du Corps Mystique du Christ et de l'ordre surnaturel, sous l'influence de l'internationalisme naturaliste de la Franc-Maçonnerie et de la nation juive. En conséquence de quoi, toutes les religions sont placées sur le même pied, c'est à dire que l'Eglise Catholique est placée "au même niveau que les sectes hérétiques et même que la perfidie judaïque", pour employer l'expression du Pape Pie VII.⁽¹⁶⁾ L'Etat se déclare ainsi indifférent dans la lutte entre Notre Seigneur Jésus Christ et les nouveaux messies, et nous savons que "*celui qui n'est pas avec Moi est contre Moi*" (St Matthieu XII, 30).

Une grande ignorance du sens du naturalisme

L'ignorance très répandue en Irlande du sens du naturalisme et de la signification des principes de 1789 est démontrée par les exhortations répétées adressées aux Irlandais d'accepter sans discrimination les principes de Wolfe Tone et de James Conolly. L'une des grandes tragédies de l'existence de ces personnages est qu'ils furent pris dans des mouvements dont ils furent loin de réaliser le sens profond et l'orientation ultime. Cette tragédie fut encore plus poignante dans le cas de John Conolly que pour Wolfe Tone, car sa dévote réception des Sacrements et la récitation du rosaire avant sa

⁽¹⁶⁾ Encyclique *Post tam diuturnas* (1814).

mort montra qu'il croyait fermement en la divinité de Notre Divin Sauveur et qu'il honorait Sa Très Sainte Mère.

Commençons par examiner l'ignorance de Wolfe Tone du véritable Ordre du monde et la signification profonde du mouvement qu'il voulut propager en Irlande.

Wolfe Tone et le Vicaire du Christ

La citation suivante de l'agenda de Wolfe Tone montre que, non seulement il était opposé à la souveraineté temporelle du Pape sur les Etats Pontificaux qui étaient la providentielle sauvegarde de l'indépendance du Vicaire du Christ, mais que toute son attitude envers le Vicaire du Christ n'était que haine et mépris :

"*1er mars 1798.* Un événement d'une rare magnitude a eu lieu, à peine inférieur en importance à la Révolution française. Le Pape est détrôné et en exil. Les circonstances de ce grand événement sont telles qu'elles me donnent la satisfaction intellectuelle qu'il y a une Providence spéciale guidant les affaires de l'Europe en ce moment, qui fait tourner toutes choses à la grande fin de l'émancipation de l'espèce humaine du joug de la superstition politique et religieuse sous lequel nous avons longtemps gémi. Il y a quelques mois... Buonaparte accorda au Pape une paix et qui était généreuse ; elle fut signée à Tolentino... Bien des gens pensèrent à l'époque, et j'étais du nombre, qu'il n'était pas avisé de laisser échapper une opportunité aussi favorable de détruire à jamais la tyrannie papale... On aurait pu penser que d'avoir ainsi échappé de peu aurait pu détourner le Pape de s'embarquer inconsidérément dans une seconde joute avec la République, son existence même, comme c'était le cas, étant sous la dépendance d'un souffle de Buonaparte, qui d'un seul mot pouvait le supprimer. Mais la Providence dans sa propre sagesse et pour ses grandes visées, pour le bonheur de l'homme et le complet établissement de la liberté civile et religieuse semble avoir tout à fait privé de bons sens et d'intelligence le Pape et ses Conseils... La mesure de la folie et de la malignité du Gouvernement Papal fut remplie même jusqu'à trop plein. L'Ambassadeur (français) quitta Rome instantanément avec sa famille, annonçant ces événements au Directoire, qui donna ordre au général Berthier de marcher avec

l'invincible armée d'Italie sur l'ancienne capitale du monde. En quelques jours, il put prendre tranquillement possession de Rome, dont tous ceux qui étaient impliqués dans la dernière transaction abominable avaient fui, le Pape y restant seul. A son arrivée, le peuple de Rome s'assembla au Capitole, déposa le Pape formellement, et se déclara libre et indépendant, se choisissant un Gouvernement provisoire sous les anciennes dénominations de Consuls, de Préteurs et d'Édiles. Deux ou trois jours après, le Pape quitta Rome en compagnie de deux aides-de-camp français, et, où il s'en est allé, je ne le sais pas encore ... "Comme tu es tombé du Ciel, Ô Lucifer, fils du matin". Les Révélations ont nombre de belles choses sur ce sujet, concernant "la Bête et Babylone", etc., " Des dix cornes du Pape, Dieu nous bénisse, j'en ai déjà brisé quatre. " Il est désormais *Prélat in partibus*, il a perdu ses moyens, ses cardinaux, ses richesses, tout a disparu, et il ne lui reste que ses Clefs. C'est une triste chute pour le "Serviteur des Serviteurs de Dieu", mais il est indigne de moi d'insulter ce vieil homme dans ses malheurs. *Requiescat in pace.*"⁽¹⁷⁾

Wolfe Tone et les Juifs dans l'attente du messie naturel

Non moins éclairants quant à l'ignorance de Wolfe Tone de l'Ordre du monde sont ses commentaires sur l'attente juive du messie naturel :

"21 au 24 avril 1798 : Les derniers journaux de Paris mentionnent que Buonaparte s'est embarqué résolument pour prendre le commandement de l'expédition qui se prépare en Méditerranée....

⁽¹⁷⁾ Cette citation comme les suivantes est tirée de "*Life of Theobald Wolfe Tone, Founder of the United Irish Society*" rédigée par lui-même (et publiée par son fils, William Théobald Wolfe Tone, édition de 1836, Washington, imprimé par Gales & Seaton), t. II, p. 454-466.

Il est intéressant de lire dans "*L'Église Romaine face à la Révolution*" de Crétineau-Joly, t.1, p. 184. le récit de l'incident qui servit de prétexte à l'invasion de Rome par les Français. Sur la déposition du Pape par le peuple romain, Crétineau-Joly écrit : "Au nom du peuple libre et souverain de Rome, une députation de Juifs, d'étrangers et de mercenaires de la Révolution représentant les fantômes de Caton, Pompée et Brutus évoqués par le futur prince de Wagram (le général Berthier) eurent l'impertinence de déclarer à Pie VI qu'il avait perdu ses droits temporels."

L'objet déclaré est l'Égypte et la Syrie. En ce qui concerne ce dernier pays, dans lequel la Palestine est incluse, je vois aujourd'hui dans *The Telegraph* un article qui m'a beaucoup frappé. C'est une proposition d'inviter les Juifs de tous les coins du monde à retourner à leur pays d'origine et à restaurer leur ancien Temple... Il est donc non seulement possible, mais hautement probable, que les Juifs puissent une fois de plus être rassemblés, et le Temple restauré. Les Français évidemment auront soin d'exiger des avantages en retour, et un pas de géant est immédiatement fait en Asie...

"Je vois de plus en plus chaque jour qu'après dix ans de guerre et la défaite de tous les despotes d'Europe unis, la Révolution française n'en est encore qu'à ses débuts ; l'Hercule est encore dans ses langes. Quel peuple ! En combinant le projet annoncé avec la chute du Pape, je ne peux plus douter qu'une personne... puisse construire d'extraordinaires systèmes ... Si les Juifs sont restaurés, comme leur richesse est immense en Europe et incalculable en Asie, la République exigera bien entendu quelques " shekels d'or" avant de consentir à l'élévation du Tabernacle..."⁽¹⁸⁾

Tone montre donc ici son indifférence vis à vis du véritable Messie et du messie naturel que les Catholiques nomment l'Antéchrist.

Wolfe Tone, le naturalisme et l'anti-surnaturalisme

L'évident naturalisme (NDT : ou matérialisme) de la Révolution demeura inaperçu de Wolfe Tone. En fait, le culte de la nation semble lui avoir monté à la tête :

"30 mars 1796 : Nous sommes allés aujourd'hui à l'église St Roch, à la Fête de la Jeunesse ; tous les jeunes de l'arrondissement ayant atteint l'âge de seize ans devaient se présenter spontanément devant la municipalité et recevoir leurs armes, et ceux qui avaient atteint vingt-et-un ans devaient être inscrits sur la liste des citoyens afin d'obtenir leur droit de voter pour les Assemblées. L'église était décorée aux couleurs nationales et d'une statue de la Liberté avec un autel illuminé devant elle C'est aux pieds de la statue que siégeait la municipalité, et les bas côtés de l'église étaient remplis d'une foule de spectateurs, parents et amis des jeunes gens, laissant vacant un

⁽¹⁸⁾ Op. cit., vol II, pp. 478.

espace au milieu pour la procession. Celle-ci consistait en l'Etat-Major des sections composant l'arrondissement, les gardes nationaux en armes, les officiers des sections, et, en fin de cortège, les jeunes gens qui devaient être présentés.... Lorsque ceux-ci furent armés, leurs parents et leurs maîtresses les embrassèrent, et ils revinrent à leur place. Il est impossible de rien concevoir de plus intéressant que le spectacle qui se déroulait, la fierté et le plaisir dans l'attitude de tant de jeunes femmes... J'étais dans l'enthousiasme. Je ne m'étonne pas des miracles que l'Armée française a accomplis dans les combats pour leurs libertés".⁽¹⁹⁾

En outre, l'anti-surnaturalisme (le matérialisme et laïcisme) de la Révolution française plaisaient à Tone :

"Il (Clarke) en vint à l'influence du clergé catholique sur les esprits du peuple (Irlandais) et à la crainte dont celui-ci leur déformait l'esprit contre la France. Je l'assurai, comme c'est effectivement le cas, qu'il était bien plus probable que la France tournerait le peuple contre le clergé ; que ces dernières années, c'est à dire depuis la Révolution française, un étonnant changement en ce qui concerne l'influence des prêtres s'était produit en Irlande. Je lui ai mentionné la conduite de ce corps, en attendant la fin de l'affaire catholique, et

⁽¹⁹⁾ Op. cit., vol II, p.76.

(NDT : Voilà les valeurs révolutionnaires adoptées par les pontifes de Vatican II depuis Jean XXIII : Et c'est à la désacralisation des églises que les Catholiques ont pu assister médusés depuis le début des années 1970, ces édifices sacrés ayant été pour la plupart dépouillés de leurs ornements décoratifs et de piété, dons des fidèles des siècles passés, et servent dorénavant (contre le loi) à tout et n'importe quoi : expositions de tableaux (obscènes compris), spectacles de danses dont le bulletin *Introibo* fit la recension non exhaustive à la cathédrale de Coutances, à Grenoble, mais aussi à l'église St Michel des Jésuites de Bruxelles, à St Adolphe de Howard au Canada et lors de la Conventiion de la College Theology Society jésuite en mai 1968 (photos de la presse canadienne reproduites dans «*Saul, pourquoi me persécutes - tu ?* » de Michel San Pietro), concerts en tous genres et de rock culminant en orgies comme dans la cathédrale de Reims le 13 décembre 1974, avec l'aimable accord de Mgr Ménager l'archevêque du moment. Mais nombre des "catholiques traditionalistes" et leurs clerks désignent cette hiérarchie apostate et sacrilège comme légale ou "légitime et comme celle de l'Eglise Catholique" !!! Or Notre Seigneur nous a dit : "*Jugez l'arbre à ses fruits*"...)

combien ils avaient perdu de réputation à ce propos, et cela à juste titre." ⁽²⁰⁾

De fait, l'un des bénéfices que Tone attendait de la "liberté" pour les Catholiques irlandais était le déclin de la Foi. Dans son "*Argument on behalf of the Catholics of Ireland*", nous lisons : "La persécution a lié le papiste irlandais à son prêtre ; le lien d'union s'est resserré avec l'oppression ; son relâchement le défera. L'Irlandais libéral et émancipé peut aller à la messe, peut dire son chapelet ou asperger d'eau bénite sa maîtresse, mais ni l'un ni l'autre ne feront attention aux foudres rouillées et éteintes du Vatican ou aux futiles anathèmes que Sa Sainteté est d'ailleurs aujourd'hui trop prudente et circonspecte pour émettre." ⁽²¹⁾

L'ignorance chez Wolfe Tone du sens réel de la Maçonnerie

Tone ne s'aperçut pas que l'anti-surnaturalisme des Illuminés était la force motrice derrière la Révolution, et qu'en conséquence ses crimes et ses excès n'étaient que la suite logique de la formation reçue dans les Loges.⁽²²⁾ Dans son "*Address to the People of Ireland*", il écrit : "Malgré que le clergé catholique est si totalement occupé et à son propre avantage à prêcher la soumission à ceux qui dominent sur nous et à prononcer de violentes philippiques contre les principes et la conduite de la Révolution française, l'on doit cependant déplorer que ces invectives ont acquis une grande force et que toutes les couleurs auxquelles elles doivent leur succès tiennent à une déviance momentanée de l'un des principes de la République française, une solennelle renonciation à la conquête ; mais le règne de la liberté, de la justice et de la vérité est rendu à la France, et les tyrans tremblent sur leurs trônes".⁽²³⁾

Dans "*An Address to the Peasantry of Ireland by a Traveller*" (1796), il écrit : "Compatriotes, de grands efforts ont été faits pour vous tromper et vous désinformer sur le sujet de la Révolution française par diverses descriptions de la part de diverses gens dont c'est

⁽²⁰⁾ Op. cit., vol II, p.76.

⁽²¹⁾ Op. cit., vol I, p. 358

⁽²²⁾ Cf. Barruel, Robison, Deschamps, Augustin Cochin déjà cités

⁽²³⁾ Op. cit., vol II, p. 311

l'intérêt, et évidemment dont la politique a été de vous tenir dans l'ignorance. Ils se sont efforcés de vous impressionner et vous remplir d'horreur à l'évocation de l'exécution du roi, du bannissement et du pillage de la noblesse et du clergé tout spécialement... Il serait vain de nier qu'au cours de la Révolution de nombreux actes d'horrible cruauté et d'injustice ont été commis ; le Gouvernement fut malheureusement tout un temps aux mains d'individus totalement dénués d'humanité et de sentiments, qui sacrifièrent indistinctement l'innocent et le coupable à leur propre avarice, leur ambition ou leur rancune.... La politique de vos oppresseurs a été d'insister sur les crimes qui, hélas, pendant une courte période déshonorèrent la Révolution, mais qui n'existent plus, et dont il ne reste plus trace".

Le " dont il ne reste plus trace" est assurément une affirmation remarquable en 1796.

Plus tôt dans cet ouvrage, nous avons touché un mot du processus de sape intellectuelle auquel les très importants concepts de "corps", de "membre", de "vie" ont été soumis par l'Occamisme du XIVe au XVIe siècle, avec ce résultat que les vérités essentielles concernant le Corps Mystique du Christ et le plan divin pour l'Ordre se brouillèrent dans les esprits de beaucoup et s'affaiblirent. Il s'est passé le même processus dans notre pays pour le concept de nationalité, avec ce résultat qu'entre le concept de nationalité pour Tone et celui d'Owen Roe O'Neill, il y a un gouffre. Pour Owen Roe O'Neill, le développement de la vie nationale est destiné non pas seulement à ne pas gêner, mais à aider chacun des membres de la nation à vivre son existence personnelle en membre du Christ. Le Corps Mystique du Christ, et non pas l'Etat ou la nation, est l'entité suprême chargée des intérêts suprêmes. Pour Wolfe Tone, l'état de membre du Christ n'existe pas, et la suprême dignité est celle de citoyen de la nation. Rien n'existe au dessus. Il témoigne ainsi du désordre de sa pensée et son inaptitude à nous servir de modèle dans la lutte nationale Irlandaise. Les nations en ce monde ne restent pas immobiles, et notre nation comme toutes les autres soit reviendra à la pleine reconnaissance du Christ-Roi, soit dérivera davantage encore vers la gauche, c'est à dire vers le camp de Satan. Les

descendants spirituels de Owen Roe O'Neill et de Wolfe Tone se sont récemment combattus pour le pays d'adoption de l'âme de Owen Roe, l'Espagne. L'Espagne fut sauvée pour le Christ-Roi. L'Irlande Lui restera-t-elle fidèle ? Oui, à la condition de réaliser mieux que Wolfe Tone et James Connolly où mènent les principes de 1789, et de les rejeter intégralement.^(*)

L'ignorance de James Conolly du sens et des objectifs du Communisme (Socialisme marxiste)

Nous avons vu que la nation juive, naturaliste et fortement organisée, s'empara de la direction des courants socialistes et collectivistes issus des principes de la Révolution française, et que les Juifs les menèrent à leur conclusion logique par l'instauration d'un Etat Communiste en Russie. Dans "*The Mystical Body of Christ in the Modern World*", (pp. 228-236) nous avons donné un aperçu du fondement théorique et des inévitables conséquences du matérialisme marxiste. Pour Marx, les hommes ne sont que des êtres de matière, dépourvus de raison comme les animaux, et comme tels, étant de simples *individus* et non des personnes, ils ne peuvent aspirer à avoir une vie de famille, une patrie, ni être en union avec Dieu en étant membres du Christ.

"Pour les Marxistes, il ne peut exister d'organisation comme ce que nous catholiques entendons par la famille. Les hommes sont purement matériels comme les bêtes. Ils ont des rapports sexuels comme l'instinct naturel les y inclinent, mais les enfants nés de ces

(*) (NDT : Les liens de Wolfe Tone avec la Maçonnerie furent également ceux de Michael Collins, le libérateur de l'Irlande du Sud en 1921. Ce membre de la société secrète du Sinn Fein, chef militaire de l'IRA et vainqueur des Anglais, signa en 1921 un accord de compromis avec les autorités anglaises et fut finalement assassiné par l'un de ses partisans pour l'avoir fait. Lui aussi pensait sauver l'identité gaélique de sa patrie, sa culture, sa langue, d'une manière purement politique et militaire, sans faire reposer son action sur le Catholicisme... ("*The Path to Freedom*" de Michael Collins, 1922, Welsh Academic Press, 1996). Cette pseudo-réussite fut en fait un échec : le Sinn Fein recrutant sans distinctions avait recruté De Valera, qui devint Président de la République et trahit l'Irlande Catholique ; celle-ci "s'europanisa" sous De Valera, les catholiques étant en outre plus encore trahis par le Vatican moderniste. Et aujourd'hui les jeunes d'Irlande s'engagent dans l'Armée anglaise pour combattre au service des objectifs du Nouvel Ordre démo-judaïque et affairiste mondial.

unions appartiennent à la collectivité, à l'Etat marxiste mondial.⁽⁴⁾ Pour eux, il ne peut être question d'une terre natale (patrie) au sens catholique du terme. L'homme matériel travaille, et modifie par son travail la portion particulière de matière qui lui est assignée par le dieu-Etat, mais tout notre projet de poursuivre les traditions spirituelles de nos ancêtres n'est que pure "tartuferie bourgeoise". L'homme est purement matériel, et viendra le temps où, ayant reçu l'éducation marxiste adéquate, il n'aura pour seule préoccupation que la matière et ses modifications, comme il se doit. Et finalement, il n'existe pas pour eux de chose telles que Dieu, la Très Sainte Trinité ou la Vie surnaturelle de grâce ; la Seconde Personne de la Sainte Trinité n'a pu devenir homme, puisqu'il n'y a pas de Dieu ni de Sainte Trinité. Notre Seigneur Jésus-Christ n'est qu'une parcelle de matière comme les autres." ⁽⁴⁾ James Conolly aux Etats-Unis se heurta à ce matérialisme vulgaire sous direction juive, et il ne sut pas réaliser que tout ce mouvement n'était qu'une préparation au règne du messie naturel.

Le passage suivant du livre de David Goodstein "*Autobiography of a Campaigner for Christ*" (autobiographie d'un propagandiste du Christ) suffira à le montrer : "Il (Conolly) s'empoigna avec le plus grand homme, intellectuellement parlant, du mouvement socialiste de l'hémisphère occidental, le Pr Daniel de Leon ... "Quelques extraits de l'organe officiel du Socialist Labor Party *The Weekly People*, du 9

⁽⁴⁾NDT : pour les maçons, la famille ne peut avoir de fondement : s'y oppose la liberté et l'égalité par leurs implications, comme on peut le constater. L'une comme l'autre poussent la famille à se dissoudre, en relativisant l'engagement mutuel, en niant les rôles respectifs des deux sexes dans le couple et dans la société, et en formant les enfants sur ces principes dissolvants. L'individualisme hédoniste maçon ne mène qu'à l'homosexualité, à la bestialité, à éviter la procréation, et à l'eugénisme.)

⁽⁵⁾ (NDT : Tout le système de Marx, destiné aux Goyim, réexpose seulement les théories du talmud habillées de pseudo-science : rien d'une construction philosophique, mais une retranscription du racisme judéo-rabbinique à l'égard des non-Juifs et une imposture intellectuelle sous habillage pseudo scientifique. "Seuls les Juifs sont des hommes" dit le Talmud, ils sont même de l'essence de Dieu... les autres ne sont que du bétail ! " (lire "*Le Juif Talmudiste*" de l'abbé A. Rohling, et les extraits du *Talmud* traduits par Mgr Pranaïtis. Cf. les lettres de Marx citées par N. Webster dans "*La Révolution mondiale*".)

avril 1904, montreront que Conolly usait du Socialisme comme un homme qui séparerait de l'eau en ses constituants, oxygène et hydrogène, et en absorbant l'oxygène s'imaginerait boire de l'eau. Conolly sépara l'oxygène du Socialisme – sa partie économique – de l'hydrogène du Socialisme – sa philosophie marxiste –, et il s'imagina obtenir le vrai Socialisme. Citons Conolly lui-même : "Les vues de mes camarades (contre le mariage monogame), spécialement depuis la publication dans *The Weekly People* du "Woman" de Bebel, sont partagées par un grand nombre de membres, mais je soutiens néanmoins qu'elles sont fausses, et qu'en outre de telles œuvres et publications sont une excroissance sur le mouvement. L'abolition du système capitaliste résoudra indubitablement le côté économique de la question de la femme, mais il ne résoudra que ce seul côté. La question du mariage, du divorce, de la paternité, de l'égalité de la femme avec l'homme sont des questions physiques et sexuelles... et dans une République socialiste seraient tout aussi chaudement discutées qu'elles le sont aujourd'hui... L'attitude du Parti envers la Religion en est une autre, sur laquelle je pense qu'il y a une tendance actuellement à dévier de la bonne voie... "Théoriquement chaque membre du Labor Socialist Party convient que le Socialisme est une question politique et économique et n'a rien à voir avec la Religion. Mais combien adhèrent effectivement à cette position ? Bien peu en fait. Je tiens ma position pour la vraie doctrine du Labor Socialist Party. Quelqu'un essaiera-t-il de me marcher sur les basques à ce propos ? "

"Conolly avait mis précisément ses basques là où De Leon ne manqua pas d'y marcher, et même de les piétiner. De Léon finalement réagit et exclut Conolly du Socialist Labor Party... L'article de deux colonnes et demie de Conolly dans *The Weekly People* fut suivi d'un article en réponse de cinq colonnes de De Léon. Conolly répliqua, mais sa réponse se perdit dans l'air, elle ne parut pas dans *The Weekly People*. Il reçut là une leçon que d'autres ont également apprise, que la liberté de parole est un slogan de bonne propagande à utiliser contre la "presse capitaliste", mais qui ne signifie pas la liberté de dire au Socialist Labor Party, ni dans un journal du Socialist

Labor Party, ce qu'est la doctrine du Socialist Labor Party... lorsque ce n'est pas la doctrine du Socialist Labor Party."

"Dans les *"Reminiscences of The Socialist Labor Movement and Its Great leader Daniel de Leon"*, l'histoire du heurt est rapportée pour les générations futures de manière orientée à la socialiste."⁽²⁵⁾

L'ignorance chez James Conolly des enseignements catholiques

Que les connaissances des enseignements le Catholicisme aient été très imparfaites chez James Conolly peut se voir aisément, même de ce qu'il dit du mariage chrétien. Il déclare sottement en effet que le mariage chrétien est une *question physique*, pas une question économique. Il aurait dû savoir que le mariage est avant tout une question morale, et seulement ensuite une question économique et physique, et que Notre Seigneur a défini l'ordre des choses à observer à cet égard. S'il avait consacré à l'étude de l'Encyclique du Pape Léon XIII *Sur la Condition des Classes ouvrières* et à son exposé du divin plan pour l'Ordre seulement la moitié de l'énergie qu'il consacra aux plans néo-messianiques de Marx pour le désordre, il aurait pu faire un bien immense par sa force de caractère. Il aurait appris, par exemple, que l'on doit toujours prendre en considération *l'aspect moral des questions physiques et économiques*. Il aurait ainsi vu dans l'Encyclique du Pape Léon XIII *Rerum Novarum* ce sur quoi le Pape Pie XI insista quarante ans plus tard, à savoir que l'Eglise *"ne peut jamais renoncer à la tâche qui lui a été donnée par Dieu de manifester son autorité, non certes dans les questions techniques, ce pour quoi elle n'a ni l'équipement ni la mission, mais sur tous ceux qui ont une influence sur la conduite morale. Car le dépôt de la Vérité que Dieu Nous a confié, et Notre lourde tâche de diffuser, d'interpréter et de prêcher à temps et à contre temps la loi morale dans son intégralité exigent que les questions sociales et les questions économiques soient incluses sous notre Juridiction suprême en ce qu'elles impliquent des questions morales. Car bien que la science économique et la*

⁽²⁵⁾ Un certain De Leon est mentionné par Bernard Lazare, l'auteur juif de *"L'Antisémitisme"* (p . 344) comme propa-gandiste juif du Socialisme. Selon le *Dictionnaire of American Biography*, De Leon se prétendit toujours Vénézuélien catholique .

discipline morale soient chacune guidées dans leur sphère particulière par leurs principes propres, il est faux que les deux ordres soient si distincts et étrangers que le premier ne dépende en aucune façon du second. Ce que l'on nomme les lois de l'Economie, dérivées de la nature des biens terrestres et des qualités du corps et de l'âme humaine, déterminent quels moyens sont donc nécessaires ; cependant que la raison elle-même déduit clairement de la nature des choses et du caractère individuel et social de l'homme quelle est la fin et l'objet de tout l'ordre économique assigné par Dieu, le Créateur. C'est la loi morale seule qui nous commande de viser dans toute notre conduite notre suprême et dernière fin et de diriger tous nos efforts dans nos actions particulières vers les fins que la nature, ou plutôt l'Auteur de la nature, a établies pour elles, en subordonnant, comme on le doit, le particulier au général... La conséquence en sera que nous serons conduits ainsi pas à pas à ce qui est la fin dernière de tout, Dieu Lui-même, notre plus grand et éternel Bien."⁽²⁶⁾

Par suite de sa méconnaissance des enseignements catholiques, James Conolly a fait du mal⁽²⁷⁾, car il a répandu une vue partielle de l'Eglise Catholique qu'il avait trouvée chez Marx. Tous deux ne surent pas voir que Notre Seigneur et Son Corps Mystique, l'Eglise Catholique, témoignent du divin plan pour l'Ordre dans le monde et ne cessent jamais de le proclamer, même lorsqu'il est rejeté et qu'ils sont crucifiés. Dans les deux cas, la crucifixion par le monde est le

⁽²⁶⁾ Encyclique *Quadragesimo Anno*

⁽²⁷⁾ (NDT : L'auteur parle de James Conolly. *La Lettre sur le Sillon*, de Pie X, que l'auteur cite ci-dessous, mettait en garde pour la même raison contre Marc Sangnier et son mouvement. Celui-ci eut de nombreux continuateurs et adeptes, notamment E. Mounier et Dandieu avec leur éminence grise et financier Alexandre Marc, en réalité A. Markovitch Lipianski, juif né russe , prétendu converti catholique mais marié à une calviniste, anti-nationaliste, et qui sera après la IIe guerre avec le haut maçon J. Retinger le grand ordonnateur du Congrès de La Haye fondant la Communauté européenne. Mounier et Sangnier eurent des adeptes de plus en plus nombreux dans le clergé et à Rome même (Cal Gasparri, Roncalli, Montini), par les Semaines Sociales inspirées par eux (Cf. *"Le Sillon"* de Nel Ariès, *"L'Eglise et le Ralliement"* de Phiilippe Prévost) ! Nous pouvons aisément substituer à Connolly les noms de politiciens contemporains d'origine catholique qui militent aux premiers rangs de partis au service des antichrists, de la gauche à la prétendue droite, en France, en Allemagne, en Italie, en Belgique, aux USA et en Amérique du Sud.

résultat de la proclamation de l'Ordre divin. Avec Notre Seigneur à la sainte Messe, ses membres proclament leur détermination à travailler vaillamment pour organiser le monde comme le veut le Christ, et ne pas permettre que la vie sociale soit bâtie en opposition au plan divin. Bien sûr, l'Eglise prêche l'humilité et la patience face au mal triomphant, mais elle prêche aussi la magnanimité et la force d'agir pour l'Ordre du monde, pour lequel Notre Seigneur est mort. La Messe n'est pas un simple acte public de résignation au désordre instauré par ceux qui rejettent le divin plan, que ce soit les "capitalistes créatifs" constamment attaqués par les communistes ou "les capitalistes de finance" beaucoup moins fréquemment sinon jamais mentionnés par les mêmes communistes. Non, Dieu veut que tous ceux qui assistent à la Messe comprennent bien qu'ils affirment là publiquement leur détermination à faire tous leurs efforts pour l'Ordre, en union avec Son divin Fils, cet Ordre dans lequel tous seront traités avec la révérence due à des membres de Son Fils. Cela impliquera de travailler énergiquement pour une organisation du monde opposée à ceux qui égoïstement maintiennent le désordre et augmentent les souffrances des pauvres et des humbles.

En 1910, Pie X exposa cet enseignement de la manière suivante : *"Comme dans le conflit des intérêts et surtout dans la lutte contre les forces injustes, la vertu de l'homme ni sa sainteté ne peuvent toujours suffire à lui assurer le pain quotidien, et comme la machine sociale devrait être organisée de façon à paralyser par son action naturelle les efforts des méchants et à rendre accessible à tout homme de bonne volonté sa part légitime de bonheur temporel, Nous désirons ardemment que vous preniez une part active à l'organisation de la société dans ce but. Et à cette fin, pendant que vos prêtres s'appliqueront avec ardeur à travailler à la sanctification des âmes, à la défense de l'Eglise et aux œuvres de charité proprement dites, vous choisirez parmi eux quelques hommes actifs et d'esprit bien équilibré, docteurs en philosophie et en théologie parfaitement au fait de l'histoire de la civilisation ancienne et moderne, et vous les attèlerez à l'étude certes moins exaltante mais plus concrète de la science sociale"* ⁽¹⁾, et

⁽¹⁾ (NDT : la vraie science sociale, celle de l'organisation chrétienne de la société pour la rendre juste, fraternelle et respectueuse des personnes, c'est celle du droit et de l'Economie politique dans sa définition thomiste. Cela n'a rien à voir avec les

lorsqu'une opportunité s'offrira, placez-les à la tête de vos œuvres d'Action catholique. Mais ne laissez pas ces prêtres se dévoyer dans le dédale des opinions contemporaines, par le mirage d'une fausse démocratie... Qu'ils soient bien persuadés que... l'Eglise, qui n'a jamais trahi le bonheur du peuple par des alliances compromettantes, a nul besoin de désavouer son passé, qu'il lui suffit, avec la coopération de ceux qui veulent réellement travailler à la réorganisation sociale, de restaurer les organisations qui ont été détruites par la Révolution, et, dans le même esprit chrétien qui les avait inspirées, de les adapter au nouvel environnement créé par l'évolution matérielle de la société contemporaine ; car les vrais amis du peuple ne sont ni les révolutionnaires, ni les novateurs, mais les hommes de tradition." ⁽²⁷⁾

De là vient que Conolly tira une conclusion déformée des exhortations catholiques à supporter ses souffrances en union avec le Christ. Il est certes vrai que l'Eglise Catholique prêche la résignation dans la souffrance, parce que la souffrance est inévitable dans ce monde d'après la Chute, mais la totalité du message de l'Eglise Catholique est loin de se borner à cela, comme on l'a vu. Dieu veut que nous supportions les souffrances qui sont inévitables en ce monde, comme le Pape Léon XIII l'a souligné avec insistance dans son Encyclique *Rerum Novarum*, mais Il ne veut pas du péché et du

fausses sciences sociales des droits de l'homme sans devoirs envers Dieu, et des sciences de l'Agit-prop. comme on les conçoit à "Nanterre" et à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (ex-université Marc Bloch), qui forme des anarcho-marxistes et trotskystes à la Bourdieu.)

⁽²⁷⁾ "Lettre Sur le Sillon", du 25 août 1910 (retraduction de l'Irlandais) A la lecture de cette Lettre, on constate combien Conolly s'est gravement trompé lorsqu'il parlait en ces termes de l'Eglise Catholique : "Toujours conseillant l'humilité, mais s'asseyant dans les sièges des puissants ; soignant constamment les malades et les épaves brisées d'un système social injuste, mais bénissant le système qui faisait les épaves et répandit la maladie." (in "*Labour, Nationality and Religion*", p. 75), cité dans "*The Mystical Body of Christ in the Modern World*", pp. 14-24 et 215-228.

(NDT Le texte cité de Pie X rappelait le vrai sens de l'encyclique de Léon XIII *An milieu des sollicitudes* et l'orientation qu'il voulait pour les catholiques de France, orientation qui fut dévoyée en libéralisme par un clan libéral du Vatican et que le Ministère français s'efforça ensuite jusqu'à 1939 de faire passer pour la volonté de Léon XIII (Cf. les déclarations révélatrices de Louis Canet, le conseiller religieux du Ministère français des Affaires Etrangères, lors de la levée des sanctions contre l'Action Française en 1939, dans le livre de Philippe Prévost cité.)

désordre avec leur conséquence qui est d'infliger des souffrances, et Il veut une organisation qui au moyen des hommes de bien permette d'éviter ces crimes.

Toujours le but de Dieu est l'Ordre. Il veut une organisation ordonnée du monde permettant qu'une suffisance des biens matériels nécessaires à la vie de la personne humaine soit accessible à tous et chacun. Il veut l'ordre face aux inévitables souffrances de la vie, mais ce n'est pas Lui qui introduisit la souffrance dans le monde, et Il ne veut pas, par exemple, d'un système financier qui délibérément inflige des souffrances par la destruction de produits alimentaires, qui est complice de la disette pour beaucoup au milieu de l'abondance potentielle. Dieu veut que la société soit organisée de façon à empêcher des individus égoïstes d'infliger de pareilles souffrances, mais Il ne veut pas que la réaction à cet égard se fasse en direction du Communisme. Le Communisme mène à réduire les êtres humains au niveau animal ou infra-humain, les laissant sans religion, ni famille, ni propriété. Contre l'exploitation des faibles par l'impitoyable individualisme, l'Église Catholique prêche la solidarité des membres du Corps Mystique du Christ, cependant que contre le déni communiste de la personnalité humaine, elle prêche la haute dignité de la personne membre du Christ. Si James Conolly dans son aveuglement ne sut pas voir où on le menait, ce n'est pas une raison pour que l'on suive ceux qui veulent nous tromper en utilisant son nom.⁽²⁸⁾ Or selon *The Hibernian Journal* de novembre 1937, Mr

⁽²⁸⁾ Conolly ne sut jamais saisir la distinction entre capitalisme créatif (d'entrepreneurs) et capitalisme financier (des prêteurs d'argent), et il ne s'aperçut pas que le Communisme n'était que le bras gauche de la Finance internationale. On trouve une illustration frappante de son aveuglement dans le passage suivant qu'il cite du journal *The Flag of Ireland* du 3 octobre 1868, dans son livre *Labour in Irish History* (Manselle & Co, 1917, p. 203). Il dit que les fondateurs du Fenianisme "O'Mahony et Stephens s'étaient affiliés aux Sociétés secrètes en France... C'est à Stephens qu'est due l'orientation que prit le Fenianisme de sympathie avec les mouvements de la Révolution sur le Continent. Il vit que la question irlandaise n'était plus une question de religion... Le fait que le général choisi par Stephens comme commandant en chef de l'Armée républicaine Irlandaise était une personnalité qui ne le cédait en rien au Général Cluseret, qui fut plus tard commandant en chef des Fédérés lors de la Commune de Paris, est plus révélateur des principes de ceux qui étaient les cerveaux dirigeants du mouvement Fenian que

William O'Brien, qui fut plus tard représentant du Labour à Tipperary, fit un discours à Dublin au Mansion House. L'objectif du meeting où il prit la parole était "de congratuler le peuple Russe pour avoir fait triompher les principes démocratiques". Dans son discours, Mr O'Brien déclara : "La liberté que les Russes ont conquise est le même type de liberté que celle pour laquelle ont combattu tous les révolutionnaires d'Irlande, de Wolfe Tone à James Conolly". Un autre intervenant déclara : "L'interprétation russe (NDT : soviétique) de ce principe (de liberté) est la seule interprétation qui puisse être acceptable au peuple d'Irlande". L'on peut certes concéder que le néo-messianisme de Karl Marx est une conclusion logique des principes de la Révolution française acceptés par Wolfe Tone, et l'on peut regretter l'aveuglement de Wolfe Tone et de James Conolly, mais il faudrait être fous pour les suivre contre Notre Seigneur. M. O'Brien ne peut sûrement pas nous prendre pour assez naïfs pour croire ce qu'il dit de l'interprétation russe (marxiste) du principe de liberté ! Lorsque l'homme n'est que pure matière et animalité comme il l'est pour Marx et Lénine, quel sens donner aux termes "indépendance" et "liberté" ! ? ^(28 bis)

La Constitution irlandaise de 1937

Dans le magnifique prologue de la Constitution, l'on trouve la splendide profession de foi suivante : "*Nous, peuple d'Irlande... reconnaissant humblement toutes nos obligations envers Notre Divin Seigneur Jésus-Christ qui soutint nos pères durant de siècles d'épreuves... adoptons ici, instaurons et nous nous donnons cette Constitution.*" Par cette profession de foi, nous proclamions au monde que nous reconnaissons, non pas seulement quelques unes de nos obligations, mais *toutes* nos

n'importe quel témoignage de subordonnés." Comment Conolly put-il être assez aveugle pour accepter de faire de son pays l'instrument et la dupe des comploteurs judéo-maçons continentaux ? !

^(28 bis) Outre l'article du *Hibernian Journal*, j'ai pu lire le reportage du meeting de Mansion House dans *The Freeman's Journal* du 5 février 1918, dont le directeur du *Hibernian* eut l'obligeance de me fournir une copie photographique. D'après le *Freeman's Journal*, ce meeting était organisé par le Parti Socialiste d'Irlande et fut présidé par Mr O'Brien.

obligations envers Notre Seigneur Jésus-Christ, vrai Dieu et vrai Homme, le Juge de toute l'humanité. Cependant, en ce qui concerne le point central de l'Ordre du monde, à savoir la relation de notre nation avec l'unique véritable Eglise que Notre Seigneur est venu fonder sur terre, la Constitution manque lamentablement à reconnaître les droits de Dieu et ses obligations devant Notre Seigneur. Nous faisons référence à l'article 44 sur la Religion.

Section 1 de cet article, l'Etat reconnaît que l'hommage du culte public est dû au Dieu Tout-Puissant. Il devrait s'ensuivre la conclusion logique que cet hommage d'adoration Lui devrait être rendu suivant le rite et de la manière qu'Il a Lui-même définie par l'Eglise Catholique instituée par le Christ. Or il n'y a rien de tel dans la Constitution. L'Etat ne reconnaît pas que la seule religion vraie selon laquelle le Dieu Tout-Puissant veut être adoré est celle de l'Eglise établie par Notre Seigneur Jésus-Christ, à savoir l'Eglise Catholique. En lieu et place, l'Etat reconnaît la position de l'Eglise Catholique comme l'Eglise de la grande majorité des citoyens, tout comme il reconnaît aussi comme Eglises des minorités : l'Eglise Episcopaliennne protestante d'Irlande et l'Eglise Méthodiste d'Irlande, la Société religieuse des Amis, de même aussi que les Congrégations Juives et les autres dénominations religieuses existant en Irlande.

L'expression utilisée à propos de l'Eglise Catholique, à savoir que l'Etat reconnaît la position spéciale de l'Eglise Catholique comme la gardienne de la foi professée par la grande majorité des citoyens Irlandais, peut à un lecteur superficiel laisser l'impression que l'Etat Irlandais donne suite jusqu'à sa conclusion logique au paragraphe liminaire. Hélas il n'en est rien. L'Etat reconnaît simplement ce qui est une évidence pour toute personne qui sait compter, que la majorité des Irlandais d'Irlande professent la Foi catholique. De plus, en utilisant le terme "reconnait" pour toutes les différentes formes de religions, l'Etat Irlandais semble attribuer des droits à des systèmes erronés en tant que tels, et en mettant toutes les religions sur le même plan il professe l'indifférence religieuse condamnée si vigoureusement par le Pape Léon XIII en ces termes : "Tenir par conséquent qu'il n'y a pas de différences en matière de religions entre des formes qui sont dissemblables entre elles, et même contraires l'une de l'autre, clairement ne peut finalement mener

qu'au rejet de toute religion, à la fois en théorie et en pratique. Et ceci est la même chose que l'athéisme, même s'il en diffère par le nom. Les hommes qui croient vraiment en l'existence de Dieu doivent, pour être conséquents avec eux-mêmes et éviter d'absurdes conclusions, comprendre que les différents modes de cultes divins, dissemblables et même en conflits sur des points essentiels, ne peuvent être également probables, également bons et également acceptables à Dieu."⁽²⁹⁾

L'influence de la Révolution française est très clairement visible dans le fait que l'Etat Irlandais se proclame donc indifférent au vrai Messie déjà venu et au messie naturel qu'attendent les Congrégations juives. Les différentes sectes protestantes reconnaissent, du moins en théorie, la divinité de Notre Seigneur Jésus-Christ, et sont donc orientées vers le véritable Ordre du monde. La nation juive en revanche attend et espère la disparition de cet Ordre.

Une autre ambiguïté dans le même article (de la Constitution) doit être relevée, car on la trouve dans pratiquement toutes les constitutions post-révolutionnaires : "La liberté de conscience" et la "libre profession et pratique de la religion" sont garanties à tout citoyen, "sujettes à l'ordre public et à la moralité". Mais qui va décider de ce qui est moral et de ce qui est immoral ? Le Pape Léon XIII enseigne formellement dans l'Encyclique *Immortale Dei* que "L'Eglise Catholique est la véritable et unique maîtresse de vertu et gardienne de la morale." Sa divine mission de sauvegarder la loi morale n'est cependant pas reconnue par l'Etat comme nous l'avons vu. Elle est mise sur le même pied que les diverses autres organisations de

⁽²⁹⁾ Encyclique "Immortale Dei, Sur la Constitution Chrétienne des Etats". Auparavant dans la même encyclique, le Pape avait souligné que le fait pour l'Etat de reconnaître la seule vraie Religion "est l'impérieux devoir des dirigeants vis à vis du peuple qu'ils gouvernent". Dans l'Encyclique *Sur la liberté humaine*, Le Pape Léon XIII remarque que "le droit est un pouvoir moral, dont il est absurde de supposer que la nature l'a accordé indifféremment à la vérité et à ce qui est faux... car il est contraire à la raison que l'erreur et la vérité aient les mêmes droits", cité dans "The Mystical Body of Christ in the Modern World", p.251. Il est en outre utile de préciser que reconnaître l'Eglise Catholique comme la seule vraie Eglise n'implique pas nécessairement que l'Etat la subventionne. Les deux choses sont tout à fait distinctes.

création humaine, qui prétendent avoir le droit de décider de manière autoritaire en matière de moralité. Si donc un conflit survient sur une question ayant des implications morales, c'est à l'Etat qu'il appartiendra d'en décider. L'Etat s'arrogera ainsi la fonction de l'Eglise Catholique. Ceci veut dire qu'en dernier ressort les organisations internationales de la Franc-Maçonnerie et de la nation juive, qui se sont emparées progressivement du Pouvoir depuis la Révolution française, imposeront leurs vues de moralité. Ainsi, le Naturalisme chassera le Surnaturel, et les hommes cesseront de se traiter les uns les autres en membres du Christ. ⁽¹⁾

Une chose est de déclarer que les systèmes faux aient en tant que tels ont des droits, et une autre de reconnaître des droits aux personnes qui soutiennent des opinions erronnées. L'Etat peut et doit reconnaître les droits des personnes, parce que ce sont des personnes. En tant que personnes, elles ont le droit de ne pas être forcées à accepter même la vérité, mais ce droit suppose le devoir d'accepter la vérité librement. L'Etat doit respecter la bonne foi de la conscience individuelle et ne pas la contraindre, mais, ce faisant, il ne doit pas perdre de vue son devoir social essentiel de se soumettre à l'Ordre objectif institué par Dieu par la claire reconnaissance de la Royauté du Christ.

Dans les textes des Encycliques du Pape Léon XIII que nous avons cités dans la Préface, nous avons vu que ce grand pontife insiste essentiellement sur les droits de Dieu. L'Ordre essentiel (ou *per se*) de ce monde, l'Ordre que Dieu veut, exige que ces droits soient reconnus. "Comme la religion Catholique est la seule religion

⁽¹⁾ (NDT : C'est effectivement ce qui est arrivé. L'Etat maçonn ayant fait voter des lois déclarant «illégal» toute discrimination de religion et de sexe et éliminé toute obligation des pratiques selon l'Evangile et la Loi naturelle, l'Etat peut désormais imposer à l'Eglise Catholique d'ordonner des femmes prêtres, d'employer des homosexuels militants dans ses écoles, et des rabbins ou des imams comme curés, de cesser de désigner l'avortement, l'homosexualité ou la bestialité comme des péchés, cela sous peine de sanctions légales pour violation de la loi... On doit dire d'ailleurs que l'Eglise issue de Vatican II avait précédé l'Etat dans ce «progrès égalitaire», et emploie des rabbins jusque dans ses centres de formation cléricale, par exemple au Centre International d'Etudes religieuses de la Compagnie de Jésus à Bruxelles, où enseignait le rabbin Abécassis dans les années 80.)

véridique, écrit-il dans l'Encyclique *Sur la Franc-Maçonnerie*, la mettre sur le même plan que les autres religions, c'est la traiter avec l'injustice la plus grave et lui faire la pire forme d'injure." ⁽²⁾ "L'Eglise, écrit-il encore dans l'Encyclique *Sur la Constitution Chrétienne des Etats*, juge illégal de placer les différentes formes de religions sur le même pied que la Religion vraie". Il mentionne alors ce qui est secondaire et accidentel (*per accidens*) : "L'Eglise, dit-il, ne condamne pas les dirigeants qui, dans le but d'assurer quelque grand bien ou d'éviter quelque grand mal, permettent patiemment que la coutume ou l'usage cautionne en quelque sorte chaque type de religion d'avoir place dans l'Etat" ⁽³⁾ Enfin, il proclame le profond respect de l'Eglise Catholique pour la liberté des personnes humaines : "L'Eglise, dit-il, s'oblige à prendre le plus grand soin que personne ne soit forcé d'embrasser la Foi Catholique contre son gré." Par sa haine de la vie surnaturelle de grâce, Satan s'est sans cesse efforcé que chaque pays qui avait reconnu l'Ordre essentiel ou *per se* du monde rejette cet Ordre et se révolte contre lui. Il considère avoir fait un notable pas en avant vers cet objectif lorsqu'il a réussi à faire placer les autres religions sur le même plan que la vraie Eglise du Christ. Il est parfaitement conscient de l'influence anti-surnaturelle de cette position officielle sur la moyenne des membres de la société. Les droits de Dieu et le divin plan pour l'Ordre dans le monde ne doivent pas être laissés s'obscurcir dans les esprits des hommes. On a spécialement insisté sur ce point dans ce livre, afin de préparer la réaction contre la prétendue Réformation et la Révolution française. "D'abord et avant tout, écrit le Pape Léon XIII vers la fin de son Encyclique *Sur La Constitution Chrétienne des Etats*, c'est le devoir de tous les Catholiques dignes de ce nom et désireux d'être connus comme les enfants les plus aimants de l'Eglise... de s'efforcer de ramener toute la société civile au modèle et à la forme de Chrétienté que nous avons décrits."

⁽²⁾ (NDT : C'est la distinction entre la thèse (seule la Vérité a des droits) et l'hypothèse (la situation peut justifier de temporiser). Mais à force de cautionner systématiquement l'hypothèse, on a fini par reléguer la thèse dans le virtuel, puis finalement la dire périmée et affirmer son contraire... à Vatican II !!!)

Il insiste sur ce même devoir avec d'autres mots dans l'Encyclique *Sur la Liberté humaine* : "La Justice, écrit-il, interdit donc et la raison elle-même interdit à l'Etat d'être sans Dieu ou d'adopter une ligne de conduite qui aboutirait à l'athéisme, à savoir de traiter de la même façon les différentes religions (comme ils les appellent) et de leur octroyer sans distinction des droits et privilèges égaux. Puisque donc la profession d'une religion est nécessaire dans l'Etat, l'on doit professer la religion qui est la seule vraie, qui peut être reconnue sans difficulté spécialement dans les Etats Catholiques, du fait que les marques de la vérité sont comme gravées en elle".

Le Cardinal Pie attribua la décadence de la vie publique et gouvernementale française essentiellement au mépris des droits de Dieu. "*Comment se fait-il, écrit-il, que notre belle cohorte de prêtres, notre splendide armée de Catholiques convaincus et pratiquants ne puisse réussir à remédier à un plus grand degré et d'une manière plus efficace aux maux du pays ? Les étrangers qui connaissent, admirent et envient les magnifiques qualités du Catholicisme français se posent souvent la question. Comment expliquer le fait que tant de charité, tant d'activité, tant de sacrifices de soi demeurent si inefficaces et produisent si peu de fruit pour l'amélioration des affaires publiques ? La raison en est qu'en ce qui concerne les affaires publiques et l'ordre social, les fidèles et trop souvent les prêtres de notre génération ont estimé que, même dans un pays Chrétien, une sorte d'attitude neutre envers la Foi Catholique pouvait être adoptée, comme si Notre Seigneur Jésus-Christ n'était jamais venu ou était disparu du monde... Si nous n'avons pas réussi à triompher de l'esprit révolutionnaire qui fait de nous la risée des autres peuples, c'est que le mal qui mine nos forces et nous conduit à la tombe est que, alors que nous avons la Foi en privé, nous avons pris notre parti de l'infidélité nationale.... Notre Seigneur Jésus-Christ ne règne pas parmi nous, et notre Constitution est loin d'être ce que devrait être la Constitution d'un pays Chrétien et Catholique. Notre loi publique pose que la Religion Catholique est la religion de la majorité des Français, mais elle ajoute que les autres formes de cultes ont droit à une égale protection. Cela n'équivaut-il pas à proclamer que la Constitution donne des droits égaux à la vérité et à l'erreur ?...*"

"Dès lors que l'erreur s'est incarnée dans des formules légales et dans la pratique administrative, elle pénètre si profondément dans les esprits du peuple qu'il est impossible de l'éradiquer."⁽³⁰⁾

Dans un but de clarification, nous avons mis en parallèle les principes d'une Constitution pleinement respectueuse des droits de Dieu et fidèle aux traditions de nos ancêtres avec la Constitution (irlandaise) actuelle.

⁽³⁰⁾ "*La Royauté du Christ*" selon le Cardinal Pie de Poitiers, pp. 198-199, 78, 52. Cf. la citation du même à la fin du chapitre XVII, et aussi p.168 du même livre, où le Cardinal insiste sur le point que j'ai souligné. Il dit ceci : " Si l'Eglise Catholique était consultée, elle tiendrait compte de toutes les difficultés qui se sont élevées au cours du temps et trouverait des formules qui seraient un solennel acte de Foi de la part de la nation et du Souverain, sans que cette authentique profession de la vraie Foi ne contrarie la tolérance devenue nécessaire pour d'autres formes de cultes... Si la loi proclame qu'elle autorise l'exercice de toutes les religions parce qu'aux yeux de la loi toutes sont également bonnes ou parce que l'autorité publique est incompétente à prendre une décision en la matière, la loi est impie et athée. La loi fait ainsi profession, non pas de tolérance civile, mais d'une neutralité criminelle, et elle justifie l'indifférence religieuse la plus absolue des sujets de l'Etat. Au contraire, si, tout en reconnaissant qu'une seule religion est la vraie et la bonne, la loi tolère et permet la pratique paisible des autres, la loi peut être sage et nécessaire, compte tenu des circonstances ".

(NDT : Mais outre que l'Etat maçon n'est pas du tout indifférent en matière de religion, vu l'article 3 de la Déclaration des Droits de l'Homme, et puisque la tolérance d'un Etat catholique n'est plus supportée par les maîtres du monde, c'est que Dieu... ne voulait peut-être plus de cette tolérance catholique d'Etat vantée par le cardinal Pie, et qu'en permettant le règne sans partage des partisans de l'erreur et de l'impiété, Dieu voulut que ce règne et sa pseudo tolérance fasse le plein de sa nuisance et démontre à tous sa mortelle nocivité.)

Projet d'une Constitution pleinement respectueuse des droits de Dieu^(*) (article 44)

1) L'Etat reconnaît le droit du Dieu Tout-Puissant à recevoir un culte public selon ce qu'Il a clairement montré être Sa volonté.

2) En conséquence, l'Etat honorera le Saint Nom de Dieu et comptera parmi ses principaux devoirs de favoriser et de protéger la Religion et de ne mettre en œuvre aucune mesure qui lui soit préjudiciable.

3) L'Etat reconnaît que la vraie Religion est celle établie par Notre Divin Sauveur Jésus-Christ Lui-même, lorsqu'Il institua la Sainte Eglise Catholique, Apostolique et Romaine, et que cette Eglise a par

(*) Le projet de l'auteur était sans nul doute ce que l'on pouvait concevoir comme la meilleure formulation possible dans les circonstances du temps, mais l'on demeure sceptique qu'une telle constitution puisse rétablir le Règne du Christ sur la société ... Les raisons en sont évoquées dans la note suivante.

conséquent la divine mission de propager la vraie Religion et d'être la gardienne et l'interprète de la loi morale.

4) L'Etat reconnaît l'Eglise Catholique comme société parfaite, ayant en elle-même toute compétence et l'autorité souveraine en ce qui concerne le bien spirituel de l'homme.

5- a) Tout ce qui peut être classé comme ressortissant à l'ordre politique et civil est à juste titre sujet à l'autorité suprême de l'autre société parfaite, l'Etat, dont la fonction est de procurer le bien temporel, moral et matériel de la société.

5-b) L'Etat s'oblige donc, en vertu de son autorité souveraine qu'il tient de Dieu dans la sphère temporelle, à faire respecter par de justes lois les droits inaliénables de la personne et de la famille, et de promouvoir de toute sa force les conditions du bien-être social et moral.

5-c) Partout où la juridiction de l'Eglise Catholique et celle de l'Etat exigeront d'être harmonieusement coordonnées, l'Etat s'engage à

conclure un arrangement particulier avec l'Eglise. Il pourra également conclure des arrangements spéciaux avec d'autres organisations religieuses sur des questions particulières, civiles, politiques et religieuses, en vue de sauvegarder les droits personnels de leurs membres.

6) L'Etat garantit à tous les citoyens la liberté de leurs convictions religieuses et celle de pratiquer leur religion en public^(**) et en privé, dans le

(**) Cet alinéa nous semble donner toute liberté au culte public des idoles et de Satan... et à toutes les associations et manifestations anti-Christ... De même que l'alinéa 7 suivant ouvre la porte à contestations si l'Etat observe comme il le doit les édits des papes concernant la non-miscibilité des Juifs dans la société chrétienne et l'interdit concernant leur admission dans l'Administration de l'Etat, la représentation nationale et dans certaines professions sensibles.

L'alinéa 8 semble également contestable. L'Etat est-il ou non pour l'extension du règne du Christ par la Sainte Eglise. S'il l'est, il ne peut aider des écoles qui diffusent une croyance et des règles de comportement opposées à ce Règne, qu'il s'agisse d'écoles de sectes hérétiques ou non-chrétiennes.

cadre cependant de la moralité et de l'ordre public.

7) L'Etat s'oblige à n'édicter aucune incapacité sur base des convictions religieuses, qui serait contraire aux droits naturels et à la justice sociale.

8) La législation assurant l'aide de l'Etat aux écoles ne fera aucune discrimination entre les écoles sous direction de l'Eglise Catholique et celles des autres organisations religieuses.

9) L'Eglise Catholique et les autres organisations religieuses dans l'Etat ont le droit de gérer leurs propres affaires, de posséder, d'acquérir et d'administrer des propriétés, meubles et immeubles, et d'avoir des institutions à buts religieux et charitables.

10) Ni les propriétés de l'Eglise Catholique ni celles

Enfin l'article 10 semble aussi sujet à dérives, et il serait juste de soumettre toute expropriation de biens du clergé à un tribunal d'arbitrage composé pour moitié de représentants de l'Eglise et pour moitié de l'Etat et des corps intermédiaires.

des autres organisations religieuses ne seront sujettes à expropriation, sauf en cas de nécessité pour des travaux d'utilité publique et après paiement d'une juste indemnité.

Article 44 de la Constitution Irlandaise de 1937

I-1) L'Etat reconnaît que l'hommage du culte public est dû au Tout-Puissant. Il tiendra son Nom en révérence et respectera et honorera la religion.

I-2) L'Etat reconnaît la position spéciale de la Sainte Eglise Catholique, Apostolique et Romaine comme gardienne de la foi professée par la grande majorité des citoyens.

I-3) L'Etat reconnaît aussi l'Eglise d'Irlande, l'Eglise Presbytérienne d'Irlande, l'Eglise Méthodiste d'Irlande, la Société Religieuse des Amis en Irlande, de même que les Congrégations Juives, et les autres dénominations religieuses existant en Irlande

à la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution.

II-1) La liberté de conscience et la libre profession et pratique de la religion sont garanties à tout citoyen, dans le cadre de l'ordre public et de la moralité.

II-2) L'Etat ne garantit subventionner aucune religion.

II-3) L'Etat n'imposera aucune incapacité et ne fera aucune discrimination sur base de la religion professée, de la croyance ou du statut.

II-4) La législation assurant l'aide de l'Etat aux écoles ne fera aucune discrimination entre les écoles sous direction des diffé-rentes dénominations religieuses, ni ne pourra être à même de porter préjudice au droit de tout enfant d'aller à une école recevant de l'argent public sans assister à l'instruction religieuse de cette école.

II-5) Toutes les dénominations religieuses ont le droit de gérer leurs propres

affaires, de posséder, d'acquérir et d'administrer des propriétés, meubles et immeubles, et d'avoir des institutions à buts religieux et charitables.

II-6) Les propriétés de toute organisation religieuse ou de toute institution éducative ne devront pas être sujettes à expropriation, sauf en cas de nécessité pour des travaux d'utilité publique et après paiement d'une indemnité.

Un résultat logique de cet Article de la Constitution Irlandaise sur la religion a pu être constaté sur le Registre de la Population de 1943, avec le formulaire A. Ce formulaire fut adressé à tous pour être rempli à l'occasion du rationnement alimentaire en novembre 1943. On peut y lire après la colonne marquée *Surname* (Nom de famille), une autre colonne marquée *Other Names* (Autres noms). Les citoyens irlandais qui refusent d'être membres du Christ étant placés par la Constitution sur le même plan que ceux qui eux l'acceptent, la nomenclature officielle irlandaise ne parle donc plus de *Christian Names* (prénoms de baptême). Car autrement, ceux qui rejettent l'appartenance au Corps Mystique du Christ par le baptême protesteraient, et l'on élimine ainsi ce pour quoi nos ancêtres sont morts noblement. Si l'on veut réagir contre toutes les attaques qui sont faites contre la vie de famille, il nous faut donc, non seulement rétablir le terme *Christian Names*, mais aussi remplacer *Surname* par *Family Name*.⁽¹⁾

Comme nous l'avons déjà dit, les nations comme les individus ne restent pas immobiles : alors, ou bien l'Irlande reviendra à la reconnaissance intégrale de la Royauté du Christ, ou bien elle dérivera toujours davantage vers le camp de ses ennemis. La pression vers la Gauche sera maintenue par les forces organisées de la nation juive et de la Franc-Maçonnerie.⁽²⁾

La Société Maçonnique agit librement dans les vingt-six Comtés (d'Irlande) et dans les six Comtés du Nord-Est (Irlande du Nord britannique). La propagande communiste fait tous ses efforts pour unir les ouvriers irlandais autour des idéaux de Marx et de Lénine. Le refus de défendre les droits de Dieu en ce qui concerne leur point

⁽¹⁾ (NDT : il faut noter ici que l'égalité prétendue entre citoyens, affirmée par la Constitution, n'est qu'un leurre, puisque pour ne pas "offenser" les non-chrétiens, l'Etat maçonnique Irlandais, au lieu de faire figurer à la fois *Christian Name and or Other Name* pour respecter l'égalité, supprime purement et simplement la désignation acceptable à la population catholique majoritaire ! Voilà qui devrait éclairer sur la "démocratie" moderne, où une minorité païenne étrangère, le pouvoir juif, impose sa loi !)

⁽²⁾ Comme nous l'avons déjà dit, il existe à Dublin une Loge B'nai Brith. (NDT : en 1941 ... combien en 2009 ?)

essentiel, c'est à dire la Religion, risque d'être suivi un jour à venir par une union avec le Nord-Est (l'Irlande du Nord) de façon à favoriser le naturalisme judéo-maçonnique. Notre Divin Sauveur, courroucé par l'oubli de Sa Personne et par l'ingratitude à Son égard montrés dans cet article de la Constitution, risque de nous abandonner privés de la lumière et de la force dont nous avons besoin.

Le Système monétaire irlandais

Dans la cinquième partie de cet ouvrage qui traite de la *décadence économique et du plan divin pour l'Ordre* nous verrons que le fonctionnement du système financier anglais a entraîné une complète perversion de l'ordre social.

L'ordre véritable exige que la gestion de la monnaie et des métiers d'argent ou du moyen d'échange soit subordonnée à la production, à la distribution et aux échanges des biens matériels en vue du développement de la vie de famille et de la personnalité humaine dans le cadre de l'appartenance au Christ. Sous le système anglais d'étalon-or, ce sont les êtres humains qui sont subordonnés à la production des biens matériels, et la production et la distribution de ces biens à la finance. J. Maritain a exprimé la même idée, quoiqu'en termes moins explicites, en envisageant les trois éléments, l'homme, la production des biens matériels et l'argent. Dans "*Religion et Culture*" il écrit : "Au lieu d'être considéré comme un simple aliment permettant à l'organisme vivant qu'est l'entreprise productive de se procurer les matériaux nécessaires, l'équipement et de se réapprovisionner, l'argent en est venu à être considéré comme l'organisme vivant, et l'entreprise, avec ses activités humaines, comme l'aliment et l'outil de l'argent ; ainsi les profits cessent d'être le fruit normal de l'entreprise alimentée par l'argent et deviennent le fruit normal de l'argent alimenté par l'entreprise. C'est ce que j'appelle la fécondité de l'argent. Les valeurs ont été inversées, et la conséquence immédiate est de donner aux droits du dividende la prééminence sur ceux du salaire, et d'établir toute l'économie sous la régulation suprême des lois de la fluidité du signe monétaire devenu

prééminent sur la chose réelle, sur les produits de première nécessité utiles à l'espèce humaine." (32)

Il n'y a pas eu réellement de réaction en Irlande contre ce désordre fondamental. Le Pr O' Rahilly dans son ouvrage intitulé "*Money*" fait la remarque suivante (p. 394) : "Il ne faut pas se laisser leurrer par la phraséologie courante et penser que nous avons une monnaie indépendante, qui par coïncidence se trouve à parité avec la monnaie britannique. Ce que nous avons n'est pas la parité mais l'identité, sous une comptabilité séparée."

Cette identité fut désastreuse pour nos fermiers lorsque la Banque d'Angleterre entreprit sa déflation d'après guerre en vue de rétablir l'étalon-or en 1925. Le désordre fondamental qui inspire le système est de s'opposer à la restauration de la vie rurale et à la promotion de la justice sociale. Les travailleurs irlandais n'ayant que leur travail à vendre durant la guerre actuelle (1939 -- ?) doivent s'en aller en Angleterre afin de pouvoir obtenir un peu du moyen d'échange librement émis là-bas. En présentant ce moyen d'échange anglais, leurs familles peuvent alors obtenir du moyen d'échange irlandais. Pendant ce temps, les recommandations du *Rapport de la Commission de drainage* (Dublin, 1941) ne sont pas suivies comme elles le devraient. Ces recommandations signifieraient l'émission de moyen d'échange pour un travail local, travail hautement rentable à long terme. (33) Le reboisement aussi impliquerait un travail hautement

(32) D'après l'édition anglaise de Sheed & Ward, p. 62

(33) "Nous avons poursuivi cette politique aberrante qu'avant qu'un billet d'une livre irlandaise puisse être émis en Irlande l'on doit acquérir au préalable une £ anglaise ou l'emprunter au Gouvernement anglais. Ainsi, il nous est impossible d'émettre de la monnaie pour mettre au travail les chômeurs irlandais, créer de la richesse réelle dont ils puissent vivre. Nous avons laissé les travailleurs irlandais s'entasser sur les navires d'émigrants et subir les conditions qu'ils durent endurer dans les autres pays, et nous avons donné au fétiche d'un banquier la priorité sur les vies de dizaines de milliers d'Irlandais, hommes et femmes." (*The New Central Bank*, N°1 des Irish people Publications). (NDT : la situation irlandaise atteint désormais son comble : sa jeunesse est à ce point déformée qu'elle s'engage comme mercenaire dans l'Armée Anglaise (cf. *BBC World Service*, bulletins du 28 novembre 2008) pour aller faire le jeu du directoire mondialiste en tuant des Afghans et des Irakiens, risquant leur vie pour imposer là-bas la "démocratie" judéo-affairiste, "par esprit d'aventure" et de gain !

bénéfique. Les conséquences moralement inévitables de l'émigration – et du retour – s'insèrent bien dans les plans des forces anti-surnaturelles dans le monde d'attaque de la Vie surnaturelle dans notre pays. Tout le monde peut le vérifier en lisant "*Irish Freedom*", l'organe communiste édité en Angleterre pour la diffusion des idées communistes parmi les travailleurs irlandais séjournant là-bas. Un extrait tiré de l'édition de juin 1942 d'*Irish Freedom* a été reproduit par nous en fac-simile dans "*The Workingmen's Guilds of the Middle Ages*". Non seulement *Irish Freedom* approuve les attaques contre la reconnaissance de la seule vraie Religion par tout Etat – "Les distinctions religieuses ne sont protégées que par les tyrans", y lit-on – (4), mais il se fait l'avocat de la confiscation des biens de l'Eglise et de l'abolition du droit à l'héritage. L'abolition du droit à l'héritage est l'un des points sur lesquels insiste le *Manifeste Communiste* de Marx et Engels. Ceci vise à porter un coup mortel à la vie de famille et à une saine agriculture.

La réaction de l'Allemagne

La Prusse et la Judéo-Maçonnerie

Afin de comprendre les différents courants de la réaction allemande contre les influences judéo- maçonniques, il faut garder à l'esprit que la nation juive et la Franc-Maçonnerie travaillent dans le camp de Satan au règne du Naturalisme, c'est à dire pour la destruction du

Ces jeunes n'ont reçu aucune formation religieuse ni morale, ni patriotique, ni politique, pas plus que leurs parents depuis Vatican II, de par la nouvelle conception maçonnique de la hiérarchie cléricale installée avec "Jean XXIII"... Le Vatican est désormais surtout préoccupé de suivre les diktats du haut sanhédrin US, et participe à des réunions ...sur le réchauffement climatique (!), dialogue avec et écoute les autorités juives, musulmanes, bouddhistes et taïstes...et n'enseigne aux Catholiques que libéralisme et respect pour le Judaïsme talmudique, lequel active ses manœuvres antichrétiennes et respect pour le Judaïsme talmudique, lequel active ses manœuvres antichrétiennes en excitant l'Islam radical par des guerres iniques, que la presse juive (*Le Courrier International*, du 6/2/2003, article Les cabinets noirs de Washington)) attribue aux chrétiens !

(4) (NDT : Notons sans étonnement que les journaux communistes n'ont pas du tout dénoncé Israël qui n'accorde la nationalité juive qu'aux seuls Juifs reconnus tels par le rabbinat (Cf. Léon de Poncins "Le Judaïsme et le Vatican")

divin plan pour l'Ordre et pour éliminer du monde la Vie Surnaturelle et la Charité. Qu'ils le nient avec force ou qu'ils s'en moquent, l'Ordre objectif du monde n'en demeure pas moins. De plus, les leaders de la nation juive visent à instaurer le règne de leur messie naturel et au rejet de notre divin Sauveur en vue de leur domination, et ils utilisent à cet effet leur indéniable influence sur la Franc-Maçonnerie. C'est donc aussi pourquoi l'on doit s'attendre à voir ces forces naturalistes favoriser les puissances Protestantes comme l'Angleterre et la Prusse dans la mesure où elles s'avèrent d'utiles instruments pour la propagation du Naturalisme, et en même temps les emploient pour les intrigues de la Judéo-Maçonnerie. Il faut aussi s'attendre aux réactions de ces pays protestants lorsqu'ils s'aperçoivent que ce qu'ils jugent être leur intérêt national a été sacrifié aux intérêts juifs à diverses occasions, et que leur vie nationale est en danger de corruption et de décadence.

Ne soyons donc pas surpris de trouver dans des ouvrages comme "*Les Sociétés Secrètes et la société*" du R.P. Deschamps S.J. et dans "*Les Pourquoi de la Guerre mondiale*" de Mgr Delassus, de longs récits des différents moyens par lesquels la Juiverie et la Franc-Maçonnerie favorisèrent l'hégémonie de la Prusse sur les pays germaniques et la substitution de Berlin à Vienne comme capitale culturelle des peuples de langue allemande. Il peut être utile de rappeler ici l'un des incidents peu connus de cette histoire.

Nous avons vu que la création de l'Empire Prussien fut l'un des objectifs de Palmerston esquissés dans l'article du *Globe* du 12 mai 1849. Déjà à la Diète de Francfort de 1848, Mgr Ketteler, plus tard Evêque de Mayence, fut stupéfait d'entendre l'un des députés proposer lors d'une réunion préliminaire, l'extension des frontières de la Prusse jusqu'au Main, se faisant ainsi le champion d'une énorme violation de la loi et de la justice. "Je ne pensais pas, écrit-il dans l'un de ses livres, que vingt ans plus tard en tant qu'Evêque de Mayence je devrai voir ce plan se réaliser ... Je suis désormais certain que ce député n'exprima pas alors une simple opinion personnelle, mais qu'il révélait le plan d'une société secrète".⁽³⁴⁾

⁽³⁴⁾ "*L'Allemagne après la guerre de 1866*" par Mgr Ketteler (cité d'après la traduction française de Belet, dans Deschamps, t. II, p. 402).

La Prusse montra sa gratitude en protégeant la Maçonnerie. Dans un livre publié par le Général Gelazinski avec l'autorisation de la Grande Loge d'Allemagne, peu après la publication de l'Encyclopédie du pape Léon XIII *Humanum genus Sur la Franc-Maçonnerie*, nous lisons : "De toutes les Puissances européennes qui ont été en contact avec la Franc-Maçonnerie, deux seules ont été conséquentes dans leur ligne de conduite : la Prusse qui l'a toujours protégée, et la Papauté qui l'a toujours combattue."⁽³⁵⁾

C'est de Prusse que partit le mouvement pour l'émancipation des Juifs. Le Juif Wilhelm Dohm, le secrétaire du Ministre prussien des Affaires Etrangères (de Frédéric II) écrivit un livre intitulé "*La Réforme Politique et les Juifs*" qui parut en 1781. Selon l'Abbé Joseph Lémann, converti juif, ce livre eut une énorme influence sur Mirabeau et d'autres révolutionnaires français. Dohm, qui fut plus tard le plénipotentiaire de la Prusse dans les négociations avec Napoléon, était ami intime de Mirabeau lorsque ce dernier fréquentait le salon d'Henriette Herz à Berlin (1783-1788). En 1788, Mirabeau publia à Londres un opuscule qui reprenait les idées de Dohm. L'Abbé Lémann dit que Dohm appliquait simplement aux Juifs les théories exposées dans *le Contrat Social* de J.-J. Rousseau. Rousseau y substitua les termes "hommes" et "citoyens" à celui de membres du Christ. Dohm réclamait que les Juifs, qui refusaient de devenir membres du Christ, fussent traités en hommes et en citoyens.⁽³⁶⁾ Et les Juifs témoignèrent leur reconnaissance par la manière dont ils favorisèrent le développement de la puissance de la Prusse.

A cet égard un témoignage suffira : dans *Le Nouveau Mercure* (Paris, mai 1922) un écrivain juif, René Gross, signa un article intitulé *La Question juive par un Juif*. Dans le cours de l'article, il disait : "Le 11 novembre 1918, l'Allemagne abandonna la lutte et déposa les armes. La France avait perdu 1.600. 000 de ses jeunes hommes, tués sur le

⁽³⁵⁾ Cité par Mgr Delassus dans "*Les Pourquoi de la guerre mondiale*", t. II, p. 52.

(NDT : Ce qui avait été le cas jusque sous Léon XIII avait malheureusement cessé d'être depuis les années trente (Cf. "*La Main tendue*" du Vatican aux Pouvoirs maçonniques et à la Juiverie mondiale).

⁽³⁶⁾ "*L'Entrée des Juifs dans la société française*", de l'Abbé J. Lémann, pp. 368-384

champ de bataille... Il est douteux que ce sacrifice ait été d'une quelconque utilité. Après quarante deux mois de paix, la France saignée à blanc, dévastée et ruinée, est aujourd'hui dans une situation encore plus dangereuse face à l'Allemagne qu'en 1914... Si la France ne se tient pas sur ses gardes, le conqui d'hier victorieux aujourd'hui sera le conquérant de demain. Les deux Internationales qui sont simplement les deux facettes du Pouvoir International Juif, la Finance et la Révolution, travaillent fébrilement à cette fin. Il n'est plus nécessaire de prouver cette thèse... Les criminels se sont avancés trop ouvertement sous les feux de la rampe et dans trop de pays en même temps. La conflagration en Russie éclaire le crime de flammes réellement trop hautes et trop lumineuses pour qu'ils puissent se cacher plus longtemps."^(*)

D'un autre côté, nous trouvons dans des livres, comme celui du Dr Friedrich Wichtl "*Weltfreimaurerei, Weltrevolution, Weltrepublik*", l'accusation contre la Juiverie et la Maçonnerie d'avoir continuellement œuvré contre les intérêts de l'Allemagne. Wichtl montre par exemple que la Franc-Maçonnerie du monde entier se ligua contre l'Allemagne durant la Grande Guerre (de 1914-1918). Il prouve notamment que ce fut sous la pression de la Maçonnerie que l'Italie entra dans la guerre contre l'Autriche et l'Allemagne. Il montre aussi que la république communiste de Munich et tout le mouvement (révolutionnaire) communiste en Allemagne et en Russie

(*) (NDT : Etait-ce là un avertissement de ce Mr Gross ou une nasarde, car celui-ci ne pouvait ignorer qui avait négocié le traité absurde de Versailles, où le maçon Clémenceau assisté du juif Georges Mandel (en réalité un Rothschild) avait sacrifié le million six cent mille morts français, les intérêts stratégiques, la sécurité nationale, la stabilité de l'Europe et les droits à réparations de la France, aux diktats des hauts dirigeants juifs de l'entourage juif du Prdt Wilson (lui, sous la tutelle de Jacob Schiff, Bernard Baruch et du colonel House) et celui de Lloyd George (Sir Herbert Samuel) et du roi Edouard VII (Sir Ernest Cassel I). Il devait savoir quels politiciens maçons avaient conduit la politique de la France de 1870 à cette guerre suicidaire, techniquement si mal préparée, et l'avaient voulue et déclenchée par de multiples intrigues ! Il devait savoir qu'il n'y avait pour la France, toujours tenue en 1922 par des politiciens maçons soumis aux mêmes puissants, et une opinion publique manœuvrée par la presse aux mains de l'argent juif, plus aucun moyen de "prendre garde" et de se défendre contre le complot suivant, déjà noué par les hauts financiers juifs, le Gouvernement US, leur SDN et leurs agents.)

après la guerre furent l'œuvre de la Judéo-Maçonnerie avec les frères ... Toller, Levien, Axelrod, Wadler, Ewinger, Lenine, Trotski, etc,etc.⁽³⁷⁾ Page 286, il tire la conclusion que "Ni nous, les Allemands, ni les Gouvernements visibles de nos ennemis ne sont responsables de la Grande Guerre, mais ce sombre et secret pouvoir que nous avons appelé la Maçonnerie mondiale, derrière lequel se cache le dirigeant invisible du destin des peuples, la Juiverie mondiale."^(*)

Dans leurs livres, le R. P. Deschamps, S.J., et Mgr Delassus insistent sur le fait que les forces natu-ralistes organisées ont favorisé la Prusse en vue d'utiliser l'anti-Catholicisme de cette puissance pour éliminer d'Allemagne l'esprit du Corps Mystique du Christ. Wichtl insiste sur le fait qu'à la fin la Prusse a fini par s'apercevoir qu'elle était sacrifiée à son tour à "des intérêts supérieurs". Il nous est vivement rappelé une remarque qui fut faite à Vienne au distingué historien qu'était le Cardinal Pitra, en 1889. Un personnage haut placé dont il ne donne pas le nom lui dit : "Les nations catholiques doivent être écrasées par les nations protestantes. Une fois ce résultat atteint, il suffira d'un souffle pour faire disparaître le Protestantisme. Ainsi nous arriverons à l'athéisme d'Etat."⁽³⁸⁾

Les points de vue défendus par ces deux groupes d'auteurs sont donc en réalité plus complémentaires que contradictoires.⁽³⁹⁾

(37) Op. cit. p. 211, 231, 278-281

(*) (NDT : Nous acceptons la conclusion du Dr Wichtl, à ceci près que ceux qui se font maçons pour accéder aux charges et au pouvoir se font les complices consentants du pouvoir de la Juiverie. Le démontrent tous les candidats et politiciens qui s'entourent d'adjoints et conseillers juifs pour recevoir leur soutien et l'argent juif nécessaire aux campagnes électorales dites démocratiques, qui en font des serfs obligés !)

(38) Mgr Delassus, op. cit., t. II, p. 48

(39) Wichtl assure, p. 186, que, bien que Frédéric-le-Grand ait été franc-maçon, il ne fut jamais admis à connaître les véritables secrets des Loges. Or, en tant que fondateur du Rite Ecossais Ancien et Accepté (auquel cependant des ajouts furent faits à la fin du XVIIIe siècle), Frédéric II devait bien connaître le véritable sens du naturalisme maçon. En fait, le maçon Bluntschli l'honore d'être l'initiateur de l'ère révolutionnaire dont le début, dit-il, devrait être daté de l'accession au trône de Frédéric II, à savoir 1740, plutôt que de 1789. L'Etat moderne, indépendant de toute théocratie c'est à ne dire ne témoignant plus aucune soumission à la loi divine, débuta avec lui. Cf. Deschamps, op. cit. t. II, p. 19.

La réaction de l'Allemagne, antagoniste de l'Eglise Catholique

Au lieu d'inaugurer le retour de toute la nation allemande au divin plan pour l'Ordre dont l'Allemagne du Nord s'était écartée au XVIe siècle, la réaction de l'Allemagne à l'influence corruptrice de la Juiverie et de la Maçonnerie a au contraire intensifié le désordre. Sa réaction est purement naturaliste, mettant la race allemande à la place du Corps Mystique du Christ, le sang allemand se substituant à la Grâce sanctifiante, sang vivifiant du Corps Mystique, et les aspirations instinctives de l'Ame nationale liée à la race allemande, telles qu'interprétées par les leaders de leur race, remplaçant la loi morale.

Les Juifs ont mis leur race et leur nation au dessus du Corps Mystique et surnaturel du Christ et en opposition à Lui, déclarant que le monde trouvera son ordre dans l'avenir lorsque toutes les nations auront été conformées à la nation juive. Conséquence de ce désordre fondamental, le Panthéisme a largement pris la place de la foi de leurs ancêtres en le Dieu transcendant, et le Talmud a évincé la loi divine. Les Juifs en sont ainsi venus à mettre leur race et leur nation à la place de Dieu, ils se sont en fait déifiés.

Mais au lieu de tirer les leçons évidentes du rejet du Christ qu'ont fait les Juifs et de s'efforcer de ramener l'Allemagne à l'acceptation de Son divin plan, le mouvement National-Socialiste a dénoncé toute la Révélation Chrétienne comme une déformation surimposée à l'Ame nationale allemande, et a élevé la race allemande et ses aspirations nationales à la place du Corps Mystique du Christ et a fortiori de la race et de la nation juive.^(*) C'est ainsi qu'au Corps Mystique

(*) (NDT : Si le National-Socialisme est tombé dans cette faute de déifier la nation et la race, c'est que ses leaders étaient hégéliens, nietzschéens et immanentistes gnostiques, et l'Allemagne sous la coupe intellectuelle de Juifs depuis trois siècles. Ce pays comme l'Angleterre, abandonné à l'influence juive par la Réforme, a laissé la pensée juive s'emparer de sa philosophie avec Fichte, Feuerbach, Hegel et Nietzsche. Ses dirigeants ont laissé se développer les Sociétés secrètes instituées par les Juifs, les épaulèrent et en furent membres, de Frédéric II à Bismarck et Hitler (et successeurs démocrates). L'Allemagne du XIXe siècle a vu les chaires de ses universités peuplées d'enseignants juifs. La pensée y a été ainsi contaminée, tout comme en Angleterre et aux USA. Le racisme, l'impérialisme mondial et l'eugénisme illuministe se développaient des deux côtés du monde anglo-saxon

surnaturel et supranational du Christ et à ses exigences d'organisation sociale exprimées par le Pouvoir indirect de l'Eglise, avec le mariage chrétien comme union des membres du Christ et l'éducation chrétienne comme formation des membres du Christ, le National-Socialisme substitue la race allemande et ses propres exigences d'organisation sociale. On peut donc immédiatement conclure que la réaction national-socialiste contre l'influence corrosive du Naturalisme juif sur la vie nationale allemande, non seulement conduit à des mesures de répression contre les Juifs, mais aussi à une véritable persécution de l'Eglise Catholique.⁽⁴⁰⁾

(cf. le British-American-Israël et l'eugénisme du Rockefeller Institute ; lire "*The Men behind Hitler*", de Bernhard Schreiber), axiomatique reprise par les hauts maçons mondialistes, de Julian Huxley à Sicco Mansholt et R. MacNamara, par les thuriféraires juifs de l'avortement, de l'euthanasie... et du "développement durable", dont le vrai sens est d'assurer LEUR seule pérennité (Cf. "*La Paix indésirable*", rapport du Comité US de la Montagne de Fer, Casterman, 1968). Toute conception athée projetera ce type d'organisation totalitaire luciférienne, visera à l'imposer contre l'organisation chrétienne, d'où leur volonté obstinée d'enlever aux parents l'éducation des enfants dès le plus jeune âge pour le confier à l'Etat ou à des couples agréés ! (cf. Article de Mac Namara, dans *The Futurist*, cité dans "*Karl Marx, vrai ou faux prophète*" de Deirdre Manifold (éd. st Remi).

⁽⁴⁰⁾ Dans "*The Rulers of Russia*" (pp.74-77), deux citations d'éminents auteurs catholiques allemands montrent l'immense étendue de l'influence juive en Allemagne. Le Dr Kurt Ziesché, professeur à l'Université de Breslau, dans son livre "*Das Königstum Christi in Europa*" publié en 1926, insiste sur la prépotence du naturalisme juif sur la vie politique et économique de son pays. Le Dr Eberlé, l'éditeur du *Schönere Zukunft* expose la réalité et la puissance de l'influence juive dans la banque, dans l'édition, dans la vie commerciale, etc., etc. Cf. "*The Mystical Body of Christ in the Modern World*", p. 310.

(NDT : Avant 1939, les maisons d'édition de Leipzig (la ville allemande du livre) étaient aux mains des Juifs, d'où leur influence dominante notamment depuis la République de Weimar où ils étaient au Gouvernement et les réactions des patriotes allemands pour s'en libérer ; ceux-ci n'approuvèrent cependant pas tous les mesures prises contre les personnes. Hitler avait été aidé dès 1929-30 par la finance juive, notamment les Seligman, les Oppenheim de la banque Stein (Oppenheim dont l'aîné garda ses deux bureaux à la Reichbank jusqu'en 1944 et fut le conseiller du Dr Schacht et de Kaltenbrunner), et à la banque Stein fut également associé le banquier Henry Schroeder de Londres et New-York) ; citons encore les magnats juifs Hugo Stinnes et E. Kirdorff des charbonnages de la Ruhr, et les Schiff et les Warburg via l'International Acceptance Bank, présents au sein

La race allemande déifiée a attaqué directement la divinité naturelle rivale, la race juive, et a entrepris systématiquement de l'éliminer comme corruptrice de sa propre source de divinité, le sang allemand. Elle sape et cherche aussi à évincer directement et indirectement l'Eglise Catholique surnaturelle et supranationale. Les Catholiques sont toujours autorisés à professer à la messe qu'ils s'efforceront de vivre en membres du Christ et qu'ils s'attacheront à organiser la société en sorte qu'elle les aide à vivre ainsi. Mais dès leur sortie de la messe, les Catholiques d'Allemagne et d'Autriche trouvent la société organisée sur le principe que la plus haute forme de vie est la vie nationale allemande, et que le sang allemand est plus élevé et plus noble que la Grâce sanctifiante, sang vivifiant du Corps Mystique. Le National-Socialisme exige une éducation qui forme la jeunesse à considérer comme bien suprême l'appartenance à la race allemande et non pas l'appartenance au Corps Mystique du Christ. La loi morale, dont l'Eglise Catholique est l'unique dépositaire divinement instituée, doit céder la place aux exigences du sang allemand telles qu'exprimées par les leaders élus du peuple. Toute l'organisation

du conseil d'administration de l'IG Farben (cf. «*Les Sources de financement du Nazisme*» de P. de Villemarest). Lui et Karl Hausoher étaient aussi en étroites relations avec le baron juif Ludwig Von Mises, organisateur du «One World Movement» et personnalité de la Golden Dawn. Ce furent ces liens et soutiens financiers et l'appui de la Maçonnerie Vieille Prusienne qui structurait la Reichwehr avec les sociétés secrètes internationales sous influence juive. Dans celles-ci intriguaient le mage Hasnussen, juif qui sera son astrologue, et le juif hungaro – anglais T. Trebish-Lincoln, à l'époque conseiller de Lundendorff et mêlé au coup d'Etat nationaliste de Kapp, agitateur et révolutionnaire de haut vol à la très surprenante biographie esquissée dans «*La Révolution Mondiale*» de Nesta Webster, qui l'amènèrent au pouvoir, aidé de membres de la Rose-Croix de Bavière, des Chevaliers Teutoniques et de la Golden Dawn qui feront le «brain trust» de son parti et expliquent ses options satanistes et la swastika inversée comme emblème du mouvement ! L'action d'Hitler concernant la population juive, qu'il chercha jusqu'à la guerre de 1939 à faire émigrer, fut largement due au refus des USA et de l'Angleterre de tout accord avec son Gouvernement pour admettre les Juifs d'Allemagne chez eux ou en Palestine, comme il le souhaitait avec les organisations sionistes .

A noter que le Gouvernement de Roosevelt de son côté après la déclaration de guerre plaça en camps de d'internement les civils japonais résidant sur le territoire américain...)

sociale de la vie allemande et les idéaux qui l'animent sont donc complètement anti-Catholiques.

Nous pouvons maintenant comprendre ce que le National-Socialisme entend par "*Christianisme positif*" en matière de Révélation, de Foi, de péché et de Rédemption. Le "*Christianisme positif*" (pour le National-Socialisme) est le Christianisme tel que le conçoit l'Ame nationale allemande "la plus noble des âmes, sous l'influence de sa pulsion instinctive particulière". Catholicisme et Protestantisme sont en revanche tous deux tenus pour un *Christianisme négatif*, qui sans cesse condamne et interdit les comportements et barre ainsi la route à l'expansion de l'Ame allemand.^(*) Ce n'est que lorsqu'il a rompu avec le Catholicisme qu'un homme se libère pour une culture réellement organique, pour une foi véritable en le sang allemand. La *Révélation* en ce sens signifie l'inspiration qui provient du sang de la race allemande et de l'histoire du peuple allemand. La *Foi* n'est autre que la sublime confiance dans l'avenir du peuple allemand et dans la vérité de la mission du Führer. Le Führer a été le surgissement de l'âme raciale allemande à l'heure du besoin. *Le seul péché réellement mortel* est de mélanger l'excellence du sang allemand avec le sang inférieur d'autres races, et de déformer les esprits par des doctrines opposées à la *Weltanschauung* national-socialiste, c'est à dire à la conception nationalesocialiste du monde.⁽⁴¹⁾ La "*Rédemption*" consiste

(*) (NDT : Les vainqueurs du Nazisme ont imposé à leur tour leur propre *Weltanschauung* et un *Christianisme positif* par Jean XXIII et Paul VI, entériné à Vatican II, aligné sur l'humanisme maçon et docile aux B'nai Brith, selon lequel «les Juifs sont innocents du déicide, et les Evangélistes ont donc fabulé ; les talmudistes sont «nos frères aînés dans la Foi» et ne sont pas à convertir (mais de fait «sont nos guides» !). Est *Christianisme négatif* celui qui reste fidèle au Magistère de vingt siècles et croit en l'inerrance des Saintes Ecritures... (Cf. «*Le Judaïsme et le Vatican*»)

(41) James Murphy, le traducteur de l'édition anglaise intégrale de "*Mein Kampf*", écrit dans son introduction : "*Weltanschauung*" signifie littéralement "perspective sur le monde". Mais tel qu'employé généralement en Allemand, cette perspective sur le monde signifie un système complet d'idées, constitué en une unité organique – embrassant la vie humaine, les valeurs, les idées culturelles et religieuses, la politique, l'économie, etc., en fait une vue globale de l'existence humaine. Le Christianisme pourrait donc être appelé une *Weltanschauung* ...Le National-

en la libération de l'âme allemande des influences de sang étrangères et de toutes doctrines anti-racistes déformantes.

Nous pouvons donc voir l'opposition radicale entre la Weltanschauung national-socialiste et sa déification de la race allemande et le divin plan pour l'Ordre par l'Eglise Catholique, Corps Mystique du Christ. La persécution de l'Eglise Catholique par un gouvernement national-socialiste est donc inévitable. Dans "Mein Kampf", Hitler a été très explicite à cet égard.

"Une Weltanschauung, écrit-il, est intolérante, et ne peut permettre à une autre d'exister à côté d'elle. Elle exige impérativement d'être reconnue, elle, comme unique et exclusive, et impose une complète transformation selon ses vues de toutes les branches de la vie publique. Elle ne peut jamais permettre que l'ancien état de choses subsiste en même temps qu'elle... On pourra objecter qu'un tel fanatisme, une telle intolérance, sont symptomatiques d'une mentalité juive. Ce peut être mille fois vrai, et c'est un fait que l'on peut regretter profondément ... mais le fait ne change pas les conditions telles qu'elles existent actuellement. Ceux qui veulent libérer notre Nation allemande des conditions qui existent actuellement ne sauraient se rompre la tête à la pensée que tout serait tellement mieux si tel événement n'était jamais arrivé. Ils doivent s'efforcer de trouver les voies et moyens d'abolir ce qui existe effectivement. Une philosophie de la vie inspirée par un esprit infernal d'intolérance ne peut être évincée que par une doctrine présentée avec un esprit tout aussi ardent, pour laquelle on combat avec une volonté tout aussi arrêtée... "Les partis politiques sont disposés aux compromis, mais une Weltanschauung ne le fait jamais... Une Weltanschauung générale ne partagera jamais la place avec quoi que ce soit d'autre. Elle ne peut donc jamais accepter de collaborer dans l'ordre des choses qu'elle condamne. Tout au contraire, elle se sent obligée d'employer tous moyens pour combattre le vieil ordre et tout l'ordre des idées appartenant à cet ordre, et à préparer la voie pour leur destruction. Toute nouvelle philosophie de la vie ne mènera ses idées à la victoire que si les éléments les plus courageux et les plus actifs de son époque et de son peuple sont enrôlés sous ses idéaux et rassemblés fermement en une puissante organisation de combat. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de sélectionner dans le système général

Socialisme se pose assurément en *Weltanschauung*". La Weltanschauung est une philosophie complète embrassant tous les aspects de la vie humaine, ce que Murphy exprime par "une vue totale de l'existence humaine" (une conception globale de l'existence).

de doctrine un certain nombre d'idées qui attireront ces individus et qui, mis en forme de façon claire et précise, serviront d'article de foi pour une nouvelle association d'hommes... Le programme d'une Weltanschauung représente une déclaration de guerre contre un certain ordre des choses, contre les conditions présentes, en bref contre la Weltanschauung établie. Il n'est pas nécessaire cependant que chacun de ceux qui combattent pour cette nouvelle doctrine aient pleine connaissance des idées ultimes et des plans de ceux qui sont les leaders du mouvement."⁽⁴²⁾

L'opposition au processus de formatage mené par la Weltanschauung national-socialiste, opposition qui incombe à tout Evêque et tout prêtre catholique, est qualifiée par le Gouvernement national-socialiste d'ingérence politique et de manifestation d'hostilité à l'égard du Reich allemand.⁽⁴³⁾ Pour le Gouvernement national-socialiste, former des enfants à considérer leur appartenance au Christ comme leur plus haute dignité, infiniment plus haute que l'appartenance à une race quelle qu'elle soit, c'est de la "politique", et c'est un acte d'inimitié à l'encontre de l'Etat allemand tel que

⁽⁴²⁾ Op. cit. édition intégrale, (Hurst & Blackett, Ltd, 1939), pp. 378-380

⁽⁴³⁾ (NDT : comme l'appartenance à l'Eglise Orthodoxe était depuis la révolution judéo-bolchevique russe considérée opposition politique et conduisit des millions de clercs et de chrétiens au Goulag et à la mort, de même l'appartenance au Catholicisme véritable (pas au néo-christianisme de Vatican II) est considéré comme antisémite de nos jours : si les Catholiques ne sont pas encore arrêtés par la police, la législation et la structure judiciaire sont en place et peuvent être activées à mesure des progrès du Mondialisme juif. La Weltanschauung judéo-maçonnique s'oppose donc tout aussi radicalement à l'existence de la religion Catholique, et par une calomnie diabolique, les manipulateurs juifs l'assimilent au Nazisme dans les médias (Cf. le reportage illustré d'amalgames venimeux de *Paris-Match*, édition belge du 12 février 2009, sur la Fraternité St Pie X présentée comme un foyer de nazisme (!!!). Les antichrists emploient d'ailleurs des provocateurs infiltrés, dont on pourrait citer certains noms, et aujourd'hui le Catholicisme n'est plus même défendu par un Pape, le Vatican depuis Jean 23 et Paul VI œuvrant sous influence juive à une néo-religion judéo-humaniste (Cf L. de Poncins «Le Judaïsme et le Vatican») et à la convergence de toutes les religions dans un humanisme global de la Religion Mondiale Unie (*Si Si No No*, mars 2003, et discours de Jean Paul II vantant cet humanisme global devant la Fondation Nova Spes créée par le Calmaçon Franz König, in *Oss.re Romano* du 28 juin et *Documentation catholique* n°1924 du 7 septembre 1986).

constitué actuellement. La persécution de l'Eglise Catholique est donc inévitable, comme nous l'avons dit. Mais pour le Gouvernement national-socialiste, « les Catholiques ne sont pas persécutés pour leur religion. Tout ce qui arrive, c'est que les prêtres qui s'ingèrent dans la politique et se montrent des ennemis de l'Etat allemand sont traités comme ils le méritent. » Il y a donc flagrante contradiction entre les affirmations du chef du Gouvernement allemand Adolf Hitler d'un côté, et celles du Pape et des Evêques allemands de l'autre. Par exemple, dans le bulletin national-socialiste officiel "*Nouvelles d'Allemagne*" d'avril 1939, faisant état d'une déclaration faite par Hitler au Reichstag le 30 janvier 1939, nous lisons : "Personne en Allemagne n'a jusqu'à présent été persécuté pour ses vues religieuses, et personne ne sera persécuté sur ce plan... Nous protégerons le clergé allemand dans ses fonctions de ministres de Dieu, mais nous détruirons les membres de ce clergé qui sont les ennemis du Reich allemand."

Cependant par ailleurs le Pape Pie XI, s'adressant au Collège des Cardinaux la veille de Noël 1937, déclara : " Il nous faut nommer les choses par leur nom. En Allemagne il y a indéniablement une persécution religieuse. Pendant longtemps ils ont cherché à nous faire croire qu'il n'y avait pas de persécution. Nous savons bien cependant qu'il y a une cruelle persécution. *Qui plus est, il y a rarement eu une persécution aussi cruelle, aussi douloureuse et aussi dévastatrice par ses effets à longue portée.* C'est une persécution dans laquelle ni l'emploi de la force, ni la pression des menaces, ni les subterfuges de la ruse et de la tromperie n'ont été épargnés... Nous ne nous mêlons pas de politique ... Mais il est incontestablement de Notre devoir d'insister que les simples citoyens se doivent de maintenir leur vie civique en conformité avec la loi de Dieu, la loi du Christ. Est-ce là œuvre de religion ou est-ce se mêler de politique ? Ce n'est certainement pas se mêler de politique... Voilà ce qui peine profondément le Souverain Pontife, cette accusation répétée de l'abus de la religion à des fins politiques et de lancer une telle calomnie contre tant de Ses Vénérables Frères dans l'Episcopat, contre les membres du Sacré

Collège des Cardinaux , contre tant de prêtres, contre tant de braves laïcs qui ne sont préoccupés que d'obéir à la loi de Dieu..."⁽⁴³⁾

Dans leur Lettre pastorale du 19 août 1938, les Evêques allemands écrivaient de nouveau ceci :

"Nous, Evêques catholiques allemands, avons déjà traité, dans des Lettres pastorales antérieures, du combat qui nous a été imposé. Et de nouveau aujourd'hui, à la suite de faits répétés, il nous faut prendre acte que ces attaques ne se sont pas calmées ni ne sont devenues plus supportables, mais se sont accrues en intensité et nous sont adressées avec plus d'inimitié que jamais, cependant qu'en vérité les objectifs de nos adversaires sont aussi devenus plus évidents. Ils s'efforcent de nous restreindre de tous côtés, de saigner à mort notre vie catholique. Oui, bien plus, ils visent à renverser complètement l'Eglise Catholique sur le territoire allemand et même à éliminer entièrement tout Christianisme quel qu'il soit, et à introduire à sa place une forme de foi totalement étrangère à la véritable foi en Dieu et à la foi en la vie future... Des personnalités importantes et en charge de responsabilités ont elles-mêmes annoncé avec la plus grande publicité que leur objectif idéologique n'est autre que la destruction du Catholicisme allemand.

"On ne saurait objecter qu'après tout aucun empêchement n'est fait à la tenue des cérémonies de l'Eglise Catholique. Certes, dans l'ensemble, c'est encore le cas. Mais en réalité cependant, de constants efforts sont faits dans cette direction, en particulier par le fait que l'on s'efforce d'engendrer dans la jeunesse, et chez elle par divers camps, une désaffection d'aller à l'Eglise, que l'on met des difficultés à ce qu'elle s'y rende, et aussi en représentant le "*dénominationalisme*" comme destructeur de l'unité de la nation, et en faisant tous efforts pour écarter de la vue du public tout ce qui est clérical. L'on nous fait ainsi une vie comme celle des catacombes, ce qui est le début de la fin... (Ici les Evêques mentionnent quelques unes des méthodes que la persécution a utilisées)..."

"Selon les principes des théories du sang et de la race, la personne et la vie du Christ sont en contradiction avec l'idéal allemand

⁽⁴³⁾ *Acta Apostolicae Sedis*, du 31 janvier 1938, p.21

d'humanité^(*), de même que les principes de Son enseignement et en particulier les doctrines du Pêché originel, de la Rédemption, la récompense ou le châtement après la mort, qui sont dits tirés de légendes ou de superstitions de peuples barbares qui imposèrent par la force leurs croyances aux Allemands. Imbus de ces principes, les jeunes dans diverses parties du pays ont pris l'initiative d'éliminer des lieux publics les crucifix, symbole du Christianisme. Ils sont même allés jusqu'à détruire de très anciens calvaires, sans égard même à la valeur artistique de plusieurs d'entre eux... Ils cherchent à bannir le Dieu chrétien et à instaurer à Sa place un "Dieu allemand". Ce "dieu" est-il un dieu différent du Dieu des autres nations ? S'il l'est, alors il y a autant de dieux qu'il y a de races et de peuples, ce qui revient à dire qu'aucun n'est dieu en rien du tout, car le vrai Dieu est nécessairement unique ... Dans un document officiel, on a proclamé que les Allemands n'accepteront pas un "Dieu-Créateur". Si tel est le cas, les Allemands transforment ce monde transitoire en quelque chose d'éternel, et dans la mesure où le seul et vrai Dieu est rejeté, il peut entendre tout au plus sous le terme de "dieu" quelque manifestation de l'âme raciale. Un dieu comme cela n'a aucun sens... "Tout comme on l'a fait à Celui qui était le Saint par excellence et qui déclara "Je suis la Voie, la Vérité et la Vie", l'on peut mettre la vérité chrétienne en prison, la flageller, la livrer au pouvoir civil, la couronner des épines de la calomnie, la condamner à mort et la crucifier sur un calvaire allemand. Mais pour elle, bien court sera le silence de la tombe, et elle se relèvera et regardera triomphante la tombe que des hommes lui auront creusée et ont scellée sur elle, et les tombes silencieuses de ses ennemis fermées à jamais."⁽⁴⁴⁾

(*) (NDT : "Idéal d'humanité" Nazi qui était le culte de la force, de la volonté de puissance nationaliste, à laquelle s'opposait la Charité et l'absolu de Dieu du Christianisme, assimilés par les Nazis à un culte de la faiblesse, selon l'axiomatique de Nietzsche, façonné par la pensée juive : l'orgueil et l'athéisme.)

(44) Texte tiré en grande partie de "*The Persecution of the Catholic Church in the Third Reich*" publié chez Burns and Oates, mais aussi de la traduction du présent auteur pour "*The Rulers of Russia*", pp.67,68

L'opposition radicale des théories raciales allemandes à la doctrine catholique est rendue claire par l'instruction de les combattre émise par la Sacrée Congrégation des Séminaires et des Universités à l'adresse des Recteurs des séminaires et des universités catholiques. Ce document, émis le 13 avril 1938, déclare ceci : "L'an dernier, la veille de Noël, Notre Auguste Pontife et Pape glorieusement régnant, dans son Allocution aux Cardinaux et aux Prélats de la Curie Romaine, a fait référence en des termes graves et soucieux aux douloureuses persécutions de l'Eglise Catholique en Allemagne. Causait une très grande peine au cœur du Saint Père le fait que, pour excuse d'une si flagrante injustice, d'éhontées calomnies étaient inventées, et que les plus pernicieuses doctrines, faussement présentées comme scientifiques, étaient abondamment répandues dans l'intention de créer la totale confusion des esprits et de déraciner la vraie religion. Devant cet état de faits, la Sacrée Congrégation des Etudes presse les Universités et les facultés à concentrer toutes leurs ressources et leurs efforts à la défense de la vérité face l'invasion de ces erreurs. C'est pourquoi, ceux qui enseignent dans ces centres d'études supérieures doivent mobiliser tous les moyens à leur disposition en biologie, en histoire, en philosophie, en apologétique, en sciences morale et juridique, et ainsi forger les armes avec lesquelles réfuter de façon décisive et avec pertinence les doctrines absolument fausses et insoutenables suivantes :

" 1) Les races humaines par leurs caractères naturels inchangeables sont si différentes l'une de l'autre que la plus basse parmi elles est encore plus éloignée de la plus haute qu'elle ne l'est de l'espèce animale la plus élevée ;

" 2) La vigueur de la race et la pureté de sang doivent être protégées et cultivées par tous les moyens. Tout ce qui conduit à cette fin est par là-même honorable et permmissible.

" 3) Les qualités intellectuelles et morales de l'homme proviennent essentiellement de son sang, source des caractéristiques raciales.

"4) Le but essentiel de l'éducation est de développer les caractéristiques de la race et d'enflammer les esprits d'un amour brûlant de leur propre race comme souverain bien.

"5) La religion est sujette à la loi de la race et doit y être adaptée.

"6) La règle première et suprême de tout l'ordre juridique est l'instinct racial .

"7) Seul existe comme être vivant le Cosmos ou l'Univers. Toutes les choses, l'homme compris, ne sont que des formes diverses, croissant au cours des âges, de l'Être Vivant Universel.

" 8) Les individus existent par l'Etat et pour l'Etat : les droits qu'ils possèdent leur viennent uniquement par concession de l'Etat.... "

Les sources de la théorie allemande de la race

Quelles sont les sources de la déification actuelle de la race allemande ? Elles sont nombreuses et variées. Nous pouvons commencer par distiguer les sources lointaines des sources récentes. La source lointaine est la révolte luthérienne au XVIe siècle. Les sources récentes sont les philosophies de Kant, de Fichte et de Hegel, et les théories de la race du Français Gobineau et de l'Anglais H. St Chamberlain. Disons quelques mots sur chacune d'elles.

La révolte luthérienne.

La révolte luthérienne est la révolte de *l'individu* contre sa soumission au divin plan pour l'Ordre par lequel se développe la vraie *personnalité*. Dieu seul, comme nous l'avons vu chapitre I, possède la personnalité au plein sens du terme, car Lui seul est indépendant dans Son Être et dans Son action, non seulement de la matière, mais aussi de tout ce qui n'est pas Lui-même. De ce fait, la personnalité humaine se développe en proportion où nous tendons à l'union à Dieu selon les règles qu'Il a Lui-même posées. Ceci veut dire que, dans notre condition d'êtres victimes de la Chute mais rachetés, notre personnalité se développe dans la mesure où nous vivons en union d'amour avec la Très Sainte Trinité présente à nous par notre appartenance au Corps Mystique du Christ, l'Eglise Catholique, en observant donc l'ordre objectif de vie qui nous incombe du fait de ce divin plan même. Le développement de la personnalité implique donc une compréhension croissante de cette tendance ordonnée et un amour intense de l'Ordre ainsi compris. Cet amour se manifestera par la capacité à se sacrifier, c'est à dire par une aptitude croissante à supprimer l'inclination à faire de nous-même le centre de notre vie.

C'est ainsi que nous respectons la tendance ordonnée de tous les êtres vers Dieu, Bien Commun de l'univers.

Développer son individualité au contraire, c'est mener une existence centrée sur soi, en permettant à sa propre volonté de se porter contre l'Ordre sous l'effet de la passion. L'histoire de Luther est celle d'une révolte contre l'Ordre sous l'empire de la passion : "Tandis qu'il avance en âge, son énergie devient de moins en moins l'énergie d'une âme et de plus en plus l'énergie d'un tempérament. Agité de grands désirs et d'aspirations véhémentes ... possédé par les passions, déchaînant la tempête autour de lui, brisant tout obstacle et toute discipline"extérieure", ... Luther est bien le type de l'individualiste moderne (le prototype des âges modernes, dira Fichte). Mais en réalité sa personnalité s'est désagrégée et perdue ... Tout cela provient d'une même cause : l'absolue prédominance du sentiment et de l'appétit ... Chez Luther... la volonté a vraiment et absolument le primat... Cette attitude d'âme va évidemment s'accompagner d'un profond anti-intellectualisme, favorisé d'ailleurs par la formation occamiste et nominaliste que Luther avait reçue en philosophie... Aussi bien chez Luther le sentiment hypertrophié du moi est-il essentiellement un sentiment de la volonté, de réalisation de la liberté comme le dira plus tard la philosophie allemande. Il faudrait insister aussi sur son égocentrisme, et montrer comment chez lui le moi est le centre, non pas certes comme chez Kant par l'effet d'une prétention de l'intelligence humaine d'être la mesure des choses intelligibles, mais par l'effet d'une prétention de la volonté individuelle séparée du corps universel de l'Eglise à se poser toute seule et toute nue en face de Dieu et du Christ pour assurer sa justification... Derrière les appels de Luther à l'Agneau qui sauve, derrière ses élans de confiance et sa foi au pardon des péchés, il y a une créature humaine qui... veut suivre sa volonté de puissance ... et faire sa volonté dans le monde."⁽⁴⁰⁾

La révolte luthérienne a par conséquent consisté en dernier ressort à dresser la volonté passionnée d'une créature humaine contre le divin plan. Elle inaugure le conflit entre l'Esprit et la Loi, la Foi et les

⁽⁴⁰⁾ "Trois Réformateurs " de Jacques Maritain, pp. 27-37 de l'édition anglaise de Sheed & Ward, pp. 37 à 53 de l'édition française Plon-Nourrit, 1925

œuvres, et elle donna naissance à la tendance à l'immanentisme et au subjectivisme, selon laquelle l'ordre objectif du monde est considéré comme un obstacle entravant le développement du moi profond. Par lui, les peuples germaniques commencèrent à se dresser et à vouloir forger le monde en opposition à la soumission ordonnée au Corps Mystique du Christ. La philosophie de Kant, de Fichte et de Hegel mirent précisément l'homme à la place de Dieu.

La philosophie de Kant, Fichte et Hegel

Pour bien comprendre toute l'influence de ces philosophes, il faut revenir un moment en arrière aux deux courants que nous avons vus issus du Nominalisme.

Le Nominalisme de Descartes sacrifia les facultés sensibles de l'homme à son intelligence et conduisit au Panthéisme de Spinoza, dans lequel l'homme s'identifie à Dieu. Le Nominalisme de Locke, Berkeley et Hume sacrifia l'intelligence de l'homme, la réduisant finalement au rang et à la fonction d'un sens interne. La philosophie de Kant fut une réaction contre le sensualisme et l'empirisme de Hume. Le sensualisme ne laisse devant l'esprit que des phénomènes discontinus, sortes de grains de poussière, sans explication intelligible des groupements qui se rencontrent dans la nature. Kant vit que l'empirisme de Locke et de Hume, non seulement ne pouvait expliquer l'unité des êtres individuels, mais était en contradiction flagrante avec *le fait* des jugements de la science nécessaires et universels, c'est à dire de l'existence d'un ordre nécessaire et universel dans le monde. La tentation de Kant était très grande d'attribuer à l'esprit les phénomènes eux-mêmes comme sujets à l'ordre et à la loi, en en faisant ainsi un produit de la pensée humaine. Comme il n'avait pas connaissance de la doctrine thomiste de l'abstraction, par laquelle l'intelligence saisit l'ordre objectif du monde dans les données qui lui sont fournies par les facultés sensibles, il succomba à la tentation. L'univers des phénomènes ordonnés est absorbé dans le sujet et apparaît comme immanent à l'esprit, et c'est l'esprit humain qui construit l'ordre du monde.

L'esprit humain s'attribue ainsi la fonction de l'Esprit divin, car l'Intelligence Divine est la mesure des choses.⁽⁴⁷⁾

Fichte compléta le travail de mettre l'homme à la place de Dieu en enseignant que l'esprit humain produisait non seulement *la forme*, mais *la matière* de la pensée. Il vit que si la matière provenait de l'extérieur, l'application à celle-ci des catégories serait arbitraire, et qu'il n'y avait alors aucune garantie de sa "malléabilité" ou de sa "pliabilité" sous l'action de l'esprit humain. N'allait-elle pas refuser un jour de se laisser mouler, et ainsi ne plus rien laisser d'autre que le chaos et la confusion ? L'Esprit (ou Ego) pour Fichte doit être l'Être premier absolu, produisant le monde des phénomènes par une création inconsciente et involontaire. D'où que l'esprit créé s'identifie avec Dieu. C'est ce sur quoi Fichte insiste si fortement dans ses "*Adresses à la Nation Allemande*". Par exemple, dans la *Troisième Adresse*, il dit : "l'élève de cette éducation n'est pas simplement un membre de la société humaine ici sur cette terre... Il est également ...un lien dans la chaîne éternelle de vie spirituelle dans un ordre social supérieur... Correctement guidé, il... *trouvera finalement que rien n'existe réellement que la vie, la vie spirituelle qui vit dans la pensée, et que tout le reste n'existe pas réellement mais semble seulement exister... Il percevra que ... selon une Loi fondée en Dieu même, la vie spirituelle qui seule existe est une, c'est la divinité même, qui existe et ne se manifeste que dans la pensée vivante. Il apprendra ainsi à connaître et à garder sainte sa vie spirituelle propre et toute autre vie spirituelle, comme un lien éternel dans la chaîne de la manifestation de la vie divine.*"⁽⁴⁸⁾

Comment l'Ego ou l'esprit produit-il le non-Ego ? Inconsciemment et involontairement.

Fichte distingue, dans le sujet connaissant, l'ego conscient de soi, empirique, fini et individuel, de l'Ego infini et universel qui est la vie rationnelle de la société humaine manifestée en pratique, cela tout

⁽⁴⁷⁾ Cf. "*Les Sources de l'Idéalisme*" de Régis Jolivet, pp.104-110, et "*Réflexions sur l'Intelligence*" de J. Maritain, p. 30.

⁽⁴⁸⁾ Texte essentiellement tiré de la traduction des "*Adresses*" parue chez Jones & Turnbull (1922)

spécialement par la science et la philosophie allemande. La vie rationnelle pratique de la société humaine tend en permanence à mieux connaître l'ordre moral du monde et à le produire. La pensée allemande est invitée à forger le monde et à l'ordonner. L'esprit allemand est le point culminant de la conscience de soi de la divinité en constante évolution, immanente dans l'humanité.⁽⁴⁹⁾ Nous pouvons donc ainsi saisir toute la force de la conclusion de la *Quatorzième Adresse* de Fichte : "S'il y a, y lisons-nous, quelque vérité dans ce que j'ai dit dans ces Adresses, c'est à vous (Allemands) la souche-mère de l'Europe moderne, qu'est confié d'une manière toute spéciale parmi tous les peuples modernes le germe de la perfection humaine, et c'est à vous qu'il a été conféré de diriger son développement. Si vous manquez à votre vocation toute spéciale, avec vous s'effondre toute l'espérance de la race humaine".

Ce Panthéisme ou identification de Dieu à l'homme s'exprime de manière différente chez Schelling et Hegel les successeurs de Fichte, mais la transcendance de Dieu est tout aussi énergiquement niée par eux.⁽⁵⁰⁾ Dieu est immanent au monde, spécialement dans la race

⁽⁴⁹⁾ "L'humanité est elle-même le Dieu vivant ... J'abhorre toute forme de religion qui considère Dieu comme un être personnel. Une telle idée est indigne de la race humaine." (tiré de "*Critique de toute forme de Révélation*", de Fichte, cité par le RP. Garrigou-Lagrange dans "*De Révélation*", t.I, p.242).

(NDT : Remplaçons l'humanité de la phrase de Fichte par Israël, et nous avons... le Talmud !)

⁽⁵⁰⁾ "Selon Hegel, la source commune de l'Ego et de la nature ne transcende pas la réalité, elle lui est immanente...L'Absolu est la succession, la perpétuelle génération des choses ...Pour lui, l'Absolu est le processus évolutif lui-même. Il n'engendre pas le mouvement et la vie, il est lui-même le mouvement... De la même manière, il n'est pas au-dessus de la capacité intellectuelle de l'homme. Si l'on entendait par Dieu l'Être qui transcende la raison humaine, Hegel serait le plus athée des philosophes, car personne n'affirma plus catégoriquement que lui l'immanence et la complète intelligibilité de l'Absolu. Spinoza lui-même, le philosophe de l'immanence, ne semble pas être allé aussi loin." ("*Histoire de la philosophie européenne*" d'Alfred Weber, p. 362).

(NDT : Hegel mourut en 1831. Darwin participa à l'expédition scientifique en Amérique du Sud de 1832 à 1834, et c'est en 1859 qu'il publia son célèbre ouvrage "*De l'Origine des espèces*". Compte tenu du retentissement de la pensée de Hegel, on peut penser qu'outre les liens de Darwin à la Maçonnerie, c'est notamment

allemande. Dans l'évolution de l'Humanité-Dieu, un Etat ou un peuple est toujours le meneur selon Hegel. La Grèce et Rome ont dirigé le monde antique. Dans l'Europe d'aujourd'hui, il y a un peuple élu pour diriger le développement du monde et y mettre l'ordre, c'est "la race allemande"...

L'instinct racial allemand remplace l'esprit allemand comme force formatrice du monde : Gobineau et H. ST. Chamberlain

Il serait trop long d'énumérer toutes les influences qui ont conduit à la forme actuelle de divinisation de la race allemande.⁽⁵¹⁾ Nous avons vu le courant venu de Fichte et de Hegel. Mais même les réactions contre ces philosophes ne mirent pas en cause leur principe de base, à savoir que la pensée allemande était destinée à mouler le monde. Par exemple, le fait que la pensée allemande se soit absorbée dans la spéculation métaphysique fut l'objet de nombreuses critiques lorsque l'on s'aperçut que d'autres pays, qui s'étaient plus intéressés à la colonisation, aux matières premières et à l'industrie, avaient accumulé une puissance et une richesse énormes. En conséquence, le matérialisme de Feuerbach alla jusqu'à faire de la matière et du corps

l'évolutionnisme panthéiste du philosophe qui lui servit d'idée directrice, l'évolution des espèces pouvant en donner une "confirmation factuelle". De fait cent cinquante ans plus tard, l'évolutionnisme Darwinien démenti par la biologie comme par la mathématique du hasard (Pr Saget) continue de servir de garant scientifique à l'évolutionnisme hégélien (avec son dérivé religieux du modernisme...qui a contaminé la Religion Chrétienne), cela par un martèlement constant mais infondé. Le botaniste J. Mendel puis l'étude de l'ADN ont montré la rigoureuse reproductibilité du génome. L'évolutionnisme ne s'appuie plus que sur une tautologie : les zoologistes de réfèrent à la sédimentologie pour dater les fossiles et affirmer l'apparition évolutive des espèces, et les sédimentologues se réfèrent aux zoologistes pour dater les couches sédimentaires ! (D. Tassot "*La Bible au risque de la science*")

⁽⁵¹⁾(NDT : A l'origine de cette absolutisation de la race et de la pensée de l'homme, le Talmud, et à l'époque des lumières "*An essay on the principle of Population*" du juif Malthus. Divinisation ici de la race allemande à l'époque du Nazisme, et dans le camp opposé celle de la race Anglo-saxonne et de ses intérêts mondiaux, servant les intérêts juifs et la race d'Israel (réfèrents de la pensée "correcte" à usage des peuples goyim asservis), avec maintenant celle de la Nature Gaia, auxquelles les gouvernements et même le Vatican doivent désormais se conformer dans une optique panthéiste.)

l'essence de l'Ego, mais il gardait la position de l'Ego et aussi le rôle directeur de l'Allemagne dans le processus de moulage. Haeckel appliqua à la vie humaine la théorie darwinienne de sélection^(*), et donna à la guerre sa place comme contribution germanique au progrès du monde.

Semblablement, le nouveau courant issu de Gobineau et de H. St. Chamberlain s'inséra aisément dans la mentalité existante. D'après eux, la pureté de sang et de race est le grand principe de progrès de l'humanité, non seulement de progrès physique, mais de progrès intellectuel et moral. Ainsi, pour que l'esprit et l'âme allemands puissent mouler le monde, la condition indispensable est la pureté du sang et de la race allemands. Comme d'après cette théorie l'esprit de l'homme, c'est à dire ses qualités intellectuelles et morales, proviennent essentiellement de son sang, Gobineau et H. St Chamberlain peuvent revendiquer n'avoir fait que dégager les ultimes fondements de la philosophie de Fichte et de Hegel. En réalité, leur panthéisme est encore plus nettement matérialiste.

L'Etat National-Socialiste est le moyen par lequel l'instinct racial allemand, issu du sang allemand et du sol allemand, engendre l'ordre dans le monde. "Le principe fondamental, lisons-nous dans *Mein Kampf*, est que l'Etat n'est pas une fin en soi, mais le moyen d'une fin L'excellence de l'Etat doit être jugée sur le degré auquel ses institutions servent la souche raciale à laquelle il appartient... En tant qu'Etat, le Reich allemand inclut tous les Allemands. Sa tâche est, non seulement de rassembler et de stimuler les parties les plus valables de notre peuple, mais de les amener lentement mais sûrement à une position dominante dans le monde... Ce sera la tâche de l'Etat populaire de faire de la race le centre de la vie de la communauté. Il doit s'assurer de préserver la pureté de la lignée raciale. ... Il doit veiller à ce que seuls les individus sains engendrent

(*) (NDT : l'eugénisme devait s'ensuivre, avec l'élimination des humains des races dites inférieures, des inaptes mentaux et physiques, des malades pour améliorer la race, cf. l'ouvrage de Bernhard Schreiber qui montre la même idéologie aux USA et en Grande Bretagne, d'où sont issus les mouvements pour le planning familial, l'euthanasie)

des enfants... mais par ailleurs, se retenir de donner des enfants sains à la nation doit être considéré comme une conduite répréhensible... Il (l'Etat) doit proclamer comme inaptes à la procréation tous ceux qui sont affectés de quelque maladie héréditaire visible ou en sont porteurs, et des moyens pratiques doivent être adoptés pour stériliser ces personnes...

"La *Weltanschauung* qui fonde l'Etat sur l'idée raciale doit finalement réussir à faire advenir une ère noble, dans laquelle les hommes ne consacreront plus leur attention exclusive à élever et dresser des chiens de race, des chevaux ou des chats, mais se consacreront à améliorer la production de la race humaine elle-même...

"Si nous considérons que le premier devoir de l'Etat est de servir et de promouvoir la prospérité générale du peuple en préservant et en encourageant les meilleurs éléments de sa race, la conséquence logique est que cette tâche ne peut se limiter aux mesures concernant la naissance des éléments infantiles de la race et de la nation, mais que l'Etat doit aussi adopter des moyens d'éducation pour faire de chaque citoyen un facteur de valeur dans la propagation ultérieure de la souche raciale... L'Etat populaire aura à diriger l'éducation des filles tout comme celle des garçons et selon les mêmes principes fondamentaux. Là encore, une importance spéciale doit être donnée à la formation physique, et c'est seulement ensuite que doit être prise en compte l'importance de la formation spirituelle et intellectuelle...

"Les principales lignes d'action ne doivent pas seulement être en accord avec l'idée fondamentale de notre *Weltanschauung*, mais être effectivement son prolongement dans le monde concret des Affaires étrangères... Les principes fondamentaux et directeurs qu'il nous faut toujours garder à l'esprit lorsque nous étudions cette question sont que la politique étrangère n'est que le moyen d'une fin, et que la seule fin à poursuivre est la prospérité de notre propre peuple. Tout problème de politique étrangère est à considérer de ce point de vue et de ce point de vue seul. Telle ou telle solution s'avèrera-t-elle avantageuse pour notre peuple maintenant ou dans le futur, ou nuira-t-elle à ses intérêts? Telle est la question. C'est la seule préoccupation qui doit occuper nos esprits lorsque l'on traite d'une question. Les partis politiques, les considérations religieuses, les

idéaux humanitaires, toutes les considérations semblables et autres préoccupations doivent céder le pas devant celle-ci.⁽⁵¹⁾

Il est clair qu'une longue route a été parcourue depuis que Kant mena la révolution copernicienne par laquelle l'esprit humain devint le moule de la loi morale, mais la descente était inévitable en dépit des termes brillants dans lesquels Kant affirmait le caractère absolu de cette loi. L'esprit humain retiré de la soumission ordonnée à Dieu tombe inmanquablement sous l'empire de la passion.⁽⁵²⁾

Il n'est pas surprenant que le Pape Pie XI se soit senti obligé d'écrire dans l'Encyclique *Mit brennender Sorge* : "Celui qui prend la Race, ou le Peuple, ou l'Etat ou la forme de Gouvernement, ou les soutiens du pouvoir de l'Etat, ou d'autres éléments fondamentaux de la société humaine – qui dans l'ordre des choses temporelles ont une place honorable – hors du système de leur valeur terrestre pour en faire la norme ultime de tout, même des valeurs religieuses, et les déifie en un culte idolâtre, pervertit et falsifie l'ordre des choses créé par Dieu. On est là bien loin de la vraie croyance en Dieu et d'une conception de la vie correspondant à la vraie Foi... Cela fait partie de la tendance actuelle à séparer de plus en plus de la vraie Foi en Dieu et de ses commandements révélés, non seulement la moralité, mais aussi le fondement de la loi et la jurisprudence ...

(51) "*Mein Kampf*", pp.328,331,334,338, 341,347, 497

(52) Nietzsche avait déjà rendu manifeste cette décadence : "L'esprit, déclare-t-il, compte seulement pour nous comme un symptôme de relative imperfection et d'affaiblissement de l'organisme... Notre vraie vie doit être recherchée, non pas dans les expériences qui ont été "filtrées par la raison", mais dans les éléments sombres, inconscients et instinctifs de notre nature... Je prétends que l'égoïsme fait partie de l'essence d'une noble âme... La vie elle-même est volonté de puissance." Cité par J.H. Muirhead dans "*Oxford Pamphlets*".

(NDT : on croirait entendre Freud ! L'influence de Nietzsche était patente sur la Weltanschauung nazie, prolongement ("de droite") de la pensée de Hegel, de Fichte et des universitaires juifs. L'art témoigna de la même rapide décadence avec la tonitruante musique du F. maçon Richard Wagner illustrant un bric à brac de mythes païens ressuscités, avec en parallèle en Italie celle de l'italien Verdi exaltant le peuple révolté, uni pour la "liberté" ! Fait étonnant, l'enthousiasme pour cette philosophie et cette musique néo-barbare, manifestations de la décadence qui s'accroîtra au XXe siècle. La pensée nietzschéenne aujourd'hui revit dans les mouvements dits de "Nouvelle droite", homothétiques de la "gauche".)

"C'est par cette norme qu'il nous faut juger du principe "Ce qui aide le peuple est juste". L'on peut donner un sens correct à cette phrase si on la comprend comme exprimant que ce qui est moralement illicite ne peut jamais servir les intérêts véritables du peuple. Mais même l'antique paganisme reconnaissait que cette phrase devait être inversée pour être rendue parfaitement juste, et qu'on devait lire : " jamais rien n'est utile si ce n'est pas en même temps moralement bon. Et ce n'est pas parce que c'est utile que c'est moralement bon, mais parce que c'est moralement bon que c'est également utile." Séparé de cette règle de moralité, ce principe signifierait dans la vie internationale un état de guerre perpétuel entre les différentes nations. Dans la vie politique à l'intérieur de l'Etat, en confondant les considérations d'utilité avec celles du droit, il fait erreur sur le fait essentiel que l'homme en tant que personne possède des droits donnés par Dieu qui doivent être protégés de toute attaque visant à les nier, les supprimer ou les ignorer.

"Nous ne nous laissons pas, Vénérables Frères, de représenter aux guides responsables des destinées de votre pays les conséquences qui suivront nécessairement si de telles tendances ne sont pas réfrénées et plus encore si elles sont vues avec faveur.

"Nous avons tout fait pour défendre la sainteté d'une parole solennellement donnée, pour protéger l'inviolabilité des obligations librement acceptées, contre des théories et des pratiques qui, si elles sont officiellement approuvées, ne peuvent que détruire toute confiance et rendre sans valeur tout engagement dans le futur... Toute personne dans l'esprit de laquelle demeure une trace de sentiment et de justice devra admettre qu'au cours de ces années douloureuses et si fertiles en événements qui ont suivi la signature du Concordat, dans chacune de Nos paroles et de Nos actions, Nous nous sommes tenus fidèlement aux termes de l'accord. Mais avec étonnement et une profonde répugnance, elle devra admettre que changer le sens de l'accord, vider l'accord de toute signification, et finalement violer l'accord de façon plus ou moins ouverte a été la règle de conduite de l'autre partie."⁽⁵³⁾

(53) Encyclique *Mit brennender Sorge*, *Sur la Persécution de l'Eglise en Allemagne*, du 14 mars 1937.

Etant donnée la philosophie raciale allemande, comment l'esprit allemand organisera-t-il le monde ? L'on peut penser qu'il y aura une hiérarchie des races. Les Allemands seront naturellement au sommet, assignant à tous les autres leur position particulière et leur rôle propre. Au-dessous des Allemands seront les autres races aryennes nordiques. Puis, sous ces dernières, les diverses races trouveront place en proportion de leur ressemblance avec le type dominant nordique aryen.

La "démocratie" telle que nous la connaissons a tenté de résoudre le problème de l'organisation du monde en alliant le nationalisme en politique, c'est à dire l'existence d'Etats nationaux séparés ⁽⁴⁾, à l'internationalisme dans l'économie et spécialement dans la finance (internationalisme tendant au mondialisme juif). Le Communisme, qui est l'aile gauche de la Finance internationale, vise à éliminer les frontières nationales et donc à supprimer les Etats nationaux. Le National-Socialisme vise à instaurer l'ordre par l'hégémonie raciale allemande, ce qui impliquera nécessairement la subordination, non

(4) (NDT : Cette "organisation hiérarchisée" raciste du monde prévaut depuis la victoire sur le Nazisme en 1945, avec la position dominante pour la race juive et les organes de Gouvernement mondial juif opérant dans le Gouvernement US, tous les autres étant contraints de s'aligner dans l'ordre... ! La démocratie, contrairement à ce que dit ici l'auteur, n'a pas tenté d'allier le maintien des Etats nationaux à l'internationalisme économique (chose impossible, ce dernier étant destructeur des nations) : ce ne fut qu'une disposition tactique temporaire. La Judéo-Maçonnerie s'est patiemment efforcée de détruire les Etats-nations en exacerbant leurs différends, mais cela a pris le temps d'un siècle et de deux guerres mondiales, à la suite de quoi les nationaux se sont interrogés anxieux devant la politique suicidaire de leurs gouvernants respectifs, agents du nouvel "ordre mondial" destructeur de leur culture, de leurs intérêts nationaux ... et de la Religion. La démocratie n'existe que comme leurre : après bien d'autres, le politicien J-F. Copée (juif) l'a confirmé de façon claire le 21 janvier 2010, à 8 h 53 dans *la matinale* de la radio *France-Inter*, par sa réponse à un auditeur qui doutait du pouvoir des élus et de l'intérêt des élections, estimant le vrai pouvoir aux mains des grands de la Finance et des puissances économiques : « ce sont bien les politiques comme Sarkozy qui ont sauvé la Finance internationale et donc l'épargne de la crise récente » ajoutant : » la Gouvernance mondiale se fait progressivement ». ! Confirmation donc de l'analyse de l'intervenant, car quel peuple a jamais demandé et approuvé lors d'un référendum la Gouvernance mondiale et la suppression de sa nation ?)

seulement politique mais aussi économique et financière, à la divinité immanente et évolutive de la race allemande.

Laissant de côté la question financière que nous traiterons dans la Ve partie de cet ouvrage, examinons ce que devient la liberté personnelle dans une organisation national-socialiste du monde.

La théorie raciale allemande (Nationale-Socialiste) et la liberté individuelle

Il nous faut rappeler d'abord ce qu'est le but de l'Etat et le sens de la liberté individuelle.

L'homme en tant qu'être spirituel est nécessairement doté de libre volonté, c'est à dire que la volonté humaine en son domaine intérieur, non seulement n'est pas sujette à une contrainte externe, mais est délivrée de toute détermination de nécessité. De par sa nature intrinsèque, la volonté humaine est déterminée à aimer le bien illimité ou infini, et du fait même aucun bien autre que le bien illimité ou infini ne peut la déterminer de nécessité. Cette liberté de choix, ou *liberté initiale* n'est pas une fin en soi. Elle est destinée à porter du fruit dans l'ordre psychologique et moral. Par nos efforts, il nous faut devenir complètement maîtres de nous-mêmes et capables de vouloir, en complète indépendance de toute chose créée, l'ordre qui prévaut sur nous comme créatures. Cette *liberté ultime* qu'il nous faut conquérir est la liberté d'autonomie ou complète liberté personnelle.⁽⁵⁴⁾ Comme nous l'avons vu au chapitre I, dans notre condition déchue nous ne pouvons atteindre cette liberté que par l'appartenance au Christ, et pour y arriver nous devons être aidés dans la lutte par une organisation de la société qui soit respectueuse des droits de Dieu, dans l'Ordre institué par le Christ. Avec et par la Grâce sanctifiante, qui est participation créée à la Nature Divine, nous partageons la Vie de Dieu et pouvons rester fermement unis à la Très Sainte Trinité présente en nous déjà ici-bas, en préparation de l'union définitive dans la Vision béatifique.

(54) Cf. J. Maritain "*Du Régime temporel et de la liberté*" (pp. 36-40) pour le développement des idées évoquées.

La société civile est essentiellement destinée, non pas seulement à accorder à chaque individu le libre jeu de sa liberté tel un petit dieu, comme l'ont déclaré J-J. Rousseau et la Révolution française, mais à réaliser le Bien Commun temporel du peuple. Ce Bien Commun temporel étant lui-même intrinsèquement subordonné à la conquête de la liberté d'autonomie par les personnes composant la société n'est qu'une fin intermédiaire.⁽⁵⁵⁾ L'homme en tant qu'individu est pour l'Etat et doit se sacrifier pour le Bien Commun, mais le Bien Commun de l'Etat est pour l'homme en tant que personne. L'Etat existe pour le développement personnel de ses sujets dans leur appartenance au Christ. Ce n'est pas l'affaire de l'Etat de conduire la personne humaine à sa perfection spirituelle et à la plénitude de sa liberté d'autonomie, car cela appartient à l'Eglise, le Corps Mystique du Christ. L'Etat cependant par nature est destiné essentiellement à s'efforcer de réaliser parmi ses sujets des conditions intellectuelles, morales et matérielles telles que chaque personne soit efficacement aidée dans sa tâche ardue de conquête de la liberté d'autonomie par l'union à Dieu dans l'appartenance au Christ.

Selon la conception de la vie issue de la confluence du panthéisme (ou immanentisme) de Fichte et de Hegel et des théories raciales de Gobineau et de H. St Chamberlain, tous les êtres humains sont des émanations ou des manifestations de la vie divine immanente⁽⁶⁾, elle-même formée par le sang de la race. Comme tels, ils sont entièrement sujets de la collectivité. Ils existent en tant que membres de la race pour le bien de la race, et leur devoir est de se sacrifier entièrement au bien de la race suivant les voies tracées par les leaders raciaux.⁽⁵⁶⁾ "L'âme nationale liée à la race, écrit Rosenberg, dans *"Le Mythe du vingtième siècle"*, est la mesure de toutes nos pensées, de nos aspirations et actions volontaires et le critère final de nos valeurs."⁽⁵⁷⁾

⁽⁵⁵⁾ Maritain, op. cit., p. 58

⁽⁶⁾ (NDT : l'immanentisme est la doctrine de la gnose et des sectes maçonniques, d'où l'expansion contemporaine du bouddhisme.)

⁽⁵⁶⁾ "Comme si l'homme pouvait être fait pour quoi que ce soit d'autre que pour ses semblables" (*"Mein Kampf"*, ed. anglaise, p.334)

⁽⁵⁷⁾ Par décret du Gouvernement National-socialiste, du 31 janvier 1934, Rosenberg avait reçu la charge de diriger la formation intellectuelle et philosophique du parti nazi.

D'où il ressort qu'il ne peut exister de liberté personnelle telle qu'exposée plus haut. Tous les hommes ne sont que de simples individus appartenant corps et âmes à la race et à l'Etat, lui-même simple moyen du maintien de la pureté raciale. La liberté comme réalisation de la volonté de puissance et de conquête de la domination s'obtiendra dans et par la race et son organe l'Etat, et en complète soumission à lui. Les êtres humains ne sont ainsi que des *individus* et *non des personnes*, et ce n'est qu'en se sacrifiant totalement pour la domination de la race qu'ils jouissent de véritable liberté. Ceci n'est vrai en outre que des membres de la race allemande, car "*seule la race allemande a un peuple et peut compter sur un. Lui seul est capable d'un amour réel et rationnel de sa nation.*"⁽⁵⁸⁾ La gloire de la race allemande est ainsi la fin ultime de chaque Allemand. Et l'objectif de l'Etat est de créer les conditions intellectuelles, matérielles et en réalité *immorales* telles que tout Allemand acquiesce à cette perversion de l'ordre et y contribue de tous ses moyens.

Nous pouvons résumer notre jugement en une phrase : il est extrêmement triste de voir une telle capacité de discipline mise au service d'un pareil idéal désordonné.

(NDT : selon l'ouvrage *"L'Europe païenne"* et divers article de Pierre Mariel, Rosenberg le théoricien de la race, se disant Protestant, était membre de la Société de Thulé, société initiatique liée au bouddhisme mais aussi inspirée par la Cabbale. Le fondateur de la secte, un aristocrate balte, fut chef d'une bande armée de mercenaires tibétains qui combattit l'Armée rouge en Sibérie (lors de la révolution russe) et avait pour objectif et stratégie la conquête du monde par la plus grande férocité (signe de satanisme). Cette société de Thulé comptait en son sein de nombreux Juifs qui aidèrent Hitler à recruter son parti dans ses débuts. List le chef de la secte, sous influence d'un cabaliste et rabbin juif Moritz Altschuller, s'était inspiré d'une autre société secrète, la Novus Ordo Templi de Georg Lang, dont l'idéologie, selon l'écrivain américain Goodrick - Clarke dans *"Les racines occultes du Nazisme"*, inspira la SS. Hitler et d'autres dignitaires du parti étaient liés à ces deux sectes et aussi à la Golden Dawn. Le nom de Rosenberg, le théoricien nazi semble révéler une ascendance juive)

⁽⁵⁸⁾ Fichte, *"Adresse Anglaise à la Nation Allemande"*

(NDT : remplaçons *race allemande* par *race juive*, et nous avons le *Talmud*, ce qui révèle l'influence juive sur Fichte, par l'Illuminisme. Même doctrine dans le British-Israel.

La Franc-Maçonnerie Prussienne et le Mouvement National-Socialiste

La formation maçonnique, comme nous l'avons vu, est objectivement l'acceptation graduelle du Panthéisme ou l'indentification de Dieu avec l'homme, car la Maçonnerie est panthéiste dans son symbolisme et par la signification interne ou ésotérique de ce symbolisme. La Franc-Maçonnerie allemande, aussi bien celle du Grand-Orient que la Prussienne, contribua à la formation d'une mentalité favorable à l'actuelle déification de la race allemande. Même si la Franc-Maçonnerie Prussienne fut dans une certaine mesure une réaction contre la domination juive par son exclusion des Juifs, on peut dire qu'elle aussi y a contribué d'une manière toute spéciale.⁽⁵⁹⁾ En excluant les Juifs qui étaient librement admis comme membres dans les Loges du Grand-Orient ou Humanistes, l'accent sembla tout spécialement mis sur "l'Humanité" en général. Dans un manifeste rédigé par l'Assemblée de Grands Maîtres Prussiens, du 16 février 1924, ce point est clairement souligné. Ce manifeste déclare que les trois Grandes Loges Prussiennes défendent "une conception allemande et chrétienne de la vie ... parce qu'elles sont persuadées qu'il n'existe pas d'humanisme universel idéal, et que, tout comme chaque personnalité est enracinée dans la race, seul l'amour illimité de sa propre race et la fidélité à celle-ci peuvent développer la personnalité".

En 1933, les Grandes Loges Vieilles Prussiennes se transformèrent en Ordres de Chevalerie avec un symbolisme purement germanique. La Grande Loge Nationale Prussienne "Aux Trois Globes", fondée en 1740 par Frédéric-le-Grand, devint l'*Ordre National chrétien de Frédéric-le-Grand*, avec un idéal de pur nationalisme racial germanique. On a dit que même cette transformation ne l'avait pas préservée d'être supprimée avec les Loges du Grand-Orient. Mais une chose est sûre, c'est que la tentative "Chrétienne germanique" favorisée par le Gouvernement National-Socialiste d'introduire le néo-paganisme

⁽⁵⁹⁾ Sur l'attitude vis à vis des Juifs des trois Grandes Loges Vieilles Prussiennes, voir Wichtl "*Weltfreimaurerei*, etc", p. 53.

de la prétendue "Foi allemande" chez les Protestants allemands suit exactement les directives indiquées dans la déclaration des trois Grandes Loges Prussiennes.⁽⁶⁰⁾

En outre, la haine persistante de la vie surnaturelle de Grâce dont a témoigné le Gouvernement National-Socialiste semble révéler la présence derrière la scène de quelque groupe inspiré par Satan, du type de la Franc-maçonnerie.⁽⁶¹⁾ Il est vrai que *Mein Kampf* expose sans équivoque qu'une *Weltanschauung* à la différence d'un parti ne peut faire de compromis. Cependant tout mouvement simplement humain tend à adopter des visées moins étroites et à se faire moins amer dans l'action lorsque ses dirigeants découvrent que des dangers s'annoncent. Or la Lettre Pastorale des Evêques Catholiques allemands du 6 juillet 1941 dit clairement que la fureur de la persécution ne diminue pas.

La réaction de l'Italie

Il est superflu de parler en détails du triomphe de la Judéo-Maçonnerie en Italie et du besoin d'une réaction. L'histoire de la révolution italienne et les noms de Mazzini et de Garibaldi sont connus de tous.⁽⁶¹⁾ Les ennemis de la vie surnaturelle semblent avoir atteint l'apogée de leur puissance en 1907 lorsqu' Ernesto Nathan,

⁽⁶⁰⁾ Cf. "*The Mystical Body of Christ in the Modern World*", pp. 311-312

⁽⁶¹⁾ (NDT : Plusieurs livres ont paru après la guerre, par ex. celui de Goodrick - Clark déjà cité et celui de Ribadeau-Dumas, sur le Nazisme et les sociétés secrètes, qui parlent notamment de la Société de Thulé dont était membre Rosenberg et plusieurs hauts dirigeants nazis. Bien que les Loges internationalistes Ecossaises et la Ligue des droits de l'homme aient été interdits en Allemagne par le Gouvernement, les hautes loges comme les Chevaliers Teutoniques (dont Rudolf Hess était membre), la Golden Dawn qui aurait compté aussi Rudolf Hess, Karl Haushofer et, dit-on, peut-être même Hitler, la Société de Thulé, toutes liées au bouddhisme tantrique tibétain mais aussi au Judaïsme cabbalistique, seraient restées ouvertes et actives ! Une femme de la haute société allemande ayant connu et fréquenté Hitler l'affirma luciférien. Son don extraordinaire pour fasciner et exalter les foules semble avoir été préternaturel...

⁽⁶¹⁾ Cf. Deschamps, S.J., "*Les Sociétés secrètes et la société*", pp. 253-394. Mazzini et Garibaldi étaient bien entendu tous deux maçons.

juif et maçon, fut élu Maire de Rome⁽⁶¹⁾: "Un Juif maire de la Ville éternelle est symbolique de l'âge nouveau", écrit le juif Peter Ryss.⁽⁶²⁾

Le meilleur moyen d'indiquer les lignes directrices de la réaction italienne contre le Naturalisme de la Révolution française est de faire ressortir le contraste entre elle et la réaction portugaise. Au Portugal, comme nous l'avons vu, l'Etat, bien que ne reconnaissant pas officiellement l'Eglise Catholique, accepte cependant la distinction fondamentale entre la *personnalité* et l'*individualité* de l'être humain, et se guide principalement sur la saine philosophie et les traditions du Portugal. C'est pourquoi, s'il permet le divorce dans le mariage civil, il ne l'autorise pas dans le cas des mariages catholiques, et il prépare ainsi le jour où la nation portugaise, régénérée après de longues années de décadence naturaliste, sera à même de reconnaître joyeusement la plénitude du plan divin pour l'Ordre.

En Italie d'autre part, l'Etat est revenu à la pleine reconnaissance de l'Eglise Catholique et de l'Ordre surnaturel. Dans l'Encyclique *Casti Connubii, Sur le Mariage chrétien*, le Pape Pie XI fait mention pour le louer de l'Article 34 du Concordat italien avec le Saint Siège, dans lequel "l'Etat Italien, désireux de rendre à l'institution du mariage, fondement de la famille, la dignité conforme aux traditions de son peuple, assigne comme effets civils au sacrement de Mariage tout ce qui lui est attribué par le droit canon". Il ajoute ensuite: "Ce règlement pacifique et cette coopération amicale répondent à la glorieuse histoire du peuple italien et à ses antiques et saintes traditions... Ce peut être un frappant exemple pour tous de ce que, même de nos jours (dans lesquels, il est triste de devoir le dire, l'absolue séparation du Pouvoir civil d'avec l'Eglise et même d'avec toute religion est si souvent enseigné), une Autorité suprême peut être unie et associée à l'autre sans que ce soit au détriment des droits

(⁶¹) (NDT: Selon Cherep-Spiridovich dans «*Le gouvernement mondial secret*», Ernesto Nathan était fils de Karl Rothschild, le banquier de Naples et chef de la Haute Vente. Nathan, Intime de Mazzini qui se réunissait avec les comploteurs chez sa mère et qu'il avait satanisé, devint le Secrétaire général du journal lancé par le leader italien pour la propagande de ses idées et la victoire de la révolution.)

(⁶²) "La Tribune Juive" du 14 mai 1921, cité par Wichtl, op. cit. p. 58.

et du pouvoir suprême de l'une ou de l'autre, protégeant ainsi les parents chrétiens de maux pernicieux et de la ruine qui menace." Néanmoins, tout en acceptant l'Ordre surnaturel, l'Etat Italien a témoigné de signes évidents d'une fausse philosophie en ce qui concerne l'ordre naturel de la vie, spécialement à propos de la distinction entre personnalité et individualité. Mussolini a écrit: "Le Fascisme conçoit l'Etat comme un absolu, en comparaison duquel tous les individus ou les groupes sont relatifs et ne se conçoivent que dans leurs relations avec l'Etat."⁽⁶³⁾

Et dans l'Encyclique *Non Abbiamo Bisogno, Sur L'Apostolat des Laïcs*, parlant des attaques contre les Associations de jeunesse Catholiques, le Pape Pie XI écrit: "Nous nous trouvons confrontés à une masse d'affirmations authentiques et à des faits non moins authentiques qui révèlent sans la moindre possibilité de doute la résolution...de monopoliser complètement le jeune, depuis ses plus tendres années jusqu'à l'âge d'homme et de femme, au bénéfice exclusif d'un parti et d'un régime, fondés sur une idéologie qui se réduit clairement à un vrai et réel culte païen de l'Etat – statolâtrie qui n'est pas moins opposée aux droits naturels de la famille qu'en contradiction avec les droits surnaturels de l'Eglise."

D'où il ressort que la formule de Mussolini: "Rien contre l'Etat, rien en dehors de l'Etat, tout dans l'Etat et pour l'Etat" doit s'interpréter comme niant que l'Etat soit pour le développement de la *personnalité* des membres du Christ. Les hommes ne sont ainsi que de simples *individus*, comme émanant de l'organisme national et n'ayant pour fin ultime de leur existence que le bien de l'Etat.⁽⁶⁴⁾

(⁶³) Cité dans *The Political and Social Doctrine of Fascism*, du Rev. C. Lucey, dans *Irish Ecclesiastical Record* de mars 1939, p. 249

(⁶⁴) NDT: La flèche lancée par *Non Abbiamo bisogno* était certes fondée, mais en la lançant on y visait le régime de Mussolini! En signant le Concordat, le Vatican savait bien que le leader ex-socialiste n'était pas de culture chrétienne, qu'un Concordat ne peut tout régler, que Mussolini avait sauvé l'Italie d'une révolution marxiste imminente et faisait face à une puissante coalition internationale judéo-maçonnique contre le fait national, et tout autant contre l'Eglise. Après avoir obtenu le Concordat qui rétablissait l'enseignement Catholique dans les écoles et lycées d'Etat, les crucifix dans les prétoires, les écoles, les hopitaux, et un généreux dédommagement financier pour les Etats pontificaux annexés, était-il judicieux de

Cet accent mis sur l'*individualité* humaine à l'exclusion de la *personnalité* me semble être la raison fondamentale des différences entre l'organisation corporative portugaise et l'italienne. Le Dr Lucey, dans un article sur "Les principes du Fascisme" dans l'*Irish Ecclesiastical Record* d'avril 1938, les résume excellemment : "En premier lieu, écrit-il, les Corporations portugaises sont conçues comme des corps autonomes, alors que les Corporations italiennes sont des organismes gouvernementaux. En second lieu, le corporatisme portugais est intégral, alors que le corporatisme italien est exclusivement économique. Le corporatisme intégral, le corporatisme des Encycliques, est défini dans "*Le Siècle du Corporatisme*" de Manóilescu, ouvrage qui fait autorité, comme "celui qui considère comme corporations dotées d'une organisation autonome et jouissant de droits propres, non seulement les corporations économiques, mais aussi les corporations sociales et culturelles de la nation, telles que l'Armée, la Judicature, les corporations de l'Éducation nationale, de la Santé publique, des sciences et des arts". Le corporatisme fasciste en revanche ne comprend que les forces de production, à savoir les

dénoncer par une solennelle Encyclique un régime protecteur de l'Église et qui la respectait ? La question de l'emprise étatique sur la jeunesse ne pouvait-elle faire l'objet de négociations discrètes ? Le Vatican faisait une assimilation abusive entre le régime de Mussolini et celui de Hitler, de natures différentes et menant des politiques différentes, et cette incrimination solennelle dénotait l'influence d'un puissant lobby démocrate et de modernisme social auprès du Pape. Cette coterie était soucieuse de complaire à la Puissance mondiale judéo-Américaine et à son Pouvoir d'Argent, à qui avait été confiée la gestion des fonds donnés au Saint Siège par Mussolini. Ce dernier luttait contre la Maçonnerie mondiale, et le Vatican s'était désolidarisé de sa lutte à la stupéfaction de beaucoup de catholiques... dont Mgr Bugnini le fondateur du Sodalitium Pianum au service de l'Église. La rigueur doctrinale et la ferme condamnation contre le régime concordataire – application formelle de la "thèse" sans tenir plus compte de l'hypothèse –, on ne l'exerçait pas, bien au contraire, contre les régimes démo-maçonniques qui sapaient bien plus gravement la personnalité de la jeunesse... Le Secrétaire d'État Gasparri et son équipe, Mgr Pacelli, l'abbé démocrate Montini à la direction de la FUCI, voulaient affaiblir le régime mussolinien en idéologues de la démocratie ! Le régime italien se durcit alors. Le clergé versa dans la "démolâtrie" (Cf. "*Catholicisme, démocratie et socialisme*" d'Emile Poulat ; voir aussi l'ouvrage de Vannoni déjà cité ; "*L'Église et le ralliement*" et "*La Condamnation de l'Action Française*" de Ph. Prévost, et "*La Sape de l'Église catholique*", de Mary Ball-Martinez)

affaires, le commerce, l'agriculture et certaines des professions." Au lieu d'être de libres associations de personnes destinées à aider les familles à cultiver la personnalité de leurs membres, les corporations italiennes semblent être des émanations de l'État.

Dans l'Encyclique *Quadragesimo anno*, le Pape Pie XI loue le bon travail accompli par elles, mais fait certaines réserves sur leur caractère excessivement bureaucratique. "Il n'est pas nécessaire, y lisons-nous, de s'interroger beaucoup pour saisir les avantages de l'institution ainsi sommairement décrite : collaboration paisible des classes, répression des organisations socialistes et de leurs efforts, influence modératrice d'un ministère spécial ... (Néanmoins) l'on craint que la nouvelle institution syndicale et corporative ne possède un caractère excessivement bureaucratique et politique, et qu'en dépit des avantages évoqués ci-dessus elle ne risque de servir des objectifs politiques particuliers plutôt que de contribuer à susciter un meilleur ordre social."

Quels sont les courants de pensée qui, dans le système italien par rapport au portugais, ont contribué à amener cette déviation de la tradition catholique et de la bonne philosophie ? Trois sont à relever et méritent une mention spéciale. Le premier est la résurgence des traditions impériales de l'antique État Romain. La déification de la Rome Impériale et les conséquences pratiques de cette doctrine sur les relations entre l'État et ses sujets est bien connue. La divinité-État s'incarnait dans l'Empereur, et la volonté de l'Empereur faisait loi. Ulpien, le plus grand jurisconsulte de l'Antiquité, exposa cette doctrine dans les termes les plus précis : "Le bon plaisir du prince a force de loi, écrit-il, puisqu'en vertu de la Loi royale qui est la source de son autorité, le peuple lui a conféré et a incorporé en lui le corps entier de ses droits et de ses pouvoirs."⁽⁶⁴⁾ Les conséquences pratiques d'une telle théorie sont évidentes. L'Empereur pouvait faire ce qu'il voulait.⁽⁶⁵⁾ Il était au dessus des lois et n'était lié par aucune.⁽⁶⁶⁾ Tout lui appartenait : propriétés, corps et âmes. Il était l'arbitre de

⁽⁶⁴⁾ Ulpien, Lib. I Dig., tit. IV, par.1., Cité par Godefroid Kurth dans "*Les Origines de la Civilisation moderne*" vol. I, pp. 12-13

⁽⁶⁵⁾ "*Quod libet, licet*" (*Spartiam in Anton. Caracalla*, p.132, A Casaubon)

⁽⁶⁶⁾ "*Princeps legibus solutus est*" (Ulpien L. I Dig., tit. III, par. 31

toutes les existences, la source de tous droits, la raison d'être de tout effort humain. Les sujets d'un tel Etat ne sont que de simples individus. Les droits personnels étaient inexistantes, comme le montre clairement un incident bien connu relaté dans l'Évangile. La crainte de perdre l'amitié de César, l'amitié du despote omnipotent qui gouvernait le monde, fut cause que Pilate méconnut les droits du Juste. C'est là une première source de l'exagération du rôle de l'Etat dans la Rome moderne.

La seconde source sur laquelle il est inutile d'insister est la tendance à l'omnipotence de l'Etat et à la socialisation étatique qui s'est développée par des années de déformation maçonnique. Lorsque toutes ces petites divinités que l'on appelle les hommes, qui sont tous dieux à titre égal, constituent une société par un contrat arbitraire^(*), tout le pouvoir est concentré dans le Peuple souverain. Ce courant-là conduit à l'Etat divinisé.

La troisième source a été l'influence d'un philosophe hégélien, Giovanni Gentile. La philosophie hégélienne mène à la divinisation de l'Etat, ce que nous avons déjà vu en étudiant la réaction en Allemagne. Le caractère hégélien de la pensée de Gentile se déduit facilement de sa phrase suivante "L'Etat, écrit-il, est à l'intérieur de nous. Il vit et est destiné à vivre dans nos intelligences, nos volontés et nos cœurs. Il est destiné à y croître et s'y développer, et il y devient de plus en plus conscient de ses devoirs et de ses fins." Que Gentile ait exercé une influence indiscutable sur le développement de la pensée fasciste, cela est tout à fait certain d'après M. Paul Cuche, dans sa conférence aux *Semaines Sociales de France*, à Reims en 1933.^(**)

(*) (NDT: "Le Contrat social" de J.-J. Rousseau)

(**) (NDT: Si la philosophie de Hegel sous-tendait la doctrine du Fascisme, les confédérés des Semaines sociales étaient eux inspirés par le *Sillon* de Marc Sangnier, par le *Personnalisme* de Mounier et l'idéologie démocratique adoptée par le Vatican de Pie XI, dénonçant le Fascisme en démo-chrétiens: Cf. Ph. Prévost, op. cit. supra. A noter que Mounier, son groupe et sa revue bénéficiaient du soutien actif d'un personnage énigmatique à l'extraordinaire entrent: Alexandre Markovitch Lipianski, se faisant appeler Alexandre Marc, juif russe émigré à Berlin en 1919, puis passé en France et posant en converti catholique, mais marié à une calviniste, qui avait publié contre les nationalismes (c'est à dire contre les patries)...Ce personnage fut peut-être bien l'intermédiaire entre la revue du socialisme

La théorie fasciste du rôle de l'Etat mena à une violation du Concordat et à une vive protestation du Pape Pie XI en novembre 1938. Mussolini comme Ministre de l'Intérieur rédigea un décret en défense de la race italienne. Le premier article de ce décret établissait que "Le mariage entre un citoyen italien de race aryenne et une personne appartenant à une autre race est interdit. Le mariage célébré en contradiction avec ce décret est invalide". Cet article violait l'Article 34 du Concordat signé au palais du Latran le 11 février 1929, que nous avons précédemment cité. Un mariage entre un catholique italien et une juive convertie au Catholicisme, célébré dans les formes par l'Eglise, serait donc considéré comme invalide par l'Etat. Certes, l'Etat Italien pouvait bien légitimement enlever les droits de citoyenneté aux Juifs et aux enfants issus d'un tel mariage, en défaisant ainsi une partie de l'œuvre de la Révolution française, mais il devait respecter leurs droits en tant que personnes. L'un de ces droits est celui de contracter un mariage valide en observant les lois de l'Eglise Catholique sur le mariage.

Le nouvel Etat Italien fit une œuvre remarquable en interdisant la Franc-Maçonnerie, qui est non seulement une insulte à notre divin Sauveur mais une honte pour la civilisation. Il faut espérer que l'Italie ramènera sa philosophie de la vie à une pleine harmonie avec la loi du Christ-Roi, en se débarrassant des infiltrations du paganisme antique et moderne provenant de l'usurpation par l'homme de la place de Dieu.

chrétien "Esprit" et...de généreux financiers internationalistes que l'option socialiste de la revue arrangeait. "Alexandre Marc", en 1948, sera le deus ex-machina du Congrès de La Haye qui lança la Communauté européenne avec le haut maçon suédois Joseph Retinger, et il vécut jusqu'en 2000, animant des cercles européistes... Le soutien de Pie XII à la CEE maçonnico-mondialiste dut le combler, de même que Vatican II!

V^E PARTIE

LE DESORDRE ECONOMIQUE ET LE DIVIN PLAN POUR L'ORDRE

CHAPITRE XVII

QUELQUES ASPECTS DU DÉSORDRE ÉCONOMIQUE

Nous avons vu Chapitre III que l'Economie est la science qui étudie les cellules constitutives de l'Etat, à savoir les familles dans les relations constitutives de leurs membres et leurs conditions d'existence. L'Economie étudiera donc : primo, les relations constitutives des membres du Christ formant la famille ; secundo la science de la production, de la distribution et des échanges de la richesse naturelle en vue d'assurer cette suffisance de biens matériels normalement indispensable pour la vie vertueuse des membres de la famille ; tertio, l'art auxiliaire de la monnaie ou richesse artificielle, qui est destinée à aider les familles à se procurer la suffisance susmentionnée par l'échange. Dans le bon ordonnancement, la monnaie ou moyen d'échange est pour la production des biens matériels, et la production de ces biens est pour la vie vertueuse des membres du Christ, dont le fondement repose sur la famille.

Un récit exhaustif de la désorganisation économique depuis le XIII^e siècle devrait donc comprendre : premièrement, l'histoire de la dislocation de la vie de famille par le divorce, et décrire les dégâts causés par la montée de l'individualisme sous l'influence de la doctrine calviniste de la prédestination et du principe révolutionnaire que "tous les hommes sont égaux". Ceci devrait aussi inclure l'histoire de l'abolition de Guildes ou Corporations, ces auxiliaires de la vie des familles, et l'assujettissement progressif de l'homme à la production, menant à la réaction socialiste et communiste ; deuxièmement, l'histoire de la domination progressive sur la production et les producteurs des maîtres de la finance et des traités de la monnaie ; troisièmement, décrire les activités des forces naturalistes organisées, qui cherchent en permanence à évacuer de la vie économique et sociale l'idée d'appartenance au Christ. Ces dernières forces devront être étudiées du point de vue de leurs liens avec le processus de décadence.

Dans ce chapitre, nous devons nous borner à traiter brièvement de quelques aspects de cette question complexe.

La révolution anglaise de 1688 et la Banque d'Angleterre

La révolution anglaise fut très vite suivie de la fondation de la Banque d'Angleterre. Ce fut un évènement d'une importance exceptionnelle dans l'histoire économique. Avec la fondation de la Banque d'Angleterre, – pays dont le destin allait être d'exercer une influence prépondérante sur le commerce et la finance dans le monde moderne – l'Autorité souveraine en Angleterre céda absolument la création de la monnaie ou moyen d'échange à une compagnie privée.

"Le caractère particulier de cette nouvelle institution, la Banque d'Angleterre (dont la Charte date du 27 juillet 1694) tient en ceci, écrit Hilaire Belloc, que lorsqu'elle émettait un papier constituant une promesse de paiement, toutes les ressources de l'Angleterre devaient être mises à sa disposition pour lui permettre de tenir cette promesse ; en d'autres termes son crédit n'était pas privé mais public... Ceci, de fait, donnait à la Banque d'Angleterre le droit de créer de la monnaie. Elle ne pouvait pas frapper des pièces métalliques, ni en or, ni en argent, le Gouvernement se réservait son droit à le faire, mais elle pouvait imprimer sur un morceau de papier : "Moi, Banque d'Angleterre, je promets de payer au porteur cinq £", et le porteur savait qu'il n'y aurait pas de défaut de paiement, aussi longtemps qu'existait un Gouvernement cautionnant la Charte de la Banque et qui pouvait forcer le peuple à payer des impôts.... Le papier de la Banque d'Angleterre était ainsi garanti : il n'y avait alors aucune urgence à l'encaisser. Il pouvait passer de mains en mains de la même manière qu'une pièce de monnaie métallique.

Mais la Banque d'Angleterre n'était pas un organe de l'Etat comme cela aurait dû être. C'était une entreprise indépendante, dotée d'un privilège et garantie par le Gouvernement, mais poursuivant sa propre politique ; et depuis lors, la Banque d'Angleterre imposa de plus en plus ses décisions sur toute politique du Gouvernement impliquant des dépenses, tout particulièrement en matière de guerres étrangères et de contraintes sur les dépendances (dominions). Les effets de cette révolution furent énormes. Tout d'abord, elle accrut considérablement le soutien déjà très puissant donné par les traités

d'argent de la Cité au Gouvernement de Guillaume (d'Orange). Une restauration jacobite n'aurait eu aucune obligation d'honorer la promesse du Gouvernement usurpateur, et donc... quiconque détenait du papier de la Banque d'Angleterre avait intérêt au maintien de Guillaume sur son trône fictif."⁽¹⁾

Ce point a été souvent mentionné. Ce qui a été moins fréquemment remarqué, c'est qu'avec la Révolution anglaise de 1688 commença le transfert d'Amsterdam à Londres du centre de la finance juive.

La nation juive, dans sa poursuite de son idéal messianique naturaliste, avait toujours visé à dominer sur les affaires et le commerce et aussi les espèces. Ceci implique ce que nous appelons aujourd'hui la mainmise sur les matières premières, sur l'import-export, sur la fixation des prix et sur l'or. Lorsque l'arrogance des Juifs et leur duplicité en matière de religion eurent amené la création de l'Inquisition et leur expulsion d'Espagne et du Portugal, ils transfèrent à Amsterdam et aux Pays-Bas le centre de leurs activités financières.⁽²⁾ Les Hollandais au cours du XVI^e siècle évincèrent les Portugais de leurs positions à Ceylan et à Java, et Amsterdam et Anvers devinrent alors de grands centres de négoce. Avec la Révolution anglaise commença le nouveau transfert. Nous lisons dans Hyamson : "Les négociants juifs qui accompagnaient Guillaume III transfèrent d'Amsterdam à Londres le commerce des lingots."⁽³⁾

(1) "A Shorter History of England" (Résumé de l'Histoire d'Angleterre) d' Hilaire Belloc, pp. 455-456.

(2) L'Inquisition, on le sait, ne parvint pas à mettre fin à leur déloyauté en matière de religion. On lit dans "The History of the Jews in England" de l'auteur juif Albert M. Hyamson : "A la même époque (1643), l'Ambassadeur portugais à Londres, Antonio de Souza, était lui-même un marrane ou crypto-juif, et c'était dans la chapelle de son Ambassade que la petite colonie des marchands espagnols et portugais avait l'habitude de se réunir chaque semaine, officiellement pour assister à la Messe, en réalité pour assister à un service divin selon les rites juifs."

(3) Op. cit., p. 188. On trouvera une intéressante description des relations des Juifs avec l'Espagne, le Portugal, la Hollande et l'Angleterre dans la brochure "The Jews and the British Empire" de L. Fry (The M.C., 93 Chancery Lane, Londres, WC2)

Les Juifs et l'expédition de Guillaume d'Orange en Angleterre

Parmi les auteurs juifs qui ont écrit sur le sujet, il faut citer Lucien Wolff, James Picciotto et Albert M. Hyamson. Dans son "*Essays in Jewish History*", Lucien Wolff écrit : "Isaac ou Antonio Suasso d'Amsterdam, qui fut fait baron d'Avernas par Charles III d'Espagne... offrit à Guillaume d'Orange deux millions de couronnes pour l'expédition qui lui donna le trône d'Angleterre, stipulant seulement que la somme ne devrait être remboursée qu'en cas de succès de l'entreprise." ⁽⁴⁾

James Picciotto indique également, dans "*Sketches of Anglo-Jewish History*" : "L'on estime que sans les Juifs d'Amsterdam le Roi n'aurait jamais pu s'emparer du trône d'Angleterre, car l'expédition qu'il projetait resta paralysée faute de fonds jusqu'au moment où ceux-ci avancèrent des montants très importants. Si tel fut le cas, les prêts en question durent avoir été alloués au Gouvernement de la République et non pas au Stadthouder en personne, car nous savons par Lord Macaulay que, peu après que le magistrat en chef de la Hollande fut monté sur le trône d'Angleterre, le Parlement anglais vota une allocation de 600.000 £ pour rembourser la République de Hollande du coût de l'expédition." ⁽⁵⁾

De son côté, Albert M. Hyamson, dans son "*History of the Jews in England*", juste avant ce que nous venons de rapporter sur le transfèrement du marché des lingots d'Amsterdam à Londres, fait cette remarque : "L'on a dit que les Juifs hollandais avaient largement contribué à fournir les moyens qui rendirent possible sa descente sur l'Angleterre, et que le financier juif hollandais Francisco Lopez Suasso, baron d'Avernas-le-Gras, qui se fixa plus tard en Angleterre, s'était distingué comme digne de mention parmi ceux qui avancèrent d'importantes sommes à Guillaume. La source de cette information n'a cependant jamais pu être fournie, et l'on ne trouve aucune référence à ce fait, ni dans les Archives de l'Etat, ni dans celles de la famille Suasso". ⁽⁶⁾ Plus loin Hyamson ajoute : "Sous William et

Mary, Suasso devint célèbre dans les milieux politiques et financiers, et, sous le règne suivant, Sir Salomon Medina ("le Juif Medina") fut pour le monde extérieur le Juif le plus en vue de l'époque. Ayant suivi Guillaume III en Angleterre, Medina devint le grand fournisseur des Armées dans les guerres qui suivirent son arrivée. Pour ses services, il fut fait Chevalier, mais son principal titre de notoriété consista dans les charges portées contre lui d'avoir soudoyé de façon très importante le célèbre duc de Marlborough. Un contemporain de Medina, Mannasseh Lopez, fut également l'un des plus importants financiers de l'époque. Dans ce secteur d'activités cependant, le principal représentant de la Communauté fut assurément Samson Gideon, connu à la Synagogue comme Samson de Rebul Abudiente (1699-1762). Fils d'un négociant des Indes Occidentales qui était en affaires à la Cité, Gideon, pour avoir fait montre d'une remarquable sagacité de jugement et de courage, réussit à se hisser à partir de débuts très modestes à la position de conseiller écouté du Gouvernement, de propriétaire terrien et de fondateur d'une noble maison... Dans une crise précédente, la "bulle de la mer du Sud", Gideon fut l'un des rares à ne pas se laisser entraîner par la tornade d'excitation spéculative, resta à l'écart de la spéculation déchaînée à l'époque et fut donc épargné par l'effondrement qui suivit. Les Juifs dans l'ensemble restèrent à l'écart des spéculations sauvages du temps et furent parmi les rares dont les fortunes traversèrent l'épreuve en restant intactes." ⁽⁷⁾

L'on sait que ce fut la trahison de John Churchill, le duc de Marlborough, qui après le débarquement de Guillaume décida de l'issue en faveur de Guillaume d'Orange et contre James II, le dirigeant légitime de l'Angleterre. Même Guillaume exprima la mesure de son dégoût devant la bassesse de l'acte de Churchill. ⁽⁸⁾

⁽⁷⁾ Op. cit., pp. 216-217.

(NDT : les lanceurs de rumeurs boursières n'en sont évidemment pas les victimes !)

⁽⁸⁾ Cf. "*Shorter History of England*" d'Hilaire Belloc (p. 141), ainsi que son "*James the Second*" (p. 223) et "*The Enigma of James II*" de M.V. Hay (p. 141). Cf également "*King James the Last*" de Jane Lane (p. 222). Le poète John Dryden dit de ceux qui chassèrent James II et amenèrent Guillaume d'Orange qu'ils furent une "compagnie d'individus probablement dépourvus d'honneur et oublieux de Dieu comme

⁽⁴⁾ *Jewish Historical Society of England*, 1931, p. 215.

⁽⁵⁾ Trubner & Co, 1875, p. 53.

⁽⁶⁾ Londres, Mathuen, 2e édition, 1928, p.187

Churchill était-il déjà en relations avec les bailleurs de fonds de Guillaume ? Ce n'est pas impossible, compte tenu de ses relations ultérieures avec Medina. En ce qui concerne la remarque de Picciotto que les sommes avancées furent fournies à la République hollandaise et non pas à Guillaume, elle est peu probante, même appuyée par le témoignage de Macaulay. Une promesse de fourniture aux Armées de la part de Guillaume d'Orange en cas de succès lui aurait certainement valu une avance. Hyamson nous informe que la fourniture pour l'armée continentale fut attribuée à Medina. Il mentionne également qu'Isaac Pereira servit de Commissaire général aux armées en Irlande et parle de la rétribution qu'il reçut.⁽⁹⁾

L'écrivain non-Juif Werner Sombart⁽¹⁰⁾ fait quelques intéressantes remarques sur les Juifs qui accompagnaient Guillaume d'Orange : "Vers la fin du XVIIe siècle, écrit-il, on trouve le Royal Exchange (depuis 1698 dénommé le Change Alley) rempli de Juifs. Leur nombre était si grand qu'une partie du bâtiment était connue sous le nom de *Jews' Walk* (allée des Juifs) " L'Allée est pleine de Juifs, dit un contemporain⁽¹⁰⁾ D'où provenait ce soudain afflux de Juifs ? Nous savons tout sur cela aujourd'hui. Il était dû aux nombreux Juifs qui arrivèrent d'Amsterdam dans la suite de Guillaume III. Ils avaient apporté avec eux, comme nous l'avons dit, la technique du marché des valeurs.

"Que ce que dit John Francis à propos de ces événements soit en complet accord avec les faits est prouvé par les nombreux témoignages qui ont été révélés pour la première fois ces dernières années, en particulier par des écrivains juifs. La bourse des valeurs fit sa première apparition comme Minerve, c'est à dire qu'elle arriva sur la scène tout équipée. Les chefs négociateurs des premiers emprunts

aucuns dont l'histoire ait retenu les noms". (Cité dans "*Great Catholics*", Sheed & Ward, p. 266).

⁽⁹⁾ Op. cit. p. 180.

⁽¹⁰⁾ (NDT : De fait, Werner Sombart, l'auteur de "*Les Juifs et la vie économique*", était juif.)

⁽¹⁰⁾ "*The Anatomy of Exchange Alley or a System of Stock Jobbing*" (1710), imprimé par J. Francis.

Anglais étaient des Juifs. C'étaient les conseillers de Guillaume d'Orange, et l'un d'eux, le Juif fortuné Medina, était le banquier de Marlborough. Il gratifia Marlborough d'une pension annuelle de 6.000 £, et obtint en retour les prémices des nouvelles de la guerre. Les victoires de la nouvelle Armée anglaise furent une source de profits pour lui, comme elles furent glorieuses pour l'Angleterre. Tous les tours et les artifices capables d'amener une hausse ou une baisse, les fausses nouvelles de la zone de guerre, les courriers supposés juste arrivés, les secrètes coteries à la Bourse, tout le travail bien caché de complots et d'intrigues avec ses rouages, étaient bien connus des premiers "pères du Change" et dûment exploités par eux. Outre Sir Salomon Medina, le Juif Medina comme on l'appelait, que l'on peut à juste titre considérer comme le fondateur de l'achat et de la vente d'actions en Angleterre, nous avons connaissance de tout un groupe de Juifs gros traiteurs d'argent sous le règne de la Reine Anne, qui faisaient de la spéculation à grande échelle. Manasseh Lopez, nous le savons, fit une importante fortune grâce à la panique suscitée à la fausse annonce de la mort de la Reine. Il acheta tous les titres gouvernementaux dont le prix chutait rapidement. Une histoire semblable est rapportée un peu plus tard de Samson Gideon, qui était connu des Gentils comme "le grand courtier juif".

"Pour donner une idée de la puissance financière des Juifs de Londres au début du XVIIIe siècle, il faut savoir qu'il y avait alors une centaine de familles juives jouissant d'un revenu annuel de 1.000 à 2000 £, et un millier avec un revenu de 300 £, cependant que certains Juifs, comme Menes da Costa, Moses Hart, Aaron Francks, le baron d'Aguillar, Moses Lopez Ferreira, Moses ou Anthony da Costa qui fut directeur de la Banque d'Angleterre vers la fin du XVIIe siècle, et d'autres encore, comptaient parmi les négociants londoniens les plus riches. Mais plus important encore que cette création de la spéculation de change à grande échelle par les grands prêteurs d'argent me semble être le fait que l'activité professionnelle du marché des valeurs et donc la spéculation en tant que profession ait été introduite par des Juifs à la Bourse de Londres."⁽¹¹⁾

⁽¹¹⁾ "*Die Juden und das Wirtschaftsleben*", de Werner Sombart, pp. 104-106 (*Les Juifs et la vie économique*). La première édition de ce très important ouvrage est sortie en 1911.

La Banque d'Angleterre, Locke et la Franc-Maçonnerie

La Banque d'Angleterre, ses fondateurs, son histoire

Il est extrêmement difficile d'obtenir des informations sur le groupe de personnages qui fondèrent la Banque d'Angleterre. C'est regrettable, car leur action exerça une énorme influence sur l'Histoire de l'Angleterre et sur le monde. La fondation de la Banque semble avoir fait partie du plan pour faire de Londres au lieu d'Amsterdam le centre financier mondial.⁽¹²⁾

Dans la "*Shorter History of England*" de Belloc, nous lisons : "Nous pouvons maintenant aborder ce qui est l'évènement le plus important de toutes ces années, et l'évènement le plus important de l'histoire moderne de l'Angleterre, après la Réformation et la destruction de la Monarchie. "A la fin de l'année 1692, un groupe de riches personnages, qui firent du politicien Montagu leur agent, proposa de suivre la méthode de financement de l'Etat que les Hollandais avaient établie depuis longtemps et d'hypothéquer à leur profit les pouvoirs du Gouvernement".⁽¹³⁾ C'est ainsi que virent le jour la Banque d'Angleterre et la dette nationale en 1694.

L'écrivain protestant William Cobbett est très sévère dans ses remarques sur la fondation de la Banque d'Angleterre : "Un Acte du Parlement, écrit-il, fut passé en l'année 1694, la cinquième année du règne de Guillaume et Mary "... De là naquirent les emprunts, les fonds, les banques, les banquiers, les billets de banque et une dette nationale, toutes choses dont l'Angleterre n'avait jamais entendu parler ni rêvé avant cette guerre, tout cela "pour protéger la religion protestante telle qu'établie par la loi"... La somme empruntée initialement était une bagatelle. Elle trompa par son insignifiance.... Bientôt la chose se mit à gonfler à grande vitesse, et avant la fin de la "glorieuse" guerre anti-papiste, le seul intérêt de la dette, l'intérêt annuel, s'élevait à 1.310.492 £, ce qui, notons-le, était une somme

Cinq éditions avaient paru dès avant 1924. Hyamson dit que Anthony da Costa, le premier directeur juif de la Banque d'Angleterre, était un agent de la Compagnie de Géorgie.

⁽¹²⁾ W. Sombart, op. cit., p. 104.

⁽¹³⁾ Op. cit., p. 455.

plus élevée que la totalité du montant annuel des impôts sous le règne du catholique Jacques II ! Il s'agissait là de taxes établies à perpétuité, remarquez-le... simplement sur la base de cette "glorieuse révolution" que l'on fit expressément pour se débarrasser d'un Roi Catholique ; des impôts institués à perpétuité d'un montant supérieur à la totalité des impôts levés par ce Roi Catholique ! Ainsi va la Justice de Dieu ...

"Ce système, cet astucieux, rusé et malin système, n'a cessé depuis le tout début de sa malencontreuse naissance de s'alimenter et de s'engraisser sur les forces vitales du pays, pour finalement produire ce que l'on n'avait jamais vu auparavant : la disette au milieu de l'abondance."⁽¹⁴⁾

Dans la très orthodoxe "*History of the Bank of England*" du professeur grec Andreades, on trouve quelques informations sur William Paterson, mais très peu sur les autres membres de ce groupe de personnages fortunés évoqué par Hilaire Belloc.⁽¹⁵⁾ Paterson, d'après

⁽¹⁴⁾ "*History of the Protestant Reformation in England and Ireland*", de W. Cobbett, pp. 402-411. Henry VIII prépara la chute de la Monarchie Anglaise si populaire lorsqu'il attaqua le divin Plan pour l'Ordre. Les familles qui accédèrent à la fortune et au Pouvoir grâce à la confiscation des biens de l'Eglise, les Cécil, Russell, Cromwell et le reste, investirent progressivement la Monarchie, puis se révoltèrent contre elle, et finalement renversèrent le souverain légitime de l'Angleterre James II, le créateur de la Flotte anglaise. Ils craignaient une réaction catholique qui aurait pu mettre en danger une partie de ce qu'ils avaient pris aux pauvres et aux fondations éducatives du peuple. Avec l'arrivée de Guillaume d'Orange, le triomphe de l'Aristocratie sur la Monarchie fut complet. Mais la fondation de la Banque d'Angleterre eut pour résultat que le pouvoir et la richesse passèrent progressivement aux mains des financiers et des spéculateurs. La loi de ces derniers se nomme la Démocratie. On trouvera une excellente description de la lutte contre la Monarchie dans "*The Tragedy of the Stuarts*" de J.D. Gleeson (Cecil Palmer).

⁽¹⁵⁾ Dans "*The Fascist*" d'octobre 1935, Arnold S. Leese parle de Guillaume d'Orange et dit qu'il avait été financé, non seulement par Suasso, mais aussi par Franz von Schoonnenberg qui était un Belmontes (juif), et il ajoute que l'on comprend mieux ainsi comment aussitôt après la Banque d'Angleterre fut instaurée par un Juif, Henriques. Malheureusement il ne cite pas ses sources. Belmonte est bien sûr la forme italienne de Schonberg.

"Au XVIIe siècle, écrit Christopher Hollis dans "*The Two Nations*" (p. 63), l'Angleterre était importatrice de capitaux en provenance de Hollande. Au tournant

Andreades, naquit dans le Dumfrieshire en 1658 et alla à Amsterdam vers 1685, Amsterdam étant alors le siège des Whigs anglais. Apparemment, il participa au mouvement révolutionnaire de 1688 et dut avoir été très impliqué dans l'agitation libérale qui précéda la campagne d'Angleterre. Après la révolution, il se fixa à Londres, où il devint riche et influent. En 1691, en association avec Michael Godfrey et d'autres marchands londoniens, il proposa la fondation de la Banque d'Angleterre, tout en se faisant l'avocat d'une nécessaire restauration de la frappe monétaire. Paterson fut le promoteur en chef, mais en dépit de ses efforts répétés, rien ne se produisit pendant trois ans. Lorsque la Banque fut fondée, Paterson en devint directeur avec un salaire de 2.000 £, mais la Banque ne répondait pas totalement à ses attentes, et un an plus tard il démissionna à la suite d'un désaccord avec ses collègues. En fait, la cause exacte de la démission de Paterson est restée inconnue.⁽¹⁶⁾

du siècle, Londres devint "tout ce qu'était Amsterdam", et l'Angleterre devint exportatrice de capitaux, ou pour dire la vérité plus clairement un gang international, qui jusque là avait opéré depuis Amsterdam, trouva plus approprié d'opérer désormais à partir de Londres."

⁽¹⁶⁾ D'après Andreades, Paterson mourut à Londres en 1719 après avoir pris part à la célèbre expédition Darien ou de Panama, où il perdit 10.000 £. Le Parlement lui avait alloué 18.241 £ en 1715.

Dans "The Old Lady Unveiled" de J.R. Jarvie (Londres, Wishart & Co, 1933), on lit p. 9 : "La bibliographie sur la Banque est maigre, et notamment ne mène à rien. Il y a d'elle une très orthodoxe et excellente histoire publiée en 1908, mais qui ne révèle rien des secrets vitaux de l'institution qui eût pu éclairer sur la débâcle financière des années trente... Comme le dit le Pr H.S. Foxwell dans sa préface au livre du Pr Andreades auquel on vient de faire référence, "Elle (la Banque) semble n'avoir jamais publié de Rapports ni même avoir jamais conservé ses propres minutes et ses comptes. Pour avoir une connaissance officielle de ses opérations, nous devons nous baser essentiellement sur les états de Situation obtenus occasionnellement par les Comités Parlementaires, et sur les situations hebdomadaires publiées suivant l'Acte de 1844, ce que des juges compétents ont estimé être le résultat le plus appréciable de l'Acte en question... or les Situations selon l'Acte de 1844 sont très insuffisantes. Aucune source ne fournit la somme d'informations précieuses que l'on trouve dans les Rapports annuels de la Banque de France ou de la Reichbank d'Allemagne et, de fait, dans ceux de la plupart des Banques étrangères. Aussi, de nombreuses questions concernant la politique menée par la Banque d'Angleterre ne peuvent être étudiées que sur base de on-dits et d'après des articles ou des

Locke (et Burnet)

Nous avons déjà noté l'influence de la philosophie de Locke sur la politique monétaire de la Banque d'Angleterre. Quelques détails de la carrière de Locke s'avèrent intéressants. D'après l'article qui lui est consacré dans l'*Encyclopédie Britannique*, Locke s'est retiré en Hollande en 1683... Pendant un certain temps, il fut en danger d'être arrêté par le Gouvernement anglais ; après s'être caché des mois à Amsterdam sous le nom d'emprunt de Dr Van der Linden, il s'échappa, mais il fut privé alors de sa bourse d'étudiant à Christ Church sur ordre du Roi (Jacques II), et Oxford lui fut barré. En 1688, Locke se trouvait à Rotterdam, où il était le confident d'exilés politiques, dont Burnet et le comte de Peterborough, et c'est alors que Guillaume d'Orange fit sa connaissance. Guillaume débarqua en Angleterre en novembre 1688 ; Locke suivit en février 1689, arrivé par le navire qui transportait la Princesse Mary.

D'après William Cobbett, Burnet "reçut les remerciements du Parlement pour son *History of the Réformation*, qui de fait était une somme des plus viles faussetés et faits déformés qui aient jamais été couchés sur le papier... Cet individu, à l'accession de Jacques II, était parti en Hollande où il devint le Secrétaire de Guillaume d'Orange (le "libérateur" plus tard), et d'où il aida et correspondait avec les "glorieux révolutionnaires" en Angleterre, et en 1689, l'année qui suivit la "libération", le "libérateur" le nomma Evêque de Salisbury pour récompense des services rendus à sa "glorieuse révolution". C'était l'homme au monde le plus capable d'inventer ce qui était destiné à devenir le fléau de l'Angleterre (la Banque d'Angleterre et son système de financement)... Elle avait pour double objet de lever des fonds pour mener la guerre "anti-papiste" et de lier au Gouvernement "anti-papiste" tous ceux qui lui prêtaient de l'argent à gros intérêts... Ce plan, tout à fait digne de l'astuce de l'évêque

déclarations occasionnelles de certaines personnalités". L'*Histoire* du Dr Andreades est l'un de deux ouvrages écrits depuis 1900 à ce jour que l'on peut trouver au British Museum. L'autre ouvrage "*The Bank of England from Within, 1694-1900*" de Marston Acres, qui fut publié il y a deux ans (juste avant 1939), n'a causé aucun émoi auprès des Administrateurs. De fait, il est si anodin que Mr Montagu Norman l'a même préfacé.

protestant Burnet, répondit à ses objectifs : il permit au "libérateur" de mener sa guerre, et il lia étroitement au libérateur et à sa clique toute la lie des individus bas, égoïstes, cupides et sans scrupules parmi ceux qui avaient de l'argent. Le plan réussit dans ses effets immédiats... Mais quel fléau ce fut pour les générations futures ".⁽¹⁷⁾

Burnet, un Ecossais, aurait donc été derrière ce plan, lié également à un autre Ecossais, Paterson, mais tous deux semblent avoir été en étroites relations avec des financiers "hollandais ". Locke leur avait été utile comme plumitif.

On a un autre élément d'information sur Locke qui ne figure pas dans l'*Encyclopédie Britannique*. Dans "*The Constitutions of Freemasonry or Abiman Rezon*"⁽¹⁸⁾ figure une lettre " du distingué Mr John Locke au Très Honorable Thomas, comte de Pembroke, avec un vieux manuscrit sur le sujet de la Franc-Maçonnerie". Cette lettre est datée du 6 mai 1696, et nous y lisons ceci : "My Lord, J'ai enfin, avec l'aide de Mr Collins, pu me procurer une copie de ce manuscrit que vous étiez curieux de voir ; et pour satisfaire la commande de Votre Honneur, je vous l'adresse ci-joint. La plupart des notes qui y sont annexées viennent de mon travail d'hier pour faire lire à Mme Masham, qui est devenue si entichée de Maçonnerie pour ainsi dire qu'elle désirerait plus que jamais être un homme pour pouvoir être admise dans cette fraternelle... J'ignore l'effet que la vue de ce vieux manuscrit pourra avoir sur Votre Honneur, mais pour ma part je ne peux nier qu'il a tellement suscité ma curiosité qu'il m'a poussé à vouloir entrer moi-même dans cette fraternelle, ce que je suis résolu à faire (si je puis être accepté) la prochaine fois que j'irai à Londres, et ceci sera dans peu de temps."⁽¹⁹⁾ En lien avec l'intention de Locke de devenir

⁽¹⁷⁾ "History of the Protestant Reformation in England and Ireland" (pp. 406-410). Pour plus d'informations sur Burnet historien, lire "*The Enigma of James II*", de Malcolm V. Hay. Dryden parle de lui comme de quelqu'un d' "invulnérable dans son impudence" (cité dans "*Essay on John Dryden*" dans "*Great Catholics*", publié chez Sheed & Ward).

⁽¹⁸⁾ Cf. notes 5 et 7 du chapitre IX.

⁽¹⁹⁾ Locke devint-il effectivement franc-maçon, le présent auteur l'ignore. Mais dans l'hypothèse où cela aurait été le cas, il ne serait que l'un des nombreux écrivains célèbres qui furent fortement influencés en direction du naturalisme par leur appartenance à des Sociétés secrètes, par exemple Descartes (probablement), Spinoza, Leibnitz, Goethe, Sir Walter Scott, Robert Burns et Dugald Stewart. En ce qui concerne l'affiliation de Descartes et de Leibnitz aux Rose-Croix, lire J.

franc-maçon, il est intéressant de noter que dans le même volume dont la lettre de Locke est tirée, on lit que Guillaume III fut initié en 1690.⁽²⁰⁾

La Loge de la Banque d'Angleterre

Nombre de lecteurs de ce livre ignorent probablement qu'il existe une Loge maçonnique dénommée la Loge de la Banque d'Angleterre, n°263. Par l'histoire de cette Loge qui a été publiée à la demande de la Loge de la Banque d'Angleterre et est parue chez Hadden, Best & Co en 1932, l'on apprend que "des neuf fondateurs de la Loge dont les noms figurent dans sa Constitution, trois faisaient partie de la Banque d'Angleterre, à savoir les frères . . William Mullins, William Garrett, et Thomas Bliss. Le frère . . William Mullins était le premier Trésorier, et le frère . . William Garrett le premier Secrétaire, auquel succéda l'année suivante le frère . . Thomas Bliss. Plus tard, le frère . . Benjamin Kiddel, qui fut le premier membre de la Loge le 23 octobre 1788, fut un dirigeant de la Banque d'Angleterre. Il en ressort très clairement que la création de cette Loge fut essentiellement due à l'activité de francs-maçons appartenant à la Banque, d'où le nom donné à cette Loge. Les fondateurs cependant agirent dans un

Maritain "*Le Songe de Descartes*" (p. 10 et suivantes). Sur l'appartenance à la Maçonnerie de Robert Burns et de Dugald Stewart, lire "*Robert Burns and his Masonic Circle*" de Dudley Wright. L'affiliation maçonnique de Sir Walter Scott nous est certifiée par pas moins que Sir Alfred Robbins dans "*English-speaking Freemasonry*". Les preuves des liens du philosophe juif Baruch Spinoza avec la Société Rosicrucienne figurent dans la *RISS* (*Revue Internationale des Sociétés secrètes*) du 9 février 1930. La signification occulte de l'œuvre de Goethe a été traitée dans la *RISS* (Partie Occultiste, vol. I, 1928), pp. 199 et suivantes : l'article s'ouvre sur la remarque que plusieurs Loges allemandes revendiquent l'honneur de l'avoir eu pour membre (cf. articles de M. P. Masclaux dans *Le Mercure de France*, 1925 et 1928).

(NDT : on peut ajouter encore de nombreux noms de grands auteurs du XXe siècle membres actifs de la Golden Dawn, diffuseurs du «catéchisme de liberté sexuelle» et du mondialisme fabien, comme Lord Bulwer-Lytton, Arnold Toynbee, H.G. Wells, Aldous Huxley et son amant D.H Lawrence, TS Elliott, William Butler, Yeats, G. Bernard Shaw, les Américains Upton Sinclair, Jack London, Timothy Leary, et l'Allemand Thomas Mann, etc. (Cf. "*Maçonnerie et sectes secrètes*", d'Epiphanius).

⁽²⁰⁾ "*The Constitutions of Freemasonry*", p 184

véritable esprit maçonnique, ouvrant la Loge à tous ceux qui, en étant aptes, étaient désireux de se joindre à la fraternité, sans la restreindre aux seuls membres d'une institution particulière....

Non sans rapport avec la question du nom de cette Loge, on doit évoquer la découverte d'un bloc de pierre lors des excavations qui furent faites pour les fondations du nouvel immeuble de la Banque d'Angleterre, pierre de fondation dont on publia la photographie. Sur cette pierre étaient gravés les noms de deux maçons, les frères . . Thos Dunn et John Townsend, les constructeurs de l'immeuble originel de la Banque, qui en 1732 étaient membres de la Loge N°5 de l'époque, une loge qui se réunissait *Au Navire* sur l'arrière du Royal Exchange et dont le Grand-Maître cette année-là fut Lord Montacute. Il est donc possible qu'un lien ait alors existé entre cette Loge N°5 et la Banque d'Angleterre.

Principes erronés adoptés par la Banque d'Angleterre en matière d'émission monétaire

La monnaie, comme nous l'avons vu, a été inventée pour servir de mesure stable d'échange en vue d'aider les familles à se procurer plus facilement les biens nécessaires à la vie vertueuse des personnes qui les composent. Les biens matériels sont produits par l'application aux ressources du pays du travail disponible. La monnaie est le moyen indispensable qui permet de le faire facilement dans une société complexe, et donc qui permet à la productivité du pays d'être aisément actualisée.⁽²¹⁾ Mais le principe gouvernant l'injection de

⁽²¹⁾ Dans toute société hautement développée, c'est à dire où s'opèrent des échanges multiples, l'argent sous une forme quelconque est une *condition sine qua non* du passage de la puissance à l'acte pour toutes les ressources de la communauté, pour employer la phraséologie de la philosophie scolastique.

"Le coût physique de la reforestation est inéluctable, écrit le Pr O' Rahilly. Qu'en tant que communauté nous puissions faire telle ou telle chose n'est pas du tout en premier lieu une question de budget : mais cela dépend fondamentalement du travail disponible et des ressources. On ne fait pas pousser de forêts au Sahara : planter n'est pas possible là où l'on ne dispose pas de travailleurs, de plantes et d'outils. Mais comme nous ne vivons pas dans une simple économie de troc ni sous un régime de servage, l'argent est un moyen indispensable, non pas en matière de sol et d'outils... mais au niveau humain de l'organisation (du travail) ". "*Money*", p.308 ; Cf. aussi pp. 310 et 322).

monnaie dans le système productif doit être la volonté d'actualiser les ressources potentielles du pays en vue du Bien Commun ; l'objectif doit être d'atteindre le point où tout le travail et les ressources disponibles sont utilisés d'une manière qui respecte le programme de l'Eglise Catholique de diffusion la plus large possible de la propriété. Le développement doit être planifié et graduel, mais il ne faut jamais que la capacité croissante d'une nation à produire et à fournir des biens soit contrariée par le manque de moyens d'entretenir les échanges indispensables. Comme la monnaie est de manière générale un titre à acquérir les biens pouvant être produits par les détenteurs de propriété dans la communauté, son taux d'émission doit être réglé sur le taux de production de ces biens. Régler l'émission monétaire sur tout autre principe conduira inévitablement à un développement imparfait et déséquilibré des ressources du pays.

Dans l'histoire de la Banque d'Angleterre, on trouve l'émission monétaire réglée selon deux principes défectueux. Le premier est inclus de façon plus ou moins claire dans le Tonnage Act ou Loi de 1694, par laquelle la Banque d'Angleterre vit le jour pratiquement par la petite porte.⁽²²⁾ En voici le préambule : "*Une loi pour fournir à Leurs Majestés divers taux et taxes sur les tonnages des navires et vaisseaux et sur la bière, l'ale et autres liqueurs ; pour doter de certaines récompenses et avantages dans ladite loi à ces personnes qui avanceront volontairement la somme de quinze cents mille livres en vue de mener la guerre contre la France.*" L'essentiel des récompenses et avantages assurés aux souscripteurs du prêt, qui allaient constituer une société connue comme "le Gouverneur et la Compagnie de la Banque d'Angleterre", était que la société aurait le droit d'émettre des billets pour un volume équivalent à la totalité de son capital". Le capital de la Banque était de 1.200.000 £, écrit B. D. Knowles, "l'intégralité de cette somme devait être avancée au Gouvernement moyennant un intérêt de 8 pour cent, plus 4.000 £ par an pour frais, soit 100.000 £ par an au total. Les privilèges d'une banque étaient

⁽²²⁾ L'expression "pratiquement par la petite porte" est celle employée par *L'Encyclopédie Britannique* (14e édition) t. III, Article Bank of England, p. 53. Cette expression est pleinement justifiée, car ni le titre de la loi dite "Tonnage Bill" ni son préambule n'indiquent les considérations fondamentales et de longue portée qui allaient en découler.

accordés à la société pour douze ans, avec l'autorisation de faire commerce de billets de change et d'espèces métalliques, mais pas de marchandises, et ... d'émettre des billets pour un volume équivalent au maximum à son capital.

Pour reprendre les propres termes de William Paterson, "La Banque bénéficie de l'intérêt sur tout l'argent qu'elle crée à partir de rien".⁽²³⁾ Lorsque la Charte de la Banque fut renouvelée en 1709, il lui fut accordé le droit de doubler son capital et donc le montant de ses émissions de papier.

L'émission nouvelle de monnaie ne dépendait donc plus du taux d'actualisation des ressources du pays, mais des montants empruntés de temps à autre par le Gouvernement, emprunts qui étaient surtout pour financer des guerres étrangères. Ce fut le début du phénomène qui a suscité tant de critiques depuis la Grande Guerre (de 1914-18), que l'argent arrive en abondance pour la guerre, mais pas pour le développement pacifique du pays. "La première avance, écrit H. Belloc, avait été juste un peu supérieure à un million. En quatre ans, la dette nationale fut de vingt millions, et en vingt ans elle atteignait déjà cinquante millions. Elle devint une institution permanente. Ainsi les Gouvernements pour leurs objectifs immédiats purent astreindre la postérité à financer leurs guerres, cependant que, bien pire encore, de riches individus y trouvaient l'occasion de prélever un impôt permanent sur la communauté. Si vous aviez 10.000 £ à investir, il vous suffisait d'acheter des obligations du Gouvernement, et vous aviez la certitude de toucher indéfiniment vos intérêts aux dépens du contribuable."⁽²⁴⁾

⁽²³⁾ "Britain's Problem", de B.D. Knowles, p. 40

⁽²⁴⁾ "A Shorter History of England", p. 457.

"Au fil du temps, les chèques arrivèrent à supplanter les billets comme moyen d'échange, et il n'y eut dès lors plus aucun besoin que la Banque d'Angleterre se donne la peine ou même s'occupe des faibles frais d'imprimer des billets à chaque avance de crédit au Gouvernement". "Britain's Problem", de B.D. Knowles, p. 53.

Un autre principe défectueux en ce qui concerne l'émission monétaire fut adopté par la Banque d'Angleterre vers 1783. Dans l'ouvrage de W. R. Bisshop "Rise of the London Money Market" (Le développement du marché londonien de l'argent) nous lisons pages 168 et 169 : "Alors qu'en 1780 le montant des billets en circulation était d'environ 6.500.000 £, ce montant était passé à 9.500.000 £. en 1783. C'est à peu près à cette époque que la Banque adopta la malencontreuse théorie qu'il fallait réduire la circulation des billets lors de toute sortie d'or de la Banque, afin de provoquer un retour du montant en numéraire retiré... L'auteur de cette idée fut Mr Bosanquet". En note, le même auteur ajoute : "Selon M Bosanquet, seul le fait du retrait d'or de la banque devait entrer en compte, sans s'occuper si la nécessité en était due à la circulation intérieure ou pour l'étranger."

Laissant pour un chapitre ultérieur la question de l'usage de l'or dans le commerce extérieur, il est parfaitement clair que de rendre la masse monétaire dépendante du volume d'or, non seulement dissocia la masse monétaire disponible dans le pays de tout lien avec l'actualisation de la productivité du pays, mais en faisant fluctuer le volume de la monnaie s'avéra désastreux pour la stabilité du niveau des prix.

Il n'est pas nécessaire de développer le premier point, qui est évident.
^(24 bis) Le second point a été excellemment traité par M Geoffrey Crowther dans "An Outline of Money".

^(24 bis) "Cette quantité (la quantité d'or détenue par les banques) est sans rapport avec le volume de la production mondiale et spécialement celui des moissons, qui varie chaque saison. La valeur de la production agricole mondiale excède de beaucoup celle de toutes les autres productions. Ainsi une grosse récolte mondiale, ou mieux encore une série de grosses récoltes, signifie davantage de produits alimentaires mais pas plus d'argent, et donc une chute des prix à la ferme. Or la majeure partie de la population mondiale vit encore d'agriculture. Si les prix à la ferme baissent, le pouvoir d'achat de soixante-dix pour cent de la population mondiale chute également, et les industriels perdent leur marché. Aussi les prix industriels baissent-ils à leur tour, et avec eux la confiance. L'on entre en dépression, avec son cortège de chômage et de surplus de biens invendables." "Look to the Land", de Lord Northbourne, p. 30.

"Les deux fonctions de l'étalon-or, écrit-il, sont bien distinctes. La première, visant à réguler le volume de l'émission des billets, concerne manifestement la valeur intérieure de la monnaie : nous pouvons l'appeler l'étalon-or domestique. La seconde, visant à la stabilité de la valeur extérieure de la monnaie, nous pouvons l'appeler l'étalon-or international. Le point fondamental de l'étalon-or domestique est la proportionnalité de volume fixée par la loi entre la réserve métallique et la monnaie. L'étalon-or international a lui pour essence la convertibilité en or de la monnaie, c'est à dire la proportion fixe de valeur entre une unité d'or et une unité de la monnaie..."

"Non seulement une réserve minimum d'or est un moyen superflu de régulation du volume de la monnaie, mais c'est encore le moyen le plus capricieux qui soit, car il ne stabilise pas la masse monétaire, mais simplement le rapport entre le volume d'or et celui de la monnaie, et si le volume d'or lui-même varie, l'étalon-or domestique, loin de stabiliser le volume de monnaie, au contraire l'oblige à fluctuer... Dans un monde de progrès, en expansion, on a besoin d'accroître la quantité de monnaie, et si le pourcentage annuel d'augmentation du stock d'or n'est pas égal au pourcentage annuel d'augmentation de la demande de monnaie, on tendra alors à avoir un excès ou un manque de monnaie, d'où une tendance à l'augmentation ou à la baisse des prix. Tout ceci apparaît très clairement à travers l'histoire monétaire du XIXe siècle."⁽²⁵⁾

Comme "la recherche de stabilité des prix n'est pas compatible avec le maintien de l'étalon-or",⁽²⁶⁾ le principe adopté par la Banque

(NDT : le cas évoqué ne se pose guère dans une économie traditionnelle : si les prix agricoles baissent par suite d'abondantes récoltes, le revenu agricole n'en baisse pas d'autant, puisque les agriculteurs peuvent vendre de plus grandes quantités, éventuellement exportées... En revanche, il vaut dans une économie désaxée où l'on pousse artificiellement les rendements ou bien l'on déstabilise le marché par des importations abusives, ce qui conduit à un stock d'inventus. Cf. la crise du lait de 2009, celle des producteurs de fruits, de céréales, etc.)

⁽²⁵⁾ Op. cit. pp. 318-322

⁽²⁶⁾ Op. cit. p. 356. Cf. pp. 345 et 358 du même livre. Page 345, l'auteur écrit : "La Règle d'or (le principe de Bosanquet) n'est pas un système instauré pour maintenir la « sobriété » (la sagesse) du niveau des prix, mais pour assurer que tous les

d'Angleterre vers 1783 fut en réalité l'abandon par les traitants de cette monnaie, qui était la première du monde, de ce qui constitue la propriété fondamentale d'un moyen d'échange.

Un autre inconvénient lié à l'emploi de l'étalon-or domestique est que cet or peut être *accaparé*, et qu'ainsi le pouvoir de détermination des prix dans différents pays pourra tomber aux mains d'un petit clan d'individus. Il est déjà suffisamment malheureux de devoir subir l'instabilité des prix sous l'effet de ce que l'on peut appeler les causes naturelles de la disponibilité de l'or, mais c'est le comble du renversement de l'ordre que le bien-être de la communauté, le Bien Commun, soit à la merci de quelques intrigants, face auxquels le Gouvernement national restera impuissant. "Rappelons-nous toujours, écrit Miss Coogan en 1935, que le prix d'une once d'or en terme de monnaie nationale de quelque pays que ce soit est purement arbitraire : il est fixé, soit par la loi dans les pays dits à taux de change fixe (les Etats-Unis, la France, la Hollande), soit par arbitrage de l'offre et de la demande sur la marché, effectué par les grands courtiers en or (cas de l'Angleterre, des Colonies, de l'Argentine, etc.). Les courtiers en or, paraît-il, se réunissent chaque jour à Londres dans les bureaux des Rothschild. Les Rothschild sont très commodément les agents de la Monnaie Royale. Les firmes suivantes semblent constituer l'assemblée des courtiers en or (qui en fixent donc le cours quotidien) : Samuel Montague & Co, 114 Old Bond Street Londres E.C.2, Mocatta & Goldsmid, 7 Throgmorton Ave, Londres E.C. 2 ; Pixley & Abell, Palmerston House, Old Broad

niveaux nationaux des prix soient aussi « ivres » les uns que les autres." La Règle d'or, selon le même auteur (p. 342), c'est de "développer le crédit lorsque l'or rentre, et de le restreindre lorsque l'or sort".

(NDT : On peut penser que ladite règle servait simplement à assurer la sécurité de la Banque et la croissance en valeur de la fortune des fondateurs, sans aucun risque de dévaluation de leurs actifs par rapport à cette référence de la richesse depuis toujours. Le veau d'or n'est pas une image de rhétorique, mais une réalité. Lorsque le Christ avertit que l'on ne peut servir à la fois Dieu et Mammon, cette vérité implique son corollaire : si l'on abandonne la fidélité au Christ et à Son Eglise, on tombe dans l'adoration de l'or, ce que firent les calvinistes et protestants, d'où leur association étroite avec les Juifs qui les avaient précédés sur cette voie. Même chose des peuples asiatiques païens et des Musulmans.)

Street, Londres E.C. 2; Sharps & Wilkins, 19 Great Winchestrer Street, Londres E.C.2.

Après que l'Angleterre eut suspendu les règlements en or en 1931, les courtiers en or commencèrent à changer le prix purement arbitraire de l'once d'or à Londres et dans les colonies britanniques.⁽²⁷⁾ "L'or a été accaparé, objet d'enjeux et thésaurisé, déclara le très honorable Winston Churchill en 1932, il a énormément augmenté de prix, et la valeur de ce que nous avons ou de ce que nous gagnons a diminué en proportion. Que ce processus monstrueux se poursuive encore un peu suffira à détruire la civilisation, comme il a déjà détruit la prospérité du monde telle que nous l'avons connue."⁽²⁸⁾

Dans le chapitre suivant, nous traiterons plus en détail du fonctionnement de l'étalon-or.

⁽²⁷⁾ "Money Creators", pp. 84-86. Dans "Britain's Jewish Problem" de M. G. Marchin, pp. 1236, nous lisons : "A onze heures moins dix environ chaque matin, les représentants de trois firmes de Gentils (Sharps & Wilkins, Pixley & Abell et Johnson Matthey) se réunissent avec les représentants des trois firmes juives bien connues (Mocatta & Goldsmid, Samuel Montague et Rothschild & Sons) dans les bureaux des Rothschild de St Swithin's Lane, et en quelques instants, ce qui est remarquable, le cours de l'or est fixé...L'une des firmes mentionnées Johnson Matthey, n'est pas un négociant en or, mais une firme d'expertise en titrage."

Pour rapprocher ce que dit Miss Coogan ici de ce que nous aurons à dire au chapitre suivant sur l'influence déterminante du niveau des prix américains, il est utile de prendre note des remarques suivantes de G. Crowther : "Dans l'état actuel des choses, la valeur de l'or n'est finalement plus fonction désormais que du fait que le Trésor des Etats-Unis veut le payer 35 dollars l'once. L'or est en fait un pensionné du dollar, et si jamais sa pension de 35 dollars l'once lui était enlevée, sa valeur pourrait tomber à celle que lui vaudrait la seule demande de la dentisterie. Les Etats-Unis en tant que plus grands détenteurs mondiaux d'or et l'Empire Britannique en tant que plus grand producteur ont tous deux intérêt à en maintenir la valeur."

⁽²⁸⁾ Cité dans l'introduction de "The Tyranny of Gold" de Hiskett.

(NDT : par ces mâles paroles, Winston Churchill se drapait dans l'habit du "défenseur des valeurs" devant le public et son électorat ! L'était-il vraiment ?)

La redécouverte par Berkeley de quelques sains principes concernant la monnaie

Christopher Hollis dans son remarquable ouvrage "The Two Nations"⁽²⁹⁾ a consacré un excellent chapitre aux grandes lignes de la réforme monétaire proposée par George Berkeley, l'évêque protestant de Cloyne en Irlande, dans son livre "The Querist" (1735-1739).

Berkeley appartenait à la minorité des colons anglais d'Irlande que la victoire de Guillaume d'Orange et les Lois Pénales avaient placés en position de complète domination sur l'écrasante majorité des anciens habitants du pays, les Catholiques. Autrement dit, il appartenait à ce que plus tard l'on désigna en Irlande sous le terme des "descendants". Cet évêque protestant, en dépit de son Nominalisme en philosophie, redécouvrit en grande partie la nature de la monnaie, c'est à dire un certain nombre des principes essentiels de son fonctionnement ordonné dans la société. Citons quelques extraits du résumé du livre de Christopher Hollis, cela nous évitera d'avoir à citer trop des questions décousues de l'œuvre de Berkeley. "On peut transcrire comme suit en un exposé cohérent la leçon générale des questions posées (par Berkeley) :

"Le service fondamental que peut rendre un système monétaire à une société est de fournir une suffisance de "jetons" pour permettre aux biens que les producteurs veulent vendre et que les acquéreurs veulent acheter de changer de mains. Le travail du Gouvernement est de faire en sorte que le niveau général des prix reste stable. Tel article, par suite de l'augmentation de sa demande peut augmenter, et tel autre peut baisser. Mais les prix des articles en général ne doivent ni augmenter ni diminuer. "Toute hausse ou baisse générale, comme de changer arbitrairement la dénomination des pièces de monnaie, est une tromperie du public" (Question 28).⁽³⁰⁾ D'autre part, une augmentation des biens et des services disponibles pour l'échange exige une augmentation des signes monétaires, si l'on veut maintenir stable le niveau des prix. Dans sa Question 310, il se demande : "Les

⁽²⁹⁾ Publié chez George Routledge & Sons, Ltd, Londres (1935)

⁽³⁰⁾ « The Two Nations », p. 56

pièces de monnaie ne doivent-elles pas être en rapport avec ces autres choses, telles qu'aussi longtemps qu'elles augmentent au même rythme et dans la même proportion que les pièces, on doit tenir les pièces pour utiles ?"

Nous voyons donc que Berkeley avait redécouvert les deux fonctions principales pour lesquelles la monnaie fut inventée, selon saint Thomas. Il vit également ce qui sera exposé en détail au chapitre suivant, que toute augmentation ou diminution arbitraire de la quantité de la monnaie, que ce soit la monnaie papier des billets ou celle des chèques (le crédit) va contre la Justice, et il demandait même dans la Question 290 : "N'est-ce pas un puissant privilège pour une personne privée d'avoir la capacité de créer cent £ d'un simple trait de plume ?"

Pour lui, il était clair également que la matière dont la monnaie nationale ou moyen d'échange était faite était indifférente, car dans sa Question 35 il demande : "Le pouvoir de commander l'industrie des autres n'est-il pas la véritable richesse ? Et est-ce que la monnaie n'est pas en réalité des tickets ou des signes pour enregistrer et transmettre ce pouvoir ? Et la matière dont sont faits ces tickets est-elle d'une conséquence quelconque ?" Berkeley n'ignorait pas non plus que le soutien de toute monnaie est le crédit de la nation, c'est à dire la capacité nationale à produire des biens et à rendre des services. Dans sa Question 426, il demande : "Toute la circulation (monétaire) ne serait-elle pas comme la circulation du crédit, quel que soit le moyen employé (métal ou papier), et l'or serait-il plus que le crédit pour avoir tant de pouvoir ?". Dans la Question 44, il s'était déjà demandé : "L'opinion des hommes, et leur industrie qui en est fonction, ne sont-elles pas la véritable richesse de la Hollande, et non pas l'argent métal qu'on suppose en dépôt dans la banque d'Amsterdam ?"

Berkeley vit donc clairement que l'or ou l'argent n'était pas nécessaire comme moyen d'échange interne d'un pays pour en développer les ressources potentielles.

"Avec un bon sens caractérisé, écrit Christopher Hollis, il s'attaqua au problème de la pauvreté. Le rôle primordial du système économique d'un pays est de fournir à ses citoyens les nécessités de

la vie. Notre système le fait-il ? Non, il ne le fait pas. Pourquoi ? Est-ce par insuffisance de biens ? Non, mais parce que les pauvres n'ont pas assez d'argent... Aussi longtemps qu'il y a d'un côté le travail, les matières premières et l'aptitude à produire de nouveaux biens, et de l'autre le désir de les consommer une fois produits, aussi longtemps la fourniture de monnaie, si elle est en abondance suffisante pour rendre cette demande effective, fera du bien à tout le monde et ne fera de tort à personne."⁽³¹⁾

Berkeley dans ses Questions 59 et 62 pose les questions suivantes : "Est ce que d'approvisionner abondamment les pauvres n'est pas alimenter la racine d'où la substance se répandra vers le haut dans les branches et fera fleurir le sommet ? Est-ce qu'un pays habité par un peuple bien nourri, bien vêtu et bien logé ne deviendra pas chaque jour plus peuplé ? Et est-ce qu'une importante population dans de telles conditions ne constituera pas une nation florissante ? Et dans quelle mesure les produits de notre pays peuvent-ils permettre d'atteindre ce but ?" Et plus loin, il demande : "Est-ce que par la circulation monétaire d'une Banque nationale, plus de terres ne seraient-elles pas cultivées, plus de mains employées et par conséquent plus de biens courants exportés ? "Le commerce ne marche-t-il pas sur le bon pied lorsque l'on importe de l'étranger des biens de première nécessité en échange seulement du superflu de la production domestique ? Est-ce que les quantités de bœuf, de beurre, de laine et de cuir exportées de cette île peuvent être comptées pour les superfluités d'un pays où tant de nationaux sont nus et affamés ? Est-ce que nous ne sommes pas le seul peuple dont on peut dire qu'il meurt de faim au milieu de l'abondance ? Peut-il y avoir pire signe que ce peuple doive quitter son pays pour pouvoir gagner sa vie ?"⁽³²⁾

Cependant, malgré cette claire perception par Berkeley des relations entre la monnaie et la production et entre la production et les êtres

⁽³¹⁾ "The Two Nations", p. 63

⁽³²⁾ "The Querist", questions 467, 172, 173, 446, 447. Après avoir énuméré dans la Question 143 les quantités de bœuf, de porc et de beurre exportées par Cork en un an, il pose dans la Question 143 cette demande : "Un étranger pourrait-il imaginer que la moitié du peuple meurt de faim, dans un pays qui a exporté une telle abondance de provisions ?"

humains, on ne peut manquer de souligner le désordre fondamental de sa pensée en ce qui concerne le simple Ordre du monde. L'intérêt porté par Berkeley aux pauvres d'Irlande, que dans certaines de ses Questions il compare aux Tartares,⁽³³⁾ était entièrement sous-tendu par l'intention de leur faire abandonner l'unique vraie Foi. On le voit très clairement dans ses Questions 253 et 289. "Un plan pour la prospérité de cette nation ne devrait-il pas toucher l'ensemble des habitants ? Et ne serait-ce pas une tentative vaine de projeter l'épanouissement de notre population protestante en en excluant la masse des autochtones ?" Cette Question 285 était suivie, dans la première édition de "*The Querist*", de la Question 289 de la Première Partie, passée ensuite dans l'Appendice et que voici : " Est-ce que par conséquent il n'est pas d'un grand souci pour l'Etat que nos Irlandais autochtones soient convertis, et toute la nation unie dans la même religion, la même allégeance et le même intérêt ? Et comment ceci peut-il être éventuellement réalisé ?"⁽³⁴⁾

Pour Berkeley, le moyen de mettre fin à l'appauvrissement du pays n'était pas de supprimer l'infâme Code pénal, mais de rendre Protestants ceux que dans son "*Exhortations to Roman Catholic Clergy*" il nomme "les vrais aborigènes, les Irlandais naturels."⁽³⁵⁾ Il poursuit en suggérant d'employer la langue irlandaise, et quelque chose analogue à ce qui plus tard recevra le nom de "nids d'oiseaux" comme moyens les plus appropriés à cet objectif : "Ne pourrait-on se procurer et

⁽³³⁾ Dans la question 513 il demande : "Les descendants des Tartares ne sont-ils pas nombreux dans ce pays ?" Cf. la Question 512, où transparait la même "bienveillance", avec un ricanement à l'adresse de l'Espagne.

⁽³⁴⁾ On s'est servi pour ces citations de *The Querist* des œuvres de Berkeley rassemblées par Fraser, qui ont été publiées par Clarendon Press (1901). Les Questions qui avaient été retirées par l'Auteur de la deuxième édition ont été placées par Fraser en Appendice, et sont numérotées comme dans les trois parties publiées en 1735, 1736 et 1737.

⁽³⁵⁾ Page 10 du livre de Francesco Olgiatti sur Berkeley "*L'Idealismo di Giorgio Berkeley*", on lit : " Comme évêque de Cloyne en Irlande, en dépit de son Anglicanisme, il s'efforça ardemment de relever les conditions économiques misérables des Catholiques irlandais." Cette assertion est à modifier compte tenu des objectifs réels de Berkeley attestés par ses écrits, en particulier dans son "*Primary Visitation Charge to the Protestant Clergy of Cloyne*".

financer des catéchistes de langue irlandaise ? Et cela ne serait-il pas le moyen le plus pratique pour convertir les autochtones ? Et à défaut de tels missionnaires, des personnes de vie simple et parlant l'irlandais, à la condition d'être bien instruites dans les premiers principes de la religion et dans la controverse papiste... ne seraient-elles pas propres à se mélanger avec les pauvres autochtones illettrés et à les amener à l'Eglise établie ? "...Et dans cette optique, ne serait-il pas bon d'élever quelques uns des meilleurs sujets des orphelinats et de les former pour les rendre capables d'être missionnaires, catéchistes et lecteurs ?"⁽³⁶⁾

Berkeley saisit donc bien les relations entre la monnaie ou richesse artificielle et la production de la richesse réelle et de cette dernière avec la vie humaine, mais en ce qui concerne la manière dont le Christ avait conditionné l'appartenance à Son Corps Mystique, il avait l'esprit en désordre. Les pauvres "aborigènes ou Irlandais naturels" avaient à cet égard une vue bien plus claire du plein Ordre du monde. Ce désordre fondamental empêcha Berkeley de voir que les aperçus que son bon sens lui avait fait trouver sur la fonction de la monnaie ou moyen d'échange seraient annulés par le courant de Libéralisme ou de séparatisme introduit par le Nominalisme, et considérablement accru par le divorce Luthérien entre le chrétien et le citoyen. Sous cette double influence, comme nous l'avons vu, les métiers d'argent et de la monnaie avaient cessé d'être soumis à l'appartenance au Christ et à la loi morale. Berkeley, en outre, était aveugle devant le fait que l'individualisme protestant auquel il voulait attirer les Irlandais catholiques pavait la voie au règne de l'argent. Non seulement le Protestantisme, mais aussi le Nominalisme, qui prévalaient au XVIIIe siècle tendaient aussi à rendre vaine la saisie partielle par Berkeley de la nature de la monnaie.

Berkeley jette résolument par dessus bord le semi-Empirisme hésitant et le semi-Nominalisme de Locke, qui, tout en confondant

⁽³⁶⁾ Questions 261 et 264. Berkeley était d'avis qu'il serait préférable d'admettre des Catholiques au Trinity College sans leur demander d'apostasier dès l'entrée, préférable évidemment de son point de vue de prosélyte anglican. Cf. la Question 191, introduite à la deuxième édition de "*The Querist*".

intelligence et imagination et l'idée ou la saisie intellectuelle de la nature d'un être avec l'image ou la représentation sensible de celui-ci, continuait cependant à parler d'une idée abstraite de substance. Pour Berkeley, en strict Nominaliste de tradition occamiste qu'il était, toute représentation ou image et donc toute idée est concrète et particulière.⁽³⁷⁾ Or ce n'est que par la saisie intellectuelle de la nature d'un objet que nous sommes capables de réaliser que nos vues de cet objet sont des aspects complémentaires d'un tout. Le savoir des sens tend à isoler et à séparer. Un individu est distinct d'un autre. Aussi, compte tenu du caractère diviseur et de compartimentage de la philosophie dominante de l'époque, c'est en vain que Berkeley tenta de faire admettre sa conception de la monnaie et de l'insérer dans une vue cohérente de la vie dans sa globalité. Par la force des choses, sa tentative était vouée à l'échec.

En dépit de ses efforts, la monnaie allait poursuivre sa voie en tant qu'entité indépendante, gouvernée par ses propres lois, avec des résultats désastreux pour l'existence humaine. Le monde moderne allait apprendre la vérité des paroles de Notre Seigneur : "*Nul ne peut servir deux maîtres... Vous ne pouvez servir Dieu et Mammon*"^(*) (St Matthieu, VI, 24)

La vie économique française sacrifiée, en vue d'éliminer l'appartenance au Christ

Frédéric-le-Grand et la Révolution française

L'Histoire de France depuis la Révolution française offre une illustration frappante de ce que nous avons vu être le *mot d'ordre* des forces naturalistes et anti-surnaturelles : favoriser temporairement une Puissance Protestante afin de détruire une Puissance Catholique. Dans l'ouvrage maçonnique que nous avons cité "*The Constitutions of Freemasonry or Ahiman Rezon*" publié par la Grande Loge d'Irlande en 1858, certaines dates importantes sont données qui méritent d'être

⁽³⁷⁾ Cf. Son "*Introduction to the Principles of Human Knowledge*" dans l'édition Fraser. Cf. aussi "*Le Point de départ de la Métaphysique*" du RP. Maréchal, S.J., pp. 141-145

(*) (NDT : Dieu est Vie. La parole du Christ a donc aussi pour sens : vous ne pouvez servir à la fois l'argent et la vie.")

rappelées ici. L'on y apprend que Frédéric-le-Grand de Prusse fut initié en 1738, et qu'en 1761 il donna l'ordre à son légat de convoquer un grand Convent des Princes du Royal Secret à Paris afin de donner patente au frère. . Stéphane Morin d'introduire ce système dans le monde entier. Plus tard, en 1762, Frédéric de Prusse fut proclamé Souverain Grand Inspecteur Général, 33e degré, pour les deux hémisphères. L'on fait mention de ces dates parce que Frédéric-le-Grand usa de toute son influence sur la Franc-Maçonnerie pour activer la préparation de la Révolution et affaiblir la France. En outre, il fit tout son possible pour séparer la France de l'Autriche et défaire le bon effet du mariage de Marie-Antoinette avec le futur Roi Louis XVI en 1770. Combien peu réalisent que derrière la propagande pour rendre impopulaire Marie-Antoinette et provoquer des cris comme "A bas l'Autrichienne", il y avait la sinistre figure de ce gremlin de Roi de Prusse. Plus rares encore sont ceux qui comprennent que l'acharnement à la curée contre la malheureuse fille de Marie-Thérèse jusqu'à sa mort n'était que l'épisode d'un plan dressé depuis longtemps, par lequel le Berlin protestant devait supplanter la Vienne catholique comme capitale culturelle des peuples germanophones. "La haine de la Souveraine contre tout ce qui a nom de Prussien est indiscutable" écrivit l'envoyé de la Prusse, le baron Von Alvensleben.... C'était là l'un des grands crimes de la malheureuse souveraine que d'être anti-prussienne. Ceux des Français qui continuent d'insulter à sa mémoire feraient bien de se souvenir qu'elle fut le premier et le plus grand obstacle à ces rêves de domination européenne, qui, issus de Frédéric-le-Grand, culminèrent dans les agressions de 1870 et 1914. Marie-Antoinette paya très cher pour elle et pour son aversion de la Prusse ; il ne fait aucun doute que certains des libelles et pamphlets séditieux publiés contre elle avant et pendant la Révolution étaient diffusés par Von der Goltz, l'Ambassadeur de Prusse, à l'instigation du Roi de Prusse...

Il y eut donc un double courant d'influence allemande derrière la Révolution française : un courant politique et un courant philosophique. Le premier inspiré par Frédéric-le-Grand fut mené

par Von der Goltz, le second, inspiré par Weisshaupt⁽³⁸⁾ et mené par Anacharsis Clootz, le Prussien envoyé en France dans ce but."⁽³⁸⁾

Bismarck et Gambetta

L'œuvre de destruction si habilement commencée par Frédéric-le-Grand fut poursuivie par Gambetta et les francs-maçons qui lui succédèrent au pouvoir à partir de 1877, après la désastreuse défaite de la France de 1870. Un livre très documenté de Mgr Landrieux, l'Evêque de Dijon, "*La Leçon du passé*", donne un émouvant récit de la trahison et de la ruine du grand pays.⁽³⁹⁾ L'ouvrage de Mgr Delassus, Protonotaire Apostolique, "*Les Pourquoi de la guerre mondiale*" reprend le même thème plus en détails.

En 1870, au cours d'une conversation, Bismarck fit cette remarque au Maire de Reims : "Les nations latines, la France et les autres, ont la source de leur plus grande force dans le Catholicisme. Une fois que nous aurons éliminé le Catholicisme de France, nous serons les

⁽³⁷⁾(NDT : Frédéric II ne fut pas le seul monarque comploteur de la Révolution de 1789 : il y eut aussi George III d'Angleterre avec ses premiers ministres les deux Pitt et leurs agents, qui, outre leur haine pour le Roi et le Royaume Catholique de France depuis des lustres, voulaient venger la perte des Etats-Unis, et derrière eux il y avait Amschel Meyer Rothschild et la Juiverie internationale, cf. "*La Révolution mondiale*" de Nesta Webster et l'ouvrage de Cherep-Spiridovich. "*Le gouvernement mondial secret*". Weisshaupt en réalité était missionné comme fomenteur en chef et recruteur de révolutionnaires et de bandits par Amshel Meyer, le prince des Juifs (cf. » *Le Gouvernement mondial secret* »)

⁽³⁸⁾ Nesta H. Webster "*The French Revolution*", p. 27 (1922). L'on sait que ce fut au Convent maçonnique assemblé à Francfort-sur-le-Main en 1781 que fut votée la mort de Louis XVI Roi de France et celle de Gustave III de Suède. Le P. Abel S.J., dans un sermon prêché à Vienne en 1898, déclara que ce fut son grand-père qui proposa les assassinats. La proposition fut acceptée, et les deux frères... Bode et Knigge (NDT : tous deux membres des Illuminés de Bavière, adjoints de Weisshaupt) furent dépêchés à Paris et à Stockholm. Le P. Abel dit aussi que ce fut son père à sa mort qui lui demanda de faire réparation pour ces horribles crimes. Cf. "*Les Pourquoi de la guerre mondiale*" de Mgr Delassus, t. I, pp. 213-214.

(NDT : les deux courants politique et philosophique étaient tous deux d'inspiration juive, cf. Paul Hazard "*La crise de la conscience européenne*" et le livre cité de Cherep-Spiridovich.)

⁽³⁹⁾ Cet ouvrage, écrit peu avant la Grande Guerre (de 1914-18), fut publié quelques années après la guerre.

maîtres de la France". Ses instructions au comte Von Arnim, l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris en 1871 et 1872, suivent cet axe de pensée : "Je vais démarrer une campagne contre l'Eglise Catholique qui sera longue et peut-être terrible... Je serai accusé de persécution, et je serai peut-être forcé d'y avoir recours. Mais cela est nécessaire pour achever de renverser la France et instaurer notre supériorité religieuse et diplomatique, comme nous avons déjà établi notre suprématie militaire. Eh bien, je le répète, à cette tâche, les Républicains français vont nous aider : ils jouent notre jeu. Ce que je vais attaquer afin de faire avancer mes projets politiques, eux vont l'attaquer à cause de leur fanatisme antireligieux. Nous pouvons compter sur leur aide." (Lettre de Bismarck du 16 novembre 1876)... "Le moyen le plus assuré pour paralyser l'influence de la France à notre avantage est d'affaiblir le Catholicisme... Si nous y arrivons, La France sera définitivement finie." (Lettre de Bismarck de 1872).⁽⁴⁰⁾ Gambetta, demi juif italien et franc-maçon⁽⁴¹⁾, déjà membre du Gouvernement Provisoire qui comptait dix maçons sur onze membres, porté au pouvoir par la judéo-Maçonnerie en 1877, était l'agent et complice de Bismarck. "Gambetta organisa la plus terrible de toutes les guerres civiles, la guerre religieuse, qui paralysa tous les efforts de relèvement de la nation française."⁽⁴¹⁾ Gambetta, tout en excitant le patriotisme français par ses discours enflammés, dinait chaque semaine chez la Juive la Païva avec l'émissaire de Bismarck, Henkel de Donnesmark, avec lequel il discutait les termes d'une *Entente Cordiale* avec l'Allemagne sur base d'une alliance contre l'Eglise Catholique. Le slogan de Gambetta "La France, ennemie du cléricalisme" devint le cri de ralliement de tous les Gouvernements maçons ultérieurs qui gouvernèrent la France à ses dépens et dans

⁽⁴⁰⁾ Cette seconde lettre fut lue à la Chambre des Députés et insérée au *Journal Officiel* du 7 avril 1911. Bismarck était maçon, cela va sans dire. Cf. Deschamps "*Les Sociétés Secrètes et la Révolution*", t. II, pp.377-379

© (NDT : porté au Pouvoir par Adolphe Crémieux, le père de l'Alliance Israélite Universelle, dont il avait été le secrétaire. Posant en public en revanchard de 1870 et patriote, il fréquentait Bismarck en secret et suivait sa politique, celle de la Maçonnerie et de l'Alliance Israélite.)

⁽⁴¹⁾ Tiré de "*La Réponse à Déroulède*" de Madame Adam, dans "*La Leçon du passé*". Pour plus de détails se reporter à ces deux ouvrages.

l'intérêt de l'Allemagne, comme Bismarck l'avait pratiquement suggéré.⁽⁴²⁾

L'attaque contre la famille chrétienne, l'institution du divorce

Nous savons que l'union sacramentelle de l'époux et de l'épouse symbolise l'union surnaturelle du Christ et de Son Eglise. De ce fait, il était inévitable que la révolution naturaliste française s'attaquât au mariage chrétien et introduise le divorce. Le divorce fut légalisé en France en 1792. Dès 1793, il y eut autant de divorces que de mariages, et l'an VI le nombre des divorces dépassait celui des mariages.⁽⁴³⁾ La Restauration l'abolit. La Troisième République

⁽⁴²⁾ "A partir du ministère Waddington en 1879, dans lequel il y eut déjà six francs-maçons sur neuf ministres, les francs-maçons furent toujours en majorité au Gouvernement. Le Ministère Freycinet en 1890 en eut six (sur dix ministres) ; le Ministère Loubet en 1892 en compta sept sur dix ; le Ministère Ribot en 1892, également sept sur dix. Même le célèbre Ministère Méline, auquel les Loges firent opposition parce que jugé trop modéré, en compta sept sur onze. Le Ministère Rouvier en 1905 en avait onze sur quatorze. Le nombre de francs-maçons au Parlement était hors de proportion avec leur nombre dans le pays. Si l'on compte qu'il n'y avait que vingt cinq mille francs-maçons en France et qu'il y avait un sénateur pour trente mille électeurs et un député pour environ vingt mille citoyens, il n'y aurait dû avoir tout au plus qu'un franc-maçon au Sénat au lieu de cent cinquante, et deux à la Chambre au lieu de deux cent quarante deux " (*La Leçon du Passé*, p. 21).

(NDT : L'auteur dit que les gouvernements français firent la politique de l'Allemagne : c'est une vue trop partielle ! Les gouvernements opéraient au profit de la judéo-Maçonnerie, faisant alternativement le jeu de l'Allemagne, de l'Angleterre, des USA, mais toujours de la Juiverie (cf. Panama, le financement par le juif anglais Cornélius Herz du journal du maçon Clémenceau pour assurer sa carrière politique comme anticlérical et socialiste, l'aide aux succès électoraux des radicaux et des socialistes, le ministère Delcassé, Fachoda, l'Affaire Dreyfus, le ministère Waldeck-Rousseau, l'Affaire des fiches, la désorganisation de l'Armée). Lire les œuvres d'Edouard Drumont et de Léon Daudet ; cf aussi l'ouvrage cité en note de Cherep-Spiridovich.). Quant à dire qu'il n'y avait que 25.000 francs-maçons en France, c'est se fier aux mensonges de la Maçonnerie qui veut toujours paraître inoffensive. Le nombre réel de leurs membres devait être multiplié par le nombre d'obédiences et beaucoup plus élevé.)

⁽⁴³⁾ A l'automne de 1793, la Convention décréta l'instauration d'un nouveau calendrier. Cette nouvelle ère, dont toute trace de Vie surnaturelle du Christ était bannie, était supposée débiter le 22 septembre 1792. Ce calendrier fut utilisé dans

entreprit de le réintroduire. Un juif, Naquet, le proposa en 1876. Ce fut rejeté. On le reproposa en 1881, et ce fut de nouveau rejeté, mais en 1884 le divorce fut adopté. Dans le *Dictionnaire Larousse*, Alfred Naquet est présenté comme l'homme qui fit voter la loi sur le divorce.

En 1885, l'année qui suivit la promulgation de la loi, il y eut quatre mille cent vingt trois divorces. En 1912, ils s'élevaient à quatorze mille cinq cent soixante dix-neuf, pour un total de trois cent onze mille neuf cent cinquante neuf mariages, soit un divorce pour vingt et un mariages. "Les orateurs qui parlèrent en faveur du divorce, écrit Mgr Delassus, soutenaient que la promulgation de la loi réduirait le nombre d'adultères. Or le nombre de condamnations pour ce crime ne cessa d'augmenter. Ils affirmèrent aussi que le divorce exercerait une influence favorable sur le nombre des naissances. Le nombre des naissances baissa sans cesse. Ils proclamèrent que le soulagement ainsi offert aux désespérés amènerait une diminution du nombre de ceux qui se suicidaient par suite de problèmes familiaux. En 1883, il y eut mille cent huit cas semblables ; en 1889, mille quatre cent quatre. Et M. Georges Michel écrivit dans une étude consacrée à cette question en 1901 qu'il y avait de trois à quatre fois plus de suicides chez les divorcés hommes et femmes que chez les gens mariés."⁽⁴⁴⁾

Le coût financier de l'élimination du Christ des écoles françaises

L'Assemblée générale du Grand-Orient avait en 1870 déjà voté en faveur de la laïcisation de toutes les écoles primaires, c'est à dire d'éliminer de l'esprit des enfants français toute allusion à Dieu, à la Très Sainte Trinité, à l'appartenance au Christ et à la Vie surnaturelle. La proposition fut de nouveau unanimement acceptée par la même assemblée en 1877. En 1879, Jules Ferry, franc-maçon, convainquit la Chambre des députés de voter sa loi, qui d'après le *Bulletin Maçonique* lui-même était de nature essentiellement maçonnique.

les documents officiels jusqu'en 1806. Cf. Marion, "*Histoire de l'Eglise*", t. IV, p. 155.

⁽⁴⁴⁾ "*Les pourquoi de la guerre mondiale*", t. I, p.155

L'Article VII de cette loi interdisait d'enseignement tout membre de Congrégations non autorisées. La loi fut rejetée par le Sénat, mais fut acceptée quelques années plus tard. En 1882, une loi fut passée excluant l'instruction religieuse des programmes scolaires, et en 1906, une loi interdisant l'enseignement religieux dans les écoles de l'Etat. Des manuels d'instruction civique remplacèrent le Catéchisme. Toute trace de pensée chrétienne fut éliminée des livres de classe, et les auteurs classiques furent soumis à la censure anti-Dieu et à révision. Le nom de Dieu fut condamné à disparaître, même des fables de La Fontaine.⁽⁴⁵⁾ Ferry chargea trois Protestants de mener la déchristianisation en France, à savoir F.Buisson, Steeg et Pécaut. Buisson resta directeur de l'Enseignement primaire pendant dix-huit ans, sous vingt-sept ministères, de 1878 à 1896.⁽⁴⁶⁾

Il serait intéressant de retracer pas à pas toutes les mesures par lesquelles les âmes des petits enfants de France furent perverties, et le terrain ainsi préparé pour les Socialistes, les Communistes et les Anarchistes. A l'époque où il écrivit son livre, Mgr Landrieux fait état de ce que quatre vingt dix-sept mille maîtres d'école primaires français étaient affiliés aux cellules du Communisme international ou à d'autres groupes révolutionnaires, cependant que les vingt mille maîtres restants, non révolutionnaires, recevaient peu

⁽⁴⁵⁾ Au lieu de *Petit poisson deviendra grand pourvu que Dieu lui prête vie*, comme La Fontaine avait écrit, les enfants durent lire : *Petit poisson deviendra grand pourvu qu'on lui laisse la vie*. Dans la *Grammaire* de Larive et Fleury, le mot *Dieu* resta en place jusqu'en 1905 parmi les exemples, mais à partir de l'édition de cette année-là, il disparut et fut remplacé par le mot *vin*. Etc. Le programme maçonnique n'était pas appliqué à la demande du peuple : les lois laïques furent votées par trois cent vingt neuf députés, représentant 2.738.204 électeurs, sur 10.179.345 inscrits sur les listes électorales. "Le pays a-t-il été consulté sur les lois laïques ? Non, et à juste titre. Le pays mal instruit aurait peut-être répondu qu'il ne voulait pas d'un enseignement sans Dieu." (Clémenceau, dans *La Justice*, du 2 décembre 1886)

⁽⁴⁶⁾ Dans "*Les Pourquoi de la guerre mondiale*", t.I, p. 361, il est indiqué que F. Buisson avait été expulsé de Suisse à la suite de ses conférences anti-chrétiennes, et qu'il était franc-maçon. Le père de Steeg, lit-on p. 362, était un Prussien qui, sans avoir pu jamais prouver s'être fait naturaliser, avait été élu député de Bordeaux. Le jeune Steeg, sitôt devenu ministre, entreprit de faire entrer ses relations dans l'Administration.

d'encouragements de la part des pouvoirs publics.⁽⁴⁷⁾ Mais l'histoire de cette perversion serait trop longue. Il nous faut nous limiter à montrer le lourd coût financier qu'a représenté pour la France le diktat des organisations naturalistes.

Lorsque l'école primaire fut rendue obligatoire pour tous et que les autorités publiques en prirent toutes les dépenses à leur charge, les Catholiques français se mirent à construire et à ouvrir leurs propres écoles. De 1882 à 1904, ils payaient les impôts publics pour les écoles auxquelles ils n'envoyaient pas leurs enfants, et en même temps ils devaient subvenir à leurs propres écoles animées par des religieux. Pendant tout ce temps, la Société Maçonnique hurlait contre les écoles catholiques et demandait que l'Etat ait le monopole de l'éducation, ou du moins qu'aucun religieux ne soit autorisé à enseigner, que ce soit dans les écoles publiques ou privées. Les religieux furent expulsés en 1904.

Pendant que les familles catholiques s'étaient engagées dans cette formidable tâche d'essayer de sauver leurs enfants, examinons la charge financière écrasante que le peuple français dans son ensemble dut supporter pour cette guerre contre Notre Seigneur. Si l'on prend le montant annuel moyen dépensé par l'Etat pour l'Instruction publique au cours des dix années qui précédèrent 1882, nous trouvons qu'il était de 90 millions et demi de francs (90.412.138 francs pour être précis). Sur la même base, les dépenses totales pour l'Instruction pendant les trente années de 1882 à 1912 auraient dû s'élever à 2.715 millions de francs. Or, de fait, elles s'élevèrent à 7 milliards de francs. La différence entre les deux nombres, 2.715 millions et 7.000 millions, soit 4.285 millions de francs, représente ce qu'il en a coûté à l'Etat français pour éliminer des écoles françaises tout enseignement sur la Royauté du Christ et sur l'appartenance au Christ. Et dans cette somme, ne sont pas comprises les dépenses relevant des Départements et Communes. D'après Mgr Landrieux, le montant devait être doublé s'il fallait les inclure. Il cite le cas du Conseil Municipal de Paris qui dut emprunter 77 millions pour

⁽⁴⁷⁾ Mgr Landrieux fait référence à *L'Instituteur Français* du 15 juin 1922.

remplacer les écoles fermées à la suite de la loi de 1901.⁽⁴⁸⁾ Et la même chose se répéta d'un bout à l'autre du territoire.

Nous n'avons mentionné que le coût financier, nécessité par le fait qu' "Ils (les francs-maçons) n'avaient instauré le Gouvernement républicain et démocratique qu'en vue de l'utiliser comme un instrument de premier ordre pour la réalisation de leur programme de laïcisation universelle et d'apostasie nationale."⁽⁴⁹⁾

Les résultats de ce programme sur le plan moral furent déplorables. Le journal *Le Temps*, quotidien parisien non-catholique, dans son numéro du 30 décembre 1911, le déplore : "Le gaspillage de ressources humaines est sur une pente ascendante, y lisons-nous, le nombre de ceux qui ne valent rien à l'école et dans l'Armée, qui sont incapables au travail, le nombre des vagabonds et des vauriens de toute espèce est en augmentation... Le nombre d'illettrés est en augmentation." En 1882 la proportion d'illettrés était de 14 pour cent, ou même de 10 pour cent d'après Paul Bert ; en 1907 il était passé à 25 ou 30 pour cent. En 1912, le nombre des illettrés à l'entrée dans l'Armée était de vingt quatre mille. En 1919, ce nombre s'était accru à trente mille neuf cent soixante sept.

⁽⁴⁸⁾ La loi de 1901 est habituellement connue sous le nom de loi Waldeck-Rousseau sur les Associations. Aux termes de ce monument d'hypocrisie et d'iniquité, il était déclaré d'un côté à l'Article 2 que "toute personne pouvait librement former des associations sans autorisation préalable", mais de l'autre à l'Article 13, qu' "aucune Congrégation religieuse ne pouvait être formée sans une autorisation spéciale accordée par la loi. "D'où il ressortait que tous les citoyens français avaient le droit de former des associations par milliers si tel était leur désir, tous, excepté les religieux qui cessaient d'être des personnes, et cela malgré l'Article 10 de la fameuse Déclaration des Droits de l'Homme disant : "personne ne peut être inquiété pour ses opinions, même ses opinions religieuses". D'horribles crimes furent commis en France au nom de cette loi. Le *Journal des Débats* de janvier 1910 relata que la population de Pleslin en Bretagne, devant un début d'épidémie de typhus, demanda le rappel des trois religieuses qui avaient été expulsées. Sur un mot du maire, elles revinrent toutes les trois et passèrent nuits et jours auprès des malades. Elles furent dénoncées aux Autorités par un maçon local et furent condamnées à Rennes pour violation de la loi.

⁽⁴⁹⁾ "*Journal Officiel de la Maçonnerie Française*", 1885, p. 202, cité par Mgr Landrieux, op. cit., p. 18

En outre, les enfants n'allaient pas à l'École publique lorsqu'ils pouvaient aller à une école catholique. Dans le département du Maine et Loir, quarante-six écoles publiques n'avaient que cinq élèves chacune, vingt-neuf écoles n'en avaient que trois, et vingt-quatre écoles n'en avaient qu'un seul. Dans un autre département, l'Ardèche, soixante-cinq écoles publiques n'avaient au total que deux cent soixante cinq élèves, alors que les soixante-cinq écoles catholiques en comptaient trois mille soixante deux. L'un des maîtres d'école dans ce département n'avait qu'un seul élève, sa propre fille. Il l'envoya à l'école catholique et continua de toucher son salaire sans rien faire, comme le faisaient tant de ses confrères qui n'avaient pas d'élève non plus. Ne soyons pas surpris que tant de braves Français qui ne comprenaient pas le sens du Naturalisme maçon se scandalisaient du gaspillage d'argent public.

Ils se scandalisèrent davantage encore en apprenant ce que devinrent les biens confisqués aux religieux chassés des écoles et expulsés. Cette scandaleuse histoire est narrée en détails par Mgr Landrieux.⁽⁵⁰⁾

Un vol légalisé sous un faux prétexte

Les Assemblées annuelles de la Franc-Maçonnerie française pressaient le Gouvernement de supprimer les Ordres Religieux et les Congrégations et de confisquer leurs biens. L'Assemblée de 1896 proposa la confiscation des biens des sociétés religieuses afin de les consacrer aux pensions de vieillesse des travailleurs. En 1898, les Loges évaluèrent leurs biens à 10 milliards de francs (or) et proposèrent de les affecter, outre les pensions des travailleurs, à augmenter les salaires des instituteurs du primaire.⁽⁵¹⁾ Les biens des religieux furent confisqués, mais les travailleurs n'obtinrent pas de pensions, ni les instituteurs l'augmentation de salaire promise. Pourquoi ? Parce que les liquidateurs et leurs avocats se remplirent

⁽⁵⁰⁾ Op. cit., pp 76-133

⁽⁵¹⁾ Pour arriver à l'estimation absolument ridicule de 10 milliards, les propriétés de plusieurs Congrégations furent comptées deux fois. Des bâtiments qui étaient simplement loués par des Religieux à des Conseils municipaux et qui donc appartenaient aux communes et aux villes furent comptés comme appartenant aux Religieux, etc. Cf. Mgr Landrieux, op. cit., pp. 94-95.

les poches, autrement dit parce que les frais de liquidation furent si élevés et toute cette sinistre affaire menée avec si peu de respect pour le Bien Commun qu'il ne resta rien, sinon des miettes et des ruines.

"Sur cent huit liquidations effectuées en 1907, quarante-cinq ne laissèrent que des dettes, neuf épon-gèrent tout juste le coût de la procédure, cependant qu'une seule, celle des Sœurs de St Bernard de l'Aisne donna un profit de... cinquante centimes.... Un couvent de Trappistines dans les Pyrénées avait coûté 1 million. Il fut vendu 21.000 francs, sur lesquels on dut rembourser une donation de 120.000 francs. Le résultat net fut donc une perte pour l'Etat de 99.000 francs... Mais dans chaque cas, que la vente ait eu pour résultat un gain ou une perte pour l'Etat, le liquidateur ne s'oubliait pas. Il s'assurait toujours d'avoir sa part. Les propriétés des Carmélites de Tours et des Ursulines de Nice couvrirent tout juste les frais de leur vente, en sorte que l'Etat n'en tira aucun profit (mais au moins là les contribuables n'eurent pas à payer pour la ruine de ces bonnes œuvres et pour l'exil de quelques unes des meilleures Françaises). Quant au liquidateur, il se garda respectivement 6.500 et 6.255 francs".⁽⁵²⁾

Cette sordide affaire causa un tel scandale que finalement, en dépit de tous les efforts des Loges, il vint en pleine lumière." Nous n'aurions jamais rien su de toute l'affaire, écrit Mgr Landrieux, si la bande de vautours chargés de piller et de voler les Ordres religieux et les Congrégations avaient fait montre ne serait-ce que d'un tout petit peu d'amour propre, au moins pour l'extérieur, pour sauver les apparences. Mais ils perpétrèrent tant de crimes, ils se portèrent à tant d'extrémités et se comportèrent d'une façon si honteuse que ni les Loges, ni le Ministère Public, ni le Parlement, ni le Président de la République, ni personne en fait ne put éviter que le scandale ne devînt public. En 1912, le Gouvernement dut se rendre aux pressions de l'opinion publique et de la Presse et livrer ses liquidateurs à une Commission d'Enquête. C'est alors que l'on découvrit que la réalité était encore pire que ce qu'on l'avait dit être. "Il est inutile de détailler les sommes que les liquidateurs se gardèrent

⁽⁵²⁾ Cf. Mgr Landrieux, op. cit. pp. 122-123

pour eux ou qu'ils donnèrent aux avocats amis. Quelques unes des informations fournies par Mgr Landrieux sont tirées des chiffres fournis à la Chambre des Députés et sorties de la plume d'un personnage qui n'est autre que Mr Emile Combes, le ministre qui avec Waldeck-Rousseau⁽⁵¹⁾, autre franc-maçon, était le principal responsable de toute l'affaire. Les liquidateurs s'allouèrent au titre des frais de déplacement quatre fois le prix des tickets de chemin de fer en première classe. L'un des avocats dans le dossier de la Congrégation des Barnabites recopia quatre fois un texte de jurisprudence sans rapport avec le sujet, simplement pour allonger son travail et toucher de l'argent sans justification. Combes lui-même admit que les liquidateurs avaient fait de son grand-œuvre, la suppression des Ordres religieux, un brigandage de grand chemin. "La société moderne, ajouta-t-il, avait assurément le droit (sic) de dissoudre les Congrégations, mais pas de les livrer à la rapacité de vampires."⁽⁵³⁾

Naturellement, Mgr Landrieux relève que l'on ne trouva pas un honnête Catholique qui ait pris part aux enchères de vente des maisons religieuses et des propriétés volées, avec ce résultat qu'elles furent achetées pour rien ou presque par des Juifs. Ce fut pour eux une splendide spéculation, ajoute-t-il, que de faire chasser les Religieux par les francs-maçons, puis de s'emparer des maisons religieuses à bon compte.⁽⁵⁴⁾ Le crime final fut commis lorsqu'on laissa mourir dans l'indigence des religieux âgés à qui l'on avait pourtant promis une pension en compensation du pillage de leurs couvents. Mgr Landrieux cite des lettres de francs-maçons comme A. Briand sur le sujet, et même une protestation de M. Combes. Il est

⁽⁵¹⁾ (NDT : Waldeck – Rousseau, franc-maçon président du Conseil, fut l'homme de la réhabilitation de Dreyfus et affirma "qu'il était là pour cela". Tout en étant parlementaire, Il était avocat d'affaires d'une grande compagnie d'Assurances américaine liée à la haute finance, à laquelle il fit accorder des avantages exorbitants du droit français et dont il touchait des émoluments trois fois plus élevés que son indemnité de député.)

⁽⁵³⁾ Interview de Mr Combes dans *Le Journal*, d'octobre 1909, citée par Mgr Landrieux, op. cit. p. 120

⁽⁵⁴⁾ "Ces louches transactions permirent aux Douze Tribus de faire pénétrer quelques racines de plus dans le sol français." (Mgr Landrieux op. cit. p. 127)

temps de tirer le rideau sur ces épisodes infâmes de la dégradation systématique d'une grande nation catholique.

Ce qui est véritablement stupéfiant, écrit Robert Valléry-Radot, c'est que pas une fois au cours de toutes ces années de déshonneur national, le siège du Grand-Orient ne fut pris d'assaut et saccagé."⁽⁵⁵⁾

Les signes avertisseurs de la IIe guerre mondiale négligés

Les forces organisées du naturalisme poursuivirent leur œuvre scélérate après la Grande Guerre (de 1914-18),⁽⁵⁶⁾ Elles laissaient la France sans avions ni blindés pour sa défense lorsque débuta la IIe guerre européenne en septembre 1939, soit à peine quelques semaines après la célébration du cent cinquantième anniversaire de la Révolution maçonnique de 1789.⁽⁵⁷⁾

⁽⁵⁵⁾ "La Dictature de la Maçonnerie" p. 272. Une pétition contre l'action scélérate de la Franc-Maçonnerie qui avait recueilli quarante mille signatures fut cependant présentée à la Chambre des Députés en 1902 . cf." *La Pétition contre la Franc-Maçonnerie* " de M. Prache.

⁽⁵⁶⁾ Mgr Landrieux (op. cit., p.70) évoque la demande du Grand-Orient en 1923 de faire appliquer les lois de 1901 et 1904 contre les Religieux.

⁽⁵⁷⁾ Les Français furent surclassés dans le rapport de six pour un dans les airs en 1940. Comme le rapportèrent *Les Nouvelles de France* du 27 mai 1942, le Général Chambe, à l'occasion de la Semaine de l'Aviation à Vichy, déclara que les Français et les Anglais n'avaient que 1.700 avions contre 5.200 pour les Allemands. (NDT : Cf. à ce sujet le chapitre sur Cora Malou, l'épouse du ministre de l'Air Guy la Chambre, dans le livre de Paul Allard : "*Les favorites de la IIIe république* ».) Et ce qui est dit ici devrait être complété par le récit du trafic de minerais de fer de Lorraine en direction de l'arrière de la ligne Maginot vers l'Allemagne, pendant des mois après que la guerre eut éclaté en 1939 (cf. article de Frank C. Hannighen dans le *Harpers Magazine* de mars 1940. Ce minerais de fer revint sous forme de tanks et de canons un peu plus tard.

(NDT : de même de 1914 à 1918, sans que les aciéries aient été bombardées par les armées françaises. Mais M. Prache faisait comme beaucoup une erreur : le Grand-Orient et les maçons n'avaient pas négligé par inadvertance la défense nationale : ils œuvraient pour la République universelle qui passait par la disparition de l'indépendance de la nation France, et ils servaient fidèlement les ordres de la haute juiverie financière qui dirigeait la politique du G-O, cela pour s'assurer les places enviables sans aucun égard au destin de la nation. Les Juifs dirigeants au plan mondial avaient visé de 1919 à 1938 comme avant 1870 et de 1870 à 1910 au désarmement de la France avant de la précipiter impréparée dans la guerre pour assurer son désastre, et firent endosser à ses dirigeants maçons une politique

Dans le livre de M Prache "*La Pétition contre la Franc-Maçonnerie*" auquel nous avons fait allusion, voici ce que l'auteur écrit à propos de la Commission des Relations Extérieures du Grand-Orient :

"Les Francs-Maçons français courent le risque d'être mystifiés et de compromettre les intérêts de notre pays par leur haine sectaire et par leurs rêves cosmopolites, auxquels ils sont intentionnellement et habilement encouragés par des étrangers. C'est à notre sens le grand danger qui se masque derrière cette mystérieuse institution appelée Commission du Grand-Orient pour les Relations Extérieures. Les francs-maçons français répètent les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs sous le Second Empire : ils semblent avoir oublié la terrible leçon de 1870". La guerre qui débuta en 1939 fut un dur réveil pour les rêveurs.

Faute de pouvoir indiquer les liens maçonniques des membres du Ministère français de la déclaration de guerre de 1939, voici ceux du Ministère Daladier, d'après *Le Pilon* de juillet 1938 :

" Edouard Daladier, Président du Conseil, conférencier en Loges⁽⁵⁸⁾, membre de la Ligue des Droits de l'homme.

" Camille Chautemps, Vice-Président, 32e degré, Sublime Prince du Royal Secret ; membre très influent de la Maçonnerie internationale ;

suicidaire dans ce but. Leur impérium après 1945 s'exerça de façon encore plus étroite qu'après 1918, en Europe et sur les trois quarts du monde, et la même politique antinationale fut reprise.

Rappelons encore que le Maréchal Pétain, républicain sûr, avait été maintenu en activité malgré son âge par les Gouvernements entre les deux guerres comme Inspecteur général de l'Armée, couvrant de son autorité le désarmement de la France opéré par eux sur ordre de la Maçonnerie et des puissances financières, lesquelles dans le même temps finançaient le réarmement militaire et industriel de l'Allemagne (cf. "*Philippe Pétain*" de Jacques Isorni, et "*Le Financement du Nazisme*" de Pierre de Villemarest). La même politique d'affaiblissement de l'Armée française avait déjà été menée, même si plus difficilement à l'époque, par les gouvernements maçons de 1870 à 1910 (affaire Dreyfus et suppression du service de Renseignements ; la France qui avait inventé l'aviation n'avait en 1914 aucune aviation militaire !)

⁽⁵⁸⁾ Un conférencier en Loges est chargé de parler en faveur des plans de la Maçonnerie. Ces conférences, bien que données en Loges, sont publiques, ouvertes aux non-maçons.

" Georges Bonnet, Ministre des Affaires Etrangères ; dignitaire de la Loge "La République" ; presque certainement membre de la Maçonnerie anglaise ;

" Paul Reynaud, Ministre de la Justice. Agent juif. président du Comité pour la Défense des Juifs d'Europe Centrale ;

" Albert Sarraut, Ministre de l'Intérieur ; dignitaire du Grand-Orient ; frère de Maurice Sarraut l'un des dirigeants de la Maçonnerie française ;

" César Campinchi, Ministre de la Marine ; conférencier en Loges ; membre du Comité Central de la Ligue juive Contre le Racisme et l'Antisémitisme (L.I.C.A.) ;

" Guy La Chambre, Ministre de l'Air ; a toujours été un fidèle suiveur de la politique maçonnique^(*)

" Paul Marchandeu, Ministre des Finances ; Vénérable de la Loge "La Sincérité" de Reims ; membre de la Ligue des Droits de l'homme ;

" L.O. Froissard, Ministre des Travaux Publics ; demi-juif par sa mère née Lévy ; membre de la Loge "L'Internationale" ; membre de la Ligue des Droits de l'homme et de la L.I.C.A. :

(*) (NDT : Guy La Chambre était un opiomane dépendant et tenu par celle qu'il avait épousé, une ancienne chanteuse de Music Hall, Cora Malou. Cette femme faisait la pluie et le beau temps au Ministère, gérait les crédits et appuyait les maçons de cette Administration. L'incurie de ce ministère s'insérait dans la politique antinationale et de réduction de l'Armée à l'impuissance. L'Armée française ne disposait pratiquement pas d'aviation digne de ce nom (tout comme en 1914 !) et les rares avions pas de pièces de rechange. Lorsqu'en mars 1939 l'Ambassadeur juif des USA W. Bullit donna au Grand-Orient d'abord, puis au Gouvernement français ensuite, l'ordre de déclarer la guerre à l'Allemagne, le ministre la Chambre passa commande de 800 chasseurs Curtiss par l'intermédiaire de Bullit, qui obtint pour cela une commission de 2%. Bien entendu les avions ne purent parvenir à temps pour sauver la France de l'attaque de mai 1940 et de la défaite. (cf. *Les Causes cachées de la IIe guerre mondiale*, numéro spécial de *Lectures Françaises*, et Paul Allard, "*Les favorites de la IIIe République*", p.125 et suivantes. Dans le même ouvrage, lire le chapitre sur Georges Mandel et ses agissements de pousse à la guerre au dessus et derrière le Ministre des Affaires Etrangères et le Premier Ministre. Nombre des personnages cités et d'autres de même veine comme Edouard Herriot, Vincent Auriol, P. Ramadier, G. Monnerville, H. Queuille etc. furent ramenés au pouvoir par de Gaulle en 1944.

" Henri Queuille, Ministre de l'Agriculture, conférencier en Loges ;

" Jean Zay, Ministre de l'Education nationale : membre de la Loge "Etienne Dolet" ;

" Paul Ramadier, Ministre du Travail ; membre de la Loge "L'Internationale" ; membre de la Ligue des Droits de l'homme et de la L.I.C.A. :

" Fernand Gentin, Ministre du commerce, affilié à plusieurs groupes maçonniques ; membre de la Ligue des Droits de l'homme ;

" Georges Mandel, Ministre des Colonies ; Juif, dont le vrai nom est Jeroboam Rothschild ; dignitaire des Loges juives B'nai B'rith ;

" Jules Julien, Ministre des Postes et Télégraphes ; aucune information le concernant.

" Marc Rucard, Ministre de la Santé Publique, 33e degré, membre du Conseil du Droit Humain ; membre du Comité central de la Ligue des Droits de l'homme et de la L.I.C.A.

" Champetier de Ribes, aux Pensions ; suit la politique maçonnique, mais l'on ne dispose pas d'informations le concernant.

" De Chapedelaine, à la Marine Marchande ; affilié au groupe maçonnique de l'Action laïque.

" Raymond Patenôtre, à l'Economie Nationale ; conférencier en Loges ; a contribué à des fonds en faveur du Front Populaire.

Nous pouvons compléter ceci par un précédent Ministère, le Ministère Chautemps, qui a été présenté dans la *Revue Internationale des Sociétés Secrètes (RISS)* du 1er février 1938. Ce Ministère comprenait douze francs-maçons et quatre conférenciers en Loges. Les francs-maçons étaient :

" Camille Chautemps, 32e degré, Loge . . "Les Démophiles" , de Tours ;

" Georges Bonnet, Loge . . "L'Internationale" .

" L. O. Froissard, Loge . . "L'Internationale".

" Louis Marchandeu, Loge . . "La Sincérité", de Reims.

" Jean Zay, Loge . . "Etienne Dolet", d'Orléans.

" A. Sarraut, membre honoraire de la Loge . . "Fraternité Tonkinoise".

" E. Ramadier, Loge . . "L'Internationale".

" Marc Rucart, Loge . . "L'Internationale, d'Orléans.

" Max Hymans, Loge . . " Isis-Montyon, Conscience et Volonté"

" G. Monnerville, Loge . . "La Prévoyance"

"Raoul Aubaud, 32e degré, ancien membre du Conseil de l'Ordre du Grand-Orient.

Les conférenciers étaient Edouard Daladier, Yvon Delbos, Pierre Cot et de Tesson.

Il y a de légères différences en ce qui concerne certains ministres figurant sur les deux listes, mais au moment où nous écrivons (novembre 1941), la guerre rend impossible les recherches à propos de ces petites divergences.⁽¹⁾

(1) (NDT : non seulement l'électorat était tenu dans l'ignorance des « conseillers juifs » et des liens maçonniques des politiciens, qui pouvaient se présenter pour certaines sous une étiquette "de droite", mais en outre l'opinion était façonnée par la Presse, dont les directeurs et rédacteurs étaient souvent maçons et la survie tenait à la publicité et à l'argent juif, certains achetés ou subsidiés par la judéo-Maçonnerie et des puissances étrangères. Le numéro spécial de "Lectures Françaises" cité ci-dessus évoque, pp.124-128, les largesses du Gouvernement de Prague à la Presse française pour intoxiquer l'opinion en faveur des plans maçonniques, d'après le livre "Demokratenpresse im Lichte Prager Geheimakten" de Rudolf Urban, paru aux éditions Orbis de Prague, qui citait les noms des stipendiés et les montants des enveloppes ! Prague et son gouvernement étaient devenus, depuis la création de la Tchécoslovaquie et jusqu'à l'annexion par l'Allemagne, le centre directeur des intrigues judéo - maçonniques en Europe.)

APPENDICE

Le Cardinal Pie de Poitiers et Napoléon III

Lors d'une interview mémorable en 1858, l'Evêque de Poitiers, qui fut fait plus tard Cardinal, déclara ce qui suit à l'Empereur Napoléon III, qui se vantait d'avoir fait davantage pour la religion en France que n'avaient fait les Bourbons après la Restauration en 1815 :

" Je suis tout à fait prêt à rendre justice aux dispositions religieuses de Votre Majesté, et je reconnais les services que vous avez rendus à Rome et à l'Eglise... Il est possible que la Restauration n'ait pas fait plus que ce que vous avez fait. Mais je suis obligé d'ajouter que ni la Restauration ni vous n'avez fait pour Dieu ce que vous auriez dû faire. Vous n'avez ni l'un ni l'autre glorifié Son Trône ; vous n'avez ni l'un ni l'autre désavoué les principes de la Révolution, alors que vous en combattez néanmoins les conséquences pratiques. L'évangile social qui donne inspiration à l'Etat est la Déclaration des droits de l'homme, qui est purement et simplement la négation formelle des droits de Dieu.

"Dieu a le droit de commander aux nations aussi bien qu'aux individus. C'est pour cela que Notre Seigneur est venu sur terre. Il doit régner en inspirant les lois, en sanctifiant les usages et les coutumes nationales, en illuminant l'enseignement, en dirigeant les conseils, en réglant les actions du Gouvernement aussi bien que celles de ses sujets. Partout où Notre Seigneur Jésus-Christ ne règne pas de cette manière, il y a désordre et déclin.

"Maintenant, il est de mon devoir de vous dire qu'Il ne règne pas dans notre pays, et que votre Constitution est loin d'être ce qu'une Constitution d'un pays Chrétien et Catholique devrait être. "Notre loi publique pose que la Religion Catholique est la religion de la majorité des Français, mais elle ajoute que *les autres formes de religions ont droit à égale protection. Cela n'équivaut-il pas à proclamer que la Constitution donne des droits égaux à la vérité et à l'erreur ?* Eh bien, Votre Majesté sait-elle quelle réponse Notre Seigneur Jésus-Christ donnera aux Gouvernements coupables d'une telle contradiction ? Notre Seigneur

Jésus-Christ, Roi du Ciel et de la terre répondra : "A vous Gouvernements qui vous succédez l'un après l'autre, je donne aussi égale protection. J'ai accordé cette protection à l'Empereur votre oncle, J'ai accordé la même protection aux Bourbons, la même protection à Louis Philippe, la même protection à la République, et à vous aussi la même protection sera accordée."

L'Empereur interrompit l'Evêque " – Mais sûrement vous ne pouvez penser qu'un tel état de choses est souhaitable actuellement, et que le temps est venu d'établir cette loi religieuse que vous me demandez. Ne savez-vous pas, Mgr, que toutes les forces de l'enfer en seraient déchaînées ? "

" – Sire, lorsque de grands politiciens comme Votre Majesté m'informent que le temps n'en est pas venu, je ne peux que m'incliner, car je ne suis pas un grand politicien. Mais je suis un évêque, et en tant qu'évêque je vous réponds : " Si le temps n'est pas venu pour Notre Seigneur de régner, eh bien, le temps n'est pas encore venu pour les gouvernements de durer."⁽¹⁾

Plus tard, après la défaite de 1870 et Napoléon III ayant disparu, les préparations faites pour l'école sans Dieu par le Gouvernement maçonnique de la IIIe République semblèrent au Cardinal Pie sonner le glas de la France. "Si vous allez créer des écoles auxquelles tout le monde devra aller et dans lesquelles tous devront être présents à l'exception de Dieu, cet outrage à la liberté humaine et à la Religion sera le coup fatal, la sentence de mort. Des mains sacrilèges et meurtrières auront écrit sur la pierre tombale de notre pays : *Finis Galliae.*"⁽²⁾

Si le grand cardinal vivait encore, il serait affligé à la lecture de l'édition du 23 mars 1943 du quotidien *France*, publié sous le patronage de l'Association des Français de Grande-Bretagne. Cette édition contient l'annonce de la nouvelle Constitution pour l'Afrique du Nord et l'Afrique Equatoriale française rédigée par le Général Giraud. Selon cette Constitution, les règlements instaurés par le Maréchal Pétain concernant les membres de la nation juive sont

abolis partout, sauf pour l'Algérie. "C'est le retour à la position adoptée par le Peuple Français dans la déclaration des Droits de l'homme de 1789." On a seulement tenu compte de l'opposition des Musulmans en Algérie. Le décret du Maréchal interdisant aux fonctionnaires ou aux agents du Gouvernement Français d'être membres de sociétés secrètes est également abrogé. La Franc-Maçonnerie est de nouveau libre de poursuivre son œuvre anti-surnaturelle. A la lumière de ce que nous avons vu, lire cela est profondément attristant.

(1) "The Kingship of Christ and the Modern World", pp.76-79.

(2) Ibid., p. 190.

CHAPITRE XVIII

LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTALON-OR ET LE DÉSORDRE ÉCONOMIQUE

Quelques principes financiers de saint Thomas d'Aquin

La monnaie, d'après saint Thomas, a été inventée par l'art (l'ingéniosité) de l'homme pour la facilité des échanges afin de servir de mesure commune des choses à vendre.

"La richesse naturelle, écrit-il (dans Ia, IIae, Q.2, a1,C) est celle par laquelle les besoins naturels sont satisfaits, par exemple la nourriture, la boisson, les vêtements, les véhicules, les habitations et toutes choses semblables. La richesse artificielle est ce qui n'est pas une aide directe à la nature, comme par exemple la monnaie. Elle a été inventée par l'art de l'homme pour la facilité de l'échange, en servant de mesure commune des choses négociables. En tant que mesure commune, elle doit être stable. "En tant que mesure utilisée pour estimer la valeur des choses, écrit saint Thomas (*Comment. sur l'Éthique*, Lib. V, Lect IX), la monnaie doit garder la même valeur, puisque la valeur de chaque chose doit être exprimée en termes monétaires. Les échanges peuvent ainsi avoir lieu aisément, et par suite les communications entre les hommes sont facilitées."

La monnaie est donc essentiellement un moyen d'échange. La stabilité de sa valeur est une propriété ou un attribut nécessaire de tout moyen d'échange. La monnaie est destinée à aider les familles à se procurer par échange la suffisance de biens matériels requise pour la vie vertueuse des personnes qui les composent. La vie vertueuse des personnes humaines, c'est simplement leur développement ordonné en tant que membres du Christ.

Le fonctionnement de l'étalon-or avec ses alternances d'expansions et de dépressions a conduit, non seulement au chômage et à la malnutrition partout en dépit d'une suffisance potentielle, mais aussi à une sorte de blocage dans le commerce international, associé à la destruction de produits alimentaires et à la réduction de la

production. La raison fondamentale de ce fait réside dans la perversion de l'ordre qu'implique ce système. Saint Thomas insiste sur le fait que la monnaie est destinée à faciliter la production, la distribution et l'échange en vue de fortifier la vie de famille actuelle et potentielle des membres du Christ. Au lieu de cela, les hommes sont sacrifiés à la production, cependant qu'à leur tour production et consommation sont sacrifiés aux intérêts de la dette. Au lieu d'être un instrument de la Politique et de l'Économie, la monnaie est devenue une fin en soi.

Il faut porter remède à ce désordre fondamental qu'est la domination de la société par l'argent et par les traiteurs d'argent. La rectification foncière est de revenir à la pleine doctrine d'appartenance au Corps Mystique du Christ avec tout ce que cela implique, comme Pie XI l'a souligné dans *Quadragesimo Anno* : "Il ne sera possible de tout unir en un effort harmonieux pour le Bien Commun que lorsque tous les éléments de la société auront l'intime conviction qu'ils sont membres d'une seule famille et enfants d'un même Père céleste, et en outre qu'ils sont "un seul corps dans le Christ et tous membres les uns des autres" (*Rom. XII, 5*) en sorte que "si un membre souffre de quelque chose, tous les membres souffrent avec lui." (*I Cor. XII, 26*). Faute de quoi, la paix ne pourra être durable".

L'invention des banquiers

Nous avons vu que le bronze, le fer et l'argent devinrent rapidement utilisés comme moyens d'échange.⁽¹⁾ Pendant de nombreux siècles, l'argent métal fut la principale matière utilisée pour la frappe de monnaie et qui convenait bien lorsque les échanges étaient peu nombreux et relativement peu importants. Comme monnaie ou moyen d'échange, l'or ne vint à être employé que beaucoup plus tard. Apparut alors le métier d'entreposer les jetons d'or et d'argent utilisés dans les processus d'échange. Des individus se lancèrent dans

(1) Le terme *moyen d'échange* est sans doute plus satisfaisant, car il rappelle les fonctions essentielles de la monnaie. Il évoque mieux aussi la raison de l'exigence de stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie. La stabilité est une propriété ou un attribut nécessaire d'un moyen d'échange (Cf. Chap. III).

le métier de gardiens de chambres fortes pour le stockage des métaux précieux jusqu'au moment où leurs propriétaires en avaient besoin, ceux-ci recevant en attente des reçus pour leurs dépôts. Chacun ayant alors l'assurance que les métaux précieux ainsi en dépôt étaient en sécurité, les gens commencèrent à s'échanger l'un l'autre les reçus, sans plus prendre la peine de sortir l'or ou les métaux précieux et de les transférer. Il était bien plus facile de transférer le reçu ou le morceau de papier. Ces morceaux de papier étaient promesse du gardien du stock de métal ou du banquier de payer à la demande en métaux précieux. Du point de vue de l'historique du développement progressif des banquiers à leur position dominante actuelle dans les Etats modernes, on peut dire que ceci fut le premier stade. Pour l'homme ordinaire et tout spécialement pour le pauvre qui souffre le plus de l'absence de justice sociale, ce fut la première faute.

"L'erreur publique cependant, écrit Miss Coogan, ne réside pas dans le fait de confier au banquier privé l'argent réel, mais par négligence de lui avoir permis d'émettre ses *morceaux de papier en substitution*, et ensuite de l'avoir laissé les multiplier *en lieu et place de la monnaie réelle*. Ceci mit son sceau privé à parité avec le sceau du Gouvernement sur la monnaie légale. Ce fut le premier pas du processus par lequel le sceau de la monnaie du banquier privé a pris de fait le pas sur le sceau de la monnaie du Gouvernement lui-même."⁽²⁾

La deuxième erreur publique fut de permettre aux orfèvres et aux banquiers d'exploiter une constatation qu'ils avaient faite : ils avaient noté qu'environ 90% de leur stock d'or demeurait dans leurs caves de façon tout à fait stable, et que seulement 10% du métal précieux était mobilisé pour les transactions usuelles d'affaires. Les banquiers commencèrent alors à faire circuler beaucoup plus de promesses de payer en or qu'ils n'avaient d'or pour le faire, et de toucher des intérêts sur cette monnaie fictive. Les banquiers découvrirent qu'ils pouvaient prêter beaucoup plus d'argent qu'ils n'en possédaient, c'est à dire qu'ils pouvaient émettre beaucoup plus de promesses de payer en or que ne permettait l'or dans leurs coffres. Ceci, parce que l'on

⁽²⁾ "Money Creators", p. 16. On trouvera un excellent résumé du développement historique de la banque dans l'ouvrage du Pr O'Rahilly "Money", chap. 1.

avait constaté qu'en pratique les promesses de paiement n'étaient jamais exigées simultanément ; sauf en périodes de crises, il n'était jamais réclamé en fait plus de 10% d'entre elles à la fois. Cette funeste découverte fut à l'origine du système monétaire mondial actuel."⁽³⁾

Ce que les banquiers avaient remarqué là était simplement l'effet de la loi des moyennes. Les organismes monétaires et bancaires modernes fonctionnent presque entièrement sur la loi des grands nombres. Si des jetons étaient émis, disons pour une douzaine de personnes, il serait impossible de prédire ce qui risquerait d'arriver. Les douze pourraient revenir tous redemander leur or. Mais lorsque l'on traite avec des millions de gens, les dépôts et les retraits tendent à s'équilibrer. De même, une compagnie d'Assurances ne pourrait pas assurer une douzaine de personnes seulement car elle ne pourrait prédire leur mortalité, mais en revanche elle peut faire une bonne prédiction statistique sur douze mille personnes. A l'époque de l'étalon-or "la convertibilité des billets pouvait normalement être maintenue, parce que, bien qu'un grand nombre de personnes présentaient des billets pour les échanger contre de l'or, un nombre pratiquement égal d'autres personnes apportaient de l'or pour l'échanger contre des billets. Il n'était donc pas nécessaire de garder la contrevalet-or de chaque billet émis. Il suffisait ... d'en conserver une quantité marginale, c'est à dire suffisante pour parer aux fluctuations de la demande autour de la moyenne... Si donc l'on émet des jetons échangeables sur une échelle suffisamment grande, l'excès des retraits sur les dépôts à toute période, et l'excès des placements sur les retraits à d'autres périodes se réduira à une petite fraction du total concerné. De plus, ces fluctuations deviendront régulières et prévisibles... Ainsi il devient même tout à fait sûr et sans risque d'émettre des jetons auxquels aucun or ne correspond."⁽⁴⁾

En d'autres termes, les orfèvres ou banquiers s'aperçurent qu'ils pouvaient, non seulement prêter les neuf dixièmes de l'or qui leur était confié originellement, mais qu'ils pouvaient mettre en

⁽³⁾ "The Root of All Evil" de Sir Reginald Rowe, p. 13.

⁽⁴⁾ "Money" du Pr O'Rahilly, pp. 8-9.

circulation auprès d'emprunteurs "dignes de confiance" leurs propres billets ou reçus pour jusqu'à dix fois le montant de ces neuf dixièmes, tout en étant certains en pratique de pouvoir payer en or à la demande la proportion des billets qui seraient présentés à l'échange aux caissiers. Par cette couverture de dix pour cent, les banquiers étaient toujours à même de maintenir l'illusion que la totalité de leurs billets et reçus étaient convertibles en or et gagés sur une contrevaletur en or.

"Le maintien efficace de cette illusion, écrit Jeffrey Mark, qui est essentiellement fonction de la proportion des personnes de la communauté qui en pratique sont susceptibles de présenter leurs billets et qui effectivement présentent leurs billets en même temps pour les échanger contre leur valeur en or fait le papier convertible et la "bonne" monnaie du système bancaire moderne.

"Considérons maintenant quelques unes des conséquences peu banales du système. Supposons qu'il y ait dix déposants au départ qui chacun remette à l'orfèvre de l'or équivalent à une grande unité de la monnaie. Il y a dès lors en circulation dix reçus de l'orfèvre, collectivement égaux et fonctionnant activement comme dix unités de la monnaie. Mais en prêtant les neuf unités d'or non exigées à quatre-vingt dix emprunteurs, comme nous l'avons dit... quatre-vingt dix billets originels de l'orfèvre sont désormais en circulation et fonctionnent aussi comme quatre-vingt dix unités de la monnaie. Grâce à l'illusoire garantie-or de ces billets (illusion qui se maintient du fait que jamais plus de neuf billets sont présentés simultanément à l'échange face aux dix unités d'or dans ses coffres), l'orfèvre a créé quatre-vingt dix unités de monnaie qui n'existaient pas auparavant et dont il se prétend propriétaire, qui doivent donc lui être remboursés et sur lesquels il charge un intérêt, disons de 5%, jusqu'à leur remboursement.

"S'avère donc le fait qu'il y a désormais cent unités de monnaie en circulation, dont dix qui sont la propriété des déposants et quatre vingt dix qui sont la propriété de l'orfèvre, avec une charge annuelle fixe au bénéfice de ce dernier sur chaque unité. Il faut se souvenir qu'au départ du processus, l'orfèvre n'était propriétaire de rien (sinon de la chambre forte). A la fin de la transaction, les déposants

d'origine possèdent toujours le même montant d'unités monétaires qu'ils avaient au début... alors que l'orfèvre maintenant possède et donc contrôle quatre vingt dix unités de monnaie, le total de ses reçus pour frais de services rendus et intérêts (en sus de la propriété de la monnaie créée) étant de cinq unités de monnaie, c'est à dire la moitié de la valeur des dépôts d'or originels, ce qui représente le total de cette extraordinaire création et appropriation de monnaie portant intérêt, reposant sur l'argent d'autrui déposé chez lui pour être en "lieu sûr".

"Si l'on ajoute à ce fait que ces prêts fictifs (expression adéquate que nous empruntons au Pr Soddy) n'étaient accordés que sur l'évidence d'une garantie tangible déposée auprès de l'orfèvre et toujours d'un montant supérieur au prêt, et que cette garantie était confisquée par l'orfèvre si ces prêts n'étaient pas remboursés à l'échéance, nous avons là une peinture exacte en miniature du système financier moderne sous la férule duquel il nous faut tous vivre et souffrir. La finance moderne, jusque dans ses aspects de micmacs complexes, mystérieux et absconds présentés sous les noms ronflants de Haute Finance et de Finance Internationale, n'est qu'une vaste élaboration et mystification ne reposant en tout et pour tout que sur ces simples et monstrueux principes." ⁽⁵⁾

Le fait pour l'Etat de tolérer cette pratique des banquiers de prêter par promesses de paiement pour un montant de dix fois la quantité d'argent que ces banquiers avaient en leur possession fut donc le second pas et le plus important dans la marche des banquiers vers leur mainmise sur les Etats modernes. Du point de vue de l'homme ordinaire et tout spécialement du pauvre, ce fut la seconde erreur et la plus fatale. En réalité, les Gouvernements ne réalisèrent pas que les prétendues promesses de payer, c'est à dire les chèques, étaient devenues de la monnaie, une catégorie de monnaie de fait beaucoup plus importante que celle émise par l'Etat.

Maintenant que nous avons vu les principes fondamentaux sous-jacents au fonctionnement orthodoxe de l'étalon-or, examinons le

⁽⁵⁾ "The Modern Idolatry" de Jeffrey Mark, pp. 66-67.

système en fonctionnement, d'abord dans la finance nationale et ensuite dans le commerce international. Mais avant de le faire, il faut nous remémorer une fois de plus que, selon saint Thomas, la monnaie a été inventée par l'art de l'homme pour la convenance des échanges en servant de mesure commune aux choses négociables. Comme toute mesure commune, telle que le mètre-étalon ou le kilogramme-poids, elle doit être stable. Nous verrons de plus en plus clairement dans la suite que ceux aux mains desquels on fit tomber la création de la monnaie ne visèrent pas à faciliter la répartition des richesses produites par la société, mais à faire de la monnaie une source de revenus pour son émetteur et un moyen d'acquérir pour eux la plus grande emprise possible, par la création de la dette et par la manipulation des niveaux de prix.

La finance nationale et l'étalon-or

Examinons d'abord les montants chiffrés approximatifs des différents éléments qui composent la masse monétaire ou du moyen d'échange de la Grande Bretagne, le pays d'origine du système financier de l'étalon-or. Les montants sont tirés de la page 55 de l'excellent ouvrage déjà cité, *"The Modern Idolatry"*, de Jeffrey Mark. L'auteur de ce livre, publié en 1934, n'entendait pas donner les montants précis en circulation, mais fournir une idée aussi exacte que possible des proportions relatives de chaque type de moyen d'échange ou de paiement par rapport aux autres et à la masse totale. Les montants réels peuvent varier considérablement, mais les rapports entre les différentes catégories restent substantiellement les mêmes. En Grande Bretagne, sur 2.500 millions de £ sterling de moyen d'échange, environ 10 millions sont (étaient en 1934) constitués des pièces de cuivre ou de bronze, 40 millions en pièces d'argent, 450 millions en billets de la Banque d'Angleterre et 2.000 millions sont ce que l'on nomme des dépôts bancaires. Les dépôts bancaires sont en réalité des prêts concédés par les banques et sous le contrôle final de la Banque Centrale, qui dans ce cas est la Banque d'Angleterre.

"Des 450 millions en billets de banque, environ 250 millions représentent les billets de 1 £ et de 10 shilling du Trésor émis pendant la Grande Guerre, qui en 1928, par le "Bank Notes and Currency Act", passèrent sous le contrôle de la Banque d'Angleterre et en sont désormais la propriété virtuelle... La monnaie émise par l'Etat consiste donc maintenant dans les seules pièces de bronze et d'argent, qui totalisent un montant d'environ 50 millions de £ sterling. Les Banques possèdent désormais et revendiquent pour leur propriété quelque 2.450 millions de £ sur une masse totale de 2.500 millions. Il est donc clair que les banques britanniques ont créé – sauf pour environ 2% – et désormais possèdent tout l'argent en circulation en Angleterre, qu'elles tiennent pour une dette de la Communauté ... La situation aux USA et dans tous les pays civilisés est aujourd'hui substantiellement la même".⁽⁶⁾

⁽⁶⁾ *"The Modern Idolatry, being an Analysis on Usury"* de Jeffrey Mark, p. 55-56). La part de la masse monétaire de Grande-Bretagne qui n'était pas de la création des banques était donc en réalité de moins de 2%, selon Mr Reginald McKenna, cité par Jeffrey Mark, p. 56.

"Le montant de monnaie créé (en Angleterre) par les banques était passé de zéro en 1694 à environ 2.300 millions de £ en 1920. Bien que la plus grande partie de l'expansion monétaire soit survenue pendant les années de guerre, ceci correspondait à un taux moyen d'accroissement supérieur à 800.000 £ par mois pendant deux cent vingt six ans !!! ... Pendant deux cents ans, la production ayant augmenté, un certain nombre de gens ont donc usuré dans une mesure toujours croissante les droits d'émission de la monnaie (contrepartie de biens et de services). En conséquence de quoi, la nation n'a jamais pu recueillir l'entier bénéfice de son travail... La création de monnaie a toujours surpassé la production des biens de base... Ce système néanmoins ne signifie pas la prospérité pour tous les créateurs de monnaie... Mais en revanche ce lamentable système de permettre à des gens d'émettre de la monnaie à leur convenance, sans égard au fait que c'est ou pas l'intérêt de la nation, apporte à coup sûr la pauvreté à la masse de la population" (*"The Principle Cause of Unemployment"* de D.W. Maxwell, pp. 41-42 (William and Norgate Ltd., Londres) .

En lieu et place du terme "possèdent" de la citation ci-dessus de M. Jeffrey Mark, l'emploi de "contrôlent" ou "administrent" serait plus juste. Les banques contrôlent l'émission de créances sur la communauté des biens et des services. A propos du terme "possèdent", se reporter à l'ouvrage *"Money"*, du Pr O' Rahilly, pages 70 à 148, et de nouveau à la page 358 .

Ainsi en 1934, environ 98% de la masse monétaire de Grande Bretagne étaient sous le contrôle des banques. Il est inutile à cet égard de faire une distinction entre billets et dépôts bancaires, car, moyennant une garantie, un crédit de 1.000 £ est ouvert sur le compte d'un client dans les livres de la banque, que ce client émette des chèques au débit de ce compte ou qu'il obtienne de cette banque 1.000 £ en billets de banque et les dépense, un "dépôt" a été créé ou une "avance" faite, et de l'argent ou moyen d'échange ou de paiement a été créé. Les billets donnent une plus nette impression qu'un nouveau moyen d'échange a été mis en circulation, un point c'est tout.

"Ce qui a été créé au départ, écrit D.W. Maxwell dans *"The Principal Cause of Unemployment"* (la principale cause du chômage), c'est un dépôt bancaire ou ce que l'on nomme un compte... Si par exemple Mr X obtient une avance de 50 £ contre une garantie le 30 décembre et ne le dépense pas, la banque sur son bilan au 31 décembre inscrira ce qui suit, parmi d'autres opérations semblables :

<i>Passif</i>	<i>Actif</i>
Dépôt de Mr X ... 50 £	Avance à M X ... 50 £
Un dépôt bancaire a été créé". ⁽⁷⁾	

"Il n'y a pas de différence économique, écrit le Pr O'Rahilly dans *"Money"*, entre ces deux méthodes (les billets et les chèques) de créer du moyen monétaire nouveau de paiement. Il n'y aurait même pas de différence du tout si la banque, au lieu de donner au client un carnet de chèques en blanc à remplir en fonction des besoins, émettait une liasse de coupons portant valeurs de 10 shillings, 1 £, etc. Dans l'état actuel des choses, il n'y a qu'une légère distinction juridique entre un billet de banque et un chèque : un billet de banque est une obligation absolue de payer, alors qu'un chèque est une obligation conditionnelle, car la banque peut refuser de l'honorer si le client a tiré sur son compte au delà du montant accordé...

⁽⁷⁾ *"The Principal Cause of Unemployment"*, p. 117

"Il n'y a donc aucune différence économique ou sociale entre :

- 1) une banque d'émission qui crée des moyens de paiement par l'émission de billets, et
- 2) une banque de dépôt qui crée du moyen de paiement par l'émission de crédits transférables par chèques. La confusion de pensée est essentiellement due à la persistance du terme "dépôt", qui ne signifie plus désormais *depositum* mais dette".⁽⁸⁾

Il faut insister sur ces points à cause de l'idée fautive incrustée dans l'esprit des gens que "la fonction du banquier est : primo de prendre soin de "leur" argent, et second de faire des profits en prêtant leur argent à d'autres à un taux d'intérêt plus élevé que celui qu'elles concèdent sur les dépôts ou les comptes. Au vrai sens du terme, le public ne possède pas d'argent du tout, et le terme "dépôt bancaire" est un euphémisme légal. Devant ce fait que tout l'argent nait en tant que dette ou créance créée en faveur du système bancaire mondial, la vérité toute simple est que les banquiers doivent toujours prêter leur propre argent (celui de leur création), quel que soit l'entrecroisement ultérieur entre "débiteurs" et "créditeurs" privés. Personne n'a en réalité d'argent à prêter à la banque "en dépôt", puisque tout l'argent "possédé" par les déposants provient d'un prêt fait par les banques à quelqu'un d'autre... Malgré quoi, la stratégie des banquiers, lorsqu'ils expliquent au public un quelconque changement de leur politique, est

⁽⁸⁾ *"Money"* pp. 69-70. Cf. la citation du même ouvrage au Chap. XXI. "Le Bank Charter Act de 1844 de Sir Robert Peel, a nominalement fixé le système monétaire de ce pays jusqu'à la guerre... Il fixa par la loi de limiter et finalement d'arrêter l'émission de papier monnaie en Angleterre sauf les billets de la Banque d'Angleterre, et de limiter l'émission de cette dernière à 14 millions au dessus de la réserve métallique (d'or) (ceci appelé l'émission fiduciaire). Ceci tarit effectivement l'expansion du volume de la monnaie sous forme de billets, et le résultat fut que ce furent les chèques qui, d'abord secrètement, prirent la place des billets comme moyen de créer de la monnaie et qui bientôt devinrent la forme prépondérante du moyen d'échange par le Crédit... L'emprunteur, sans disposer de monnaie, fut autorisé à tirer des chèques tout comme s'il disposait de monnaie, et de créer un compte négatif à la banque. Le bilan de la banque fut falsifié afin de paraître en équilibre. Car d'une part était crédité au client la somme qui lui était autorisée au delà de la limite de son compte, et de l'autre, la même somme apparaissait comme dette du client à la banque." (*"The Role of Money"* du Pr Soddy, pp. 60-61)

d'affirmer qu'ils agissent ainsi "pour protéger l'argent de leurs déposants"⁽⁹⁾ ... La situation est simplement la suivante : étant donné que tout crédit est créé par des prêts bancaires, pour chaque "dépôt" dans une banque il y a un prêt équivalent ailleurs dans le système bancaire, de sorte que le total des "dépôts" est égal à la totalité des prêts bancaires ...⁽¹⁰⁾

La masse monétaire existante s'accroît si l'agrégat des prêts accordés est supérieur à l'agrégat des prêts remboursés ou clôturés (expansion du Crédit). Elle se réduit si l'agrégat des prêts accordés est inférieur à l'agrégat des prêts clôturés ou remboursés (contraction du Crédit)... Quant aux encours qu'une banque peut consentir sous forme de prêts, ceux-ci sont déterminés par ses liquidités, qui en Angleterre varient en fonction de la situation de son compte auprès de la Banque d'Angleterre, comme le déclara en ces termes l'Honorable Reginald McKenna, le Président de la Midland Bank, lors d'une Assemblée générale des actionnaires de la banque (en 1927) : "*Les variations de la quantité de moyens de paiement sont dues aux variations du total des liquidités de la banque... Le total des liquidités d'une banque est uniquement déterminé par l'action de la Banque d'Angleterre*". La Banque d'Angleterre jouit donc d'une autorité absolue pour fixer la masse monétaire disponible en Angleterre. La genèse de toute inflation ou déflation de

⁽⁹⁾ Ce fut aussi la position prise par le correspondant irlandais du journal anglais *The Sunday Times* du 9 octobre 1938, soulignant sa défense de remarques ironiques sur l'Encyclique *Quadragesimo Anno*.

⁽¹⁰⁾ L'auteur fait remarquer en note que "ces généralisations sont vraies, à la condition que l'on considère que la totalité des prêts de la banque incluent (comme ils devraient) les escomptes sur factures et les achats d'investissements par les banques. Comme ces deux processus engendrent les mêmes interrelations entre les banques et le public, l'implication de la phrase ci-dessus est vraie"

Dans un excellent article dans le *Standard* de Dublin, M J.L. Benevenisti observe ceci : "L'on dit parfois que toute avance crée un dépôt, mais ceci n'est pas strictement exact. Une avance à un client particulier de la part d'une banque quelconque peut entraîner l'extinction du compte débiteur d'une autre personne à la banque de cette dernière, de sorte que le total de toutes les avances reste le même, mais le total des avances doit normalement produire une augmentation du total des dépôts."

la monnaie est ainsi sous la dépendance d'une compagnie privée, dont la politique n'est pas sous le contrôle du Parlement."⁽¹¹⁾

Avant de passer à l'exposé des maux de l'inflation et de la déflation, il est utile d'expliquer le sens de la phrase ci-dessus que "les variations de la quantité de moyens de paiement sont dues aux variations du total des liquidités de la banque". En bref, cela signifie que les banquiers ayant pour habitude d'accorder des engagements de payer jusqu'à dix fois le montant de l'encaisse légale, soit qu'ils possèdent, soit qu'ils peuvent mobiliser en cas de demande, les prêts des banquiers varient donc en fonction du montant de leur encaisse légale.

Un bilan de banque indique le montant de l'encaisse légale sur lequel elle peut compter, sous le titre : "Liquidités et dépôts auprès de la Banque Centrale". Les "liquidités" représentent le montant en monnaie légale (en espèces ou numéraire) réellement en sa possession. Les "dépôts à la Banque Centrale" représentent la balance créditrice de la banque privée auprès de la Banque Centrale. Les dépôts à la Banque Centrale sont comptés comme liquidités parce qu'ils peuvent être immédiatement convertis en numéraire. La Banque Centrale y veille. Il y a une très importante différence entre encaisse et dépôts à la Banque Centrale. L'encaisse représente le numéraire. Les dépôts sont une balance créditrice à la Banque Centrale pour laquelle des espèces peuvent être obtenues. La Banque Centrale, au moyen de ce que l'on nomme ses "interventions sur le marché", peut accroître ou diminuer les disponibilités en monnaie

⁽¹¹⁾ "*The Modern Idolatry, being an Analysis on Usury*" de Jeffrey Mark, pp. 88-91. L'Irlande est dans l'orbite financière de la Banque d'Angleterre. Dans son livre "*Money*", le Pr. O'Rahilly écrit, faisant référence à M Colbert : "Il va jusqu'à dire qu'" En réalité, la Banque d'Angleterre a autant la maîtrise sur le volume du crédit bancaire dans ce pays (l'Irlande) qu'elle en a sur la météorologie". Je suis en total désaccord. Les banques irlandaises suivent la politique de la Banque d'Angleterre en ce qui concerne les taux bancaires, et ceci influence notre volume de crédit. Celui-ci est également fortement affecté par la politique de déflation ou d'expansion que mène la Banque d'Angleterre en changeant les conditions offertes en République d'Irlande aux emprunteurs réels et à ceux qui souhaiteraient emprunter, et la disponibilité de nos banques à accorder des facilités de crédit."

légale de la banque privée, dont celle-ci a prêté dix fois le montant. Lorsque la Banque Centrale achète des valeurs sur le marché, elle les paye par chèques tirés sur elle-même. Les vendeurs des valeurs en question portent ces chèques à leur crédit dans leurs propres banques... et, ce faisant, accroissent leurs propres dépôts. Leurs banques passent ces chèques à la Banque Centrale, accroissant ainsi leur balance à la Banque Centrale... D'où le fait que la Banque Centrale par son opération sur le marché a ainsi augmenté le ratio de liquidité du système bancaire. Et il est facile de voir que si la Banque Centrale vend des valeurs (au lieu d'en acheter) elle diminue le ratio de liquidité de l'ensemble des banques".⁽¹²⁾ C'est ainsi que la Banque Centrale a la possibilité de régler la capacité de prêts des banques privées et d'augmenter ou de diminuer la masse monétaire ou du moyen d'échange total du pays.

La Banque Centrale est réglée par les mouvements de l'or lorsque fonctionne le système d'étalon-or. Une exportation d'or oblige la Banque Centrale à réduire la balance créditrice des banques privées. L'honorable Reginald Mc Kenna avait été encore plus explicite lors de l'Assemblée générale de la Midland Bank en janvier 1924 qu'en 1927. Lors de cette Assemblée, il déclara : *"Je crains que le simple citoyen n'aime pas qu'on lui dise que les banques peuvent créer de la monnaie et le font. La masse monétaire qui existe varie uniquement sous l'action des banques par l'accroissement ou la décroissance des dépôts et les achats des banques. Tout prêt, tout découvert et tout achat de la part d'une banque crée un dépôt, et tout remboursement d'un prêt, d'un découvert et toute vente de la part d'une banque annule un dépôt. Et ceux qui contrôlent le Crédit dans une nation dirigent la politique des Gouvernements et tiennent en main la destinée du peuple."*

Dans son allocution de 1927, le même distingué banquier et ancien Chancelier de l'Echiquier déclara que le total des liquidités dont dépend la quantité des prêts et des dépôts des banques privées était déterminé par la Banque d'Angleterre.⁽¹³⁾

⁽¹²⁾ "Money" du Pr O'Rahilly, p. 93

⁽¹³⁾ Dans son livre "Money", pp 102-112, le Pr O'Rahilly cite un grand nombre de banquiers et d'économistes "orthodoxes", c'est à dire de personnalités qui écrivent en faveur du système bancaire existant, qui montrent que les banques

On peut donc conclure que, selon celui qui fut un temps Chancelier de l'Echiquier, c'est le Gouverneur de la Banque d'Angleterre qui dirige la politique du Gouvernement anglais et en pratique tient en mains la destinée du peuple anglais. Nous aurons encore d'autres choses à dire sur ce sujet plus loin.

Ce que signifient inflation et déflation

Nous avons vu que la plus grande partie de la masse du moyen d'échange utilisé en Grande-Bretagne, en fait pratiquement sa totalité (moins de) 2% mis à part, naît comme prêt des banques sous forme d'un engagement à payer. On peut donc dire que la masse monétaire de ce pays est pratiquement une création des banques, et que cette création est réglée par la compagnie privée appelée Banque d'Angleterre.

"Au lieu de prêter des billets de banque – écrit le Pr Soddy dans *"The Role of Money"* –, les banques en effet prêtent désormais des carnets de chèques et le droit de tirer des chèques jusqu'à une certaine limite au delà de ce que l'emprunteur possède. Pendant près d'un siècle, jusqu'à ce que les révélations dues à la guerre aient rendu impossible de cacher plus longtemps la vérité au grand public, les banquiers nièrent énergiquement qu'ils créaient de la monnaie de quelque

créent du moyen d'échange. On peut en citer deux qui sont exemplaires des autres. Le premier est tiré du Rapport du Comité Macmillan sur la Finance et l'Industrie, publié en 1931 : "Il n'est pas anormal de penser que les dépôts d'une banque sont créés par le public par le dépôt d'espèces représentant, soit des économies, soit des montants qui temporairement ne sont pas requis pour faire face à des dépenses. Mais la masse des dépôts provient de l'action des banques elles-mêmes ; car en accordant des prêts, en permettant des découverts ou en achetant des valeurs, une banque crée un crédit dans ses livres, qui est l'équivalent d'un dépôt."

Le second est tiré de l'article "Banking and Credit" de *l'Encyclopédie Britannique*, dont l'auteur est R.J. Hawtrey, le Secrétaire au Trésor britannique. Voici ce qu'il écrit : "Lorsqu'une banque prête en accordant une avance ou en escomptant une traite ... deux dettes sont créées : celle du commerçant qui emprunte et devient ainsi débiteur de la banque jusqu'au terme convenu, et celle de la banque qui devient immédiatement débitrice du client en question. La dette de la banque est un moyen de paiement, c'est un crédit d'argent. C'est clairement un ajout à la masse des moyens de paiement de la communauté. La banque ne prête pas d'argent."

manière que ce fût, et ils affirmaient qu'ils ne faisaient que prêter les dépôts dont leurs clients ne faisaient pas usage. C'est ce que répéta encore il y a moins d'un an le Président de la Banque de Montréal. Mais dans les milieux d'affaires, tout cela était bien connu et admis par les apologistes orthodoxes de ce système monstrueux, qui l'avouaient habituellement, même avant la guerre, par quelque expression menteuse du genre : "Tout prêt produit un dépôt". Or un prêt, si c'est un vrai prêt⁽¹⁴⁾, ne produit pas un dépôt, car ce que l'emprunteur reçoit, le prêteur le cède, et il n'y a pas là accroissement d'argent, mais seulement changement d'identité du détenteur momentané. Mais si en revanche le prêteur ne cède rien du tout, ce que reçoit l'emprunteur est une émission nouvelle de moyen monétaire, dont la quantité totale s'accroît en proportion.

La nature réelle de cette manœuvre a été si savamment entourée de confusion, par certains avocats parmi les plus habiles et les plus roués que le monde ait jamais connus, qu'elle demeure un mystère pour les gens simples qui se tiennent la tête et s'avouent "incapables de comprendre la finance". C'est qu'il n'est pas de l'intention des financiers qu'ils la comprennent".⁽¹⁵⁾

Examinons maintenant les alternances d'expansion (booms) et de dépression, connues comme le Cycle des Affaires ou Cycle du Crédit.

Dans la phase de départ, la masse monétaire s'accroît du fait qu'il y a davantage de prêts bancaires accordés que de prêts remboursés. Ceci entraîne une hausse des prix et une diminution correspondante du pouvoir d'achat de la monnaie déjà détenue par la population. Ceci est dû au fait que la masse monétaire est augmentée avant que des marchandises soient disponibles pour être échangées, et cela, parce que l'on a laissé à des personnes privées qui sont souvent de simples spéculateurs le soin de décider combien d'argent doit être mis en circulation. Leur objectif naturellement est, non pas de maintenir la stabilité des prix tout en permettant à la capacité de production du pays de se développer, mais de faire du profit pour eux-mêmes.

⁽¹⁴⁾ Un vrai prêt est le prêt d'une quantité d'argent qui existe déjà.

⁽¹⁵⁾ "The Role of Money" du Pr Soddy, p.62 (1934)

Durant ce premier stade, l'emploi s'accroît. Les producteurs et les négociants empruntent. Il y a une demande croissante de biens. Les prix continuent d'augmenter, jusqu'à ce que les acheteurs locaux dont les salaires et les revenus n'ont pas augmenté en proportion se mettent à acheter à l'étranger. C'est une opération qu'ils peuvent réaliser en expédiant de l'or, car le prix de l'or est fixe et n'a pas augmenté.⁽¹⁶⁾ Mais comme de l'or quitte le pays, les banquiers se mettent à craindre pour leur solvabilité et ne renouvellent plus leurs prêts lorsque ceux-ci viennent à être remboursés. De l'argent est retiré de la circulation, et c'est alors que démarre la deuxième phase, celle de la baisse des prix. Les prêts contractés lorsque les prix augmentaient doivent désormais être remboursés alors que les prix baissent, et les emprunteurs doivent vendre beaucoup plus de biens pour réunir la même quantité d'argent qu'il leur faut rembourser aux banques.⁽¹⁷⁾ Aussi un certain nombre d'affaires font-elles faillite... Leurs biens sont liquidés par les banques ou bien gardés par elles pour être vendus plus tard lorsqu'un nouveau « boom » permettra de les liquider avantageusement. Les spéculateurs vendent lorsque les prix sont encore élevés, du moins pour les initiés, et attendent pour racheter que les prix soient au plus bas, cependant qu'une période de

⁽¹⁶⁾ "Ainsi rendue convertible avec l'or, la masse monétaire existante était maintenue dans un état perpétuel de flux et de reflux, connu sous le nom de Cycle Economique. Les détails de ce splendide système de régulation automatique ont fait le fond de commerce de tous les auteurs de traités monétaires avant-guerre, et ne doivent pas nous retenir. La masse monétaire était donc réglée au moyen de l'étalon-or. Ce dernier signifiait que la valeur de l'unité monétaire dans un grand nombre de pays était maintenue égale à un certain poids d'or et en théorie rendait la monnaie toujours échangeable contre de l'or. Mais en pratique, le système impliquait un nombre toujours croissant de mesures nouvelles ayant pour objet d'empêcher l'échange pour de l'or dès que cet échange menaçait d'avoir lieu." ("The Role of Money", du Pr Soddy, p.65). Car il n'y avait d'or en réserve que pour une faible fraction des titres monétaires convertibles créés par le système des chèques, et toute perte d'or présentait un risque d'insolvabilité.

⁽¹⁷⁾ (NDT : les acteurs économiques manquant dès lors de liquidités se portent majoritairement vendeurs pour en trouver, cependant que pour la même cause la demande se contracte. L'offre devenue trop élevée pour la demande, les prix baissent et la spirale déflationniste est amorcée. Les entreprises voient baisser leurs carnets de commandes et licencient, ce qui accélère la crise.)

dépression s'installe et se poursuit jusqu'à ce que la Banque Centrale, la Banque d'Angleterre, en se portant acheteuse de valeurs, donne le signal de lancer une nouvelle série de prêts. Cette intervention fournit à la banque des vendeurs une balance créditrice auprès de la Banque d'Angleterre. Disposant alors de plus de liquidités à la Banque Centrale, cette banque peut à son tour créer plus de monnaie fiduciaire.⁽¹⁷⁾ Un nouveau cycle de Crédit débute alors et parcourt le même cours désastreux que le précédent.

La hausse des prix dans la première phase escroque tous les créditeurs au profit des débiteurs. La chute des prix dans la seconde escroque les débiteurs au bénéfice des créanciers.

Les gens ordinaires ont de la difficulté à suivre tout cela, parce qu'ils persistent à penser que les banquiers prêtent de l'argent ou moyen de paiement ayant une existence indépendante de la décision du banquier. "Ce que l'on ne réalise généralement pas à propos du cycle du Crédit est que les banquiers font du bénéfice dans les deux sens, en obligeant les acheteurs à leur payer tribut pendant les phases d'expansion, et en obligeant les vendeurs à le faire pendant les dépressions, et cela au moyen de prêts ou promesses de payer en argent qu'aucun d'eux ne possédait."⁽¹⁸⁾

Les gens simples semblent avoir accepté, comme on l'attend d'eux, l'explication que tous ces cycles sont l'effet d'une sorte de loi de la nature. Ils feraient bien de lire les intéressants discours que mettent dans la bouche de banquiers et autres experts Miss G.M Coogan dans "*Money Creators*" et R. McNair Wilson dans "*Promise to Pay*".

D'après Miss Coogan, le gardien de la Chambre Forte, lors d'une réunion convoquée au sujet de la cause de la dépression, "répondit d'une voix attristée que, plus que quiconque dans le pays, il regrettait que les lois de l'Economie fussent si rigides et missent de tels fardeaux à la charge de l'humanité, tout particulièrement sur ses membres les plus faibles. Que la vue de ces enfants mal nourris et pauvrement vêtus l'attristait beaucoup... mais que ce n'est pas

(17) Cf. "*The Principle Cause of Unemployment*" de R. MacNair Wilson, p.32 (G. Routledge & Sons, Ltd)

(18) "*Promise to Pay*" de R. McNair Wilson, pp. 32 (Routledge & Sons Ltd)

l'homme qui fait les lois de l'économie, et que lui, en tant que gardien de l'argent de la Communauté, ne pouvait rien faire d'autre qu'accepter ces lois amères. Qu'il n'y avait tout simplement pas d'autre solution au problème que d'épargner... Que la nation devra affronter ses problèmes avec courage, et les gens être seulement plus économes jusqu'à ce qu'ils aient payé ce qu'ils doivent, ou abandonné leur propriété. Que telle était la seule solution viable, et que certainement personne ne souhaitait violer les lois de l'Economie."⁽¹⁹⁾

Sous la plume de M. Mc Nair Wilson^(19 bis), le banquier se fait encore plus lyrique sur ces lois de la nature : "Ce mouvement des prix qui montent et qui baissent, déclare-t-il, est inhérent à la nature humaine. Il appartient d'ailleurs aussi à la nature des choses, tout autant qu'à celle de l'homme. "Regardez les saisons : du sombre hiver émerge le soleil du printemps ... mais trop vite hélas, les jours recommencent à raccourcir ... N'oublions pas que le premier devoir d'un banquier est envers ses clients, les braves gens honnêtes et parcimonieux qui lui ont confié leurs économies d'une vie entière ... Voudriez-vous le voir faire usage de vos économies pour tenter de changer les lois de la nature et entreprendre de semer à l'époque des récoltes ? Il n'y a pas de parade financière, vous pouvez m'en croire, qui puisse changer d'un iota cette loi de nature, cette loi de l'Economie, cette loi économique inexorable."⁽²⁰⁾

Quelques exemples historiques de déflations planifiées

Le premier exemple sera tiré du système monétaire des USA, comme l'a souligné Miss Coogan dans son splendide ouvrage "*Money Creators*". Voici ce qu'elle écrit : "Juste une semaine après que le Président Cleveland eut été intronisé, la circulaire dite "*Panic Circular*" fut émise, le 12 mars 1893. Elle appelait les classes détentrices d'obligations" à demander une session extraordinaire du Congrès pour faire abroger la loi dite "*Sherman Silver*". Cette circulaire était

(19) Op. cit. p. 28.

(19 bis) "*Monarchy or the Money Power*", de R. Mc Nair Wilson

(20) Op. cit. p. 33.

émise directement par l'Association des Banquiers Américains et adressée à toutes les "banques nationales" dans tous les Etats-Unis." Miss Coogan poursuit : "Ce qui suit est une citation textuelle d'une résolution présentée à la 63ème session du Congrès, Première Section, le 29 avril 1913, par l'Honorable Charles A. Lindberg, sénateur : "En 1893, une circulaire fut envoyée par la poste à toutes les banques nationales par l'Association des Banquiers Américains, organisation dont la plupart des banquiers sont membres. Elle est connue sous le nom de "Panic Circular de 1893 " et porte la date du 11 mars 1893... Voici ce que l'on pouvait y lire :

"Cher Monsieur, L'intérêt des banques nationales nécessite une législation financière immédiate de la part du Congrès. Il est souhaitable que la monnaie d'argent, les certificats sur l'argent et les billets du Trésor soient retirés de la circulation, et que les billets de la Banque Nationale basés sur l'or (l'expression "basé sur l'or signifie toujours le fondement d'une dette) demeurent la seule monnaie. Cela demandera l'autorisation d'émettre de 500 millions à un milliard de dollars d'obligations nouvelles (dettes) pour servir de base à la masse monétaire. Vous retirerez immédiatement un tiers de votre circulation (de votre papier monnaie) et rappellerez la moitié de vos prêts. Prenez soin de créer une tension monétaire sur votre clientèle de patrons, spécialement parmi les homes d'affaires influents. Faites-vous l'avocat d'une Session extraordinaire du Congrès pour abroger la clause d'achat de la Loi Sherman, et agissez avec les autres banques de votre ville pour adresser, au moyen du formulaire joint, une vaste pétition au Congrès en faveur de son rejet absolu. Utilisez votre influence personnelle sur vos élus membres du Congrès, et en particulier faites connaître vos souhaits à vos Sénateurs. La survie des banques nationales en tant qu'investissements stables et sûrs exige une action immédiate, du fait d'un sentiment général de plus en plus favorable aux billets gouvernementaux à cours légal et de l'émission de pièces en argent."⁽²¹⁾

⁽²¹⁾ Les ajouts entre parenthèses sont du Sénateur C. A. Lindberg. Jeffrey Mark dans son livre "The Modern Idolatry" cite la lettre in extenso, p. 240-241, et ajoute que Mr Arthur Kitson, toujours en vie lorsque l'auteur écrivit son ouvrage (en 1934), l'avait personnellement assuré détenir toujours cette lettre dans ses archives.

Témoignant devant le Comité MacMillan de Finance et d'Industrie à Londres le 15 mai 1930, Mr A. Kitson déclara : "peu de semaines après l'envoi de cette lettre, nous (aux USA) eûmes la plus terrible débâcle financière jamais connue jusque là,

"Le fait est indiscutable que la monnaie d'argent, les certificats sur l'argent et les billets du Trésor s'étaient avérés une excellente monnaie depuis 1878. Au cours de l'été 1893, le Congrès Américain se réunit en session extraordinaire dans le but exprès de violer la confiance et la volonté des Etats-Unis. Tout le monde sait que le résultat fut une nouvelle dépression sévère.

"Voici encore un extrait d'une autre circulaire confidentielle adressée aux banquiers deux ans avant la Circulaire de panique de 1893 :

"Nous autorisons nos agents de prêts aux Etats-Unis à concéder des prêts sur garantie hypothécaire à l'échéance du 1er septembre 1894, et en aucun cas à une échéance plus lointaine. Le 1er septembre 1894, nous ne renouvelerons nos prêts en aucun cas. Nous ferons saisir et deviendrons propriétaires des biens hypothéqués. Nous sommes à même de prendre les deux tiers des fermes à l'ouest du Mississipi et des milliers d'autres à l'est du grand fleuve également au prix que nous fixerons... Nous pourrions de même prendre possession des trois quarts des fermes de l'Ouest et l'argent du pays. Dès lors, les exploitants agricoles deviendront locataires comme en Angleterre..."

"Après que la bataille de la malhonnête démonétisation de la monnaie d'argent aux USA se fut calmée, les comploteurs internationaux réussirent à faire passer la célèbre loi de l'étalon-or. Cette loi fut approuvée le 14 mars 1900... Aux termes de cette loi, qui de fait était inconstitutionnelle, le Congrès fut censé avoir donné au Trésor Américain et à des personnes privées le droit d'engager des contrats en dollars-or, dont chaque dollar était convertible en un poids de 25,8 grain d'or fin à 90%(1,67184 gr). Ces faussaires statuèrent donc que le dollar représentant 25, 8 grains d'or fin à 90% était dès lors l'étalon de valeur. C'est ainsi que naquit tout récemment notre bon vieil étalon-or *traditionnel*.

"Selon les lois bancaires, toute personne privée pouvait importer de l'or aux Etats-Unis ou en sortir des Etats-Unis et donc pouvait modifier à sa discrétion la masse d'or détenue dans le pays. Chaque

et plusieurs millions de gens perdirent leur emploi. Des milliers de négociants et d'industriels firent faillite, et nous connûmes une période de dépression industrielle bien pire que celle que nous avons ici actuellement (en Angleterre)."

dollar-or pouvait également servir de prétendue base sur laquelle s'édifiait une pyramide de dollars fabriqués par les banques. Par la manipulation du volume des dollars créés par les banques, le pouvoir d'achat réel de chaque dollar aux Etats-Unis pouvait ainsi être altéré à la discrétion d'un petit groupe de personnes."⁽²²⁾

Le deuxième exemple de fonctionnement de la "loi économique" des alternances d'expansion et de dépression sera pris dans l'histoire monétaire récente de la Grande-Bretagne. Pour cet exemple, nous sommes particulièrement favorisés, car huit ans avant que le "coup" ne se produise, Mr Arthur Kitson avait prédit qu'il était en préparation. Dans son livre "*A Fraudulent Standard*", publié par King and Sons en 1917, on pouvait lire ceci :

"Aujourd'hui un certain nombre de grands financiers envisagent la plus gigantesque opération qui ait probablement jamais été conçue, et qui, si elle était perpétrée par toute autre classe de la société, serait dénoncée comme un vol pur et simple... Cette opération n'est rien moins que de doubler la Dette nationale et par là les autres dettes, en doublant la valeur présente de nos unités monétaires. L'objet de cette opération est de doubler la valeur actuelle de leur investissement en Emprunts de Guerre, sans aucune considération pour les conséquences terriblement désastreuses que cela entraînerait au plan industriel et social. S'il n'est pas contrecarré à temps par l'opinion publique, ce vol s'accomplira de la manière la plus légale du monde par un Chancelier de l'Echiquier complaisant, sous l'alibi d'une mesure de bien public présentée dans le seul but d'annuler "l'inflation" et de réduire les prix, qui ont augmenté essentiellement du fait de la création de monnaie et des crédits qu'ont constitués les emprunts de Guerre. Cette mesure visera à restaurer ce que les marchands d'argent nomment notre "bonne, saine et honnête parité d'or", cela par destruction des billets du Trésor et en réduisant les crédits bancaires à leur niveau d'avant-guerre. Le résultat sera évidemment de doubler le pouvoir d'achat de la livre £ aux dépens

⁽²²⁾ "*Money Creators*", pp. 230-233

de tous les salariés, producteurs, négociants, fabricants, commerçants et contribuables du pays...

"Nominale, le montant de la dette de guerre demeurera inchangé. Les chiffres resteront les mêmes... Mais en modifiant la valeur de la livre sterling, ce qui sera facile à faire, le tour sera joué, et la dette, bien que nominale de 6 milliards de £, deviendra en réalité 12 milliards en terme de pouvoir d'achat actuel de la monnaie correspondant à l'argent emprunté ; et de même, alors que le taux d'intérêt nominal est de 5 %, par cette méthode de modifier la valeur de la livre £, ces investisseurs recevront en fait un intérêt de 10% sur leur investissement initial... Ceci veut dire que chaque contribuable devra consacrer au moins le double de biens et de travail pour payer ses impôts que ce qu'il a à fournir dans les conditions présentes".⁽²³⁾

Dans "*The Banker's Conspiracy*", écrit par le même auteur et publié chez Edmond Stock en 1933, dans une partie consacrée à une critique du Rapport du Comité Cunliffe de 1918 sur la parité et les échanges internationaux, on peut lire ce qui suit :

"En préconisant de revenir à l'étalon-or, ils (les membres du Comité Cunliffe) conseillent au Gouvernement d'augmenter la dette nationale et ainsi d'accroître la charge des impôts que le public britannique aura à supporter. A présent, notre dette nationale est d'environ 8 milliards de £. Mais de quelles £ s'agit-il, et avec quoi fut-elle souscrite ? Le Comité doit bien savoir que les Emprunts de guerre ont été souscrits en livres "bon marché". D'où alors que notre dette de guerre exprimée en £ d'avant guerre s'élèverait à moins de 4 milliards de £. En rétablissant l'étalon-or, la dette publique serait donc doublée et deviendrait 8 milliards à la valeur d'avant guerre ! Et

⁽²³⁾ Op. cit., pp. 2-5

^(*) (NDT : Le vol était caractérisé en ce que les financiers internationaux avaient acheté ou souscrit aux emprunts de guerre à un moment où, le Trésor anglais étant déjà ruiné par la guerre, la livre avait beaucoup baissé sur le marché US de sa parité d'avant 1914. Ayant acheté en monnaie dévaluée, ils intriguèrent et obtinrent de faire réévaluer le sterling à sa parité d'avant 1914 pour doubler leur mise. (cf voir plus loin Chapitre L'Usure)

donc chaque contribuable, en raison des recommandations du Comité, serait dans l'obligation de payer au moins le double d'impôts, traduits en termes de ses propres produits et services. Tout cela est très gentil pour les grands prêteurs d'argent et les souscripteurs des emprunts de guerre, mais plus que lourd pour les revenus des producteurs et des contribuables...."

"Lorsque le Parti américain du billet vert proposa jadis de payer la dette nationale américaine en papier monnaie, un cri d'horreur unanime s'éleva des marchands d'argent et des banquiers devant le crime honteusement immoral ainsi envisagé de rembourser la dette publique en monnaie dépréciée – oubliant de tenir compte du fait qu'une large proportion de la dette nationale américaine provenait d'emprunts souscrits en ce même papier-monnaie de faible valeur. Mais les mêmes personnages s'arrangèrent un peu plus tard pour faire passer au Congrès une loi qui obligea le peuple américain à leur rembourser la dette de guerre en monnaie réévaluée, qui valait trois fois plus que celle dans laquelle la majeure partie de la dette avait été contractée ! Le code de moralité des prêteurs d'argent – que le Comité adopte selon toute apparence – est que, s'il est très mal pour les débiteurs de spolier leurs créanciers, les créanciers sont en revanche tout à fait justifiés de voler leurs débiteurs. Telle semble bien être la morale de l'étalon-or."

Dans le même ouvrage, pp. 25-27, M Kitson traite brièvement des résultats du rétablissement de l'étalon-or, annoncés par lui en 1917 : "Ce document (le Rapport du Comité monétaire Cunliffe), écrit-il, a conseillé l'adoption de certaines mesures monétaires qui furent acceptées par le Gouvernement de coalition de M. Lloyd George en 1920, Mr (aujourd'hui Sir) Austen Chamberlain étant alors Chancelier de l'Echiquier, et il est directement responsable de la période la plus désastreuse de l'histoire industrielle de ce pays...Malgré les résultats ruineux de la politique déflationniste recommandée par ce Rapport au cours des années qui suivirent sitôt son adoption, M. Winston Churchill intensifia ses effets pervers en rétablissant l'étalon-or en 1925, qui précipita la grande grève de 1926... L'étalon-or rétabli en 1925, après avoir infligé des pertes

inouïes aux milieux industriels et aux contribuables, dut être abandonné six ans plus tard pour sauver le pays de la ruine.

"La même politique que celle recommandée par le Comité a aussi été tentée dans d'autres pays depuis la guerre, et avec les mêmes résultats ruineux,^(*) d'où la crise mondiale actuelle. Par l'adoption universelle de l'étalon-or après sa recommandation par le Comité Cunliffe, qui était l'une des principales politiques dont la Société des Nations se faisait l'avocate, fut créé un *Super-Gouvernement irresponsable*, constitué par un groupe de Banquiers Internationaux. Il ne fallut que peu d'années pour apporter la preuve de la totale incapacité de ces personnages à gérer les affaires financières du monde, et si les peuples de tous les pays civilisés ne réalisent pas les terribles dangers liés à la domination des intérêts bancaires, les désastres économiques des dernières années se répéteront, mais en se signalant par une intensité beaucoup plus forte encore".

Dans son opuscule "*Finance in the Melting Pot*", Mr Vincent C. Vickers, ancien directeur de la Banque d'Angleterre, souligne le même phénomène de manière très directe : "Nous devons nous souvenir que la valeur de la monnaie, c'est à dire son pouvoir d'achat et par conséquent le prix des marchandises, peut être intentionnellement et délibérément modifiée et l'a été, non par la volonté ou l'action de l'Etat, mais par les personnes privées qui dirigent et ont le contrôle de la monnaie, bien que ces mêmes personnes déclarent en permanence agir pour et au nom de la Communauté nationale. Nous sommes revenus en 1925 à l'étalon-or au bénéfice de la City de Londres en ruinant nos industries essentielles. Il ne s'ensuit donc pas que ce qui est le plus à l'avantage de la City de Londres le soit aussi pour le pays.

(*) (NDT : Sur la SDN comme outil politique des financiers internationaux, qui appuya la manœuvre comme elle favorisa l'effondrement du mark pour éviter à l'Allemagne de payer sa dette de Réparations, poussa au renouveau du Pangermanisme et au réarmement du Reich, lire "*La Mythologie de la Paix*" et "*Genève contre la paix*" du Comte de St Adulaire (Paris, 1928) et "*Le Financement du Nazisme*" de Pierre de Villemarest. Le plan Dawes fut établi par les experts financiers de la FED qui occupaient les allées du pouvoir aux USA, et l'effondrement du mark organisé par eux.)

"En conséquence de cette politique, un fermier qui avait emprunté auprès de sa banque, disons en 1920, un montant équivalent à la valeur de cent sacs de blé, risque de devoir vendre deux cents sacs de blé quelques années plus tard pour rembourser ce même prêt, simplement du fait que la livre sterling a doublé de valeur."

Le témoignage de Mr Montagu Norman devant le Comité Macmillan en 1930 est très évasif et souvent même contradictoire dans son flou, mais quelques passages sont très éclairants lorsqu'il admet malgré tout le caractère planifié des déflations. En voici quelques extraits parus dans l'ouvrage de Mr Hargrave "*Professor Skinner, alias Montagu Norman*", pp. 156-161, avec les commentaires de Mr Hargrave :

"*Lord Macmillan* (le Président) pose alors une question gênante : " – Il est bien exact que le volume du Crédit dans le pays est dans une large mesure entre vos mains, n'est-ce pas ?

" *Mr Norman* : " – Oui, cela me semble exact.

" *Le Président* : " – et pour parler encore d'une manière très générale, vous êtes d'avis que les conséquences de cette restriction interne du crédit, aussi malheureuse qu'elle puisse apparaître, sont contrebalancées par les avantages du maintien de la position internationale ?

Mr Norman : " – Oui, l'avantage est très grand.

(C'est à dire qu'il y a un très grand avantage pour l'industrie britannique à devoir souffrir des conséquences intérieures de la restriction du crédit, "aussi malheureuses qu'elles puissent apparaître". N'est-ce pas absurde ? C'est une pure absurdité qui découle logiquement du principe philosophique que "la pauvreté est bonne pour vous". Et c'est une absurdité dangereuse parce qu'elle mène inévitablement à la guerre.)

Mr McKenna : " – Vous avez restreint le volume du crédit en vendant des valeurs en compensation, au cours des deux premiers mois de cette année, n'est-ce pas ...

Le Président : " – Vous ne vous souvenez plus si vous avez restreint le crédit ?

Mr Norman : " – Je ne suis pas au courant que le crédit ait été réduit "

Mr McKenna : " – J'ai les montants ici ... Entre février de l'année dernière et février de cette année vous avez vendu des valeurs pour de nombreux millions." ⁽²⁴⁾

Mr Norman : " – Oui, effectivement

Mr McKenna : " – Et vous avez donc restreint le crédit

Mr Norman : " – Oui.

(...Or, juste avant, il venait de déclarer ne pas être au courant que le crédit ait été réduit !)

Mr Keynes : " – Si le montant des actifs détenus par la Banque d'Angleterre était réduit de 5 millions de £, de combien cela réduirait-il le crédit bancaire dans le pays ?

" *Mr Norman* : " Je pense que votre voisin est le mieux à même de répondre à cette question (ce voisin était Mr McKenna)

Mr McKenna : " – D'environ 50 millions de £, dix fois le montant ?

Mr Norman : " – Je ne suis pas certain qu'il en soit nécessairement ainsi."

.....
.....
Mr Keynes : " – Vous ne savez pas ?

(24) "Mais la Banque (d'Angleterre) a également, sur ordre, le pouvoir d'augmenter ou de diminuer directement la quantité de moyens d'achat par des interventions sur le marché. Si la Banque achète des valeurs sur le marché, la transaction est soldée en créditant le compte débiteur de l'intermédiaire ou de l'autre partie à laquelle les valeurs ont été achetées. Ceci peut conduire à une augmentation de la balance des banques de dépôt auprès de la Banque d'Angleterre... Les dépôts auprès de la Banque (d'Angleterre) des banques de dépôt sont l'équivalent de liquidités, et les banques se trouvent alors en situation de pouvoir attribuer plus de prêts à leurs clients et donc de créer du crédit supplémentaire. Comme les banques dans leur ensemble maintiennent une proportion des liquidités aux dépôts de l'ordre de 10 à 11 %, elles ont ainsi la possibilité d'accroître leurs dépôts d'environ dix fois le montant de liquidités créé par la Banque d'Angleterre. Par le processus inverse, une vente de valeurs par la Banque d'Angleterre ou le rappel d'un prêt va réduire les liquidités des banques de dépôt et entraîner une réduction de leurs dépôts. La Banque d'Angleterre est donc ainsi dans la position d'exercer un contrôle quasi total sur les liquidités des banquiers dans le pays, et donc ainsi sur le volume total des dépôts, dans les limites fixées par l'existence de l'étalon-or international" (Rapport Officiel de la Commission Macmillan sur la Finance et l'Industrie, juin 1931, paragraphe 71). Cf. "*The Principal Cause of Unemployment*" de D.W. Maxwell, p. 54, et aussi "*Promise to Pay*" de R McNair Wilson.

Mr Norman : " – Dix pour un est un ratio arbitraire, fondé sur le pourcentage normal de liquidités des banquiers"

Mr Keynes : " – Est-ce que le fait d'une contraction du crédit de 50 millions de £ serait sans effet notable pour l'Industrie ?

Mr Norman : " – Je ne pense pas que cela en aurait ... sauf si elle devait se maintenir sur une période prolongée

(De fait c'est ce qui s'est passé, et elle s'est durablement prolongée.)"

Comme la plupart de mes lecteurs n'ont qu'une faible connaissance du caractère planifié des inflations et des déflations, un autre cas tiré de l'histoire récente ne sera pas superflu.

A la page 60 de son livre *Money Creators*, Miss Coogan écrit : "Une réunion secrète de banquiers se tint le 18 mai 1920 à Washington D.C. Sous la dénomination de Comité de Déflation Organisée de l'Association des Banquiers américains, une résolution secrète fut adoptée en faveur de la contraction de la monnaie et du crédit. Les minutes de cette réunion bancaire secrète qui ont été publiées montrent qu'elle se tint au nom du Federal Reserve Board, du Federal Advisory Council (l'organisme de Conseil financier Fédéral) et des directeurs de Classe A des Banques de Réserve Fédérales. Les noms de tous les participants à cette réunion et ce qu'ils y dirent peuvent être obtenus par toute personne qui se donnera la peine d'écrire au "Superintendent of Documents, Washington D.C." en demandant le Document n° 310 du 67ème Congrès, 4ème Session. Les participants reçurent l'instruction d'en conserver les minutes dans le secret le plus absolu.

... l'Honorable Finlay H. Gray décrivit ainsi la réunion : " Les financiers et les banquiers manipulateurs, les maîtres à penser de la finance spéculative... n'étaient pas présents...mais de loin dirigeaient leurs hommes ... Mr John Skelton Williams, Contrôleur de la Monnaie, lorsque fut proposée la contraction des créances, s'efforça de s'opposer à la résolution. "Ne voyez-vous pas, dit-il, que cela va ruiner un grand nombre d'agriculteurs...", mais ils lui répondirent

froidement qu'ils fallait les ruiner, car ils deviennent si prospères qu'ils finiraient par ne plus travailler."⁽²⁵⁾

Ces exemples suffisent pour réaliser l'absurdité de la raison avancée par le Pr Jevons pour les dépressions monétaires dans son livre "*Money and the Mechanism of Exchange*", qui demeure un classique sur le sujet. Le Pr Jevons était persuadé, avec le reste des spécialistes de l'Economie, qu'on ne pouvait trouver aucune explication à ces dépressions dans le système monétaire lui-même, et faute de mieux que l'on était amené à en chercher l'explication dans les phénomènes périodiques des taches solaires."⁽²⁶⁾

"Lorsque les prix montent au cours de la phase de "boom" écrit M D W. Maxwell, les orateurs publics gémissent sur la hausse du coût de la vie et envisagent la hausse des prix comme s'il s'agissait d'un tremblement de terre ou d'un cyclone, un phénomène affreux mais dont personne n'est responsable ; or une hausse des prix n'est pas le fait de la Volonté divine, c'est le cerveau et la main de l'homme qui en sont les forces directrices."⁽²⁷⁾

⁽²⁵⁾ Cf. "*The Truth about the Slump*" de A. N. Field, pp. 103-104

⁽²⁶⁾ "*The Modern Idolatry*" de Jeffrey Mark, p.16.

Aux pages 340-342 de "*Money and the Mechanism of Exchange*" le Pr Jevons écrit : "De toutes les considérations précédentes s'ensuit que la seule méthode de régulation du volume de la monnaie est de lui laisser toute liberté de se régler elle-même... Le volume de la monnaie en peut pas plus être réglé que les quantités de blé, de fer, de coton ou d'autres matières de base produites et consommées par un peuple ... La manière d'émettre cette monnaie de papier en un sens devrait être strictement réglée ; il faudrait augmenter ou diminuer la circulation des billets en fonction des quantités d'or déposées en échange. Dans le même temps, il n'est pas besoin de s'occuper de la quantité de monnaie ainsi émise. Le but de la stricte régulation n'est pas d'en maîtriser le volume, mais de laisser ce volume varier selon les lois naturelles de l'offre et de la demande. A mon sens, c'est l'émission de papier monnaie accepté en lieu et place des pièces qui constitue une interférence arbitraire avec les lois naturelles gouvernant les variations d'une monnaie purement métallique....", exemple du type de l'enseignement qui a permis que d'horribles crimes commis contre la société demeurent indétectés et insoupçonnés.

⁽²⁷⁾ "*The principle Cause of Unemployment*", p. 33.

Le Commerce international et l'étalon-or

D'après ce que l'on vient de dire sur l'organisation de la finance nationale sous l'étalon-or, il est facile de voir que ce système ne fonctionnera pas de façon plus satisfaisante dans le domaine des échanges internationaux. Il mène inévitablement à une situation où chaque pays veut exporter des biens afin d'avoir une balance commerciale favorable, et où aucun pays ne veut importer. Mais comme les exportations d'un pays font les importations d'un autre, cela conduit à une impasse.

Sir Reginald Rowe met brièvement en évidence les raisons de cette situation absurde :

"Si nous considérons le système international d'étalon-or, nous allons voir qu'il n'a pas assuré l'échange des biens et des services entre nations à leur mutuel avantage, mais tout au contraire qu'il a entraîné que les nations exportent leur richesse réelle, c'est à dire les biens et les services, et obtiennent en retour l'ouverture d'une dette impayable. La dette était supposée payable en or et était dénommée une balance favorable, mais si la dette venait effectivement à être payée, la perte entraînait un désastre interne pour le pays qui la payait. Telle est au plan international la raison pour laquelle les nations sont si soucieuses d'exporter et de ne pas importer, outre qu'il y a une autre raison interne liée à l'emploi et à la répartition du pouvoir d'achat intérieur à travers les salaires ; cette dernière raison est aussi un problème d'ordre monétaire

"Ce pays (l'Angleterre), depuis presque quatre-vingts ans, avait une balance annuelle des échanges soi-disant favorable d'environ 100 millions de £. Ceci voulait dire qu'après avoir payé toutes ses factures au monde pour toutes les importations et les services qu'elle avait requis, elle avait encore 100 millions de £ qui lui étaient dûs en monnaies étrangères.

"Supposons, pour simplifier, que ce soit l'Argentine qui doive à l'Angleterre chaque année la totalité de cette somme. L'Angleterre était alors dans la position de dire à l'Argentine : "Nous avons acheté et payé toute la viande et le blé que nous avons importé de chez vous

durant l'année comptable écoulée, et ceci fait nous avons encore l'équivalent en pesos de £ 100 millions pour lesquels nous n'avons pas usage. Nous pouvons, si vous voulez, les mettre en vente sur le marché des changes. Si nous le faisons, il y aura bien un cambiste pour nous les échanger pour des livres sterling, mais, comme il n'y a pas de demande immédiate de la part de citoyens anglais pour ces pesos, aucun Anglais ne nous en donnera la valeur normale d'échange. L'acheteur comptera obtenir plus de pesos par livre que la valeur au pair. En d'autres termes, si nous offrons ces pesos à la vente, cela fera baisser votre taux de change. Si celui-ci tombe jusqu'au point où la perte de change sera supérieure à la perte représentée par le coût du transport du montant en or métallique et l'assurance, nous cesserons de vendre des pesos et les présenterons à la Banque Centrale d'Argentine pour y acheter des barres d'or ; nous les ferons expédier physiquement en Angleterre, les vendrons à la Banque d'Angleterre et récupérerons ainsi nos livres sterling.

"Mais la Banque Centrale d'Argentine perdant ainsi de l'or sera obligée de retirer de la circulation un montant équivalent de pesos papier. Ce qui implique que les banques commerciales de ce pays se retrouveront avec moins de liquidités, et, afin de maintenir le rapport entre leurs prêts et leurs liquidités, elles seront obligées de demander le remboursement de certains de leurs prêts. D'où alors que les producteurs, les fabricants et les négociants d'Argentine seront obligés de brader leurs stocks sur un marché saturé afin de trouver des liquidités pour rembourser leurs découverts. Ce bradage des stocks sur le marché entraînera une baisse des prix. Il faudra alors réduire les salaires, car avec des prix de vente en baisse il ne sera plus possible de payer les mêmes salaires qu'avant. Ceci entraînera des grèves, et en tout cas détruira le pouvoir d'achat sur le marché intérieur d'Argentine.

"L'Argentine répliquerait alors : "Mais tout cela est épouvantable... !" A quoi l'Angleterre sera en position de répondre : " Oui, c'est dévastateur, mais il reste une manière simple d'évacuer la difficulté : c'est que vous nous empruntiez moyennant intérêt ce montant en pesos d'une valeur de £ 100 millions, afin de les neutraliser sans perturbations. Il vous suffira de payer l'intérêt annuel.

"Mais l'année suivante, il y aura encore une fois un autre déséquilibre d'une valeur de 100 millions de £ que vous devrez semblablement emprunter, tout en payant les intérêts sur les 100 millions de livres de cette année. A raison de 5% l'an d'intérêt composé, en quatorze ans chacun des 100 millions de livres sterling doublera. On comprend que, dans un tel système, l'Argentine n'ait le choix qu'entre, soit devenir la débitrice insolvable de l'Angleterre, soit perdre son or avec tous ses effets dévastateurs." ⁽²⁸⁾

Dans le système de l'étalon-or, le nœud de la difficulté dans le domaine international est donc que, lorsque les importations d'un pays excèdent ses exportations, les banques risquent de se voir réclamer de l'or pour couvrir le déficit. La raison en est que l'échange se fera contre le pays dont les exportations sont en baisse. A partir d'un certain point, il deviendra plus avantageux à ceux qui doivent régler des dettes à un pays étranger d'acheter de l'or, dont le prix est fixe, et de l'expédier dans l'autre pays pour y acheter la monnaie de ce pays. L'exportation d'or évitera que le taux de change ne chute davantage. Par exemple, à un certain moment, 4,86 dollars permettaient d'acheter une £ sterling sur le marché des changes, car les deux permettaient d'acheter la même quantité d'or. Dans l'hypothèse où les exportations anglaises aux USA venaient à excéder largement les importations anglaises en provenance de ce même pays, il y avait une demande importante de livres sterling, et le coût de la livre en termes de dollars s'élevait progressivement. Dès que ce

⁽²⁸⁾ "The Root of All Evil" de Sir Reginald Rowe, pp. 177-179. De plus, les prêts de l'Angleterre pour permettre à l'Argentine de maintenir son économie ont entraîné des gains pour les financiers, mais des pertes pour les citoyens ordinaires. "Au cours des quatre-vingt dernières années, ce pays (l'Angleterre) a prêté environ 8 milliards de £ à ses colonies et à d'autres pays. De cet énorme montant une très grande partie a été entièrement perdue ou virtuellement perdue sous la forme de "crédits extérieurs" : la valeur totale actuelle de ces investissements a été estimée à moins de 3 milliards de £ ; En d'autres termes, c'est plus de la moitié de l'argent prêté qui a été perdu. Cette perte s'est répartie sur d'innombrables investisseurs britanniques... car un financier ne lance pas un emprunt pour le garder. Son rôle est de le placer auprès du public. Il se débarrasse du risque aussitôt qu'il peut le faire profitablement, et en lance un autre." Op. cit., p. 30.

coût atteignait 4,90 \$, la différence entre 4,86 et 4,90 couvrait le coût du fret et de l'assurance de l'or et la perte de l'intérêt sur l'or. Si l'on avait la possibilité d'acheter de l'or et de l'expédier, personne ne payait plus de 4,90 \$ pour une livre, et le taux de change restait stable. Si en revanche la livre sterling venait à tomber en dessous de 4,849 dollar, l'expédition d'or se faisait en sens inverse.⁽²⁹⁾

Cependant la saignée d'or, comme on l'appelle, va avoir un effet désastreux sur le pays qui exporte cet or. "Les banquiers internationaux en effet, tout comme les banquiers locaux, ayant prêté des promesses de paiement qui totalisent dix fois leur solvabilité, il est évident que des limites strictes sont mises à l'exportation d'or... En fait, les banquiers internationaux se protègent eux-mêmes en refusant de prêter et en s'efforçant de faire rentrer dans leurs caisses le plus possible de leurs prêts existants, exactement comme font les banquiers nationaux dans les mêmes circonstances"⁽³⁰⁾. Il en résulte la chute des prix, car le pays concerné essaie de vendre des biens à perte et de prendre des mesures pour reconquérir le marché d'exportation en réduisant les salaires et par le licenciement de travailleurs. Les bas salaires donnent la possibilité d'exportations importantes. Cela signifie une baisse du niveau de vie, particulièrement pour les salariés.

"Les populations avec lesquelles joue la Finance Internationale – écrit Mr Mc Nair Wilson dans "Promise to Pay" – ne sont pas seulement les négociants et les industriels du monde. Les salariés de chaque pays sont ainsi mis en opposition à ceux de tous les autres pays. L'attaque sur les salaires est permanente, et est menée par les salariés eux-mêmes qui n'ont rien à attendre à moins de pouvoir produire à bas prix, c'est à dire d'accepter des salaires plus bas que ceux de leurs concurrents... Les salariés blâment les patrons pour cette situation, et les patrons blâment les salariés. Les uns et les autres sont sans défense aux mains des financiers internationaux, car ce sont ces derniers qui ont la maîtrise de la quantité de moyens de paiement sur leurs marchés –... Si les salaires ne sont pas réduits, la

⁽²⁹⁾ Cf. "An Outline on Money" de Geoffrey Crawther, p. 317.

⁽³⁰⁾ "Promise to Pay" de R. McNair Wilson, p. 98

moitié des entreprises feront faillite. Et une fois que les salaires auront été réduits, l'ensemble du cycle abominable recommence.

"Faut-il s'étonner si, dans ces conditions, Communisme et Socialisme fleurissent ? Quoi de surprenant que l'on soulève ainsi classe contre classe, patrons contre ouvriers, les nations les unes contre les autres ? Et personne ne soupçonne le véritable ennemi."⁽³¹⁾

Tout ce système tend à abaisser le niveau de vie, puisqu'un pays ayant un niveau de vie inférieur ou de plus bas salaires sera exportateur. Il est certes vrai que l'étalon-or maintient stable la valeur de la monnaie d'un pays par rapport aux monnaies étrangères, mais ceci n'est qu'une manière de dire que cela tend à empêcher que les salaires restent élevés quelque part, lorsqu'ils baissent quelque part ailleurs. Le résultat net est une lutte effrayante pour les besoins vitaux, au milieu de la suffisance potentielle, lutte rendue plus tragique encore par le jeu sur les monnaies et la spéculation sur les marchés boursiers mondiaux.⁽³²⁾

⁽³¹⁾ Op. cit. pp. 101-103

⁽³²⁾ A plusieurs reprises dans son livre *"The Principle Cause of Unemployment"*, notamment pp. 34 et 79, l'auteur, D.W. Maxwell, parle des effets désastreux de la spéculation par la création privée de moyens de paiement : p. 79, il écrit : "Lorsqu'il ne sera plus possible de mettre en circulation de la monnaie de création privée, la plus grande partie de la spéculation qui a lieu actuellement sur les actions industrielles et même sur les produits indispensables et vitaux (comme le blé, le coton, la laine, etc.) cessera. Les spéculateurs n'auront plus alors la possibilité de faire augmenter les prix aux dépens de toute la population en augmentant le volume de la monnaie et en réduisant les quantités de marchandises sur le marché." (NDT : ces réflexions sont plus actuelles que jamais avec la flambée spéculative du prix du pétrole en 2008 qui a suivi celle des cours des bourses mondiales puis leur effondrement, spéculation liée à l'existence désormais de fonds spéculatifs dits «Hedge funds», émanations des banques et non soumis à réglementation. La crise de 2008 est venue : 1) des bas taux d'intérêt de la FED maintenus pendant plus de dix ans sous son directeur Alan Grynspan, puis remontés brutalement sous son nouveau directeur Ben Bernanke au prétexte de lutter contre l'inflation, décisions qui ont évidemment été celles de son Conseil de Surveillance constitué des grands représentants des patrons de ces banques, ceci combiné avec 2) la politique de transfert des industries occidentales vers les pays à bas salaires, qui a privé un grand nombre de citoyens Américains des traitements leur permettant de faire face à leurs remboursements de prêts hypothécaires et autres. Les banquiers, la FED,

avaient obtenu du Président Clinton la dérégulation des banques et la liberté des mouvements de capitaux : leur spéculation s'est alors considérablement accrue et étendue à tout et partout : actions, matières premières, crédits hypothécaires, fonds d'Etats, monnaies, dans une spirale folle, cautionnée par les media et les «Agences de notation» liés aux mêmes financiers, sans plus de rapport avec les perspectives de l'économie réelle. L'effondrement boursier et bancaire de 2008 a amené le Gouvernement US et ses satellites européens, sous la pression des banques et de la FED, à faire refinancer les banques par l'argent public et laisser la FED et la BCE sa filiale créer de nouvelles liquidités, relançant une nouvelle bulle spéculative et la perspective d'une future crise monétaire, économique, sociale et politique plus profonde, associant déflation, puis risque d'hyperinflation. Un tel schéma pourrait être conçu par ces grands opérateurs pour amener leur Etat Mondial, par l'instauration d'une monnaie et d'une gouvernance économique mondiale, plan déjà préconisé pour l'Europe notamment par J. Attali (*France-Inter*, matinale du 6 mai 2010). Un épisode non sans rapports avait été la campagne de Presse internationale contre les paradis fiscaux et la livraison aux Administrations allemande, française et américaine des noms de clients privés de la filiale suisse de la banque H.S.B.C., qui pour échapper à la gloutonnerie fiscale avaient obtenu de cette banque des comptes numérotés. Sous une pression américaine très médiatisée, la banque HSBC en cause, l'U.B.S. et une autre du Lichtenstein ont renoncé à leur pratique de comptes discrets, ce qui leur fit perdre une importante et riche clientèle. Les autres banques européennes furent sommées de fermer leurs agences dans les paradis fiscaux. Cette «moralisation» eut garde de toucher aux paradis anglo-saxons (îles anglo-normandes, Bahamas, Curaçao, etc., dont les banques abritent d'innombrables comptes de grandes sociétés US qui y virent les très importants montants de soultes et du camouflage et d'évasion de bénéfices au détriment des pays où elles opèrent et de l'Etat US lui-même, où se trouve leur siège social... Les Gouvernements européens ont cautionné cette «moralisation» et le piratage de données, pénalisant à la fois la fortune privée et les industries européennes par rapport à la fortune apatride. Et l'on peut aussi s'interroger sur la série d'avatars survenus aux banques européennes depuis vingt ans, l'étrange faillite du Crédit Lyonnais et l'opportun incendie de ses archives, le contrôle "impromptu" sur la Société Générale, les problèmes de la Deutsche Bank forcée de fermer des agences, ceux des investissements pourris de l'UBS suisse, de Northern Rock, de l'HSBC, les faillites de Fortis, des banques islandaises qui ont fait perdre leurs économies à de nombreux Anglais et Néerlandais, celle d'une banque autrichienne qui a dû être nationalisée, etc. L'Etat britannique a déboursé l'équivalent de 1.450 milliards de \$ pour sauver ses banques en 2008, et le déficit public y atteint 14,5% du PIB, financé en partie par la planche à billets ; les banques allemandes sont dites avoir avec une dette de 75 % du PIB, et celle des pays baltes, de la Hongrie, de la Bulgarie, du Portugal, de l'Espagne, et de l'Irlande bien pire, outre le cas de la Grèce ...une situation des plus menaçantes. Répondant aux

Un exemple frappant du jeu sur les monnaies et les changes est fourni par Mr Arthur Kitson dans *"The Banker's Conspiracy"*. Voici ce qu'il écrit :

"Il y a quelques années, *"The Banker's Magazine"* donna un exemple éclatant de la dépréciation des valeurs de trois cent vingt cinq de nos investissements représentatifs, dépréciation provoquée par le retrait de 11 millions de £ d'or de la Banque d'Angleterre par un groupe de financiers américains. Le transfert de ce montant entraîna une chute des prix équivalente à 115 millions de livres...L'absorption de cette quantité d'or entraîna une augmentation correspondante de la cote de certaines valeurs (boursières) américaines. En commençant par vendre des valeurs anglaises pour acheter des valeurs américaines, puis en effectuant le transfert du montant en or suivi de la transaction boursière inverse d'achat et de vente, le tour était joué ! Comme l'a écrit un analyste financier en renom : "Ces spéculateurs jouent sur les deux tableaux à la fois, d'un côté à Londres et de l'autre à New-York, avec la certitude de gagner sur les deux".⁽³³⁾

risques monétaires qui se précisent, s'est crée en 2005 un fond d'investissement lié à l'or, le fond GLD, qui offre aux investisseurs des certificats, le métal restant en principe détenu par le fond. Ceci facilite les opérations d'achat et de vente à terme et à découvert de la part de grandes banques et la spéculation sur le métal ; du fait des usages bancaires de ne couvrir les dépôts que par une réserve de 10% d'actifs mobilisables, les déposants étant supposés ne pas réclamer leur avoir tous en même temps, un marché spéculatif sur l'or pourra être tenté d'opérer de même et ne détenir réellement qu'une fraction minimale du métal que les opérateurs sont censés acheter pour les souscripteurs : en 2005, la banque Morgan-Stanley, partenaire de la FED, a été traînée devant la Justice pour avoir vendu de l'or inexistant, et a dédommagé à l'amiable ses clients pour éviter le procès. D'autres que Morgan-Stanley, selon l'analyste Adrian Douglas, le font très probablement, car il s'échange sur le marché de Londres beaucoup plus d'or qu'il n'en est produit : les transactions se font en vrac pour des clients qui ne réclament pas tous leur achat sous forme concrète, de sorte que chaque lingot ou pièce peut être acheté et vendu virtuellement à plusieurs acquéreurs en même temps au bénéfice du négociant sans scrupules. Le réveil en cas de crise monétaire risque d'être très amer. (D'après un article de l'économiste Pascal Roussel de la Banque Européenne d'investissement, publié aux Editions Romaines, janvier 2010).

⁽³³⁾ Op. cit., p. 80

Il nous faut examiner maintenant un peu plus à fond la raison qui pousse à exporter des produits, ce que l'on observe dans chaque pays, cela en dépit du fait que presque partout il y a de nombreuses personnes mal nourries et mal vêtues qui manquent précisément des biens que l'on exporte ou qui pourraient être fabriqués avec ce que l'on exporte.

"Beaucoup de laine, et pas de marché" titrait un quotidien de Dublin il y a quelques temps ; *"Abondance de pauvres, et pas de couvertures"* rétorquait avec beaucoup d'à propos le journal humoristique *Dublin Opinion*.

En fin de compte la raison qui pousse à exporter se trouve dans ce fait que 98% de tout l'argent en existence provient de prêts, de crédits liés à l'exigence d'un intérêt de 5%. Nous avons vu qu'en 1934 la monnaie fiduciaire créée par les banques en Grande-Bretagne représentait plus de 98 % des moyens de paiement en circulation, alors que la monnaie créée par l'Etat n'en représentait que moins de 2%. Or "le système ne peut fournir plus d'argent qu'il n'y en est injecté. Si un certain pourcentage des affaires réussissent à rembourser à la fois le principal et les intérêts des prêts qu'elles ont souscrits, ceci implique que les risques ou les réalités de faillites augmentent pour l'ensemble des affaires restantes".⁽³⁴⁾

Le paiement d'un intérêt sur l'argent créé comme dette implique en effet de payer plus que le disponible qui a été créé. On ne peut le faire sans emprunter davantage, et donc ce système entraîne une constante progression de la dette pour la société tout entière, et fatalement aussi que dans chaque cycle économique une certaine quantité des biens produits au cours du cycle restent sans acheteurs. Ces biens non achetés s'accroissent aussi du fait que certains membres de la société économisent et réinvestissent leurs économies. Ainsi, pendant que l'industrie se développe grâce à un nombre croissant de crédits, un surplus sans cesse croissant de biens reste sans acheteurs dans la société en question, et il y a donc un besoin constamment croissant de marchés extérieurs. Les créances augmentent cependant beaucoup plus vite que la production, et la

⁽³⁴⁾ *"The Modern Idolatry"* de Jeffrey Mark, p. 94. A propos du sujet ici traité brièvement en quelques paragraphes, on lira avec profit ce qu'écrivit Jeffrey Mark dans son livre de la page 94 à la page 164.

production s'accroît elle-même beaucoup plus vite que la distribution ; aussi l'urgence d'exporter se combine avec une incapacité grandissante des habitants du pays producteur à bénéficier du développement de sa production.

"Le résultat inévitable d'un système financier reposant sur l'usure, écrit Mr Jeffrey Mark, est la progressive accumulation de créances et la baisse correspondante du rapport entre consommation et production. Entre 1922 et 1929 par exemple, les créances aux USA ont augmenté de 76 %, contre une augmentation de la production de 33 % et une progression de 4 % seulement de la distribution des biens de consommation".⁽³⁵⁾ Le niveau de vie s'est effectivement élevé, mais à un rythme sans commune mesure avec l'augmentation de la production.

De même, la condition inévitable du commerce extérieur dans le système d'étalon-or est que chacun des pays industriellement développés doit s'efforcer d'exporter plus qu'il importe. Mais "si un certain nombre de nations ont une balance des paiements "favorable", d'autres pays l'auront obligatoirement "défavorable". Dans ces conditions, le commerce international dégénère en guerre financière au lieu de demeurer un échange de biens et de services à l'avantage mutuel des parties." (*A Twentieth Century Economic System*, p. 21) . Historiquement la Hollande au XVIIe siècle, la Grande-Bretagne aux XVIIIe et XIXe siècles et la Grande-Bretagne et l'Amérique au XXe siècle virent se développer ces cycles de prêts d'argent qui créaient automatiquement le *besoin*, opposé au désir d'expansion industrielle, cependant que les pays industriellement non-développés exploités étaient nécessairement aussi leurs victimes. Une fois que les prêteurs d'argent ont lancé le premier cycle, le processus ne peut que se poursuivre....

"Le développement de l'Empire Britannique a historiquement été une tentative réussie de créer une balance "favorable" du commerce extérieur afin de forcer ses possessions, l'Inde en particulier, à livrer

⁽³⁵⁾ Op cit., p. 110. Page 52, l'auteur cite la remarque de Mr Bassett Jones que la production s'accroît avec le temps à la troisième puissance, et la dette à la quatrième puissance dans le même temps.

leur or en paiement. Cet or évidemment fut utilisé par le système bancaire.... pour l'expansion de la masse monétaire au moyen de la création d'une dette, engendrant par conséquent des surplus de production encore plus importants, qui furent à leur tour utilisés pour extorquer encore plus d'or de l'Orient... Lorsque l'on découvrit que cette acquisition directe d'or par le commerce extérieur ne fournissait pas suffisamment vite d'aliments à la machine monétaire, démarra alors le processus des "investissements" à l'étranger. Ce processus consiste essentiellement, soit

a) à réinvestir dans le pays débiteur les dettes dues par ce pays au pays créancier par suite de la balance "favorable" du commerce d'exportation de ce dernier, soit

b) à exporter des biens sur base de nouveaux crédits...

Le véritable objectif d'un système économique, qui devrait être d'assurer l'entière distribution de la production intérieure et en sus l'échange complémentaire et équilibré de biens avec les pays étrangers, devient entièrement dépendant du processus financier, qui est à l'évidence la création d'une dette intérieure par l'expansion de la masse monétaire et la création d'une dette extérieure par le "commerce" d'exportation et "l'investissement" à l'étranger.⁽³⁶⁾

Tout le but du système financier devrait être de faciliter la production et la distribution des biens nécessaires au développement de la personnalité humaine des membres des familles, mais au lieu de cela la production et, dans une mesure beaucoup moindre, la distribution ne sont tolérées que pour faciliter le paiement d'un intérêt sur la dette préalablement créée. L'intérêt sur des prêts est devenu le but ultime du système financier, et non plus le développement de la personnalité humaine.^(*)

⁽³⁶⁾ *"The Modern Idolatry"* de Jeffrey Mark, pp. 136-138.

^(*) (NDT : Les vérités économiques fondamentales que l'auteur reprend ici de Miss Coogan et du Pr O'Rahilly ont été retrouvées et réexprimées par l'économiste Prix Nobel Maurice Allais. Dans une conférence donnée fin 2009 sur les apports de cet économiste reprise par l'excellent bulletin *Le CEP*, N° 48,49, 50, M. Bourcier de Carbon, président d'une Association pour la reconnaissance des travaux de M. Allais, a rappelé que la cause des grandes crises économiques avait déjà été identifiée au XIXe siècle par Clément Juglar dans son ouvrage *«Des crises commerciales et de leur retour périodique...»*(1862). Celui-ci écrivait : "Les crises

L'incitation à la guerre et aux destructions

Il est superflu d'insister sur la manière dont le système décrit pousse à la guerre. Comme pratiquement chaque pays souffre de "surproduction" et s'efforce d'écouler ses "surplus" que ses milliers de pauvres ne peuvent acheter, le succès d'un pays à l'exportation implique l'intensification des difficultés d'un autre. Ce que l'on nomme le progrès industriel, dans le cadre que nous venons de décrire, a pu ainsi être maintenu en exploitant les nations "arriérées". Mais aujourd'hui ces nations "arriérées" ont elles-mêmes un surplus à écouler : il s'ensuit inévitablement une lutte acharnée pour dominer les marchés de ce qui reste de pays encore sous-développés, et un état de tension permanent, dont s'applaudissent les marchands d'armes et producteurs d'armements du fait de leurs stocks et surplus particuliers. Les profits immenses réalisés par les fabricants d'armements des Etats-Unis lors de la grande guerre (de 1914-19) sont une tentation très forte pour eux de souhaiter la guerre plutôt que la paix. Ainsi, durant les quatre années qui précédèrent la première guerre mondiale, la United States Steel Corp. fit un bénéfice annuel moyen de 105 millions de dollars. Au cours des quatre années de guerre, les profits annuels de cette compagnie s'élevèrent à 239 millions de dollars. Dans ces conditions, il est difficile d'imaginer que l'un quelconque de ceux qui ont un intérêt financier dans la U. S. Steel puisse agir énergiquement dans l'intérêt de la paix.⁽³⁷⁾

Mais cela reste néanmoins possible, car il y a une autre face de la question qui a été révélée par Vincent C. Vickers dans « *Economic*

commerciales sont le résultat d'altérations profondes dans le mouvement du crédit... Qu'est ce que le crédit ? Le simple pouvoir d'acheter, en échange d'une promesse de payer ? La simple fonction d'une banque ou d'un banquier est d'acheter des dettes avec des promesses de payer... La pratique seule du crédit, par l'abus qu'on est porté à en faire, amène ainsi aux crises commerciales".

Les livres de Maurice Allais sont publiés aux Editions Clément Juglar, Paris. Maurice Allais prône la réappropriation par l'Etat de l'émission monétaire, et ses recommandations rejoignent certaines de celles exposées dans le présent ouvrage.)

⁽³⁷⁾ Les chiffres publiés des profits des sociétés durant la Grande Guerre (de 1914-18) varient selon les ouvrages.

Tribulation ». Même une puissante firme d'armements comme Vickers-Armstrong peut crouler sous la charge de la dette. "Tous les marchés étant à court de pouvoir d'achat, écrit M Vickers, le système financier pousse le monde entier à spéculer sur sa future capacité à produire plus et à vendre davantage, et en même temps à rembourser ses dettes ; et c'est essentiellement l'effort anormal de pratiquement toutes les nations pour régler ces impossibles dettes, ou du moins en payer les intérêts, qui a conduit à la confusion internationale actuelle où chaque nation cherche à échanger ses propres productions contre la monnaie d'une autre nation, mais pas contre la production de celle-ci. Car les dettes financières ne peuvent être remboursées par la production à moins que cette production ne soit échangée contre de l'argent ; la production est sans valeur pour la finance, sauf à être convertie en argent ; et l'industrie de l'argent dans le système actuel dépend presque totalement pour sa prospérité de l'endettement des autres.

"Ce que la finance ne voit pas, c'est qu'il y a une limite à l'accroissement profitable de cet endettement." "Ainsi Vickers Ltd et, comme la Banque d'Angleterre ne le sait que trop bien, Armstrong-Whitworth & Co et leurs actionnaires respectifs ont été à demi-ruinés par la guerre de 1914-18 et ses répercussions naturelles. Ceux qui prennent Vickers-Armstrong pour des profiteurs de guerre sont soit des esprits superficiels, soit ignorants des faits établis, et moi qui l'écris, j'en ai souffert et je le sais."⁽³⁸⁾

La guerre signifie la *destruction de masse indiscriminée*, mais la paix également implique la *destruction en gros et systématique*, dans le système monétaire décrit. Pourquoi ? Parce qu'ainsi les prix des stocks d'inventaires augmenteront, espère-t-on, et les producteurs pourront alors faire face en partie aux intérêts de leurs dettes auprès des banques. Nous avons vu que la production et la distribution de richesse réelle ne sont tolérées que dans la mesure où elles permettent les paiements des intérêts sur dettes. Mais la production et la distribution qui menacent d'interférer avec ce type de

⁽³⁸⁾ Op. cit. pp.68-69

règlements ne peuvent être admises. C'est à quoi servent les *tarifs et quotas*, et la constitution d'organismes de Planification économique et de Régulation du Marché, ainsi que la destruction systématique des stocks afin de diminuer et régler la production. La distribution déjà terriblement inefficace en souffre évidemment en proportion.⁽³⁹⁾ Ces tarifs, quotas et organismes sont des moyens très efficaces pour réduire la production et entraver la distribution, mais la simple destruction est plus spectaculaire et attire davantage l'attention.

"En juillet 1933 à Liverpool, écrit M Jeffrey Mark dans " *The Modern Idolatry* ", des milliers de caisses d'oranges furent jetées à la mer, car autrement, c'est " à perte qu'on les aurait débarquées".

Jusqu'au 30 avril 1932, cinq millions six cent mille sept cent vingt deux sacs de café avaient été achetés par le Conseil National du Café du Brésil pour être livrés à la destruction. Environ huit mois plus tard, le même Conseil National du Café annonça un plan de

⁽³⁹⁾ "En Grande-Bretagne, sous l'effet de la réglementation des divers organismes de régulation du marché, les producteurs durent payer de lourdes amendes s'ils produisaient trop. Jusqu'à la déclaration de guerre avec l'Allemagne en septembre 1939, les producteurs de pommes de terre par exemple étaient taxés s'ils produisaient en excès... Des fermiers aux Etats-Unis mettaient le feu à des champs de blé de leur culture pour éviter le coût de les moissonner, et sur des milliers de kilomètres carrés la terre était laissée en jachère, inculte d'une année sur l'autre... ils rendaient responsable des bas prix la politique du Federal Farm Board, acheteur de 200 millions de bushels (70 millions d'hectolitres (NDT : la mesure de blé étant aux USA en volume) pour les stocker (*Manchester Guardian*, du 7 août 1931). Ce fut l'une des causes de la grande dépression qui frappa les fermiers des USA. Dans les deux hémisphères ces années-là, on brûla du blé, on rejeta du poisson à la mer ; du coton et des pommes de terre furent réenfouis lors des labours, du café fut "noyé" ou brûlé, des fruits furent laissés pourrir sur les arbres, du bétail fut abattu et les carcasses brûlées, des machines textiles furent détruites, du lait envoyé à l'égoût... il y avait (s'il vous plaît) surproduction, alors que des millions d'êtres humains étaient sous-alimentés." Dans " *Professor Skinner alias Montagu Norman* ", pp. 217 et 181.

(NDT : Cf. la politique des quotas de la CEE et l'OMC, taxant d'amendes la surproduction du lait, limitant celle du sucre ici, abaissant le prix du blé et du maïs en Europe aux niveaux marginaux des producteurs extensifs d'Australie, de Russie, d'Inde et des USA, et de même pour le riz, ce qui détruit l'agriculture familiale jusqu'en Asie ... Pendant ce temps 1 milliard d'êtres humains dans le monde sont dits sous-alimentés, et la malnutrition frappe certains pays d'Afrique selon un dirigeant de la FAO.)

stabilisation des prix du café qui comprenait la destruction de douze millions de sacs au cours des douze prochains mois et l'instauration d'une taxe de 5 shillings par sac sur les exportations de café du pays. La décision de détruire ces douze millions de sacs de café fut adoptée à l'unanimité, d'après ce que rapporta le *New-York Times* du 7 décembre 1932...

A la mi-juillet 1933, Mr Wallace, le Secrétaire à l'Agriculture des Etats-Unis, annonça le plein succès du plan (de stérilisation des terres arables), en indiquant que dix millions d'acres de coton (quatre millions d'hectares) avaient été laissés à l'abandon afin de réduire la récolte prévue de 3.500.000 balles. 100 millions de dollars furent alloués aux fermiers américains à titre de compensation pour cette étrange méthode d'améliorer le sort d'un monde à demi affamé et mal vêtu.

"A la même époque, une longue période de sécheresse, de fortes chaleurs et des ravages dus aux criquets concoururent pour causer d'importants dommages aux récoltes de blé aux Etats-Unis, faisant en sorte, selon le *Daily Mail* du 28 juin 1933, que la nature vint elle-même en aide au Président Roosevelt pour réduire la production, facilitant ainsi la "restauration de la situation économique mondiale". L'annonce de ce triple désastre, dû à la sécheresse, à la nielle et aux criquets fut saluée par des acclamations par les fermiers, le négoce, la presse et le public à la bourse aux grains de Chicago, et il est donc clair que l'obsession universelle pour l'argent et la dette a conduit ce monde à la folie, dès lors qu'il y a plus de joie pour une récolte désastreuse que pour quatre-vingt dix-neuf récoltes abondantes."⁽⁴⁰⁾

"Des informations semblables sur le même sujet avaient été fournies par un article du " *Catholic Herald* " (de Londres) qui indiquait qu' "une caractéristique récurrente de notre économie sur base capitaliste est la destruction des fruits de la terre tenue comme méthode légitime de maintien des prix à un niveau profitable. C'est pour cette raison qu'en août 1933, entre l'Espagne et l'Angleterre, 1.500.000 oranges ont été jetées délibérément à la mer. Encore plus lamentable a été le fait que l'on a jeté dans la Clyde des hectolitres de bon lait de vache

⁽⁴⁰⁾ " *The Modern Idolatry* ", de Jeffrey Mark, pp. 30-32.

irlandais importé et débarqué à Glasgow.⁽⁴⁾ Et aussi évidemment le fait bien connu de la destruction du café du Brésil par le feu, bien que l'on ait moins généralement réalisé à quelle échelle gigantesque cette destruction a été opérée... Entre 1931 et 1936, environ 40 millions de sacs de café ont été détruits... soit quasiment la quantité qui aurait permis d'approvisionner le monde entier pendant un an et demi." Cette destruction est imposée aux producteurs sur la promesse de faire monter les cours du reste de leurs stocks de façon à leur permettre de rembourser une fraction de leurs emprunts et des intérêts dûs. Mais l'opération de destruction est elle-même coûteuse. Le Gouvernement doit, soit en provisionner le montant par une taxe, soit l'emprunter auprès des banques et le rembourser ensuite avec intérêts... par l'impôt. Dans les deux cas, ceci accroît la charge sur les producteurs et les consommateurs. "Ainsi de toute façon, écrit M. Jeffrey Mark, afin d'exercer un privilège imposé de détruire des biens qu'elle a elle-même produits et dont elle a un impérieux besoin, mais qu'elle ne peut acheter à cause d'une charge intolérable de la dette existante, la Communauté nationale est dans l'obligation d'ajouter encore à sa dette."⁽⁴¹⁾

Devant semble-t-il l'impossibilité, du moins dans l'immédiat, de contraindre les financiers à reconsidérer les fondements réels du système qui oblige le Gouvernement du pays le plus riche du monde à payer les gens pour qu'ils ne produisent pas, pendant que beaucoup

(4) (NDT : Par la concurrence d'importations imposées à l'Europe par l'O.M.C., on constate la répétition du scandale en septembre 2009 où des producteurs en Belgique, en France, en Allemagne ont détruit des millions de litres de lait pour tenter de faire remonter les prix d'achat par les laiteries industrielles, lesquelles achètent des produits lactés hors CEE, ruinant les producteurs européens en leur imposant des prix de marché inférieurs aux coûts de revient, tout cela avec la complicité de l'Organisation communautaire dite Européenne. Des producteurs sont allés distribuer leur lait gratuitement aux consommateurs, dont les contributions bénévoles se sont avérées supérieures au prix obtenus des industriels par les producteurs !

(41) Idem ci-dessus, p.32. A propos de la persistance des besoins et l'existence de nécessités au milieu de l'abondance potentielle, aux USA et en Angleterre, cf. op. cit., pp. 19-40.

sont dans un réel besoin, il y eut quelqu'un pour en tirer la conclusion logique. Le *USA Financial Chronicle* du 18 août 1934 publia la lettre suivante d'un lecteur, adressée au Rédacteur en Chef :

"Monsieur,

Un ami à moi de la Nouvelle Angleterre a un voisin qui a reçu cette année un chèque de 1.000 dollars pour n'avoir pas élevé de cochons. Aussi, mon ami, dont les affaires ne sont pas très prospères actuellement, désire-t-il se lancer à son tour aussi dans l'élevage. Il affirme que l'idée de ne pas produire de cochons le tente beaucoup. Naturellement, il aura besoin d'un employé, et c'est là que je compte intervenir...

"... Notre connaissance qui touche 1.000 dollars les a obtenus pour n'avoir pas élevé cinq cents cochons. Nous avons calculé qu'il nous sera facile de ne pas élever de quinze cents à deux mille cochons, et vous comprendrez aussitôt que nos profits éventuels ne seront limités que par le nombre de cochons que nous n'élèverons pas. La personne évoquée plus haut pratique l'élevage des porcs depuis quarante ans et n'a jamais gagné pendant toutes ces années plus de 400 dollars par an. C'est assez pathétique de devoir constater qu'il a gâché sa vie à élever des porcs, alors qu'il aurait pu gagner tellement plus à ne pas les élever.

Avec mes remerciements pour les conseils que vous pourriez nous fournir.

Bien sincèrement vôtre.

signé *Harold Trurman*⁽⁴²⁾

L'auteur de cette lettre avait évidemment saisi toute l'absurdité d'un système financier dans lequel il est plus avantageux de payer les hommes à ne rien faire que de leur donner un salaire pour produire des biens réels.

Malgré l'évidence du fait que c'est le fonctionnement défectueux du système financier qui entrave la production et les échanges mutuels de tous les biens et services disponibles, nombre d'experts financiers, nombre d'hommes politiques et d'industriels parlent de *surproduction*, mais sans jamais évoquer la *sous-consommation* par suite du manque de pouvoir d'achat.⁽⁴³⁾

(42) Cité dans "*Professor Skinner alias Montagu Norman*", de J. Hargrave, pp. 216-217

(43) "Hélas une presse dépendante de la Finance dans le monde entier persiste à rendre compte des faits de manière inexacte, comme toujours, cependant que les déclarations des membres de la profession bancaire, soit négligent la possibilité

Ces paradoxes de la *surproduction*, comme par exemple en Grande-Bretagne l'existence de réels besoins alimentaires non satisfaits, pendant que des milliers de tonnes de blé restent invendues dans les dominions et que les fermiers des dominions manquent de nombreux biens, de machines, etc. qui pourraient être fournis par les victimes du sous-emploi en Grande Bretagne, et que des navires restent à quai faute de fret à transporter, ces paradoxes sont attribués par eux à un manque d'organisation de la part des agriculteurs et des industriels et autres causes purement industrielles semblables. Ils ne peuvent certes pas attribuer ces situations paradoxales au manque de moyens de transport ou au développement insuffisant des arts et techniques de vente et de publicité. Ceux-ci sont plus que suffisants pour assurer la distribution.⁽⁴⁴⁾ Mais, ignorants des questions de réforme monétaire, ils font leurs les propositions des intérêts de Mammon : la limitation de la production et la rationalisation de l'industrie.

Terminons ce chapitre par une brève citation du "*Chaucer*" de G.K. Chesterton, qui convient tout particulièrement au sujet.

d'une cause financière à la "dépression", soit la nient formellement". "*The Modern Idolatry*" de Jeffrey Mark, p. 38.

"Des lecteurs pourront peut-être objecter ici : « comment cette conspiration du silence (de la Presse) pourrait-elle exister réellement si tout ce que dont vous accusez le système actuel est aussi clair que vous le décrivez ?... Il est difficile de croire que tant de gens se laisseraient prendre aussi facilement » ! La question initiale suggère qu'il est impossible de tromper, non seulement "tout le monde tout le temps", mais une majorité de gens pendant une période considérable. Or cette tromperie temporaire n'est-elle pas clairement évidente dans le monde d'aujourd'hui ? ... il est absolument vrai et évident que les opinions des gens sont façonnées en très grande partie par la Presse, et que la Presse, comme la plupart d'entre nous dans les conditions présentes, est sous la férule du pouvoir d'Argent... Le Pouvoir d'Argent signifie les maîtres du système monétaire actuel, les grands financiers qui dirigent ses principales opérations...qui contrôlent la machine en dirigeant les mouvements du Crédit, ce qui leur donne un pouvoir immense sur le reste de la population, sur nous tous." ("*The Root of All Evil*", de Sir Reginald Rowe, pp. 101,106)

⁽⁴⁴⁾ Le surdéveloppement de la publicité est dû à la force d'entraînement de la dette et à l'insuffisance du pouvoir d'achat dans chaque cycle économique .

"*Ces héros – écrit-il –, qui forcèrent les Portes du Couchant pour y planter les étendards d'or de l'Espagne, étaient par bonheur inconscients de ce qu'ils fixaient sur une hauteur dominant le golfe de Darien cette enseigne énigmatique que nous appelons l'Étalon-or.*" ⁽⁴⁵⁾

⁽⁴⁵⁾ "*Chaucer*", p. 244.

(NDT : Dans "*Le Secret des dieux*" d'Henry Coston, numéro spécial de *Lectures Françaises* de 1969, voici ce qu'écrivit cet auteur :

"Le désordre politique que connut l'Amérique latine au cours des cent cinquante dernières années, entraînant le chaos financier, contraignit les gouvernements à céder de plus en plus aux intérêts étrangers" ... "Mais c'est surtout à la faveur de la deuxième guerre mondiale que le capitalisme américain s'est implanté en Amérique du Sud au détriment de ses concurrents européens, principalement britanniques" (qui précédemment avaient supplanté l'Espagne via les révolutions maçonniques) "L'intervention du *Big business* n'a fait qu'accroître dans des proportions énormes les déséquilibres économiques des nations latino-américaines. En majorant les prix des articles manu-facturés qu'ils leur livrent et en bloquant les prix des matières premières tirées d'eux, il aggrave singulièrement le déficit de la balance commerciale des pays intéressés. Ainsi l'économie des pays latino-américains connaît-elle une alternance brutale de phases qui pourraient être satisfaisantes et de périodes de quasi faillite. Par exemple, 84 % des exportations en valeur sont constituées en Colombie par le café, 95 % en Equateur par la banane et le café, et 40 % au Pérou par le coton et le sucre ..." "La fluctuation des prix (en Amérique latine) revêt chaque année une grande ampleur, 14 % en moyenne, poursuit M. de Madariaga, que cite Henri Coston. Il suffit que les prix subissent une diminution de 14 % pour que les bénéfices disparaissent et que l'équilibre de la balance commerciale déjà précaire soit rompu. Ainsi certaines années, écrit J. P. Blancpain dans la *Revue Economique de Madagascar* cité dans *Problèmes Economiques* n°1046 de janvier 1968, on arrive à exporter beaucoup plus pour finalement gagner beaucoup moins".....

"L'aide financière des Etats-Unis n'a pas été un moyen de surmonter la crise. Au contraire, (elle a servi à lier encore plus étroitement ces pays à leur déficit et aux capitalistes US) puisque les intérêts payés finissent par dépasser le montant même des emprunts (ou des crédits alloués !) : ils représentent pour certains pays sud-américains la moitié des ressources nouvelles. Les prêts de la Banque Mondiale pour la Reconstruction et le Développement (désormais renommée la BIRD) qui atteignaient (en1969) 2 milliards et demi de dollars n'ont d'ailleurs été affectés qu'en partie au développement de l'agriculture et de l'industrie, à peine 14 %.

"M de Madariaga donne ces précisions qui en disent long sur les résultats de la colonisation économique de l'Amérique latine par le grand capital financier américain :

Flux financiers de l'Amérique Latine de 1945 à 52

Année	Entrée de capitaux en M\$	Sorties de capitaux en M \$	Intérêts versés, etc. en M \$
1945	333	88	543
1951	688	142	875
1952	432	150	682

"Pendant la période 1950-53, ajoute-t-il, les investissements nets des Etas Unis et de l'InterAmerican Bank of Development atteignirent une moyenne annuelle de 422 millions de dollars, tandis que les charges financières dudit capital s'élevaient à une moyenne annuelle de 631 millions de dollars. Par conséquent c'est l'Amérique latine qui exporte en fait des capitaux aux USA, et comme cette exportation n'est pas due à une augmentation de l'épargne de l'Amérique latine, il en résulte une perte de capital pour elle." (En fait la substance vive de l'Amérique du Sud est vidée par le Capitalisme financier US, et l'on comprend alors aussi pourquoi les USA après la IIe guerre mondiale ont forcé les Européens à abandonner leurs colonies, pour laisser la place à des pouvoirs locaux maçons, communistes, corrompus, et au services du grand capital juif US ou manipulables par lui). (suite de la note page suivante)

"Le même auteur cité, Madariaga, reproduit les montants des échanges financiers fournis par la Commission Economique pour l'Amérique latine, d'après le Survey of Current Business de l'US Département of Commerce, mars 1961 :

Bilans des investissements US en Amérique latine de 1955 à 59

	Année :	1955	1956	1957	1958	1959
Capital US investi en Amérique latine, M \$		357	915	1.563	932	608
Intérêts et charges payés par l'Amérique latine aux USA, M \$		780	893	986	730	697

"..... Cette situation n'est possible que parce que le *Big Business* jouit de complicités puissantes dans les pays qu'il exploite... La classe ancienne aristocratique des gens fins, distingués, européanisés (et catholiques des grands propriétaires terriens) exerce aujourd'hui moins d'influence dans l'Etat que les ploutocrates de la nouvelle classe... Mais même les hautes classes, bien que très espagnoles de tempérament, mènent désormais un mode de vie très américanisé, "Way of life" qui se diffuse (s'est diffusée) dans la classe moyenne. (NDT : C'est aussi l'effet de quinze ans de propagande de l'Opus dei du marrane Balaguer auprès des jeunes universitaires catholiques et des élites (autorisé par Pie XII !), qui s'est attaché à empoisonner ces élites par le libéralisme, l'affairisme, le matérialisme...)"Qui sont ces élites

dirigeantes actuelles, poursuit H. Coston : constituées d'immigrés de fraîche date (Juifs venus d'Europe juste avant la IIe guerre mondiale) et de créoles enrichis : les Beltran, Garcia Miro, Miro Quesada, Wiese, Hohagen, Prado et Perelman du Pérou ; les Patino, Aramajo et Hotschild de Bolivie, rois de l'étain ; les Bamberg du Groupe Quilmes, les Wertherim qui trustent les ranches..., et les Julio Korn de l'empire pharmaceutique, immobilier, cinématographique et de presse, crépus de l'Argentine ; les Lafer, Israel Kabin au Brésil, les Sourasky au Mexique, et bien d'autres encore qui ont depuis établi d'immenses fortunes, fidei-commis ou agents de la haute finance US. Ils bénéficient du système d'exploitation en chaîne qui a besoin de la misère des masses rurales et urbaines pour disposer d'une main d'œuvre à bon marché."

NDT : Cette main d'œuvre qu'exploite par exemple telle marque bien connue qui fait fabriquer ses articles de sport au Brésil, revendus aux Américains et aux Européens au prix de nos pays, d'où des bénéfices extraordinaires. Même chose des importations de Chine, du Viet-Nam, du Bangladesh, etc. D'où la propagande forcenée pour la "liberté du commerce international", la suppression chez nous, imposée par la tutelle US et ses organes, des taxes douanières, et les incantations répétées contre tout retour au protectionnisme !

La situation décrite par l'article de *Lectures Françaises* était celle des années 60, mais si l'on prend l'étain et le cuivre ou le pétrole brut, c'est la même politique, aggravée par le système de l'étalon-dollar comme on l'a lu sous la plume de nombre de spécialistes de science financière. La politique des organismes internationaux, la Banque Mondiale et la FAO, depuis la guerre a visé à faire remplacer les cultures vivrières individuelles ou collectives par des cultures industrielles. Celles-ci tombent sous la dépendance des fluctuations des cours mondiaux et prolétarisent plus réellement la paysannerie locale, qui auparavant vivait sans guère besoin d'argent. Le fait a été dénoncé en 2008 par un ancien ministre de Mauritanie, pays que la Banque Mondiale a poussé dans la voie de l'industrie de la pêche maritime pour l'exportation, activité qui fut étranglée la même année par la flambée des prix du pétrole, pendant que le prix du riz importé flambait : le peuple comme l'Etat étaient ainsi ruinés et affamés).

CHAPITRE XIX

LES PRINCIPES ÉCONOMIQUES DE SAINT THOMAS D'AQUIN
ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTALON-OR

Sous avons vu les principes de St Thomas en matière de Politique et d'Economie. Appliquons-les au fonctionnement du système monétaire de l'étalon-or, en commençant par ses principes économiques.

L'usure ou l'étalon-or envisagé du point de vue
de sa causalité efficiente ⁽¹⁾

En examinant cette question, il nous faut garder à l'esprit le texte du Pape Léon XIII dans son Encyclique *Rerum Novarum* (1891) où il insiste sur l'existence toujours actuelle de l'*usure*, bien que sous un déguisement différent de celle de jadis. Après avoir insisté sur le fait que l'abolition des Guildes et une liberté sans frein donnée à une concurrence débridée ont ouvert la voie à l'assujettissement des travailleurs pauvres à une petite minorité d'hommes riches, il ajoute : "Le mal s'est accru de par l'usure rapace, qui, bien que plus d'une fois condamnée par l'Eglise, est néanmoins toujours pratiquée, bien que sous un déguisement différent mais toujours avec la même injustice, par des hommes cupides et âpres au gain."⁽²⁾ Il poursuit alors en relevant que le mal en question, c'est à dire la croissance d'un vaste prolétariat dépourvu de biens propres et assujetti à un petit nombre d'hommes fortunés, a été encore aggravé par l'apparition de puissants monopoles contrôlant les entreprises et les

(1) On peut aussi bien dire qu'il s'agit d'envisager la monnaie moderne du point de vue de la causalité efficiente, puisque l'on traite de la création de monnaie ou moyen d'échange.

(2) Les propres termes du Pape sont : "Malum auxit *usura vorax* quae non semel Ecclesiae iudicio damnata, tamen ab hominibus avidis et quaestuosis *per aliam speciem exercetur eadem*".

matières premières. L'usure par conséquent, selon le Pape Léon XIII, non seulement existe encore de nos jours, mais a joué un rôle énorme en privant les masses de toute propriété et en concentrant celle-ci aux mains de quelques uns.⁽³⁾

De nombreux auteurs tiennent avec le P. Lamarche, O.P., que "les opérations de prêt moderne sont constituées de telle manière que toujours et partout elles s'accompagnent de titres extrinsèques justifiant l'intérêt."⁽⁴⁾ Ils soutiennent donc que, sauf dans le sens d'un intérêt exorbitant, l'usure n'existe pas, parce que des titres extrinsèques justifiant un certain taux d'intérêt sont toujours présents. Pour ces auteurs cependant, la monnaie, en tant que chose fongible, a une existence indépendante du prêteur et de l'emprunteur.⁽⁵⁾ D'autres auteurs font remarquer que quatre des titres extrinsèques⁽⁶⁾ ne s'appliquent réellement que lorsque le prêteur d'argent donne de l'argent préexistant, créé indépendamment de lui et qu'il a réussi à acquérir par son industrie. Le Pr Soddy l'exprime dans son style clair habituel : "Les maux de l'usure originelle du Moyen-Age, écrit-il, de par le manque de métaux précieux et l'insuffisance de moyens de paiement, criaient vengeance au ciel.

(3) Le Pape Pie XI dans son Encyclique *Quadragesimo Anno* n'emploie pas le terme d'usure, mais parle du terrible pouvoir de ceux qui sont les maîtres du Crédit, et il ajoute au paragraphe suivant que ceux qui survivent dans la lutte économique "sont seulement ceux qui sont les plus forts, ce qui veut souvent dire ceux qui se battent le plus implacablement, qui accordent la moindre attention aux impératifs de la conscience". On doit noter que le Code de Droit canon spécifie les pénitences à infliger à ceux qui se sont rendus coupables de crimes tels que l'homicide, l'usure, le trafic d'esclaves, etc.

(4) "*La Justice et le prêt à intérêt*" (p.17), par le P. Lamarche, O.P., (Société d'Etudes Religieuses, Liège). La même ligne d'argumentation est suivie par le P. Lewis Watt, S.J., p.15 d'une brochure publiée par la *Catholic Social Guild* (Oxford) sous le titre "*The Ethics of Interest*".

(5) "Une chose fongible est une chose qui périclite dans son objet naturel lors de l'usage pour lequel elle est faite. L'usage normal d'un pain est d'être mangé... le pain est donc une chose fongible." (P. Lewis Watt, S.J. Op. cit., p. 2).

(6) *Lucrum cessans* (l'arrêt du gain que rapportait l'argent avant d'être prêté s'il était donné à faire fructifier ailleurs), *damnum emergens* (le risque de dommage lié au prêt), *periculum sortis* (risques de non-remboursement) et *poena conventionalis* (risque de retard de remboursement) : voir p. 58 du présent ouvrage.

Mais les vrais usuriers d'alors renonçaient effectivement au moins à ce qu'ils prêtaient et ce pour quoi ils recevaient un intérêt, ce que le banquier ne fait pas. ... Il est déjà assez fâcheux d'être sous la coupe du prêteur qui vous prête son propre argent, mais c'est mille fois pire d'être sous la coupe d'un prétendu prêteur d'argent qui ne prête pas son argent mais le crée pour le prêter, et qui détruit les moyens de remboursement aussi vite que les débiteurs réussissent à rembourser".⁽⁷⁾

Sir Reginald Rowe dit implicitement la même chose, à savoir que le moyen d'échange est créé et annulé de la manière calculée au mieux pour assurer du profit aux créateurs. "Ce sont les importantes variations des taux d'intérêt, écrit-il, provoquées dans le passé par la ruée internationale sur l'or, qui me semblent largement responsables des maux actuels, y compris d'un monde en guerres continuelles. A l'intérieur, elles sont le moteur des alternances d'inflation et de déflation, alternances qui frappent et pénalisent tout le monde à l'exception du commerce d'argent qui y gagne finalement dans les deux sens. Les entrepreneurs, qu'ils soient négociants ou fabricants, sont au total pénalisés, et tous les salariés qui représentent la vaste majorité souffrent à l'excès."⁽⁸⁾

Naturellement, le Pr Soddy et Sir Reginald Rowe, comme tous les auteurs qui traitent des questions monétaires modernes, admettent que les banques aient droit de se faire payer le service rendu dans la création du moyen d'échange, et que d'une certaine manière elles ont un titre valide à prélever un certain pourcentage pour les prêts.⁽⁹⁾ Ceci est l'équivalent de la *Lex civilis* ou titre à la loi civile des théologiens. La fonction bancaire étant un service public, on accorde que les

⁽⁷⁾ "The Role of Money", p. 77.

⁽⁸⁾ "The Root of All Evil", p. 94. Les italiques sont de l'auteur, le P. Fahey.

⁽⁹⁾ La *Lex civilis* ou titre de la Loi civile est souvent mentionné comme un titre extrinsèque qui justifie le prêteur à demander un intérêt sur un prêt. Le Dr Cleary (dans "The Church and Usury", p.193) relève que "c'est la seule exception à la règle générale que les titres extrinsèques sont réductibles à des titres de compensation." Les théologiens sont divisés sur l'explication de la validité de ce titre. Toutes leurs discussions, comme déjà relevé, supposent l'existence indépendante de l'argent ou moyen d'échange.

banques ont un droit à une rémunération raisonnable ; mais, comme le fait remarquer le Pr O'Rahilly, le terme intérêt ne peut s'appliquer aux prélèvements des banques pour l'émission de monnaie bancaire.⁽¹⁰⁾ Une rémunération modérée pour le service rendu est donc justifiée. Mais les banques s'en contentent-elles ?

Sir Reginald Rowe exprime l'attitude d'esprit d'un nombre croissant de ceux qui étudient le système bancaire, lorsqu'il écrit : "Les nouveaux économistes ne sont pas prêts à admettre que la fonction bancaire ne puisse opérer à bien meilleur marché ; mais, même en admettant que le coût de l'administration bancaire ne puisse être réduit, ils tiennent pour une erreur fatale que la création et la destruction de la monnaie soient laissées à des entreprises privées, propriétés d'actionnaires. Les banques publient leur bilan, mais pas de comptes de profits et pertes⁽¹¹⁾. Leurs opérations sont dans l'ensemble tenues secrètes, et leurs bilans laissent beaucoup de choses dans l'ombre. Par leur pouvoir de production du Crédit, elles réussissent toujours à payer un dividende de 15% (montant qui au jugement de leur direction semble ne pas devoir risquer d'alarmer le public), ou tout autre généreux dividende compris dans des limites raisonnables".⁽¹¹⁾ Il faut noter que la monnaie créée par l'Etat, par exemple les pièces d'argent et de cuivre, circule sans que l'on doive payer d'intérêt sur elle, alors que la monnaie bancaire assure un dividende de 15 % sur sa circulation. Si un taux d'intérêt modéré peut être justifié pour le service rendu de créer de la monnaie, tous les auteurs catholiques conviennent qu'un taux d'intérêt excessif est usuraire.

Mais il est cependant peu probable que c'était à cela que faisait allusion le Pape Léon XIII lorsqu'il déclara qu'elle (l'usure) était réapparue sous un déguisement nouveau, car c'est là une vieille

⁽¹⁰⁾ Le terme intérêt, dans le cas de création et d'annulation de moyen d'échange par les banquiers modernes, désigne les frais du service de cette fonction. C'est l'emploi d'un vieux terme en un sens nouveau. (Cf "Money" du Pr O'Rahilly, pp. 102 et 272)

⁽¹¹⁾ (NDT : c'était le cas alors ; aujourd'hui les banques publient leurs comptes de profit et pertes.)

⁽¹¹⁾ "The Root of All Evil", p. 108

forme d'usure. Il nous semble que la manière dont l'usure est réapparue aux temps modernes "sous une autre forme" se réfère aux modifications arbitraires du volume du moyen d'échange opérées par ceux qui ont la maîtrise en chef du système monétaire. Que l'on comprenne bien que je vise là exclusivement "les dirigeants financiers qui en commandent les opérations majeures", pour utiliser les termes de Sir Reginald Rowe.⁽¹²⁾ La déflation après la grande guerre (de 1914-18) qui frappa si durement les fermiers irlandais n'était sûrement pas l'œuvre d'une loi inexorable de la nature comme la sécheresse en Australie. La monnaie est sous le contrôle de l'intelligence et de volontés humaines, et il y a donc eu des intelligences et des volontés responsables de la "rareté de l'argent" dont a parlé le Pape Pie XI dans son Encyclique *Sur les troubles de notre temps*.⁽¹³⁾

Dans son livre "*Interest and Usury*" publié en 1943 par l'American Council on Public Affairs (Washington D.C.), le RP. Bernard Dempsey, S. J., semble aussi estimer que la déflation est usuraire. Voici ce qu'il écrit, p.208 : "La déflation ne se posa pas à eux (aux scolastiques) comme un problème d'acuité... Dans l'hypothèse où les prêts et les fonds créés seraient *tous aux mains d'un seul*, les scolastiques n'approuveraient certainement pas le fait qu'*une seule personne puisse faire rappeler simultanément tous les prêts*, entraînant des ventes forcées, une avalanche de pseudo-coûts et l'effondrement financier, pour racheter ensuite les actifs. Là encore, il s'agirait d'un gain illicite au moyen d'un prêt, et le fait d'imposer son prix par le rappel d'un prêt ne serait pas moins répréhensible que de faire payer un prix plus élevé pour un bien que le vendeur a financé par un prêt n'impliquant pas de risque de perte émergente. Bien que l'École n'ait pas été confrontée à ce problème, on peut légitimement penser qu'ils

⁽¹²⁾ "*The Root of All Evil*", p. 102. Les cadres de rang inférieur ne peuvent être tenus pour responsables que dans la mesure où ils connaissent le fonctionnement du système dans son ensemble et où ils peuvent réagir.

⁽¹³⁾ Encyclique *Caritate Christi Compulsi Sur les troubles de notre temps* (du 3 mai 1932). Le texte latin est *pecuniae caritate*, qui peut se traduire par "rareté ou cherté de l'argent".

auraient condamné de telles pratiques aussi vivement qu'ils condamneraient la dépréciation monétaire par envoi de pseudo-gains sur le marché."

"Ce sont les grands financiers, les traiteurs d'argent en gros, écrit Sir Reginald Rowe, qui sont les maîtres de la machine en dirigeant les mouvements du Crédit, et cela leur donne un immense pouvoir sur nous tous ... Ces personnages qui ont la maîtrise en chef de la monnaie sont peu nombreux, mais l'armée qu'ils commandent est grande, car elle comprend tous ceux dont le gagne-pain est lié aux mouvements d'argent. A mon sens, la plupart des leaders de la finance sinon tous comprennent parfaitement bien le problème, mais ils préfèrent l'écarter le plus possible de leur esprit et tout autant de l'esprit d'autrui. ... Dans le petit personnel et l'encadrement moyen (de l'armée des métiers d'argent), il n'y en a probablement pas un sur cent qui comprenne tant soit peu le problème. On écrit des ouvrages sur le sujet, mais ils ne les lisent pas, et la Presse n'en parle pratiquement jamais... Néanmoins, je pense que beaucoup d'entre eux commencent à avoir des doutes et à se demander si le système financier actuel est satisfaisant.

"La Presse est énormément capitalisée ; elle doit payer des intérêts sur son capital et doit se financer à vaste échelle, ce qui est si apprécié du pouvoir financier. Devant la naïve ignorance actuelle du public, aucun journal important n'oserait affronter et provoquer le pouvoir financier de crainte des conséquences. Nos fabricants de crédit, les banques, qui elles-mêmes sont au service des gros financiers, pourraient aisément briser une telle révolte en donnant un tour de vis au Crédit."⁽¹⁴⁾

Des modifications arbitraires de la masse monétaire ou volume du moyen d'échange entraînent la hausse ou la baisse des prix. Le pouvoir de modifier le volume du moyen d'échange est donc le pouvoir de changer les termes de tous les contrats impliquant des règlements futurs. Le montant du moyen d'échange est augmenté

⁽¹⁴⁾ "*The Root of All Evil*", pp. 102-103.

lorsque l'agrégat des prêts accordés est supérieur à l'agrégat des prêts remboursés ou réclamés, ce qui se passe lors des phases d'expansion du Crédit. Le montant du moyen d'échange est réduit lorsque l'agrégat des prêts accordés est inférieur à celui des prêts remboursés ou réclamés, ce qui a lieu lors des phases de contraction du Crédit. Un intervenant du contrat de prêt, la Banque Centrale, qui est maîtresse de l'émission de la monnaie du Crédit, a donc le pouvoir de modifier la valeur de la monnaie comme mesure des choses à vendre. C'est ainsi la même chose que si un homme vendant un cheval à quelqu'un conservait en même temps le pouvoir de changer l'animal en un âne ou une mule dans la quinzaine qui suit, ou plus tard, à sa convenance. Le mètre-étalon ou le kilogramme-poids ne sont pas, eux, ainsi modifiables au gré de l'acheteur ou du vendeur. L'une des parties contractantes, la Banque Centrale, joue de l'accordéon avec le moyen d'échange et peut ainsi doubler l'intérêt de 5% Il n'est pas question de titre extrinsèque dans ce cas-là : il s'agit purement et simplement d'usure, sous un déguisement nouveau.

C'est le point de vue exprimé par M Arthur Kinston dans un passage de "*A Fraudulent Standard*", publié en 1917, où il évoquait les plans des grandes compagnies bancaires et financières qui avaient investi de fortes sommes dans les emprunts de guerre de doubler la charge de la dette de guerre d'un simple trait de plume. Elles projetaient de réaliser cela, disait-il, au moyen d'un retour à l'étalon-or, qui modifierait ainsi la valeur de la £ sterling par rapport au cours auquel ces emprunts avaient été contractés. Ainsi, ajoutai-il, en dépit d'un taux nominal d'intérêt inchangé de 5%, par cette méthode de trafiquer la valeur du sterling ces investisseurs en fait recevront du 10% sur leur investissement initial.

Le retour à l'étalon-or eut lieu en 1925, et les contribuables durent dès lors vendre deux moutons au lieu d'un pour payer l'intérêt, bien que le nominal de la dette et du taux d'intérêt étaient restés inchangés. Voilà ce qui à coup sûr semble être usuraire, et ce même phénomène accompagne toutes les phases d' "expansion " et de "récession" ou d'inflation et de déflation qui constituent le fonctionnement normal du système d'étalon-or. Les conséquences de la baisse des prix sont des faillites d'entreprises, le chômage et des

saisies en masse, avec un accroissement inévitable du pouvoir et de la mainmise des financiers.

"*L'inflation*, dit M Jeffrey Mark dans "*The Modern Idolatry*", est la toile d'araignée de la Finance, et la déflation la mastication de la mouche humaine " (15)

Il n'est pas inutile d'ajouter encore quelques autres témoignages à celui d'Arthur Kitson sur les effets du retour à l'étalon-or en 1925.

"L'augmentation de la dette nationale due à la guerre (de 1914-1918) d'environ 8. 000 millions de £, écrit le Pr Soddy, a été engagée en monnaie dépréciée, la valeur de 1 £ en termes de marchandises représentant moins de la moitié de sa valeur d'avant guerre, et si l'émission monétaire avait été faite correctement la dette n'aurait pas atteint la moitié de ce montant... A cette calamité, le Comité Cunliffe proposa de porter remède par une seconde calamité pire encore que la première (le retour à l'étalon-or), qui impliqua d'escroquer tous les débiteurs au profit des créanciers profiteurs de la guerre, car les dettes et l'intérêt sur les dettes ne sont en fait pas payés en livres sterling mais en produits et en services que les livres sterling permettent d'acquérir. Mais tout cela est désormais trop connu, et la sordide affaire ne peut plus être cachée." (16)

(15) "*The Modern Idolatry*", p. 287

(16) "*The Role of Money*", pp. 78,80

Dans son beau livre "*Alternative to Death*", le comte de Portsmouth fait la distinction entre le système et les hommes qui le font fonctionner. "La démocratie actuelle, écrit-il, est virtuellement une fiction. Les véritables dirigeants sont le petit groupe de personnages souvent inconnus qui ont la maîtrise de presque tous les moyens affectant les questions politiques... Aucun autre pays au monde probablement n'a à la tête de son système bancaire des hommes aussi capables et aussi intègres que le nôtre. L'une des raisons pour lesquelles le diable n'a jamais été assez visible pour provoquer la révolte est à coup sûr le fait que quelques uns des hommes parmi les plus honnêtes ont consacré en toute sincérité leur vie à l'élaboration de ce système néanmoins malhonnête. Parce qu'ils n'ont que très rarement été trop cupides, ils ont fait fonctionner le système suffisamment bien pour masquer notre descente vers l'état servile par d'imperceptibles pas ... Mais pendant qu'ils continuaient à faire tourner un tel système fondé sur un pouvoir sans responsabilités et un profit sans production, la misère et le déclin ont marché en tête de la procession du progrès moderne."

Mr Reginald McKenna est tout aussi sévère que le Pr Soddy ou Arthur Kitson quant à l'injustice du retour à l'étalon-or. Dans l'une de ses Adresses en tant que Président de la Midland Bank, il exposa très clairement au peuple anglais ce que cette mesure signifiait : "Examinons la politique de déflation monétaire, déclara-t-il. Supposons qu'elle eût été praticable en ramenant les prix de manière permanente à leur niveau d'avant guerre. Quelle sorte de charge représenterait alors la dette nationale ? Elle s'élève aujourd'hui à 7.770.000 £, contractée pour sa plus grande partie alors que la monnaie valait beaucoup moins qu'avant la guerre. Les prix étant ramenés à leur niveau antérieur, la charge de la dette serait plus que doublée ; en d'autres termes le créancier recevrait une énorme prime aux dépens du débiteur... Un tel résultat serait scandaleux en regard de tout principe d'équité et de propriété économique."⁽¹⁷⁾

Dans "*Economic Tribulation*" de Vincent C Vickers, qui fut gouverneur de la Banque d'Angleterre, l'injustice de la politique déflationniste poursuivie après la grande guerre (de 1914-18) est également dénoncée en ces termes : "N'avons-nous pas émis des emprunts de guerre et laissé se développer l'inflation monétaire, puis opéré la déflation au bénéfice des prêteurs d'argent ?"

Les lecteurs se souviendront des effets désastreux sur les fermiers irlandais de la déflation d'après guerre. Beaucoup d'entre eux, encouragés par les prix élevés durant la période 1914-1919,

⁽¹⁷⁾ Cité par A. N. Field dans "*The Truth about the Slump*", p. 109. Au même endroit, Mr Field ajoute : "Pour bien voir que Mr McKenna était dans le vrai, il suffit de se reporter au dossier du *Statist* de Londres de juillet dernier. Dans un article publié ce mois là, le *Statist* attirait l'attention sur le sens de la baisse des prix dans le poids de la dette dont la Grande-Bretagne est débitrice vis à vis de l'Amérique. Cette dette avait été consolidée en 1923 à 945. 205. 000 £. Depuis, 35.755.000 £ avaient été remboursés, laissant pour solde dû 909. 452. 000 £. L'indice des prix du *Statist* en 1923 était 133 ; en juillet dernier il était à 98. Ainsi, la somme restant due au titre de la dette, si ajustée à la valeur de la monnaie de 1923, serait de 1.234.256. 000 £, soit 289. 051. 000 £ de plus que le montant originel. Le poids actuel s'est encore considérablement accru par rapport à juillet dernier, et les maîtres de l'or peuvent jouer à leur gré avec le poids des dettes mondiales". Le livre de M Field ayant été publié en 1931, on peut penser que "juillet dernier" faisait référence à juillet 1930.

achetèrent des exploitations plus grandes à l'aide de crédits bancaires. Quand survint la déflation, ils découvrirent qu'ils avaient à payer toujours le même montant nominal d'intérêts, alors que les prix de ce qu'ils avaient à vendre avaient été pratiquement réduits de moitié. Ainsi l'intérêt, bien que resté nominalement identique, avait en fait à tous égards été doublé. Il leur fallait vendre deux fois plus de blé qu'avant pour en régler le montant. C'est précisément l'exemple choisi par C.V. Vickers dans l'extrait tiré de "*Finance in the Melting Pot*" qu'il cite dans le dernier chapitre. "Un fermier, dit-il, qui en 1920 emprunta à sa banque une somme équivalente à cent sacs de blé, était dans l'obligation de vendre deux cents sacs de blé quelques années plus tard pour rembourser le prêt en question, du simple fait que nous étions revenus à l'étalon-or à l'avantage de la Cité de Londres."

A.N. Vickers décrit une situation similaire en Nouvelle Zélande, et l'illustre de quelques exemples simples : "Ces deux phénomènes d'augmentation (inflation) de la masse monétaire et de décroissance (déflation) de la masse de la monnaie sont de grands maux publics. Des deux, la déflation est de loin le pire. En période ordinaire d'inflation, les actifs, les producteurs, sont avantagés, alors que les inactifs et les improductifs tels que les bénéficiaires de rentes d'intérêts sont lésés. En période de déflation, c'est l'inverse : les producteurs et les actifs souffrent, pendant que les rentiers reçoivent plus que leur part.

"Supposons, par exemple, que le fermier Robinson ait, il y a cinq ans, acquis une exploitation et qu'il ait compté pouvoir rembourser son emprunt hypothécaire avec un tiers de son revenu brut d'exploitation, vivre lui et sa famille avec le deuxième tiers du revenu, et pouvoir disposer du troisième pour l'investir dans la ferme. Bien, et supposons maintenant — et cela ne demande pas trop d'imagination — que le revenu de l'exploitation du fermier Robinson ait baissé de 50% suite à la chute des prix de ce qu'il produit (chute due à la déflation). Il reçoit désormais 50 £ pour ce qu'il vendait auparavant pour 100£. Ses remboursements d'emprunt hypothécaire restent cependant les mêmes qu'avant, et sur les 50 £ il doit pour y faire face réserver 33 £ 6 s. 8 pence. Il ne lui reste pour vivre et

améliorer sa ferme que 16 £ 13 s. 4 pence en lieu et place de 66£ 13 s. 4 pence sur lesquels il escomptait initialement. Autrement dit, le coût financier, qui auparavant prenait un tiers du revenu de sa production, prend désormais les deux tiers de son revenu réduit. C'est globalement la situation actuelle des fermiers de Nouvelle Zélande."⁽¹⁸⁾

Dans la préface de son livre "*Economic Tribulation*" déjà mentionné, M Vickers, qui fut gouverneur de la Banque d'Angleterre de 1910 à 1919, écrit : "Depuis ce jour de 1926 où, non pas par arrogance mais en toute humilité, j'estimai de mon devoir de déclarer à Mr Montagu Norman, le Gouverneur de la Banque d'Angleterre, que "dorénavant j'allais m'opposer à lui et à l'étalon-or et à la Banque d'Angleterre jusqu'à ma mort" – (et je me souviens parfaitement des termes de sa réponse) – j'ai été un ardent partisan de la réforme monétaire. Quelques années après, je démissionnai du poste que j'avais longtemps occupé à la direction de la Vickers Ltd ; depuis lors, j'ai dépensé beaucoup de temps et d'argent à plaider pour une réforme du système monétaire... En quinze années, rien n'a pu faire modifier mes vues. Je persiste à penser que le système existant est activement néfaste à l'Etat, crée de la pauvreté et du chômage et est une cause profonde de guerre."

On voit donc quel rôle important a joué cette plaie ancienne sous un déguisement nouveau qui a amené la masse des gens à tomber dans la sujétion des quelques manipulateurs de la monnaie. De fait, employeurs et employés sont tous plus ou moins désormais à la merci de ceux qui sont les maîtres de la Finance.⁽¹⁹⁾ Et toute la guerre des classes du mouvement collectiviste, aussi bien socialiste que communiste, a été utilisée par la Finance comme un simple

⁽¹⁸⁾ "*The Truth about the Slump*", pp.12-13

⁽¹⁹⁾ Cf. les extraits du Rapport de la Commission Pujot, rendu public aux USA en 1913, cités dans "*The Mystical Body of Christ in the Modern World*", p. 306. D'après ce Rapport, cinq maisons de banque contrôlaient pas moins de cent dix neuf banques et compagnies industrielles. Selon M Jeffrey Mark dans "*The Modern Idolatry*" (1934) p.123, les dirigeants de huit banques new-yorkaises détenaient à eux seuls deux mille postes d'administrateurs dirigeants d'industries.

instrument pour consolider sa domination aussi bien sur les employeurs que sur les employés.

La liberté personnelle exige le retour de la solidarité du Corps Mystique du Christ entre employeurs et employés, avec la réforme du système monétaire qui tend à les asservir tous deux. Les projets socialiste et communiste de réforme monétaire se bornent pratiquement tous à l'instauration d'une Banque d'Etat ayant la maîtrise exclusive du Crédit. Ceci en final signifie l'esclavage sous le despotisme des financiers qui manœuvrent les mouvements socialiste et communiste et qui manipulent le Crédit.⁽²⁰⁾

La monnaie comme mesure stable des choses à vendre, ou l'étalon-or considéré du point de vue de sa causalité formelle

On a vu que, selon saint Thomas, la monnaie est destinée à être une mesure stable des choses à vendre. La monnaie doit donc être de valeur plus stable que le reste. La stabilité des niveaux de prix devrait aussi être l'objet d'une vigilance constante du Gouvernement. Or, compte tenu de ce que l'on vient de voir, il est inutile d'insister davantage sur le fait que le fonctionnement du système de l'étalon-or n'a pas rendu stable le niveau des prix.

A l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Midland Bank tenue le 29 juin 1932, Mr. Reginald McKenna se déclara "incapable de donner un sens quelconque à l'expression "saine (ou bonne) monnaie", si ce n'est qu'une "saine" unité de monnaie devrait toujours être d'une même valeur lorsque mesurée par l'agrégat des choses pour lesquelles la monnaie est dépensée.... Examiné de ce point de vue, quel étalon pourrait avoir été plus clairement défaillant que l'étalon-or ces dernières années ?" Il ajouta encore : "Si l'étalon-

⁽²⁰⁾ "Les membres du Parti Travailleurs, à quelques importantes exceptions près, en appelant à la nationalisation des banques semblent si aveugles sur ce que visent les banques, pour autant qu'on le sache, que même si cette nationalisation avait lieu, ils deviendraient contre leur gré les esclaves du système" ("*The Root of All Evil*" de Sir Reginald Rowe, p.109)

(NDT : De fait, les leaders travaillistes et autres socialistes et des autres partis ne sont pas tous des aveugles, mais des paravents cyniques de la ploutocratie : il suffit de constater qui sont leurs "conseillers".)

or ne peut fonctionner sans déprimer et ruiner l'activité économique, il serait logique d'en rechercher un autre (étalon monétaire) qui soit meilleur... mais les autorités financières mondiales, avec leurs traditions profondément ancrées et leurs pratiques établies de longue date, ne se laisseront pas facilement entraîner à examiner la question en toute objectivité."

Comme Sir Reginald Rowe, Mr McKenna semble d'avis que "si les banques visaient au maintien des niveaux de prix... il n'y aurait pas à chercher d'autre solution".⁽²¹⁾

Une relative stabilité des prix tout en gardant le lien avec l'or fut maintenue en Grande Bretagne après 1931, mais en dépit de l'opinion de Mr McKenna la situation fut loin d'être satisfaisante. Il y avait des kilomètres de chômeurs,⁽²²⁾ dont le nombre ne diminuait guère dans les années qui suivirent. Des crédits étaient accordés à

⁽²¹⁾ "The Root of All Evil", p.108

⁽²²⁾ "Si tous les hommes, les femmes, les jeunes gens et jeunes filles, au total 2.825.772 personnes, qui étaient inscrites comme sans emploi s'étaient alignés épaule contre épaule, cette file en comptant deux personnes par yard linéaire se serait étendue sur 802 miles (1290 kms). Debout ou assises, ces personnes auraient été aussi serrées que dans un compartiment de chemin de fer de troisième classe où la largeur de siège est en général inférieure à 50 cm. Pour donner une idée de la longueur de cette file, on notera qu'en ligne droite au niveau de la mer depuis Londres, elle s'étendrait au delà de Madrid, Florence ou Vienne, et dépasserait de beaucoup la distance de Londres à Berlin." ("The Principle Cause of Unemployment" de D.W. Maxwell, p. 13)

(NDT : l'étalon-or a disparu, mais sous l'étalon-dollar la situation est la même, car les grands acteurs mènent toujours la même politique. La crise déclenchée à la mi-2008 par les maîtres de la FED par une savante préparation de crédit facile et de surchauffe laxiste, suivie d'une hausse brutale des taux d'intérêt, a ramené l'Angleterre, l'Amérique et le monde occidental au niveau de chômage de l'avant 1939, et mène au même cataclysme, masqué par les déclarations des politiques prétendant lutter contre la faim, la pauvreté, les maladies, etc., alors qu'ils plongent les nations par leurs secrètes intrigues dans le chaos économique et la guerre civile ou étrangère, chassant les populations de leurs terres. Est patent l'appauvrissement des nations d'Europe et des USA. La vraie nature de cette politique mondiale a été exposée sans fard dans "La Paix indésirable" (Calmann-Lévy 1968) et confirmée par nombre de hautes personnalités mondialistes : c'est l'Etat - monde et la réduction drastique de la population mondiale par tous les moyens...)

l'Allemagne, qui furent utilisés pour son réarmement, et pendant ce temps, il y avait "surproduction", avec des gens sous-alimentés et mal vêtus.

"Compte tenu que nous sommes à une époque de politique monétaire ... où l'on n'accorde pas la moindre considération aux principes les plus élémentaires de justice aux détenteurs d'argent qui pour en avoir doivent échanger des biens et des services de valeur et ont droit à recevoir en échange une valeur équivalente à ce qu'ils ont donné"⁽²³⁾, il semble bien qu'il faille en outre quelque chose de plus. Est à l'évidence indispensable un système plus scientifique de régulation de l'émission monétaire ou du moyen d'échange, dans lequel celle-ci sera retirée des mains de ceux qui ont ainsi abusé de leurs privilèges par le passé.

Nous reviendrons sur cette question plus loin, mais en attendant il nous faut faire quelques remarques sur la persistance de l'emploi de l'or comme mesure des choses à vendre.

Deux théories monétaires : la théorie quantitative et la théorie qualitative, ou de la monnaie matière, ou l'étalon-or considéré du point de vue de la causalité matérielle.

Dans "Money and Civilisation" (p.VIII) d'Alexander del Mar, figure une importante observation concernant l'emploi de l'or comme mesure des biens et des services : "De l'évidence des faits que fournit l'Histoire, écrit Del Mar, et des conclusions que la raison peut en tirer il apparaît que la valeur des pièces, aussi longtemps qu'elles demeurent pièces, est en rapport inverse avec le montant total de la monnaie en usage lorsque réduite aux mêmes dénominations, alors que la valeur des métaux dont les pièces sont faites dépend du stock disponible (des métaux en question), de l'offre et de la demande (du métal) pour l'artisanat et l'industrie, des découvertes minières, des conquêtes, de l'esclavage, des taxes et impôts, du progrès général des arts mécaniques, du développement du commerce, de l'emploi de papier monnaie, de l'extension du système de crédit, et des modes, du caprice et autres circonstances. Comme il n'existe pratiquement aucun moyen d'empêcher les détenteurs de pièces de les fondre et de

⁽²³⁾ "The Role of Money" du Pr Soddy, p.85.

les réduire à l'état métallique, et comme sous les lois existantes ce métal peut à volonté être refrappé en pièces, il s'ensuit que la valeur des pièces s'est trouvée dépendre de deux séries de considérations différentes, en totale opposition l'une avec l'autre, l'une liée au nombre et l'autre à la matière. D'où des divergences radicales d'opinions à ce sujet."

Autrement dit, une confusion s'est créée par le fait que deux catégories différentes, la substance et la quantité, ont été appliquées lorsque l'on raisonne sur l'emploi de l'or comme moyen d'échange. Dans les premiers temps de l'emploi de l'or comme monnaie, lorsqu'il était une forme simplifiée de troc, la théorie de la substance ou de la monnaie-matière était en vogue, mais l'emploi de papier monnaie, que ce soit sous la forme de billets de banque ou de chèques, rendit manifestes les absurdités de cette théorie. Arthur Kitson le montre de manière convaincante dans *"The Bankers Conspiracy"*, pp. 59-61 : "La théorie, qui apparemment était dominante parmi les financiers dans le monde entier lorsque Sir Robert Peel introduisit son fameux Bank Act, était connue comme la *théorie monétaire qualitative* ou de la matière. On tenait alors que la valeur de la monnaie ou son pouvoir d'achat était dû au métal dont elle était faite ou dans lequel elle était légalement convertible. L'on pensait à cette époque que l'or avait une valeur fixe dans le monde entier.... On voit que cette théorie monétaire qualitative ou de la matière tire son origine et appartient de manière exclusive au troc, à l'échange d'un produit de base pour un autre de même valeur. Dans son célèbre discours du 6 mai 1844 devant la Chambre des Communes à propos du renouvellement de la Charte de la Banque d'Angleterre, Sir Robert Peel définit ainsi le système monétaire de la livre anglaise : "Ce qui est impliqué dans le terme de livre "est une quantité définie d'or, estampillée pour en marquer le poids et la pureté déterminés, et l'engagement à payer une livre ne signifie et ne peut rien signifier d'autre que la promesse de payer au détenteur sur sa demande cette quantité définie d'or. Cette quantité définie est la masse d'or fin standard 11/12ème contenue dans notre souverain d'or, à savoir 123,7447 grain (8,0187 gr). C'est la seule définition

légale de la livre existante, et cela constitue ce que l'on nomme l'unité de valeur monétaire normalisée Britannique ⁽²⁴⁾

"En entreprenant de démontrer à la Chambre l'exactitude scientifique de sa définition de la livre, Sir Robert Peel confondait deux types tout à fait distincts de transactions, à savoir le troc et l'achat au moyen du crédit. Mettons en effet à l'épreuve la définition de Sir Robert. Si la livre sterling monétaire ne signifie qu'une certaine quantité d'or portant une marque poinçonnée – autrement dit le souverain d'or –, alors la légalisation de règlements monétaires par tout autre moyen que des souverains d'or doit à l'évidence être considérée comme un vol légalisé. Et cependant, dans ce même Bank Act précisément, Sir Robert autorisa l'émission de 14 millions de £ sterling de papier monnaie par la Banque d'Angleterre, sans aucune contrepartie en or. Si Sir Robert avait réellement cru au principe de l'étalon-or tel qu'il l'avait défini, en refilant 14 millions de £ de papier monnaie dans le public, il aurait été coupable de faire passer l'une des mesures législatives les plus impudentes et des plus frauduleuses jamais infligée à un public déjà depuis longtemps abusé !

"Répétons-le, si la livre ne signifie rien d'autre et ne peut rien signifier d'autre que la quantité légale d'or contenue dans le

⁽²⁴⁾ *"The Bankers Conspiracy"* ne cite qu'un court extrait du discours de Sir Robert Peel. Le fragment cité ici est tiré de l'autre ouvrage d'Arthur Kitson *"A Fraudulent Standard"* (p. 52). Comme Sir Robert Peel était disciple de Locke, il est philosophiquement plus exact, à propos de la théorie contenue dans le Bank Act de 1844, de parler de théorie quantitative plutôt que de théorie de la substance ou de la matière.

Locke étant nominaliste et semi-sensualiste est au mieux assez vague sur la catégorie de substance. Il écrit : "les idées complexes que nous avons de la substance sont comme nous l'avons montré certaines collections d'idées simples qui ont été observées ou qui sont constamment supposées exister ensemble... Les idées de substance comme collections de leurs qualités sont toutes inadéquates.... Celles qui, négligeant cette inutile supposition d'essences réelles inconnues par lesquelles on les distingue, s'efforcent de copier les substances qui existent dans le monde en rassemblant les notions des qualités sensibles qui se trouvent coexister en elles, etc ...Lorsque j'entends dire que quelque chose, outre la figure, la taille et la posture des parties solides du corps, est son essence, quelque chose dénommée sa forme substantielle, j'avoue que de cela je n'ai aucune idée ..." Locke, *"Essai sur l'Entendement Humain"*, livre II, chap. XXIII et XXXI)

souverain, c'est à dire 113 grains, il s'ensuit que ... les 8 milliards de £ – montant de notre dette de guerre – doivent correspondre à ce nombre de souverains d'or, soit 8 milliards de fois 113 grains d'or, soit en gros 80. 000 tonnes d'or. Or la quantité estimée d'or disponible dans le monde entier ne dépasse pas le tiers de la somme que représente ainsi notre dette de guerre...Voici donc où je veux en venir : si l'on applique la définition de la livre selon Sir Robert Peel à un vaste montant quelconque, représentant disons la dette de guerre ou notre richesse nationale, ou tout autre vaste agrégat de capital, la valeur monétaire dans laquelle on l'exprime devient absurde et dépourvue de sens...

"Bien entendu, le seul sens rationnel qui puisse être donné à des expressions comme 8 milliards de livres est : 8 milliards de fois le pouvoir d'achat de la livre au moment où la dette a été créée ou celui où l'estimation a été faite...

"Avec l'organisation du Crédit et l'établissement du système bancaire de crédit apparut un système monétaire entièrement nouveau fondé sur un tout autre principe... La théorie moderne de la science monétaire qui prévaut aujourd'hui est connue sous le nom de *théorie quantitative* : elle dit que la valeur de l'unité monétaire est fonction du nombre d'unités en circulation multiplié par leur vitesse de circulation. Cette théorie est directement opposée à celle du troc, à la théorie de la monnaie-matière, car elle affirme que c'est la *quantité*, et non pas la *qualité*, qui détermine la valeur de la monnaie. Ainsi, en ce qui concerne la valeur de la monnaie, il est absolument sans importance qu'une nation utilise du papier monnaie ou des pièces d'or ou d'argent pourvu que le nombre d'unités en circulation soit le même dans un cas comme dans l'autre. Dans la théorie qualitative ou de la monnaie-matière, l'or joue de par le poids utilisé, alors que dans la théorie quantitative, les pièces d'or ne tirent leur valeur que de leur nombre. Et cette théorie quantitative est étayée en pratique dans tous les sens où elle peut trouver application... Puisque la monnaie est simplement un à-valoir à obtenir de la richesse réelle – biens ou services –, son pouvoir d'achat doit être fonction du nombre des à-valoir offerts, par rapport à la richesse réelle disponible. Et que ces à-valoir soient gravés sur des billets de papier ou sur de l'argent ou de

l'or ne peut faire aucune différence, aussi longtemps que tous sont également des droits valides aux yeux de la loi.⁽²⁵⁾

En tant que mesure stable destinée à faciliter la vie des familles, selon la conception de saint Thomas, la monnaie appartient à la catégorie de la quantité.⁽²⁶⁾ Les valeurs d'échange sont quantitatives et sont exprimées quantitativement. Il y avait une preuve pratique évidente de la théorie quantitative de la monnaie à l'époque de l'étalon-or. C'est qu'un même poids d'or dans différents pays, comme l'Angleterre et les Etats-Unis, dont les monnaies étaient fondées sur l'or, avait un pouvoir d'achat différent ; or si la substance "or" avait effectivement été la mesure de valeur, son pouvoir d'achat aurait dû être le même. Une once d'or en Angleterre était égale à une once d'or aux Etats-Unis, mais les quantités ou montants de monnaie papier et de monnaie fiduciaire en circulation dans chacun des deux pays avaient une incidence sur le pouvoir d'achat de la monnaie d'or, tout comme l'addition de pièces d'or.⁽²⁷⁾

"L'agrégat de toute la monnaie (les jetons) d'une nation rapporté à tous les biens et services disponibles à la vente contre de l'argent détermine les prix moyens. Le niveau des prix est une expression

(25) St Thomas exprime ces idées d'une façon concise et vigoureuse : "Toutes les autres choses ont une valeur en elles-mêmes, mais pas la monnaie, qui est seulement la mesure de l'utilité des autres choses. D'où que l'usage de la monnaie ne mesure pas l'utilité par la monnaie elle-même, mais par les choses qui sont mesurées par la monnaie". (III Sent. d.37, q.1, a. 6) traduit par le Pr O'Rahilly dans "Money", p. 128.

(26) Suivant les principes de st Thomas, il existe une autre relation de mesure, mais celle-ci manifestement ne s'applique pas à la monnaie ou moyen d'échange. "Cette relation de mesure, qui n'est pas selon la catégorie de la quantité (la relation quantitative de mesure est une relation d'égalité et d'inégalité), mais selon l'être et la vérité, est la relation de *causalité extrinsèque formelle*. Celle-ci est double, vu qu'elle est la mesure, soit d'un *objet*, soit d'un *modèle* : les facultés, "habitus" et actes sont mesurés par leur objet : une œuvre d'art ou un produit de l'industrie, par la conception de l'artiste ou l'idée de l'artisan". (Gredt, O.S.B., *Elementa Philosophiae*, Ed. 5 a, p. 162).

(27) "The Bankers Conspiracy" d'Arthur Kitson (p. 86)

mathématique du rapport dans lequel la monnaie peut s'échanger pour des biens.¹¹⁽²⁸⁾

Il est donc possible de calculer ce que l'unité spécifique de monnaie en circulation dans un pays, une livre ou un dollar par exemple, pourra permettre d'acheter de choses courantes dont les hommes ont besoin. L'objectif est donc de maintenir stable ce pouvoir d'achat au niveau désiré, en ajoutant à l'agrégat lorsqu'il y a un accroissement des biens et des services offerts à la vente, et en le réduisant lorsqu'il y a une baisse de l'offre. "Comme un apport de monnaie peut immédiatement s'échanger pour des biens et des services, des augmentations arbitraires de la masse monétaire accroissent la demande effective de biens et donc font augmenter les prix moyens. Les additions à la masse monétaire sans qu'il y ait eu d'augmentation préalable et proportionnée de la fourniture de biens et de services à vendre diminuent la quantité de biens et de services obtenus pour un montant donné de la monnaie. La réduction de la masse monétaire fait décroître la demande effective de biens... On voit ainsi que le pouvoir de provoquer un changement du volume de la monnaie est un pouvoir de taxer et de changer les termes de chaque contrat impliquant des règlements futurs en argent. Les changements arbitraires dans la masse monétaire entraînent un jeu de bascule sur les prix moyens et provoquent la lutte permanente et stérile entre débiteurs et créanciers, propriétaires et travailleurs."⁽²⁹⁾

Ajoutons encore une autre citation qui a le mérite de la clarté à propos de ce point important : elle est de la plume de M Robert Owen, dont personne ne mettra en doute l'autorité en la matière. Voici ce qu'il écrit : "Les gens ont l'illusion générale que la monnaie est stable et que ce que l'on possède est instable car son prix monte et descend ; alors que c'est la monnaie qui monte et qui descend dans son pouvoir d'achat du fait de sa rareté ou de son abondance... Quand les matières premières sur les marchés de gros en 1933 coûtaient 40 % de moins à l'achat qu'en 1929, c'était parce que la disponibilité de la monnaie s'était contractée. Du fait que la monnaie

mesure toute chose, la rareté de la monnaie entraîne la baisse de valeur de tout. Lorsque la monnaie est fournie en plus grande abondance, double par exemple, et que le volume des matières premières reste inchangé, la valeur d'échange en argent de toutes les matières premières et des propriétés double. Alors que cette vérité est acceptée de tous les étudiants informés, l'illusion persiste néanmoins dans la grande masse du public que ce n'est pas la monnaie qui change de valeur mais ce que l'on possède... Surmonter une telle erreur mondialement répandue prendra du temps ...

"Avant le vingtième siècle, la théorie traditionnelle de la monnaie des professeurs d'Economie politique qui tenaient pour l'orthodoxie était que l'or était la monnaie fournie par la nature et qu'il n'y avait pas d'autre monnaie que celle-là. Cette opinion fut exprimée sans ambiguïté par le grand banquier J.P. Morgan en décembre 1912, en réponse à une question de Samuel Untermyer durant l'enquête du Comité Pujo. Mr Morgan déclara : "L'or est la monnaie, et il n'en existe pas d'autre"...

Les étudiants modernes en science monétaire savent dorénavant en toute certitude que la valeur de la monnaie est fonction du rapport entre l'offre et la demande de monnaie. Gustave Cassell, professeur d'Economie politique à l'université de Stockholm... en a exposé les principes corrects.... Notre propre expérience aux Etats-Unis a pleinement démontré la véracité de la théorie quantitative."⁽³⁰⁾

Nous verrons plus loin quelles réformes sont souhaitables en accord avec les principes de saint Thomas pour assurer la stabilité des niveaux de prix nationaux. L'or semble être une source de confusion, du fait qu'il introduit la considération d'une catégorie autre que la quantité. En outre, son usage est dangereux du fait qu'il peut être monopolisé, d'où des interférences arbitraires avec les valeurs d'échange et avec l'ordre social.

Le but de la monnaie, ou l'étalement envisagé du point de vue de la causalité finale

⁽³⁰⁾ "National Economy and the Banking System of the United States " (pp. 21-23) de Robert L. Owen, ex-Président du Comité de Banque et de Change du Sénat américain.

⁽²⁸⁾ "Lawful Money Lectures " de Miss G.M. Coogan. lecture n°4.

⁽²⁹⁾ idem ci-dessus

Le but de la monnaie selon saint Thomas est de faciliter les échanges en vue du développement de la personnalité des membres du Christ. Nous avons vu que le fonctionnement de l'étalon-or a amené, non seulement une sorte de blocage dans le commerce international, mais aussi à la destruction de produits alimentaires et à réduire la production. La raison fondamentale en a été exposée maintes fois. Elle réside dans la perversion de l'ordre qu'implique le système. Au lieu de l'ordre vrai, dans lequel l'usage de l'argent est destiné à faciliter la production, la distribution et l'échange afin de fortifier la vie de famille, les hommes sont désormais sacrifiés à la production, pendant que la production et la consommation sont à leur tour sacrifiées à l'intérêt de la dette. Au lieu d'être un instrument de l'Economie et de la Politique, l'argent est devenu la fin. Ce désordre fondamental qu'est la domination de l'argent se traduit dans la vie humaine par une multitude d'effets pervers. Examinons quelques uns d'entre eux, ne serait-ce que brièvement.

a) L'Agriculture

La production des biens de première nécessité est aujourd'hui sacrifiée à celle des articles de luxe et des biens d'importance secondaire. Nous avons vu que la création de la monnaie accompagnée de la demande d'un intérêt mène à ce que des biens restent invendus à chaque cycle économique et que le volume des invendus s'accroît avec l'expansion de la dette. Or le rythme de production des articles manufacturés et secondaires peut être énormément accéléré dans une tentative de réaliser l'impossible tâche de sortir de la dette. *Mais l'Agriculture, elle, est sous la dépendance des saisons : son rythme ne peut être accéléré dans les mêmes proportions, et tenter de faire quelque chose d'approchant par l'exploitation intensive des sols vierges a des effets désastreux sur ces sols.*

Traisons ce point en premier. Pour un exposé complet, le lecteur se reportera à deux ouvrages remarquables : "*The Labouring Earth*", de C. Alma Baker, C.B.E, et "*The Rape of the Earth*" de G. V. Jacks et R.O. Whyte.

Dans l'Introduction du premier ouvrage par le très Honorable Lord Addison, on lit ceci : "La pertinence du premier débat qu'aborde

l'auteur est indubitable, à savoir que dans le désir de lui faire produire de l'argent le plus vite possible, l'espèce humaine a dévasté le fond précieux de la terre, a transformé des contrées fertiles en déserts, et nous met sous les yeux de vastes horizons de déchets et d'ordures là où préexistaient des champs cultivés. Nous avons systématiquement tiré des sols leur matière organique, et nous ne l'avons pas remplacée.

Les passages suivants tirés des pages 25 et 28 du deuxième ouvrage sont une confirmation frappante de la thèse de M. Baker : "En Europe ... la campagne a été violée et blessée de laideur en de nombreux endroits, mais la condition inviolable sous laquelle l'homme détient de la Nature la terre à bail a dans l'ensemble été respectée ... Dans le Nouveau Monde ... à quelques exceptions près, profit et richesse ont été très facilement obtenus par l'exploitation et l'épuisement des sols vierges. Les sols des Prairies en particulier ne demandaient qu'un labour superficiel pour être transformés immédiatement en sols arables quasi idéaux, riches en nutriments des cultures, parfaitement faciles à cultiver et apparemment impossibles à améliorer davantage. Ou bien ces Prairies supportaient de riches pâtures extensives sans besoin d'aucune autre intervention.... La demande insatiable du Vieux Monde et le progrès de la science agricole et du machinisme offrirent d'immense profits et des possibilités accrues à qui voulait exploiter la fertilité de son sol pour réduire le coût du travail et accroître les rendements ... L'économie du XIXe siècle, en particulier dans l'Empire Britannique, était fondée sur l'échange mutuel des produits de l'Agriculture et de l'Industrie. Que le Nouveau Monde fût volé de son sol et payé en pièces de monnaie qui n'apportaient rien à la terre n'entra jamais dans la tête d'aucun des deux partenaires, dans un négoce qui semblait ...naturel, logique et hautement satisfaisant à tous ceux qui étaient impliqués." Certes, cela semblait naturel à toutes les parties concernées, car cela faisait partie d'un système qui visait à procurer la nourriture à bas prix pour maintenir bas les salaires des ouvriers anglais et ainsi permettre à l'industrie anglaise de payer l'intérêt des prêts bancaires.⁽¹⁾

(1) (NDT : cette politique de cupidité, qui en Grande-Bretagne et ailleurs engendra le paupérisme, eut une incidence immense. Par le dumping des produits anglais sur

La domination de la Finance provoqua le développement de l'Industrie en Angleterre aux dépens de l'Agriculture au rythme d'activité plus lent. C'est alors qu'arrivèrent les importations de denrées alimentaires à bas prix venus des sols vierges d'Amérique, avec pour résultat leur ruineuse exploitation, et la stagnation et le déclin de l'Agriculture anglaise.

les marchés, les classes ouvrières en Europe furent maintenues dans une pauvreté qui en fit la proie d'agitateurs socialistes athées et de sociétés secrètes, marxistes et anarchistes, avec aussi des conséquences sur la moralité que dénonça Léon XIII. Devant la désaffection religieuse et la déchristianisation, sous l'action de la grande presse et de l'édition populaire, de la politique économique libérale et la propagande scientiste qui pénétrait dans les pays catholiques, Italie comprise, Léon XIII s'efforça d'y parer par une presse catholique et l'action sociale (Cf. "*Catholicisme, démocratie et socialisme*" d'Emile Poulat), mais plusieurs lignes d'action se firent jour et devinrent incontôlables, les uns prônant des concessions au libéralisme et l'action politique pour se faire entendre des masses déjà infectées, les autres, derrière le pape, prônant la promotion intégrale de la doctrine en même temps que l'action sociale locale. La première ligne (celle du Cal Ferrari de Milan, région de grande industrie, avec le groupe de presse catholique dite "de pénétration" fondé par le Cal Maffi) fut soupçonnée et accusée par la seconde de libéralisme et de modernisme... La zizanie s'installant ainsi à la fin du règne de Léon XIII et sous Pie X entre les deux tendances et suite à la manifestation du Modernisme doctrinal et social, Pie X se fit plus inquisiteur de la rectitude doctrinale, ce qui irrita notamment les évêques proches du libéralisme et du modernisme, en France (Mgr Mignot d'Albi), en Italie, en Allemagne, en Angleterre, aux USA. Les uns refusèrent d'obéir, d'autres se cantonnèrent dans la passivité... (Cf. Poulat op. cit., l'ouvrage paru au Courrier de Rome : "*L'attitude de St Pie X devant le modernisme*", et celui de Maurillo Guasco "*Le Modernisme*", DDB) Cette situation conduisit avec Benoît XV à un revirement, à l'abandon de la lutte doctrinale, et à placer l'effort au plan politique avec la démocratie chrétienne, malgré l'opposition antérieure des Papes. Cette politique démo-chrétienne libérale, qui avait déjà été lancée en France à l'instigation probable du Secrétaire d'Etat Rampolla (maçon), fut un échec ! La démocratie parlementaire ne vit que de compromis en faveur de l'idéologie du pouvoir d'Argent. Le résultat quarante ans plus tard (vingt ans après l'achèvement de cet ouvrage du P. Fahey, accueilli avec scepticisme ou indifférence, devait être VATICAN II officialisant l'adoption du libéralisme maçon et du modernisme doctrinal par le haut clergé dès les années 30-40... Ceci n'aura qu'un temps, car la cupidité judéo-protestante et le Pouvoir d'Argent portent en eux à terme leur némesis, qui est la crise et le chaos, et ceux-ci amèneront le retour à un assainissement politique, économique, et religieux.)

"L'Agriculture anglaise, écrit le Commander Herbert Shove, D.S.O., se maintint dans un marché en rapide expansion pendant une génération après l'abrogation des Lois sur le Blé, mais elle déclina de nouveau dans la décennie 1880 lorsque l'exploitation des terres vierges la confronta au système de vivre sur le capital dans son propre domaine, système dont les produits étaient offerts en concurrence avec la production nationale grâce à l'aide usuraire du charbon, qui intervenait à la fois dans le transport des denrées importées et pour abaisser le coût du transport des biens industriels exportés pour payer celles-ci. La construction du réseau ferré intercontinental des Etats-Unis marqua la victoire finale de la conquête par la machine à vapeur de la charrue anglaise."⁽³²⁾

Le même auteur signale aussi un autre fait antérieur qui a révolutionné l'Agriculture anglaise sous la dictature de la Finance. Il s'est agi du procédé qui a consisté à augmenter la rente par la transformation de la terre arable en pâtures à moutons et en herbages pour gros bétail. "Il était de l'intérêt du propriétaire terrien mercantile et grippe-sous de réduire la proportion de paysans par rapport à la population totale bien davantage que le produit total de la terre n'en serait ainsi réduit. La méthode usuelle pour cela fut de passer de la grande culture aux herbages clôturés. C'est ainsi que les terres de culture riches, principalement les terres "lourdes" à blé et à pois, furent retirées de la mise en culture ; une fois mises en herbes, ces terres, par comparaison avec la terre arable, étaient alors capables de rendre en terme d'argent (évidemment pas en valeur nutritive) un tiers de la valeur de la récolte de produits alimentaires pour un sixième seulement du travail. L'effet immédiat était de doubler la marge de la rente."⁽³³⁾ Le même processus avait eu lieu en Irlande de

⁽³²⁾ "*The Fairy Ring of Commerce*", p. 32

⁽³³⁾ Idem ci-dessus, p. 33. A l'Appendice 4 du même ouvrage, l'auteur cite cet extrait de "*The Rise and Progress of Poverty in England*" de W. G. Wilkins sur la situation d'une paroisse, respectivement en 1746 et en 1786, avant et après le clôturage des terres. "C'est ainsi, commente M. Wilkins, que le propriétaire obtint une augmentation de 663 £ de sa rente, ce qui était des plus avantageux. Quatre exploitants doublèrent sinon même triplèrent leur revenu, et si dans cette seule paroisse soixante dix-huit foyers furent réduits à la misère, ce n'était l'affaire de personne et nul n'en fit cas."

1830 à 1880 sous la même influence, avec l'élément supplémentaire d'amertume que les propriétaires étaient des étrangers de religion et de nationalité et que les locataires étaient les anciens propriétaires dépossédés du sol.⁽³⁴⁾ "Les herbages payaient mieux, aussi les hommes durent céder la place au profit du bétail. Sous l'effet de l'infatigable broyeur à faire de l'argent, vint le temps où il ne fut plus rentable de conserver les grandes fermes. C'était inévitable".

Dans son splendide ouvrage *"Look to the Land"*, Lord Northbourne revient à maintes reprises sur les résultats du désordre que je souligne dans ce livre, par lequel les hommes sont sacrifiés à la production des biens, et cette production elle-même à l'argent. De tous les auteurs qu'il m'a été donné de lire, c'est lui qui expose le mieux ce fait que sous l'empire du productivisme l'Agriculture est sacrifiée à l'Industrie, avec des conséquences funestes à la fois pour les humains et pour l'Agriculture. "L'Industrie, écrit-il, est une superstructure de l'Agriculture. C'est là un clair truisme, car nous pourrions vivre sans la première, mais pas sans la seconde. Mais nous nous comportons comme si l'Agriculture n'était qu'un accessoire – certes nécessaire – de l'Industrie... L'Industrie a été faite pour l'homme ; or les hommes sont désormais considérés être des utilités pour l'Industrie, que ce soit comme concepteurs de machines, comme vendeurs ou comme acquéreurs des produits de l'Industrie... Dans le prétentieux jargon actuel, l'Agriculture est devenue "l'industrie agricole"...

"L'Agriculture est certes une industrie, mais seulement de manière accidentelle. Plus son aspect industriel prédomine sur ses aspects plus fondamentaux, plus elle s'éloigne de l'Agriculture véritable et moins efficacement elle sert les besoins humains. L'aspect industriel y prédomine aujourd'hui, et les besoins primaires de l'homme et de la terre sont mal servis. L'aspect industriel est celui de la comptabilité,

⁽³⁴⁾ Par exemple, en 1840, trois familles des O'Dwyers de Kilnamanagh, dont les ancêtres avaient été des chefs des environs depuis le VII^e siècle, furent évincés de leur ferme située près de Dundrum (Comté de Tipperary), lors des évictions exigées par celui qui était alors Lord Hawarden, le descendant d'un officier de Cromwell. Cf. *"The O'Dwyers of Kilnamanagh"*, de Sir Michael O'Dwyer (pp.34 et 317).

pour lequel compte l'opportunité de vendre, mais plus vraiment la qualité.

"Le taux d'érosion n'est pas un facteur constant : il est en accroissement très rapide presque partout dans le monde. On a probablement perdu plus de terres depuis 1914 que dans toute l'histoire antérieure du monde... L'érosion est presque entièrement due au facteur humain. Une partie peut être attribuée à la pure folie. Mais pour l'essentiel elle est due à la cupidité associée à la possibilité actuelle de s'enrichir rapidement en épuisant la terre pour gagner des marchés sur les concurrents en vendant à plus bas prix. Mais les agriculteurs qui se sont ainsi enrichis sont rares... Quel a été le stimulus de la rapide expansion de l'Agriculture d'épuisement dans le monde entier ? Le stimulus a été le grand développement des possibilités évoquées de s'enrichir vite, développement qui est en partie fonction de l'évolution vers un machinisme agricole nouveau de plus en plus puissant, et en partie aussi à l'expansion simultanée d'un système économique étrange qui a mené à une vaste accumulation de la dette... La dette internationale et l'érosion des sols sont frères jumeaux inséparables...

"La rationalisation implique finalement pour l'essentiel une augmentation de la vitesse. Son objet est pour un même nombre de travailleurs de produire davantage en un temps donné. Ce faisant, l'on oublie que la vie est un processus rythmique... Les rythmes harmonieux de la vie sont perturbés par l'inexorable pression pour faire vite et toujours plus vite, qui accompagne inévitablement un mode de vie dominé par la fiction mathématique connue sous le nom de la monnaie...

"S'ajoute une autre complication. C'est le fait que notre système économique et financier présente une inhérente instabilité. Depuis des siècles, les prix agricoles ont fluctué avec une grande ampleur. "A de courtes périodes favorables ont fait suite de longues périodes de dépression. Le mécanisme de cette instabilité est l'interaction entre les prix et la circulation fiduciaire du crédit bancaire, c'est à dire du taux, du coût et du volume des prêts... La réserve en numéraire des banques qui conditionne et limite le volume du crédit est également

liée au montant en or détenu par les banques. Ce montant est sans relation avec le volume de la production mondiale et tout spécialement celui des moissons, variable chaque saison.... Dans les conditions actuelles, la seule chose qui rapporte est de tirer parti au plus vite des bonnes opportunités. Par une exploitation sans scrupule ou insouciance et l'épuisement de la fertilité, d'importants profits ont été réalisés (par des financiers d'ailleurs, plutôt que par des agriculteurs) en produisant à bon marché. Le bon fermier se voit entraîné malgré lui dans ce mouvement, où qu'il se trouve.

"... Comme cela en devient l'habitude aujourd'hui, ce sont les générations futures qui devront payer pour nos erreurs, mais elles risquent de ne pas en avoir les moyens. N'avoir que de l'argent ne sert à rien dans un désert.... La lutte des hommes entre eux n'est plus qu'un détail dans un désordre devenu mondial... Il nous faut reconsidérer toutes nos idées sur la place de la terre dans nos vies, et donc sur toutes nos activités qui affectent la terre d'une manière ou d'une autre, activités dont la principale est l'Agriculture. Il ne s'agit pas de rendre les agriculteurs capables de mieux servir le public, mais au public et spécialement au public urbain de mieux servir la terre. C'est seulement ainsi que la terre pourra être à leur service. "

Ce que l'on vient de lire dans ce chapitre aidera peut-être à mieux comprendre pourquoi les agriculteurs, producteurs des biens de première nécessité, se plaignent partout, et pourquoi la reforestation en Irlande est financièrement impopulaire. *Le rythme plus lent de l'Agriculture et de la sylviculture, si favorable à la vie humaine, n'est pas aimé de ceux dont la préoccupation majeure est l'intérêt de la dette.*

Espérons qu'en ayant ainsi découvert la raison, les peuples s'efforcent dans l'avenir de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour remédier à cette situation, au lieu de prendre les plaintes de la communauté agricole pour thème de plaisanteries.

b) La ruine des petits propriétaires et des petits producteurs

"Le scepticisme quant à la possibilité pratique de conserver un réseau de petites propriétés est largement répandu, et Lord Northbourne dans *"Look to the Land"* souligne à juste titre qu'elles sont

incompatibles avec la commercialisation de produits alimentaires importés de l'étranger comme éléments d'un système fondé sur le profit, l'intérêt, les bas prix, la qualité médiocre et la valeur totalement disproportionnée accordée à l'argent. Ils (les auteurs de ce livre) savent aussi bien que les grands intérêts investis que cultiver ses propres terres avec tout le soin attentif qu'exige une petite exploitation et qu'elle reçoit habituellement, en conserver la fertilité et parer à ce qu'elle ne retombe pas à l'abandon, tout cela requiert une nouvelle orientation de la société, beaucoup plus profondément ancrée que le Socialisme étatique qui désormais règne conjointement avec le vieux pouvoir de l'argent. Cela signifie rien moins que le retour à de plus petites unités de vie socio-économique et la dispersion des communautés instables hypertrophiées entassées dans les mégalo-poles.

Les avantages d'une agriculture généralisée de petites exploitations de propriétaires de leurs propres terres sont si éclatants que la vraie énigme est celle-ci : pourquoi la science, l'économie, les grandes affaires et l'opinion publique du XXe siècle ont-elles été aussi impitoyables à son égard. Pourquoi la petite ferme individuelle est-elle considérée comme un ratage ? Parce que l'histoire des cent dernières années a pesé de tout son poids sur elle afin de détruire ses possibilités de succès. Une négligence généralisée de la terre, sa désertion par ses paysans, l'expansion des banlieues, la tentative absurde de convertir l'exploitation agricole en société à capital social dans laquelle l'affairisme prend le pas sur la culture, les expériences également fatales de remplacer l'homme par des machines⁽¹⁾ et le

(1) (NDT : la mécanisation, qui affecta tous les secteurs d'activité n'a pas été entièrement négative : elle a permis aux cultivateurs de continuer à travailler quasiment sans aide humaine, suite à l'exode vers les villes. La mécanisation est sans portée morale, elle n'interdit pas à l'exploitant d'aimer sa terre et de la travailler avec soin. Par ailleurs est évoqué ici le nécessaire souci de ce que l'on nomme l'écologie. Si le but des partis écologistes actuels était l'écologie, on s'en réjouirait, mais au service de la haute finance et tels que dirigés par des hommes de gauche et des juifs, ils sont le camouflage nouveau du communisme et la promotion du socialisme, du panthéisme, avec typiquement la mise au pilori des agriculteurs individuels accusés de polluer par les engrais, et ils servent à masquer l'accélération de la politique la plus anti-écologique qui soit.)

rythme naturel par la vitesse, le savoir du sol par celui de la comptabilité, la satisfaction par la cupidité au gain, la vie indépendante par le parasitisme, dans de telles conditions quelles chances pouvaient rester à l'Agriculture véritable face à une telle conjonction de forces, qui proclament la richesse artificielle (la monnaie ou les jetons) supérieure à la vie ?" ⁽³⁵⁾

Jeffrey Mark souligne que la rationalisation de l'industrie, le plan de régulation du marché du porc, etc., etc., ne sont que batailles en formations groupées face aux banques. ⁽³⁶⁾ De plus grandes unités de production facilitant la comptabilité – outre leurs autres avantages pécuniaires – et la domination sans cesse croissante de la Finance sur la production amènent des regroupements et la rationalisation. Mais tous les plans de ce genre n'évitent pas l'assujettissement à la Finance

⁽³⁵⁾ "England and the Farmer" (pp. 5,7 et 8)

"Comme le processus d'accélération se poursuit, "l'intérêt simple" et saisonnier de la terre sera de plus en plus à la traîne sur "l'intérêt composé" cyclique des profits du commerce ou de l'industrie... Les matières premières de l'industrie deviennent de moins en moins dépendantes des produits de la terre et du facteur saisonnier rigide, au fur et à mesure que les industries elles-mêmes produisent de moins en moins de biens essentiels. Celles-ci sont ainsi de plus en plus capables d'accélération, ce qui s'accompagne de l'exploitation et du gaspillage croissants des ressources naturelles limitées, des minerais, etc., au lieu et place de la fertilité constamment renouvelée de la terre chaque saison, lorsque correctement travaillée. C'est ainsi que ces industries, sitôt qu'une demande pour leurs produits peut être créée, tendent à mieux rapporter que les vieux produits essentiels. Mais très vite, elles en engorgent leur marché, à moins que ne se produisent... un changement de mode incessant – des modèles nouveaux qui font l'attrait des salons de l'automobile, etc. – et une production bon marché d'articles conçus pour peu durer de façon à renouveler constamment la demande... Tout cela est une politique de gaspillage afin de faire marcher les affaires par une production quantitativement en expansion constante aux dépens de la qualité." ("Flee to the Fields. The Faith and Work of the Catholic Land Movement", pp. 37, 45-46).

(NDT : Ajoutons (70 ans après que ce livre a été écrit), que lorsque des producteurs tiers se mettent à fabriquer des produits de qualité, c'est alors "la catastrophe", des pans entiers de l'industrie des pays où l'argent était Roi s'écroulent ... G.M. tombe quasiment en faillite, et l'on lance une crise financière mondiale pour couler les perturbateurs et reprendre la main...

⁽³⁶⁾ « The Modern Idolatry », pp. 40 et 120-122

ni la prolétarianisation générale. Bien au contraire : les chaînes de magasins à succursales détruisent les petits commerçants indépendants. Comme les chaînes de magasins succursalistes résultent de la puissance croissante des banques, la diffusion de la propriété indépendante semble impossible sans un changement radical d'objectif de la Finance.

N'oublions pas non plus l'effet des systèmes de planification économique et d'organisation des marchés sur les petits producteurs. ⁽³⁷⁾ Qu'on lise donc les extraits suivants de l'Encyclique *Quadragesimo Anno* : "La promotion du prolétariat est l'objectif sur lequel insista Notre Prédécesseur comme un nécessaire objet de nos efforts. Les conditions des ouvriers se sont de fait améliorées et ont été rendues plus équitables à maints égards (depuis l'époque de Léon XIII) ... Mais après que le machinisme moderne et l'industrie moderne eurent pris possession de nombre de pays nouvellement colonisés non moins que des anciennes civilisations d'Extrême Orient, le nombre des masses laborieuses dépossédées ... s'est accru au delà de toute mesure. De plus, il y a l'immense armée des travailleurs agricoles salariés dont la condition est des plus misérable... L'immense nombre des salariés dépourvus de toute propriété d'un côté, et de l'autre les richesses surabondantes de quelques privilégiés de la fortune est un indiscutable argument que les biens de la terre, si abondamment produits en cet âge d'industrialisme, sont loin d'être bien distribués et équitablement répartis entre les différentes classes des hommes... Ce programme ne peut néanmoins être réalisé sans que les salariés sans propriété soient placés dans des conditions telles que par leur habileté et leurs efforts

⁽³⁷⁾ Par exemple de 1935 à 1938 en Irlande, on a enregistré une réduction de 89. 029 unités du nombre des porcs achetés pour l'élevage et l'exportation à vif, et à une réduction de 128. 874 unités du nombre total des porcs élevés dans le pays. Or le plan de régulation du marché du porc et celui du marché du bacon étaient en application pendant ces années-là. Certes il faut organiser de manière ordonnée la production et le marché, mais pas selon une rationalisation dictée par l'actuelle inversion de l'ordre. Le résultat de la subordination des hommes à la production et de la production à la Finance est le déclin graduel de la production et, pire, le déclin de la personnalité humaine. Cf. "The Servile State" et "The Restoration of Property", deux ouvrages d'H. Belloc

ils puissent acquérir une certaine quantité modérée de biens en toute propriété, comme Nous l'avons récemment déclaré, suivant en cela les pas de Notre Prédécesseur."⁽³⁸⁾

c) Le pain

Citons pour commencer quelques extraits de la très remarquable brochure "*Bread in Peace and War*" (Le pain dans la paix et dans la guerre) publiée en octobre 1940 par la Food Education Society d'Angleterre. Dans cet excellent document, quelques uns des éléments déterminants de la question sont exposés comme suit : "Le passage à la mouture sur calandres (en remplacement de la mouture sur pierre) dans les années 1880 a profondément changé la valeur nutritive du menu des pauvres.... Quand le blé est totalement broyé sur pierre donnant ainsi une farine intégrale, la totalité du grain de blé y compris le germe est présente dans la farine, à l'exception de peut-être 2% de la partie la plus grossière de la cuticule du grain.... On s'accorde généralement pour dire qu'en temps normal le régime des classes pauvres est déficient en calcium et en vitamine B, et qu'en cas d'efforts intenses cette déficience peut devenir sérieuse... Le Medical Research Council recommande que la farine panifiable destinée à la population contienne le germe du grain de blé, comme aussi le plus possible de la couche d'aleurone et des particules fines du son. Au lieu d'obtenir une farine consistant en environ 70 % du grain de blé comme actuellement, le pourcentage d'extraction devrait être de 80 à 85%. Par ce moyen, on accroîtrait la teneur en certaines vitamines, en l'ensemble des minéraux et en lipides, et la valeur

⁽³⁸⁾ Témoignant devant la Commission MacMillan, Mr Montagu Norman déclara : « D'une manière générale, je suis persuadé que le salut de l'industrie dans ce pays réside avant tout dans le processus de rationalisation, et qu'il se réalisera par l'union ou l'unification ou le mariage de la finance et de l'industrie... J'espère tôt ou tard ... fonder une autre compagnie qui unira le public dans son ensemble... pour aider l'industrie vers cet objectif de rationalisation. » La rationalisation, comme l'expose crûment Mr Hargrave, signifie en pratique l'étranglement forcé et la fermeture des petites usines, filatures et fabriques, de façon que les plus grandes lourdement endettées puissent être « aidées » par la Banque d'Angleterre à travers le nouvel organisme de financement. Cf. « *Professor Skinner alias Montagu Norman* », pp 154-156.

nutritive des protéines serait également augmentée ... Le Medical Research Council recommande en outre que soit interdit le blanchissage ou "amélioration" de la farine par emploi d'agents oxydants comme le peroxyde d'azote ou par tout autre procédé qui attaque la valeur nutritive de la farine. La teneur totale en minéraux serait à peu près doublée... Les besoins quotidiens en fer seraient couverts par la seule ration de pain du menu. L'anémie par manque de fer est une cause courante de la perte de vitalité parmi les femmes des milieux pauvres, en particulier lors de la grossesse, et chez les enfants."⁽³⁹⁾

En confirmation de ce que l'on vient de lire, l'on peut encore citer ces quelques passages d'une autre excellente brochure intitulée "*Our Daily Bread*" (notre pain quotidien), du Pr Joseph Reilly de l'University College de Cork : "La tendance dans le traitement des céréales pour l'alimentation humaine n'est pas en phase avec les progrès de la science nutritionnelle, mais va plutôt en sens contraire. Ceci s'applique tout spécialement au blé que l'homme consomme sous la forme de pain blanc. Pendant longtemps l'objectif a été de fournir un produit d'agréable apparence, sans égard pour la perte des éléments nutritifs plus subtils. Le pain a en réalité notablement changé de nature au cours de trois ou quatre dernières décennies. Le pain consommé par la grande majorité de notre population aujourd'hui est beaucoup moins nutritif à maints égards que les produits céréaliers des époques antérieures. Certaines parties intéressées tiennent la chose pour sans importance. Avec le grand choix des produits alimentaires disponibles désormais, ces défauts peuvent être aisément compensés. Or il faut bien se rendre compte que le pain est le principal aliment des ouvriers..."

"On n'autorise pas de mouture de farine de blé qui ait moins de 95% d'extraction. Ceci produit un pain gris brun. Ce pain là est bien plus nutritif que celui d'avant guerre, fait de farine à 70% d'extraction... On doit noter la distinction entre une farine intégrale et une farine grise. La première contient tous les constituants du grain. La seconde est un mélange de farine blanche et de son et autres enveloppes du

⁽³⁹⁾ « *Bread in Peace and War* » (pp. 48,33,35,30-31)

grain de blé en proportions variables ; celle-ci ne contient pas toutes les fractions extraites de la farine, et a notamment une teneur très faible en germe du blé... Le remplacement de la farine intégrale par la farine blanche des moulins modernes équipés de calandres est, d'après l'éminent spécialiste en diététique Sir Robert McCarrison, "le facteur N°1 de malnutrition" "... Il importe que ce fait soit connu et diffusé, ne serait-ce que pour dissiper le préjugé qui semble avoir été créé dans l'esprit du public contre l'emploi de la farine intégrale, par les décennies d'accoutumance au pain blanc. Ceci est spécialement d'actualité, mais je veux insister sur le fait que le public ne doit pas faire la confusion entre la farine actuelle à haut degré d'extraction (jusqu'à 95% d'extraction) avec la farine intégrale. Ce que j'entends par farine intégrale est la farine extraite du grain complet, faite sur meule de pierre et contenant le germe du blé ainsi que tous les autres constituants du grain de blé... En outre, la farine faite sur calandres est souvent rendue encore plus blanche au moyen de produits irritants ou oxydés par de prétendus améliorants chimiques. On utilise des produits chimiques tels que le chlorure de nitrosyle, le chlore, l'acide nitrique ou certains persulfates... le trichlorure d'azote a dans une large mesure remplacé d'autres produits chimiques pour le blanchissage de la farine. Environ 90 % des meuneries Nord-Américaines et 85 % des meuneries en Angleterre emploient désormais ce réactif... il en résulte des farines extrêmement blanches. Or l'on dit que ce traitement, bien qu'il augmente le coût du produit, modifie le gluten et donne une pâte plus stable et plus ferme, qui, sous l'effet de la levure, donne au boulanger un pétri plus avantageux qui absorbe plus d'eau, d'où un plus grand nombre de pains au quintal de farine."⁽⁴⁰⁾

⁽⁴⁰⁾ Op. cit., p.30, 29, 10,33. La dernière remarque montre que la boulangerie tout comme la meunerie est intéressée financièrement à maintenir la demande pour la farine blanche.

"Dans la marche de la civilisation, plus nous avançons, plus nous allons vers le pire. La connaissance de ce qui va mal est dédaignée ou exploitée, dans les deux cas pour un profit commercial. Par exemple, les calandres en acier furent adoptées ici par la meunerie en 1872. De ce fait, les parties colorées du blé, l'embryon ou germe et le son, furent totalement enlevées de la farine. On obtint une farine blanche dévitalisée. En 1912, les découvertes d'Hopkins et du Polonais le Dr Funk

En dépit de ces faits indéniables, la bataille pour assurer du bon pain à la population, en particulier aux pauvres, sera excessivement difficile. Les grands moulins avec leur importante production sont plus rentables que ceux du type plus ancien qui produisaient de la meilleure farine.

La brochure "*Bread in Peace and War*" poursuit : "Aujourd'hui (dans le cadre de cette lutte), nous devons nous mesurer à une opposition encore plus forte (qu'en 1917) du fait que l'industrie de la meunerie est (concentrée) aux mains d'un si petit nombre de firmes. Ceci présente un grand danger. En 1930, lorsque M Hurst écrivit sa brochure "*The Bread of Britain*", la Co-operative Wholesale Society représentait 22 % de la production de farine, Ranks 20%, Spillers 20% et les firmes indépendantes 32%. Hurst déclara qu'il ne faudrait pas bien longtemps avant que 80 % ne soient sous contrôle. Aujourd'hui, c'est 90 % qui sont sous le contrôle des trois. D'aussi puissants intérêts ne vont jamais relâcher leur mainmise, aussi longtemps qu'ils peuvent persuader le public que la farine blanche est le bon produit.... Quelles circonstances expliquent la résistance à la fourniture de pain complet ? Ne faut-il pas les chercher dans le fait que toute l'industrie de la meunerie de ce pays est à toutes fins utiles concentrée en un gigantesque cartel qui a quasiment la position d'un seul trust, en ce sens que deux firmes privées mutuellement liées, avec pour seul rival la Co-operative Wholesale Society, contrôlent l'ensemble de la production de farine ? Tout changement de la pratique existante signifie obligatoirement un sérieux ébranlement du capital investi, qui se monte probablement aujourd'hui à quelque vingt millions de £ sterling, et à la perte pour les compagnies concernées des très profitables sous-produits de la farine blanche... M John Burns, le Président du Conseil du Gouvernement local

furent annoncées, à partir desquelles on réalisa progressivement que la partie colorée contenait les nutriments des nerfs... L'erreur de 1872 fut donc découverte quarante ans plus tard ; mais, loin de la corriger, l'industrie de la meunerie est à la veille d'amplifier considérablement le dispositif spoliateur. C'est ainsi que l'on écarte la connaissance". (Dr L.J. Picton, dans *England and the Farmer*, p. 128-129)
 "Cuit convenablement à partir de farine bien faite, le pain complet permet, pour une consommation environ d'un tiers inférieure à celle de pain blanc, de satisfaire la faim et rendre la santé". (Vicomte Lynton, dans *England and the Farmer*, p. 19).

(d'Irlande), annonça le 23 juillet 1912 qu'un décret était en préparation pour assurer la pureté de la farine et rendre illégal l'usage de phosphates et d'agents de blanchiment. Le même Ministre annonça le 26 mars 1913 qu'un décret traitant de toute la question de la pureté des produits alimentaires, farine incluse, était en préparation. (Aucune mesure cependant ne vit le jour) ...

"Il est de notoriété publique depuis des années que le régime alimentaire des pays civilisés est déficient à la fois en vitamines et en sels minéraux. Pendant des siècles, deux des produits alimentaires majeurs dans le monde ont été le blé et le riz. Avant 1850, le grain de ces céréales était pilé à la main ou grossièrement broyé à la pierre, et l'on perdait peu du son, tout en conservant la précieuse vitamine B. L'introduction en meunerie des calandres en acier permit aux meuniers de produire une farine blanche plus fine et d'extraire par tamisage le son et le reste. Ces résidus de tamisage contiennent le germe du blé (ou du riz) et avec lui la vitamine B et les sels minéraux. La farine obtenue par le procédé moderne est plus blanche, et le public, qui par une erreur de jugement pense que blancheur équivaut à pureté et bonne qualité, demande la farine la plus blanche possible. Pour l'obtenir, les meuniers modernes blanchissent la farine avec des produits chimiques. Le résultat de ces opérations est de fournir une poudre blanche dévitalisée dont on fait le pain, qui n'est plus du tout "le soutien de la vie". Les résidus de tamisage qui contiennent la partie la plus précieuse du blé sont transformés en aliments pour la volaille et autres animaux d'élevage. De très puissants intérêts commerciaux, incluant tout un groupe de produits céréaliers de marque, des médicaments, etc., se sont bâtis sur le fait que la meunerie était à même de fournir les matières premières nécessaires à ces commerçants sous la forme des prétendus "déchets" de farine, déchets qui avant 1880 (date d'introduction du calandrage en meunerie) étaient inclus dans le menu quotidien de la population et en sont désormais absents... L'attention du Ministre de l'Alimentation est attirée sur l'anomalie légale, désormais objet de vives discussions qui ont toute chance de soulever l'émotion du public une fois qu'elle sera mieux connue, que les laiteries et les fournisseurs de lait qui écrèment leur lait (au delà d'un certain

pourcentage) sont passibles des plus lourdes amendes, alors que le meunier qui extrait de sa farine l'équivalent de la crème en est indemne."⁽⁴¹⁾

"Dans une démocratie, écrit M Kenneth Williamson dans le bulletin mensuel de l'Economic Reform Club de juillet 1941, il est permis de parler librement. Vous pouvez exprimer votre pensée, mais dans certaines limites seulement, les limites imposées par le Pouvoir d'Argent.

"J'ai parlé un peu à la radio ; mais pouvais-je y dire ce que je savais, ce dont j'étais convaincu ? Bien sûr que non !

"En 1938, j'écrivis un texte d'émission disant que l'on avait fait des expériences à Cambridge en nourrissant des rats exclusivement de farine blanche, régime qui avait eu pour résultat que les rats étaient morts en trois mois de diverses maladies, toutes dues à la malnutrition. Mais je n'eus pas l'autorisation de le dire. Pas plus que je n'eus l'autorisation de vanter les mérites du pain complet. Je ne fus pas autorisé non plus à dégonfler le vieux mensonge qui prétendait que le blé anglais ne conviendrait pas pour faire de la farine intégrale. La Puissance d'Argent avait des moulins dans les ports, et ses équipements étaient conçus pour écrémer la cuticule riche en nutriments des grains d'importation étrangers les plus durs, afin de produire une farine d'un blanc de neige et aussi de fournir l'industrie des aliments du bétail en résidus de mouture, comme ils nomment les cuticules. Si tous les auditeurs de mes présentations s'étaient mis soudain à exiger du pain complet, il aurait fallu mettre au rebut pour des millions de £ d'équipements. Que seize millions de gens soient mal nourris, soit. Mais perdre seize millions de £, ça non !... Rien n'est permis qui blesse le Pouvoir d'Argent ...

"Restez sage, et annoncez-leur des choses qui ne font pas de vagues, ou sinon, vous ne serez plus autorisé à parler sur les ondes de la B.B.C."

"—Mais seize millions de personnes sont en permanence sous-alimentées !

⁽⁴¹⁾ "Bread in Peace and War", pp. 23,71,42, 47

« -- Nous regrettons, mais nous n'y pouvons rien. A titre personnel évidemment, nous sommes tout à fait d'accord avec vous, mais les ordres sont les ordres.

"Il en fut de même pour les articles dans les journaux : rien ne peut y être imprimé qui risquerait de faire baisser l'apport de la publicité. Dans un groupe de Presse, la Meunerie Jolly dépensa pour plus de quarante mille £ de publicité, aussi ne peut-il rien paraître dans le journal qui déprécierait la farine blanche.

– Pourquoi n'écrivez-vous pas un article sur un autre sujet, par exemple sur les loutres ? Sur ce sujet là, écrivez tout ce que vous voulez. Elles vivent dans l'eau, dans les rivières et les marais, n'est-ce pas ?...

"Le Pouvoir d'Argent ne s'intéresse absolument pas à la vie humaine, absolument pas à la terre qui est la mère de la vie humaine. Combien de temps encore durera ce respect du vieux système reposant sur le Pouvoir d'Argent ? Ce système qui, non seulement ruine le sol et mine la vie humaine, mais en outre se bloque périodiquement dans une lutte à mort avec ses rivaux".⁽⁴²⁾

On trouve aux Etats-Unis la même histoire de la domination des intérêts financiers.

"Si vous vous reportez aux expériences Rockfeller et à d'autres, écrit William Howard Hay, M.D., vous noterez que ces petits animaux qui étaient nourris avec des préparations de farine blanche mouraient plus vite que ceux qui ne recevaient pas de nourriture du tout ... On savait que les animaux nourris avec des préparations de farine blanche mouraient d'acidose... Et il n'est pas difficile de voir que la tendance acidifiante de la farine blanche s'ajoutant au manque total d'alcalis dû à ce genre de prétendue nourriture allait suffire à empoisonner l'animal plus vite encore que ne le feraient ses propres déjections, d'où la mort par acidose... Si le Gouvernement voulait seulement s'intéresser à l'interdiction du traitement industriel des

⁽⁴²⁾ Cité dans le Bulletin mensuel du Economic Reform Club de juillet 1941.

(NDT : On ne peut donc que sourire devant les promesses et déclarations actuelles de réforme du système financier mondial par ceux-là mêmes qui ont fait leur carrière politique à le servir.)

produits alimentaires, ce serait un grand pas de fait pour réduire le problème de carences dans notre pays ; le Gouvernement est parfaitement au courant des questions de nutrition, car de nombreuses expériences à ce sujet ont été menées par le Département des produits alimentaires du Ministère de l'Agriculture ; même les essais que l'on vient de mentionner de l'Institut Rockfeller ont été répétés dans ce Département avec des résultats semblables. Ainsi l'Oncle Sam est complice de la déminéralisation de nos aliments en ne l'interdisant pas. Toute une branche des très grandes affaires, les meuniers et les banquiers, trouvent avantage à dénaturer les aliments, et l'Oncle Sam n'aime pas faire de peine aux grandes affaires, sachant bien que cela ne rapporte pas. Il surveille la composition des aliments du bétail pour les veaux et les poulets, et il est très sévère contre quiconque vend de la farine de maïs pour ces innocents, mais il ne s'intéresse pas le moins du monde à l'alimentation des futurs citoyens. Cette situation n'est pas acceptable, mais qu'y faire ? Les grandes affaires veulent gagner de l'argent, et nous devons donc continuer d'absorber des produits alimentaires émasculés qu'ils ont le droit de nous vendre et que l'oncle Sam les autorise à nous vanter par la publicité avec des arguments des plus trompeurs... Il n'y a qu'une chose que l'on peut faire à cet égard, c'est, à titre personnel, de refuser d'acheter tout ce qui est transformé ou raffiné, et lorsque nous serons assez nombreux à le faire, alors ils seront bien forcés de changer tout le système de préparation et de commercialisation des produits alimentaires."⁽⁴³⁾

"La vitamine B – connue aujourd'hui sous le nom d'aneurine ou de thiamine^(*) – est indispensable à l'efficacité structurelle et fonctionnelle du système nerveux : sa prise en suffisance est donc essentielle pour toutes les activités neuromusculaires, y compris l'activité cardiaque, stomacale et rénale. L'efficacité structurelle et fonctionnelle des glandes surrénales en dépend largement aussi. Une consommation ou une utilisation insuffisante peut donner lieu à de l'anorexie, à un manque de croissance, un manque d'énergie, à de

⁽⁴³⁾ " *Health via Food*", pp. 247, 283, 284

^(*) (NDT : la vitamine B s'est avérée un complexe de vitamines : B1, B2, B3, B6, B9 ...B12)

l'irritabilité et de la nervosité, à des irrégularités du fonctionnement cardiaque et des reins, à la névrose.... La cause principale de cette insuffisance dans le régime alimentaire de la population est l'usage quasi-universel de farine blanche, où elle (cette vitamine) manque, de préférence à la farine complète où elle est présente en abondance, et aussi à la consommation excessive de sucre dévitaminé."⁽⁴⁴⁾

Le témoignage de Lord Northbourne sous ce même rapport vient avec tant d'à propos qu'on ne peut l'omettre : Dans "*Look to the Land*", il écrit : "La santé humaine et la santé de son territoire ne sont pas deux questions distinctes, que l'on pourrait à bon droit envisager séparément et indépendamment l'une de l'autre.... Que si l'Agriculture est ainsi malade, il serait bien étrange que l'état physique des hommes demeure parfaitement en ordre... Il est vrai que l'homme ne peut vivre seulement de pain, mais il est tout aussi vrai qu'il ne peut vivre sans pain, et que si son pain est défectueux il ne peut s'attendre à vivre en bonne santé... L'aliment type de la plupart d'entre nous aujourd'hui est le pain blanc. Il est intéressant de considérer une miche de pain blanc à la lumière de ce que l'on a dit des aliments en général. Il y a toutes chances que le blé ait été cultivé à l'étranger, très probablement dans un système d'embavements continus en blé et vraisemblablement sur un sol dont la fertilité est dans une certaine mesure épuisée. Après une période de stockage, durant laquelle il a pu être traité chimiquement contre les insectes, on l'a passé dans un moulin moderne à calandres... Ainsi donc, même si le blé a été cultivé sainement, la plus grande partie de ses éléments vitalisants et protecteurs ont été enlevés... Le pain blanc n'est plus que simple élément de bourrage. Il n'est pas exagéré de dire qu'en général il n'est pas nourrissant du tout.... Sir Robert L. Mc Carrison a fait des expériences sur des rats (pour tester les aliments). Les uns étaient alimentés selon le régime du peuple Hunza et de certaines

⁽⁴⁴⁾ "*Bread in Peace and War*", p.p. 47-48.

"Le pain blanc que nous mangeons actuellement est un scandale et une honte pour la civilisation... Le pain blanc, comme le sucre blanc, est une camelote qui entraîne des dépenses publicitaires de 5.000.000 £ par an pour des produits de santé." (Viconte Lynton, dans "*England and the Farmer*", p. 19)

autres tribus dont la santé était remarquable. Ces rats prospérèrent extraordinairement. Les maladies parmi eux furent pratiquement inconnues.... Un autre groupe de rats fut alimenté avec le régime des classes pauvres d'Angleterre (pain blanc, margarine, thé sucré, légumes bouillis, viandes en conserve et confitures) : leur croissance fut mauvaise. Ils montrèrent de la neurasthénie et se mordirent entre eux. Au bout de seulement seize jours, ils commencèrent à s'entredévorer. Ils attrapèrent aussi de nombreuses maladies, et en outre présentèrent de la fatigue, des pertes de poils, des furoncles, des problèmes dentaires, des déformations de la colonne vertébrale. Ils se mirent à nous ressembler terriblement."

d) L'enrégimentement du corps médical

Une brochure d'un grand intérêt intitulée "*Barrier to Health*", du dr Douglas Boyd⁽⁴⁵⁾, a attiré l'attention sur la pression croissante exercée sur les médecins pour qu'ils acceptent leur mise sous contrat, et souligne que les puissances financières s'agitent dans cette direction. Voici ce qu'écrit l'auteur : "Le nombre croissant de médecins qui acceptent d'être mis sous contrat donne clairement raison de s'alarmer. Il est évident que beaucoup préfèrent accepter des restrictions plutôt que de souffrir de privations.... Il est très clair que la réduction largement observée des consultations privées résulte du malaise économique général. N'est-il pas étrange que la pression économique qui va s'aggravant s'accompagne de nombreuses opportunités de mise sous contrat des médecins. Sachant que le Crédit est sous un contrôle hautement centralisé, ne peut-on à juste titre soupçonner que ceux qui dirigent la politique financière s'intéressent davantage à l'enrégimentement de la profession médicale et des malades qu'à la santé publique ?... Pour l'observateur impartial bien au courant des faits, il est clair que l'ensemble de la profession médicale est en train d'être brutalement happée par une certaine forme de socialisme, de fascisme, de communisme russe, ou quel que soit le nom que l'on veuille donner, à l'enrégimentement et à la mise en œuvre forcée d'objectifs contraires aux vœux de la majorité... Les faits sont clairs. Pratiquement tout médecin qui

⁽⁴⁵⁾ Editée par the Abbey Press, Bangor, Co Down, Irlande

s'installe doit acheter sa clientèle. Cette "obligation" suit l'introduction des Assurances sociales. Indépendamment de toute considération sur le succès ou pas de ce système, le fait demeure qu'il a créé une importante extension du crédit bancaire. Parallèlement, chaque médecin s'est vu pratiquement obligé de souscrire une assurance sur la vie, qu'on l'a convaincu de prendre en général du type à terme fixe, ce qu'une étude poussée montre être la plus avantageuse pour les compagnies d'Assurances. Il serait bien naïf celui qui penserait que le petit groupe d'individus qui sont les maîtres du Crédit bancaire et des principaux groupes d'Assurances ne sont pas intervenus dans cette entreprise... Et qui donc dirige la politique de la Banque d'Angleterre ? Où que l'on se tourne, l'on trouve la centralisation sous la domination du financier. Dans toutes les directions, on voit le résultat d'une politique inhumaine. Nous, les membres de la profession médicale, nous avons eu le douteux honneur, qui nous a été imposé, d'être parmi les premières professions à être placées sous un système d'enrégimentement pour assurer le contrôle et les profits de ceux qui mènent la politique des institutions financières."⁽⁴⁶⁾

e) La publicité de "Médications" et produits de santé

Nous venons donc de voir que la perversion de l'ordre due à l'hégémonie de la Finance s'est montrée néfaste pour l'Agriculture, conduisant à épuiser les sols et à négliger la production des produits de première nécessité, ruineuse aussi pour l'alimentation humaine, non seulement pour la production et la distribution des produits

⁽⁴⁶⁾ Op. cit., pp. 11-14, et 39. "La science médicale est largement occupée à adapter nos corps à un mode de vie antinaturel, tout comme l'agronomie l'est à adapter notre territoire à une méthode de culture antinaturelle. Les résultats dans les deux cas n'ont rien d'encourageant". (Henry Warren, dans *"England and the Farmer"*, p.66) (NDT : Sous la pression impérieuse du Judaïsme financier, c'est à la destruction du système de santé publique auquel on assiste actuellement en France, avec la fermeture de nombreux hôpitaux publics et la désorganisation systématique des plus grands, qui a commencé avec le numérus clausus des facultés et la crise du recrutement médical, puis les 35 heures, et maintenant la « réorganisation ». La volonté du Pouvoir semble être de tout faire pour que ne subsistent que des cliniques privées.)

alimentaires mais pour la nourriture elle-même, et dommageable à la protection médicale des personnes humaines.

Franchissons un pas de plus, et examinons les tristes effets de cette domination, non seulement sur le corps humain, mais aussi sur l'âme humaine. Il est vrai qu'en ce qui concerne les publicités pour les "remèdes secrets" nous sommes essentiellement confrontés aux conséquences de l'égoïsme humain utilisant le moyen moderne de la publicité. Mais la force motrice de la dette, qui pousse à multiplier la publicité et les dépenses d'ordre général, pousse aussi à des affirmations mensongères et exagérées et à des offres indécentes. La folle concurrence face à un pouvoir d'achat insuffisant favorise les publicités indécentes, qui ont une influence peccamineuse et dégradante sur la société. Egalement la crainte de perdre des rentrées et de ne pas pouvoir payer les agios bancaires sur leurs découverts force les journaux à s'abstenir de dire la vérité sur les "remèdes secrets" et donc en prévenir le public.

Nous avons vu que l'on ne concrétise pas la capacité potentielle de l'univers à fournir à ses habitants tout ce dont ils ont besoin, ou si on la concrétise dans une certaine mesure les produits ne sont pas distribués, mais détruits. D'autre part, des sommes énormes sont dépensées pour la publicité des produits qui ne sont pas détruits, pour les faire connaître à des gens qui manquent de pouvoir d'achat pour acquérir ce dont ils ont besoin. D'énormes sommes sont également dépensées pour faire la publicité de médicaments et de remèdes, rendus nécessaires par la dévitalisation des produits alimentaires et par leur insuffisance.

"De plus en plus, lisons-nous dans la brochure publiée par la Food Education Society, les démocraties de langue anglaise s'en remettent à des aliments dévitalisés et à des médicaments correcteurs pour maintenir la santé. C'est une habitude qui se répand depuis les villes jusque dans les zones rurales. Cette consommation d'une alimentation en conserves, de concentrés, et synthétique, non seulement gêne sérieusement la renaissance de l'Agriculture... mais dissémine des maladies dévastatrices." ⁽⁴⁷⁾

⁽⁴⁷⁾ *"Bread in Peace and War"*, p. 23

"Les gens des villes comme ceux des campagnes, écrit Lord Northbourne dans *"Look to the Land"*, ont les uns et les autres besoin d'une nourriture correcte. Actuellement, il n'y en a pas un sur cent qui peut se la procurer, même en payant. Cette nourriture simplement n'est pas disponible. Le commerçant qui détient les cartes ne veut que ce qui est standardisé, se stocke et se conserve facilement ; il le veut en grandes quantités et à bas prix. Il "éduque" le public, et l'agriculteur doit se conformer à la demande résultante, ou bien abandonner le métier. L'alimentation bon marché a servi d'excuse commode... Minimiser les coûts financiers, voilà notre idéal. Aussi longtemps que les gens se laisseront leurrer par les publicités (tonitrueuses ou masquées) pour les produits de l'industrie alimentaire, eux et les fermiers resteront à la merci de grands groupes de distribution, dont tous les intérêts semblent en opposition avec les vrais besoins nutritionnels de la population... Il faut pasteuriser le lait pour la sécurité de son stockage en gros par de grandes entreprises de distribution... La pureté est le mot d'ordre de l'annonceur, mais en pratique ce terme est devenu synonyme de stérilisation. Stériliser signifie tuer... Le fait de pasteuriser, on le reconnaît, altère l'un des constituants phosphatiques du lait. Cet élément est étroitement lié au métabolisme du calcium dans le corps, qui inclut la formation des os et des dents ... Une partie au moins du monde des affaires est consciente que nous n'allons pas bien, c'est celle qui tire ses revenus de la publicité : voyez donc la proportion d'espace d'annonces consacrées aux médicaments de marques et aux produits curatifs de toutes sortes, aux préparations alimentaires recommandées pour la santé, aux édulcorants du goût, stimulants, calmants, y compris les stimulants cérébraux et les sédatifs et narcotiques. A cette liste, il faut ajouter les cosmétiques, dont l'objectif premier est de simuler l'éclat de la santé.

Un affaiblissement de la vitalité n'est pas moins discernable chez les plantes et les animaux. Les divers types de bétail d'élevage intensif, en particulier la volaille et les vaches laitières, présentent une sensibilité croissante aux maladies."

Le Rapport du "Select Committee on Patent Medicines", dont la publication fut décidée par la Chambre des Communes le 4 août 1914 et qui fut réimprimé en 1936, contient une mine d'informations sur les *Secret Remedies*, les "remèdes secrets". On y lit : "Nous sommes envahis par un tas de remèdes de charlatans, qui à l'origine n'étaient disponibles qu'aux Etats-Unis... Si pour certaines catégories de ces *remèdes secrets* leur production et commercialisation n'implique... qu'un capital insignifiant, dans d'autres cas le capital investi dans la fabrication est très important. Le chiffre d'affaires des propriétaires des pilules Beecham, qui se vendent à plus d'un million de pilules par jour, dimanches compris, est d'environ 360.000 £ par an. Les propriétaires du sirop Siegel, qui ont vendu 100 millions de bouteilles de sirop en quarante ans, paient annuellement plus de 40.000 £, rien qu'en salaires.⁽⁴⁸⁾ Dans la plupart des cas, la dépense principale en ce qui concerne ces *remèdes secrets* est pour la publicité. Les propriétaires de "Whincarnis" par exemple y consacrent 50.000 £ par an, et emploient entre trente et quarante personnes dans leur bureau de publicité...

"Comme un montant de 2 millions de £, ou peut-être même davantage, est dépensé annuellement pour la publicité de ces remèdes sous une forme ou une autre, ce secteur d'activités est évidemment de grande importance pour les propriétaires de journaux. Pour la plupart des journaux, ces annonces constituent l'une des sources de revenus les plus considérables, et un certain nombre de petits journaux de province auraient probablement bien du mal à survivre sans tous ces encarts pour les "remèdes secrets".... En ce qui concerne les publicités d'escrocs comme Macaura, les produits de charlatans pour les yeux, pour les sourds, les remèdes miracles contre le cancer, contre la phthisie, les fabricants de ceintures électriques, les guérisseurs de hernies sans opération, ou en général les "fakirs", la plupart de propriétaires de journaux ne considèrent pas de leur responsabilité de vérifier la bonne foi des annonceurs de

(48) Ce Rapport dit ailleurs : "Pendant de nombreuses années cette préparation portait la mention : " Une vieille femme, la Mère Siegel, etc." Votre Comité est parvenu à la conclusion que cette mention était de pure invention dans tous ses détails. Il n'a jamais existé de Mère Siegel, ni de cette herbe merveilleuse".

remèdes secrets, pas plus que celle des annonceurs pour les autres produits

On doit en outre souligner à ce propos que les importantes sommes reçues pour la publicité de ces remèdes secrets amènent les journaux, que ce soit par discrétion ou par obligation, à exclure de leurs colonnes toute critique ou discussion sur ces remèdes secrets. Lorsque la British Medical Association par exemple publia le volume intitulé "*Secret Remedies*" qui contenait des analyses, les coûts, etc. d'une vaste gamme de ces médications de marques, non seulement ce volume ne bénéficia d'aucune recension dans la plupart des journaux, mais même nombre d'entre eux, dont certains parmi les plus réputés, refusèrent d'en insérer l'annonce publicitaire. Lors d'un procès à Edimbourg, au cours duquel le juge décrivit l'activité des propriétaires du ... comme étant fondée sur un mensonge éhonté pour tromper le public, le procès à notre connaissance ne fut, à de rares exceptions près, pas rapporté dans la Presse, et le "remède" en question continue d'enregistrer des ventes considérables,...

Remèdes frauduleux.

Il s'agit d'une vaste gamme de produits de grande vente, souvent de prix élevés, qui consistent en produits abortifs, en prétendus traitements du cancer, de la consommation, du diabète, de la paralysie, de l'ataxie locomotrice, de la maladie de Bright, du lupus, contre les convulsions, l'épilepsie, les hernies (sans opération chirurgicale ni appareillage), pour guérir la surdité, les maladies des yeux, la syphilis, etc., de même que les ceintures électriques, appareils d'oxygénation, de production d'eau "ionisée" et autres choses semblables ... Il s'agit, et leurs fabricants le savent bien, d'atroces escroqueries, et la vente et la publicité en devraient être interdites sous menace de peines sévères....

Remèdes promettant des effets très exagérés :

A titre d'exemple des profits réalisés par la vente de cette catégorie de remèdes, George Taylor Fulford le propriétaire des "*Petites pilules roses du Dr William pour personnes p les*" légua une fortune de 1.100.000 livres sterling ...

Vins toniques

"Il est indubitable que nombre de personnes, en prenant ces vins et préparations... (...) soit en sachant qu'il s'agit de produits alcoolisés... soit inconscientes qu'il s'agit de liqueurs à haut pouvoir enivrant, acquièrent "l'habitude de la boisson". On doit aussi leur imputer le fait que la drogue qu'ils contiennent peut conduire à une dépendance...

Remèdes secrets, produits abortifs

"Le commerce de produits abortifs est l'un des aspects les plus déplorables du marché des "remèdes secrets". On trouve de la publicité pour d'innombrables remèdes aux "irrégularités féminines". Certains d'entre eux sont des poisons et ont causé des morts, cependant que la plupart sont totalement inactifs pour l'objet pour lequel ils sont vendus... De nombreux cas mortels dus   l'emploi de cette substance ... pour le but en question nous ont été rapportés. Ce produit ne peut entraîner l'avortement qu'en produisant un empoisonnement au plomb, dont ont résulté des cas d'aliénation, de cécité, de paralysie et des décès... La question d'une interdiction totale de sa vente devrait être soulevée par les autorités compétentes...

"Quelques journaux de la presse dite "religieuse", nous a-t-on dit, sont particulièrement hospitaliers pour les publicités de "remèdes secrets", et dans leurs colonnes on en a trouvé nombre de natures critiquables. Il est hélas également vrai que les hebdomadaires bon marché "sur la maison", visant le lectorat féminin et les jeunes femmes, contiennent des publicités de nature très inconvenante. Un grand nombre de ces publicités scandaleuses, extraites des hebdomadaires, des feuilles de sports, de magazines "religieux " ou du "foyer" nous ont été montrées, y compris dix-neuf publicités pour des produits conçus à usage abortif dans l'édition dominicale d'un journal de province. ...

"L'on ne sera alors pas surpris d'apprendre que des témoins d'une autorité indiscutable nous ont assuré que les maux graves qu'entraînent les ventes et la publicité des "remèdes secrets"

demandent une action urgente. Nous pouvons citer à titre d'exemples les témoignages suivants :

"A propos des maladies sexuellement transmissibles, celui du Dr Reginald Edward Cross, M.R.C.S., I.R.C.P. : "Des maux très graves, très répandus, qui demandent une action législative urgente".

Concernant les maladies de l'oreille, Mr P. MacLeod Yearsley, F.R.C.S. : "un mal très grave et répandu dont je suis convaincu qu'il demande une intervention législative".

En ce qui concerne les maladies de la peau, le Dr Arthur Whitfield, M.D., F.R.C.P. du Service de la Peau et professeur de Dermatologie au Kings College Hospital : " Les dégâts ainsi produits sont effrayants ... le besoin d'une législation est urgent."

"... Et sur un plan général, celui de Mr G. Sydney Paternoster, le directeur adjoint de "Truth" : " Cela ne fait aucun doute, des millions sont extorqués chaque année au public, et uniquement sur des promesses mensongères ".⁽⁴⁹⁾

Le comte de Portsmouth résume ainsi la situation : "A une époque plus saine, avec un système moins irrationnel, il aurait été impossible que des "médications" aussi scandaleuses que celles à usage mental et physique dont nous souffrons actuellement eussent pu prendre une place aussi prédominante dans nos vies. La malnutrition et le manque de travail ont miné la santé, et cet effet a de lui-même entraîné que des intérêts considérables ont été investis dans des médicaments de marque.

"Nos vies ternes, rationalisées et enrégimentées ont créé une demande pour les distractions de masse : courses de lévriers, compétitions de football et autres. De gros profits permis par le Crédit ont amené à créer de nouvelles opportunités pour promouvoir le commerce de luxe. Il en est de même de l'énorme développement de l'industrie du tabac et du sensationnalisme artificiel de la Presse. Ceux qui en 1939 disaient n'avoir pas les moyens de s'acheter assez de nourriture pour se remplir l'estomac ...étaient poussés sous tous les prétextes à dépenser leur argent en pure perte en cigarettes, journaux, cinémas, matches de football,

⁽⁴⁹⁾ *Report on Patent Medicines*, pp. X,XI, XIII, XV, XX, XXIII, XXX (Publié par H. M. Stationary Office)

achat à crédit de poste de radio, qui dans un monde plus sain ... auraient été jugés bien moins nécessaires à l'existence. Cette dégénérescence peut en majeure partie être imputée à la Finance, tout comme on peut lui imputer les vingt ou trente millions de chômeurs qui hantent les rues d'Europe et d'Amérique. Tout cela survient dans un monde où la Finance a la totalité du pouvoir et l'exerce sans légitimité ni aucun dessein social". (*Alternative to Death*", p. 36)

f) La vie familiale

Nous avons vu que l'annonce d'une sécheresse catastrophique et de la perte de la récolte de blé aux Etats-Unis avait été accueillie par des acclamations à la Bourse aux grains de Chicago. Une telle attitude est en totale opposition avec les sentiments exprimés dans les prières. La Sainte Eglise nous ordonne de réciter les *Litanies des Saints*. Ces Litanies sont récitées ou chantées le jour des Rogations précisément pour invoquer la bénédiction divine et protéger les cultures. La Collecte de la *Messe votive pour demander la pluie* n'a évidemment pas été conçue par des spéculateurs sur les grains, car nous y lisons : "Ô Dieu tout-puissant, de qui nous avons la vie, le mouvement et recevons notre existence, donnez-nous la pluie en sa saison, de sorte que nos besoins temporels étant ainsi fournis en suffisance, nous puissions rechercher avec plus de confiance les biens éternels, par Notre Seigneur Jésus-Christ, etc. Dans le récit que fait Notre Seigneur des signes qui précéderont la fin du monde, Il mentionne les famines. Si les peuples du monde permettent aux financiers de continuer à insulter Dieu par leur attitude envers Ses dons, ils n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes pour les famines.

Mais il y a pire encore : un Sénateur des Etats-Unis en 1933, devant le nombre croissant de propositions pour réduire la production de tant de ce qui est requis pour l'existence normale des hommes, déclara que la dernière touche au tableau serait une Loi pour limiter la procréation dans l'Union. Très probablement il ignorait qu'en Angleterre des lettres avaient déjà été adressées au "Times" pour en faire la demande : "La partie la plus pauvre de la population a déjà dépassé

la demande en main d'œuvre... Ils doivent apprendre à maîtriser l'accroissement de leurs familles, comme l'ont déjà fait les classes moyenne et supérieure".⁽⁵⁰⁾

C'est là un idéal tout différent du mariage par rapport à celui que nous présentent les belles prières que l'Eglise nous fait dire au couple des nouveaux mariés à la messe de Mariage. Là, le prêtre supplie Dieu que l'épouse devienne une mère féconde en progéniture, et que les deux époux puissent voir les enfants de leurs enfants jusqu'à la troisième et la quatrième génération.

L'existence de surplus de production sur la consommation ne suscite pas chez ceux qui souffrent de la mentalité imposée par la Finance l'idée que le remède doit être cherché à contre-courant, en cherchant à accroître la consommation. Non, au lieu de cela le remède qu'ils suggèrent est de réduire le nombre des producteurs. C'est la fertilité de l'argent qu'il faut maintenir, même si cela conduit à stériliser l'espèce humaine. Les dirigeants des Banques Centrales seront prêts sans aucun doute à obliger l'Etat auquel ils prêteront à ériger des cliniques antinatalistes dans toutes les grandes artères. Comme les

⁽⁵⁰⁾ Cité par Jeffrey Mark dans "The Modern Idolatry", p.35.

(NDT : L'auteur écrivait ceci en 1941, évoquant les projets antinatalistes et eugénistes déjà annoncés avant 1939 issus du scientisme athée et du racialisme ; le conflit fut amené après la grande crise qui servit de préparation... Sitôt après la guerre l'action de puissants lobbies eugénistes reprit de plus belle, avec l'action antinataliste mondiale de la Fondation Rockefeller, la promotion de la stérilisation, de la pilule anticonceptionnelle, de la vasectomie, la légalisation de l'avortement et la promotion de l'homosexualité, toutes mesures imposées aux Gouvernements maçons sous la pression américano-juive, qui entraînèrent l'effondrement de la natalité en Occident mais visaient le monde entier, avec une politique de stérilisation de masse en Inde et ailleurs et la limitation stricte de la procréation en Chine communiste, au point d'y amener un grave déséquilibre de population.

Ceci laisse penser quel but peut avoir la nouvelle grande crise économique-financière qui a débuté en 2008... Rien de tel qu'une guerre mondiale pour éliminer la fermentation sociale et imposer les objectifs du Pouvoir d'Argent, clairement dévoilés dans "La Paix Indésirable", et déjà mis en œuvre depuis quarante ans pour éliminer tout doute. L'objectif réaffirmé d'imposer la politique eugéniste et antinataliste au monde entier et de supprimer toute procréation naturelle figure dans un article du bimensuel *The Futurist* de l'association World Future Society fondée et présidée par R. Mc Namara, ex-président de la Banque Mondiale, cité au chapitre "l'Elite" du livre "Karl Marx, Vrai ou faux prophète" de Deirdre Manifold (Editions St Rémi)

contribuables anglais continuent à payer des intérêts sur l'argent emprunté par le Gouvernement pour financer la guerre qui se termina par la bataille de Waterloo en 1815, la population décroissante selon toutes probabilités sera toujours à chercher de quoi payer les intérêts de ce nouvel emprunt lorsque l'Archange Gabriel convoquera leurs derniers descendants ainsi que les financiers pour écouter l'entière vérité sur l'Ordre du monde.⁽⁵¹⁾

"Bien peu est fait pour encourager les gens à agir en vue du long terme. Or du point de vue de l'Etat, c'est le long terme qui importe. Actuellement, tout est fait pour adopter la vue à court terme. L'argent est la fin presque universellement recherchée, quels que soient les moyens de l'acquérir. La loi sur les sociétés commerciales a été conçue de telle manière que les entrepreneurs peuvent faire ce qu'ils veulent pendant que les conditions sont favorables et échapper à toutes les responsabilités de leurs actes simplement en revendant leur affaire au bon moment et en laissant à d'autres de se débrouiller avec les conséquences. "Un exemple particulièrement manifeste de la prédominance du court terme est le comportement des promoteurs immobiliers et des entreprises de construction dans les années 1920-1930. Certes, il y avait alors un besoin de nouvelles maisons, mais certainement pas de maisons construites sans souci de qualité, édifiées en masses étendant leur laideur autour de nos grandes villes et des villes de province. Sitôt qu'un lotissement avait été bâti et le bénéfice encaissé, la société de construction était dissoute, et lorsque plus tard on découvrait que les maisons étaient impropres à l'habitation, les gens à qui elles avaient été vendues sur hypothèque se retrouvaient sans aucun recours. C'est l'exemple d'une industrie. On peut en citer bien d'autres, mais toutes ont les mêmes caractéristiques, à savoir qu'un homme ou un groupe d'individus peut saigner à blanc une affaire et échapper totalement aux futures

⁽⁵¹⁾ Lors de Waterloo, évidemment, la City avait également investi de l'argent du côté opposé : "Dans ces circonstances, il (Napoléon) n'avait d'autre choix que de contracter un emprunt pour la défense de la France. La City de Londres lui accorda 5 millions de £. Avec cette somme, il équipa l'armée que Wellington battit à Waterloo." ("Monarchy and Money Power", de R. MacNair Wilson, p. 107)

conséquences de sa politique en dissolvant ou en revendant l'entreprise avant que les effets à long terme de leurs actes se soient fait sentir.

"La société a aussi un intérêt certain à s'assurer que ses ressources physiques ne soient pas gaspillées. En Agriculture, on sait depuis longtemps que quels que soient les avantages immédiats que l'on puisse retirer du surmenage des terres, à la longue on ne peut pas tirer davantage d'une terre que ce qu'on lui restitue. Dans l'Industrie il en est largement de même." (52)

Nous, Catholiques, ne devons pas nous contenter d'exalter la sublime dignité du sacrement de Mariage et de prêcher la loi morale. Nous devons certes le faire, mais il nous faut en outre faire tout notre possible pour permettre aux jeunes qui se marient à l'âge convenable de remplir les obligations sacrées de leur état. Il nous

(52) "The Future of Auditing" par Un Groupe d'Experts Comptables (Gee & Company).

A propos de la remarque de ce groupe que bien peu est fait pour encourager les gens à agir pour le long terme, il est bon de citer quelques lignes du Rapport de la Commission Forestière de Grande-Bretagne (1943). "Le reforestation demande éminemment une vue à long terme qui n'a pas été encouragée. Jusqu'au début de la dernière guerre, y lit-on, le Royaume-Uni (Irlande comprise), n'avait pas de politique forestière...la Commission Forestière fut créée en 1919 comme autorité en matière de forêts. Suite au manque de stabilité financière, les opérations de la Commission Forestière furent sujettes à divers contre-temps... Les progrès en matière de bois privés furent décevants... La situation d'après-guerre demandera une action rapide et à grande échelle. Les préalables au succès sont disponibles. Les conditions en Grande-Bretagne sont favorables à la croissance rapide de bois de construction. Il y a assez de place dans les forêts existantes et avec les terres de mauvaise qualité restées incultes. et en herbe." N'en est-il pas de même en Irlande ?

(NDT : si le long terme est négligé au plan national et dans la vie courante au profit du gain rapide (et de la destruction-suppression des nations), au plan mondial il n'est pas négligé mais visé suivant la conception des athées au pouvoir : il s'agit pour eux de réduire la population à un minimum, afin de réserver les ressources de la terre à la petite élite d'élus promis à l'immortalité par les progrès de la génétique, d'où les projets poussés en ce sens ! C'est la clé explicative de tous les conflits étranges qui ont éclaté un peu partout et d'abord là où sont les ressources minérales, et la clé aussi de l'évolution technocratique-totalitaire .

faut prendre à cœur les mots du Saint Père défunt dans son Encyclique *Sur le Mariage chrétien* : "Comme il n'est pas rare que la parfaite observance des Commandements de Dieu et l'intégrité conjugale rencontrent des difficultés dues au fait qu'époux et épouse sont soumis à des circonstances contraignantes, leurs besoins doivent être soulagés dans toute la mesure du possible. Et donc, en premier lieu, tous les efforts doivent être faits pour obtenir que ...dans l'Etat soient adoptées des mesures économiques et sociales qui permettent à tout chef de famille de gagner le nécessaire correspondant à sa situation de vie, pour lui-même, son épouse et pour l'éducation de ses enfants, car le travailleur mérite son salaire." (St Luc V, 7)".

Dans le système monétaire actuel, des gens meurent de sous-alimentation pendant que l'on détruit des produits alimentaires faute de pouvoir les vendre avec profit, et nombre de ceux qui survivent sont exposés à de cruelles tentations contre la loi morale. N'est-il pas juste de mettre un tel système en question, compte tenu que l'argent est foncièrement et par nature destiné à faciliter aux membres de la famille l'acquisition en suffisance des biens matériels qui leur sont nécessaires pour mener une vie vertueuse ?

Nous ne pouvons mieux conclure ce chapitre qu'en citant ce passage de l'Allocution de Noël 1942 du pape Pie XII :

"Poussée par des motifs religieux, l'Eglise a condamné les diverses formes de Socialisme marxiste et les condamne toujours aujourd'hui, parce que c'est son droit permanent et son devoir de protéger les hommes contre des courants de pensée et des influences qui mettent en danger leur salut éternel.^(*) Mais l'Eglise ne peut fermer les yeux ni négliger le fait que le travailleur, dans ses efforts pour améliorer sa

(*) (NDT : Il n'allait pas falloir plus de quelques mois pour que ces paroles soient démenties par des nominations de prélats marxisants et maçons, le recyclage des bons dans le libéralisme, et par le silence du Vatican du même Pape devant la guerre totale menée par les antichrists, puis avec les agissements de hauts membres de la hiérarchie ecclésiastique comme le Cal Feltin puis le Cal Marty ou le nonce Roncalli, faisant le jeu des communistes, des socialistes, du Judaïsme et du laïcisme maçon ramenés au pouvoir par les vainqueurs du conflit. Pie XII ne profita pas de " l'épuration » demandée pour éliminer les cardinaux maçons comme le cal Liénarrt)

situation, est confronté à un système qui non seulement n'est pas conforme à la nature, mais est en opposition au plan de Dieu et à l'objectif qu'Il eut en créant les biens de la terre... Si la question fut jadis de libérer la terre que sanctifia la vie du Verbe de Dieu Incarné, le besoin d'aujourd'hui, si Nous pouvons ainsi Nous exprimer, est de traverser la mer des erreurs actuelles et d'aller libérer la terre sainte de l'esprit qui est destinée à soutenir de ses fondements les normes et les lois inamovibles sur lesquelles pourrait s'édifier une construction sociale de saine harmonie interne.

"C'est en vue de cet objectif magnifique que, de la Crèche du Prince de la Paix et confiants que Sa Grâce est diffusée dans tous les cœurs, Nous nous tournons vers vous, enfants bien aimés qui Le reconnaissez et L'adorez, Lui le Christ Notre Sauveur, et Nous nous tournons vers tous ceux qui sont unis à Nous au moins par le lien de la foi en Dieu".

CHAPITRE XX

LES PRINCIPES POLITIQUES DE SAINT THOMAS D'AQUIN ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTALON-OR

Manieurs d'argent et Gouvernements

Nous avons vu que pour Saint Thomas d'Aquin, l'argent est destiné à être au service de la Politique et de l'Economie. On ne doit pas permettre que l'art et la pratique monétaire tombent incontrôlés aux mains de personnes privées, car celles-ci seront tentées de travailler à rendre instables les niveaux de prix à leur propre avantage. A fortiori, les dirigeants de l'Etat doivent faire en sorte que les manieurs d'argent ne deviennent pas les maîtres du Gouvernement. Or il semble que ces deux maux aient eu la possibilité de se développer ensemble à la faveur du système monétaire de l'étalon-or. Il est superflu de s'étendre davantage sur le premier de ces maux, sur lequel nous avons déjà suffisamment insisté. En revanche, il faut en dire un peu plus du second.

Commençons par recevoir les témoignages de chefs d'Etat eux-mêmes.

Peu d'années après la création de la Federal Reserve Bank en 1913 par Paul Warburg, un juif allemand qui était membre de la maison de banque Kuhn, Loeb & Co, en 1916 pour être précis le Président Woodrow Wilson résuma en ces termes la situation aux USA : *"Une grande nation industrielle est sous la dépendance de son système de Crédit. Notre système de Crédit est centralisé. Le développement de la nation par conséquent et toutes nos activités sont aux mains de quelques hommes... Nous en sommes venus à être l'un des gouvernements les plus mal dirigés, des plus totalement contrôlés et dominés dans le monde civilisé – non plus un Gouvernement par la conviction et le libre vote des citoyens, mais un Gouvernement selon l'opinion et la contrainte de petits groupes d'hommes en position dominante."*

Si nous passons à l'Angleterre, nous trouverons une abondance d'évidences et de preuves de ce que le Pr Soddy écrivit à propos de la Banque d'Angleterre il y a quelques années : "Celle qui était connue

comme la Banque des banques est pratiquement devenue maintenant le gouvernement du Gouvernement".⁽¹⁾

Gladstone déclara : "Dès le moment où je pris la charge de Chancelier de l'Echiquier (en 1852), je commençai à apprendre que l'Etat était face à la Banque et à la City dans une position essentiellement fautive en matière de finance... Le nœud de la situation consistait en ce que le Gouvernement lui-même n'était pas censé être le Pouvoir réel en matière de finance, mais devait céder devant le Pouvoir Monétaire suprême et incontesté. Devant cette situation, je fus très réticent et j'entrepris de me battre contre ce pouvoir pour affirmer l'autonomie financière du Gouvernement... J'eus contre moi l'opposition tenace du Gouverneur et du Vice-Gouverneur de la Banque qui siégeaient au Parlement, et j'eus la City pour antagoniste pratiquement en toutes occasions".⁽²⁾

M John Hargrave ajoute fort à propos : "Le grand homme serait stupéfié de voir quels bonds en avant a faits le Pouvoir d'Argent depuis cette époque, et les progrès de ses positions et de ses retranchements".

Page 215 du même ouvrage, M Hargrave cite Mr Montagu Norman disant que la différence entre le Trésor et la Banque "est comme entre bonnet blanc et blanc bonnet".

En confirmation de ce constat que le Gouvernement, c'est à dire le Trésor, doit aller chapeau bas à la Banque d'Angleterre pour obtenir les avances nécessaires, John Hargrave cite ce qu'écrivit à ce sujet Sir Thomas L. Heath, Secrétaire permanent au Trésor (de 1913 à 1919) dans son livre "*The Treasury*" (p. 78) : "... Un Acte 59 de Georges III, c. 76, requiert que chaque fois que s'avère nécessaire pour le service public de faire une demande auprès de la Banque d'Angleterre pour toute avance autorisée par le Parlement, une telle demande doit être faite par écrit par le Premier Lord du Trésor, ou actuellement par le Chancelier de l'Echiquier, au Gouverneur et au Vice-Gouverneur de la Banque... L'effet pratique est que le Chancelier doit écrire au

⁽¹⁾ "*The Role of Money*", p.59

⁽²⁾ "*Life of Gladstone*" de Morley. Cité par J. Hargrave dans son livre "*Professor Skinner, alias Montagu Norman*".

Gouverneur et au Vice-Gouverneur quatre fois par an (vers la fin mars, juin, septembre et décembre) pour leur demander de requérir l'accord du Conseil de Surveillance....".

M Hargrave cite également en ces termes M Vincent Vickers, qui fut directeur de la Banque d'Angleterre de 1910 à 1919 : "Ce ne fut pas Mr Winston Churchill en tant que Chancelier de l'Echiquier qui prit l'initiative et était à blâmer pour notre retour à l'étalon-or en 1925 ; ce ne fut pas M. Baldwin qui décida des termes du Bank Notes and Currency Act... de 1928 ; ni davantage plus tard Lord Snowden ne fut celui qui de lui-même classa cette fameuse demande d'une Commission Royale sur la politique monétaire et qui remplaça peu après le Comité Macmillan, ce qui pour certains avait une forte odeur de Threadneedle Street. Depuis 1919, la politique monétaire du Gouvernement a été la politique de la Banque d'Angleterre, la politique de Mr Montagu Norman".

Si nous relient ceci aux déclarations déjà citées de Mr Reginald McKenna, distingué banquier et ancien Chancelier de l'Echiquier, que "celui qui est le maître du crédit de la nation dirige la politique du gouvernement", nous avons un témoignage fiable sur qui dirige réellement l'Angleterre.

En conclusion nous pouvons encore ajouter que fut donné à la Banque d'Angleterre par la loi de Finance de 1918 le pouvoir de se taxer elle-même, sans le contrôle de personne.⁽³⁾

⁽³⁾ "*Tax Bonds or Bondage*" p. 23. La Banque d'Irlande obtint le même privilège par la Loi (Britannique) de 1918 à laquelle on vient de faire référence.

Selon le *Sunday Dispatch* du 21 septembre 1941, "En 1934, deuxième année où Hitler était au Pouvoir, la Banque d'Angleterre accorda à la Reichbank un crédit de 750.000 £... L'Allemagne avait à l'époque grand besoin d'approvisionnements en matières premières. Lorsque les Allemands envahirent la Tchécoslovaquie en 1939, Mr Montagu Norman leur remit les 6 millions de £ d'or appartenant à la Tchécoslovaquie que la Banque des Règlements Internationaux avait mis en dépôt à la Banque d'Angleterre... Sir John Simon reconnut que la Banque d'Angleterre n'avait pas consulté le Gouvernement sur la question."

(NDT : la montée en puissance d'Hitler et de l'Allemagne nazie furent bien cautionnés par la Haute Finance interlope pour permettre la conquête de l'Europe en vue d'une Europe socialiste, socle de leur mondialisme, et d'une nouvelle guerre qui devait étendre leur pouvoir et asservir davantage les pays européens chrétiens (cf. *Le Financement du Nazisme* de Pierre de Villemarest et le livre d'Emile

De fait, avec l'influence croissante des intérêts financiers américains, la tutelle sur le Gouvernement Britannique semble être passée de l'autre côté de l'Atlantique. Mr Thomas Johnston, membre du Parlement qui en 1931 était Lord du Sceau privé dans le Gouvernement travailliste, écrivit : "La City, les grands financiers et les prêteurs d'argent de New-York et de Paris refusèrent d'accorder leur crédit en soutien à un budget en équilibre. Ils demandèrent une réduction de l'aide aux chômeurs. Ils voulaient crucifier les hommes sur une croix d'or. Nous refusâmes absolument, et dûmes démissionner.... Vingt hommes et une femme – le Cabinet britannique – attendirent tout un dimanche après-midi dans le jardin de Downing Street la décision finale de la Federal Reserve Bank, la FED, de New-York".⁽⁴⁾

Outre ce témoignage spectaculaire de Mr Thomas Johnston sur la dépendance du Cabinet britannique de la tutelle du Conseil de Surveillance de la FED, il en existe d'autres : qui vont dans le même sens. Certains sont cités par A.N. Field dans "The Truth about the Slump". Ainsi, dans une interview parue dans le *New-York Evening*

Ludwig, "La Nouvelle Sainte Alliance" (N.R.F., 1938), dans laquelle l'auteur écrit cette phrase comminatoire que cite Léon de Poncins dans son livre "Top Secret, Secrets d'Etat Anglo-Américains." : "Les peuples occidentaux doivent se conjurer à la face du monde afin de défendre nos idéaux par la force... Cette Sainte Alliance sera dirigée contre l'Allemagne, l'Italie et tous les pays semblables qui adopteront leurs idées (NDT : le nationalisme !) à n'importe quel moment ... car les objectifs politiques de ce siècle sont : le Socialisme comme expédient national, et les Etats-Unis d'Europe comme politique internationale. Comment pourrait-on atteindre ces deux objectifs sans la guerre ? Outre les trois grandes démocraties : France, Angleterre et USA, SOUS LA DIRECTION DES USA, tous les pays y sont conviés à la condition que leur philosophie soit la bonne et parmi les grandes puissances l'Union Soviétique sera la première à s'y joindre" ! Ceci en 1938, bien avant que l'Amérique ne décide d'entrer dans la guerre. Cette Sainte Alliance était le prolongement de la guerre de 1914, qualifiée de guerre sainte (judéo-maçonnique) par le frère A. Lebey au Congrès International des Maçonneries de juin 1917 à Paris, qui définit en treize points les conditions de paix, que reprit en quatorze articles le frère Woodrow Wilson en 1918 (Compte rendu du Congrès p. 89, cité par Poncins dans l'ouvrage p. 29). Léon Blum avait écrit dans le même sens que E. Ludwig.)

⁽⁴⁾ Cité par John Mitchell dans "Tax Bonds or Bondage", p. 1.

Past, que la National City Bank fit figurer dans sa circulaire mensuelle de février 1926, Sir Josiah Stamp parla en ces termes du Federal Reserve Board de Etats-Unis : "Jamais dans l'histoire du monde n'a existé un si grand pouvoir dévolu à un si petit comité d'hommes que celui du Federal Reserve Board (le Conseil de Surveillance de la FED). Ces hommes tiennent entre leurs mains la prospérité du monde, et ils pourraient nous mettre tous par terre, soit délibérément, soit par quelque erreur involontaire. Attention, je ne cherche pas à les critiquer, mais il est hasardeux d'avoir un pouvoir aussi concentré dévolu à un comité aussi restreint." ⁽⁵⁾

Dans son livre "America Conquers England" également, Ludwell Denny déclare : "Bien des nations peuvent rire de notre Département d'Etat, mais toutes peuvent trembler devant notre Federal Reserve Board. Les taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis au début de 1929, par exemple, ont forcé à l'augmentation quasi immédiate des taux d'escompte dans dix pays européens, deux pays latino-américains et deux d'Extrême Orient. Et dans pratiquement tous les cas, cette action entraîna une récession des affaires et des souffrances pour des millions de travailleurs étrangers. La Grande-Bretagne fut la plus touchée. Ce coup stoppa net la résurrection de son commerce... Comme le dit un critique britannique, "Cela prouve que notre Banque (la Banque d'Angleterre) est attelée à Wall Street." Le *New-York Times* du 8 février 1929 put rapporter : "les banquiers berlinois déclarent que ceci signifie la défaite de l'objectif de l'Angleterre de rétablir Londres comme première place monétaire mondiale ; ce désir est considéré aussi comme ayant été largement responsable du maintien trop prolongé du taux d'intérêt bancaire à 4 1/2 %". Néanmoins la Banque d'Angleterre, en dépit des plus vives critiques, fut forcée de porter le taux de l'argent à son niveau le plus élevé depuis l'automne 1921 pour éviter la disparition de sa réserve d'or, essentiellement parce qu'il y avait une flambée de spéculation à Wall Street. Le résultat fut que l'indice du British Board of Trade révéla rapidement une baisse des cours des produits de base, due à la

⁽⁵⁾ Sir John Stamp fit partie du Conseil de Surveillance de la Banque d'Angleterre en 1932.. Cf. "The Old Lady Unveiled" de J.R. Jarvie (Webster & Co, 1933)

nécessité dans laquelle se trouvaient les banques centrales de résister à l'attraction des taux monétaires élevés des Etats-Unis" (*Manchester Guardian Commercial*, du 30 mai 1929).⁽⁵⁾

Le "*London Herald*", organe du Parti Travailleuse, avait prédit avec exactitude qu'une augmentation du chômage, une baisse d'activité des affaires et une augmentation du coût de la vie suivraient inévitablement l'augmentation du taux d'escompte de 4 1/2 à 5 1/2 % par la Banque d'Angleterre :

"... Notre prospérité à tous, non seulement en Angleterre mais dans tous les pays civilisés, est affectée par le bon ou le mauvais management du Système de Réserve Fédéral", déclara l'Honorable R. H. Brand, administrateur de la Lloyd's Bank de Londres... "Londres est dorénavant attelée à Wall Street, au lieu d'avoir comme aux jours d'avant guerre Wall Street et le reste du monde dans son sillage."⁽⁶⁾

Et voici encore ce que Mr Reginald Mc Kenna devait dire sur le sujet à l'Assemblée générale des actionnaires de la Midland Bank le 28 janvier 1928 : "*Aujourd'hui comme avant guerre, le prix de l'or en Amérique est fixe, et nous sommes censés assumer que la valeur de l'or gouverne la valeur du dollar. Or une telle supposition n'est plus correcte. Si l'on peut toujours échanger une once d'or contre un nombre défini de dollars, la valeur de l'once dépend de ce que ces dollars peuvent acheter, et ceci à son tour dépendra du niveau des prix américains. Si le niveau des prix en Amérique fluctuait selon les mouvements de l'or, le pouvoir d'achat du dollar dépendrait effectivement toujours de la valeur de l'or comme ce fut le cas auparavant. Mais nous savons que tel n'est pas le cas. Comme je viens de le montrer, le niveau des prix américains n'est pas affecté par les mouvements de l'or, mais il est sous le contrôle de la politique de contraction ou d'expansion du crédit menée par les Banques de Réserve. Il s'ensuit donc que ce n'est pas la valeur de l'or en Amérique qui détermine la valeur du dollar, mais la valeur du dollar qui détermine la valeur de l'or. Le*

(5) (NDT: C'était une époque où le mensonge n'était peut-être pas aussi systématique qu'aujourd'hui ...)

(6) "*America Conquers Britain*", pp. 169-171 (Alfred Knopf, New-York). Une grande partie de ce qui est cité dans le livre de Mr Denny ne figure pas dans celui de Mr Field. Dans l'original, ce chapitre est intitulé par Mr Denny "la Réserve Fédérale dirige Londres".

mécanisme par lequel le dollar gouverne la valeur de l'or à l'étranger est évident. Si le niveau des prix hors d'Amérique se met à monter par suite d'un afflux d'or, l'Amérique absorbe le surplus d'or; si au contraire les prix à l'étranger chutent par suite d'un manque d'or, l'Amérique y supplée. Le mouvement continue jusqu'à ce que les niveaux de prix en Amérique et à l'extérieur de l'Amérique soient ramenés à l'équilibre. Bien que l'or dans la plupart de pays demeure la base nominale (de la monnaie), le facteur déterminant des mouvements du niveau général des prix dans le monde est le pouvoir d'achat du dollar. La conclusion que l'on est bien forcé d'admettre est que, dans le sens le plus réel, le monde est sous l'étalon-dollar... Je conclus qu'aussi longtemps que les conditions demeureront celles que nous connaissons aujourd'hui, l'Amérique sera à même de conserver sa domination sur le niveau mondial des prix.

"Innombrables sont les opinions, poursuit Mr Field, que l'on pourrait citer pour preuve du fait que les monnaies et les prix dans le monde sont enchaînés aux politiques menées par les financiers maîtres de l'Amérique.

Mais il suffira de conclure par le jugement modéré du Professeur suédois Gustav Cassel, dans son livre "*Post-War Monetary Stabilisation*" : "*La politique monétaire des Etats-Unis détermine la valeur des monnaies de tous les autres pays ayant l'étalon-or... Les autorités de la Réserve Fédérale contrôlent donc non seulement le niveau général des prix aux Etats Unis, mais également le niveau des prix de tous les autres pays dans le monde qui ont adopté l'étalon-or... Lorsque le Système de Banque Centrale possède une couverture or de 70 à 80% des billets et dépôts, alors que légalement le ratio requis n'est que de 35 à 40 %, il est alors sans plus d'importance que cette réserve d'or s'accroisse ou se réduise de quelques pour cent. C'est pourquoi les dirigeants de la politique bancaire des Etats-Unis ne sont plus tenus de tenir compte des modifications mineures de la couverture or. Ceci veut dire que le Système de Réserve Fédérale est en position, bien sûr dans le cadre de certaines limites, de réguler la fourniture des moyens de paiement dans le pays sans égard aux mouvements de l'or. La Réserve Fédérale exerce donc une influence autonome sur le niveau des prix. Les autres pays du système de l'étalon-or sont obligés de suivre et d'ajuster leurs niveaux des prix en conformité avec celui des Etats-Unis. Autrement, ils s'exposent à la réduction de leur stock d'or déjà peu abondant, ou à un afflux d'or qu'ils ne pourraient se permettre de laisser inutilisé. L'accroissement ou la diminution du stock d'or des Etats-Unis qui serait lié à de tels mouvements d'or*

serait sans portée sur la situation monétaire de ce pays, qui, en dépit des fluctuations de son stock d'or monétaire, serait toujours à même de conserver stable son niveau général des prix. Ceci a pour conséquence que le niveau des prix des Etats-Unis a une influence déterminante sur le niveau des prix dans le monde, lequel est effectivement régulé par les dirigeants de la politique bancaire des Etats-Unis."⁽⁷⁾

Le système de la Réserve Fédérale

"Par suite de l'énorme accumulation de l'or aux Etats-Unis⁽⁸⁾, écrit M Field, la politique suivie par le Federal Reserve Board américain détermine le niveau général des prix des produits de base." Ainsi le Federal Reserve Board par son contrôle sur l'or est pratiquement le maître de tout le commerce mondial. Nous avons vu l'opinion du Président Woodrow Wilson sur le Gouvernement des Etats-Unis en 1916, alors que le Federal Reserve Board n'avait encore que quelques années d'existence :

"Une grande nation industrielle est gouvernée par son système de Crédit... Nous en sommes venus à être l'un des Gouvernements les plus mal dirigés, l'un des plus totalement contrôlés et dominés du monde civilisé" ... *Le développement de la nation et toutes nos activités sont aux mains de quelques hommes.* "

Il faut donc maintenant poser la question : quel est le lien entre le Federal Reserve Board et les quelques hommes qui, selon le Président Wilson, sont les maîtres de la nation en ayant le contrôle de son système de crédit ?

⁽⁷⁾ "The Truth about the Slump" (1931), chap. IV, pp. 28-32

⁽⁸⁾ NDT : Accumulation qui fut, pour les ploutocrates juifs US, le fruit de la guerre de 1914-18, qui leur permit d'engranger les bénéfices de la fourniture d'approvisionnements à tous les pays en guerre, et dont voici le bilan que publia un journal de Munich après la guerre, cité par Roger Lambelin dans "Les Victoires d'Israël" (Grasset 1928) : Encaisse de départ de la FED à sa création en 1913 : 600 millions de marks-or ; encaisse en 1922 : 13 milliards 522 millions de marks-or ! ... pendant que les échanges commerciaux mondiaux tombaient de 12 milliards de marks-or en 1913... à 200 millions en 1922 !!!

⁽⁹⁾ NDT : Mais ce Gouvernement était le sien ! Ce genre d'exclamation fait partie du théâtre politique où les acteurs font mine de déplorer les faits dont ils sont les agents.

Tout d'abord, dans l'ouvrage dont nous avons extrait ces citations "The Truth about the Slump", A.N. Field montre clairement qu'existe aux Etats-Unis un consortium financier tout-puissant. Il le démontre par des citations du Rapport de la Commission Pujo, que le Congrès avait créée peu après l'entrée en fonction du président Wilson en 1912. Il n'est pas nécessaire de citer ici tous les extraits qui figurent pp. 78-80 de l'ouvrage de A.N. Field, et aussi aux pages 306-308 de "The Mystical Body of Christ in the Modern World" ; on en reprendra quelques lignes seulement.

La Commission Pujo disait dans son rapport qu'existait à la date de mars 1913 un Consortium financier (*a Money Trust*), dont il citait les firmes suivantes comme en constituant le noyau et la force dirigeante :

J.P. Morgan & Company
The National City Bank, de New-York
Lee, Higginson & Company, de Boston et New-York
Kidder, Peabody & Company
Kuhn, Loeb & Company

"Le premier groupe, que par commodité nous nommerons le cercle interne, consiste en MM. J.P. Morgan & Company, qui en sont les leaders reconnus et MM. George F. Baker et James Stillman à titre personnel et en tant que co-dirigeants de la First National Bank & Co ...

Le second groupe, étroitement allié à ce groupe interne et leader, est constitué par la puissante maison internationale de banque Lee, Higginson & Company et de Kidder Peabody & Cy avec trois banques affiliées de Boston.

" Le troisième groupe est constitué par la maison internationale Kuhn, Loeb & Co. Cette firme n'est qualifiée que d'alliée du groupe interne, bien que par ses relations avec la National City Bank & Co... elle ait nombre d'intérêts en commun avec lui... Ensemble, ils ont à peu d'exceptions près acquis la position de banquiers des importants réseaux ferrés du pays... "La puissante étreinte de ces Messieurs s'exerce sur le débit, le contrôle et les rouages du Crédit, et c'est à leur signal que ces rouages se mettent en branle ou s'arrêtent.

"Ces hommes, qui constituent le noyau interne, n'ont cependant violé aucune loi par leurs agissements, du moins selon ce que l'on peut en savoir, mais cela vient surtout de ce que la loi n'a pas encore efficacement protégé la communauté nationale contre cette forme de mainmise."

La Commission Pujo faisait état dans son Rapport que, par un système de conseils d'administration liés entre eux, de sociétés de portefeuille et d'autres formes de contrôle, les cinq maisons de banque ci-dessus avaient le contrôle de pas moins de cent vingt deux banques et compagnies financières et industrielles, dont les ressources en capital et les réserves totalisaient la somme prodigieuse de 4. 449. millions de £.

La liste complète de toutes ces entreprises était publiée. En voici le résumé :

Types d'activités	Ressources (capitalisation) en \$ (1913)
34 banques et sociétés financières	2. 679. 000.000
10 compagnies d'Assurances	2. 293.000.000
32 sociétés de transports (chemins de fer, transports routiers et compagnies maritimes)	11.784 . 000.000
24 Compagnies industrielles et commerciales	3. 339.000.000
12 sociétés de services publics (électricité, éclairage, télégraphe, etc.)	2. 150. 000.000
-----	-----
Total : 112 sociétés	22. 245. 000.000 \$

Parmi les trente quatre compagnies de transports contrôlées par le consortium financier, il y avait les principaux réseaux ferrés américains, et parmi les douze sociétés de services publics, il y avait la Great Western Union Telegraph Company sous contrôle de Kuhn, Loeb & Co. Parmi les sociétés industrielles aux mains du consortium, on trouvait : Amalgamated Copper, American Smelting and Refining

Co, The International Nickel Co, General Electric et US Steel Corporation.

Il existait donc en 1913 un consortium ou cartel financier tout-puissant qui dominait et contrôlait la vie économique des Etats-Unis. Or le Président Wilson, qui avait dénoncé ce consortium financier, donna le contrôle des Etats-Unis aux mains de ces mêmes financiers par la loi dite Carter Glass, qui établit le Federal Reserve Board. Cette loi fut ratifiée le 20 décembre 1913.

"Treize ans plus tard (en 1926) la publication de *"The Intimate Papers of Colonel House"* (Les papiers personnels du Colonel House) montra que cette loi avait été conçue par ceux-là mêmes qui avaient été dénoncés quelques mois plus tôt comme étant les dirigeants du consortium financier ! Ces personnages étaient ceux à qui le colonel House, en tant que conseiller en chef du Président Wilson, courait demander conseil quant à la manière de formuler une mesure destinée à faire plier leur consortium... Le brave colonel avait tout le temps été d'avis qu'il fallait amener cette coterie financière à rendre des comptes. A la date du 26 juillet 1911, il écrivit en ces termes au Sénateur Culberson : "Je pense que la remarque de Woodrow Wilson que le Consortium financier est le plus pernicieux de tous les trusts est éminemment correcte. Un petit nombre d'individus et leurs satellites contrôlent les sociétés les plus en vue".

Malgré quoi, en rédigeant le projet de cette loi, le colonel qui, selon l'éditeur des *"Intimate Papers"*, le Dr Charles Seymour de Yale, était l'ange gardien invisible du projet de loi et qui était infatigable à procurer au Président tout ce qu'il avait besoin de savoir, le même colonel donc insistait beaucoup sur ses fréquentes conférences avec les banquiers.⁽⁸⁾ Après un long entretien avec le Major L. Higginson, de Lee, Higginson & Cy de Boston et New-York, l'une des firmes du cercle intérieur du consortium financier, le colonel House écrivit : "Chacun des banquiers, comme Warburg qui connaît à fond le sujet, a été consulté lors de la préparation de la loi. Le Major Higginson

⁽⁸⁾ *"The Truth about the Slump"*, pp. 85-86

semblait pleinement satisfait des efforts que l'Administration avait faits pour établir une mesure bonne et bénéfique."

Ne soyons pas surpris que M. Jacob Schiff, après que la loi eut été approuvée, put écrire au colonel House le 23 décembre 1913 : "C'est une bonne loi à bien des égards, en tout cas satisfaisante comme point de départ, en attendant que l'expérience nous enseigne dans quelle direction elle a besoin d'être perfectionnée, ce que nous obtiendrons en temps voulu."

"Les extraits précédents montrent très clairement que le président Woodrow Wilson et son naïf ami et conseiller le colonel House n'étaient que simple pâte à modeler entre les mains de ces astucieux financiers. Croyant libérer l'Amérique d'une pieuvre, ils en avaient fixé les tentacules encore plus fermement sur le peuple des Etats-Unis." ⁽⁹⁾

⁽⁹⁾ "The Truth about the Slump", p. 87. L'un des banquiers consultés par le colonel House fut M Frank A. Vanderslip, le Président de la National City Bank. Les *Mémoires* de Mr Vanderslip font apparaître que lui et Mr Henry Davidson (de J.P. Morgan & Co) avec Paul Warburg (de Kuhn, Loeb & Company) avaient tenu une conférence secrète sur l'île Jekyll près de Savannah (Georgie), où ils s'entendirent sur le texte du projet de loi dont le canevas avait été fourni par Warburg. Cf "Les Protocoles des Sages de Sion", édition anglaise *The Reign of the Elders* pp. 59-60.

(NDT : Il est difficile de parler de naïveté chez le président W. Wilson, et moins encore de la part de son mentor le "colonel" House présentant le projet au public et au Congrès, mais de roublardise et jeu de rôle. Mandel-House était un manipulateur né, entré au service des hauts oligarques de la Finance créateurs de la FED, qui par lui choisirent et créèrent le candidat W. Wilson, et le firent élire par des méthodes rigoureusement cyniques pour en faire l'exécutant de leur politique. House décrit son rôle de créateur et manipulateur de président dans son roman "Philip Dru Administrator" et dans ses "Intimate Papers" (tout comme Disraeli décrit dans son roman crypté "Coningsby" la politique que les Rothschild lui firent mener), cf. le chapitre 29 du livre de Douglas Reed "Controversy of Zion" consacré au "colonel" et au président avec les témoignages de personnalités sur Wilson et plus tard sur Roosevelt, autre président marionnette, montrant que ces hommes portés au pouvoir pour exécuter une politique cynique dictée par leurs mentors perdent toute personnalité, devenant des ombres humaines et finissant quasiment détruits. Est cité ici le livre de Douglas Reed pour les faits historiques déterminants du XXe siècle, sans acquiescer évidemment à son interprétation athée et moderniste des Ecritures, qu'il tire d'un écrivain juif, le Dr Kastein.)

Au vu de ce que nous avons écrit dans la première partie de ce livre quant à la fonction de la monnaie selon Saint Thomas d'Aquin, il nous faut faire une autre remarque à propos du Federal Reserve Board. Un amendement très significatif fut apporté à la loi lors de son passage devant la Chambre des Représentants : "Le texte voté de la loi dit que le taux d'escompte devra être fixé dans l'intérêt du commerce et des affaires. Tel que présenté au départ, il comprenait en outre l'instruction que le taux d'escompte devrait être fixé de manière à assurer la stabilité du niveau des prix. Avant que la loi ne fut présentée devant le Sénat cette clause avait disparu, et tous les efforts qui furent faits ensuite pour l'amender en ce sens furent totalement vains."⁽¹⁰⁾ L'une des fonctions essentielles de la monnaie avait donc été exclue des objectifs de l'Autorité monétaire des USA (la F.E.D.). L'Autorité monétaire des USA peut donc totalement négliger la stabilité du niveau national des prix.

A la page 356 de son livre "An Outline on Money" publié en 1940, Mr Goeffrey Crowther remarque : "En Grande-Bretagne, il y avait une fraction considérable de l'opinion publique, sous la conduite d'économistes mais avec l'appui d'industriels, qui demandait une politique de stabilisation des prix. Aux Etats-Unis, la même demande inspirait le Congrès, et plus d'un projet de loi fut présenté pour imposer aux Banques de la Réserve Fédérale l'obligation statutaire de maintenir les prix stables. Bien qu'aucun de ces projets ne parvint à passer au stade de loi, la force de l'opinion qu'il fallait donner la priorité à la stabilité des prix sur celle des changes comme premier devoir aux autorités monétaires ne fait aucun doute. Mais on a déjà clairement montré que la poursuite de l'objectif de stabilité des prix n'est pas compatible avec l'étalon-or."⁽¹¹⁾

⁽¹⁰⁾ "The Truth about the Slump", p. 83.

⁽¹¹⁾ On recommande la lecture des pages 89 à 92 du livre de A. N. Field à tous ceux qu'intéressent les efforts faits par M. James G. Strong, élu du Kansas à la Chambre des Représentants, pour faire passer ses projets. Ces projets de lois proposaient l'obligation pour le Federal Reserve Board d'user de ses pouvoirs et de son autorité pour promouvoir "un pouvoir d'achat plus stable du dollar, dans la mesure où un tel objectif peut être atteint par la politique monétaire et de crédit". M. Field remarque : "Une caractéristique des débats sur la deuxième projet fut l'épidémie

Au chapitre V de "*The Truth about the Slump*", A. N. Field montre que le créateur du Federal Reserve Board, la FED, fut le banquier juif Paul Warburg. Né en Allemagne le 10 août 1868 et arrivé en Amérique en 1902, devenu l'associé de Kuhn, Loeb & Co et ayant acquis la citoyenneté américaine peu d'années avant la grande guerre de 1914-18, Paul Warburg avait épousé en 1894 Melle Loeb, la fille de Salomon Loeb de la maison de banque Kuhn, Loeb & Company, devenant ainsi le beau-frère de Jacob Schiff, qui lui aussi avait épousé une fille Loeb et qui avait pris la succession à la tête de la firme. Dans un ouvrage en deux volumes, "*The Federal Reserve System: its Origin and Growth*" publié en 1930, Paul Warburg apporte lui-même la démonstration qu'il a été le vrai fondateur à l'origine du Federal Reserve Board. La loi créant la Réserve Fédérale fut votée par le Congrès. Elle ne différait que de très peu de ce qu'avait souhaité Mr Warburg, et l'on a rapporté le propos de ce personnage que "*la différence pourrait être corrigée par des procédures administratives*".

Le succès de la campagne de Paul Warburg pour une réforme bancaire dans la ligne de ce que son frère Max Warburg de Hambourg et les autres banquiers juifs avaient instauré en Allemagne fut grandement facilité par la grande panique financière de New-York de 1907. Ce fut la faillite de la Knickerbocker Real Estate Trust Company (un groupe immobilier) qui précipita la panique. Parmi les membres du Knickerbocker Trust, il y avait Salomon Loeb, de Kuhn, Loeb & Co. L'opinion largement répandue au Congrès et ailleurs fut que la panique avait été créée délibérément par les financiers en vue de leurs objectifs. En tout cas, ceci favorisa le plan de Paul Warburg.

Après avoir mentionné que Jacob Schiff, de Kuhn, Loeb & Co, avec E.H. Harriman avaient joué un rôle clé dans la formation de l'énorme conglomérat des réseaux ferrés et d'autres affaires connu sous le terme de trust ou cartel, M Field poursuit en citant cet extrait de la *New Encyclopaedia of Social Reform*: "Nos chemins de fer alimentent le monopole à la fois directement et indirectement. En

d'incapacités qui frappa les membres du Federal Reserve Board lorsqu'approcha le temps de venir témoigner (devant la Chambre)".

unifiant et en associant, ils édifient de nombreux monopoles dans le domaine des réseaux ferrés, et en accordant des concessions à des cartels et à des ententes qu'ils favorisent, comme la Standard Oil, le cartel bovin, celui du sucre, etc., ils aident à édifier de vastes monopoles dans le secteur de l'industrie manufacturière et du commerce. Le monopole de la Standard Oil a été directement créé par un rabais sur les chemins de fer. Le cartel bovin est une autre remarquable illustration d'un monopole géant qui doit sa création aux soins nourriciers d'un tarif préférentiel... "La formation de vastes cartels industriels débuta en 1872... "Aujourd'hui, il y a de quatre cent cinquante à cinq cents cartels,^(*) dont la capitalisation totale, en incluant les chemins de fer et les autres concessions cartellisées, est de l'ordre de 20. 000 millions de dollars. Et il continue de s'en former d'autres... Ils s'étendent partout... Ils tissent des liens internationaux visant à étendre le monopole à la terre entière dans leur secteur d'activité, et ils se tiennent entre eux... Au total, la situation semble être la suivante : les réseaux ferrés et autres grandes concessions cartellisées se coordonnent avec les grandes ententes industrielles pour former une gigantesque machine contrôlée par un petit nombre de financiers, créée pour produire le profit ou le détourner pour eux. Les événements poussent à une consolidation des intérêts qui donnera à une poignée de capitalistes un pouvoir pratiquement impérial sur l'immensité de leurs domaines industriels... Et les chemins de fer sont considérés en général comme en formant le socle et la structure, ou du moins une grande part ... Ainsi les gigantesques corporations de réseaux ferrés, de services publics et industrielles des Etats-Unis sont toutes dirigées et gérées du point de vue connu pour être "celui de Wall Street"... Les conseils d'administration sont habituellement choisis par les intérêts bancaires, et, bien entendu, toutes les questions stratégiques sont soit soumises à l'approbation des mêmes intérêts bancaires, soit décidées par eux. "

M Field conclut son chapitre V par une citation du livre "*Other People's Money*" (l'argent des autres) de M Louis Brandeis, qui fut le

(*) (NDT : en 1930, date de la rédaction du livre de A.N Field.)

premier Juif nommé Juge à la Cour Suprême. Dans ce livre, qui fut publié en 1914, M Brandeis déclare : "L'élément dominant de notre oligarchie bancaire est le banquier d'affaires. Ses outils sont les banques associées, les compagnies holdings et les compagnies d'Assurances. Ses sujets sont les entreprises qu'il contrôle : réseaux ferrés, services d'utilité publique et compagnies industrielles. Tout en n'étant à proprement parler que des intermédiaires, ces banquiers chevauchent en maîtres le monde américain des affaires, de sorte que pratiquement aucune entreprise importante ne peut être lancée sans leur concours et leur accord."^(*)

Un grand nombre de gens pensèrent que les Etats-Unis avaient enfin été dotés d'un système financier honnête et puissant lorsque fut votée la loi Paul Warburg.⁽¹²⁾ Ils comptaient être ainsi protégés à l'avenir des paniques et des dépressions. Mr Charles Lindberg, Représentant du Minnesota, lui, n'avait pas cette illusion. Au cours du débat, il déclara : "Je me propose de démontrer qu'elle (cette loi) perpétuera le système dont l'expérience actuelle prouve qu'il a été cause de la centralisation de la richesse, de sorte qu'un petit nombre d'individus ont volé la population en général. Elle perpétue un système dont le vrai but est de permettre aux prêteurs d'argent, aux percepteurs de rentes, aux bénéficiaires de dividendes et aux spéculateurs en général d'exploiter à leur profit les producteurs réels, de façon à se rendre les maîtres de la production et de fixer les prix." Nous verrons, en lisant "*Wall Street under Oath*", récit donné par Mr Pecora des dix-sept mois (de janvier 1933 à juillet 1934) où il fut conseiller de la Commission Bancaire et Monétaire du Sénat des Etats-Unis, qui enquêta sur les pratiques bancaires, boursières et du marché des valeurs mobilières, que Mr Lindberg s'avéra bon prophète.⁽¹³⁾ Devant cette Commission, nous informe Mr Pecora,

(*) (NDT : ce pouvoir s'étend à la politique, le consortium financier faisant soutenir par ses associés Industriels les candidats de son choix, et nul ne saurait résister à cette "invite". Cf. le livre cité de Douglas Reed.)

(12) Il y avait parmi eux Mr William Jennings Bryan, qui aurait dû être plus au fait. Cf A. N. Field, p. 83

(13) Ouvrage édité par The Cresset Press, Londres, septembre 1939

comparurent une imposante série de demi-dieux de Wall Street : J. P. Morgan, Thomas W. Lamont et autres associés de J.P. Morgan & Co ; Otto H. Kahn et ses associés de Kuhn, Loeb & Co ; Charles E. Mitchell et ses collègues de la National City Bank ; George Whitney, associé de la banque Morgan et son frère Richard E. Whitney, Président de la Bourse de New-York ; l'ancien Vice-Président Charles G. Dawes^(*) ; Owen D. Young ; Edsel B. Ford (le fils d'Henry Ford) etc, etc.

Avant d'exposer les résultats de cette enquête, examinons d'après l'étude de Mr Pecora comment la Kuhn, Loeb & Co se situait par rapport à la grande banque J.P. Morgan & Co, bien plus connue. "Ils ne peuvent (Kuhn, Loeb & Co), écrit-il, s'égalier aux Morgan en taille, en ramifications ou en puissance. Face au demi-milliard de dollars de dépôts de la Morgan, Kuhn Loeb & Co n'avaient approximativement à fin 1929 que 89 millions de dollars. Leur capital en 1929 ne s'élevait pas à plus de 25 millions de dollars, contre 118 millions pour la banque Morgan. Et leurs divers associés ne détenaient que soixante cinq postes d'administrateurs dans quarante huit compagnies, contre presque le double pour les associés de la maison Morgan. Dans le secteur de la banque d'investissement cependant, c'est à dire pour l'émission et le lancement d'obligations et d'actions, la différence d'échelle des opérations entre les deux firmes était beaucoup moins marquée. Davantage même que J. P. Morgan & Co, les onze associés de Kuhn, Loeb & Co étaient essentiellement ce que Mr Morgan a appelé des "marchands de valeurs". Entre 1927 et 1931, la firme fut à l'origine du placement de 1.600 millions de dollars d'obligations, un total prodigieux pour une seule maison en une demi-décennie.

"La puissance de Kuhn, Loeb & Company en outre était en fait beaucoup plus réelle que ne l'indiquent ces montants globaux, du fait que les activités de la firme étaient essentiellement concentrées sur un seul secteur. Ils se spécialisaient dans le financement des réseaux ferrés, et là tout spécialement ils étaient un facteur tout à fait majeur.

(*) (NDT : auteur du Plan qui spolia la France des réparations de guerre que l'Allemagne devait payer pour les destructions de la guerre mondiale, ce qui eût ralenti son réarmement...)

Une fois, ils avaient eu la puissance et l'audace, en association avec Harriman, de se confronter à J.P Morgan aîné dans une bataille pour la suprématie sur les réseaux ferrés, ce qui entraîna la célèbre panique de la Northern Security en 1907 ; et même après trois décennies de développement de la Morgan, ils se défendaient bien dans ce secteur. De 1928 à 1931, Kuhn, Loeb & Co furent à l'origine de pas moins de cinquante quatre émissions d'obligations de chemins de fer, pour un total de 1. 137 millions de dollars, ce qui était beaucoup plus que J.P. Morgan & Company au cours de la même période et représenta une partie substantielle de l'augmentation totale de 12 millions de dollars de la dette de l'ensemble des réseaux ferrés des Etats-Unis depuis la première guerre mondiale. Non seulement par la quantité des valeurs de chemins de fer traitées, mais par leur influence au sens large et leur contrôle sur le monde des réseaux ferrés, ils rivalisaient pratiquement à égalité avec les Morgan. "

Mr Pecora parle ensuite de la société de portefeuille Alleghany Corporation, fondée par la Morgan pour concurrencer celle que, dans le secteur des chemins de fer, Kuhn, Loeb & Co fondèrent avec la Pennroad Corporation. Mais lorsque J.P. Morgan offraient en privé des participations dans l'une ou l'autre des sociétés qu'ils fondaient à des personnalités "privilegiées", c'est à dire leur faisant ainsi bénéficier de cadeaux de notable importance car ils savaient bien que ces actions allaient monter, ils n'oublient jamais Kuhn, Loeb & Co. Kuhn, Loeb & Co figuraient parmi les rares privilégiés, de même que Bernard Baruch, Myron C.Taylor de l'United States Steel, Owen D. Young de General Electric Company, l'ex-Président Coolidge, le général Pershing, William Woodin le Secrétaire au Trésor, etc, etc. ⁽¹⁴⁾ M. Pecora dit que l'enquête de la Commission (bancaire et monétaire du Sénat US qui s'acheva en juin 1934 "mit en lumière une corruption révoltante dans notre système bancaire, le rejet généralisé des anciennes normes d'honnêteté et de loyauté dans l'émission et le négoce de valeurs, et l'exploitation sans merci des possibilités vicieuses de la chicane procédurière complexe des

sociétés. Le public a été profondément secoué au spectacle du mépris cynique de leur devoir fiduciaire de la part de tant des plus éminents dirigeants...des grandes banques, qui combinaient les fonctions d'une banque avec celles d'agiateur...

"Nombre d'aspects du New Deal étaient bien sûr sans relation avec l'objet de l'enquête de la Commission du Sénat. Mais quatre statuts en particulier naquirent de la tentative de parer aux abus ainsi révélés. Ils marquèrent le début d'une nouvelle ère dans l'histoire de la finance américaine".⁽¹⁵⁾ Que ces statuts aient eu un effet utile est bien probable, mais ni eux ni les autres ne semblent avoir amené de réforme essentielle du fonctionnement de la finance américaine. D'abord et avant tout, on n'a pas hésité à dire que la Commission Bancaire et Monétaire du Sénat avait arrêté ses travaux juste après avoir attaqué avec succès les opposants au New Deal et au moment où logiquement elle aurait dû entreprendre d'examiner les manœuvres des amis du New Deal.

De nouveau à propos de la Loi sur l'or de 1934, on lit dans "*Money Creators*" : "Tous les efforts de la part des membres à la fois de la Chambre des Représentants et du Sénat pour ralentir suffisamment l'étude du projet afin de pouvoir en examiner la teneur furent mis en échec. Le projet de loi ne fut pas même imprimé et circulé au Congrès comme le demande l'usage parlementaire... La chose étrange à propos de cette Loi sur l'or de 1934 est que personne ne s'en déclara l'auteur. Après l'avoir ratifiée le Président Roosevelt admit publiquement qu'il n'avait jamais lu cette loi, mais il ne voulut pas révéler aux honnêtes membres du Congrès qui en étaient les auteurs.... Le Chef de l'Exécutif prit grand soin lors de la signature de faire clairement savoir à ceux qui l'entouraient, y compris aux journalistes, qu'il n'était pour rien dans la rédaction, qu'il ne l'avait pas lue avant de la signer, et qu'il l'adoptait sur la foi officielle du Secrétaire au Trésor. Le Secrétaire au Trésor de son côté déclara également qu'il ne l'avait pas lue, mais qu'elle était conforme à ce que les "experts" désiraient. On peut donc se demander pourquoi le Chef

⁽¹⁴⁾ "*Wall Street under Oath*", pp.3,4,27-30, 54-56

⁽¹⁵⁾ Op. cit. pp. 283-284

de l'Exécutif et le Secrétaire au Trésor n'ont pas voulu nous révéler qui fut le rédacteur de la loi en question...

Si l'on avait annoncé au bon peuple américain, si confiant, que la Loi sur l'or de 1934 était rédigée par un changeur d'argent et qu'elle avait été préparée dans les bureaux du personnage, à Wall Street, il est loisible de penser que le peuple américain aurait commencé à comprendre les fourbes manœuvres des créateurs d'argent ... Il est aussi bien étrange que le Département du Trésor ne se soit jamais soucié de connaître les noms de ceux qui rapatrièrent de l'or aux Etats-Unis dans les semaines qui suivirent la promulgation de la Loi sur l'or de 1934. Ces gens-là reçurent 35 dollars par once d'or, alors que les Américains qui avaient 100 dollars en or et les petites gens qui n'avaient que quelques pièces étaient menacés par le Président s'ils ne rapportaient pas leur or pour l'échanger au taux de 20 dollars 67 cents l'once. Etre internationaliste rapporte, voilà qui est clair."⁽¹⁶⁾

Par la loi de 1913 le Federal Reserve Board reçut le pouvoir exclusif de l'émission des billets pour les Banques de Réserve, ainsi que le pouvoir de fixer le taux d'escompte, et par là-même le pouvoir d'augmenter ou de diminuer à volonté les moyens de paiement en circulation. Le Bank Act de 1935 ne semble avoir en rien limité ces pouvoirs. En juillet 1938, Miss Coogan pouvait écrire : "Les Etats-Unis ont connu une terrible récession, et ce n'est que ces derniers mois que l'on a vu apparaître des signes d'amélioration. Cette dépression a été provoquée par une contraction délibérée du système monétaire, ceci afin de préparer la voie au vote d'une législation destinée à anéantir les droits des particuliers et à asservir les classes moyennes et les travailleurs du pays. En mars 1937, le Federal Reserve Board augmenta les réserves obligatoires des banques participantes en compte sur les livres des Banques Centrales. Une nouvelle augmentation eut lieu de nouveau en mai 1937. Au cours de l'été 1937, 1 milliard et demi de fonds prélevés sur les salaires des travailleurs, sous le prétexte de la Sécurité Sociale, servit à effacer 1 milliard et demi de crédits bancaires existants. Ces forces mises en

⁽¹⁶⁾ "Money Creators" de Miss G.M. Coogan, pp. 95,104-105, 102.

mouvement, accompagnées d'une contrainte délibérée sur le commerce des titres, entraîna une terrible dépression, en particulier en septembre et octobre 1937 et en mars 1938."

Le plan exposé dans *The USA Banker's Magazine* (du 26 août 1934) continue d'être mis en œuvre :

"Engagements et hypothèques devront faire l'objet de saisies aussi rapidement que possible. Si par une action légale les gens perdent leur habitation, ils deviendront plus dociles et plus facilement gouvernables sous la main du gouvernement dirigé par un pouvoir central de la richesse sous le contrôle des principaux financiers. C'est une vérité bien connue de nos dirigeants, qui sont actuellement occupés à constituer un impérialisme du capital destiné à gouverner le monde. En divisant les électeurs par le système politique des partis, nous pouvons leur faire dépenser leur énergie à se battre sur des questions sans importance. Ainsi par une action discrète, nous pouvons assurer à notre avantage ce qui a été si efficacement projeté."⁽¹⁷⁾

Le processus de centralisation de la maîtrise du moyen d'échange aux Etats-Unis entamé en 1913 semble donc avoir été poursuivi par la Loi sur l'or de 1934 et le Bank Act de 1935. Le Conseil des Gouverneurs nommés par le Président et approuvés par le seul Sénat, selon le Bank Act susnommé, assure la poursuite du processus par lequel l'alinéa 8 de l'Article I de la Constitution des Etats-Unis a été rendu sans effet. Cet alinéa de la Constitution établit que "le Congrès a le pouvoir de frapper monnaie, d'en fixer la valeur ainsi que celle des monnaies étrangères." Or le Congrès comprend les deux Chambres. La Chambre des Représentants constitue la représentation directe des citoyens. L'autre élément du Congrès est le Sénat, qui ne représente pas directement les citoyens. Or la Chambre des Représentants n'a plus rien à dire dans l'exercice du pouvoir souverain d'émission du moyen d'échange.

Les forces naturalistes à l'œuvre en faveur de la centralisation

⁽¹⁷⁾ Cité dans "The Weekly Review" du 5 octobre 1944.

La description des forces à l'œuvre aux Etats-Unis figurant dans les ouvrages tels que *"All These Things"* de A. N. Field, et *"Fools Gold"* de Fred R. Marvin, ainsi que dans les numéros de la *Revue Internationale des Sociétés Secrètes (RISS)* du 1er février 1938 et du 15 janvier 1939 est de fort mauvais augure.

La *RISS* du 15 janvier 1939 insiste tout particulièrement sur le fait que : "Il existe aux Etats-Unis un "brain trust" de Juifs et de maçons du Rite Ecossais... Or il faut savoir que pour nombre de raisons, les Suprêmes Conseils américains du Rite Ecossais ont une influence prépondérante sur la Maçonnerie de Rite Ecossais dans le monde entier^(17 bis). D'abord et avant tout parce que ses hauts degrés ont été instaurés et remodelés par les maçons juifs américains S. Morin et Dalcho avec l'aide d'autres Juifs. Ensuite parce que les Suprêmes Conseils européens tirent leur origine de ceux des Etats-Unis. En troisième lieu, parce qu'il y a une alliance étroite entre les Suprêmes Conseils du Rite Ecossais et la maçonnerie juive des B'nai Brith. Enfin parce que les Suprêmes Conseils du Rite Ecossais dirigent la majorité des loges aux Etats-Unis ; ainsi, par le grand nombre de maçons aux Etats-Unis, de l'ordre de 3.300.00,^(*) ils exercent une énorme influence sur le Gouvernement."

Mr F. R. Marvin "le Sénateur de l'Alaska" quant à lui insiste dans son livre si intéressant *"Fools Gold"*. sur la tendance socialisante du New

(17 bis) Pour la liste des Suprêmes Conseils du Rite Ecossais Ancien et Accepté dans le monde, se reporter à l'ouvrage *"The Kingship of Christ and Organised Naturalism"*, p. 143

(*) (NDT : Il y a lieu, comme déjà dit, d'être très circonspect sur les effectifs déclarés par les obédiences, qui jouent les modestes pour faire croire à leur peu d'importance. Une autre raison d'influence prépondérante, non indiquée, est le contrôle exercé par la Maçonnerie et les agents électoraux et sponsors financiers juifs sur les partis, et par eux sur les candidats et leurs votes ultérieurs. Ajoutons que les Suprêmes Conseils du Rite Ecossais Ancien et Accepté et ceux du Grand Orient sont liés (ce qu'ils nient). L'auteur l'a montré précédemment et L. de Poncins en a apporté une autre preuve pp.155-156 de son livre *"Top Secret"*, citant l'information publiée dans *La Chaîne d'Union* du G. O. F. de juin 1947 que la réinstallation du Grand Orient d'Italie du Palais Giustiniani à Rome s'est effectuée avec la pleine reconnaissance du Suprême Conseil Mère du Rite Ecossais de Washington....)

Deal. "La philosophie qui sert de soubassement au New Deal, écrit – il, est destructrice. Cette tendance est apparue au cours des âges sous de nombreuses appellations, et elle a été propagée par nombre de groupes et d'organisations diverses. Aujourd'hui, elle est surtout connue sous le nom de Socialisme et de Communisme. Cette philosophie est non-chrétienne, car elle repose sur une conception entièrement matérialiste, et elle minorerait et finalement éliminerait tout le côté spirituel de la vie, le tout menant à la déification de l'homme. "Ce livre se propose de présenter brièvement, et seulement brièvement, la nature de cette pensée : comment celle-ci prit forces sur le Continent (européen) il y a bien des années ; comment alors et par qui elle fut introduite aux Etats-Unis ; comment elle a été délibérément et intentionnellement diffusée par divers mouvements et organisations qui ont obtenu pour ses plus éminents propagandistes des postes clés dans le Gouvernement Fédéral ; comment elle a forgé la plus grande partie de la législation restrictive, réglementaire et confiscatoire qui figure désormais dans le code ; et comment, si elle est menée jusqu'à sa conclusion, elle aura pour résultat la socialisation complète de ce pays (les USA) et l'abolition de la propriété privée, fondement sur lequel reposent toutes nos institutions, y compris celle du foyer et de la religion...Ce livre ne se veut pas une attaque directe ni contre le New Deal ni contre l'Administration actuelle de Washington.... Il est absolument non partisan La vérité est que depuis un certain nombre d'années, à la fois les Démocrates et les Républicains ont imposé divers baumes socialistes au peuple américain par les voies législatives. Les deux partis – et l'un n'est ni moins ni plus responsable que l'autre – ont installé des comités, des bureaux et des commissions pour l'application de ces mesures socialistes. Ces comités, bureaux et commissions ont tous eu des débuts modestes, avec au départ des objectifs plutôt restreints. Mais, année après année, ils ont accru leur personnel, élargi leur rôle, et étendu leur domaine d'action. En tant que nation nous avons dérivé. *Lentement mais sûrement, des agences organisées nous ont manœuvrés et placés dans le courant rapide et destructeur de l'idéologie socialiste.*

"Ceux qui retrouvent la trace des forces socialistes qui soutinrent feu le Sénateur La Follette en 1924 et suivent cette piste jusqu'à la nomination de Franklin D. Roosevelt par la Convention Démocrate de 1932 découvriront le lien entre ces forces et les délégués qui, lors des primaires, se firent les avocats de la nomination de Mr Roosevelt. L'espace limité ne nous permet de relever que quelques faits essentiels... Tournons-nous d'abord vers ceux qui par la nature de leurs activités furent désignés comme les membres de son "brain trust" (de Roosevelt). Incontestablement le numéro 1 de ce groupe était – et est probablement encore – le Pr Felix Frankfurter, de Harvard. Dans le *Washington Post* du 11 mars 1934, celui qui signait l'Observateur officieux écrivit ceci : "L'intimité du Pr Felix Frankfurter avec le Président Roosevelt remonte à l'Administration Wilson... Le Président Roosevelt aurait été heureux de lui donner pratiquement n'importe quel poste, jusques et y compris le portefeuille du Trésor ou le poste de Gouverneur de la Réserve Fédérale... En réponse à la demande de Roosevelt, il (le Pr Frankfurter) n'accepta tout au plus que de fournir à l'Administration une poignée de juristes libéraux triés sur le volet"^(*)...

Le général Hugh S. Johnson... dans le *Saturday Evening Post* du 26 octobre 1935 écrit : "Peu après l'élection (présidentielle), débuta l'une des plus habiles infiltrations qui se soit jamais produite dans l'histoire de notre Gouvernement...Le Professeur (Frankfurter) avait refusé pour lui toute charge officielle. Ses allées et venues sont pratiquement clandestines. Néanmoins, il est à lui seul le *personnage le plus influent des Etats-Unis*. Ses hommes ont été infiltrés à des postes obscurs mais pourtant clés dans tous les départements (ministères) essentiels".⁽¹⁸⁾

Dans son très sérieux ouvrage si documenté "*All These Things*", A. N. Field, montre que l'on trouve les mêmes tendances socialisantes dans

(*) (NDT : les mêmes n'ont-ils pas procédé de manière analogue en France avec le Pr René Cassin pour De Gaulle ?.)

(18) "*Fools Gold*", pp.3-4,98,100 (publié chez Madison & Marshall Inc., New-York, 1936)

les politiques du P.E.P.^(*) (Political and Economic Planning) et du New Deal, en Grande Bretagne comme aux Etats-Unis. Si le New Deal panique le public et le soumet à la contrainte, en Angleterre on doit agir plus lentement sur les citoyens, et l'on demande aux Anglais de renoncer à la liberté au nom du patriotisme.⁽¹⁹⁾

A propos des personnages impliqués dans l'œuvre de planification socialiste aux Etats-Unis, A.N Field cite un extrait d'une intervention radiophonique de Mr Louis MacFadden, du 2 mai 1934. Mr Mc Fadden était banquier et ancien Président de l'Association des banquiers de Pennsylvannie. Il fut Membre du Congrès de 1915 à 1934, et pendant dix-sept ans membre de la Commission Bancaire et Monétaire de la Chambre des Représentants et douze ans son Président. Il perdit l'élection pour le renouvellement de son siège au Congrès l'automne qui suivit l'intervention radiophonique que nous allons citer, et, selon un témoin cité par A. N Field, "suite à un flot d'argent juif déversé dans sa circonscription". Dans l'entretien radiophonique que nous évoquons, Mr McFadden déclara : "Le "brain trust" originel (de Roosevelt) était constitué du Pr Raymond Moley, du Pr Rexford Tugwell et d'un homme recommandé par le Juge Brandeis, A.A. Berle Jr, ainsi que d'un délégué de Bernard M. Baruch, le Général Hugh S. Johnson. Il faut ajouter à ceux-ci le Pr George E. Warren, et le Pr James Harvey Rogers, les deux jumeaux spécialistes de l'or, et un autre confrère du Juge Brandeis, le Pr Felix

(*) (NDT : Le Political and Economic Plannig fut fondé en 1931 en Angleterre par le magnat juif Israel Moïse Sieff, membre de la Fabian Society et vice-président de la Fédération sioniste, et par le maçon Julian Huxley qui deviendra Président de l'UNESCO.)

(19) A.N. Field fait allusion au livre "*Waters Flowing Eastwards*" de L. Fry, qu'il cite. Cf. "*The Rulers of Russia*" (pp.58-59). Page 39, figure cette phrase tirée du *Journal du PEP* : "Ce n'est qu'en guerre ou du moins sous la menace d'une guerre qu'un Gouvernement Britannique pourra s'embarquer dans une planification à grande échelle."

(NDT : On saisit là l'un des objectifs de la guerre de 1939... puisque ceux qui la fomentèrent et la déclarèrent voulaient et veulent toujours la planification technocratique et le socialisme généralisé. Pour les talmudistes et leurs dirigeants, les non-juifs sont des animaux, qui n'ont donc aucun droit à la propriété ni à l'autonomie et aux libertés humaines, mais seulement, et encore, à la pitance quotidienne pour leur travail.

Frankfurter, ainsi que James M. Landis, Jerome Frank et un autre pistonné de Bernard Baruch, Donald Richberg, ainsi que Frederick C. Howe, Harry L. Hopkins, Clarence Darrow, Mordecai Ezekiel, Harold Ickes. N'oublions pas non plus le Secrétaire à l'Agriculture Henry A. Wallace, ni Henry Morgenthau Sr, qui est une sorte de mentor de son illustre fils."

A partir de diverses sources, Mr Field trace les portraits d'un grand nombre de ces conseillers, montrant leurs tendances et leurs liens socialistes et communistes. La place ne nous permet de dire que quelques mots sur trois principaux personnages : le Juge Louis (Lubitz) D. Brandeis, Bernard M. Baruch et le Pr Felix Frankfurter. M. le Juge Brandeis, le premier Juif à avoir été nommé juge à la Cour Suprême, est un dirigeant sioniste de premier plan. Le *Chicago Daily Tribune* du 22 juillet 1922 écrivait : "Un juif, le Juge Lubitz Brandeis, dirige la Maison Blanche par une ligne téléphonique secrète." Le *New-York Times* du 28 janvier 1934, journal de propriété juive, est rapporté avoir écrit : "La philosophie sous-jacente au New Deal est la philosophie du Juge Brandeis".

Le financier juif Bernard M. Baruch, le "conseiller des Présidents Wilson, Harding, Coolidge et Hoover", qui a désormais été fait Ministre par Roosevelt, s'est spécialisé dans l'organisation de divers cartels de production ou de vente dans les secteurs du tabac, du cuivre, du tungstène, du caoutchouc et de l'acier. Il avait été nommé par le Président Wilson membre du Comité des Industries de Guerre (pendant la guerre de 1914-18).

Dans une enquête sur le fonctionnement de ce Comité par une Commission du Congrès, nous trouvons le passage suivant :

"Mr Jefferis : Autrement dit, vous déterminiez ce que chacun pouvait obtenir ?"

"Mr Baruch : très exactement : c'est absolument certain. J'assumai, Monsieur, cette responsabilité, et la décision finale me revenait .

Mr Jefferis : Qu'est-ce à dire ?

Mr Baruch : La décision finale, comme le dit le Président, m'appartenait, c'est à dire que déterminer si l'attribution serait pour l'Armée ou la Marine était de mon ressort ; déterminer si l'administration des Chemins de fer obtiendrait telle ou telle

fourniture, ou les Alliés, ou si le Général Allenby aurait des locomotives, ou bien si elles devraient aller en Russie ou être utilisées en France...

Mr Jefferis : Et toutes ces responsabilités réellement et finalement vous revenaient en matière de pouvoir ?

Mr Baruch : Oui Monsieur, c'était effectivement le cas. J'eus probablement plus de pouvoirs que quiconque au cours de la guerre : c'est indubitable ."

Et Mr Field ajoute : "Si les affirmations précédentes expriment correctement la réalité, il apparaît que durant la partie de la guerre (de 1914-1918) dans laquelle les Alliés furent en grande partie dépendants des fournitures des Etats-Unis, les Commandants en Chef alliés sur les théâtres d'opérations, les Gouvernements alliés derrière eux, devaient conformer leurs plans de campagnes en fonction de ce que M. Bernard Baruch, le dictateur juif des Etats-Unis, voulait bien leur accorder et leur permettre d'obtenir en matière de fournitures de guerre. D'après des déclarations faites de divers côtés, Mr Baruch (en 1936) exerce un contrôle énorme sur les sociétés et corporations liées à l'industrie des munitions des Etats-Unis."

Le professeur Felix Frankfurter, à qui l'on attribue d'avoir fourni à Franklin D. Roosevelt les principaux juristes de son Administration, est un Juif Autrichien, né à Vienne en 1882. Il fut reçu membre du Barreau des Etats-Unis en 1905, et il dirige l'Ecole de Droit de l'Université de Harvard. En 1917, le Pr Frankfurter entreprit de gagner la sympathie de l'ex-Président Théodore Roosevelt en faveur d'un individu qui avait jeté une bombe sur une procession en Californie, tuant dix personnes et en blessant cinquante. Dans une lettre datée du 19 décembre 1917, l'ex-président lui répondit :

"Merci de votre lettre très franche. J'y réponds longuement parce que vous avez pris et vous conservez une attitude qui me semble être fondamentalement celle de Trotsky et des autres dirigeants bolcheviques de Russie, une attitude qui peut être grosse de troubles pour le pays... Je viens de recevoir votre rapport sur la déportation à Bisbee ... On ne saurait écrire un document plus totalement

trompeur sur le sujet que votre rapport. Pas un fonctionnaire écrivant au nom du Président ne pourrait avoir d'excuse d'ignorer et de ne pas dire clairement que l'I.W.W. est une organisation criminelle... Là encore, vous vous efforcez d'excuser des hommes qui, exactement comme les Bolcheviques en Russie, sont des assassins et des propagandistes du meurtre, qui sont des traîtres à leurs alliés, à la démocratie et à la civilisation ainsi qu'aux Etats-Unis, et dont les actes sont cependant approuvés avec des arguments qui, cher Mr Frankfurter, sont essentiellement les mêmes que ceux que vous alléguiez."

Dans sa lettre du 7 janvier 1940 au Président Franklin D. Roosevelt, le Pape Pie XII écrit : "Quand se lèvera ce jour – et Nous voulons croire qu'il n'est pas trop lointain – où le tonnerre de la bataille fera place au silence, et que surgira alors la possibilité d'établir une paix véritable et sincère dictée par les principes de justice et d'équité, seul sera à même de discerner l'étroit chemin à suivre celui qui unira à une haute puissance politique la claire compréhension de la voix de l'humanité en même temps qu'un respect sincère pour les divins préceptes de vie qui se trouvent dans l'Évangile du Christ. Seuls des hommes d'une telle stature morale auront la capacité de créer la paix qui puisse compenser les incalculables sacrifices de cette guerre et frayer la voie à un comité de nations qui soit juste à l'égard de tous, efficace et soutenu par la confiance mutuelle. Nous sommes pleinement conscient des sérieux obstacles qui entravent la voie vers cet objectif, et combien ils deviennent toujours plus difficiles à surmonter."⁽²⁰⁾

Si l'on tient pleinement compte du solide naturalisme de la Franc-Maçonnerie et du naturalisme encore plus enraciné et depuis si longtemps des dirigeants de la nation juive, il y a lieu de craindre que Roosevelt n'ait des difficultés considérables à maintenir ce respect sincère pour l'appartenance au Christ inculquée par l'Évangile, que le Saint Père déclare indispensable pour créer une juste paix.⁽²¹⁾

⁽²⁰⁾ Texte figurant dans l'ouvrage "The Pope Speaks" de Charles Rankin, p. 178.

⁽²¹⁾ (NDT : La remarque de l'auteur était un euphémisme : la "juste paix" n'était en rien l'objectif d'un Roosevelt porté au pouvoir en s'entourant des conseillers dont on a évoqué les noms et les options, servant des financiers qui avaient établi leur empire antéchristique depuis 1918 sur l'Europe – on a lu que B. Baruch avait pu à

Il y a encore un point qu'il nous faut évoquer ici à propos de la question traitée.

Certains Catholiques font remarquer qu'il y a aux Etats-Unis par exemple, de nombreux chrétiens de nom qui sont plus riches que tel ou tel Juif particulier. C'est vrai, mais cela ne prouve rien à l'encontre du point traité, à savoir l'influence déterminante des Juifs en tant que corps organisé dans la bataille que livre Satan en faveur du naturalisme. Les financiers internationaux juifs sont membres d'une nation qui refuse d'accepter le Messie surnaturel et qui vise à établir sa propre hégémonie naturelle.

Le Groupe Morgan est sans conteste puissant. Mr Pecora nous informe que "tous les associés de la Morgan étaient également des associés des firmes Morgan, Grenfell and Co de Londres, et de Morgan & Cie de Paris. Ces filiales européennes avaient chacune des associés nationaux distingués, tels que Mr E. C. Grenfell, membre du Parlement et Directeur de la Banque d'Angleterre, et Mr Vivian Smith directeur général de la Great Royal Exchange Assurance Corporation ; des personnalités des hauts cercles de la finance de Londres et de Paris membres de nombreux conseils d'administration et donc parfaitement à même de prendre soin des intérêts que la

sa guise et pour leurs visées orienter la conduite de la Ière guerre mondiale, et il en fut de même du Traité de Versailles. Cette nouvelle victoire permit une extension cette fois mondiale de leur empire et du communisme, ce qui avait été leur but de guerre. Elle s'est aussitôt traduite par l'élimination des adversaires et pas seulement en Allemagne (cf "L'Age de Caïn" de Jean Pierre Abel). Quant à Pie XII et son désir de paix juste, on verra en 1943 ce qu'il en était chap VI du livre déjà cité "Top Secret", de L. de Poncins avec sa passivité devant la requête du Ministre des affaires Etrangères d'Espagne venu demander son intervention suite à la lettre de Roosevelt à Zabrowsky donnant son feu vert à la domination communiste sur le monde et à la poursuite de la guerre totale contre l'Allemagne et l'Axe. Cette guerre "juste" des démocraties s'est alors illustrée par les crimes monstrueux des bombardements de Dresde, d'Hiroshima et de Nagasaki. Parmi les éléments les plus nocifs des conseillers juifs de la Maison Blanche, outre Morgenthau et F. Frankfurter, il y avait au Ministère des Finances Harry Dexter White, homme clé d'un formidable réseau d'agents communistes opérant contre les USA et la Civilisation chrétienne dans le monde. Cf. « La Révolution mondiale » de Nesta Webster, les derniers chapitres.)

Morgan & Co peut vouloir conserver dans la zone européenne."⁽²¹⁾
Cependant cette unité des intérêts financiers, pour importante qu'elle soit en dépit des divergences de nationalités, n'a pas la même cohésion que par exemple celle entre les Warburg des Etats-Unis et Max Warburg & Co de Hambourg, dont un associé le Dr Karl Melchoir fut le seul membre non-parlementaire à faire partie de la délégation allemande aux négociations de paix de Versailles en 1919.
(22)

M Louis Mac Fadden donna un aperçu de ces liens ethniques dans son discours devant le Congrès des Etats-Unis du 24 juin 1934 : "Monsieur le Président, dit il, sachant que Henry Morgenthau est lié par mariage à Herbert Lehmann, le Gouverneur juif de l'Etat de New-York, et est également lié par mariage ou autrement aux Seligman de la firme juive internationale J. & W. Seligman, qui, devant une Commission d'Enquête du Sénat, ont été publiquement montrés avoir offert une commission occulte à un Gouvernement étranger ; et aussi aux Lewissohn, firme de banquiers juifs internationaux, et aux Warburg, dont les opérations de banque au travers de la Kuhn, Loeb & Co de l'International Acceptance Bank, de la Banque of Manhattan Co. et d'autres institutions étrangères et nationales sous leur contrôle ont fait sortir des milliards de dollars du Trésor des Etats-Unis et de dépôts bancaires appartenant à des citoyens des Etats-Unis ; et également aux Strauss les propriétaires de R.H Macy & Co de New-York.... et que Mr Morgenthau est semblablement lié ou en relations avec la communauté bancaire juive de New-York et de Londres, Amsterdam et autres places financières étrangères... Il m'apparaît que la présence d'Henry Morgenthau au Trésor des Etats-Unis ... est une confirmation frappante de ce que j'affirmai le 29 mai 1933."⁽²³⁾

(21) "Wall Street under Oath" p. 10

(22) Cf. "The Truth about the Slump" de A. N. Field, p.57. Le Dr Carl Melchoir eut un rôle prépondérant dans la création de la Banque des Règlements Internationaux, et il devint le Président de la Commission des Finances de la Société des Nations.

(23) Cité par A. N. Field dans "All These Things", p.155.

(NDT. L'influence de H. Morgenthau, ami de longue date et "conseiller" de Roosevelt (son "col. House" ?), s'étendit à la politique étrangère des USA pendant

Toutes ces hautes personnalités juives partagent les mêmes vues anti-surnaturelles. Les magnats nominalement chrétiens en outre, non seulement ne se positionnent pas en membres du Christ, mais ne voient rien de non-chrétien ou d'anti-naturel à l'ordre inversé qui prévaut dans le monde des affaires... Cet ordre inversé consiste en une organisation telle que les membres du Christ (réels ou potentiels) sont tenus d'exister pour la production des biens matériels, et cette production des biens matériels est considérée subordonnée à l'Argent. On n'est donc pas surpris que dans une telle situation, les Juifs, en dépit de divisions et de rivalités entre eux, aient pratiquement éliminé l'idée d'appartenance au Christ des milieux d'affaires. En cela ils ont été puissamment aidés par l'influence naturaliste de la Franc-Maçonnerie sur tant de ces chrétiens nominaux.

Il serait intéressant par exemple, si c'était possible, de savoir précisément tout ce que recouvre l'action récente du Département d'Etat de Washington au sujet de la Hongrie. Le *New-York World* du 21 octobre 1928 publia l'interview d'un "porte parole" d'intérêts financiers disant que la Monarchie Hongroise ne serait pas restaurée, comme annoncé par le Premier Ministre Bethen, parce que "le comte Bethen sait bien que les montants prêtés par les financiers ont été fournis sous la condition de la poursuite de la régence (Horty), et que toute violation de cet accord, non seulement serait l'arrêt de tous futurs investissements ou prêts, mais entraînerait le rappel du montant déjà parvenu au pays, qui est estimé à plus de 200 millions de dollars". L'article du *World* continue ainsi : "Qu'il n'y aura aucun changement dans le Gouvernement hongrois est aussi l'opinion du financier Ralph Beaver Strassburger, 60 Broadway, qui est membre

et après la guerre de 39-45, au dessus du Secrétaire d'Etat et du Ministre de la guerre. On connaît le Plan Morgenthau de destruction totale de l'Allemagne, qui heureusement ne fut pas suivi, et son soutien au Communisme soviétique et chinois aux dépens des intérêts des USA, et des peuples de l'Europe, d'Asie et d'Afrique (cf. Léon de Poncins "Top Secret", chap. VII.)

du groupe des investisseurs américains en Hongrie. Il est en rapports étroits avec Budapest, et s'y rend chaque année."⁽²⁴⁾

**Le système de Réserve Fédérale,
une création d'inspiration germano-juive
(cartellisation mondiale et système bancaire)**

Nous avons vu que Paul Warburg⁽¹⁾, le créateur de la FED, la Banque de Réserve Fédérale, arriva aux Etats-Unis en 1902 venant d'Allemagne. Les *Mémoires* du Prince Max de Bade nous apprennent que son frère Max Warburg occupait une position des plus influentes dans les cercles bancaires allemands. La domination du système bancaire de ce pays sur la vie des Allemands nous est décrite au chapitre VI du livre "*The Truth about the Slump*". Examinons brièvement ce point pour nous permettre d'avoir une idée du système que Paul Warburg visait à imposer sur les Etats-Unis, et par les Etats-Unis sur le monde.

Mr Field nous livre d'abord l'opinion de Sir Oswald Stoll, qui déclara : "Le cercle financier qui ceinture l'univers est constitué en provenance de toutes les nations. Les éléments les plus puissants qui le constituent sont essentiellement américains, mais l'influence dominante est teutonique."⁽²⁵⁾ Mr Field poursuit alors : "Du système bancaire allemand en particulier Sir Oswald Stoll déclare : "Six grandes banques allemandes contrôlent des dizaines de milliards de

⁽²⁴⁾ Ceci est un résumé tiré du livre de Ludwell Denny "America conquers Britain", p. 64

⁽¹⁾ (NDT : Les Warburg, Max, Paul et Félix (de Kuhn & Loeb) siégeaient au Conseil d'administration de I.G. Farben (qui depuis 1929-30 finançait le NSDAP, le mouvement hitlérien), et Paul était administrateur d'I.G. Farben USA. Max Warburg ne quittera l'Allemagne qu'en 1938. James P. Warburg, le fils de Paul alla en Allemagne en 1929 et 1930 pour l'International Acceptance Bank. Il devint ensuite conseiller de Roosevelt. En outre associés aux Intérêts Harriman, ils étaient à travers eux et leur Union Banking Corp. associés à Fritz Thyssen (qui finançait aussi le NSDAP depuis 1929). Les Warburg avaient aussi une banque à Londres sous la direction de Siegmund George Warburg. (cf. "*Le Financement du Nazisme*" de Pierre de Villemarest et "*Wall Street and the Rise of Hitler*" d'A. Sutton.)

⁽²⁵⁾ "*Freedom in Finance*" (publié par Fisher Unwin en 1919).

marks de capital dans le monde entier, soit directement, soit indirectement par des associations et des participations minoritaires. Voyez le *Document N°593 du Sénat des Etats-Unis* publié à Washington par la Commission Monétaire nationale. Ce document du Gouvernement américain est un volumineux dossier de 1042 pages... Il montre que le cercle financier tient l'industrie allemande dans le creux de sa main."⁽²⁶⁾

Mr Field cite le Dr E. J. Dillon à propos de l'alliance étroite entre banques et cartels dans les milieux d'affaires allemands. "Un cartel est un trust ou syndicat d'entreprises impliquant la production, les marchés, les profits et les prix. Chaque cartel a un monopole dans un secteur donné ...

"Sous la loi des cartels, le détaillant allemand devient un simple agent. Il ne peut acheter et vendre que la marchandise de son cartel local. il ne peut acheter et vendre que ce que le cartel lui permet, et les prix d'achat et de vente ainsi que les quantités qu'il peut vendre lui sont fixés par le cartel. Les cartels à leur tour sont sous le contrôle des banques, qui en sont les virtuels propriétaires. La plupart des Anglais ont entendu parler du grand cartel allemand des colorants... Les cartels d'Allemagne ont été en grande partie montés par les banquiers juifs de ce pays, et plus tard les banquiers juifs d'origine allemande aux Etats-Unis y ont joué un rôle éminent dans l'édification des grands trusts, au moyen desquels ils ont fait passer l'industrie américaine sous leur domination."... Si le peuple américain veut saisir en toute clarté le système de domination financière qui est en train d'être imposé au commerce international par les opérations de crédit et qui s'est développé graduellement aux Etats-Unis depuis la loi créant la Réserve Fédérale, le mieux est d'observer le système tel qu'il existe en Allemagne.⁽²⁷⁾ C'est dans ce pays qu'il est chez lui, c'est là qu'il a été forgé en une machine parfaite par un petit groupe d'individus pratiquement tous juifs.

"La question n'est pas le salaire que le système accorde pour le service rendu, par rapport au service qui serait offert dans un marché

⁽²⁶⁾ "*The Truth about the Slump*", p.45.

⁽²⁷⁾ Le reste de ce qui est cité de Mr Field est tiré par lui d'un article d'Arthur Kitson paru en mars 1925.

du travail libre et ouvert, mais la possibilité ainsi donnée d'exploiter tout le monde... Si quelqu'un, fût-il le plus puissant, refuse de devenir un rouage du système, il est brisé économiquement, et il peut se dire heureux s'il parvient encore après à gagner de quoi vivre, lui et sa famille. Comme on va le montrer, ce système de sanctions a été introduit aux Etats-Unis ... Le point clé de cette situation ... réside dans la loi allemande qui permet aux banques de détenir des actions d'autres banques et de sociétés industrielles. Jusqu'à l'approbation du Federal Reserve Act (la loi créant la Réserve Fédérale), ce genre de privilège n'était pas accordé aux banques aux Etats-Unis, de crainte qu'elles ne développent un système de suzeraineté, qui en Allemagne a atteint son niveau de perfection. Le contrôle total de l'Industrie et des organismes bancaires du pays passerait nécessairement aux mains d'un petit groupe.

"Mais le système (bancaire) juif en place en Allemagne a conduit et dirigé un tel mouvement de concentration, et cela apparemment dans un but délibéré. Avec ce résultat que les conseils d'administration liés entre eux des principales banques allemandes, qui sont six au total, dominant le pays. La liste de ces banques comprend : la Reich Bank, banque d'émission, la banque centrale des banquiers et du Gouvernement, dont les administrateurs sont les responsables de la dépréciation du Mark et des souffrances qu'elle a entraînées ; le Diskonto Gesellschaft ; la banque Max Warburg & Co de Hambourg, à laquelle a été attribuée la Marine marchande d'Allemagne et qui détient le contrôle des compagnies du Lloyd Nord-Allemand et des Hamburg-Amerika Lines ; la Deutsche Bank, surtout concernée par le développement du secteur des industries métalliques et métallurgiques ; et la Bank für Handel und Industrie (la Banque de Darmstadt). On peut contester et vouloir en ajouter d'autres... mais néanmoins, avec la Reich Bank comme clé de voute, la liste est pour l'essentiel correcte. Le fait marquant est que par un système de participations croisées, de conseils d'administration liés, de répartition des secteurs d'intérêt et par des accords mutuels, le système bancaire fait un tout ...

"Sont les maîtres des affaires peut-être une centaine d'hommes qui se retrouvent dans les conseils d'administration des plus grandes

sociétés et dont 95 % sont juifs.^(*) Comme il est normal dans des associations de ce type, il y a des figures de proue. Si, vu à 3.000 milles de distance, le personnage de Max Warburg peut ne pas sembler très imposant comme figure dominante de ce groupe, l'influence de Warburg depuis la mort de Walther Rathenau a été la force directrice ; elle a fourni l'habileté, la "finesse" financière, qui a permis à son groupe d'accroître considérablement sa puissance, et ceci a été réalisé par la fidèle coopération de ses deux frères, Paul et Félix à New-York. Actuellement (à l'époque de la rédaction de ce livre), ces banquiers sont les maîtres absolus et exploitent à leur profit personnel les quatre cinquièmes du commerce intérieur d'Allemagne, qu'il soit industriel ou agricole ou autre. Le dernier cinquième représente les petites transactions entre individus dans les petites agglomérations, où le profit est seulement nominal.

On pourra se demander comment il est possible d'inclure dans la désignation ci-dessus le terme agricole. Comment peut-on prendre le contrôle des produits des fermes ? L'histoire de cette phase de leur opérations est intéressante, et elle a été particulièrement difficile à réaliser. Mais elle est totalement achevée. Le contrôle des marchés et des moyens de transport, l'organisation de banques agricoles pour fournir du crédit, ces banques étant liées au système général, tout cela a forgé le système qui asservit l'agriculteur. Les ouvriers ont été rendus captifs et tenus par des lois sur les Assurances sociales, par exemple l'assurance-santé obligatoire, comme cela fut bien expliqué par Bismarck, qui déclara que ces lois avaient été instaurées pour passer "une chaîne d'or au cou des ouvriers".⁽²⁸⁾

(*) (NDT : C'est ce qu'avait révélé Walther Rathenau (juif) que trois cents personnes, toutes cooptées, étaient les maîtres... Trop loquace, ou pour toute autre raison, il fut assassiné.)

(28) "The Truth about the Slump", pp.53-55. (la période évoquée semble être celle de 1924-25).

La plupart de ceux qui ont étudié le sujet en réalistes et avec un peu d'attention comprennent que ce sont les grandes affaires qui font leur profit de l'Assurance santé obligatoire. Les "fruits juteux" de cette assurance-santé obligatoire ne vont pas au médecin ni au patient... Du point de vue des grands brasseurs d'affaires, plus on accorde de services prétendus gratuits, plus on peut abaisser le niveau des salaires par rapport au coût moyen de la vie". (Dr Douglas Boyd, dans *M D Private*

Nous avons donc vu les mêmes banquiers intéressés à l'implantation du Bolchevisme en Russie et à ériger aux Etats-Unis un système financier sur le modèle de celui d'Allemagne. Les dirigeants nationaux-socialistes d'Allemagne se sont emparés du système élaboré par les banquiers juifs. Ils y ont cependant introduit une importante modification en ceci que l'émission monétaire, du moyen d'échange, y a été rendue complètement indépendante de l'or : elle est ajustée à l'actualisation des ressources potentielles du pays. Mais ce moyen d'échange est accordé en tant que prêt, et c'est le Gouvernement qui est le maître de toutes les opérations de prêt et d'emprunt. Cette situation signifie le servage. Le rejet de la suprématie du Corps Mystique du Christ par la déification et l'exaltation de la race et du sang accroît encore le mal, signifiant en pratique le rejet de toute loi morale, comme on l'a vu. Tous ces systèmes tendent donc dans une même direction, celle de traiter les êtres humains *non plus comme des personnes*, mais *comme de simples individus*. C'est un Etat esclavagiste, un retour au servage sous une forme pire encore qu'avant la venue de Notre Seigneur.

"Notre Seigneur Jésus-Christ, écrit Léon XIII, est l'origine et la source de tout bien, et tout comme l'espèce humaine ne put être libérée de l'esclavage que par le Sacrifice du Christ, elle ne peut en être préservée que par Sa puissance... Ce qu'est la vie de l'homme dont Jésus a été exclus, ce que sont sa moralité et ses fins peuvent être connus à partir des exemples des nations qui ne possèdent pas la lumière du Christianisme... Ceux qui l'oublient ... par cet acte même cherchent leur propre destruction, et en même temps, dans la mesure où cela leur est possible, font tomber la société précisément dans

Bulletin, septembre 1942). Dans le bulletin de novembre 1943, le Dr Boyd indiqua que Sir William Beveridge était connu comme fabien et membre de Groupes de Planification Politique (PEP). On sait qu'il fut un collaborateur de Lloyd George en 1911 pour l'instauration du National Health Insurance (les Assurances sociales en Grande-Bretagne), copie du système allemand. Il a été aussi un des principaux responsables de la création du National Unemployment Insurance (fond d'assurances chômage), système également d'origine allemande, et il cherchait à instaurer un système d'Assurances étatiques étayé sur des propositions de travail obligatoire."

l'abîme de maux et de désastres dont le Rédempteur dans Son amour avait délivré l'humanité."⁽²⁹⁾

La Réserve Fédérale et la lutte pour la suprématie financière mondiale (avec le contrôle mondial des matières stratégiques)

L'ouvrage de A.N. Field "*The Truth about the Slump*" et celui de Ludwell Denny "*America Conquers Britain*"⁽³⁰⁾ fournissent un certain nombre de données sur le rôle joué par le Federal Reserve Board et le cartel financier américain dans la lutte internationale pour la maîtrise des matières premières, du commerce et de l'industrie. A.N. Field dit que le livre de Ludwell Denny mérite l'étude la plus attentive de la part de ceux qui désirent voir libérer la civilisation de son esclavage récent : "L'auteur de ce livre fait sienne cette louange d'un livre effectivement digne de remarque. Il est dommage cependant, comme le conclut Mr Field, que "bien que la Kuhn, Loeb & Co soit mentionnée dans le texte, elle ne figure pas à l'index, non plus que l'importante International Acceptance Bank fondée par Warburg en 1921. Cette omission n'est cependant pas un sérieux handicap pour le lecteur, informé que la fréquente référence aux "intérêts Harriman" fait simplement référence aux intérêts Warburg sous un nom moins suggestif, et que le Rapport de la Commission Pujo a montré que les activités de la National City Bank, dont le livre de Mr Denny est rempli, ont été étroitement associées avec le Groupe Warburg."⁽³²⁾

⁽²⁹⁾ Encyclique *Tametsi*, *Sur le Christ notre Rédempteur*.

⁽³⁰⁾ Publié par A.A. Knopf, New-York, 1930

⁽³²⁾ "*The Truth about the Slump*", p.119.

(NDT: En 1995 la banque Warburg a été fusionnée avec la Swiss Bank Corporation de George Blum, et le nouveau groupe ambitionne de devenir l'une des dix plus grandes banques du monde. La Warburg anglaise était dirigée par Eric Roll, juif né en Autriche, devenu sujet britannique et annobli en Lord Roll of Ipsden, qui fut directeur de la banque d'Angleterre et de l'antenne anglaise du F.M.I. et de la Banque Mondiale. Ce financier, qui a débuté sa carrière chez Rockefeller, est membre de la Pilgrim Society, du P.E.P. britannique, de la Commission Trilatérale, de l'Institut Atlantique et du Bildeberg Group dont il

"Au plan international, écrit Mr Denny, se joue une bataille triangulaire entre les intérêts des cartels britanniques, américains et européens et les efforts correspondants de chacun d'eux pour pénétrer les industries et les marchés des autres. L'I.G. Farben (Interessen Gemeinschaft Farben-Industrie), cartel allemand des teintures et colorants, a tenté à plusieurs reprises de former un cartel mondial. Il a réussi à obtenir des accords limités. Mais d'une manière générale, l'I.G. Farben n'a pas réussi à amener la Grande-Bretagne dans son cartel européen.... En plusieurs occasions, lorsque Lord Melchett a été sur le point de signer des accords au nom des Imperial Chemical Industries I.C.I. avec le cartel germano-français de l'I.G. Farben, le Gouvernement de Londres est intervenu pour des raisons de sécurité nationale pour empêcher une telle alliance de dépasser le stade du gentleman's agreement partiel.

"On tend donc vers l'existence de deux grands cartels mondiaux : l'I.G. Farben allemand face aux I.C.I. britanniques, avec le capital américain tentant d'accroître son influence sur les deux rivaux étrangers. Ceci a entraîné une division-répartition dans le capital américain, avec le groupe Morgan-Chase-General Motors soutenant les ICI britanniques, et le groupe Rockefeller épaulant l'I.G. Farben allemande. Les I.C.I. britanniques avaient acquis une position minoritaire mais substantielle dans General Motors, Allied Chemical & Dye et Dupont. La Chase Securities Corporation, de New-York, créa en avril 1928, à parts égales avec les ICI Britanniques, la Finance Company of Great Britain and America. Cette société commune annonçait que son activité serait celle de banquiers, de concessionnaires, de négociants, de promoteurs, de prospecteurs, d'exploitants de mines, de transports maritimes dans le secteur de l'industrie chimique et d'autres industries, en Europe, dans l'Empire Britannique et aux Etats-Unis. A son Conseil d'Administration, outre les représentants des ICI et de la Chase National Bank, siégeaient des représentants de General Motors, American International Corporation, American Car and Foundry, American Locomotive, International Paper, American Railway Express, Metropolitan Life

présida les sessions de 1989 et 1990, est un éminent mondialiste, nous apprend «*Maçonnerie et sectes secrètes*» d'Epiphanius.)

Insurance et Bethlehem Steel. Parmi les membres britanniques du Conseil, on trouvait Lord Reading, Lord Melchett⁽¹⁾, Lord Colwyn et Sir Harry McGowan...

"Pour contrer cette alliance partielle entre les I.C.I. et ce groupement de capital américain, se forma une alliance partielle des intérêts Rockefeller-Ford avec l'I.G. Farben. Cette dernière alliance est représentée par la société nouvellement formée (entre les deux guerres) sous le nom d'American I. G. Chemical Corp.... Les accords de l'I.G. Farben avec des producteurs américains ou affectant des producteurs américains, outre ceux indiqués ci-dessus, ont été résumés par le Department of Commerce en 1928 : Les intérêts du cartel allemand des colorants dans l'industrie chimique américaine incluent : un accord de production de matières colorantes signé en 1924 avec une société américaine, la production conjointe avec les producteurs américains de rayonne contrôlés par la firme Britannique Courtaulds, etc., etc."⁽²⁾ "Parmi les administrateurs de l'American I.G. Corporation figuraient Mr Edsel Ford, le président de la Ford Motor Company et Mr Walther Teagle, président de l'International Acceptance Bank. Ces Américains représentent un agrégat de capital supérieur même à celui de la firme allemande I.G. Farben, et, lorsque combiné avec ce dernier, se crée là une concentration financière potentielle de dimensions sans précédent.... "Comme résultat de ces développements multiples dans l'industrie chimique internationale, et issu du conflit entre les ICI britanniques

⁽¹⁾ (NDT : ex Sir Herbert Samuel)

⁽²⁾ Op. cit. pp. 331-333 : "Nous avons assisté avec une inquiétude croissante à la vente à l'Amérique de l'American Viscose, l'importante filiale de Courtauld ... Notre curiosité a été encore davantage alertée par l'identité des parties signataires du contrat. Il nous faut signaler que Sir Edward Peacock est membre de la Baring Bros et de la Banque d'Angleterre. Il est aussi l'un des dirigeants de la société d'investissement Bankers Industrial Development Company, entreprise contrôlée par la Banque d'Angleterre en association avec les plus grandes maisons de finance de Londres. Le Comité d'acquisitions est coiffé par Morgan-Stanley & Co et comprend des firmes telles que Kuhn, Loeb & Co, Mellon Securities Corporation, Dillon Read & Co, Harriman, Riley & Co, et d'autres. Il semble à première vue que cette affaire... mérite une enquête pour déterminer si les agissements de la finance internationale n'ont pas dans le cas présent été directement contraires à l'intérêt national." (*The Catholic Herald* de Londres, du 4 avril 1941).

et I.G Farben allemand émanant de la rivalité pétrolière anglo-américaine et de la bataille mondiale entre Ford et General Motors (DuPont) commençaient donc à se former deux très grands groupes capitalistes internationaux opposés, un américano-britannique et un américano-allemand."⁽³³⁾

En liaison avec ce qui précède, A.N. Field remarque qu' "à la lumière des révélations du Rapport Pujo sur le fait que des compagnies américaines sont associées aux deux groupements tout en faisant partie du cartel financier sous la dépendance du Système de la Réserve Fédérale (la FED), il est difficile de croire qu'il puisse y avoir une féroce concurrence entre eux. Par exemple en 1928, lorsque la National City Bank organisa la United Aircraft and Transport, la Standard Oil, Ford et leurs prétendu ennemi mortel General Motors étaient tous représentés au même conseil d'Administration".⁽³⁴⁾ Il est bien plus probable que les organes dirigeants du cartel financier américain visent à asseoir leur propre suprématie sur l'Europe et sur le monde. Nous pouvons percevoir quelques indications en ce sens d'après les révélations de Mr Denny.⁽³⁵⁾

Jetons d'abord un coup d'oeil sur la domination américaine croissante sur la Grande Bretagne.

A la fin du chapitre intitulé "America Invades the Dominions", Mr Denny soutient que la Grande-Bretagne "ne peut demeurer seule, aussi bien en tant que nation qu'en tant qu'Empire, prise entre l'alliance économique européenne d'un côté, et la puissance économique américaine qui la concurrence de l'autre. La Grande-Bretagne voit arriver le moment où elle devra se décider, soit pour

⁽³³⁾ Op. cit. pp.333-334

⁽³⁴⁾ "The Truth about the Slump", p. 124

⁽³⁵⁾ (NDT : C'est ce que confirma un acteur bien informé de ce réseau financier et de cartellisation mondiale, Carol Quigley, dans son livre "Tragedy and Hope" paru en 1966, témoignant que «le but ultime de ce milieu était de créer un système de contrôle (de maîtrise) mondial centralisé entre les mains de personnalités qui soient capables de dominer les systèmes politiques de chaque pays, puis de constituer une sorte de grand ensemble économique planétaire.»)

un accord de coopération avec le cartel européen, soit avec les Etats-Unis".⁽³⁵⁾

L'alliance financière britannique avec les Etats-Unis – certains diraient sa dépendance financière – déjà bien entamée dès avant la guerre actuelle (de 1939-...) s'accroîtra inévitablement au cours de la guerre. "En mars 1929, écrit Mr Field, l'American General Electric prit le contrôle de 60% des actions de la British General Electric. Au début de 1929, les principaux fabricants britanniques d'équipements électriques, les firmes British Thompson Houston, Metropolitan Vickers, Edison-Swan et Ferguson-Pailin fusionnèrent pour former les Associated Electrical Industries, dont le principal actionnaire était l'American General Electric... En 1929, la Utilities Power and Light Corporation, une société américaine, acquit toutes les actions ordinaires du Greater London Counties Trust, contrôlant les sept principaux producteurs d'électricité de Grande-Bretagne qui avaient le monopole de l'alimentation en électricité de quatre-vingt quinze villes d'Angleterre et d'Ecosse. Elle contrôle également la Edmundson Electrical Corporation, qui possède douze sociétés de distribution d'électricité en Grande Bretagne. Une enquête du Gouvernement Britannique fut diligentée à propos de cette prise de contrôle américaine sur l'énergie motrice de l'industrie britannique. Le ministre des Transports, le Colonel Ashley, déclara devant la Chambre des Communes le 18 février 1929 que l'efficacité de la fourniture (électrique) avait bien plus d'importance que le fait que le capital soit américain ou britannique."⁽³⁶⁾ "Feu Lord Birkenhead obligea les propriétaires américains en devenant le président Britannique potiche de l'entreprise (précitée) ...

Sous le titre "Grabbing Raw materials" (l'accaparement de matières premières), Mr Denny rapporte la fusion en 1928 de la British Mond Nickel Co avec l'International Nickel de New Jersey, la direction étant fixée en Amérique selon le *New-York Times* (et le *Manchester Guardian Commercial*). La Mond est, comme on le sait, une société

⁽³⁵⁾ Op. cit. p. 123

⁽³⁶⁾ Cité par Mr Ludwell Denny, d'après l'*Editorial Research Reports*, de Washington, du 1er avril 1929, p.263.

juive...⁽³⁷⁾ Bien que la Grande-Bretagne, par ses fonderies d'étain ait le contrôle de 70 % de la production mondiale d'étain, on apprit cependant en juin 1929 qu'était fondée la British-American Tin Corporation, annoncée représenter plus de 80 % de la production d'étain contrôlée par la Grande-Bretagne."⁽³⁸⁾

Parut le 19 février 1941 dans la presse britannique le communiqué suivant: "Mr Averell Harriman viendra à Londres d'ici une quinzaine. Le Président Roosevelt a indiqué que Mr Harriman traitera de questions telles que les coûts de la Défense Britannique, ses priorités, et de contrats".

A propos de ce communiqué, le *Social Creditor* du 1er mars 1941 fit le commentaire suivant :

"MM. Harriman, les financiers de New-York, servent plus ou moins de facade "gentil" à MM Kuhn, Loeb & Company. Ils furent gratifiés d'énormes contrats s'élevant à des milliards de dollars par Lénine et Trotsky pour l'industrialisation de la Russie. Ceux-ci furent réalisés au paradis socialiste par des travailleurs pratiquement esclaves, sous la direction de techniciens américains, contribuant ainsi au boom

⁽³⁷⁾ Le nickel, avec l'antimoine, le minerai de chrome, l'étain, les nitrates et la potasse, était l'un des six métaux industriels et minéraux non-métalliques (stratégiques) pour lesquels les Etats-Unis dépendaient presque entièrement de sources extérieures hors de leur contrôle, contre quatre seulement dans le cas de la Grande-Bretagne: le mercure, la potasse, le soufre, le talc et la stéatite. L'Allemagne s'étant emparée de nouveau de l'Alsace possédait une proportion importante des ressources mondiales de potasse, élément essentiel pour la production d'engrais, et très utilisé dans la fabrication du verre, du savon et des explosifs, etc.. Au début de la guerre (de 1939), la Grande-Bretagne et les USA avaient, sinon un monopole, du moins le contrôle d'une très grande partie de la production mondiale de nickel (par l'International Nickel et la Mond, dont la fusion représentaient 90 % du nickel mondial), de l'étain (par la British-American Tin Corp.), du cuivre, de l'huile, et du caoutchouc, et détenaient aussi d'importantes ressources en zinc.

⁽³⁸⁾ "The Truth about the Slump", pp. 120-123.

"L'industrie de base est celle de l'acier, en temps de paix comme en guerre. A cette vieille industrie, l'époque moderne a ajouté les industries électriques, chimiques et de l'automobile... D'où l'importance des matières telles que le charbon, le fer, le manganèse, le chrome, le nickel, le tungstène, l'antimoine, le vanadium, le cuivre, le plomb, le zinc, l'étain, l'aluminium, les nitrates, la potasse et le caoutchouc". ("America Conquers Britain", de Ludwell Denny, p. 189).

économique américain. A l'évidence, il n'est pas trop tôt pour préparer la reconstruction de l'Europe en général et de la Grande Bretagne en particulier par les mêmes canaux et de semblables méthodes "socialistes".

Examinons maintenant un certain nombre de faits prouvant l'emprise des intrêrêts financiers américains en Allemagne (d'avant 1939):

"La General Electric américaine est dite avoir une importante participation dans une super centrale de production électrique de conception italienne qui rend ce pays indépendant du charbon britannique. En 1929, cette société a accru sa participation au niveau d'un tiers dans le groupe allemand A.E.G., le fabricant de matériel électrique, et conclu avec lui un accord de coopération s'étendant à tous les pays d'Europe...

"Durant l'hiver 1928-29, la crise de la construction navale était responsable de 32 % du nombre des chômeurs en Grande-Bretagne. Mais la Marine marchande allemande avait été rétablie à 80 % de sa capacité d'avant guerre (de 1914) par la construction de navires neufs. Cette construction avait été financée principalement par les "intérêts Harriman", qui sont comme on l'a vu ceux du groupe Warburg sous un autre nom. L'Amérique, nous apprend-on, est, selon une estimation prudente, détentrice aux trois quarts de la Compagnie maritime North German Lloyd et d'une hypothèque de premier rang sur la Hamburg-Amerika Line."⁽³⁹⁾ "Les nouveaux navires allemands, y compris le S/S *Bremen*, ruban bleu, écrit Mr Denny, représentent le capital yankee... Les Etats-Unis reconstruisent ainsi une flotte de commerce allemande toute neuve. Celle-ci associe le capital américain et la technologie allemande, combinaison semblable à celle qui prévaut dans les industries chimique, automobile, électrique, d'aviation et autres, pour concurrencer l'industrie britannique. L'effet est triple. Primo, cela rend plus difficile à la Grande Bretagne de maintenir une marine marchande de réserve qui demeure rentable. Secondo, cela permet au capital

⁽³⁹⁾ "The Truth about the Slump", pp. 120, 125

américain de participer au trafic transatlantique avec des navires à coûts d'exploitation réduits et plus compétitifs que ceux sous pavillon américain. Tertio, cela permet au pavillon américain de garder le trafic le plus lucratif, le trafic côtier et Atlantique-Pacifique par le canal de Panama, grâce à quoi et par la politique protectionniste qui en élimine les navires étrangers, cela permet à ce pays de se construire une flotte marchande de réserve."⁽⁴⁰⁾

Il faut noter qu'en 1914 l'Empereur d'Allemagne et la maison de banque Kuhn, Loeb & Co étaient tous deux d'importants actionnaires de la Hamburg-Amerika Line. C'est ce que nous apprennent les *Mémoires* de Sir Cecil Spring-Rice, l'Ambassadeur Britannique à Washington de 1913 à la fin de 1917.⁽⁴¹⁾ On y apprend aussi que le Gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mr Montagu Norman, fit une partie de son apprentissage à New-York avec la firme de banque Brown Brothers & Co, devenue maintenant la Brown Brothers, Harriman & Co.⁽⁴²⁾

Au chapitre XVII, nous avons vu que le centre d'activité de la finance juive avait été transféré d'Espagne et du Portugal à Amsterdam, puis de nouveau d'Amsterdam à Londres à l'époque de la "glorieuse Révolution". Notre époque semble témoigner d'un nouveau transfert du centre en question de Londres à New-York, la grande guerre (de 1914-18) ayant servi à ce but. Bien que nombreux, dont le présent auteur, sont en désaccord avec le plan de réforme monétaire du Major Douglas dit de Crédit Social⁽⁴³⁾, personne ne

(40) "America Conquers Britain," de Ludwell Denny, p. 366. (NDT: P. de Villemarest, dans "Les sources financières du Nazisme", a exposé ces liens financiers et industriels, d'où le fait que les usines de Ford Allemagne et Opel (G-M) ne furent quasiment pas bombardées pendant la guerre malgré leur rôle dans l'effort de guerre nazi !)

(41) "The Truth about the Slump", p. 94

(42) "Pr Skinner alias Montagu Norman", de John Hargrave, p. 30

(43) (NDT: Le Crédit Social ou Créditisme, avec son organe évoqué plus haut le *Social Creditor*, vante une variété de socialisme d'Etat faisant miroiter l'idée d'une "rente sociale" tirée de la création monétaire par l'Etat, permettant aux hommes de ne plus travailler ! Cette utopie socialiste trouva de nombreux naïfs parmi les

conteste sa connaissance du monde financier. D'après le Major Douglas, les objectifs réels de la Grande Guerre furent la révolution bolchevique de Russie, la Société des Nations et l'asservissement financier de la Grande Bretagne. On voit donc qu'il confirme ce que l'on vient de dire sur le déplacement du centre de la finance juive de Londres à New-York. Vers 1930, il souligna les préparatifs imminents de la prochaine guerre. On put lire en effet dans *The New English Weekly* du 8 janvier 1940, sous la plume de Eric de Mare, qu'environ dix ans plus tôt le Major Douglas avait écrit : "S'il demeure encore une étincelle de noblesse dans ce pays (l'Angleterre), le jour où éclatera la prochaine guerre, les représentants locaux (nationaux) de la Finance devront affronter un exercice de tir dans la Grande galerie de la Tour". Le Major Douglas était à l'évidence bien au fait de cette vérité que relevait avec force *The Weekly Review* du 30 mai 1940 dans les termes suivants : "Parmi les choses les plus importantes que nous avons dites et répétées – et répétées même avec insistance – est cette vérité que l'Armée Allemande, qui désormais se propose de détruire ce pays... a été ressuscitée par les banquiers de Londres et de New-York, Banque d'Angleterre en tête. C'est un évènement politique majeur de notre époque, et c'est seulement ici, dans *The Weekly Review*, qu'il en a été soufflé mot."⁽⁴³⁾

Le Major Douglas semble avoir aussi été bien au courant des raisons qui firent affaiblir la France après la Grande Guerre. C'est que l'on préparait une autre guerre, afin de consolider la position déjà atteinte

chrétiens, notamment en Grande-Bretagne et au Canada, oublieux de la Parole Divine que l'homme doit tirer sa nourriture à la sueur de son front en expiation du péché originel. Cette utopie devint la version du socialisme du British-Israel. Elle règne encore dans certains milieux "chrétiens" aujourd'hui à la faveur du chaos doctrinal et de la crise de l'Eglise. Ainsi le *Social Creditor* qui posait en défenseur de la nation contre les manœuvres de la Juiverie se faisait propagandiste du socialisme, qui est une face de l'impérialisme juif : cf. la citation du livre d'Emile Ludwig.

(43) Cet extrait est tiré de l'article de tête. Dans un autre article du même numéro signé d'Hilaire Belloc, on lisait : "La résurrection de l'Allemagne n'aurait pu réussir si elle n'avait été soutenue par la Finance internationale et en particulier par la Banque d'Angleterre." Cf. ce dont fait état Hans Heymann dans *Plan for Permanent Peace*, p.53.

et de pousser les préparatifs pour la venue du messie naturel. D'après le Major Douglas, les objectifs des financiers internationaux dans le conflit actuel (celui qui a débuté en 1939) étaient les suivants :

- 1) l'établissement d'un Etat policier international sur le modèle soviétique, à commencer en Grande-Bretagne. Citons Anthony Eden : "*Va-t-on enfin en Europe se débarrasser des barrières de caste, de croyance et de préjugés ?... Notre nouvelle civilisation doit se construire à l'occasion d'un monde en guerre. Mais notre nouvelle civilisation sera édifiée toute pareille...*" (Radio-message à l'Amérique, du 11 septembre 1939). Ce qui donne pour perspective la suppression de tous les droits civils.
- 2) la restauration de l'étalon-or et du système de la dette.
- 3) l'élimination de la civilisation britannique et son remplacement par l'idéologie juive (maçonnique) (NDT : "l'américanisation")
- 4) l'établissement d'un Etat Sioniste en Palestine comme centre géographique de la domination mondiale, avec New-York comme centre de domination financière mondiale.

Cet énoncé des buts de la guerre (de 1939) demande à être quelque peu développé afin de tenir pleinement compte du combat mené sous la conduite de Satan contre la Vie surnaturelle du Christ dans le monde.

Derrière le conflit financier, il y a en permanence la lutte de Satan contre Notre Seigneur. Les lecteurs se souviennent du plan anti-surnaturel de Palmerston, dont nous avons traité au Chapitre XV. Pour toute personne informée de ce plan, il est clair que le démembrement de l'Autriche était l'un des buts de la dernière guerre (celle de 1914). L'Autriche fut démembrée à la Conférence de Paix, et l'Allemagne en revanche laissée quasiment intacte ruminant sa vengeance. Une nouvelle guerre était donc inévitable. Depuis, Vienne a été mise totalement sous la coupe de Berlin. En dépit de la réaction national-socialiste contre la nation juive, la Russie soviétique au début de cette nouvelle guerre a libéré la Prusse de la crainte d'avoir à combattre sur deux fronts, lui permettant ainsi d'effectuer avec rapidité la conquête et soumission de la France préparée de longue date. L'anti-Catholicisme du Gouvernement national-socialiste était potentiellement d'un si puissant intérêt en vue de

l'élimination de la Vie surnaturelle en Europe que cela excusa son anti-Judaïsme, du moins temporairement. La guerre actuelle entre l'Allemagne et la Russie vaut-elle preuve que la Prusse s'est définitivement retournée contre les forces qui avaient contribué à la relever ? La Finance allemande a-t-elle fait le pari de se libérer de ses attaches judéo-américaines pour se mettre au service de la race allemande et dominer l'Europe et le monde ? C'est possible, mais il ne faut cependant pas oublier que les financiers qui ont permis à l'Allemagne de réarmer savaient que la guerre devait forcément arriver et connaissaient également la position anti-juive du Parti National-socialiste. Tout cela avait été pris en compte. Une chose reste certaine : Satan veut tromper ses dupes des deux camps en guerre, qui luttent pour une union internationaliste des Etats, c'est à dire pour une forme d'organisation sociale excluant toute influence du Vicaire du Christ.⁽⁷⁾ En résultera un enrégimentement encore

(7) (NDT : Projet d'autant plus certain que la Juiverie et la Maçonnerie internationale tenaient en mains toutes les parties en cause. Et cela fut confirmé et réalisé par la clause secrète de l'accord de Yalta qu'une secrétaire de Roosevelt révéla à l'Ambassadeur d'Espagne Mr Doussenague : soumission de toute l'Europe de l'Est et de l'Asie à l'influence à part égale du Communisme soviétique et de la Maçonnerie US, et partage d'influence avec le judéo-communisme sur le Conseil de l'Europe et les instances de l'ONU, donc aussi sur toute l'Europe occidentale, cf. "*Espana tenia razón*", mémoires de l'Ambassadeur, cité par Léon de Poncins dans "*Christianisme et Franc-Maçonnerie*", pp. 219-220. Poncins y cite la lettre de Roosevelt au juif Zabrowsky son intermédiaire auprès de Staline, qui fut la base de l'accord de Téhéran puis de Yalta et du partage d'influence US-URSS sur le monde. Ceci fut confirmé par le Cal Spellmann qui rappela dans ses *Souvenirs* sa conversation seul à seul avec Roosevelt à la Maison Blanche le lendemain d'une réunion Roosevelt-Churchill, où le cardinal avait vainement tenté de ramener le président US à une vue réaliste du Communisme soviétique. La position arrêtée de Roosevelt éloigna de lui le cardinal. Le document décidant du partage du monde en faveur du Communisme suscita une lettre solennelle du comte de Jordana, Ministre des Affaires Etrangères d'Espagne, au Gouvernement US et un discours du Général Franco le 9 mai 1943, tous deux réaffirmant l'indépendance de la politique de leur pays et la nécessité d'une paix négociée juste, qui mette l'Europe à l'abri du communisme, en même temps que leur sympathie pour l'Amérique et ses idéaux. Le Dr Salazar parla dans le même sens au nom du Portugal, ami multiséculaire de l'Angleterre. Le Gouvernement US répondit par une fin de non-recevoir, allant jusqu'à menacer l'Espagne d'invasion si son Gouvernement n'entrait pas dans les

accru des hommes, et une élimination encore plus complète du respect de leur *personnalité* humaine. Faute d'un retour à la pleine reconnaissance des droits de Dieu, les hommes seront de plus en plus traités comme de simples individus, c'est à dire comme des animaux sans plus de droits personnels.

Au Congrès de la III^e Internationale du Parti Communiste tenu en 1935 fut passée une résolution demandant que tous les peuples s'unissent contre le Fascisme. Par le terme Fascisme, on entendait évidemment toutes les formes d'opposition au Communisme, y compris cela va sans dire toute tentative d'éliminer la guerre des classes et de revenir à une organisation corporative de l'Etat, sur laquelle Pie XI avait mis l'accent dans son Encyclique *Quadragesimo Anno*. C'est pourquoi tous les écrivains et journaux communistes ne cessèrent de désigner les Gouvernements d'Espagne et du Portugal comme fascistes. Il est inquiétant de constater ces attaques continuelles contre toute tentative de la part d'un Etat de reconnaître le divin plan pour l'Ordre. Derrière cette opposition à tout vestige de

vues américaines, et de lui supprimer tout soutien financier après la guerre, et la presse US lança une campagne associant calomnieusement l'Espagne à la politique de l'Allemagne Nazie. Le comte de Jordana se rendit alors auprès de Pie XII pour lui exposer ses craintes, mais Pie XII, bien qu'approuvant l'idée d'une paix équitable, argua de l'anti-christianisme des Nazis pour cautionner la politique US de guerre totale jusqu'à la capitulation de l'Allemagne ! (Poncins "*Top Secret*", chap. VI). Pie XII fût-il intervenu auprès de Roosevelt que cela n'aurait pu avoir aucune portée sur l'entourage juif qui dirigeait la politique US. Ni le général Franco et son Gouvernement ni le Dr Salazar n'avaient saisi toute l'implication du Judaïsme américain dans les Brigades Internationales de la Révolution espagnole et dans la politique US (Pétain chef d'Etat pas davantage !). ... et que Pie XII dès 1943 prenait une attitude qui répondait à son philo-judaïsme et son accord déjà donné aux futurs vainqueurs et à leurs exigences : il était intervenu en 1942 pour que les Catholiques américains ne s'opposent pas à l'aide massive de Roosevelt aux Soviétiques et à la poursuite de la guerre totale... attitude conforme à son soutien en 1938 à Roosevelt avec la mise au silence du RP. Coughlin, ce qui avaient permis au président d'être réélu en 1940 et de déclencher la guerre mondiale par son ambassadeur en France, le juif Bullit. Avait-on jamais vu aux siècles passés un pape de la Sainte Eglise cautionner et favoriser la politique satanique des Anti-Christes, celle des Sultans par exemple !)

Fascisme, il est clair qu'il y a la haine satanique de la Vie Surnaturelle de Grâce.^(*)

Ce livre était écrit depuis longtemps lorsque parut l'ouvrage "*Germany's Master Plan*" de Joseph Borkin et Charles A. Welsh. Dans ce livre publié chez John Long, sont citées les mesures prises par le Gouvernement des Etats-Unis face aux activités de cartel de firmes et de financiers américains. Rappelons encore qu'un cartel est une entente ou un accord de portée nationale ou internationale dans lequel ses membres cherchent à se rendre maîtres d'un ou de plusieurs secteurs de production, des prix et de la distribution d'un produit de base.^(*)

(*) (NDT : L'auteur donne ici le vrai sens de l'antifascisme ! Le Communisme désigne une société qui tente de s'édifier sur le refus de l'Ordre immanent, fruit d'un esprit satanisé qui est le mal véritable. La société satanisée peut prendre tout autre nom que le Communisme : celui de République universelle, d'Ecologie, de Village mondial, de Nouvel Ordre Mondial... Ce n'est pas seulement contre le Communisme qu'il faut lutter, mais contre les adeptes de Satan et leur esprit de haine et de mépris du Christ qui édifie ce type de société, lutte qui intéresse tout homme. Pour les Chrétiens, elle se mène d'abord par la prière, la conduite de la vie, et l'information d'autrui. Ne pas y tenir son rôle, c'est prendre part à l'autodestruction de l'humanité et à sa damnation.)

(*) (NDT : L'objectif des dirigeants du Judaïsme et de leurs financiers est le Gouvernement mondial et la réduction des non-juifs à l'état d'esclaves dans un empire socialiste. Leurs outils, comme on l'a vu démontré par les faits et avoué par eux (rapporté par de hautes personnalités dont le comte de Saint Aulaire dans ses souvenirs), ont été la Franc-Maçonnerie, la révolution et les gouvernements maçons, les guerres ruineuses et les crises financières provoquées par leurs manipulateurs des Bourses et des monnaies, qui ont amené le développement du Crédit fiduciaire et de la dette des Etats. Dans le domaine monétaire, et de l'Economie, ils masquent leurs actes sous la dénomination anonyme du « marché », mais le marché c'est eux, par leurs rumeurs diffusées par la Presse, comme la démocratie c'est eux, diviseuse par la même Presse. Les mesures prises depuis 1945 ont favorisé encore l'expansion du Crédit par rapport à l'avant 1939, avec le Plan Marshall, la soumission de l'Europe à la puissance US, la mondialisation financière sous la tutelle de la FED, et les DTS (Droits de Tirage Spéciaux). Il y eut la dérégulation des banques par le président Clinton, comme ses prédécesseurs Instrument des dirigeants de la FED. Comme celle de 1929, la crise de 2008 semble bien avoir été un nouvel épisode de leur stratégie, et non le résultat « d'erreurs de jugement » des administrateurs de cet organisme comme le financier

G. Soros tente de le faire croire. Les mêmes grands acteurs ont immédiatement relancé une bulle spéculative plus énorme que jamais, au point que l'O.C.C de Washington (Office of the Controller of the Currency) s'en est alarmé, en particulier des montants des « produits dérivés » et de leur évolution, ainsi que de l'accroissement des Crédits Swaps de devises, qui minent les monnaies et l'Economie réelle (ces diagrammes reproduits sur Internet ont été repris dans la revue *Le Cep*, N°50, février 2010) ; la bulle spéculative était réputée s'élever fin 2009 à plus de cent fois les épargnes vraies de l'économie mondiale. Les acteurs majeurs de cette expansion virtuelle sont presque exclusivement les majors de la FED et les organismes financiers qui leur sont liés (J.P. Morgan-Chase dont le patron est David Rockefeller, Goldman-Sachs, Wells Fargo, Bank of America et City Bank), et son montant dépasserait 200 trillions de \$, près de quatre fois le PIB mondial. A noter que l'on retrouve les dirigeants des majors de Wall Street via leurs hommes (les financiers dirigeants de Hedge funds : les Soros, agent des Rothschild, Poulson, Summers, Jester) comme conseillers du Président Obama, de la Banque Centrale Européenne et des gouvernements européens, et les décisions ou non décisions du G8 et du G20, de la Banque Mondiale et du FMI sont dans la main de ce cartel. Les Etats occidentaux dont l'Etat US, tous sous la direction de la FED, qui ont aidé à relancer les banques et la nouvelle bulle en 2008 s'enfoncent dans un déficit budgétaire et de leur balance des paiements financé et refinancé sans cesse par l'emprunt, conduisant à la défiance dans les monnaies. Les Banques Centrales nationales et les Gouvernements européens ont été poussés (sur ordre ?) à vendre leur réserve d'or, ce qu'ont fait la France et l'Angleterre ; sitôt après, le « marché » a fait s'envoler le cours de l'or de 80% en un an, et l'on peut prévoir sa hausse exponentielle avec la défiance générale, nouveau champ spéculatif ! G. Soros qui a fait sa fortune (plusieurs milliards de £) en jouant sur la dévaluation du sterling dans les années 90 avait utilisé ses gains à acheter les mines d'or US ! Par l'amplitude de la spéculation et la désindustrialisation de l'Occident qu'il mène, le cartel semble bien chercher à provoquer à un moment choisi l'implosion de toutes les monnaies et de l'Economie, afin d'imposer alors une monnaie mondiale et le Gouvernement mondial qu'il vise. Jacques Attali qui leur est lié a demandé publiquement comme remède à la crise, une gouvernance économique européenne, pas de plus vers l'objectif final. Ceux, comme Goldman Sachs, qui selon le *Wall Street Journal* ont conseillé la Grèce en 2001 et lui ont fait faire usage des « Swaps » de devises pour maquiller ses comptes et entrer dans le système de l'euro, et ont fait de même pour l'Angleterre, l'Italie, le Portugal et même l'Allemagne, qui ont fait s'endetter follement nos pays, et imposent le mondialisme économique causant la destruction du tissu productif de l'Europe et des USA, qui ont amené entités régionales et banques européennes à s'endetter et à acheter des actifs US toxiques, ces mêmes spéculent maintenant contre l'euro selon le prix Nobel d'Economie Joseph Stiglitz (*Rivarol*, 26 février 2010). Mais l'euro n'est pas seul fragilisé : le dollar, le yen

japonais le sont tout autant, et la mondialisation de l'Economie rend tous les pays interdépendants et fait de celle-ci un château de cartes. L'auto-suffisance nationale a été partout reniée. La dure nécessité nous forcera à y revenir, mais après quel drame ?)

CHAPITRE XXI

LES PRINCIPES POLITIQUES DE SAINT THOMAS D'AQUIN
ET LA RÉFORME MONÉTAIRE

Principes généraux

Dans les chapitres I, II et III, nous avons vu les principes politiques et économiques qu'implique la pleine reconnaissance de la Royauté du Christ. Ces principes ont été tirés des Encycliques des Souverains Pontifes et des œuvres du Docteur angélique, qui, pour reprendre les termes du Pape Pie XI, "est la source de notre science politique et économique".⁽¹⁾ Dans le monde moderne, le bien-être des hommes qui sont les membres du Christ est subordonné à la production des biens matériels, et la production, la distribution et les échanges de ces biens, soumis aux manipulations financières. Ce désordre fondamental repose sur un déni de la personnalité humaine. Pour le rectifier, il faut donc mettre l'accent sur la personnalité de l'homme et sur sa relation personnelle à Dieu.

L'enseignement de saint Thomas sur la personne humaine en tant qu'*individu* et *personne*, sur lequel nous nous sommes étendus dans la deuxième partie du chapitre I, a été remarquablement exposé par Pie XI dans l'Encyclique *Divini Redemptoris, Sur le Communisme athée*. L'illustre Pontife traite d'abord de la personnalité, et donne un résumé des devoirs qui incombent à l'homme du fait des droits de Dieu à en être aimé et servi. Les devoirs de l'homme envers Dieu sont les fondements de ses droits personnels. "L'homme a une âme spirituelle et immortelle, écrit le Pape; il est une personne merveilleusement dotée par son Créateur des dons du corps et de l'esprit. Il est un microcosme comme disaient les Anciens, c'est à dire un monde en miniature, d'une valeur qui surpasse de beaucoup celle du vaste univers inanimé. Dieu seul est sa dernière fin, en cette vie et dans la vie future. Par la Grâce sanctifiante, il est élevé à la dignité de fils de Dieu et incorporé au Royaume de Dieu dans le Corps

(1) Encyclique "*Studiorum Duces*".

Mystique du Christ. En conséquence, Dieu lui a conféré des prérogatives nombreuses et variées : le droit à la vie, à l'intégrité corporelle ; celui d'obtenir les moyens d'existence indispensables, le droit de tendre à sa fin ultime sur le chemin que Dieu lui a marqué ; le droit d'association et le droit de posséder et de faire usage de biens en pleine propriété. Tout comme le mariage et le droit à son usage naturel sont d'origine divine, de même les prérogatives constitutives et fondamentales de la famille ont été fixées et déterminées par le Créateur. Dans l'Encyclique *Sur le Mariage Chrétien, Casti Connubii* (1930), et dans Notre autre Encyclique sur l'Education, *Divini Illius Magistri* (1929) Nous avons traité ces sujets très en détail".

Mais l'homme est également un *individu*, et en tant qu'individu il est membre de la société. La société cependant est destinée à le servir, dans la mesure où il est une *personne*, et toutes les règles sociales ont pour objet le développement de la personnalité humaine. "Dieu a destiné l'homme à la société civile, poursuit le Pape, selon les exigences de sa nature propre. Dans le plan du Créateur, la société est un moyen naturel que l'homme peut et doit utiliser pour atteindre la fin qui lui est destinée. La société est pour l'homme, et non pas l'homme pour la société. Cette assertion ne doit pas être comprise dans le sens de l'individualisme libéral qui subordonne la société à l'usage égoïste de l'individu, mais seulement dans ce sens qu'au moyen de son union organique avec la société et par une collaboration mutuelle, l'atteinte du bien-être terrestre est à la portée de tous. De plus, c'est la société qui offre les opportunités du développement de tous les dons individuels et sociaux accordés à la nature humaine. Ces dons naturels ont une valeur qui surpasse les intérêts immédiats du moment, étant un reflet dans la société des perfections divines, ce qui ne pourrait être si l'homme vivait seul. Mais en dernière analyse, même dans cette dernière fonction, la société est faite pour l'homme, afin qu'il puisse reconnaître ce reflet des perfections divines et en rendre gloire et adoration au Créateur. C'est l'homme, seul, et non la société, quelle qu'en soit la forme, qui est doté de raison et de libre vouloir à l'égard de la loi morale.

"D'une part, l'homme ne peut être exempté de ses obligations divinement inspirées envers la société civile, et les représentants de

l'autorité ont le droit d'exercer la coercition pour l'y obliger lorsqu'il refuse sans raison d'accomplir son devoir. D'autre part, la société ne peut priver l'homme de ses droits attribués par Dieu, dont nous avons indiqué ci-dessus les plus importants, ni lui en rendre l'usage impossible. Il est donc conforme aux impératifs de la raison que tous les biens de la terre soient à l'usage et au bénéfice de l'homme et soient ainsi par lui attribués au Créateur. Ceci s'accorde avec les paroles de l'Apôtre des Gentils qui écrit aux Corinthiens à propos du salut dans le Christ : "Toutes choses sont à vous et vous êtes au Christ et le Christ est à Dieu" (*Ie Cor.*, III, 23). Alors que le Communisme appauvrit la personnalité humaine en inversant les termes de la relation entre l'homme et la société, à quelles hauteurs l'homme n'est-il pas élevé par la raison et la Révélation. !"

Dans toutes les discussions sur la réforme monétaire, il faut garder à l'esprit la tendance à la perversion de l'Ordre, commune à tous les plans socialistes et aux projets modernes d'économie planifiée.

La monnaie selon St Thomas a été inventée par l'art de l'homme pour la facilité des échanges en servant de mesure commune aux choses à vendre.⁽²⁾ En tant que mesure commune, elle doit être stable. "En tant que mesure employée pour estimer la valeur des autres choses, écrit St Thomas, la monnaie doit garder une même valeur, puisque la valeur de toutes choses doit être exprimée en termes monétaires. Ainsi les échanges peuvent avoir lieu facilement, et en conséquence les communications entre les hommes sont facilitées."⁽³⁾ Au même chapitre du *Commentaire sur l'Éthique* d'Aristote, le saint docteur avait précédemment fait la remarque qu'il en est de même de la monnaie qu'avec les autres choses, à savoir que l'on n'obtient pas toujours ce que l'on désire avec elle, parce qu'elle n'est pas toujours dotée du même pouvoir d'achat... Mais néanmoins les choses doivent être organisées de telle sorte qu'elle soit de valeur plus stable que le reste". Il n'est pas toujours possible, insiste le docteur angélique, d'obtenir la même quantité de biens pour son argent. Ceci peut arriver sans qu'il y ait injustice lorsque

⁽²⁾ St Thomas d'A., I a, II ae, Q.2, a1, c

⁽³⁾ *Comment. in Ethic.*, Lib. V, Lect. IX

l'approvisionnement des marchandises se raréfie pour une cause qui échappe à notre maîtrise, mais en tout cas toutes précautions doivent être prises pour éviter que cet ennui ne survienne par la manipulation du moyen d'échange lui-même. Nous avons vu que les déflations planifiées s'opposent à la justice.

La monnaie est donc essentiellement un moyen d'échange. C'est un titre à l'obtention de biens et de services reconnu valable par l'Autorité de la société dans laquelle elle circule. Sa stabilité de valeur est une propriété ou un attribut nécessaire qui découle de l'essence d'un moyen d'échange ou titre valable pour l'obtention de biens et de services. Un moyen d'échange qui rend impossible la stabilité des prix s'oppose à la justice. La monnaie comme moyen d'échange stable est destinée à faciliter aux familles la possibilité de se procurer par l'échange la suffisance de biens matériels requise pour la vie vertueuse des personnes qui la composent. La vie vertueuse des personnes humaines est simplement leur développement ordonné en tant que membres du Christ.

Nous avons donc vu désormais deux grands maux qui se développent rapidement sous le régime de l'étalon-or⁽⁴⁾. Le premier de ces maux a été l'instabilité générale des prix dans tous les pays. Ceci a conduit à la concentration de la richesse et du pouvoir dans les mains d'un petit nombre, et à une épuisante insécurité de la vie pour le plus grand nombre.⁽⁴⁾ Le second de ces maux a été l'emprise croissante sur les Gouvernements des manipulateurs du Crédit, de la monnaie fiduciaire. Comme exemple de ce deuxième mal, nous avons vu que le Président Wilson des USA avait avoué que le pouvoir souverain n'était pas en ses mains, et que Mr Thomas

⁽⁴⁾ (NDT : et identiquement de l'étalon-dollar)

⁽⁴⁾ Nous avons déjà cité Mr Geoffrey Crowther affirmant que "la poursuite de la stabilité des prix est incompatible avec le maintien de l'étalon-or" (*An Outline on Money*, p. 356). Nous avons vu en outre que la pression pour recevoir l'intérêt de la dette, qui est derrière les alternances de phases de surchauffe économique et de dépression, non seulement avait conduit au chômage et à la malnutrition dans tous les pays, mais encore à une sorte de blocage du commerce international, associé à la destruction de produits alimentaires et au ralentissement de la production, et avait incité à la guerre.

Johnston, membre du Parlement et Lord du Sceau Privé dans le Gouvernement travailliste de 1931, avait dû attendre humblement avec les autres membres du Cabinet britannique la décision finale de la Federal Reserve Bank des Etats-Unis à propos de l'aide aux chômeurs (en Grande Bretagne !).

Il faut également garder à l'esprit que les puissances financières qui sont maîtresses des Banques Centrales représentées à la Banque des Règlements Internationaux, Banques Centrales dont vingt-six furent fondées après la guerre de 1914-18, entendent conserver leur pouvoir après la présente guerre (1939- ?).

Mr Paul Einzig, dans son livre "*Mr Montagu Norman, a Study in Financial Statesmanship*" publié en 1932, nous informe qu' "une condition sur laquelle Mr Norman et ses collaborateurs insistaient était que les Banques Centrales devaient être indépendantes de leur Gouvernement". Il ajouta même qu'ils "insistaient là-dessus de manière passablement tranchante. "La réponse à une question posée à la Chambre des Communes nous apprend que dans le Rapport de la B.R.I., la Banque des Règlements Internationaux daté du 27 mai 1940, les noms de Mr Montagu Norman, le Gouverneur de la Banque d'Angleterre, et du Dr Funk, le ministre allemand de l'Economie, figurent sur la liste des Administrateurs. Bien évidemment, la Banque des Règlements Internationaux survivra au présent conflit. Le Président de cette banque est un Américain, et nous savons le pouvoir qui est aux mains du Federal Reserve Board, compte tenu de l'énorme quantité d'or enfouie dans le Kentucky. A la Conférence internationale qui se tint à Gênes en 1922, il fut décidé que "les banques, et spécialement les banques d'émission (les Banques Centrales) devront être exemptes de toute pression politique et uniquement gérées selon les principes de la prudence financière". De nouveau, lors de la Conférence Economique Mondiale qui se tint à Londres en 1934, il fut résolu que, si l'on voulait un étalon-or international doté de la mécanique nécessaire à son bon fonctionnement, dans tous les pays développés ne possédant pas encore une institution centralisée de Banque Centrale soit créée une Banque Centrale indépendante dotée des pouvoirs

adéquats et de la liberté de mener la politique monétaire et de crédit.⁽⁵⁾

Réforme monétaire nationale

a) Abandon de l'étalon-or intérieur

Ce que nous avons vu du fonctionnement de l'étalon-or intérieur montre l'évidence de son antagonisme au Bien Commun, par le fait que le volume du moyen d'échange dans le pays soit proportionné, non pas à l'actualisation du potentiel de productivité du pays, mais à la quantité d'or qui se trouve éventuellement détenu par le pays (par la Banque Centrale).

L'aura de sécurité qui demeure attachée à l'or, écrit Mr Geoffrey Crowther, est en fait le seul argument ou semi argument qui reste en faveur de l'étalon-or intérieur. En France et en Amérique, il y aurait sans doute une profonde défiance à l'égard de la monnaie nationale si elle n'était pas au su de tous "gagée sur l'or". En Angleterre, nous avons désormais une approche plus rationnelle. Comme on l'a déjà souligné, la caution-or des billets de la Banque d'Angleterre a été réduite à virtuellement rien, et toute la réserve d'or a été transférée au Compte d'Egalisation des Changes, où elle est disponible pour l'exportation (NDT : les règlements de la balance commerciale avec l'étranger), mais pas comme contrepartie de la monnaie en circulation. L'homme de la rue n'est probablement pas encore informé que ceci a eu lieu, mais d'ici quelques années le fait sera accepté du public que la monnaie n'a pas besoin d'être l'or ni gagée sur l'or pour être de la bonne monnaie. A ce moment-là, l'étalon-or intérieur ou domestique sera mort de sa mort naturelle sans que sa disparition ne nuise à quiconque."⁽⁶⁾

Ce premier point de la réforme ne fera pas de difficulté.

⁽⁵⁾ Cf. "*Minority Report N°III of the Irish Banking Institution*", par Mr J.P. O'Loughlen, p. 26

⁽⁶⁾ "*An Outline of Money*", p.333

b) Emission du moyen d'échange légal par l'Etat

Le fonctionnement de l'étalon-or et l'appropriation par des personnes privées de la maîtrise du moyen d'échange des pays ont été cause de grands maux. Pour remédier à ces maux d'une manière qui soit en accord avec les principes politiques et économiques de Saint Thomas, nous insisterons sur trois conditions.⁽⁷⁾

Le premier point de la réforme est qu'il faut retirer des mains privées la création ou émission du moyen d'échange. L'émission de titres à l'acquisition de biens et de services qui soient valables et acceptables par tous les citoyens d'un pays est de droit la prérogative de l'Autorité exerçant sa juridiction sur l'ensemble du pays. On le voit clairement par le fait que toute addition et mise en circulation de monnaie ou de crédit émis ou prêté, si elle ne coïncide pas avec une augmentation proportionnée des biens à vendre "entraînera une hausse des prix, et fera que l'argent aux mains de chacun dans le pays aura une valeur moindre en termes de biens, annulant ainsi une partie de la dette de biens et de services de la nation vis à vis des détenteurs d'argent.⁽⁸⁾ Autrement dit, qui est la source de la monnaie ou du moyen d'échange doit de par la nature même de la monnaie ou moyen d'échange obtenir quelque chose pour rien, c'est à dire qu'il doit obtenir la source du pouvoir d'achat dans l'Etat à un coût négligeable. Et qui a le pouvoir d'émettre le moyen d'échange en est

⁽⁷⁾ Ces trois conditions, qui seront exposées sous B), C) et D) sont tirés de "*Money Creators*" (Chap. XII et XVII) de Miss G.M. Coogan. Dans sa préface à ce livre, M Robert L. Owen dit qu'il contient des vérités scientifiques, et n'est pas du charlatanisme". La position éminente de M. Robert L. Owen dans le monde bancaire a déjà été indiquée.

⁽⁸⁾ "*The Role of Money*" du Pr Soddy (p. 91). Les créateurs privés du moyen d'échange ne se préoccupent pas des altérations au niveau des prix. Leur préoccupation est l'intérêt reçu sur l'argent." le Pr Soddy insiste beaucoup sur le fait... que les banques, par l'émission de nouveaux moyens de paiement à leur usage ou pour leurs emprunteurs, exercent un levier direct sur la "richesse à vendre" de toute la communauté (sur tout ce qui est à vendre)... Tout le monde peut constater cet effet lorsqu'une fausse coupure est mise en circulation, mais l'effet de levier sur la richesse à vendre est exactement le même quel que soit celui qui crée le nouveau moyen d'échange." ("*The Root of All Evil*", de Sir Reginald Rowe, p. 52)

maître du volume. Des changements arbitraires de la masse monétaire entraînent une hausse ou une baisse des prix. Qui émet et est maître du moyen d'échange a le contrôle de toutes et chacune des opérations économiques. Si c'est un groupe privé qui exerce le pouvoir d'émettre le moyen d'échange et donc d'en manipuler le volume, ce groupe devient une puissance supérieure au Gouvernement lui-même. Il devient un super-Gouvernement, paralysant les efforts du Gouvernement légal en vue du Bien Commun. Il est tout à fait vain de parler de démocratie ou de république lorsque le pouvoir souverain est exercé par un super-groupe occulte.⁽⁹⁾

Dans son excellent livre déjà cité "*Economic Tribulation*", Mr V.C. Vickers souligne cette vérité et ses conséquences : "Par notre insouciance foncière et notre ignorance, écrit-il, nous avons permis à l'industrie monétaire par le caractère propre à cette activité d'acquérir progressivement une influence politique et économique si étendue et si puissante qu'elle a véritablement miné l'autorité de l'Etat et usurpé le pouvoir du gouvernement démocratique... Cette dictature nationale et surtout internationale de l'Argent, qui joue d'un pays contre l'autre et qui, par le fait d'être propriétaire d'une grande partie de la Presse, transforme la publicité de sa propre opinion en un semblant d'opinion publique, ne peut continuer encore longtemps à faire du gouvernement démocratique un simple surnom (dont elle se couvre) ... L'industrie financière, les banquiers cambistes et la Bourse s'enrichissent des "booms" et des dépressions de l'économie et sont très dépendants des variations et des changements des niveaux des prix des produits de base. Mais l'Industrie productrice ne s'enrichit que dans des marchés stables, aux niveaux de prix constants, et en l'absence de fluctuations économiques violentes... Dans les conditions générales actuelles, le Communiste attend son heure avec

⁽⁹⁾ "Nous avons toujours soutenu que la politique étrangère de ce pays, lorsqu'elle impliquait des dépenses exceptionnelles pour une action internationale – notamment en matière d'armement britannique – ... dépendait de la décision... de la Banque d'Angleterre, soutenue par ses alliés financiers d'outre-Atlantique ... Ceux-ci étaient assurément opposés à ce que nous ayons une Armée convenable." (*The Weekly Review*, 17 octobre 1940)

une satisfaction naturelle, car il observe que la tendance des affaires mène lentement aux conditions qu'il souhaite précisément le plus voir arriver : un mécontentement croissant envers la finance et le système monétaire, l'impuissance croissante de la forme actuelle du gouvernement de partis, et l'appauvrissement croissant et la perte d'influence de ceux qui ont été jusqu'il y a peu les principaux soutiens et la colonne vertébrale du pays."

Les nations ayant à lutter pour conserver leur souveraineté nationale face aux manipulateurs d'argent internationaux, l'autorité souveraine de la nation doit reprendre la création du moyen d'échange en totalité, qui consiste en la monnaie légale physique et tangible du pays. On ne peut faire confiance aux personnes privées engagées dans la finance pour défendre et conserver la souveraineté nationale contre le "mortel et détestable impérialisme international de l'Argent", pour reprendre les termes du Pape Pie XI.⁽¹⁰⁾ Ceci est d'une importance fondamentale, car les banquiers de tous les pays ont désormais succombé sous sa loi et ont pris l'habitude de suivre la politique qu'il (ce Pouvoir international) favorise comme étant indicatif de la voie du progrès dans le monde. Ils ont jusqu'ici manifestement failli à pratiquer la vertu de Justice générale ou légale.^(*)

⁽¹⁰⁾ Les termes exacts du Pape Pie XI dans son Encyclique *Quadragesimo anno* sont : "*funestus et execrandus rei summariae 'internationalismus' seu 'imperialismus internationalis', cui, ubi bene, ibi patria est.*" Cet Impérialisme International tend à éliminer tout ce qui est compris sous la notion catholique de patrie. Cette fin coïncide avec l'adage de Marx "les prolétaires n'ont pas de patrie"

^(*) (NDT : Cet "internationalisme mortel" qui dominait déjà l'Occident depuis la guerre de 1914-18 a étendu son empire au plan mondial par la suivante. Ce ne sont plus seulement les élites bancaires qui sont sous influence...mais tous les rouages de la société par la complicité des élites sociales, acquises par le chantage, le suivisme et la vénalité à entrer dans les réseaux d'internationalistes créés par le pouvoir d'argent. Hommes politiques, hommes d'affaires, leaders intellectuels récuse la Patrie ; son nom même, la France par exemple, n'est plus jamais prononcé par eux lorsqu'interrogés par les média, ils ne la désignent plus que par "ce pays", prononcé du bout des lèvres. Ceux de nos compatriotes qui affirment leur attachement à la patrie sont ridiculisés comme passésistes, "fascistes" et "racistes". L'Europe comme entité politique(!!!) est le thème martelé sans cesse

Ainsi donc, tout le moyen d'échange *consistant en la monnaie légale en chaque pays* devrait être payé et mis en circulation par la Puissance Souveraine du pays. Aucune promesse de paiement privée ne devrait être autorisée à circuler au cours légal, mais devrait être soumise aux peines encourues s'appliquant à la fausse monnaie. La monnaie payée et mise en usage par la Puissance Souveraine ne devrait porter aucun intérêt à la source et devrait être non-annulable, sinon par son rappel par la taxation. Elle ne devrait pas être créée en tant que prêt. La totalité du montant émis de nouvelle monnaie devrait être mise en circulation en règlement des dépenses légitimes du Gouvernement ou pour solder la dette existante de celui-ci. Le peuple dans son ensemble partagerait alors les bénéfices et avantages de tout changement du volume monétaire en existence dans la nation.

"En plaçant le pouvoir d'achat primordial aux mains du Gouvernement, les bénéfices en retombent sur toute la population, car pour tout montant quel qu'il soit de nouvelle monnaie émise, les impôts devraient être réduits d'autant.

"Ce concept risque d'être déformé en l'idée que l'on pourrait abolir les impôts par simple émission de monnaie *ad infinitum*. C'est une idée fallacieuse, car toute nouvelle quantité de monnaie ne doit être payée et mise en circulation que lorsque la masse totale des biens de consommation – les choses que la population a produites et dont elle a besoin dans une société civilisée – s'est accrue par l'augmentation de la production."⁽¹¹⁾

depuis les années 1950, avec à ses débuts la caution de Pie XII en dépit de son berceau trouble et de sa servitude évidente. Cette Europe institutionnelle fondée par des démo-chrétiens maçons n'est que serve, et servante du seul pouvoir américano-juif. Le Mondialisme n'est plus désormais proclamé dans les seules Loges, mais ouvertement partout. Les peuples, privés de chefs, sous le joug et menacés de destruction physique s'ils se rebellent (comme la Serbie), sont menés à leur dissolution morale, linguistique par l'américanisation, et physique par l'avortement et l'immigration intensive, par le même pouvoir. Sans plus de liberté d'expression, ils ne peuvent que prier Dieu de les libérer...

⁽¹¹⁾ "*Money Creators*" de Miss G.M. Coogan, p. 333.

(NDT : Cette idéologie fautive déjà évoquée est celle du Créditisme, inventée par le Major Douglas.)

En outre, il semble contraire à la dignité de la personne humaine que l'émission du moyen d'échange nécessaire au Bien Commun puisse placer quelqu'un en position d'infériorité, ce qui arriverait si la monnaie était créée sous forme de prêt. Comme on va le voir, la Puissance Souveraine dans l'Etat ne doit pas s'impliquer dans le prêt d'argent.

c) Prêt du moyen d'échange légal par la Guilde ou Corporation bancaire

La création du moyen d'échange est donc ainsi retirée des personnes privées. Elle doit être réservée exclusivement au Gouvernement national, mais le prêt d'argent doit être totalement séparé de l'émission de la monnaie. C'est le second point de la réforme monétaire.

La fonction de prêter la monnaie légale émise par l'autorité monétaire gouvernementale ne doit pas être du ressort de cette autorité gouvernementale, mais de celui de sociétés privées, érigées en Corporation ou Guilde et fonctionnant sous une Charte Corporative. Examinons successivement ces deux propositions.

"La chose la plus dangereuse à faire serait de placer le négoce d'argent aux mains du Gouvernement. Une telle mesure donnerait aux internationalistes l'arme finale pour détruire la propriété et les droits personnels des citoyens loyaux."⁽¹²⁾ Confier au Gouvernement le commerce des prêts est l'essence même du Socialisme et du Communisme. Car pour un gouvernement créer la monnaie sous forme de prêts est encore plus vicieux que pour les banques privées de le faire, car dans la cas des banques privées une discrimination arbitraire n'est pas le premier motif pour refuser les prêts. Mais lorsque le Gouvernement s'engage dans le prêt d'argent, même dans le prêt de l'argent qu'il a créé, ou bien qu'il détermine quelle entreprise peut obtenir l'argent économisé par la population en échange d'une participation à l'entreprise, aucune entreprise privée ne peut tenir durablement. C'est pourquoi le système bancaire allemand (du régime National-socialiste) apparaît gravement défectueux, même si dans ce pays on a évité l'erreur de rendre le volume du moyen d'échange national dépendant du volume d'or

⁽¹²⁾ Op. cit. p. 334

détenu par le Gouvernement. Il est certes vrai que le moyen d'échange doit être proportionné au développement de la capacité productive du pays et non pas à la quantité d'or détenue à la Banque Centrale. Mais le système financier allemand (nazi) dans son ensemble, avec en plus la théorie de la race, tend au mépris de la personne humaine. La Reich Bank crée du crédit bancaire sous forme de *prêts* accordés au Gouvernement allemand, et ce dernier alloue ce nouveau crédit bancaire aux diverses filières de l'économie, en accordant arbitrairement des prêts aux entreprises de son choix. Ainsi donc (dans le système financier de l'Etat National-socialiste allemand) c'est le *Gouvernement* qui *détermine quelles entreprises peuvent ou ne peuvent pas emprunter*. Ce procédé permet au Gouvernement d'*aider les entreprises de son choix, au moyen des prêts qu'il accorde*, et par ailleurs *de miner celles qu'il veut en leur refusant des prêts*. Ce système détruit les droits des personnes à disposer librement de ce qu'elles ont gagné et le droit inaliénable de la personne humaine à posséder, faire usage et être maître de sa propriété honnêtement acquise. Comme on en a déjà fait la remarque, l'être humain est alors en danger de devenir un simple individu à la merci de l'Etat ; Il n'est plus traité comme une personne.⁽¹³⁾

En ce qui concerne le second point, il consiste en ceci que le commerce de prêts doit être la fonction de sociétés privées, et "que toute banque existante devrait être scindée en deux entités séparées,

⁽¹³⁾ Miss Coogan écrivait en 1937 : "Si le Gouvernement est le maître des prêts d'argent, il peut décider qui peut ou ne peut pas emprunter, et donc il est maître de chacune des entreprises du pays. Avoir le contrôle de toutes les entreprises, c'est avoir le contrôle de toute l'activité économique ; le contrôle de toute l'activité économique permet d'être également maître de l'activité culturelle et spirituelle des citoyens. Lénine recommanda que le Gouvernement soit la source du moyen d'échange et le maître de la fonction de prêt dudit moyen d'échange. Sauf à restituer au Pouvoir Souverain le pouvoir de création de la monnaie, et qu'il soit exercé scientifiquement, et que le prêt soit exclusivement réservé à des sociétés privées, indépendantes et soumises à une Charte d'Etat, c'est simple babillage que de parler de lutter contre l'invasion du Socialisme ou du Communisme, ou de tout autre nom dont on veut faire usage pour désigner un Etat anti-Chrétien dans lequel tous, mis à part une petite noyau "d'élus", sont des esclaves sans retour, "

ou du moins en deux départements autonomes de la banque d'origine. La première série d'entités consisterait en *Girobanques*.⁽¹⁴⁾ Les Américains les nomment "check banks". Toutes les banques opérant sur des dépôts susceptibles de transferts par chèques devraient être tenues de traiter ces dépôts comme des fonds confiés en fidéi-commis, gardés pour leurs déposants... Une réserve de cent pour cent a le statut d'un fond en fidéi-commis dont les propriétaires réels sont les déposants... C'est ainsi que les dépôts bancaires redeviendraient alors de vrais dépôts, confiés au banquier et exigibles sur demande. Aucun intérêt ne devait être payé sur eux ; au contraire, les déposants devraient payer la banque pour ses frais de tenue de compte et de transferts de chèques...

"Outre ces giro-banques, il devrait y avoir des banques de prêts pour les prêts et les investissements, dont l'activité serait beaucoup plus large. Comment ces banques d'épargne se procureraient-elles l'argent qu'elles auraient à prêter ? Elles opéreraient à partir de leur propre argent (leur capital), de l'argent reçu de leurs clients (les comptes d'épargne), de l'argent restitué des emprunts venus à échéance... La

(14) Une "giro-banque" est une banque dans laquelle l'argent (les pièces ou les lingots d'antan) qui y sont déposés demeurent la propriété des clients ou des membres à titre de *depositum* au sens strict, le banquier en étant le gardien ou répondant. Les propriétaires des dépôts peuvent retirer l'argent, et la propriété de celui-ci être transférée à quelqu'un d'autre sur ordres écrits. D'où que, lorsque les titres sont transférés de l'un à l'autre, ils sont dits faire un tour (ou circuit ou giro) de mains en mains.

"Un *dépôt* a aujourd'hui un sens tout différent de celui du *depositum*, de même que le terme banque a lui aussi changé de sens ; dans le Droit Romain, *depositum* désigne ce que l'on confie à quelqu'un pour être conservé en sécurité, la personne en ayant la garde n'acquérant aucun droit de propriété sur l'objet confié. On peut le traduire par *dépôt en consignation*. Cette fonction primitive subsiste toujours dans les banques modernes, pour toutes les valeurs, bijoux, argenterie, titres, etc, confiés en garde dans les coffres ou la chambre forte de la banque. Mais aujourd'hui un *dépôt* est l'engagement du banquier à payer une somme à la demande, un droit à agir qu'il a créé contre lui-même afin d'acquérir un actif ou créance. Ce n'est pas un *depositum*, ce n'est pas du numéraire en réserve, ce n'est pas une chose ou une valeur confiée au banquier comme gardien. Même si le client y place de la monnaie légale, il ne s'agit pas d'un *depositum*, mais ce qu'en latin l'on nomme un *mutuum*, c'est à dire un prêt... Un "*dépôt*" ne signifie plus un *depositum* mais une dette." Cf. "*Money*" du Pr O Rahilly, pp. 57, 48, 49, 70.

seule limitation aux prêts bancaires serait une limitation salutaire, à savoir qu'on ne pourrait pas prêter d'argent à moins d'en avoir à prêter. C'est à dire que les banques ne pourraient pas prêter plus qu'elles ne possèdent en créant de l'argent à partir de rien, provoquant ainsi l'inflation et la surchauffe économique... Dans un système de cautionnement à cent pour cent, les banques prêteraient comme tout un chacun, soit sur leurs fonds propres, soit sur les fonds d'autrui, ce que faisaient précisément les banques avant d'être perverties par la "brillante idée" de prêter de l'argent d'autrui tout en faisant croire à cet autrui qu'il disposait toujours de cet argent sur son compte."⁽¹⁶⁾

"Il faut bien comprendre que ce plan n'implique en rien la nationalisation du système bancaire. Trois fonctions sont en cause :

- 1) l'émission et l'annulation de la monnaie qui appartient à la communauté. Au cours de l'Histoire, les banques se sont arrangées pour s'approprier cette fonction monétaire, que le projet de caution cent pour cent se propose de restituer à l'Etat ;
- 2) le transfert de titres monétaires par tenue de livres. Historiquement cette fonction de transfert était un service tenu par l'Etat ou la Cité ; mais on propose que des institutions privées puissent s'en charger si elles le désirent ;
- 3) Le prêt d'argent. Comme on l'a déjà signalé, le banquier d'aujourd'hui se sentirait insulté si vous le traitiez de prêteur d'argent ! Mais, mis à part le services des coffres offert pour y mettre en sureté des valeurs et la garde de fonds (transférables par le système des chèques), c'est en réalité la seule fonction strictement bancaire. On ne propose pas de la nationaliser. Le système cent pour cent n'implique la nationalisation que de la seule fonction *monétaire* actuellement usurpée par les banques, mais pas une nationalisation générale de l'activité bancaire... Aussi, loin de nationaliser les banques, le système cent pour cent offre aux banques la seule voie pour échapper à la nationalisation. Car si dans une autre décennie nos devions avoir une nouvelle dépression comme celle que nous venons de subir (de 1929-30), les banques se retrouveraient

(16) Op. cit., pp. 17, 92

définitivement aux mains du Gouvernement. Mieux vaudrait donc pour les banques renoncer librement à leur fonction usurpée de création monétaire sous forme de billets de banque (NDT : aujourd'hui de monnaie électronique virtuelle) et se contenter de leur activité strictement bancaire mise à l'abri des "booms" et dépressions qui sont actuellement en grande partie leur fait. Le système cent pour cent offrirait une protection dans les deux sens, en protégeant aussi le Gouvernement contre la domination des banques... Il faut dénoncer la notion selon laquelle les banquiers, parce qu'ils font le négoce d'argent, auraient un droit quelconque à être les maîtres de la monnaie, à fabriquer et à détruire de la monnaie et ainsi à faire varier à la hausse et à la baisse la valeur de l'unité monétaire de notre nation".⁽¹⁷⁾

A N. Field fournit une excellente description du fonctionnement de l'activité bancaire sous ce système (cent pour cent) : " L'activité bancaire, écrit -il, serait scindée en deux départements :

1) un département comptes-chèques, et 2) un département prêts. Un emprunteur s'adresserait au département prêts, et, sur dépôt de son nantissement, le prêt du montant convenu lui serait accordé pour la période convenue. L'argent emprunté serait payé en numéraire par le département prêts au crédit du compte du client en question auprès du département comptes-chèques. Tous les comptes- chèques seraient donc des comptes créditeurs, la banque détenant le montant en numéraire correspondant. Le département comptes-chèques opérerait en fidei-commis, tous les comptes étant entièrement couverts. Il tirerait ses revenus en débitant ses clients des frais de tenue de compte, variables en fonction du travail impliqué par la tenue de leur compte. Ce département serait donc une entité qui se rémunérerait sur son propre travail et une entreprise saine.

Le département prêts recevrait de l'argent des dépôts fixes (ou à termes), ferait des avances aux clients, de l'escompte sur factures, etc. Pour la clientèle, le principal changement serait la disparition du système des comptes négatifs."⁽¹⁸⁾

⁽¹⁷⁾ Irving Fisher, Op. cit., pp.201,203,215. Toute la citation est tirée de "Money" du Pr O'Rahilly, pp.350-351.

⁽¹⁸⁾ "The Truth about New-Zealand", pp 147-148.

En dressant la Charte de la Corporation ou Guilde bancaire, il faudra être très attentif à ce que le moyen d'échange nécessaire soit facilement disponible pour ceux qui sont dans l'Agriculture. Ceux-ci fournissent les biens de première nécessité pour la vie du corps, et doivent donc avoir la préférence sur ceux qui fournissent des articles d'utilité secondaire ou de luxe. L'on a vu que l'inversion actuelle de l'ordre, par laquelle les hommes sont asservis à la production, et la production, la distribution et la consommation aux manipulations de la finance, a lourdement affecté l'Agriculture avec son rythme lent. Il faut porter remède à ce mal et ramener l'argent à sa place dans l'ordre. "Les processus fondamentaux de l'Agriculture sont sous la gouverne des lois de la nature et non des nôtres. Le temps des semailles et des moissons, le temps nécessaire pour produire un animal, l'âge auquel une vache peut commencer à donner du lait, tout cela, et bien d'autres choses encore qui rythment les activités agricoles échappent à notre maîtrise. L'unité de temps n'y est pas la journée ou la semaine, mais l'année... et parfois est plus longue encore, couvrant la période de rotation des cultures.... A partir de 1880, les Prairies nord-américaines s'ouvrirent à la production de grandes quantités de blé qui furent vendues ici à des prix très inférieurs à ceux auxquels nos fermiers pouvaient les produire. L'opinion publique était alors totalement opposée à des taxes douanières sur les produits alimentaires⁽¹⁹⁾, et on laissa les agriculteurs, à la fois ceux des Prairies et ceux d'ici, résoudre le problème du mieux qu'ils purent. Les fermiers des Prairies souffrirent et durent accepter un niveau de vie très bas, et adopter des méthodes qui conduisirent en final à une terrible destruction du sol. Les fermiers d'ici souffrirent également ; beaucoup abandonnèrent, et il y eut une grande détresse dans les campagnes."⁽¹⁹⁾

"Un Etat est constitué de deux éléments, écrit A.N. Field, la nation et son territoire, et un objectif primordial est d'assurer à la nation la

⁽¹⁹⁾ (NDT : «l'Opinion publique» était celle façonnée par le pouvoir financier à travers la presse, comme l'auteur l'a dit, pour maintenir les salaires au plus bas au profit des intérêts de la dette.)

⁽¹⁹⁾ "English Farming" de Sir John Russell, pp. 13 et 16.

possession de son territoire. Ceci exige de se protéger des dangers extérieurs ; et la nation étant constituée de familles, cette protection exige en outre que les familles possèdent en sécurité leur portion respective du territoire national. Si un tiers système a le pouvoir d'exclure la population de l'Etat du territoire qu'elle occupe dans l'Etat, l'ensemble de la structure de l'Etat est en péril. Sous le système des hypothèques, chaque période de prix bas précarise la population, les habitations et les fermes, rendant les gens inquiets et entraînant de l'agitation, et au delà d'un certain point pouvant provoquer une situation révolutionnaire. Notre propre histoire locale (celle de la Nouvelle-Zélande) montre que les dépressions économiques jettent la population dans les bras des Socialistes, et que la prospérité les envoie dans ceux du conservatisme : le fait parle de lui-même. La stabilité du niveau des prix est donc une question de toute première nécessité pour la stabilité de la nation, point sur lequel il nous faudra revenir plus loin.

"Il faut encore considérer plusieurs autres facteurs. Un Etat ne peut bien se porter si la croissance de la production des richesses matérielles est absorbée par l'inflation du prix de la terre ; or cette inflation est inévitable lorsque la terre est considérée comme une matière première. Un Etat n'est pas non plus en bonne santé lorsque les personnes privées ont la capacité de détacher les citoyens de la terre qu'ils occupent. Le meilleur moyen de parer au premier problème est de démonétiser la terre. Il suffit en pratique pour cela de reconnaître la valeur existante des terres, mais d'empêcher leur augmentation ultérieure.⁽²⁰⁾ On peut dire d'une manière générale, que

⁽²⁰⁾ Ce que suggère ici A.N. Field est à rapprocher de ce dont Sir Reginald Rowe se fait l'avocat dans *"The Root of All Evil"*, p.131, afin d'éviter la spéculation sur les terrains. Sir Reginald Rowe souhaite que soit passé un Acte du Parlement qui, après évaluation de l'ensemble des terres, donne à l'Etat la possibilité d'acheter toute parcelle au prix ainsi évalué comme représentant sa valeur correcte. C'est là une proposition très différente du plan de nationalisation des terres dont il s'est fait l'avocat quelques pages plus tôt. Dans cette proposition il s'écarte du Pape Léon XIII et du Pape Pie XI.

(NDT : Reste que même dans une économie stabilisée, la pression démographique peut faire monter les prix des terres avec leur raréfaction, et qu'il est bien difficile de contrer la cupidité humaine... En France, le système des SAFER fut créé en

l'Agriculture (en Nouvelle-Zélande) a été réduite au statut du fermage, la propriété étant passée aux mains des prêteurs d'argent. Dans le même temps, une grande partie des terres difficiles et les moins riches ont été abandonnées, et les agriculteurs ont été détournés des tenures qui permettraient de vivre modètement, mais pas de payer l'hypothèque. Ont été répertoriés de nombreux cas de ces tenures inoccupées, envahies de végétation sauvage, dont le reconditionnement coûterait désormais plus qu'elles ne valent. C'est le résultat du fait de sacrifier l'Agriculture à la finance. Priorité a été donnée à l'interêt, et l'on devra au final payer très cher pour réparer cette erreur".⁽²¹⁾

Le lecteur complètera ces réflexions par l'étude du remarquable opuscule d'Hilaire Belloc sur la restauration de la propriété, tout spécialement de la propriété agricole.⁽²²⁾ Il pose quelques principes en vue de la restauration de la propriété en Angleterre, "exemple type d'un pays dans lequel l'amour de la terre et le sens de sa propriété y sont tombés au plus bas pour la masse du peuple".⁽²³⁾ Il faut soigneusement retenir ces principes dans les pays où le problème est

principe (?) pour que les paysans puissent se rendre acquéreurs prioritaires des terres disponibles. En fait, les administrateurs des Safer se sont attibué une grande partie des terres en vente, agrandissant leurs exploitations au détriment de la diffusion de la propriété et de l'installation des jeunes exploitants ! Une Corporation paysanne ne jouera son rôle que si elle est instaurée dans une société chrétienne et sous la surveillance de l'Etat Chrétien.)

⁽²¹⁾ *"The Truth about New-Zealand"*, pp. 126-128.

⁽²²⁾ *"An Essay on the Restoration of Property"*, d'Hilaire Belloc (The Distributist League, Londres).

⁽²³⁾ "Le processus historique par lequel la paysannerie britannique fut absorbée par les grands propriétaires et se mua en prolétariat est désormais familier à beaucoup, sinon même à notre époque à toutes les personnes cultivées, en dépit du fait que notre histoire officielle académique a longtemps fait silence sur la question. Se produisit d'abord le renforcement des plus grands propriétaires terriens par la spoliation des biens d'Eglise au XVIe siècle, puis au XVIIe siècle les mêmes grands propriétaires dévorèrent la petite paysannerie (la "yeomanrie"), en particulier au moyen de ce qui fut appelé par ironie "le statut des fraudes" voté par le Parlement, c'est à dire par les grands propriétaires eux-mêmes (qui étaient alors les maîtres du pays) sous le règne de Charles II". (Hilaire Belloc, op. cit. p.63)

de sauvegarder la propriété existante et de s'opposer au courant de la domination financière. "Le quatrième principe, écrit-il, quand on l'expose crûment, apparaît fantastique, mais il est essentiel. La charge qui pèse sur la terre du petit propriétaire, le tribut qu'il a à payer, dans lequel j'inclus l'usure sous toutes ses formes, doit être minimal. Autrement dit, lorsque l'on veut tenter de rétablir une paysannerie dans des conditions difficiles, il faut privilégier cette paysannerie et la protéger de la société malade qui l'entoure. Actuellement, on pourrait aisément publier des statistiques mensongères montrant que la grande masse des terres en Angleterre est en la possession de ceux qui les cultivent. Mais en réalité elles sont en la possession des prêteurs d'argent, essentiellement les banques. La propriété terrienne est nominale ; les vrais maîtres sont le pouvoir financier qui en tire tribut. Aussi, sauf à être prêt à repartir sur une base entièrement nouvelle avec un système dans lequel l'usure ne drainera plus la force vitale du cultivateur du sol, tous les efforts resteront vains. Même les banques coopératives, dont on traitera plus loin, ne devraient jouer qu'un rôle subsidiaire et non prédominant... Il faut répandre la prise de conscience du pouvoir discrétionnaire que possèdent les banques modernes et proclamer le devoir de mettre ce pouvoir au pas, et c'est un devoir pour tout bon citoyen de le faire savoir. C'est une action à notre portée, c'est un grand service à rendre... Tout développement du système corporatif ou de Guilde modifierait la position des banques et affaiblirait leur monopole. En développant de nouveau la petite propriété, le monopole bancaire perdrait peu à peu de sa puissance. Par exemple, le crédit bancaire, par la loi de son existence, est discriminatoire en faveur du gros capitaliste et aux dépens du petit paysan isolé, mais il commencerait à jouer sur un autre ton s'il avait affaire au pouvoir de Corporations de petits paysans organisés, et si un système fiscal différent commençait à rendre de plus en plus difficile aux grandes exploitations, aussi bien soutenues soient-elles par le crédit bancaire, d'absorber les petites." (24)

(24) Hilaire Belloc, op. cit. pp. 68,69,87. Voir aussi ce qu'il dit p.81 du commerce de gros et de détail. Bien que le petit commerçant soit lourdement handicapé dans le commerce de détail, "il peut néanmoins lutter pour survivre. (NDT : dans les années 30-40 !) Mais le commerce de gros et toute sa mécanique ont été capturés

d) Stabilité des niveaux de prix

Pour comprendre comment l'on pourrait obtenir la stabilité des prix, il nous faut examiner la méthode par laquelle on se propose d'émettre et de prêter le moyen d'échange légal.

Sir Reginald Rowe a excellemment résumé en ces termes les propositions émises par le Pr Soddy⁽²⁵⁾ pour l'Angleterre : "L'énorme balance des engagements à payer en espèce que les banques n'ont en fait aucun moyen d'honorer devrait être reprise par la nation, via l'émission du montant de monnaie nationale correspondant sous la forme de billets, et ensuite il ne devrait plus y avoir de création ni de destruction de monnaie par les banques. Une émission nationale égale au total des dépôts bancaires actuels serait donc nécessaire. Figurons-la de 2 milliards de £ : l'Etat reprendrait des banques les cautions correspondant audit montant. S'agissant des garanties accessoires en nantissement de prêts, leurs propriétaires les dégageraient par le remboursement de leurs prêts.

"Lorsque l'Etat récupérerait des nantissements du Gouvernement, ayant acquis ceux-ci avec les billets de la monnaie nationale, il annulerait ces nantissements. Toutes autres formes de cautions pourraient être échangées sur le marché contre des fonds d'Etat. La conclusion de toute l'affaire serait que les banques seraient finalement détentrices d'argent (réellement et physiquement sous forme de billets) pour le montant exact du total des dépôts des comptes courants qu'elles gèrent. Ce serait de l'argent vrai, que pour la plus grande partie (correspondant à la balance des comptes courants) elles ne pourraient prêter mais devraient conserver en fidéi-commis pour les détenteurs. L'argent des dépôts à terme pourrait, lui, être prêté de la manière déjà exposée plus haut (§ C). Les banques ne pourraient plus créer de monnaie pour la prêter comme actuellement. Le résultat évident serait qu'une fois les 2 milliards de £ émis sous forme de nouveaux billets, le même montant de la dette nationale aurait été annulé. Il faut souligner que

par le capitalisme hautement centralisé." Il mentionne tout particulièrement le commerce du blé et du jute.

(25) Dans "*Wealth, Virtual Wealth and Debt*", pp. 196-199.

toute nouvelle émission de monnaie ne serait pas laissée à la discrétion d'un Gouvernement quel qu'il soit, mais serait entre les mains d'un organisme indépendant institué par la loi, qui devrait opérer scientifiquement sur la base de statistiques facilement accessibles. Son thermomètre économique serait le niveau des prix, et son unique objectif le maintien de la stabilité des prix moyens lorsqu'il s'agirait d'accroître ou de diminuer la disponibilité de la monnaie."⁽²⁶⁾

En complément des recommandations succinctes dont nous venons de faire état, citons quelques passages de "*Money Creators*" de Miss Coogan et de "*The Truth about New-Zealand*" de A.N. Field.

Pour la première, une autorité scientifique de statistique, appelée aux USA "Monetary Trustees (un Conseil Monétaire), nommée par le Gouvernement légitime et directement responsable devant lui, devra déterminer le taux d'émission ou de retrait de la monnaie légale permettant de maintenir constant l'indice des prix des principaux produits de première nécessité à un niveau permettant le plein emploi. "Les Monetary Trustees, écrit elle, auront la charge d'enregistrer scientifiquement les prix, c'est à dire des indices de prix donnant une indication fiable des niveaux auxquels les agrégats des produits de base et ceux des produits finis changent de mains à tout instant donné. Dès que les prix des produits de base auraient atteint

⁽²⁶⁾ "*The Root of All Evil*" pp. 53-54. Il n'est pas sans intérêt de lire la prose vigoureuse du Pr Soddy sur ce point : "En ce qui concerne les phases de transition, écrit-il (dans "*The Role of Money*", p.211), fixer un indice des prix d'après le coût des principales dépenses d'un ménage moyen de la classe moyenne requiert que les banques conservent toujours, unité de monnaie nationale pour unité, la contrepartie des comptes courants tirables par chèques qu'elles gèrent. Cela requiert aussi de créer un Office National de Statistiques opérant de façon indépendante et sur base statistique, et de reconstituer l'Office de la Monnaie comme seul organe d'émission. Il faut éviter comme la peste tout programme de nationalisation des banques. L'objectif est de mettre fin à l'émission privée et de nationaliser la monnaie elle-même... "Nationaliser les banques, c'est faire de la création de la monnaie et du prêt une fonction nationale, c'est pourquoi le Pr Soddy y est opposé à juste titre. On recommande vivement aux étudiants en science financière la lecture de son opuscule "*The Arch-Enemy of Economic Freedom*", publié par lui chez Knapp, Enstone, Oxon (Angleterre).

un niveau pour lequel l'activité productive et commerciale de la nation aurait absorbé ses chômeurs et où la structure des prix serait suffisamment élevée pour fournir à la nation des revenus permettant de soutenir la structure de la dette privée légitime du pays, ce niveau des prix devra être maintenu stable. Les fluctuations ultérieures ne devraient être que minimales, car le flux monétaire devrait être toujours scientifiquement ajusté en proportion de la quantité réelle de biens de consommation physiques disponibles pour la distribution... S'il devenait nécessaire de réduire la masse monétaire en circulation, il serait possible de le faire par la taxation... Mais seule une baisse du volume des biens de consommation suite à une famine ou une catastrophe rendrait nécessaire de réduire la masse monétaire... En cas de niveau des prix trop bas, une trop grande part des biens produits va satisfaire ceux qui bénéficient de revenus fixes, alors que ceux qui sont engagés dans la production reçoivent moins que ce qui leur permettrait de consommer les produits de l'activité industrielle. Le niveau optimal des prix une fois atteint, l'organisme de gestion monétaire ne devrait réinjecter de monnaie dans le circuit qu'au fur et à mesure que des biens apparaissent prêts à être distribués, mais qui ne pourraient trouver preneurs au niveau de prix existant sans injection supplémentaire de liquidités.

Si la fourniture de monnaie est adéquate, le volume des biens disponibles pour la distribution au niveau de prix donné ne sera limité que par la capacité de production de ces biens par la nation. Le volume des biens produits ne sera limité que par la masse des ressources naturelles, le capital fixe et le nombre de travailleurs disponibles... Le résultat serait non pas un dollar fluctuant, comme le crient les menteurs, mais un dollar stable comme l'indique le sens commun. La stabilité signifie un *pouvoir d'achat constant* du dollar en termes de choses que les gens achètent... L'organisme monétaire national aurait la charge de rendre disponible pour sa publication tous les mois un rapport intelligible et facile à interpréter indiquant précisément le montant de la masse monétaire à ce moment donné... Chaque fois que de la monnaie serait émise, le montant précis en serait rendu public, et au bénéfice de qui et pourquoi. Il n'y a aucune

raison pour que ce genre de rapport ne puisse être simple et facilement compréhensible à tous.⁽²⁷⁾

Les membres de l'organisme de gestion monétaire devraient être exclusivement des nationaux jouissant de la pleine citoyenneté, avoir un passé d'indiscutable honnêteté et intégrité, et n'avoir aucun lien avec le milieu bancaire international, que ce soit en tant que propriétaires de banque, associés, employés ou consultants. Ils devraient être convenablement rémunérés, mais ne devraient en aucun cas tirer bénéfice de l'argent injecté ou retiré de la circulation, sauf comme tout citoyen du pays.⁽²⁸⁾

A. N. Field traite du niveau des prix à propos du taux de change ou cours du change avec la Grande-Bretagne : "Jusqu'en 1914, écrit il, notre livre néo-zélandaise était étroitement liée à la livre sterling anglaise : on pouvait échanger l'une pour l'autre avec de minimes fluctuations. En août 1914, la livre britannique devint inconvertible et monnaie papier, et la livre néo-zélandaise la suivit. Le taux de change entre les deux resta quasiment constant jusqu'à ce que s'installe la grande dépression. Les banques laissèrent alors progressivement s'élargir l'écart de taux jusqu'à 10%, puis en janvier 1933 le Gouvernement fixa l'écart à 25%. Il a été maintenu à ce point, mise à part une petite réduction.⁽²⁹⁾

Il y eut donc rupture de la politique de taux de change fixe entre 1931 et 1933, et ensuite reprise de celle-ci, bien qu'à un niveau différent. Cette politique monétaire à taux de change fixe se traduit par le fait que si les prix des produits de base en Grande-Bretagne demeurent stables, les prix en Nouvelle-Zélande demeurent stables également. Si les prix britanniques fluctuent brutalement – comme ils l'ont fait à un degré ruineux – les prix en Nouvelle-Zélande fluctuent aussi avec une égale violence. Telle est la situation, aussi longtemps que les deux monnaies sont librement échangeables l'une pour

⁽²⁷⁾ "Money Creators", pp.251, 252, 338, 254,255.

⁽²⁸⁾ "Money Creators", p. 250.

⁽²⁹⁾ Au sujet de l'avantage pour la Nouvelle-Zélande d'un taux de change plus élevé, cf. "Money" du Pr O'Rahilly, pp 404-409, et 423.

l'autre. Aujourd'hui, le taux de change demeure fixe, mais il n'y a plus de liberté de change.

"L'alternative à la politique monétaire du taux de change fixe est de réguler la fourniture de la monnaie en Nouvelle-Zélande de façon à maintenir stable le niveau des prix intérieurs, et de laisser le taux de change fluctuer en fonction des fluctuations du niveau des prix extérieurs. De bas prix en Grande-Bretagne se traduiraient alors par un taux de change faible. La production exportée aurait en permanence un prix plus stable rapporté en notre monnaie. La monnaie deviendrait alors une mesure de valeur beaucoup plus précise qu'elle ne l'est actuellement. Il s'ensuivrait évidemment une réduction de l'anxiété financière et des soucis pour tous ceux qui échangent des biens et des services contre paiement, c'est à dire pour pratiquement tout le monde. Si les gens maintiennent la production, la monnaie se gardera toute seule. C'est bien la réforme sociale la plus urgente et la plus nécessaire qui soit à faire dans le monde.

"Les banques dans le passé ont régulé la masse monétaire en circulation de façon à pouvoir fournir de la livre sterling sur demande au taux fixé du change... Ces méthodes de régulation suffiraient pour maintenir stable un niveau intérieur des prix. Les responsables chargés de réguler l'émission de la monnaie, au lieu de surveiller le taux de change surveilleraient simplement les différents indices de prix actuellement calculés, avec quelques indices complémentaires qu'ils jugeraient nécessaires. Si les prix se mettaient à monter au dessus du point fixé, on retirerait de l'argent de la circulation, et si les prix se mettaient à baisser on injecterait de la monnaie supplémentaire dans le circuit. C'est ce que l'on fait aujourd'hui constamment. Pour modifier la masse monétaire en circulation, l'on joue sur les taux d'intérêt, sur les découverts et sur les dépôts à terme fixe : les prêts bancaires s'accroissent ainsi ou se réduisent... Pour réguler la monnaie en vue de maintenir stable le niveau des prix, il ne s'agirait pas de réguler le prix de chacun des produits de première nécessité⁽³⁰⁾. Il s'agirait en fait d'établir le prix

⁽³⁰⁾ Il faut compléter ce que dit ici A.N. Field dans "The Truth about New-Zealand" par l'enseignement du Pape Pie XI dans *Quadragesimo anno* sur le rôle des Corporations. Lorsque les Guildes ou Corporations sont organisées et

de marché d'un panier des principaux produits de base, la quantité de chaque article du panier étant en proportion de la quantité du produit échangée sur le marché. L'objectif serait ainsi de régler le volume de la monnaie en circulation de telle sorte qu'une livre néo-zélandaise puisse le plus approxi-mativement possible permettre l'achat du panier plein. Que la farine monte, que le beurre baisse de prix et que tous les autres articles varient selon l'offre et la demande, calculé sur l'ensemble du lot la possession d'une livre néo-zélandaise devrait valoir à son détenteur de revenir chez lui avec toujours le même plein panier.

"La stabilisation de la monnaie fait sortir le facteur monétaire des fluctuations des prix pour ne plus laisser que les facteurs non-monnaétaires de l'offre et de la demande des produits de base. Comme l'a souligné un auteur bien connu de ces sujets, le facteur monétaire est comme les marées de l'océan, et le facteur de l'offre et de la demande comme les vagues de la mer, un facteur mineur. Le facteur monétaire est comme les marées, c'est l'élément principal qui détermine le niveau des prix. Une fois celui-ci maîtrisé, nous aurions une stabilité et une prospérité inconcevable aujourd'hui."

A. N. Field montre à partir d'indices des prix l'effet pratique sur le taux de change avec Londres d'un niveau des prix stable en Nouvelle-Zélande, et ajoute que le mouvement du change aurait encore pour effet d'amortir grandement les fluctuations de prix. Il conclut ce chapitre en observant que "la stabilité du pouvoir d'achat

fonctionnent sous une Charte d'Etat, les activités des groupements professionnels sont dirigées en vue du Bien Commun et s'efforcent d'arriver à un juste prix pour les biens et les services qu'elles fournissent. L'Etat exerce sur elles le contrôle suprême.

(NDT : un Etat qui établirait la stabilité des prix et de la monnaie avec des normes de politique chrétienne en vue du Bien Commun ne serait pas une société "gelée" et fixiste où individus et familles seraient pris dans une sorte de gangue : bien au contraire, chacun y développerait ses aptitudes à son épanouissement matériel et spirituel et à celui de sa famille pour la cohésion sociale, selon son travail et son énergie, dans le respect des lois divines et l'amour d'autrui. Comme le fait entendre dans ses "*Méditations*" le P. Emmanuel (pour le vendredi après la Pentecôte), de quelle fécondité extraordinaire serait une société pénétrée ainsi par le Saint-Esprit, la fécondité divine et la Vie même !

intérieur est la seule base logique sur laquelle fonder la gestion de la monnaie. La monnaie doit être une mesure juste de la valeur. Si elle ne l'est pas, chaque transaction monétaire perpétue l'injustice, avec les dettes à un certain niveau et les prix des produits de première nécessité à un autre niveau. Et l'injustice tôt ou tard signifie la désintégration de l'ordre social existant."

On trouvera encore d'importantes remarques sur cet aspect de la réforme monétaire nationale dans le *Minority Report N°III de la Irish Banking Commission* (le Rapport N°3 de la minorité de la Commission bancaire irlandaise) de 1938, rédigé par Mr P.J. O'Loghlen. Au Chapitre I de ce Rapport et dans son Appendice II, Mr O'Loghlen souligne le désordre foncier de la vie économique moderne sur lequel nous avons tant insisté dans ce livre, à savoir la subordination des membres du Christ à la production et de la production à la Finance, ou pour le dire plus succinctement le règne de l'Argent sur la société. Après une brève allusion à la fondation dans vingt-six pays de vingt-six Banques Centrales affiliées à la Banque des Règlements Internationaux établie à Bâle, il cite le passage suivant du *Rapport de la Majorité*, avec lequel il est en désaccord, à propos des fonctions d'une Banque Centrale : "Le principal devoir d'une Banque Centrale est de maintenir l'intégrité de l'unité monétaire nationale. Pour ce faire, la Banque Centrale doit assurer la stabilité extérieure (en termes d'or, de sterling ou de quelque autre monnaie) et prendre soin des réserves monétaires d'or ou de change, et également avoir certains moyens d'influencer la circulation monétaire et le Crédit à l'intérieur du pays". Mr O'Loghlen ajoute : "L'objectif d'une politique monétaire si crûment exposée ici, à savoir de maîtriser ou de restreindre la circulation monétaire et le Crédit à l'intérieur du pays, m'apparaît une politique dans laquelle on donne une entière prééminence aux intérêts des porteurs d'obligations et des manieurs d'argent, et où l'on considère d'importance très secondaire les intérêts des gens ordinaires, de ceux qui ont par-dessus tout besoin pour vivre d'un emploi rémunéré. J'ai déjà exprimé ma conception que la circulation monétaire et le Crédit à l'intérieur du pays devraient refléter son propre potentiel à produire de la richesse, sa capacité de

développement et la nécessité de fournir de l'emploi à la population. Les conceptions exprimées par mes collègues (de la Majorité dans leur Rapport) ... sont que ces choses sont de considération très secondaire et doivent être sacrifiées au maintien d'un taux de change extérieur fixe".

Or le maintien de la stabilité du pouvoir d'achat du moyen d'échange national a cessé d'être un desideratum partout où le pouvoir de l'argent a exercé sa suprématie sur la société. En fait, comme on l'a vu, l'argent a dans une large mesure assuré sa domination par le rejet de l'indispensable condition d'un fonctionnement juste du moyen d'échange. Mr O'Loughlen insiste justement sur la nécessité de viser à la stabilité du niveau des prix si l'on veut inverser le désordre actuel.

"Du fait que nous avons lié la monnaie irlandaise à celle de la Grande-Bretagne, écrit-il, les prix en Irlande ont jusqu'ici été déterminés par la gestion des prix en Grande-Bretagne avec des résultats désastreux pour l'Agriculture irlandaise.... Tant que l'Agriculture devra continuellement abaisser le plus possible ses coûts afin de conserver son marché en Grande-Bretagne, tout espoir d'améliorer le niveau de vie ou de développer le marché intérieur restera vain, et vain aussi tout espoir d'augmenter l'emploi dans les régions rurales.... S'auto-gouverner ne consiste pas à avoir un drapeau et l'apparence et l'apparat de l'indépendance, mais à être effectivement maître de ses intérêts vitaux ^(*) ... Nous avons été

(*) (NDT : Il serait cruel de souligner combien non plus l'Irlande seule, mais toutes les nations d'Europe ont désormais perdu leur indépendance et même l'apparence de celle-ci, ouvertement méprisée et décriée par les politiciens et les médias qui ne vantent plus que le suivisme des USA et le mondialisme. Les intérêts vitaux de nos pays sont bafoués par un président de la Commission Européenne qui "propose" des règlements (imposés à lui par un lobby d'autorités extra-européennes), et ses propositions sont entérinées par les chefs d'Etats, marionnettes des mêmes autorités étrangères. Tout le reste n'est qu'habillage et théâtre, masqué par la propagande orchestrée pour "justifier" cette politique : tel par exemple le "réchauffement climatique", pour imposer à nos industries des pénalités dont sont exemptées les usines de Chine des grands capitalistes judéo-US ; ou encore de la "protection indispensable des ressources halieutiques" pour interdire à nos patrons pêcheurs de travailler dans notre propre espace maritime, après que les gouvernants les ont incités à s'équiper de bateaux modernes et à s'endetter pour le faire, cependant que le quasi-monopole du marché du poisson est livré au "grand

persuadés par la Commission Bancaire de 1926 d'abandonner toute maîtrise, sauf les apparences de celle-ci, sur nos intérêts nationaux vitaux et d'importance nationale tel que le niveau de nos prix.". Mais "il n'y a aucune validité spéciale qui s'attache à un niveau de prix particulier. Le niveau de prix souhaitable pour chaque pays est celui pour lequel le pays en question est le mieux à même d'atteindre et de maintenir l'emploi le plus complet possible de ses ressources. Comme les circonstances varient dans de larges limites, les niveaux de prix pour lesquels les pays seront capables de maintenir le plein emploi varieront de même. Le maintien de taux de change fixes tend à forcer les prix des différents pays à s'établir à un même niveau commun, ce qui par conséquent empêche le développement de niveaux de prix qui seraient plus favorables au maintien du plein emploi et à une activité économique rentable...

"Il est tout à fait praticable de développer dans un pays des niveaux de salaires et de prix qui soient les plus favorables au Bien Commun, et le moyen le plus approprié, sinon le seul, de mener une telle politique est un système monétaire national ayant pour considération primordiale la situation intérieure du pays, qui soit géré en vue du maintien du plein emploi dans la production, avec aussi une politique de prix et de salaires qui soit la plus favorable au bien-être national. Au contraire, un système monétaire qui vise à être international et

commerce international", aux pêcheries industrielles qui écrèment les océans du monde, et aux élevages installés dans le tiers monde par le même capital. Les producteurs agricoles sont progressivement acculés à la faillite par des prix de dumping des importations suite aux accords imposés sur la "liberté du commerce", au profit des "sovkhoses" capitalistes du Brésil et d'ailleurs, propriétés de groupes dont la puissance financière et les liens occultes les rendent capables de casser les prix mondiaux pour éliminer la concurrence en visant de profits oligopolistiques ultérieurs. On invoque devant le public la "nécessité de la liberté mondiale du commerce et ses avantages", alors qu'elle entraîne partout la destruction du tissu économique, saccage l'environnement et ne profite qu'à la finance apatride. La complicité des leaders syndicaux leur est acquise, francs-maçons obéissant aux mêmes lobbies et trahissant leurs mandants, de même que celle des parlementaires, qui n'ont d'autre fonction que d'obéir aux directives de partis et à leurs sponsors, pour être rééligibles et pérenniser leur situation matérielle. Une telle situation faussée pousse à la révolte générale, d'ailleurs visée par les mêmes lobbies en vue de "réduire l'humanité" de 75 % ou plus !)

qui, en maintenant des taux de change fixes, oblige les conditions intérieures à s'accorder avec celles d'autres pays nous empêche d'adopter les mesures qui permettraient d'avoir des prix rémunérateurs, ou que des salaires avec lesquels les gens puissent vivre dans un confort décent soient réalisables dans la vie courante

"Si l'on abandonnait la fixité du taux de change extérieur et que l'on suive une politique de développement intérieur et de plein emploi de toutes nos ressources, il n'y aurait aucune raison de craindre d'importantes et constantes variations des taux de change. Comme entre l'Angleterre et nous, les mouvements du taux de change correspondraient aux mouvements des niveaux de prix dans les deux pays ; or les niveaux des prix, sauf dans le cas de conditions anormales comme une autre guerre, ne varient que lentement et graduellement. Mes propositions n'entraîneraient donc pas d'importantes et rapides fluctuations des prix en Irlande, mais permettraient aux deux pays de s'ajuster l'un à l'autre suivant leur pouvoir d'achat respectif, qui ne serait pas sujet à des conditions d'instabilité plus grandes qu'actuellement. Outre ce fait, des mesures devraient être prises et seraient prises par les autorités monétaires irlandaises pour minimiser les inconvénients qu'un taux de change flottant peut amener pour les importateurs et les exportateurs. Les mesures à prendre seraient les suivantes :

"1) Créer en Irlande un marché à terme des changes pour le commerce extérieur ;

"2) Créer un Fond d'égalisation des changes destiné, non pas à stabiliser les taux de change à un niveau arbitraire, mais à rendre aussi graduel que possible tout mouvement des taux résultant de l'active politique de développement intérieur...

"Dans l'Annexe 1, j'ai esquissé la nature et le programme d'une Commission de Développement Economique qui aurait pour fonction d'organiser et de diriger les ressources productives inemployées de la nation, et pour objectif de maintenir le plein emploi et ainsi d'élever le niveau de vie et de développer l'économie.... Cette Commission de Développement Economique devrait maintenir un équilibre entre l'expansion et la contraction du volume de la

monnaie. Le test pratique journalier des fluctuations autour de cet équilibre consisterait à maintenir une balance constante et égale entre la production et la consommation, telles que révélées par les indices statistiques (que la Commission aurait la charge de calculer), et par l'absence de tout degré notable de sous-emploi. La Commission de Développement Economique devrait coopérer étroitement avec la Commission Monétaire, le Ministère des Finances et les banques, et elle devrait être représentée au sein du Comité des Changes, dont j'ai recommandé la création."⁽³¹⁾

Les recommandations de Mr O'Loghlen, page 41 de son Rapport, que les banques ne devraient plus être autorisées à gonfler le volume du Crédit sont superflues, dès lors que l'Etat se serait réservé l'exercice de son droit souverain d'émission de la monnaie. Nous avons examiné cette question aux sous-chapitres B et C.

e) Remarques conclusives sur la Réforme monétaire nationale

L'idéal de réforme monétaire selon les principes politiques et économiques de St Thomas que nous venons de décrire a été exposé afin que les Catholiques et tous les hommes qui croient en la divinité de Notre Seigneur, ayant saisi le lien entre la propagation du naturalisme et la manipulation du moyen d'échange des différents pays, puissent avoir une idée claire de la manière de porter radicalement remède au désordre financier.

Cette claire idée du remède radical à appliquer, à savoir de restaurer l'Etat dans sa position de Pouvoir Souverain, que l'on a laissé tomber en des mains privées, est d'autant plus nécessaire désormais que l'indépendance nationale elle-même est menacée par les manieurs d'argent internationaux. Il est vital pour l'avenir de ce monde que des individus privés aux liens internationaux mal définis ou soigneusement cachés ne continuent plus d'exercer le droit souverain d'émettre de la monnaie de manière incontrôlée.

"La libre concurrence et plus encore la domination économique, écrit le Pape Pie XI, doivent être placées sous le contrôle effectif de l'Autorité publique dans les domaines qui sont du ressort de la

⁽³¹⁾ *Minority Report* N°III, de Mr O'Loghlen, pp 26,42,45,50

compétence de cette dernière.⁽³²⁾ Que ce contrôle effectif puisse licitement prendre la forme d'un complet retour au droit souverain de l'Etat, le Pape Pie XI l'enseigne très clairement : "C'est à bon droit que l'on soutient que certaines formes de propriété doivent être réservées à l'Etat, car celles-ci entraînent avec elles une occasion de domination économique trop marquée pour être laissées à des individus privés sans risques de dommages pour la communauté dans son ensemble."⁽³³⁾

La méthode décrite aux pages précédentes de contrôle de l'émission et du prêt de la monnaie en vue de la stabilité du niveau des prix intérieurs représente un idéal vers lequel tendre. Nous devons peut-être nous contenter momentanément du projet de réforme plus modérée esquissé par le Pr O' Rahilly dans son livre "*Money*" et dans sa critique de la Banque Centrale d'Irlande publiée par *The Standard*, mais il ne faut pas perdre de vue cet idéal. Si cet idéal n'est pas clairement maintenu devant eux, beaucoup ne feront pas l'effort nécessaire pour reléguer l'argent à la position subordonnée qui doit être la sienne et ainsi contribuer au retour de l'Ordre dans le monde ; la crainte les poussera aux accommodements avec les dangers qu'ils aperçoivent.

Si l'on veut que l'Etat soit à même d'œuvrer au Bien Commun de ses sujets de manière à faciliter leurs efforts pour vivre en membres du Christ, il est clair qu'un contrôle strict doit être exercé sur l'émission et le retrait de la monnaie. Mais il faudra aussi s'efforcer de corriger un autre défaut des gouvernements électifs modernes, qui a contribué dans une large mesure à la domination de l'Argent. Les hommes qui parviennent au pouvoir par le triomphe électoral de leur parti sont souvent sans réelle formation, sans expérience de l'administration ni aptitudes particulières.⁽⁴⁾ Il est rare qu'un ministre

⁽³²⁾ Encyclique *Quadragesimo Anno*, Sur l'Ordre social.

⁽³³⁾ Ibid. ci-dessus.

⁽⁴⁾ (NDT : ou bien au contraire, surtout depuis la fin de la guerre, ils ont été formés au dirigisme technocratique et socialiste, en France dans des institutions comme l'Ecole des Sciences Politiques et l'Ecole Nationale d'Administration sur le modèle de la London School of Economics et les principes de l'idéologie fabienne.)

élu sur sa popularité ait la formation intellectuelle nécessaire pour appliquer aux problèmes de la vie quotidienne la politique envisagée pour la législature, ou qu'il ait la compétence pour discuter des questions posées avec des directeurs de ministères qui ont passé leur vie dans l'Administration publique. Aussi capable et énergique que puisse être le ministre, il est rare qu'il ait la formation adéquate, et il n'a jamais le temps de comprendre pleinement tous les documents qu'il doit signer, ou d'avoir pleine connaissance des décisions qui sont prises en son nom. Inévitablement, les ministres, qui n'occupent leur poste que peu de temps, sont plus ou moins dépendants des fonctionnaires permanents, et parfois le sont totalement. En pratique ce sont les hauts fonctionnaires qui sont le vrai Gouvernement. Or de nos jours, du fait de la domination de l'argent, les fonctionnaires de carrière, les Directeurs du Trésor, qui sont les porte-paroles des "puissances dominantes" du monde moderne, sont de loin les plus influents. Le résultat est que les ministres issus de l'élection peuvent bien rarement sortir des sentiers battus sans le consentement d'un petit nombre d'experts financiers. En d'autres termes, tout doit passer par l'accord du Ministère des Finances. Aussi, pendant que le travail du Gouvernement est effectué par les bureaux, le Parlement et les assemblées élues sont généralement réduits au rôle de centres de discussions en grande partie futiles, sur une législation qui est conçue, préparée et rédigée, et finalement administrée par les fonctionnaires de l'Administration, sous l'influence prédominante de la Finance. Or combien de hauts fonctionnaires du Trésor dans le monde ont jamais réfléchi à l'inversion de l'Ordre vrai en ce monde moderne qui subordonne les membres du Christ à la production, et la production, la distribution et la consommation à l'argent? Nombre d'entre eux ne se rendent même pas compte du désordre existant, et apportent leur soutien aux forces qui œuvrent à la destruction de la souveraineté nationale, à l'élimination des petits propriétaires indépendants, à contrarier la diffusion de la propriété et à enrégimenter les êtres humains.

Pour qui estimerait que nous exagérons de tant insister sur la mainmise de la Finance sur les gouvernements élus, il est bon de citer un article d'un numéro récent de *The Weekly Review* sur le sujet.

Dans son numéro du 6 novembre 1941, on pouvait lire : "Le pouvoir financier est aux mains d'une clique cosmopolite dont les bénéficiaires sont présents dans tous les pays du monde ; certains pensent donc parfois que, pour y parer, quelque chose comme un Gouvernement Mondial est nécessaire. Rien ne saurait être plus éloigné de la vérité. La Finance vit de l'asservissement des nations à ses diktats, et des individus dans ces nations. Elle cessera de vivre dès que les nations l'auront détrônée dans leur propre pays et auront commencé de se rendre, elles et leur Gouvernement, responsables de l'usage équitable de leur monnaie.... Aussi longtemps que les hommes reconnaîtront la nation comme une entité souhaitable, la finance nationale et la maîtrise de la monnaie devront être aux mains des Gouvernements. "

Depuis qu'ont été rédigés les paragraphes qui précèdent, l'auteur a lu l'opuscule de Lord Perry : "*Beware Bureaucracy*" (Gare à la bureaucratie), dans lequel les idées esquissées ci-dessus sont exprimées avec force par quelqu'un qui en a vécu l'expérience de l'intérieur. "Je ne vais pas jusqu'à dramatiser et dire, écrit-il, que les bureaucrates ont illégalement saisi le pouvoir ; ou qu'ils sont les agents volontaires de quelque conspiration souterraine pour transformer la Grande-Bretagne en un Etat Socialiste à l'insu du peuple. Cette opinion, je le sais, est soutenue en maints endroits. Mais l'habileté cauteleuse dans les projets législatifs au cours de la dernière décennie ; la poursuite insidieuse de politiques étrangères d'hésitation et d'apaisement,... l'emploi de lois sur les sociétés pour imposer en permanence le contrôle gouvernemental des entreprises privées ; la nomination organisée de conseillers connus pour être en faveur de certains projets de planification nationale, toutes ces réalités donnent corps à ces affirmations. Je ne les soutiens pas et ne cherche pas à les soutenir. Ce que je soutiens et ce sur quoi je veux insister, c'est que l'opinion croit désormais que la Grande-Bretagne est attirée hors de la voie de ses anciennes traditions de libre entreprise et de responsabilité individuelle, et, que cela se fasse de manière délibérée ou accidentelle, cela va bon train.

"Je suis principalement un homme d'affaires, mais il m'a été donné au cours des deux guerres et de quelques années de paix de voir les agissements de la bureaucratie de l'intérieur...

"La Chambre des Communes est devenue une véritable manufacture de législation nouvelle. En accumulant les actes législatifs, le Parlement ne trouve le temps de discuter que des grandes lignes d'une loi ; les directives détaillées d'application sont laissées nominalement aux soins du Ministre, mais en fait et en pratique à la bureaucratie, qui leur donne forme sous le masque de Règlements comme peut le souhaiter l'inexpérience de Whitehall. C'est ainsi que se perd le sens commun et l'expérience des choses que possèdent nos législateurs, et que leur responsabilité devant les électeurs – le système démocratique – est dévoyée.... Qu'il soit bien clair que, quels que soient les nouveaux domaines de gouvernement dont le bureaucrate prend les commandes, lui n'ajoute rien à ses responsabilités. Celles-ci sont toujours endossées par les ministres politiques, qu'il dirige, dont il est le tuteur, et qu'il paralyse. La tendance naturelle d'un conseiller professionnel de ministre politique est donc de pousser à une législation qui ouvre de grandes perspectives au Ministère qui la lance. C'est cette soif de pouvoir qui inspire ce type de législation que Lord Hewart dans son livre "*The New Despotism*" (le nouveau despotisme) a trouvé si critiquable – une législation qui laisse les Ministères libres d'édicter des règlements qui sont sans appel, ni devant les Cours de Justice ni devant le Parlement lui-même.... Ainsi la Loi d'imposition foncière de 1925 (*Rating and Evaluation Act*), donna au Ministre, c'est à dire en fait au Ministère, le droit de faire ce qu'il pensait expédient et d'établir des ordonnances qui pouvaient réellement "modifier les dispositions" de la loi en question. Le Ministère avait réellement *carte blanche* pour interpréter ou changer la loi à sa convenance ...

"Tout directeur de Ministère et le Ministre lui-même sont tous dans la crainte muette de cet étrange tabou connu sous le nom de Treasury sanction" (la censure du Trésor). Il est difficile d'en comprendre la raison et plus encore de l'expliquer. Dans une entreprise ordinaire, le Trésor serait l'office du caissier, un employé certes important mais néanmoins subordonné.. Mais dans la

hiérarchie "bureau-cratique, le "fiat " du Trésor l'emporte sur le jugement et la décision de tout autre Ministère de l'Etat....

"Lord Hewart, qui écrivait en 1929, résume ainsi les méthodes du nouveau despotisme :

- a) modifier les dispositions de la législation ;
- b) prendre le pouvoir de déterminer ce que le Ministre pense souhaitable ;
- c) faire en sorte que la décision du Ministre soit la décision finale et définitive ;
- d) s'assurer que l'on ne puisse faire appel de l'ordre du Ministre devant aucun Tribunal ;
- e) s'assurer que les ordonnances, statuts et règlements du Ministre aient effet tout comme s'ils figuraient dans la loi ;
- f) s'assurer dans la rédaction de l'ordonnance d'application que celle-ci donne l'indiscutable évidence qu'elle répond bien aux exigences de la loi votée.

"Tout ce processus a été délibérément pensé pour enlever aux Représentants du peuple siégeant au Parlement la fabrication des lois, et donner le Pouvoir aux mains de la bureaucratie. Ils court-circuitent l'administration de la Justice et la protection de la liberté individuelle, de sorte que des règlements imposés par des bureaucrates irresponsables régissent notre vie quotidienne, pénalisent la liberté de notre conduite et minent l'Etat de droit...

"Dans la mesure où tout cela est nécessaire pour vaincre l'ennemi avec lequel nous sommes en guerre, il est vain de récriminer, et nous ne le faisons pas. Mais gare à la Bureaucratie, cet ennemi caché dans notre citadelle, qui, alors même que l'Allemagne était encore une nation amie, s'était déjà arrogé le pouvoir et avait projeté des ordonnances pour notre mise au pas. Le Pouvoir est quelque chose auquel il est difficile de renoncer. Ce que l'on nous dit devoir supporter actuellement de par les nécessités de la guerre, on nous dira demain de l'accepter encore pour la nécessaire reconstruction."⁽³⁴⁾

⁽³⁴⁾ Op. cit. pp. 3-6, 11,12,17,22-25

Lord Perry (dans «*Beware Bureaucracy*») insiste sur le fait que le Trésor ou le Ministère des Finances devrait fonctionner exclusivement comme service de

Lord Perry ne dit pas si la "planification bureaucratique" qui s'opère sous l'empire de la finance est délibérée ou accidentelle. Le très honorable Lord Hewart of Bury, Lord juge suprême d'Angleterre, dont Lord Perry cite le livre "*The New Despotism*", écrit dans cet ouvrage : "Nous ne déplorons pas que l'on fasse des ordonnances et des règlements, bien qu'à coup sûr il en soit fait une multiplicité des plus embarrassante. Notre protestation est qu'ils sont faits à un moment et dans des circonstances telles qu'ils privent tout à la fois le Parlement et les Cours de Justice de toute autorité à leur propos. Le citoyen est entièrement livré au Ministère. Le Ministère devient juge et partie. La mesure qui entraîne ce résultat est tricotée par le Ministère lui-même. Pire encore, cette méthode n'est pas

comptabilité de la nation. Il l'exprime ainsi dans son langage d'homme d'affaires : " Au lieu d'être l'arbitre final de toutes ces questions de politique et de dépenses, le Trésor doit revenir à sa place de comptable du Conseil d'Administration de la firme Grande-Bretagne, Métropole & Colonies Ltd. ; collaborateur de confiance au service de la Direction, on ne doit absolument pas lui permettre d'usurper les pouvoirs des actionnaires de la Nation, représentés par son Président et ses Administrateurs, ni ouvertement ni en truffant les Ministères de bout en bout de ses agents désignés et de ses sycophantes. " (Op cit., p. 23). Cf. l'opuscule "*Humanity Challenge*" (édité par le Service for Economic Action, 115 Essex Road, Southsea, Hants).

(NDT: l'évolution du régime parlementaire libéral vers l'autocratie dite aujourd'hui technocratique ici dénoncée par ces deux éminents membres de la Chambre des Lords n'était pas fortuite. Elle résultait de l'action résolue de dirigeants de hautes sectes maçonniques, Rose-Croix et cercles élitistes et fabiens illuministes comme la *Pilgrim Society* et la *Round Table* fondés au tout début du XXe siècle par le magnat Cecil Rhodes (l'agent de la conquête anglaise de l'Afrique du sud au profit des Rothschild et des Oppenheimer) et Lord Milner, avec l'appui des personnalités juives de la finance, propageant l'idée que le pouvoir mondial devait être conquis par une élite, anglophone (sous influence des dirigeants financier), élite (maçonne) se prétendant « seule capable de déterminer pour le peuple ce qui est son bien », de diriger autocratiquement l'Empire Britannique et le monde (élite s'identifiant au Peuple élu, à la Juiverie qu'elle servait en croyant en une connivence des intérêts), et d'organiser pour le peuple une société socialiste. Cette idéologie se diffusa par les Loges et par les Rhodes Scholars, les cercles universitaires et la London School of Economics, matrice de ce qui après la deuxième guerre mondiale fut créé en France avec L'E.N.A. (Cf. le livre d'Epiphanius "*Maçonneries et sectes secrètes*", édition du Courrier de Rome, pp. 604-606).

occasionnelle ou sporadique, elle est devenue tout à fait systématique. La conclusion irrésistible est que cela est manifestement le résultat d'un plan préconçu."

Nous avons vu ce que le Pape Pie XI déclara à propos du terrible pouvoir accumulé aux mains d'une élite restreinte qui contrôle la création de la monnaie et qui détermine l'attribution du Crédit. L'inversion de l'Ordre qu'implique la domination de la Finance, à savoir la subordination de l'homme à la production, et de la production, la distribution et la consommation à l'Argent, a énormément contribué au développement de l'individualisme. "Du fait des maux de l'individualisme, écrit le Pape Pie XI, les choses en sont arrivées au point que la vie sociale hautement développée qui s'épanouissait jadis en une variété d'institutions prospères, organiquement liées les unes aux autres, a été gravement atteinte, sinon presque ruinée, ne laissant plus virtuellement que les individus et l'Etat. La vie sociale a entièrement perdu sa forme organique; l'Etat qui est désormais encombré de toutes les tâches autrefois supportées par les associations qu'il a fait disparaître est par suite submergé, et croule sous une infinité d'affaires et de responsabilités". □□□□□

La domination croissante de la Finance sur les individus, supposés jouir de la liberté politique mais de plus en plus dépendants économiquement, tend à un enrégimentement toujours croissant et à la bureaucratie, à une législation du type que déplorent Lord Perry et Lord Hewart dans les textes cités. C'est inévitable. Le remède radical est le retour au *respect surnaturel de la personnalité* des membres du Christ. Le remède dans l'ordre naturel sera de se débarrasser de l'ordre inversé sus-mentionné, en remettant à leur vraie place la monnaie et les manières d'argent. Il faudra en outre restaurer les Guildes sous une forme adaptée aux conditions actuelles.

"Tout comme c'est une erreur, écrit le Pape Pie XI, d'enlever aux individus et de confier à la communauté dans son ensemble ce que peut accomplir l'entreprise privée et l'industrie, c'est de même une

⁽³⁵⁾ Encyclique *Quadragesimo Anno, Sur l'Ordre social.*

injustice, un mal grave et un désordre pour une organisation plus vaste et plus élevée de s'arroger les fonctions qui peuvent être accomplies efficacement par des corps plus restreints et inférieurs. Il s'agit d'un principe fondamental de philosophie, inentamé et inchangeable, qui garde toute sa vérité aujourd'hui... L'Etat devrait laisser à ces groupes plus petits le soin de régler les questions d'importance mineure. Il aura alors plus de liberté et de pouvoir pour mener à bien les tâches qui lui appartiennent, que lui seul peut effectivement accomplir, en dirigeant, en surveillant en stimulant ou en réfrénant, selon les circonstances et l'exigence des nécessités. Que ceux qui sont au pouvoir soient donc convaincus que mieux ce principe sera honnêtement suivi et qu'une hiérarchie ordonnée existera entre diverses organisations subsidiaires, à la fois plus excellentement s'exercera l'autorité et s'avéreront efficaces les organisations sociales dans leur ensemble, et plus heureuse et prospère sera la situation de l'Etat." ⁽³⁶⁾

Pour conclure ce chapitre, il est bon d'attirer l'attention sur un autre aspect de la question. Il est triste de voir que certains de ceux qui ont courageusement œuvré pour vaincre les maux évoqués et remettre la

⁽³⁶⁾ Encyclique *Quadragesimo Anno, Sur l'Ordre social.*

(NDT : Est évoqué le principe de subsidiarité. Celle-ci est invoquée par les organisations européistes mais pour cannibaliser les Etats. Celle qu'ils imposent sous le terme de décentralisation (Loi Defferre en France) vise en fait à balkaniser les Etats-nations en mini états-"Laender", alors facilement manipulables, pour édifier l'Etat Européen puis mondial (Cf. carte de l'Europe visée, publiée dans le livre d'Epiphanius déjà cité). Pour cela, elles font vider les Etats de leur rôle (certes hypertrophié au XXe siècle) au profit, d'une part d'entreprises privées du capitalisme financier (poste, électricité et énergie, chemins de fer, télécommunications), et d'autre part des régions (police, écoles, universités, taxation, voirie, assainissement), de sorte que les nations n'aient plus de structure unitaire ni de Défense. Ceux qui font cela et ceux qui ont laissé faire ont été de véritables traîtres à leur pays. Cette politique n'exclut pas de faire verser les Etats dans une politique étrangère qui n'est plus la leur, mais celle des lobbies dominants, nuisible, périlleuse, coûteuse en hommes et en ressources : guerres d'Irak, d'Afghanistan et autres interventions de crises suscitées par le Pouvoir affairiste juif, qui en même temps a créé au service des siens de véritables armées privées, de mercenaires étrangers, exemptes de tout cadre juridique et moral (affaire d'assassinats de civils irakiens par le groupe paramilitaire privé Bridgewater...).

monnaie à sa place n'aient pas mieux saisi la vraie Histoire du monde. Par exemple le Pr Soddy, dont le présent auteur avoue être tellement redevable aux courageux écrits sur la monnaie, emploie au moins une fois le terme "médiéval" (moyenâgeux) avec une connotation méprisante.⁽³⁷⁾ D'autre part, il parle d'économie cartésienne, comme si le terme "cartésien" était synonyme de progrès véritable et durable.⁽³⁸⁾ Or l'on sait que la philosophie nominaliste a été l'une des causes pour lesquelles les progrès des sciences physiques, auxquelles parmi d'autres Descartes a contribué, n'ont pas apporté à l'humanité plus d'ordre ni de bonheur. Descartes fut initiateur de l'un des courants modernes issus du Nominalisme, et le Nominalisme lui-même fut une déviation et une révolte contre le "médiévalisme" de St Thomas d'Aquin, dont nous avons vu brièvement esquissés les sains principes économiques. Le Nominalisme fut cultivé dans les universités malgré les avertissements et les suppliques des papes.⁽³⁹⁾ Dans le passage où le Pr Soddy emploie le terme médiéval comme synonyme de "rétrograde" et de "statique", il déplore le fait que les découvertes scientifiques n'aient pas été utilisées pour donner aux gens du peuple une meilleure chance de cultiver leurs facultés supérieures et "pour vivre sur un plan moins proche de l'animalité". Or il n'a qu'à se souvenir comment les jours fériés catholiques furent remplacés par les Bank Holidays pour réaliser à quel point nous avons régressé depuis l'époque du Moyen-Age. Les gens du peuple ont été privés des fêtes et jours fériés de l'Eglise qui leur donnaient l'occasion de penser aux choses de l'âme. Puis, lorsqu'on s'aperçut qu'un peu plus de repos était nécessaire aux pauvres animaux que nous sommes, dans l'intérêt de la production et de la rentabilité des investissements on leur accorda les Bank Holidays. Le nom même est significatif du désordre, de la domination de l'argent que le Pr Soddy a si pertinemment combattue dans ses ouvrages. Ce désordre est une inversion de l'Ordre du Moyen Age.

(37) *Wealth, Virtual Wealth and Debt*, p. 201

(38) *The Role of Money*, p. 7

(39) *Antimoderne* de J. Maritain, p. 137

Le Commerce international et la monnaie

a) La Banque des Règlements Internationaux et le commerce international

Nous avons brièvement vu que le développement des Banques Centrales a visé à les rendre libres de tout contrôle national. Elles ont augmenté en nombre depuis qu'a été fondé le Federal Reserve Board des Etats-Unis en 1913. Nous avons vu également que le Federal Reserve Board, par sa mainmise sur l'or, contrôle pratiquement le commerce mondial. Nous savons aussi que le réseau des Banques Centrales, avec au sommet du système la B.R.I., Banque des Règlements Internationaux, a pour objet de fournir la mécanique nécessaire au bon fonctionnement du système d'étalon-or international. Malgré la guerre qui fait rage depuis 1939 et durant celle-ci, le Dr Funk pour l'Allemagne et Mr Montagu Norman de Grande-Bretagne siègent au Conseil des Directeurs de la Banque des Règlements Internationaux sous la présidence, de Mr Thomas H. McKettrick des Etats-Unis.⁽⁴⁾

Quelques informations complémentaires sur la Banque des Règlements Internationaux figurent dans l'Adresse donnée par Sir Charles Addis, K.C.G.M., aux membres de l'Institut bancaire le 3 avril 1930⁽⁴⁰⁾ : "La Commission nommée pour organiser la nouvelle banque était composée de quatorze membres désignés par les Banques Centrales des principales puissances concernées : la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, l'Italie, l'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis. Ils se réunirent à Baden-Baden le 3 octobre 1929 et restèrent en session durant six semaines. C'est la ville de Bâle en Suisse qui fut finalement choisie pour le siège de la nouvelle

(4) (NDT : L'un des créateurs et fondateurs de la BRI avait été le banquier allemand Hjalmar Schacht, ami de Walther Rathenau et de Coudenhove-Kalergy, très lié aux intérêts bancaires américains Morgan et aux Rockfeller, qui, malgré sa collaboration avec le régime d'Hitler, ne sera en 1945 guère inquiété : il opérera la restauration du Mark durant sa courte incarcération sous protection américaine. (Pierre de Villemarest, op. cit.)

(40) Elle est rapportée par le *Journal of the Institute of Bankers* de mai 1930 cité par C.M. Hattersley à l'appendice K de son ouvrage *"This Age of Plenty"*

Banque... C'était évidemment l'objectif de la Commission de Baden-Baden, composée comme elle l'était de banquiers, de donner à la Banque une complète autonomie d'administration et d'exclure autant que possible toute interférence politique sur ses procédures. Mais ceci posa aussitôt une question très difficile... Le problème était de trouver comment combiner la liberté et l'indépendance de management indispensables au bon fonctionnement de toute institution financière, avec le degré d'intervention et de contrôle inséparable en dernière instance de l'affirmation par tout Gouvernement de ses droits souverains.

"La difficulté fut résolue en divisant les Statuts en deux parties. Des soixante articles des Statuts, quarante sept sont considérés comme purement administratifs, et le Conseil des Directeurs de la Banque est libre de les modifier à sa convenance et à n'importe quel moment par une majorité des deux tiers. Les treize articles restants des Statuts, qui traitent de l'objet de la Banque, de la composition de la Banque, de l'exercice du droit de veto, etc. sont considérés comme constitutionnels, et ne peuvent pas être modifiés sans que la modification ait été proposée par la majorité des deux tiers, confirmée en Assemblée générale et sanctionnée par une nouvelle Loi suisse, s'ajoutant à la Charte de la Banque, requérant l'accord des Gouvernements signataires du Traité autorisant la Charte... La Charte prend la forme d'une Convention, qui a été signée à La Haye le 20 janvier 1930 par l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon d'une part, et la Suisse d'autre part....

"La Charte, de même que certains articles des statuts de la Banque ne peut être modifiée que par une nouvelle loi passée en accord avec les autres puissances signataires. La Banque et ses employés étrangers sont exemptés d'impôts. Les puissances signataires, y compris la Suisse, conviennent également que la Banque, ses propriétés, ses actifs et ses dépôts seront immunes en leurs territoires respectifs de toute saisie ou confiscation en temps de paix comme en temps de guerre et de toute interdiction ou restriction d'exportation d'or ou de monnaie ...

"Le Conseil de direction de la Banque est composé des Gouverneurs des sept Banques Centrales de Belgique, de France, d'Allemagne, de

Grande-Bretagne, d'Italie, du Japon et des Etats-Unis, et de sept représentants de la finance, de l'industrie ou du commerce de la nationalité des Gouverneurs qui les nomment ... Les Gouverneurs des Banques Centrales autres que les sept fondatrices ... peuvent eux aussi soumettre une liste de quatre candidats aux postes de Directeurs ... Sur ces listes, le Conseil de direction pourra élire à la majorité des deux tiers neuf personnes au plus. Le Conseil dans sa totalité sera donc composé de vingt cinq directeurs. (La France et l'Allemagne auront chacune un représentant supplémentaire pour les Réparations).

"Dans l'explication des objets de la nouvelle banque il convient de commencer par les clauses négatives ... La Banque ne peut opérer pour son propre compte en monnaies ne répondant pas aux exigences pratiques de l'or ou de l'étalon-or. Elle ne peut entreprendre d'opérations bancaires entrant en conflit avec la politique monétaire des Banques Centrales... La Banque ne peut émettre de billets de banque, mais elle peut acheter et vendre de l'or et le poinçonner. S'il lui est interdit de faire des avances à un Gouvernement, rien ne lui interdit d'acheter ses bons du Trésor s'ils sont commercialisables sur le marché, ou de prêter de l'argent à l'agent de ce Gouvernement qu'est sa Banque centrale. La B. R. I. ne peut accepter de lettres de change pour des règlements internationaux, mais elle peut les escompter. Elle ne peut opérer pour son propre compte en d'autres monnaies que l'or ou les monnaies convertibles en or, mais elle peut le faire pour le compte d'autrui, que ce soit pour des banques, des firmes ou des personnes, dans la mesure où les Banques Centrales n'y font pas objection. En somme, l'intention générale des limitations n'est pas tant de restreindre les opérations de la Banque que d'assurer qu'elles devront se limiter à des transactions à travers les Banques Centrales ou avec leur accord. Sa principale fonction est d'agir comme centre de coopération des Banques Centrales."

Quatre axes de développement possibles pour la Banque des Règlements Internationaux furent esquissés dans la *Midland Bank Review* de juin-juillet 1930. Parmi ceux-ci "le quatrième axe d'activité

monétaire sera, s'il est suivi, de nous mener vers la stabilisation de la valeur de l'or. La Banque a le pouvoir, certes conditionné à l'indispensable soutien des Banques Centrales, d'assurer une expansion progressive du Crédit, à l'abri de tout manque ou pléthore d'or. Si l'or, comme cela semble relativement probable, se raréfie par rapport aux exigences monétaires attendues, la Banque peut remédier à ce manque par son pouvoir de prêter, d'escompter, et d'acheter des valeurs, opérant donc de la même façon qu'une Banque Centrale le fait dans son propre pays, mais avec cet avantage qu'elle n'est pas liée statutairement ni par l'usage à quelque ratio de liquidités ou d'or. " Comme le remarque Mr Hattersley : "de la même manière que les Banques Centrales actuellement créent au moyen d'avances et d'investissements des "liquidités bancaires", sur lesquelles les banques commerciales opèrent, de même la Banque des Règlements Internationaux sera dans la position de créer une sorte de *super liquidité bancaire* sur laquelle à leur tour les Banques Centrales pourront s'appuyer."⁽⁴¹⁾

b) Planification internationale et étalon-or

Les pays ayant adopté l'étalon-or ont tous des taux de change stables avec l'étranger. Trois méthodes ont été développées pour l'obtenir. La première, fondée sur la libre frappe de monnaie d'or, est appelée l'étalon-or numéraire. Celle basée sur la convertibilité en lingots de la monnaie papier est appelée l'étalon-or lingots. La troisième est connue sous le nom d'étalon de change-or.⁽⁴²⁾ Mr Geoffrey Crowther explique la distinction entre les trois avec sa coutumière clarté d'analyse. "Un système, écrit-il, dans lequel les pièces d'or forment la totalité de la circulation monétaire ou bien circulent à parité avec les billets est connu comme le "plein étalon-or". Lorsque les pièces d'or ne sont pas en circulation, mais que la Banque Centrale est néanmoins dans l'obligation légale d'acheter et de vendre de l'or à un

⁽⁴¹⁾ "This Age of Plenty" p. 404.

(NDT : L'après guerre a vu se créer des mécanismes supplémentaires pour amplifier les possibilités de Crédit au plan mondial, par exemple les Droits de tirage spéciaux, liés à l'étalon-or ou dollar)

⁽⁴²⁾ Cf. Article "Money" de l'*Encyclopaedia Britannica*.

prix fixe et en quantités illimitées (parfois un minimum est fixé, mais jamais un maximum), le système est connu sous le nom d'"étalon-or lingots", car la monnaie est alors convertible, non pas en pièces d'or, mais en lingots d'or.... Vous pouvez toujours échanger vos billets contre de l'or, mais seulement si vous avez les moyens d'acheter au minimum un lingot, pour environ 1. 700 £ la barre. L'homme de la rue ne peut donc plus échanger ses billets pour de l'or.... Une troisième forme est "l'étalon de change-or" dans laquelle l'obligation légale à laquelle est tenue la Banque Centrale est de racheter sa monnaie, non pas en or lui-même, mais contre une autre monnaie, elle, convertible en or. L'étalon de change-or est en général adopté par un petit pays ou un pays pauvre, qui désigne lui-même, comme monnaie dans laquelle il rachètera ses propres billets pour une contrevaletur déterminée, la monnaie de l'un des grands pays ayant l'étalon-or. Mais quelle que soit la forme que puisse prendre l'étalon-or, sa caractéristique essentielle est que, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une autre monnaie, la monnaie en question est liée à l'or en volume ou en valeur."⁽⁴³⁾ Ceci est la théorie du fonctionnement de l'étalon-or.

Le Dr Robert Eisler va illustrer pour nous le système dans sa pratique : "Il est évident, écrit il, que l'introduction de l'étalon de change-or permet une nouvelle expansion à grande échelle de la circulation fiduciaire mondiale, bien au delà de celle produite par l'étalon-or de transition que fut l'étalon-or lingots.... Si par exemple la Banque Nationale polonaise inclut dans sa réserve de change or (au lieu et place de telle quantité d'or) une quantité équivalente de dollars billets de la Réserve Fédérale – qui n'exigent qu'une couverture en or ne dépassant pas 35% – , la Réserve Fédérale pour compenser la réduction des billets en circulation en Amérique due à l'exportation en cause de dollars billets en Pologne se contentera d'ajouter un tiers de cette quantité d'or. Mais si au lieu de dollars billets la Banque de Pologne détient des chèques de la Chase National Bank de New-York, cette dernière banque n'est tenue de détenir que la proportion usuelle de réserves liquides en contrepartie (soit pas plus de 10%) en

⁽⁴³⁾ "The Outline on Money" pp. 314 et 30

dollars billets, ce dont la Réserve Fédérale, elle, n'a besoin de détenir qu'au plus 35 % de contrepartie or. Ainsi un chèque figurant pour 100 % de sa contrevaletur-or dans la réserve de change or de la Banque Nationale polonaise n'immobilisera que 3,5% de sa valeur en or à la Réserve Fédérale. Telle est la baguette magique qui permit aux USA au cours des années 1925-1928 de prêter à long terme 4.729 millions de dollars à l'Europe, sans compter un énorme volume de prêts à courts termes, pendant que les réserves d'or de la Federal Reserve ne dépassaient jamais 4. 810 millions de dollars (avril 1927) pendant cette même période."⁽⁴⁴⁾

Ainsi donc, la monnaie d'un pays ayant adopté l'étalon de change-or, au lieu d'être convertible en or, l'est en monnaies étrangères qui sont équivalentes à l'or. L'étalon de change-or présuppose donc l'existence quelque part d'un étalon-or espèces ou du moins d'un étalon-or lingots. En pratique, cela revient à ce que, dans tous les échanges entre pays, les monnaies dans lesquelles sont exprimés les prix des choses doivent toutes être calculées en termes d'or. Ce n'est qu'à cette condition que le commerce entre pays a lieu. Aussi ceux qui sont maîtres de l'or sont à la croisée des chemins et prélèvent leur droit de péage sur ceux qui passent, ou les renvoient, selon le cas. On a là en fait une centralisation encore plus complète et une systématisation de ce qui se passait au cours du XIXe siècle, où l'or devint pratiquement le monopole d'un nombre relativement petit de financiers. Aucun pays ne pouvait commercer en dehors du système, parce que tout pays qui tentait de le faire était immédiatement dénoncé comme ayant une monnaie peu sûre.

Dans son livre "*Economic Peace Aims*",⁽⁴⁵⁾ Oswald Dutch esquisse une réorganisation planifiée de la monnaie et de la finance de l'Etat (des Etats d'Europe) pour l'après-guerre. Quelques extraits suffiront à montrer ce que certains financiers espèrent réussir à faire : "Une Banque Centrale Européenne sera établie avec son siège dans un pays neutre, de préférence en Suisse. Cette Banque Centrale fera

⁽⁴⁴⁾ "*The Money Maze*" pp. 39-41, cité par C.M Hattersley dans "*This Age of Plenty*", pp. 165-166

⁽⁴⁵⁾ Edward Arnold & Co, Londres, 1941

naturellement appel aux Banques Centrales nationales et à leurs agences comme organes exécutifs des échanges monétaires et pour effectuer toutes autres transactions bancaires. Aucun Etat n'émettra plus de monnaie propre. Les vieilles monnaies nationales auront cours provisoire au taux correspondant à leur conversion au nouveau dollar

"Les activités de la Banque Centrale Européenne seront absolument indépendantes de toute influence du Gouvernement de la Communauté Européenne comme de tout Gouvernement national. A part d'être en partie sous la tutelle de la Federal Reserve américaine et de la Banque d'Angleterre, elle sera néanmoins une institution séparée et indépendante. A ses débuts, cette Banque Centrale, il est vrai, ne représentera qu'une sorte de grande agence de ces deux Banques. Ce n'est que progressivement qu'elle deviendra une institution séparée, au fur et à mesure que l'économie européenne s'étoffera ; mais même alors les deux institutions parentes démocratiques devront garder leur droit de contrôle.

"La question sera posée de savoir s'il est possible pratiquement de démarrer avec l'émission de dollars billets uniquement, ou si la Banque Centrale sera à même d'émettre également des pièces. Si cela ne s'avère pas possible pour des raisons techniques, les pièces des monnaies nationales pourront être conservées comme petite monnaie, à une valeur fixe liée au dollar nouveau..... "L'établissement d'une monnaie européenne commune basée sur l'or^(*), non seulement aurait un effet décisif sur la reconstruction économique du continent, mais surtout, elle assurerait la coopération de tous les peuples qui, pour la première fois depuis 1914, pourraient de nouveau s'établir sur une base monétaire ferme ... Si l'Europe peut retrouver ainsi réellement une monnaie-or au lieu d'une monnaie manipulée ou faussement dorée, seuls ceux qui ont vécu les vingt dernières années en Europe Centrale peuvent réaliser ce que cela signifiera pour la population de ces territoires. "Malgré toutes les tentatives pour ébranler la foi des gens dans l'or et pour créer toutes sortes de

^(*) (NDT : sur l'or (ou le dollar), donc perpétuant la domination de la Finance cosmopolite détentrice de l'or et de la FED et facteur de dettes d'Etat !)

monnaies et couvertures de substitution, l'or conserve toujours son influence magique...

"Une monnaie européenne commune fera bien plus pour rassembler les peuples d'Europe et pour les unir que ne pourraient espérer le faire les plus belles doctrines politiques et philosophiques et les programmes mondiaux... L'établissement d'une monnaie commune, comme l'Organisme de Reconstruction politique, doit survenir comme un coup de tonnerre. C'est à dire qu'il doit devenir effectif le jour même de l'armistice. Toutes les négociations préalables entre Gouvernements européens devront être conclues avant la fin de la guerre....

"Tous les actifs de la Reich Bank d'Allemagne et de toutes les autres banques encore en activité en Europe seront repris par la Banque Centrale Européenne. Ils serviront à la couverture partielle de l'émission des nouveaux dollars billets. En outre, les Etats démocratiques fourniront une quantité supplémentaire d'or comme caution de la monnaie en circulation. La somme ainsi mise à disposition, avec les actifs éventuels des banques européennes, devra être suffisante pour fournir une couverture minimum de 40 % en or et en monnaies étrangères de l'émission fiduciaire....

La Communauté (le Ministère des Finances du continent et le Parlement Européen), avec un Conseil de supervision Anglo-Américain, superviseront les budgets des Etats Membres."⁽⁴⁶⁾

⁽⁴⁶⁾ Op cit., pp. 200-204.

Il est curieux de voir que cet auteur, Oswald Dutch oppose une monnaie manipulée à une monnaie basée sur l'or, comme si une monnaie basée sur l'or n'était pas une monnaie manipulée. Dans son livre "Plan for Permanent Peace" Hans Heymann esquisse un plan encore plus élaboré que celui d'Oswald Dutch pour une gouvernance mondiale par une hiérarchie de banques et de banquiers. Comme le dit *The New English Weekly* du 15 octobre 1942: "C'est un schéma complet d'organisation de l'humanité selon ce que l'auteur nomme les "nouveaux" principes du "capitalisme socialiste", en fait vieilles méthodes de l'impérialisme financier dans une application amplifiée". Le naturalisme de ce livre est lamentable et ne peut mener qu'à un désastre, si la tentative de réaliser ce projet est poursuivie.

(NDT: C'est ce qui eut lieu effectivement avec la création de la Communauté Européenne puis de la Banque Centrale Européenne, bien que celle-ci ait été retardée de plusieurs dizaines d'années. La domination des Etats après guerre par le Gouvernement US du cartel financier de la FED et la mondialisation se sont

Que penser d'une telle organisation du monde par ceux qui sont les maîtres des stocks d'or mondiaux ? La meilleure réponse sera sans doute ces mots de Mr Jeffrey Mark à propos de la tentative de rendre la Banque des Règlements Internationaux aussi autocratique au plan de la finance mondiale que l'est la Banque d'Angleterre en ce qui concerne la finance britannique. "Ce rêve de banquiers, écrit-il, instaurera certes un système bancaire "stable" pour le monde. Avec la centralisation de la totalité des stocks d'or mondiaux et le système bancaire interne de chaque pays sous la coordination d'une Banque Centrale toute-puissante, les effondrements de banques et les ruées aux guichets (qu'ils soient localisés ou à l'échelle nationale) seront impossibles ; une illusoire garantie-or à une monnaie mondiale pourra être maintenue avec succès, et de la monnaie internationale convertible pourra être émise et échangée en toute quantité qui siéra à la politique des Gouverneurs de la Banque Mondiale. Mais en même temps, toute espérance de liberté et d'abondance pour les

affirmés avec toute une série d'organismes : Banque Mondiale, FMI, BERD, BCE, et un ample réseau d'organes d'influence que sont l'Alliance Atlantique, la Commission Trilatérale, et ses sous-agences : le G8, devenu G20, le Groupe Bildeberg, l'Institut Atlantique, l'Institut Aspen, le Forum Economique Mondial de Davos etc, où se retrouvent les grands de la finance internationale, industriels et hommes politiques. Contribuent à ce mouvement les investissements transnationaux et concentrations industrielles et bancaires continues sous la tutelle des grandes banques d'affaires, qui favorisent l'inflation boursière et l'évolution (judaisante et mondialiste) des mentalités. A l'origine de la Communauté Européenne on trouve le juif Joseph Retinger, haut maçon polono-suédois de l'O.T.O. et du comité exécutif de l'Union Paneuropéenne, lié aux banquiers Herbert Lehman, Bernard Baruch, à la famille Warburg et à Henry Morgenthau, Retinger fut aussi le créateur du groupe de Bildeberg : Paneuropa, la CEE et Bildeberg œuvrant dans un même esprit Euro-Atlantique d'affiliation (soumission) de l'Europe à la puissance judéo-US. Retinger avait des liens privilégiés avec les hauts responsables de la Compagnie de Jésus, notamment avec le P. Gruber, S.J., l'un des artisans du rapprochement officieux entre l'Eglise et la Maçonnerie déjà sous Pie XI, et cette euro-mondialisme atlantique se fit après guerre avec la faveur et la bénédiction de Pie XII. Les papes maçons ultérieurs ne firent que poursuivre l'œuvre de rapprochement. Etroit coopérateur de Retinger fut le juif « converti catholique » Alexandre Marc, déjà signalé et proche d'Emmanuel Mounier.)

⁽⁴⁷⁾ "The Modern Idolatry", pp. 214-215, 229. livre paru en 1929.

individus, l'industrie et les nations disparaîtra automatiquement, et le monde sera immanquablement amené à la condition d'îlots complets, sous l'idole internationale que sera devenu l'or. L'organisation du pouvoir sera celle schématisée ci-après.

L'OR

La Banque des Règlements Internationaux ou la Banque Mondiale

Les Banques Centrales des pays du monde

Le cartel des banques d'affaires (membres du système de la Réserve Fédérale)

Les succursales des banques ci-dessus

L'Industrie

Le public⁽⁴⁷⁾

Pour quelle raison fondamentale faut-il redouter qu'une organisation comme celle esquissée n'amène des suites désastreuses ? Il est facile de l'expliquer. Toute cette organisation est naturaliste et anti-surnaturelle. L'attitude envers Notre Seigneur et Son Vicaire de ceux qui siégeront au Conseil suprême transparaît du naturalisme de l'auteur du projet et de l'ouvrage cité. "La nation et le sentiment national, écrit-il, sont des sentiments aussi exaltés que la religion et le sentiment religieux. Le monde serait plus misérable et plus triste si, à côté de ces idées, ne figuraient la science et l'économie... La religion et le patriotisme, ces deux grands idéaux, sont devenus une calamité pour l'humanité chaque fois que l'on a tenté de les supprimer et de

les anéantir. *Dès lors que le patriotisme sera subordonné à la coopération internationale, il deviendra affaire privée, tout autant que l'est devenue la religion aujourd'hui.*"⁽⁴⁸⁾

Mettre la nationalité sur le même plan que le Corps Mystique du Christ, et reléguer la religion à la sphère privée sont indicatifs d'une mentalité totalement contraire au divin Plan pour l'Ordre dans le monde proclamé par Notre Seigneur Jésus-Christ et par Son Eglise. Nous savons que "tout ce qui n'est pas fondé sur la pierre d'angle qu'est le Christ Jésus s'écroulera."⁽⁴⁹⁾

"Le Christ seul, écrit à son tour le Pape Pie XII, est cette pierre angulaire sur laquelle la société civile tout comme la vie des individus doit reposer pour demeurer en sécurité."⁽⁵⁰⁾ Nous savons aussi que "l'Antéchrist fera porter à tous, petits et grands, riches et pauvres, hommes libres et esclaves, une marque à la main droite ou sur le front, et que nul homme ne pourra acheter ni vendre sans cette marque."⁽⁵¹⁾

La comparaison utilisée par *The New English Weekly* du 15 octobre 1942 dans sa recension du livre de Hans Heymann "Plan for Permanent Peace", que nous avons mentionné à la note 46, aidera le lecteur à saisir les objections radicales à une Banque Centrale Internationale ou supranationale du type dénoncé par Mr Jeffrey Mark. "L'on admet généralement, écrit l'éditorialiste, que l'Union Postale Internationale a fait du bon travail ... Mais les échanges commerciaux entre les peuples ... ont été une cause continuelle d'ennuis de suspicion et de véritable brigandage. Bien, mais que serait devenu le service postal s'il avait été dirigé selon les principes de la Finance internationale ? Supposons que l'Union Postale ait été créée par un groupe monopolistique de producteurs de timbres-postes, qui auraient pris pour règle de limiter la fourniture de timbres à tout pays qui n'aurait pas une balance favorable de courrier ? Chaque nation devrait alors s'efforcer d'envoyer plus de lettres qu'elle n'en recevrait, de façon que ses correspondants lui soient en permanence

⁽⁴⁸⁾ "Economic Peace Aims", d'Oswald Dutch, pp.19-20.

⁽⁴⁹⁾ Encyclique du Pape Pie XI *Divini redemptoris*, Sur la Communisme athée.

⁽⁵⁰⁾ Encyclique *Summi Pontificatus*, l'obscurité sur la terre.

⁽⁵¹⁾ *Apocalypse*, XIII, 16,17

redevables de lettres. Le résultat est facile à prévoir. Les nations "épistolièrement créditrices" seraient celles qui inonderaient de lettres superflues leurs correspondants, lesquels devenus alors "débiteurs épistolaires" recevraient moins de timbres de l'oligarchie des fabricants de timbres et sombreraient de plus en plus dans la dette. Les nations créditrices de leur côté, de plus en plus fournies en timbres, mais ayant de moins en moins de lettres auxquelles répondre, chercheraient avec difficulté des correspondants ayant un surplus de timbres, et entreraient en guerre les unes avec les autres pour s'emparer de leurs "sphères de correspondance" respectives. L'ensemble du système tendrait à se gripper et à se bloquer, repartant spasmodiquement chaque fois que les oligarques de l'industrie du timbre auraient la bonté d'accorder un charitable prêt de timbres, en sortant des règles du système. Une telle Union postale serait un exemple tangible d'insanité : mais serait-ce pire que de tolérer comme actuellement que le commerce mondial soit sous la domination d'un système de dettes comptées en monnaie internationale ?".

A la lumière de ce que l'on vient de lire et de ce que nous avons vu aux chapitres précédents, on comprend les commentaires de la *Weekly Review* du 22 mai 1941 sur des déclarations de Mr Cordell Hull, le Secrétaire d'Etat américain. La revue commence par citer Mr Hull qui déclara : "Il ne vaudrait guère la peine de faire des plans pour le commerce international si l'issue de la guerre ne devait pas être favorable aux peuples libres du monde". Il énumère alors cinq points devant guider le monde, ou cinq objectifs qui, selon le ministre, inspirent les Etats-Unis dans le présent conflit. Ces cinq points sont :

- 1) mettre fin aux restrictions excessives du commerce ;
- 2) rendre les matières premières accessibles à tous ;
- 4) protéger les nations utilisatrices par une régulation internationale des approvisionnements ;
- 5) fournir une aide financière internationale pour le développement de tous les pays.

La *Weekly Review* commente ces différents points en ces termes : "Comme il est improbable que l'aide financière internationale prenne la forme de dons, on peut interpréter Mr Hull de la manière suivante : tous les pays devront accepter l'aide financière internationale ; les financiers internationaux impliqués dans cette aide choisiront les entreprises dont le développement est essentiel ; des accords inter-nationaux régleront les fournitures de matières premières aux pays consommateurs, qui seront ainsi à la merci de ceux chargés de la réglementation ; les matières premières seront allouées aux pays désignés par l'accord, dans les proportions déterminées ; aucune discrimination sera faite dans l'application de ces principes ; les restrictions au commerce continueront, sauf celles considérées excessives par les financiers internationaux ; les intérêts financiers américains détermineront ce qui est excessif et quels seront les peuples libres auxquels sera imposé le système esquissé ci-dessus."^(*)

(*) (NDT : le point 1 du Secrétaire d'Etat US : "mettre fin aux restrictions du commerce" était en réalité le diktat des Etats-Unis aux pays européens de devoir abandonner leurs colonies sitôt après la guerre, et de ne plus les considérer comme leurs chasses gardées ! Un diktat qui ne s'adressait pas seulement aux nations ennemies, mais à la France, la Belgique, le Portugal et l'Angleterre, comme à l'Italie. Les colonies européennes devinrent la proie d'hommes liges de la finance internationale et de potentats marxistes, leur population ramenée dans l'esclavage et l'indigence au profit du capitalisme judéo-US (Chine, Viet-Nam, Guinée Equatoriale, Ethiopie, Congo, Angola, Rhodésie, Guinée, Algérie). Enrico Mattei découvreur de pétrole en Libye indépendante ayant commencé de l'exploiter fut assassiné... et l'exploitation passa à un exploitants US (cependant que le nouveau leader Khadafi était curieusement désigné par les USA comme l'ennemi N°1, le "Ben Laden" de la décennie 1970, tout en étant fourni en armes et explosifs par la CIA (rapporté sur *France-Inter*, dans une émission de Mr X en mai 2009 !). La France fut poussée à abandonner l'Algérie et le Sahara sitôt du pétrole découvert et commencé d'y être exploité, et l'inventeur du pétrole saharien fut lui aussi trouvé suicidé (châtiment pour avoir fait bénéficier la France d'un produit de base et d'une technologie qui devaient rester exclusivement aux mains du cartel ?). Quand un gouvernement chrétien (celui de Louis XVI) commit la grave faute d'aider une clique maçonnique à conquérir le pouvoir sur son roi légitime (cas des Etats-Unis), une telle faute et imprudence ne pouvaient faire escompter en contrepartie des actes de gratitude chrétienne !)

Aussi il semble bien que tous les pays et plus spécialement ceux possédant d'importantes ressources minérales soient destinés à subir le sort de la Bolivie.

"L'étain, écrit l'auteur américain Ludwell Denny, a fait de la Bolivie une colonie des Etats-Unis. "Comme nous l'avons vu à l'examen de la pénétration financière américaine, les banquiers de Wall Street et leurs sociétés, ou bien détiennent, ou bien ont une hypothèque sur la plus grande partie des ressources de la Bolivie, et sont en partie les maîtres de la fiscalité bolivienne, sinon même de la politique intérieure et étrangère du pays.... La domination politique de la Bolivie par Washington a été surtout démontrée par la récente "guerre" frontalière avec le Paraguay. Le résultat net est que le peuple bolivien est pauvre, tout en vivant au milieu de grandes richesses naturelles ; qu'il est asservi aux Etats-Unis, bien que vivant dans une république nominalement indépendante...Des conditions de travail extrêmement mauvaises existent dans les mines (d'étain), et les propriétés américaines en Bolivie ne sont pas l'exception." (52)

"L'américanisation de l'Europe et des pays lointains progresse, écrit ailleurs le même auteur.... "Pour beaucoup, cette transformation du monde en une imitation à bon compte de tout ce qui est vulgaire, et de bien peu de ce qui est bon dans la civilisation américaine, semble chose effrayante. Mais les Américains ne sont pas effleurés par le doute. Nous sommes possédés par l'idée d'être "le peuple élu" (*) "...

(52) "America Conquers Britain", pp. 202-203 de Ludwell Denny. En ce qui concerne les mauvaises conditions de travail dans les mines d'étain boliviennes, l'auteur cite "The Bankers in Bolivia", de Margareth A. Marsh. Le livre de Ludwell Denny a été publié en 1930.

Dans la conférence sur la Justice sociale citée Chapitre I, le RP. Gillet, O.P. souligne que ceux qui placent de l'argent dans une industrie devraient à tout le moins s'intéresser aux conditions de travail qui y sont pratiquées. C'est une question de Justice sociale, et indirectement de justice commutative. Le travailleur dans une industrie donnée a droit à des conditions qui sauvegardent son droit à vivre une vie humaine comme il convient à une personne : conditions de salaire, de durée de travail, de logement, de promiscuité et d'hygiène. L'actionnaire ne peut se contenter de toucher des dividendes : il a un devoir social à remplir qui oblige en conscience.

(*) (NDT : Sic ! On retrouve le thème du British-American Israel. Les Juifs installés quelque part s'arrangent pour communiquer leur concept d'orgueil racial aux

La conquête commerciale est pour les Américains autant une religion que l'était la conquête spirituelle pour les premiers Chrétiens et que la conquête physique le fut jadis pour les Britanniques... Bien que nous soyons les génies de l'efficiace mécanique, nous sommes incapables d'organiser une distribution équitable de notre richesse nationale. En lieu et place, nous exploitons les nations moins riches... Trop sages pour tenter de gouverner le monde, nous nous contenterons d'en être les propriétaires". (53)

D'un autre côté, nous avons vu que le système bancaire nazi a amené aussi à traiter même les Allemands eux-mêmes en simples individus. A fortiori, ce système renforcé par la théorie raciale avec son abrogation de la loi morale objective mène à l'oppression des non-Allemands. On peut donc voir aisément qu'avec les systèmes monétaires existants, le troisième point fondamental d'un nouvel ordre des choses, tel que posé par Sa Sainteté le Pape Pie XII dans son allocution de Noël 1941, sera bien difficile à réaliser.

Sa Sainteté présente ainsi ce troisième point :

"Dans les limites d'un ordre moral fondé sur les principes moraux, il n'y a pas place pour cet égoïsme froid et calculateur qui tend à accumuler toutes les ressources économiques et les matières destinées à l'usage de tous, au point que les nations moins favorisées par nature n'y ont pas accès. "A cet égard, c'est une source de grande consolation de voir admise la nécessité d'une participation de tous aux richesses naturelles de la terre, même de la part de ces nations qui en observant ce principe appartiennent à la catégorie des donateurs et non à celle des bénéficiaires. Il est donc conforme aux principes de l'équité que l'on parvienne à résoudre une question aussi vitale pour l'économie mondiale de manière méthodique et graduée avec toutes les garanties nécessaires, en tirant toujours des leçons utiles des omissions et erreurs du passé. S'il devait survenir que dans

dirigeants du peuple pour les amener à servir leur politique juive de cupidité et de pillage généralisé...)

(53) Op. cit., pp 403, 407 .

(NDT : C'est encore dire que la religion du capitalisme financier américain est l'Argent...)

la paix future, ce point ne soit pas courageusement résolu, il demeurerait dans les relations entre les peuples une racine de discordes profonde et de grande portée, donnant naissance à d'amères dissensions et d'intenses jalousies, et qui risquerait de mener à un nouveau conflit."

L'angoisse ainsi exprimée quant aux préparatifs de paix menés par les organisations naturalistes en vue de la paix à la fin du conflit actuel (de 1939 - ?) trouve un écho dans la déclaration des Evêques américains publiée après leur réunion de novembre 1942. Cette déclaration, dont je cite quelques passages, m'est parvenue longtemps après avoir écrit ce qui précède.

"Dans l'exercice de nos responsabilités pastorales, déclaraient leurs Excellences, le sécularisme ne peut formuler une paix réelle et durable.... L'exploitation d'autrui ne peut formuler de paix réelle et durable. Lorsque l'appétit de puissance et l'égoïsme opportuniste se substituent à la justice, il ne peut y avoir de monde organisé dans la sécurité... L'esprit du Christianisme seul peut formuler une paix réelle et durable dans la justice et la charité pour toutes les nations, même celles qui ne sont pas chrétiennes. Dans la révolution que traverse le monde actuellement, il est très nécessaire que nous réalisions que tout homme est notre frère dans le Christ. Tous doivent se convaincre que tout homme est doté de la dignité de la personnalité humaine, et qu'il a droit de par les lois de la nature aux biens qui lui sont nécessaires pour soutenir son existence d'une manière conforme à la dignité humaine. Dans le monde d'après guerre, le profit de l'industrie et du commerce doit être mis au service du Bien Commun des communautés et des nations, si nous voulons avoir une paix durable et juste et un sens de véritable fraternité pour tous nos voisins. Les inégalités entre nations et entre individus ne peuvent jamais donner aux Gouvernements et aux dirigeants de l'industrie ou du commerce le droit d'être injustes. S'ils veulent suivre les principes intangibles de la moralité, ils ne peuvent maintenir ou encourager des conditions sous lesquelles les hommes ne peuvent vivre selon les normes convenables pour la personnalité humaine....

"Nous exhortons à une étude sérieuse des plans de paix du Pape Pie XII qui sont insistantes pour que la justice soit inspirée par l'amour – d'abord l'amour de Dieu et ensuite l'amour de tout être humain. "Le commandement de l'amour entre individus qui figure dans les Evangiles, déclara le Pape Benoît XV, ne diffère en rien de celui qui doit régner entre les Etats et les peuples" (*Pacem Dei*, Benoît XV, 1920). Si nous ne devons pas avoir une paix chrétienne, alors nous ne pourrions avoir qu'un armistice, et nous nous préparerons à un troisième conflit mondial."⁽⁵⁴⁾

c) Proposition de réforme du système monétaire dans le cadre du commerce international⁽⁵⁵⁾

Sir Reginald Rowe décrit excellemment le blocage et la confusion qui ont affecté le commerce international après la guerre de 1914-1918.

"Lorsque les Etats-Unis et la France devinrent des nations largement créditrices après la guerre, elles ne déclarèrent pas aux autres nations : "si vous ne nous empruntez pas, nous vous prendrons de l'or", mais elles dirent "Nous ne vous prêterons pas : payez-nous en or"... Les autres nations étaient résignées à continuer à s'enfoncer année après année dans la dette, sans espoir d'en sortir, car on ne leur avait jamais rien réclamé d'autre que, comme l'exigeait la Grande-Bretagne, de recevoir paiement sous la forme d'un surplus d'importations. Mais lorsque les Etats-Unis leur réclamèrent d'être payés intégralement, cette nation leur prit leur or. Ceci les obligea à contracter leur masse monétaire, entraînant une baisse forcée des prix. Leurs producteurs et leurs industries furent ruinés, et leur population réduite au chômage. Ceci fit comprendre aux pays débiteurs dans quelle fallacieuse illusion ils avaient vécu. Si même ils mettaient un embargo sur leurs exportation d'or, le taux de change de leur monnaie avait toute chance d'être déprécié par les ventes des

⁽⁵⁴⁾ Ce texte est paru dans *Letter from America*, du 4 décembre 1942.

⁽⁵⁵⁾ Ces propositions dont on donne ici un aperçu se trouvent en Appendice du livre de Sir Reginald Rowe "The Root of All Evil". L'Appendice est publié en tiré à part par The Economic Reform Club, 39 Queens Ave, Muswell Hill, Londres N 10.

monnaies les plus demandées, d'où alors l'imposition de limitations de change. Elles virent que pour rectifier leur position, elles devaient, soit accroître leurs exportations, soit réduire leurs importations. Or, ou bien elles ne pouvaient augmenter leurs exportations, ou, si elles le faisaient, elles n'en retiraient pas davantage de monnaies étrangères du fait de la baisse des prix des dites exportations. Elles étaient donc amenées à essayer de réduire leurs importations, mais ... les importations d'un pays font les exportations d'un autre, de sorte que lorsqu'elles réduisaient leurs importations, elles réduisaient automatiquement leurs exportations, ce qui entraîna la diminution rapide du commerce mondial, tombé actuellement (en 1935) au tiers de sa valeur de 1929.

"On constate que les tarifs douaniers, les quotas et les limitations de change ont été les moyens utilisés par toutes les nations dans leurs efforts pour rectifier leur position débitrice. Ces méthodes n'ont pas en elles-mêmes été les causes foncières de la baisse du commerce mondial... La cause originelle en fut le besoin impérieux, auquel chacune des nations devait faire face, de rectifier sa position débitrice, parce que, bien que la plupart d'entre elles avaient tardivement abandonné l'étalon-or, elles risquaient toujours que les nations créditrices qui détenaient de leur monnaie ne la vende sur le marché des changes et fassent ainsi s'effondrer leur taux de change.

"... Un système qui permet à des individus privés d'une nation, non seulement de nuire à leur propre pays en faisant s'effondrer son taux de change, mais encore de bouleverser le commerce des autres pays avec le reste du monde, un tel système est indéfendable. Cette activité d'achat et de vente des monnaies par des individus privés par le moyen du change a été reconnu par le Comité McMillan comme une source de grands dangers pas plus tard qu'en juin 1931... Ce fut la cause de la crise de septembre 1931 en Angleterre, et ce peut à tout moment être cause d'une autre crise. "Aussi longtemps que parmi les nations persistera la crainte d'un effondrement de leur taux de change, il est vain de prêcher pour qu'elles baissent leurs tarifs douaniers ou qu'elles éliminent les quotas ou les restrictions de change.

"Pour éliminer cette crainte, nous croyons nécessaire que soit internationalement reconnu le principe que chaque nation reconnaît à l'intérieur comme entre ses propres citoyens, à savoir que la remise d'une lettre de change annule une dette, mais que c'est au créancier d'exercer ou de refréner son droit à tirer sur la lettre. Si en Angleterre un individu doit 5 £ à un autre, il a remboursé sa dette lorsqu'il lui a payé les 5 £. Les 5 £ n'ont cependant de valeur que parce qu'ayant cours légal elles vont pouvoir acheter des biens et des services. Le débiteur n'a pas l'obligation de s'assurer que son créancier achète effectivement des biens et des services...

"Il est donc déraisonnable que l'on exige des étrangers qu'ils paient leurs dettes aux Anglais en £, aux Français en francs et aux Américains en dollars. Ils ne fabriquent pas ces monnaies dans leur pays, et ils ne peuvent obtenir par exemple des dollars que si l'Amérique est disposée à leur permettre de vendre leurs produits à des importateurs américains. Les dollars que l'importateur américain règle en paiement pour ces produits sont alors la propriété des exportateurs étrangers qui peuvent les utiliser... pour payer leurs dettes en Amérique. Mais si l'Amérique, comme c'est le cas, empêche délibérément l'entrée des produits étrangers par des tarifs douaniers, alors les nations étrangères n'ont pas la possibilité d'acquérir des dollars, et il est absurde que l'Amérique puisse exiger l'impossible.

"... Les nations ne devraient avoir d'autre obligation que d'effectuer ces règlements dans leur monnaie nationale, car leur obligation est en fait de fournir leurs propres produits en échange des produits qu'elles importent, et seule leur monnaie nationale achète leurs propres produits. Ensuite, c'est le rôle du système bancaire de faciliter le commerce et d'agir en tant que comptoir de règlement entre importateurs et exportateurs.

"Nous proposons donc que les taux de change soient fixés immuablement par accords entre nations et qu'il n'y ait pas de monnaie internationale (l'or). La base scientifique de la fixation des changes devrait être fonction des niveaux de prix respectifs des différents pays et des taux nécessaires pour donner d'une part à chacun et d'autre part au reste du monde un équilibre approximatif. Par exemple, si un dollar canadien permet en moyenne d'acheter en

marchandises et services canadiens et avec satisfaction environ un quart de ce qu'une livre sterling anglaise permettrait d'acquérir en Angleterre de marchandises et services anglais, alors 4 dollars canadiens devraient être équivalents à une livre. Ceci étant la base de calcul théorique, il serait nécessaire en pratique de fixer par la négociation les taux de change à une valeur approximativement correcte, que ce soit 4, 4 1/2 ou 5 dollars pour la livre. S'il s'avérait à l'expérience que les taux adoptés ne permettaient pas aux exportations anglaises dans le monde de s'équilibrer avec les importations anglaises en provenance du monde, le niveau des prix anglais devrait s'ajuster. Mais cela fait, le niveau général des prix intérieurs anglais devrait être maintenu stable.

"Ceci ne veut évidemment pas dire que les prix de chaque produit de base devraient rester fixes, mais simplement qu'il faudrait maintenir l'indice général des prix au même niveau.... Un revenu donné, sur la moyenne de tous les prix devrait donner à son détenteur dans dix, vingt ou trente ans environ la même satisfaction en produits et en services c'est à dire en niveau de vie qu'actuellement. C'est certainement une meilleure norme de valeur pour l'unité de monnaie que de dire à l'individu : "Les prix auront peut-être doublé dans dix, vingt ou trente ans, et telle somme donnée ne pourra plus acheter à cette époque que la moitié de ce qu'elle achète actuellement, mais nous vous garantissons que cette même somme d'argent vous permettra d'acheter en théorie la même quantité d'or, bien qu'en pratique si plus d'un nombre infime d'entre vous s'avisait de demander l'échange, le Gouvernement déclarerait alors un moratoire et vous ne pourriez pas en avoir ... "

"La valeur de la livre sterling serait donc fonction de son pouvoir d'achat en marchandises anglaises d'une manière globale, c'est à dire fonction du niveau général des prix intérieurs...

"Imaginons des changes fixes et pas de paiements en monnaie internationale. Si une nation maintient stable son indice général des prix, tout ira bien. Mais supposons maintenant qu'elle élève son indice général des prix intérieurs par l'émission d'un volume additionnel de monnaie, supérieur à ce que demande l'expansion de sa production : elle commencerait immédiatement à perdre de son

commerce extérieur. En supposant par exemple que le taux de change fixé entre le Canada et l'Angleterre par accord entre les deux pays ait été de 4 dollars pour une livre, un dollar continuerait toujours d'être équivalent à 5 shillings. Imaginons maintenant qu'un Anglais ait eu l'habitude d'acheter quelque chose au Canada coûtant 80 dollars et qui donc lui coûte 20 £. Si le Canada s'adonnait à l'inflation, c'est à dire à émettre plus de monnaie canadienne que justifié par l'activité économique à mener, les prix au Canada augmenteraient. Notre acheteur anglais trouverait que le produit qu'il achète coûte désormais, disons, 120 dollars, soit au change fixé 30 £ au lieu de 20. Il cesserait donc d'acheter au Canada : autrement dit, le Canada perdrait de ses échanges extérieurs.

"De même, si un pays, par exemple le Japon, sortait de l'équilibre avec le reste du monde par la baisse de son indice général des prix, ses commerçants exporteraient davantage mais importeraient moins... Non seulement les autres nations s'endetteraient auprès de lui, mais il aurait acquis aussi un avoir en marchandises étrangères (par des crédits bloqués en monnaies étrangères) qu'il ne pourrait apurer par des importations, du fait de son action par la baisse de ses prix intérieurs. Les importateurs japonais ne pourraient plus acheter les biens des pays étrangers devenus trop chers pour être importés et vendus au Japon avec profit. Ainsi les crédits créés par les exportations japonaises resteraient inutilisés et inutiles".

La brochure de l'Economic Reform Club résume ainsi ces propositions :

- 1) Chaque nation devrait avoir sa propre monnaie ;
- 2) Chaque nation devrait maintenir stable son niveau général des prix intérieurs en se servant pour cela d'un indice des prix ;
- 3) les valeurs de change ou cours de change des monnaies nationales sont à fixer de manière immuable par des accords bilatéraux entre les nations coopérantes, sans égard à l'or ;⁽⁵⁶⁾
- 4) Il ne doit donc pas y avoir de monnaie internationale ;

⁽⁵⁶⁾ On remarquera que, lorsque Sir Reginald Rowe et l'Economic Reform Club parlent de taux de changes fixes, ils envisagent des conditions très différentes de celles pour lesquelles Mr O'Loghlen propose l'abrogation de la fixité des changes.

- 5) Tout le commerce international doit s'effectuer sur lettres de change, négociées à travers les canaux ordinaires des banques et réescomptées par elles auprès de la Banque centrale nationale ;
- 6) Aucune personne privée ni institution privée ne devra acheter, vendre ou détenir de monnaies étrangères ;
- 7) Toutes les monnaies étrangères acquises par la nation par la vente de ses produits à l'étranger seront détenues pour la nation par la Banque centrale nationale, les nationaux impliqués dans ces échanges recevant leur règlement en monnaie nationale au cours de change fixé, en lieu et place de monnaies étrangères ;
- 8) Il devra y avoir un Organisme Central de Compensation pour les banquiers, qui ne sera en aucune manière une Banque Internationale, mais simplement un lieu de rencontre où les Banques Centrales des nations coopérantes pourront se réunir pour échanger les avoirs qu'elles peuvent détenir pour l'achat de biens d'une autre nation avec les avoirs des autres, et où elles pourront ainsi annuler mutuellement leurs avoirs.

L'objectif de chaque nation serait donc de maintenir durablement en équilibre ses importations et ses exportations. Chaque nation s'intéresserait ainsi autant à son commerce d'importation qu'à ses exportations, et le commerce international deviendrait un échange de biens et de services entre nations à leur avantage mutuel, au lieu d'être une lutte désespérée de chacune pour abaisser le niveau général de ses prix en vue de vendre davantage que les autres et de mettre ceux-ci dans une position d'endettement insolvable.

Ce dernier point a été excellemment traité dans une brochure intitulée "*A Twentieth Century Economic System*", également publiée par l'Economic Reform Club. Nous y lisons : "La responsabilité que ce projet place carrément sur chaque nation de maintenir un équilibre entre ses importations et ses exportations ne doit en aucun cas être transférée à une Banque centrale Internationale de Clearing. Si cette tâche était confiée à une Banque centrale Internationale, au lieu que chaque nation soit libre de résoudre ses propres problèmes intérieurs à sa manière, nous serions une fois encore revenus à l'ancienne condition de guerre financière pour le contrôle de l'Autorité

Monétaire Centrale, qui à son tour serait maîtresse des affaires intérieures des nations prétendument indépendantes."

Il est utile de citer ici ce que Sir Reginald Rowe écrit à propos du Plan Morgenthau, dans une lettre au *Times* qui demeura impubliée : "Les propositions Morgenthau très franchement, disait-il, mettent l'or sur son précédent piédestal ou presque. Ceci veut dire que tout pays possédant ou produisant d'importants stocks d'or, qui n'ajoutent rien à la richesse réelle dans le monde, aura ainsi la possibilité d'obtenir une grande part de cette richesse réelle sans y contribuer. Qui s'en rend compte pourrait-il l'approuver ? Le mouvement réel de l'or, sauf erreur de ma part, continuerait de s'effectuer d'un trou dans la terre (la mine) à un autre, mais le second trou serait sous les pieds des gardiens du nouveau Fonds International au lieu d'être comme maintenant sous Fort Knox. Outre cela, les propositions de Mr Morgenthau impliquent un tel degré, même si indirect, d'assujettissement de la politique monétaire intérieure de tout "pays membre" au jugement de douze personnages, que ces apôtres de la finance pourront effectivement devenir nos maîtres à tous."

On pourra prendre connaissance des critiques du Pr Soddy aux plans Morgenthau et Keynes dans la brochure "*The Arch-Enemy of Economic Freedom*" déjà mentionnée.

Un Code économique international

A la fin du Chapitre VIII de son utile ouvrage "*An Outline on Money*" déjà souvent cité ici, Mr Geoffrey Crowther évoque la nécessité d'un code précis de lois économiques internationales à concevoir, et d'un accord entre les puissances pour utiliser leurs pouvoirs économiques pour sanctionner tout transgresseur. Nous avons déjà souligné aux Chapitres II et III que la voix du Saint Père doit être le facteur décisionnel de la moralité des décisions politiques et économiques de toute future Ligue des Nations.

Sa Sainteté le Pape Pie XII a montré dans son Encyclique *Summi Pontificatus* que les normes adoptées par le monde moderne sont corrompues à la base du fait que les peuples du monde, de par le déclin de la foi au Christ, perdent contact avec les principes de droit comportement. Seul le Pape peut fonder le nouvel ordre des choses sur le roc inébranlable de la Révélation chrétienne et de la Loi naturelle. Sans lui, tous ces plans si vantés ne valent pas le papier sur lesquels ils sont écrits.

En matière d'économie, deux points doivent faire spécialement l'objet d'un accord international.

Le premier concerne le commerce d'argent. Faire commerce de l'étalon de mesure monétaire d'un pays comme si c'était un produit banal, et donc faire varier sa valeur, devrait être considéré comme un crime punissable au même titre que d'essayer de jouer avec les poids et mesures du pays. Les nations devraient s'accorder sur les peines à infliger pour toute tentative d'interférer avec leur moyen d'échange respectif, et sur le mode de procédure d'extradition, etc., en cas de crime de ce genre.

Les spéculations boursières sur les monnaies devraient également être interdites comme opposées à la paix et à l'ordre, aussi bien national qu'international. D'autre part, des règles strictes devraient être instituées à propos des spéculations boursières en général. Il y a longtemps que l'on attend une réforme des bourses de valeurs dans le monde entier. Nous avons vu combien les spéculations contraires à la justice sociale et au Bien commun sont favorisées par la fabrication privée du crédit bancaire. Les spéculations boursières visant au gain par toutes sortes de manœuvres trompeuses sont opposées à la doctrine sociale chrétienne du juste prix. Ces spéculations remplacent le juste prix par un prix forcé et factice, fixé par un individu ou par plusieurs en vue d'un gain privé.⁽⁵⁷⁾

⁽⁵⁷⁾Mgr Pie, de Poitiers, avait demandé en 1855 que des décrets concernant la spéculation fussent mis au programme du Concile du Vatican. Au Moyen Age, on faisait toujours preuve d'une grande sévérité pour les crimes contre la Justice sociale ou légale, comme les monopoles ou les prix factices. Certains points de l'examen de conscience pour la Confession tirés des anciens manuels sont cités dans "L'Usure aux temps présents" du P. Dehon, notamment : "Je m'accuse d'avoir

Pour terminer, je recommande à la considération des lecteurs les remarques suivantes sur les droits de succession, faites par le Comte de Portsmouth dans "Alternative to Death".

"Les droits de succession sont l'ennemi de la continuité et de la responsabilité personnelle... La politique d'imposer des droits de succession sur la propriété qui a été tenue de manière responsable ne peut bénéficier qu'au banquier, au spéculateur et au gros capitaliste, et par corollaire au Communiste, qui pour atteindre ses objectifs souhaite une dictature prolétarienne et la mise en tutelle de tous les biens....

"La terre n'est pas le seul type de propriété tenue de manière responsable qu'il faudrait exempter de droits de succession. Les entreprises industrielles de propriété familiale et à direction familiale, et où les conditions de travail sont saines pour les ouvriers, devraient également être exemptées de droits de succession pour cette même raison que la continuité et la sécurité dans les relations personnelles y sont par conséquent établies...

organisé un monopole avec mes confrères, c'est à dire d'avoir fait un accord pour vendre quelque chose à un prix trop élevé, ou pour acheter à trop bas prix, ou pour accaparer en vue de faire monter le prix. Je m'accuse d'avoir réussi à vendre un article plus cher qu'il ne valait en mentant et à l'aide d'affirmations trompeuses. Je m'accuse d'avoir vendu quelque chose dont avait besoin mon voisin pour un prix plus élevé que cela ne valait." Cf "La Bourse et la conscience", par Ed. Janssens, professeur à l'Université de Liège, pp. 24-26, et "L'Encyclique Vix Pervenit" par l'Abbé P. Thibierghien (ed. Spes), pp 63-64.

Dans sa conférence sur la justice sociale déjà citée, le RP. Gillet, O.P., souligne que ceux qui investissent leur argent dans des choses telles que les cinémas et les salles de danse, en vue du gain et sans égard au Bien Commun, pèchent contre la justice sociale. Il dit que le cinéma est devenu une école d'immoralité et que les dancings sont des centres d'immoralité.

(NDT : C'était avant 1939 ! Que dire depuis ... Le cinéma, la télévision, les jeux vidéo, le théâtre, le roman, la musique et l'art (prétendu) sont devenus des agents d'immoralisme, de satanisme et d'esprit révolutionnaire. Ces moyens furent pris comme outils de subversion par le Komintern dès les années trente (Cf. brochure sur l'Ecole de Francfort, de l'Action Familiale et Scolaire) et bien avant par l'Illuminisme (Buonarotti en Belgique). On note combien a grandi l'audace des média dans la license et la publicité des perversions, ce dont use la judéo-maçonnerie pour faire évoluer les esprits du public vers l'immoralisme et la satanisation.)

"Le principe de la Société Anonyme est mauvais en ce qu'il remplace la propriété responsable par une direction anonyme qui peut cacher toutes sortes de subterfuges financiers et de liens. Il conduit aux monopoles et à la prétendue rationalisation géante, caractéristique de l'Etat esclave. A l'inverse la Société Anonyme permet toutes les machinations frauduleuses du failli professionnel. Les actions détenues de Sociétés Anonymes devraient donc être, elles, sujettes aux droits de succession.

"Les participations dans ce que l'on nomme les Fonds de placements financiers^(*) devraient être soumises à des droits de succession encore plus élevés, car comportant encore moins de risques et encore moins de responsabilités que les placements en actions ordinaires de Sociétés Anonymes.

"La propriété financière internationale est une source d'irresponsabilité encore plus grande et de plus grands maux, car elle peut conduire à sacrifier à un gain irresponsable sa propre population. C'est la cause de guerres et de dépressions, et elle crée une insécurité généralisée au monde entier au nom du progrès.

(*) (NDT : Ces fonds de placement, SICAV, fiduciaires, « hedge funds » etc., ont été parmi les fauteurs de la bulle spéculative et de l'effondrement financier mondial de 2008. Gérés en vue du rendement financier maximum, ces fonds, qui ne sont pas liés aux réglementations déjà si minimales des banques, placent l'argent des participants en des paniers d'actions de sociétés qui offrent le rapport le plus élevé, quand bien même tireraient-elles leurs bénéfices de spécialités anticonceptionnelles et abortives, de matériel de guerre vendu pour alimenter des guerres civiles et révolutionnaires, de fabrications d'articles et de vêtements par du personnel quasi-esclave, et revendus en Occident à des prix dix, vingt ou peut-être cent fois leur prix de revient. Les gestionnaires des fonds arbitrant sans arrêt leur panier de valeurs, le déposant privé, même en supposant qu'il s'est assuré en entrant dans une SICAV que le panier d'investissements est irréprochable moralement, ne peut savoir le lendemain si celui-ci n'a pas changé ... Ces fonds ont dérivé de plus en plus vers l'obscurité et la spéculation effrénée, sans plus guère de rapports avec l'activité productrice réelle, ouvrant la porte aux montages malhonnêtes et aux agissements d'aigrefins internationaux.... Les hauts responsables politiques claironnent, depuis la crise financière et bancaire de 2008, la nécessité d'une régulation plus stricte de la Finance... mais le Gouvernement Conservateur Britannique vient d'annoncer le 16 juin 2010 la suppression de l'organisme britannique actuel et son remplacement par un organisme nouveau, filiale directe de la Banque d'Angleterre ! ...)

Aucune paix ne peut exister jusqu'à ce que la sécurité de la famille soit assurée et que l'agrégat des familles que l'on appelle la nation soit aussi en sécurité dans la mesure de ce qu'elle peut maîtriser par elle-même. Ceci n'éliminera peut-être pas totalement la guerre, mais cela éliminera certainement les causes les plus fertiles de guerres. C'est donc à juste titre qu'il faut décourager ce genre de placements en les taxant d'importants droits de succession... De cette façon, la terre serait de nouveau considérée sous son véritable éclairage comme la propriété la plus précieuse, exigeant de son propriétaire la plus grande responsabilité. De la même manière, on découragera ce que les Français désignent si justement sous le nom de Société Anonyme ou à responsabilité limitée, pour favoriser la petite entreprise en nom personnel détenue de manière responsable. Cette politique découragera la conception instaurée par le Gouvernement et qui n'a cessé de s'amplifier depuis l'époque de William et Mary, par laquelle, pour des avantages politiques immédiats, on enchaîne les futures générations à une dette usuraire."

À titre d'exemple des monopoles auxquels il fait allusion, le comte de Portsmouth cite le pouvoir économique de la Palestine Economic Corporation en 1941. Il ajoute ceci : "Le siège de la Palestine Economic Corporation ne se trouve pas en Palestine ni au Levant ni en Angleterre, qui est responsable de la loi et l'ordre en Palestine. Mais il se trouve à New-York, Lexington Avenue". Et il en cite les noms des Administrateurs, d'après le *Manuel of Investments*, de Moodie, de 1942.

APPENDICE

LES CINQ POINTS DE PAIX DU PAPE PIE XII

Dans son allocution aux Cardinaux, en la veille de Noël 1939, Sa Sainteté formula comme suit les conditions essentielles d'une paix satisfaisante :

1) Le droit à l'existence et à l'indépendance de toutes les nations, grandes et petites, puissantes ou faibles doit être assuré. La volonté d'existence d'une nation particulière ne doit jamais équivaloir à une sentence de mort pour une autre nation. Réparation doit être faite des violations passées de ces droits, en accord, non pas avec la force militaire ou l'intérêt égoïste, mais selon les règles de la justice et de l'équité naturelle.

2) L'ordre ainsi établi, s'il veut avoir la caractéristique d'une paix véritable, c'est à dire d'une tranquillité durable, doit s'accompagner d'un désarmement spirituel et matériel, organique et progressif, par un accord mutuel. Faute que cela soit assuré, les termes de la paix se révéleront inconsistants. Les nations doivent se délivrer de l'esclavage de la course aux armements et du danger que la force matérielle, au lieu de servir à protéger les droits, ne devienne un instrument pour les violer.

3) En créant ou en reconstituant les institutions internationales dont le rôle est si élevée, il importera de profiter de l'expérience de l'inefficacité ou du mauvais fonctionnement de semblables institutions dans le passé. Comme il est pratiquement impossible au moment où la paix est négociée de tout prévoir et de parer à tout, il importe que des institutions juridiques soient établies pour garantir que les termes de la paix soient fidèlement exécutés, et, en cas d'un besoin reconnu, pour permettre de les réviser et de les amender afin d'éviter des violations et des interprétations unilatérales et arbitraires des termes de paix en question.

4) Afin d'arriver à un meilleur ordre européen, l'attention doit être portée aux vrais besoins et aux justes demandes des nations et des peuples ainsi que des minorités ethniques. Même si ces demandes sont en conflit avec des traités existants ou d'autres titres juridiques,

elles demandent à être examinées avec bienveillance en vue d'une solution pacifique, et, au besoin, par une révision équitable, prudente et négociée des traités.

5) Les termes de paix les meilleurs et les plus complets seront voués à l'échec à moins que les Gouvernements et les peuples n'acquièrent de plus en plus cet esprit qui seul peut donner vie, autorité et force contraignante à la lettre morte des conventions internationales : un sens de profonde responsabilité qui juge les lois humaines selon les normes de la loi de Dieu : la faim et la soif de justice qui ont été bénies dans le Sermon sur la Montagne, et cet amour universel qui résume l'idéal chrétien.⁽⁵⁸⁾

L'ALLOCUTION DE NOËL 1941 DU PAPE PIE XII

Les cinq points fondamentaux d'un ordre nouveau

1) *Les Droits des petites nations :*

Dans le cadre d'un nouvel ordre fondé sur les principes de la morale, il n'y a pas place pour la violation de la liberté, de l'intégrité et de la sécurité d'autres États, quelle que soit leur étendue territoriale et leur capacité de défense. S'il est inévitable que les grands États, par suite de leurs potentialités et de leur puissance, jouent un rôle dirigeant dans la formation des ensembles économiques comprenant non seulement eux-mêmes mais aussi des États plus faibles, il reste cependant indispensable que, dans l'intérêt du bien commun, eux et tous les autres respectent les droits de ces petits États à la liberté politique, au développement économique, et, dans le cas de conflits entre nations, à une protection adéquate de la neutralité qui est la leur, selon la loi tant naturelle qu'internationale.

2) *Les droits des minorités :*

Secundo, dans le cadre d'un nouvel ordre fondé sur les principes moraux, il n'y a pas place pour l'oppression ouverte ou occulte des caractères culturels et linguistiques des minorités nationales, ni pour

⁽⁵⁸⁾ Les cinq points de paix sont tirés de "Pope Pius XII on World Order" du Rev. Lewis Watt, S.J., pp. 40-41.

entraver ou restreindre leurs ressources économiques, ou pour limiter ou abolir leur fécondité naturelle.

3) *Non à la thésaurisation des ressources naturelles*

Tertio, dans le cadre d'un nouvel ordre fondé sur les principes moraux, il n'y a pas place pour cet égoïsme froid et calculateur qui tend à se réserver les ressources naturelles et les matières premières destinées à l'usage de tous, au point de ne plus en permettre l'accès aux nations moins favorisées par la nature.

4) *Une limitation progressive des armements est essentielle*

Quatrièmement, dans le cadre d'un nouvel ordre fondé sur les principes moraux, une fois éliminés les plus dangereux principes de conflits armés, il n'y a pas place pour une guerre totale ni pour une course folle aux armements. Il ne faut plus permettre de faire sombrer une troisième fois la race humaine dans la calamité d'une guerre mondiale, avec la ruine économique et sociale et la dissolution morale et l'effondrement qui en sont la suite.

Afin que l'humanité soit préservée d'un tel malheur, il est essentiel de procéder avec sincérité et honnêteté à une limitation progressive des armements.

5) *Pas de persécution de la Religion*

Cinquièmement, dans le cadre d'un nouvel ordre fondé sur les principes moraux, il n'y a pas place pour la persécution de la Religion et de l'Eglise.⁽⁵⁹⁾

QUELQUES EXTRAITS DE L'ALLOCATION DE NOËL 1942 DU PAPE PIE XII

Il est vrai que la route menant de la nuit à la pleine lumière du jour sera longue... Sur ses cinq bornes milliaires sont gravées les maximes suivantes :

⁽⁵⁹⁾ Texte tiré du *Catholic Herald* du 2 janvier 1942

Première borne milliaire

Dignité et droits de la personne humaine :

Celui qui veut que s'élève et brille sur la société l'étoile de la Paix doit coopérer pour sa part à rendre à la personne humaine la dignité qui lui a été donnée dès l'origine par Dieu.

Il doit faire obstacle à l'enrégimentement excessif des hommes comme s'ils étaient une masse sans âme, enfoncés dans des sables mouvants économiques, sociaux, politiques, intellectuels et moraux, sans fermes principes ni convictions fortes, proie de l'excitation émotionnelle et de l'inconstance.

Il doit favoriser, par tous moyens légaux et dans toutes les sphères de la vie, les institutions sociales dans lesquelles la pleine responsabilité personnelle est garantie à la fois dans l'ordre des choses terrestres et des éternelles.

Il doit faire observer le respect des droits fondamentaux suivants de la personne et en soutenir la réalisation pratique :

Le droit de maintenir et de développer sa vie physique, intellectuelle et morale et tout spécialement le droit à la formation religieuse et à l'éducation ;

Le droit d'adorer Dieu en privé et en public et de faire des œuvres religieuses de charité ;

Le droit de se marier et de remplir le but du mariage

Le droit à la société conjugale et domestique

Le droit au travail comme moyen indispensable pour le maintien de la vie de famille

Le droit à choisir librement son état de vie, y compris le sacerdoce ou la vie religieuse ;

Le droit à faire usage des biens matériels dans le respect de ses devoirs et des limitations sociales.

Seconde borne milliaire :

Le sens de l'unité sociale et spécialement de la famille : Celui qui veut que s'élève et brille sur la société l'étoile de la Paix doit rejeter toute forme de matérialisme qui ne voit dans le peuple qu'un troupeau d'individus, divisé et sans aucune cohésion interne, considéré comme une masse bonne à dominer et à traiter avec arbitraire. Il doit

s'efforcer de comprendre la société comme une unité intrinsèque, adulte et mature, guidée par la Providence, une unité qui dans les limites qui lui sont assignées et en fonction de ses aptitudes propres tend par la collaboration des diverses classes et professions vers des buts éternels et toujours nouveaux de culture et de religion.

Il doit défendre l'indissolubilité du mariage .

Il doit donner à la famille, cette cellule de base du peuple, l'espace, la lumière et l'air, de sorte qu'elle puisse répondre à sa mission de perpétuer la vie et d'éduquer les enfants dans un esprit qui corresponde à ses propres et vraies convictions religieuses, et qu'elle puisse préserver, fortifier et reconstituer dans la mesure où elle le peut et le vise, son unité économique, spirituelle, morale et juridique. Il doit prendre soin que les avantages matériels et spirituels de la famille soient partagés par ses domestiques.

Il doit lutter pour assurer à toutes les familles une demeure où l'on puisse vivre, dans toute sa vigueur et son mérite, une vie de famille matériellement et moralement saine.

Il doit veiller à ce que le lieu de travail ne soit pas tellement éloigné du domicile que le chef de famille et l'éducateur des enfants ne devienne comme un étranger dans sa propre demeure.

Il doit veiller par-dessus tout à ce que le lien de confiance et d'aide mutuelle se rétablisse entre la famille et l'école publique, ce lien qui en d'autres temps donna de si heureux résultats, mais qui désormais a été remplacé par la défiance lorsque l'école, influencée et dirigée dans un esprit matérialiste, corrompt et détruit ce que les parents ont instillé dans les esprits de leurs enfants.

Troisième borne milliaire

Dignité et prérogatives du travail

Celui qui veut que s'élève et brille sur la société l'étoile de la Paix doit donner au travail la place qui lui a été assignée par Dieu dès l'origine. Comme moyen indispensable pour acquérir cette maîtrise de l'homme sur le monde que Dieu souhaite pour Sa Gloire, tout travail a sa dignité intrinsèque, et en même temps a un lien étroit avec la perfection de la personne. Telle est la noble dignité et le privilège du travail, qui ne sont en aucun cas rabaisés par la fatigue et le fardeau

à porter en obéissance et soumission à la volonté de Dieu, conséquence du péché originel. Ceux qui sont familiarisés avec les Encycliques de Nos Prédécesseurs et avec Nos précédents messages savent bien que l'Eglise n'hésite pas à tirer les conclusions pratiques qui dérivent de la noblesse morale du travail, et à leur donner tout l'appui de son autorité. Ces exigences, outre celle d'un juste salaire couvrant les besoins du travailleur et de sa famille, comprennent la conservation d'un ordre social qui rende possible d'assurer une propriété privée, fut-elle modeste, pour toutes les classes de la société ; qui promeuve l'accès à l'instruction supérieure aux enfants de la classe ouvrière qui en ont spécialement la capacité intellectuelle et la volonté ; qui promeuve l'attention et pratique la sociabilité dans son voisinage immédiat, dans le canton, la province, le peuple et la nation, un esprit qui adoucisse les frictions suscitées par les privilèges et les intérêts de classe ; qui enlève aux travailleurs le sentiment qu'ils sont à l'écart d'une solidarité authentiquement humaine et paternellement chrétienne.

Quatrième borne milliaire

Restaurer un Etat de Droit

Celui qui veut que s'élève et brille sur la société l'étoile de la Paix doit collaborer à une restauration complète de la légalité. Le respect de la loi est aujourd'hui souvent altéré et rejeté par la profession et la pratique d'un positivisme et d'un utilitarisme au service de groupes déterminés, de classes et de mouvements dont les programmes dirigent et déterminent le cours de la législation et les pratiques des Cours de Justice. Le remède à cette situation devient possible si l'on éveille de nouveau la conscience à une légalité reposant sous la souveraineté suprême de Dieu et protégée de tous les errements humains ; à la conscience d'un ordre qui étende son bras protecteur ou vengeur sur les droits inaliénables de l'homme et les protège contre les attaques de toute puissance humaine.

De l'Etat de Droit tel que voulu par Dieu découle le droit inaliénable de l'homme à la sécurité devant la loi, et du fait même à une sphère particulière de droit protégée contre toute attaque arbitraire. Les

rapports de l'homme avec son semblable, de l'individu avec la société, avec l'autorité, avec son devoir civil, et les rapports de la société et de l'autorité avec l'individu, doivent reposer sur une ferme base légale, et être gardés, lorsque le besoin se fait sentir, sous la protection et l'autorité de la Justice .

Ceci présuppose :

- a) un Tribunal et un juge qui prennent leurs directives à partir d'un code défini et clairement formulé ;
- b) des normes juridiques claires, qui ne soient pas renversées par un appel abusif à un sentiment populaire supposé, ou par des considérations simplement utilitaires ;
- c) La reconnaissance du principe que même l'Etat et les fonctionnaires et organisations qui en dépendent ont l'obligation de modifier ou de retirer toute mesure dommageable à la liberté, à la propriété, à l'honneur, au progrès ou à la santé de l'individu.

Cinquième borne milliaire

Une conception de l'Etat selon l'esprit Chrétien :

Celui qui veut que s'élève et brille sur la société l'étoile de la Paix doit coopérer à l'établissement d'une conception et d'une pratique de l'Etat fondées sur une discipline raisonnable, une noble charité et un esprit chrétien responsable. Il doit aider à restaurer l'Etat et sa puissance au service de la société humaine et de la pleine reconnaissance du respect dû à la personne humaine et à ses efforts pour parvenir à sa destinée éternelle. Il doit s'appliquer et se vouer à dissiper les erreurs qui visent à détourner l'Etat et son autorité des voies de la moralité et à rompre les liens essentiellement éthiques qui le lient à la vie individuelle et sociale, conduisant l'Etat à nier ou en pratique à ne faire aucun cas de sa dépendance essentielle sous la volonté du Créateur. Il doit œuvrer pour la reconnaissance et la diffusion de la Vérité, qui enseigne que, même en matière temporelle, le sens le plus profond, la base morale et le droit universel à gouverner reposent sur le devoir de servir." ⁽⁶⁰⁾

FIN

⁽⁶⁰⁾ Texte tiré du *Catholic Herald* .

IV^{ème} PARTIE LA DECADENCE POLITIQUE ET LE DIVIN PLAN POUR L'ORDRE	5
Chapitres XIII à XVI	5
CHAPITRE XIII LA RÉVOLTE PROTESTANTE CONTRE L'ORDRE	7
La préparation de mauvaises décisions nationales.....	7
Le déclin de la sagesse intellectuelle de l'Ordre.....	9
L'exil en Avignon(1308-1377).....	9
Le Grand Schisme (1378-1417).....	10
Influence du Droit Romain et de l'Occamisme.....	10
L'affaiblissement de la volonté par le déclin des vertus.....	11
Luther et l'Occamisme.....	12
Conséquences du Luthéranisme.....	15
CHAPITRE XIV LA RÉVOLUTION FRANÇAISE DE 1789	21
Signification de la Révolution.....	21
Naturalisme et Révolution.....	25
La Déclaration des Droits de l'homme.....	26
La nation juive et la Révolution française.....	30
Conséquences de la Révolution Française.....	32
L'opposition entre l'Eglise Catholique et la Révolution française.....	35
Responsabilité de la Franc-Maçonnerie dans les révolutions.....	38
Les deux courants issus de la Révolution Française.....	41
CHAPITRE XV LA RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE DE 1917	47
Le rôle de l'Angleterre dans la Révolution Bolchevique.....	49
Le rôle de l'Allemagne dans la révolution bolchevique.....	64
Le rôle de la nation juive dans la Révolution bolchevique.....	67
a) La nation juive dirige le mouvement communiste.....	70
b) Le Bund juif et la révolution bolchevique.....	72
c) Les différences entre Bolcheviques et Mencheviques.....	79
d) L'Organisation Centrale Juive et la révolution à Odessa en novembre 1905.....	81
e) A l'heure du triomphe.....	84
f) L'alliance de la Finance juive avec le Communisme.....	86
APPENDICE La nationalité de Lénine.....	95
CHAPITRE XVI RÉACTIONS CONTRE LE NATURALISME DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE	97
Une réaction ordonnée implique d'accepter la Royauté du Christ dans son intégrité.....	97

La réaction de la Pologne.....	98
La réaction de l'Espagne.....	106
La réaction du Portugal.....	108
La réaction de l'Irlande.....	116
Une grande ignorance du sens du naturalisme.....	116
Wolfe Tone et le Vicaire du Christ.....	117
Wolfe Tone et les Juifs dans l'attente du messie naturel.....	118
Wolfe Tone, le naturalisme et l'anti-surnaturalisme.....	119
L'ignorance chez Wolfe Tone du sens réel de la Maçonnerie.....	121
L'ignorance de James Conolly du sens et des objectifs du Communisme (Socialisme marxiste).....	123
L'ignorance chez James Conolly des enseignements catholiques.....	126
La Constitution irlandaise de 1937.....	131
Le Système monétaire irlandais.....	143
La réaction de l'Allemagne.....	145
La Prusse et la Judéo-Maçonnerie.....	145
La réaction de l'Allemagne, antagoniste de l'Eglise Catholique.....	150
Les sources de la théorie allemande de la race.....	160
La philosophie de Kant, Fichte et Hegel.....	162
L'instinct racial allemand remplace l'esprit allemand comme force formatrice du monde : Gobineau et H. ST. Chamberlain.....	165
La théorie raciale allemande (Nationale-Socialiste) et la liberté individuelle.....	171
La Franc-Maçonnerie Prussienne et le Mouvement National-Socialiste.....	174
La réaction de l'Italie.....	175

Ve PARTIE LE DESORDRE ECONOMIQUE ET LE DIVIN PLAN POUR L'ORDRE.....183

CHAPITRE XVII QUELQUES ASPECTS DU DESORDRE ECONOMIQUE.....	185
La révolution anglaise de 1688 et la Banque d'Angleterre.....	186
Les Juifs et l'expédition de Guillaume d'Orange en Angleterre.....	188
La Banque d'Angleterre, Locke et la Franc-Maçonnerie.....	192
La Banque d'Angleterre, ses fondateurs, son histoire.....	192
Locke (et Burnet).....	195
La Loge de la Banque d'Angleterre.....	197
Principes erronés adoptés par la Banque d'Angleterre en matière d'émission monétaire.....	198

La redécouverte par Berkeley de quelques sains principes concernant la monnaie.....	205
La vie économique française sacrifiée, en vue d'éliminer l'appartenance au Christ.....	210
Frédéric-le-Grand et la Révolution française.....	210
Bismarck et Gambetta.....	212
L'attaque contre la famille chrétienne, l'institution du divorce.....	214
Le coût financier de l'élimination du Christ des écoles françaises.....	215
Un vol légalisé sous un faux prétexte.....	219
Les signes avertisseurs de la IIe guerre mondiale négligés.....	222
APPENDICE Le Cardinal Pie de Poitiers et Napoléon III.....	227

CHAPITRE XVIII LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTALON-OR ET LE DÉSORDRE ÉCONOMIQUE..... 230

Quelques principes financiers de saint Thomas d'Aquin.....	230
L'invention des banquiers.....	231
La finance nationale et l'étalon-or.....	236
Ce que signifient inflation et déflation.....	243
Quelques exemples historiques de déflations planifiées.....	247
Le Commerce international et l'étalon-or.....	258
L'incitation à la guerre et aux destructions.....	268

CHAPITRE XIX LES PRINCIPES ÉCONOMIQUES DE SAINT THOMAS D'AQUIN ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTALON-OR..... 278

L'usure ou l'étalon-or envisagé du point de vue de sa causalité efficiente.....	278
La monnaie comme mesure stable des choses à vendre, ou l'étalon-or considéré du point de vue de sa causalité formelle.....	289
Deux théories monétaires : la théorie quantitative et la théorie qualitative, ou de la monnaie matière, ou l'étalon-or considéré du point de vue de la causalité matérielle.....	291
Le but de la monnaie, ou l'étalon-or envisagé du point de vue de la causalité finale.....	297
a) L'Agriculture.....	298
b) La ruine des petits propriétaires et des petits producteurs.....	304
c) Le pain.....	308
d) L'enrégimentement du corps médical.....	317
e) La publicité de "Médications" et produits de santé.....	318
f) La vie familiale.....	325

CHAPITRE XX LES PRINCIPES POLITIQUES DE SAINT THOMAS D'AQUIN ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTALON-OR	331
Manieurs d'argent et Gouvernements	331
Le système de la Réserve Fédérale	338
Les forces naturalistes à l'œuvre en faveur de la centralisation	351
Le système de Réserve Fédérale, une création d'inspiration germano-juive (cartellisation mondiale et système bancaire)	362
La Réserve Fédérale et la lutte pour la suprématie financière mondiale (avec le contrôle mondial des matières stratégiques)	367
CHAPITRE XXI LES PRINCIPES POLITIQUES DE SAINT THOMAS D'AQUIN ET LA RÉFORME MONÉTAIRE	382
Principes généraux	382
Réforme monétaire nationale	387
a) Abandon de l'étalon-or intérieur	387
b) Emission du moyen d'échange légal par l'Etat	388
c) Prêt du moyen d'échange légal par la Guilde ou Corporation bancaire	392
d) Stabilité des niveaux de prix	401
e) Remarques conclusives sur la Réforme monétaire nationale	411
Le Commerce international et la monnaie	421
a) La Banque des Règlements Internationaux et le commerce international	421
b) Planification internationale et étalon-or	424
Un Code économique international	443
APPENDICE	448
LES CINQ POINTS DE PAIX DU PAPE PIE XII	448
L'ALLOCUTION DE NOËL 1941 DU PAPE PIE XII	449
QUELQUES EXTRAITS DE L'ALLOCUTION DE NOËL 1942 DU PAPE PIE XII	450
INDEX	459

INDEX

- All These Things*, 360
All These Things, de A.N. Field, 86
An Outline of Money, 386
Camino, de Balaguer, 108
Shorter History of England, 191
The Modern Idolatry ,, 269
The New Despotism, de Lord Hewart of Bury, 416
The Role of Money ,, 284
The Root of All Evil, 282
(The Role of Money du Pr Soddy, 238
2000 ans de complots contre l'Eglise de Maurice Pinay, 64
A Fraudulent Standard , d'Arthur Kitson, 249
A Shorter History of England, 186, 199
Address to the People of Ireland, de Wolfe Tone, 121
Adresse Anglaise à la Nation Allemande, de Fichte, 172
Adresses à la Nation Allemande ,, de Fichte, 162
All These Things de A. N. Field, 351
All These Things ,, 354
Alternative to Death ,, 284
Alternative to Death ,, 324
Alternative to Death ,, 444
America conquers Britain ,, 361
America Conquers Britain, 366, 433
America Conquers England, 334
An Address to the Peasantry of Ireland by a Traveller , de Wolfe Tone, 121
An Answer to Father Coughlin's Critics, 89
An answer to Father Coughlin's Critics 66
An essay on the principle of Population de Malthus, 164
An Essay on the Restoration of Property, d'Hilaire Belloc, 398
An Outline of Money, de Geoffrey Crowther, 200
An Outline on Money de Geoffrey Crowther, 342
Argument on behalf of the Catholics of Ireland, de Wolfe Tone, 121
Autobiography of a Campaigner for Christ, de David Goodstein, 124
Bank Notes and Currency Act de 1928, 236
Barrier to Health, du dr Douglas Boyd, 316
Bilder aus dem Kommunistischen Ungarn, du Dr Hans Hesele, 85
Bread in Peace and War, 319
Bread in Peace and War, 307
Britain's Jewish Problem de M. G. Marchin, 203
Britain's Problem, 199
Britain's Problem, de B.D. Knowles, 199
Catholicisme, démocratie et socialisme d'Emile Poulat, 177, 299
Chaucer de G.K. Chesterton, 273
Chaucer de G.K. Chesterton, 9
Christianisme et Franc-Maçonnerie, de L. de Poncins, 376
Christianisme positif , *Christianisme négatif*, 152
Clairvoyance de Rome , de J. Maritain, 43
colonel House, 72
Comment la Franc-Maçonnerie fait une révolution , de J. Marques-Rivière, 106
Coningsby, de Disraeli, 341
Controversy of Zion, de Dougl

- s Reed, 341
Critique de toute forme de Révélation, de Fichte, 163
Culture latine et Ordre social du RP Gillet, O.P., 42
Das Königstum Christi in Europa, du Dr Kurt Ziesché, 150
De Ecclesia, 46
De Revelatione du RP. Garrigou-Lagrange, 163
 démocratie, 169
 dépôt bancaire, 237
Diary of a Staff Officer of the British Expeditionary Force de Methuen, 24
Du Régime temporel et de la liberté, 171
Economic Peace Aims, d'Oswald Dutch, 430
Economic Peace Aims, d'Oswald Dutch, 426
Economic Tribulation de Vincent C. Vickers, 285
Economic Tribulation., 388
England and the Farmer, 317
England and the Farmer, 305
England and the Farmer., 315
English Farming de Sir John Russell, 396
English-speaking Freemasonry, 196
Essai sur l'Entendement Humain, 292
Essay on John Dryden, 195
Essays in Jewish History, de Lucien Wolff, 187
Exhortations to the Roman Catholic Clergy, de G. Berkeley, 207
Finance in the Melting Pot de Vincent Vickers., 252
Flee to the Fields, 305
Fools Gold de Fred R. Marvin, 351
Fools Gold, de Fred Marvin, 353
Freedom in Finance, 361
From Liberty to Brest-Litovsk, de A. Tyrkova-William, 65
Genève contre la Paix, 88
Genève contre la paix du Comte de St Aulaire, 252
Genève contre la paix, du comte de Saint-Aulaire, 93
Great Catholics, 195
Great Catholics., 189
Histoire de la philosophie européenne d'Alfred Weber, 164
Histoire de l'Eglise, de Marion, 214
Historiae Ecclesiasticae Propedeutica, 8
History of the Bank of England, du Pr Andreades, 192
History of the Jews in England, 187
History of the Protestant Reformation in England and Ireland, de W Cobbett, 192
How the Reformation happened, d'Hilaire Belloc., 11
Humanity Challenge, 416
Integrales Judentum, d'Alfred Nossig, 71
Interest and Usury, du RP. Bernard Dempsey, S.J., 281
 intérêts Harriman., 372
Introduction to the Principles of Human Knowledge, de Berkeley, 209
Isabelle d'Espagne de William T. Walsh, 9
James the second, d'Hilaire Belloc, 188
Journal Officiel de la Maçonnerie Française, 1885, 217
Karl Marx, vrai ou faux prophète, 150
Karl Marx, Vrai ou faux prophète de Deirdre Manifold, 325
King James the Last de Jane Lane, 188
L'Europe paienne, 172
La Bourse et la conscience, par Ed. Janssens., 444
La Dictature de la Maçonnerie, de Robert Vallery-Radot, 221
La Franc-Maçonnerie démasquée, de l'abbé Tourmentin, 53
La Justice et le prêt à intérêt, par le P. Lamarche, O.P., 278

- La Leçon du passé* par Mgr Landrieux, 211
La Leçon du passé. de Mgr Landrieux, 212
La Messagère de la Politique Divine, du P. Humbert Clérissac, 11
La Mystérieuse Internationale juive, 86
La Mystérieuse Internationale juive, de L.de Poncins, 96
La Nouvelle Sainte Alliance d'Emile Ludwig, 333
La Paix indésirable., 150
La Paix Indésirable., 325
La Paix indésirable, 289
La Réforme Politique et les Juifs de Wilhelm Dohm, 146
La Réponse à Déroulède de Madame Adam, 212
La Révolution mondiale, 124
La Révolution mondiale, 211
La Révolution Mondiale de Nesta Webster, 70
La Russie sous les Juifs, de Petrovski, 58
La Sape de l'Eglise catholique, de Mary Ball-Martinez, 177
La tranchée républicaine, 77
La Tribune Juive du 14 mai 1921., 175
Labour, Nationality and Religion, de James Conolly, 129
L'Age de Cain de Jean Pierre Abel, 358
L'Allemagne après la guerre de 1866 par Mgr Ketteler, 146
L'Antisémitisme, 126
L'attitude de St Pie X devant le modernisme, 299
Lawful Money Lectures, 295
Le Bonnet Rouge, 77
Le Diable, ses paroles, son action dans les Possédés d'Illyrie., 30
Le Financement du Nazisme, 332, 361
Le Financement du Nazisme de Pierre de Ville-marest, 222
Le Gouvernement mondial secret, 53
Le Gouvernement mondial secret, de Cherep-Spiridovich, 36
Le Juif International de H.Ford, 95
Le Juif Talmudiste de l'abbé A. Rohling, 124
Le Massacre de la Victoire, et *Les Racines de l'enfer* d'Horace de Carbuccia, 103
Le Modernisme, de Maurillo Guasco, 299
Le Mythe du vingtième siècle, de Rosenberg, 172
Le Plan communiste d'insurrection armée., 77
Le Portugal renaît de Léon de Poncins, 115
Le Règne social du Coeur de Jésus., 30
Le Secret des dieux d'Henry Coston, 274
Le Siècle du Corporatisme de Manoiiesco, 178
Le Sillon de Nel Ariès, 127
Le Songe de Descartes de J Maritain, 196
L'Eglise et le Ralliement de Phipippe Prévost, 127
L'Eglise et le ralliement et *La Condamnation de l'Action Française* de Ph. Prévost, 177
L'Eglise Romaine face à la Révolution, 118
L'Empereur Nicolas II et les Juifs, 85
L'Empereur Nicolas II et les Juifs, de A. Netchvolodow, 53
L'Ency-clique Vix Pervenit par l'abbé P. Thibierghien, 444
L'Entrée des Juifs dans la société française, de l'abbé J. Lémann, 147
Les derniers Jours des Romanof, de R. Wilton, 80
Les favorites de la IIIe République, 66
Les Favorites de la IIIe République, 62

- Les favorites de la IIIe République*, de Paul Allard, 223
- Les Origines de la Civilisation moderne*, de Godefroid Kurth, 179
- Les Origines de la Théologie moderne* de l'abbé Humbert, 14
- Les Origines secrètes du Bolchevisme*, de Salluste, 71
- Les pourquoi de la guerre mondiale*, 214
- Les Pourquoi de la guerre mondiale*, 211
- Les Pourquoi de la guerre mondiale*, 146
- Les Pourquoi de la guerre mondiale*, 215
- Les Pourquoi de la Guerre mondiale*, 145
- Les Pourquoi de la guerre mondiale*, 102
- Les Protocoles des Sages de Sion*, 341
- Les Rothschild*, d'Edouard Demachy, 88
- Les Sociétés secrètes et la Société*, 22
- Les Sociétés Secrètes et la société*, 105
- Les Sociétés Secrètes et la société*, 145
- Les Sociétés secrètes et la Société*, 36
- Les Sociétés Secrètes et la société*, 63
- Les Sociétés Secrètes et la société*, du P. Deschamps, 49
- Les Victoires d'Israel*, de Roger Lambelin, 337
- Lettre Sur le Sillon*, 129
- L'Hécatombe*, 78
- L'Histoire secrète de la Révolution espagnole* de Léon de Poncins, 106
- liberté du commerce international, 276
- L'Idealismo di Giorgio Berkeley*, de F. Olgiatti, 207
- L'Idée de Patrie et l'Humanitarisme*, 31
- London Herald*, 335
- Look to the Land*, 301
- Look to the Land*, 303, 315
- L'Union des Eglises* par l'Abbé Ch. Journet, 17
- Luther et l'Allemagne*, de l'Abbé Paquier, 17
- Luther et le Luthéranisme*, de Denifle-Paquier, 13
- Luther et le Luthéranisme*, de Denifle-Paquier, 14
- Maçonnerie et sectes secrètes* d'Epiphanius, 196
- Marx, vrai ou faux prophète* de Deirdre Manifold, 44
- Mein Kampf*, d'Adolf Hitler, 153
- Mexico, the Land of Blood-drenched Altars* de Francis G. Kelly, 106
- Monarchy or the Money Power*, de R. McNair Wilson, 246
- Money* du Pr O'Rahilly, 232
- Money and Civilization* d'Alexander del Mar, 290
- Money and the Mechanism of Exchange*, par le Pr. Jevons, 256
- Money and the Mechanism of Exchange*, du Pr Jevons, 256
- Money Creators*, 231, 249, 387
- Money Creators*, 245, 349
- Money Creators* de Miss Coogan, 401
- Money*, 395
- Money*, 237
- Money*, du Pr O'Rahilly, 231
- Mr Montagu Norman, a Study in Financial Statesmanship*, de Paul Einzig, 385
- My Mission in Russia* de Sir George Buchanan, 57
- Napoléon* d'Hilaire Belloc, 36
- National Resurrection*, du Rev. Eustace Dudley, 21
- Other People's Money* de Louis Brandeis, 345
- Our Daily Bread* du pr Joseph Reilly, 308
- Philip Dru Administrator*, 341
- Philippe Pétain* de Jacques Isorni, 222
- Pionniers de la Révolution Russe*, de J. Rappoport, 72
- Plan for Permanent Peace*, 427
- Pope Pius XII on World Order* du Rev. Lewis Watt, 448

- Post-War Monetary Stabilisation*, du Pr Gustav Cassel, 336
- Primary Visitation Charge to the Protestant Clergy of Cloyne*, de Berkeley, 207
- Professor Skinner alias Montagu Norman*, 269
- Professor Skinner alias Montagu Norman*, 272
- Professor Skinner, alias Montagu Norman*, 331
- Professor Skinner, alias Montagu Norman*, de John Hargrave, 253
- progrès au sens naturaliste, 24
- Promise to Pay*, 245
- Promise to Pay* de R. McNair Wilson, 260
- Promise to Pay*, de McNair Wilson, 260
- Promise to Pay*, 245
- Proofs of a Conspiracy against all the Religions and Governments of Europe*, 22
- Recherches sur l'esprit politique de la Réforme* de G. de Lagarde, 20
- Religion et Culture*, de J. Maritain, 142
- Religion in Soviet Russia*, de N.S. Timasheff, 70
- Reminiscences of The Socialist Labor Movement and Its Great leader Daniel de Leon*, 126
- Rise of the London Money Market*, de W.R. Bissshop, 200
- Russia's Agony* de Robert Wilton, 59
- Sketches of Anglo-Jewish History* de James Picciotto, 187
- Tax Bonds or Bondage*, 333
- Tax Bonds or Bondage*, 332
- The Anatomy of Exchange Alley or a System of Stock Jobbing*, 189
- The Bank of England from Within, 1694-1900* de Marston Acres, 194
- The Bankers Conspiracy*, 294
- The Banker's Conspiracy*, d'Arthur Kitson, 250
- The Banker's Conspiracy*, 263
- The Cause of World Unrest*, 99
- The Constitutions of Freemasonry or Abiman Rezon*, 209
- The Crimes of England*, de G.K. Chesterton, 52
- The Dissolution of an Empire*, de Meriel Buchanan, 59
- The Enigma of James II* de M.V. Hay, 188
- The Enigma of James II* de Malcolm V. Hay, 195
- The Ethics of Interest* du P Lewis Watt, S.J., 278
- The Fall of the Russian Empire*, 95
- The Fall of the Russian Empire* du RP. E.A. Walsh, S. J., 63
- The Fall of the Russian Empire*, 69
- The Federal Reserve System: its Origin and Growth*, de Paul Warburg, 343
- The French Revolution*, de Nesta Webster, 211
- The Future of Auditing*, 327
- The German-Bolshevik Conspiracy*, d'Edgar Sisson, 66
- The History of the Jews in England* d'Albert M. Hyamson, 186
- The Intimate Papers of Colonel House*, 340
- The Jews and the British Empire* de L. Fry, 186
- The Kingship of Christ and the Modern World*, 227
- The Labouring Earth*, de C. Alma Baker, 297
- The Men behind Hitler*, de Bernhard Schreiber, 150
- The Merchant of Revolution, the Life of Alexander Israel Helphand (Parvus)*, de Zeman, Zbynek, Scharlau & Winfried, 56

- The Modern Idolatry*, 264, 266, 284
The Modern Idolatry, 256
The Modern Idolatry, 247, 273, 287, 325
The Modern Idolatry de Jeffrey Mark, 234
The Modern Idolatry, de Jeffrey Mark, 235
The Mystical Body of Christ in the Modern World, 20, 25, 89, 287
The Mystical Body of Christ in the Modern World, 22, 68
The Mystical Body of Christ in the Modern World, 151
The Mystical Body of Christ in the Modern World, 123, 133, 338
The Mystical Body of Christ in the Modern World, 70
The O'Dwyers of Kilnarnagh, de Sir Michael O'Dwyer, 301
The Old Lady Unveiled de J.R. Jarvie, 334
The Old Lady Unveiled de J.R. Jarvie, 193
The Path to Freedom de Michael Collins, 123
The Persecution of the Catholic Church in the Third Reich, 158
The Polish Jew de Béatrice Baskerville, 74
The Pope Speaks de Charles Rankin, 357
The Principal Cause of Unemployment de D.W. Maxwell, 254
The Principal Cause of Unemployment, de D.W. Maxwell, 237
The Principle Cause of Unemployment, 245, 261
The principle Cause of Unemployment, 256
The Querist de G. Berkeley, 204
The Rape of the Earth de G. V. Jacks et R.O. Whyte, 297
The Reign of the Elders, 89
The Rise and Progress of Poverty in England de W. G. Wilkins, 300
The Role of Money, 331
The Role of Money, 290
The Role of Money, 279
The Role of Money, du Pr Soddy, 242
The Root of All Evil, 280
The Root of All Evil, 288, 289, 401
The Root of All Evil de Sir Reginald Rowe, 259
The Root of All Evil, 436
The Root of All Evil de Sir Reginald Rowe, 279
The Rulers in Russia, 89
The Rulers of Russia, 150
The Rulers of Russia, 158
The Rulers of Russia, 59
The Secret Power of Masonry, de A. Selianinov, 91
The Story of "St. 25" de Sir Paul Dukes, 86
The Tragedy of the Stuarts de J.D. Gleeson, 192
The Treasury, de Sir Thomas L. Heath, 331
The Truth about the Slump de A.N. Field, 285
The Truth about New-Zealand, 398
The Truth about the Slump, 86, 334, 369
The Truth about the Slump, 359, 362, 366
The Truth about the Slump, 337, 338, 340, 366
The Truth about the Slump, 343
The Truth about the Slump, de A. N. Field, 64
The Truth about the Slump, 361
The Two Nations, 204
The Two Nations, de Christopher Hollis, 192
The Tyranny of Gold de Hiskett, 203

- The War of Anti-Christ with the Church and Christian Civilisation* de Mgr Dillon, 49
The Weekly Review 5 octobre 1944, 350
The World at the Cross-roads, de Maurice Brasol, 67
This Age of Plenty, de C.M. Hattersley, 421
Top Secret, 351
Top Secret, 360
Top Secret, Secrets d'Etat Anglo-Américains, de Léon de Poncins, 333
Top Secret, 358
Top Secret, de L. de Poncins, 377
Tragedy and Hope, de Carol Quigley, 369
Traitors Within (Inspecteur Fitch), 96
Trois Réformateurs, 161
Vie de Lénine, de Pierre Chasle, 96
Wall Street and the Rise of Hitler, 361
Wall Street under Oath, 345, 347
War Memoirs, de Lloyd George, 62
Waters Flowing Eastwards de L. Fry, 354
Wealth, Virtual Wealth and Debt, du Pr Soddy, 400
Weltfreimaurerei, Weltrevolution, Weltrepublik, de Wichtl, 63
Weltfreimaurerei, Weltrevolution, Weltrepublik, 148
Wolsey de Hilaire Belloc, 9
Woman de Bebel, 125
inflation et déflation, 286
Les Pourquoi de la Guerre Mondiale, de Mgr Delassus, 30
Mémoires de Marmontel, 92
The Principle Cause of Unemployment de D.W. Maxwell, 289
The Role of Money, 244
Histoire secrète de la Révolution espagnole, de L. de Poncins, 107
Life of Gladstone de Morley, 331
Encyclique Immortale Dei, Sur la Constitution Chrétienne des Etats, 133
Die Juden und das Wirtschaftsleben, 190, Luther, 14
An Outline on Money, 260
Espana tenia razon, de M. Doussenaque, 376
Les Sources de l'Idéalisme de Régis Jolivet, 162
Méditations de P. Emmanuel, 19
La Pétition contre la Franc-Maçonnerie de Prache, 221
Culture latine et Ordre social, 42
Le gouvernement mondial secret, 211
Look to the Land, de Lord Northbourne, 200
The Servile State et The Restoration of Property, de Hilaire Belloc, 306
Toward World Government, 114
"Une Révolution dans la Paix", 113
"Une révolution dans la paix", de Dr O. Sa lazar, 110
"De l'Origine des espèces", de Darwin, 164
"Demokratenpresse im Lichte Prager Geheimakten", de Rudolf Urban, 225
"Le Judaïsme et le Vatican", de L. de Poncins, 144
"Les causes cachées de la IIe guerre mondiale", 66
"Les Causes cachées de la IIe guerre mondiale", 61
"Le Financement du Nazisme", 252
A Twentieth Century Economic System, 265
Abel, RP. S.J., 211
absolutisme, 19
Action française, 114
Adam Smith, 43
Addis, Charles, Sir, 420
Addison, Lord, 297

- Allais, Maurice, 266
 Alwater, 67
 américanisation, 87
 américanisation-judaïsation, 87
 Anschluss, 51
 Anthony Eden, radio – message du
 11 septembre 1939, 375
 antifascisme, 377
Apocalypse, 430
 Argounow, 55
 Ashley, Colonel, 370
 Association des Banquiers
 américains, 255
 Association des Banquiers
 Américains, 247
 Assurances sociales, 364
 Astruc, Grand rabbin, 31
 Auriol, Vincent, 223
 Axelrod, 148
 Babeuf, François Noël, 70
 Bachmetiew, Boris, 54
 Baker, George F., 338
 Balaguer, 108
 Baldwin, 332
 Bank Charter Act de 1844, 238
 Bank Notes and Currency Act... de
 1928, 332
 Banque d'Angleterre, fondation et
 statut, 185
 banque de dépôt, 238
 banque d'émission, 238
 Banque des Règlements
 Internationaux, 420
 banque Kuhn, Loeb & Co, 89
 Banque Mondiale, 276
 Banque Mondiale pour la
 Reconstruction et le
 Développement, 274
 banques de prêts, 393
 Banquiers Internationaux, 252
 Barnaby, Major-Général, 51
 Barruel, 22
 Baruch, 147
 Baruch, Bernard, 72, 347, 354
 Baruch, Bernard M., 355
 Bassett Jones, 265
 Benevenisti, J.L., 239
 Berkeley, George, 204
 Berle Jr, A.A., 354
 Bernanke, Ben, 261
 Bernardini, Armand, 56
 Bert, Paul, 217
 Berthier, général, 117
 Bethen, 360
 Beveridge, William, Sir, 365
 Beylis, 54
 Bilans des investissements US en
 Amérique latine de 1955 à 59,
 275
Biographie de Pétain par Me Isorni, 34
 Birkenhead, Lord, 370
 Bismarck, 51, 211, 364
 Blank, Maria Alex., 96
 Bliss, Thomas, 196
 Bloch, Isaac, rabbin, 31
 Blum, Léon, ministre de, 33
 Bluntschli, 149
 B'nai Brith, 105
 B'nai Brith, 142
 Bode, 211
 Bolchevisme, financement du, 87
Bolshevism is not Jewish. 73
 Bosanquet, 200
 Bourdieu, 129
 Bourtzew, Wladimir, 55
 Brand, R. H.
 déclaration de, 335
 Brandeis, L., Juge, 354
 Brandeis, Lubitz, Juge, 355
 Briand, Aristide, 220
 British-American -Israël, 150
 Bronstein, alias Trotsky, 55
 Bronstein, Leiba alis Trotsky, 96
 Buchanan, Sir George, 56
 Budgets de l'instruction publique
 (laïque), 216

- Bugnini, Mgr, 177
 Buisson, Ferdinand, 215
 Bulletin mensuel du Economic
 Reform Club de juillet 1941, 313
 Bullit, 377
 Bullitt, William, 223
 Bullitt, 61
 Bund, 90
 Buonaparte, 118
 Buonarrotti, 70
 Burne, 194
 Burns, Robert, 195
 Calvin, 21
 Calvo Sotelo, 107
 Canet, Louis, 129
 Carcopino, 34
 Carmona, général, 108
 cartel, 310, 362
 Cassel, Sir Ernest, 93, 147
 Cassell, gust, 57, 62
Catholic Herald du 2 janvier 1942, 449
 Cavour, 51
 CEE, 269
 censure anti-Dieu, 215
 centre financier mondial, 191
 Chamberlain, Austen, 251
 Charasse, 101
Chaucer „, 274
Chicago Daily Tribune du 22 juillet
 1922, 355
 chômage, 287
 Churchill, Winston, 203
 Churchill, John, duc de
 Marlborough, 188
 Churchill, Winston, 47, 251, 332
 Churchill, Winston (déclaration
 de), 203
 City, la, 333
 City, la, 331
 City, la, (Londres), 93
 Clémenceau, 147, 213, 215
 Cleveland, Président, 246
 Clinton, Prdt, 262
 Clootz, Anacharsis, 211
 Cobbett, William, 191
 Cochin, Augustin, 22
 Collins, Michael, 123
 Colwyn, lord, 368
 Combes, Emile, 220
 Comité Anglo-Juif, 91
 Comité Cunliffe, 284
 Comité Cunliffe, rapport du, 251
 Comité Macmillan, 253
 Commission Bancaire et Monétaire
 du Sénat US, 345
 Communauté européenne, 180
 Communisme, 87, 130, 170
 Conciles de Bâle et de Constance, 10
 Conférence de Paix, 99
 Conférence de Paix de Paris, 100
 Conférence Economique Mondiale,
 de 1934, 385
 Confiscation (des biens religieux),
 218
 Congrès de La Haye, 180
 Congrès maçonnique de Bruxelles,
 63
 Conolly, James, 124
 Consortium financier US
 sa composition en 1913, 338
 conspiration du silence, 273
 Constitution *In Eminentis*, 38
 Constitution *Providas*, 38
 contraction du Crédit, 239
 contrat (social), 179
Contrat Social, 45
 Convent de 1781, 211
 convertibilité, 232
 Coolidge, Président, 347
 Cordell Hull, 431
 corporations, 113
 Corporations, 45
Corpus Reformatorum, 14
 Costa, Alfonso, 109
 Coughlin, RP, 66
 courtiers en or, 202

- crédit, 317
Crédit, 241, 273, 280, 282, 293, 378
 Crédit Social, 373
Crédit, système de, 330
 Créditisme, 373
 crédits, 264
 crédits à l'Allemagne, 290
 crédits..., 266
 Crimée, guerre de, 53
 crise sociale et financière, 87
 Cromwell, 192
 Cross, Reginald Edward, Dr, 323
 Cuhe, Paul, 180
 Culberson, Sénateur
 lettre du Col. House au, 340
 Cycle des Affaires, 243
 Cycle Economique, 244
 da Costa, Antony, 191
 da Costa, Menes, 190
 da Costa, Moses ou ouAnthony, 190
 d'Aguillar, baron d', 190
 d'Ailly, Pierre, 10
 Dalcho, 351
 dans "L'Usure aux temps présents" du
 P. Dehon, 444
 dans "The Workingmen's Guilds of the
 Middle Ages", 144
 Darlan, Amiral, 35
 Darrow, Clarence, 355
 Darwin, 164
 Davidson, Henry, 341
 de "A Fraudulent Standard", d'Arthur
 Kitson, 283
 De Andrade, Dr, 115
 De Gaulle, 34, 35
 de Leon, Daniel, 124
 de Madariaga, 274
 de Souza, Antonio, 186
 De Valera, 123
 de Velbruck, F.-C., Prince Evêque,
 28
 Déclaration de 1789, 43
 Déclaration des Droits de l'Homme,
 23
 Déclaration des Droits de l'Homme,
 217
 décret Le Chapelier, 45
 déflation, 239
 déification de l'homme, 352
 démocratie, 169, 177
 Démocratie, 192
 démocratie chrétienne, 299
 démocratisation, 180
 dépôts bancaires, 235
 dépression, 248, 269, 349
 dépressions, 256
 Descartes, 195
 déséquilibres économiques, 274
destruction en gros, 268
 dette, 230, 236, 247, 264, 265, 266,
 271, 302
 Dette nationale, 249
 dette nationale, 191, 250
 dettes, 268
 Dewine, Edward, 92
 Dillon, E.J. Dr, 100
 Dillon, E.J., Dr, 362
 Dobrowski, 63
*Document N°593 du Sénat des Etats-
 Unis*, 362
Documentation catholique n°1924 du 7
 septembre 1986, 155
 Dohm, Wilhelm, 146
 Douglas, Major, 373
 Dr Kurt Ziesché, 150
 Dryden, John, 188
 Duchesne, Mgr, 111
 Dunn, Thos, 197
 échanges commerciaux mondiaux
 en 1913 et en 1922, 337
Economic Tribulation, 268
 'Eglise invisible, 17
Elementa Philosophiae, de Graedt,
 O.S.B., 294
Elementa philosophiae, de Gredt, 7
 émission monétaire, 200, 243
 encaisse légale, 240
 encours, 239

- Etat, 171
 Ewinger, 148
 expansion du Crédit, 239
 expansion monétaire, 236
 Ezekiel, Mordecai, 355
 FAO, 276
 FED, 261, 289, 333, 336, 337, 369
 Banque de Réserve Fédérale, 361
 encaisse de départ et en 1922, 337
 sa tutelle sur l'Angleterre, 333
 FED, Conseil de surveillance de la,
 334
 FED, son noyau dirigeant, 378
 Federal Advisory Council, 255
 Federal Farm Board, 269
 Federal Reserve Board, 255, 334,
 349, 366, 420
 Ferrari, Cardinal, 299
 Ferry, Jules, 214
 Feuerbach, 165
 Fichte, 165, 167
 Finance Company of Great Britain
 and America, 367
 finance juive, le centre de, 373
 Fitch, inspecteur, 95
 Flandin, Pierre Eugène, 35
 Flux financiers de l'Amérique Latine
 de 1945 à 52, 275
 Foi allemande, 174
 fond GLD, 263
 Fondation Nova Spes, 155
 Ford, Edsel, 368
 formation maçonnique, 173
 Foxwell, H.S., Pr, 193
 Francks, Aaron, 190
 Franc-Maçonnerie, 22
 Franco, général, 106
 Franco, Général, 107
 Franco, Général, discours du 9 mai
 1943, 376
 Frank, Jerome, 355
 Frankfurter, Felix, Pr, 353, 356
 Frédéric II, 149
 Frédéric II, 210
 Encyclique "Au milieu des sollicitudes",
 33
 Encyclique *Caritate Christi Compulsi*,
 281
 Encyclique *Divini Redemptoris*, 69
 Encyclique *Divini Redemptoris, Sur le
 Communisme athée*, 381
 Encyclique Immortale Dei, Sur la
 Constitution Chrétienne des
 Etats, 29
 Encyclique *Mit brennender Sorge*, 169
 Encyclique *Post tam diuturnas*, 116
 Encyclique *Quadragesimo anno*, 178,
 389
 Encyclique *Quadragesimo Anno*, 127,
 278, 306
 Encyclique *Quadragesimo Anno Sur
 l'Ordre social*, 411
 Encyclique *Quadragesimo Anno, Sur
 l'Ordre social*, 417
 Encyclique *Rerum Novarum*, 277
 Encyclique *Summi Pontificatus*, 99
 Encyclique *Summi Pontificatus*,
l'obscurité sur la terre, 430
 Encyclique *Sur la Constitution
 chrétienne des Etats*, 36
 Encyclique *Sur la liberté humaine*, 133
 Encyclique *Tametsi*
Sur le Christ, Notre Rédempteur, 48
 Encyclique *Tametsi, Sur le Christ notre
 Rédempteur*, 366
 Encyclique *Tametsi, Sur le Christ notre
 Rédempteur*, 28
England and the Farmer, 310
 enrégimentement, 316
 et "No God Next Door" du RP. M.
 Kenny, S.J., 106
 et "Réflexions sur l'Intelligence" de J.
 Maritain, 162
 et Knigge, 211
étalon-dollar, 336
 étalon-or, 201, 229, 251
 étalon-or, système d', 142

- Free-Press* de Londres d'octobre 1938, 79
 Freud, 167
 Fürstenberg, 65
 Fürstenberg, 64
 Funk, Dr, 385
 Funk, Dr, 309
 Gambetta, 211
 Garibaldi, 51
 Garrett, William, 196
 Gasparri, Cal, 177
 Gasparri, Cardinal, 115
 Gentile, Giovanni, 179
 George III, 211
 Georges, général, 34
 Gerson, 10
 Gideon, Samson, 188, 190
 Giraud, général, 227
 giro-banque, 393
 Gladstone
 déclaration, 331
 gnose, 171
 Gobineau, 165
 Godfrey, Michael, 193
 Goethe, 195
 Golden Dawn, 174
 gouvernance mondiale, 427
Gouvernance mondiale, 170
 Gray, Finlay H. Représentant, 255
 Greenfell, E.C. ,, 358
 Gross, René, 147
 Grynspan, Alan, 261
 guerre de 1939, ses buts d'après le Major Douglas, 375
 guerre religieuse, 212
 guerre Russo - japonaise, 71
 Guillaume (d'Orange), 186
 Guillaume d'Orange, 187, 190, 192
 Guillaume III, 196
 Haase, 65
 Haeckel, 165
Harpers Magazine de mars 1940, 221
 Harriman, Averell, 371
 Harriman, E. H., 343
 Hart, Moses, 190
 Hawtrey, R.J., 242
 Hay, William Howard, 313
 Heath, Thomas L. , Sir, 331
 Hedge funds, 261
 Heer, Martin, 78
 Hegel, 163, 164, 165, 167
 Helphand, alias Parvus, 55
 Henkel de Donnesmark, 212
 Henriques, 192
 Herriot, Edouard, 223
 Herz, Cornélius, 213
 Herz, Henriette, 146
 Higginson, L. , Major, 340
 Hirsch, baron, 92
 Hopkins, 309
 Hopkins, Harry L., 355
 Horne, Robert, 57
 Horty, 360
 House, colonel, 147, 340
 Howe, Frederick C., 355
 Hudson, Sir James, 51
 Humanité, culte de l', 26
 Ickes, Harold, 355
 Ignatiev, comte Alexis, 54
III Sent, de St Thomas d'A., 294
 IIIe Internationale communiste, 377
 Illuminés (Maçons), 121
 immanentisme, 163
 individualisme, 130, 208
 inflation, 239
 inflation et déflation, 279
 Inquisition, 186
 intérêts Harriman, 366
 International Acceptance Bank, 366
Internationale, I', 51
 interventions sur le marché, 240
 intrigues (boursières), 190
Irish Catholic du 5 janvier 1939, 104
Irish Ecclesiastical Record d'avril 1938, 177
 Isabelle, Rdeine d'Espagne, 8
 Jarochinsky, Charles., 55

- Jean XXIII, 152
 Jeanne d'Arc, Sainte, 11
 Jewish Colonisation Association, 92
Jewish Guardian du 11 juin 1920, 101
 Joffé, 55
 Johnson, Hugh S., Général, 354
 Johnston, Thomas
 témoignage, 333
 Jordana, comte de, 376
Journal des Débats de janvier 1910, 217
Journal du PEP
 citation, 354
Journal France du 23 mars 1943, 227
Journal Officiel du 7 avril 1911, 212
 journal *The Flag of Ireland* du 3 octobre 1868, 130
 Juglar, Clément, 266
 Julian Huxley, 150
 Kant, Emmanuel, 167
 Karski, 78
 Kastein, Dr, 341
 Kaulbar, baron. 82
 Kerensky, 47, 56, 59, 95
 Kérénsky, 58
 Kerensky, Alexandre):, 55
 Ketteler, Mgr, 145
 Kiddel, Benjamin, 196
 Kidder Peabody, 338
 Kitson, Arthur, 249
 Kitson, Arthur , déclaration au Comité McMillan, 247
 Kourakine, Prince, 63
 Krassine, 62
 Kuhn, Bela, 107
 Kuhn, Loeb & Co, 338, 346
 Kulturkampf, 52
L'Ethnie Française, 56
La Bible au risque de la science, 164
 la Chambre, Guy, 221
 La Chambre, Guy, 223
 La Chambre, Guy, ministre, 62
La crise de la conscience européenne, 211
la direction spirituelle de l'humanité, 92
La Famille Oulianoff à Simbirsk'(, 96
 La Follette, Sénateur, 353
La Justice, du 2 décembre 1886, 215
La Lettre sur le Sillon , de Pie X, 127
La Révolution mondiale de Nesta Webster, 44
Labour in Irish History, de Conolly, 130
 l'Allocution de Noël 1942 du pape Pie XII: ", 328
 Landis, James M., 355
 Landrieux, Mgr, 215, 217
 l'article "Banking and Credit" de *l'Encyclopédie Britannique*, 242
 Lasalle, Ferdinand, 70
 Laval, Pierre, 35
 Lazarus, dr, 31
Le Communisme est juif ", 92
le Contrat Social, 146
Le Courrier International, 144
 Le Dr Eberlé, 151
Le Journal, d'octobre 1909, 220
Le Judaïsme et le Vatican, 152
 le *New-York Times* du 24 mars 1917, 71
Le Pilori de juillet 1938, 222
Le Temps, du 30 décembre 1911, 217
 Lebey, A, 333
Lectures Françaises, 274
 Lee, Higginson & Cy, 338
 Lehmann, Herbert, 359
 Leibnitz, 195
 l'Encyclique *Casti Connubii*, *Sur le Mariage chrétien*, 175
 l'Encyclique *Mirari Vos* du Pape Grégoire XVI, 37
 l'Encyclique *Mit bren-nender Sorge*, 167
 l'Encyclique *Non Abbiamo Bisogno*, *Sur L'Apostolat des Laïcs*, 176
 Lenine, 148
 Lénine, 47, 58, 62, 64, 79, 95

- L'Entrée des Juifs dans la société française*, de l'Abbé Lémann, 30
- Les Causes cachées de la IIe guerre mondiale*, 223
- Les Erreurs modernes* " de Dom Paul Benoit, 24
- Les Juifs et la vie économique*, de Werner Sombart, 189
- Les Nouvelles de France* du 27 mai 1942, 221
- Les Sociétés Secrètes et la Révolution*", du RP. Deschamps, 212
- l'étalon de valeur (du dollar), 248
- l'étalon-or, 283, 289
- Letter from America* , du 4 décembre 1942., 436
- Lettre Apostolique *Quo Graviora* 38
- Lettre au Peuple Italien*, de Léon XIII, 37
- Levien, 148
- Lewisohn, 359
- Lex civilis*, 279
- Libéralisme*, 43
- Libéralisme, 17, 41
- liberté (interprétation marxiste), 131
- liberté d'autonomie, 170
- liberté religieuse, 23
- Lindberg, Charles A., Sénateur, 247
- Lindberg, C.A., Sénateur, 247
- Lindbergh, Charles, Représentant, 345
- L'inflation*, 284
- L'Instituteur Français*, 216
- Lipianski, Alexandre Markovitch, 180
- lire " *Robert Burns and his Masonic Circle* " de Dudley Wright, 196
- Lloyd George, 56, 61, 147, 251
- Locke, 194
- Loeb, Salomon, 343
- loi Carter Glass
- créatrice de la FED, 340
- loi de Finance anglaise de 1918, 332
- Loi sur l'or de 1934, 348
- loi US de l'étalon-or, 248
- loi Waldeck-Rousseau, 217
- lois laïques, 215
- Lois sur le Blé, 300
- Loménie de Brienne, 28
- Look to the Land* ,, 319
- Lopez Ferreira, Moses, 190
- Lopez, Manasseh, 188, 190
- Lord Northbourne, 323
- l'Organisation Centrale Juive, 90
- l'Organisa-tion Centrale Juive, 80
- Losovski (Salomon Abramovitch Dridno), 107
- Loukomsky, Général, 54
- Lunatcharsky, 55, 67
- Lundendorff, 47
- l'usure, 280
- Luxembourg, Rosa, 78
- Lwow, Prince Georges, 54
- M D Private Bulletin*, septembre 1942, 365
- Mac Fadden, Louis
- interview radio du 2 mai 1934, 354
- Mac Fadden, Louis
- discours du 24 juin 1934 au Congrès, 359
- Macaulay, 189
- Macaulay, Lord, 187
- Machado Santos, 109
- MacLeod Yearsley, P, 323
- Maçonnerie et sectes secrètes*, 56, 63, 65
- Maffi, Cardinal, 299
- Maklakow, Basil, 54
- Malesherbes, 28
- Malthus, 43
- Malvy, 78
- Manchester Guardian Commercial*, du 30 mai 1929, 335
- Manchester Guardian*, du 7 août 1931, 269
- Mandel , Georges, 147
- Mandel, Georges, 223

- Manifeste Communiste* de Marx et Engels, 145
- Marc, Alexandre, 127
- marché des valeurs, 189, *spéculation boursière*
- Marlborough, duc de, 188
- Marr, Willelm, 68
- Martoff 79
- Marx, 44
- Marx, Karl, 105
- Marx, Karl, 70
- marxisme, 124
- Marxistes(conceptions sociales des), 123
- masse monétaire, 236, 239, 241, 242, 244
- Mazanaç, député tchèque, 84
- Mazzini, 51, 175
- Mc Carrison, Robert, Sir, 315
- Mc Kenna, Reginald
- déclaration à l'AG de la Midland Bank, janvier 1928, 335
- McGowan, Sir Harry, 368
- McKenna, Reginald, 239
- Adresse de 1932, 288
- Adresse de, 285
- déclarations, 332
- McKetttrick, Thomas, 420
- Medina, 188
- Medina, Salomon, 190
- Medina, Sir Salomon, 188
- mégalo-poles, 304
- Mein Kampf*, 166
- Melchett, Lord, 367, 368
- Melchoir, Karl, Dr, 359
- Mémoires de Guerre*, de Lloyd George, 62
- Mémoires* de la Princesse Paley, 56
- Mémoires* de Mr Vanderslip, 341
- Mémoires* de Sir Cecil Spring-Rice, 373
- Mémoires* du Prince Max de Bade, 361
- métiers de la finance, 208
- Meyer, Amschel, alias Rothschild, 211
- Michel, Georges, 214
- Midland Bank Review* de juin-juillet 1930, 423
- Mignot, Mgr, 299
- Ministère Freycinet, 213
- Milioukoff, 58
- Milioukoff, Paul), 55
- Milner, Lord, 416
- Ministère Loubet, 213
- Ministère Méline, 213
- Ministère Ribot, 213
- Ministère Rouvier, 213
- ministère Waddington, 213
- Ministres maçons (Ministère Daladier, 222
- Minority Report N°III de la Irish Banking Commission*, de 1938, 406
- Mirabeau, 146
- modernisme social, 177
- Moley, Raymond , Pr, 354
- Money*, 197
- Money Creators*, 255
- monnaie, 197, 208
- monnaie fiduciaire, 264
- monnaie mondiale, 262
- monnaie, valeur de la, 252
- monnaie, l'émission monétaire, 198
- monopoles, 277
- Montacute, Lord, 197
- Montagu, 191
- Montagu Norman, 253, 331, 332, 373, 385
- Montaigu Norman, 194, 332
- Montini, Abbé, 177
- Morgan, J.P., 338
- Morgenthau Sr, Henry, 355
- Morgenthau, Henry, 359
- Morin, Stéphane, 210, 351
- Mounier, Emmanuel, 127, 180
- mouvement révolutionnaire, 90
- Mullins, William, 196

- Mussolini, 176
 Nakhmouk, 59
 Napoléon, 36
 Napoléon III, 51
 Naquet, Alfred, 214
 Nathan, Ernesto, 175
 nation, 119, 170
 nation, culte de la, 119
 National City Bank, 366
 circulaire de février 1926, 334
 nationalité, 122
 National-Socialisme *See* Nazisme
 Naturalisme, 21, 25
 Nazisme, 157
neutralité (de l'Etat), 34
 New Deal, 66, 348, 352, 354, 355
New English Weekly du 8 janvier 1940, 374
New-York Times du 8 février 1929, 334
New-York World du 21 octobre 1928, 360
 Nicolas II, Tsar, 63
 Nietzsche, 18, 150, 167
 niveau des prix, 200
 Normanby, lord, 50
 Nouvelle droite, 167
Novoe Vremia du 28 juillet 1922, 85
 O'Brien, William, 131
 Occam, 13
Oeuvres de Luther, 17
 OMC, 269
 O'Neill, Owen Roe, 122
 Oppenheim, 151
 Opus dei, 275
 Opus Dei, 111
 organisation corporative, 177
 organisation hiérarchisée raciste" du monde, 169
 Ottaviano, Cardinal, 108
 Oulianov, alias Lénine, 55
 Owen, Robert L., 387
Oxford Pamphlets, de J. H. Muirhead, 167
 P.E.P. (Political and Economic Planning), 354
 Pacelli, Cal, 155
 Pacelli, Cal Secrétaire d'Etat, 66
 Painlevé, 78
 Paiva, 212
 Paléologue, Maurice, 63
 Palmerston, 51
 Palmerston, Lord, 49
pan-Capitalisme mondial, 87
 Panic Circular, 246
 panique (financière), 91
 panique financière de 1907, 343
 panthéisme, 171
 Panthéisme, 25
 Papius, 63
Paris-Match, édition belge du 12 février 2009, 155
 Parvus, 67, 90, *See* Helphand
 Parvus Helphand, 55
 Paterson, 193
 Paterson, William, 192, 195, 199
 Paul VI, 152
 Paul, Grand Duc, 56
 Pécaut, 215
 Pecora, 345
 Peel, Sir Robert
 sa définition de la £, 291
Pembroke, comte Thomas de, 195
 Pereira, Isaac, 189
 Pershing, général, 347
 Pétain, Maréchal, 34
 Pétain, Maréchal, 35
 Pétain, Philippe, Maréchal, 222
 Peterborough, comte de, 194
 Pétlura, 56
 Philipson, dr, 31
 Pidulski, Maréchal, 100
 Pie XII, 180
 sa lettre à Roosevelt du 7 janvier 1940, 357
 Pie XII, 111
 Pierre d'Alilly, 13
 Pitra, Cardinal, 148

- Pitt, 211
 planification, 306
 Planification économique, 269
 planification socialiste, 354
 Plovtzeff, colonel, 59
 pluralisme libéral, 114
 population juive mondiale(en 1910), 99
 Pranaitis, Mgr, 124
 prédiction de la révolution russe, 68
Problèmes Economiques, 274
 progrès, 87
Protocoles des Sages de Sion, 27
 Protopopoff, 67
 Protopopov, 63
 publicité, 273
Quas Primas, 102
 Quesnay, 43
 quotas, 269
 R. MacNamara, 150
 Radomislasky, alias Zinoviev, 55
 Rampolla, Cardinal, 299
 Rapport de la Commission Pujo, 338
 Rapport de la Commission Forestière, 327
 Rapport de la Commission Pujo, 287
 Rapport du Comité Macmillan, 242
 Rapport Officiel de la Commission McMillan, 254
 Rapport Pujo, 369
 Rapport secret du comte Lambsdorff, 90
 Raspoutine, 62, 63
 Rathenau, Walther, 364
 ratio de liquidité, 241
 Raynal, Abbé, 28
 Reading, Lord
 alias Rufus Isaacs, 368
 rébellion, 19
Réflexions sur la Révolution de France, 23
 Régulation du Marché, 269
Report on Patent Medicines, 323
 République universelle, 221
Rerum Novarum, 126
 résolution du Gouvernement Polonais le 10 juin 1941, 102
 Retinger, Joseph, 428
 Révolution, 25
Révolution, contre-Révolution, 23
 révolutionnaires, 87
 Rhodes, Cecil, 416
 Ribadeau-Dumas, 174
 Ricardo, 43
 Richberg, Donald, 355
 RISS, 196
 RISS (Partie Occultiste, vol. I, 1928), 196
 RISS du 1er février 1938 et du 15 janvier 1939, 351
 RISS) du 1er février 1938, 224
 Robison, 22
 Rogers, James Harvey, Pr, 355
 Rohan, Cal. de, 28
 Roosevelt, 151
 Roosevelt, Franklin D., 353
 Roosevelt, Président, 358
 Roosevelt, Président, 270, 348, 376
 Roosevelt, Theodore, Président, 356
 Rosenberg, 172
 Rothschild, 91
 Rothschild, Karl, 175
 Rowe, Sir Reginald, 257
 Rubenstein, 67
 Sadowa, 53
 Saint-Aulaire, comte de, 87, 93
 Salazar, 108
 Salazar, Dr. O., 376
 Samuel, Sir Herbert, 147
 Sangnier, Marc, 180
 Sangnier, Marc, 127
Saturday Evening Post du 26 octobre 1935, 353
 Savinkow, Boris, 54
 Sazonow, Sergius, 54
 Schiff, Jacob, 67, 72, 343

- lettre au Col House, dec. 1913, 341
 Scott, Walter, 195
 Seligman, 151, 359
 Semachko, 59
Semaines Sociales, 180
 Marvin, F.R., 352
 séparatisme Luthérien, 18
Si Si No No, 155
 Sicco Mansholt, 150
 Sikorski, général, 102
Sillon, 180
 Sincholle, 54
 Sinn Fein, 123
 Skelton Williams, John, 255
 Skoropadski, 56
 Smith, Vivian, 358
 Snowdon, Lord, 332
Socialisme, 44, 352
 société civile, 171
 Société de Thulé, 172
Société des Nations, 88, 101, 109, 252
 Soros, George, 379
 Soukine, Jean, 55
 souveraineté nationale, 389
 spéculation, 261, 334
 spéculation (boursière), 261
 Spinoza, 195
 St Matthieu, 209
 St Thomas d'A., 7
 St Thomas d'A., 42
 St Thomas d'A., I a, II ae, Q.2, a1, 383
 St. Chamberlain, H, 165
 Stakhovitch, Michel, 55
 Stamp, John, Sir, 334
 Stamp, Josiah, Sir
 interview de, 334
 Standard Oil, 344
Statist de Londres
 dossier de juillet 1930, 285
 statut des fraudes, 398
 Steeg, 215
 Stewart, Dugald, 195
 Stillman, James, 338
 Stinnes, Hugo, 56, 151
 Stoll, Oswald, Sir, 361
 Strassburger, Ralph Beaver, 361
 Strauss, 359
 Strong, James G., Représentant, 342
 Suasso, 188
 Suasso, Isaac, Antonio, 187
 subsidiarité, 418
Sunday Dispatch du 21 septembre 1941, 332
surproduction, 272, 290
 Sydney Paternoster, G., 323
Syllabus, 37
 système cent pour, 394
 système d'étalon-or, 241
 système financier, 234
 Talmud, 164
tarifs et quota, 269
 taux d'escompte, 334, 342, 349
 taux d'intérêt, 279
 Taylor Fulford, George, 322
 Taylor, Myron C., 347
 Teagle, Walther, 368
The Arch-Enemy of Economic Freedom
 ", du Pr Soddy, 401
The Catholic Herald de Londres, du 4 avril 1941, 368
The Catholic Herald de Londres du 31 octobre 1941, 103
The Church and Usury, du Dr Cleary, 279
The Constitutions of Freemasonry or Abiman Rezon", 195
The Fascist d'octobre 1935, 192
The Futurist, 325
The Hibernian Journal de novembre 1937, 130
The New Corporative State of Portugal"
 de S. George West, 114
The New English Weekly du 15 octobre 1942, 428, 430
The Patriot, juillet 1924, 47
The Polish Jew, 80

- The Principle Cause of Unemployment*"
 de D.W. Maxwell, 236
The Root of All Evil, 273
The Root of All Evil" de Sir Reginald Rowe, 232
The Standard (de Dublin) du 16 avril 1943, 107
The Sunday Times du 9 octobre 1938, 239
The USA Banker's Magazine (du 26 août 1934), 350
The Weekly People, du 9 avril 1904, 125
The Weekly Review du 30 mai 1940, 374
théorie quantitative (de la monnaie), 293
 thèses thomistes, les 24, 8
Times du 22 novembre 1905, 81
Times du 30 novembre(1905), 83
 Toller, 148
 Tonnage Act, 198
 Townsend, Joyhn, 197
 Traité de Versailles, 51
 Traité des Minorités, 101
 transfert du Centre Financier juif, 186
 Trotski, 47, 148
 Trotsky, 58, 86, 100
 Trotsky (Bronstein), 59
Truman, Harold, 272
 Tugwell, Rexford, Pr, 354
 Ulianov, Ilia, 95
 Ulpian, 179
USA Financial Chronicle, 272
 usure, 265
'usure, 277
 Vanderslip, Frank A., 341
 veau d'or, 88
 Vickers, Vincent, 332
 volume de la monnaie, ou masse monétaire, 201
 Von Alvensleben, baron, 210
 Von Arnim, 212
 Von der Goltz, 210
 Von Mises Ludwig, baron, 151
 von Schoonnenberg, Franz, 192
 Wadler, 148
 Wagner, Richard, 167
 Waldeck-Rousseau, 220
 Wall Street, 93, 335, 344
 Wallace, 270
 Wallace, Henry A., 355
 Walpole, Hugh, 58
 Warburg, 151, 340, 359
 Warburg, Félix, 90
 Warburg, Max, 67, 90, 361, 364
 Warburg, Paul, 89, 341, 343, 361
 Warren, George E., Pr, 355
Washington Post du 11 mars 1934, 353
Weekly Review du 22 mai 1941, 431
 Weisshaupt, 211
Weltanschauung, 152, 166
Welfreimaurerei, 173
 Whitfield, Artyhur, Dr, 323
 Wilson, Woodrow, 147
 Wilson, Woodrow Prdt, 341
 Wilson, Woodrow président, 330
 Wolf, Lucien, 91, 101
 Wolfe Tone, 117
 Wolsey, Cardinal, 8
 Woodin, William, 347
 Woodrow Wilson, 333, 337, 340
 Wyrubow, Basil, 54
 Young, Owen D., 347
 Youstchinsky, André, 54
 Zabrouscky, 376
 Zangwill, Israel, 101
 Zinoviev, 67
 Zunder, 84